



HAUTE AUTORITÉ DE SANTÉ

RECOMMANDATIONS DE BONNE PRATIQUE

**Surdité de l'enfant : accompagnement des familles
et suivi de l'enfant de 0 à 6 ans,
hors accompagnement scolaire**

ARGUMENTAIRE

Décembre 2009

Les recommandations et synthèse des recommandations sont téléchargeables sur
www.has-sante.fr

Haute Autorité de santé
Service Documentation – Information des publics
2 avenue du Stade de France - F 93218 Saint-Denis La Plaine CEDEX
Tél. :+33 (0)1 55 93 70 00 - Fax :+33 (0)1 55 93 74 00

Ce document a été validé par le Collège de la Haute Autorité de Santé en décembre 2009.

  Haute Autorité de Santé – 2009

Sommaire

Abréviations	6
Définitions retenues	7
Méthode de travail	9
1 Méthode Recommandations pour la pratique clinique	9
1.1 Choix du thème de travail	9
1.2 Comité d'organisation	9
1.3 Groupe de travail	9
1.4 Rédaction de la première version des recommandations	10
1.5 Groupe de lecture	10
1.6 Consultation publique	10
1.7 Version finale des recommandations	11
1.8 Validation par le Collège de la HAS	11
1.9 Diffusion	11
1.10 Travail interne à la HAS	11
1.11 Gradation des recommandations	11
2 Gestion des conflits d'intérêt	12
3 Recherche documentaire	13
3.1 Sources d'information	13
3.1.1 Bases de données bibliographiques automatisées :	13
3.1.2 Autres sources :	13
3.1.3 Sites Internet :	13
3.2 Stratégie de recherche	14
4 Critères de sélection des articles	17
Argumentaire	19
1 Introduction	19
1.1 Thème de ce travail	19
1.1.1 Saisine	19
1.1.2 Objectifs - Questions posées	19
1.1.3 Limites du thème	20
1.2 Contexte	21
1.2.1 Repères historiques et r�glementaires	21
1.2.2 Contexte sociologique	25
1.2.3 Contexte �thique	27
1.2.4 Recommandations de la HAS	28
1.3 Professionnels concernés	29
1.4 Enfants concernés	29
2 Les enfants sourds : une population très diverse	30
2.1 Des situations médicales multiples	30
2.1.1 Classifications médicales de la surdité	30
2.1.2 �pid�miologie	32
2.2 Des situations fonctionnelles diverses	33
2.3 Un environnement et des situations linguistiques variées	34
2.3.1 Environnement linguistique familial avant la naissance de l'enfant	34
2.3.2 Les facteurs associés à l'utilisation des différentes langues par l'enfant	34

2.3.3	Enquêtes de préférences auprès des parents en vue d'un choix éducatif	38
2.3.4	Conclusions relatives à la diversité de l'environnement linguistique	40
2.4	Recommandations de la HAS	41
3	Quelles sont les actions permettant de développer la communication et le langage de l'enfant sourd ?	41
3.1	Indications des programmes d'intervention précoce	41
3.1.1	Qu'est-ce qu'un programme d'intervention précoce ?	42
3.1.2	Les programmes d'intervention précoce sont-ils efficaces ?	43
3.1.3	Quel est le contenu d'un programme d'intervention précoce ?	50
3.1.4	Recommandations de la HAS	54
3.2	Choix d'une ou de deux langues	55
3.2.1	Enfants présentant un seuil auditif compris entre 41 dB HL et 70 dB HL	56
3.2.2	Enfants présentant un seuil auditif > 70 dB HL	56
3.2.3	Recommandations de la HAS	61
3.3	Modalités de mise en œuvre d'une approche audiophonatoire	67
3.3.1	études comparatives	67
3.3.2	Appareils conventionnels d'amplification auditive	68
3.3.3	Implants cochléaires	70
3.3.4	Communication totale	79
3.3.5	Français signé	80
3.3.6	Langue française parlée complétée	80
3.3.7	éducation oraliste, auditive, verbo-tonale	83
3.3.8	Interventions bilingues dans le cadre d'une approche audiophonatoire	85
3.3.9	Contenu des programmes d'intervention précoce selon une approche audiophonatoire	85
3.3.10	Recommandations de la HAS : mise en œuvre d'une approche audiophonatoire	85
3.4	Modalités de mise en œuvre d'une approche visuogestuelle	88
3.4.1	Perspective professionnelle	89
3.4.2	Perspective des parents	91
3.4.3	Recommandations de la HAS : mise en œuvre de l'approche visuogestuelle	91
4	Comment évaluer la communication et le langage de l'enfant sourd ?	92
4.1	Recommandations et revues systématiques spécifiques de la surdité	93
4.2	évaluer le développement de la communication sociale précoce	94
4.3	évaluer la langue parlée	94
4.3.1	Les outils de repérage du développement du langage, à travers la langue parlée	94
4.3.2	Les outils de diagnostic	97
4.4	évaluer la langue des signes	99
4.5	évaluer la langue écrite	101
4.5.1	Niveau de lecture	101
4.5.2	Stratégies de lecture	101
4.5.3	Orthographe	103
4.6	Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé pour les enfants et les jeunes	103
4.7	Modalités de transmission de l'évaluation	104
4.8	Conclusion	105
4.9	Recommandations de la HAS	107
5	Quelle information délivrer aux familles ?	107
5.1	Besoins exprimés par les familles	108
5.1.1	Enquêtes françaises	108
5.1.2	Enquêtes �trang�res	109
5.2	Information délivrée aux familles	113
5.2.1	Considérations générales	113
5.2.2	Considérations spécifiques à l'enfant sourd	114
5.3	Modalités pour assurer la neutralité de l'information	117
5.3.1	Considérations générales	117
5.3.2	Considérations spécifiques à l'enfant sourd	118

5.4	Recommandations de la HAS	121
5.4.1	Principes généraux et pluralité de l'information	121
5.4.2	Contenu de l'information	122
6	Comment aider les parents à être les acteurs essentiels du suivi et de l'accompagnement de l'enfant sourd ?	126
6.1	Implication des parents et niveau de langue des enfants sourds	127
6.2	Parentalité avec un enfant sourd : revue systématique	127
6.2.1	être parent d'un enfant sourd, c'est avant tout être parent	128
6.2.2	être parent d'un enfant sourd, c'est développer des compétences spécifiques	128
6.2.3	être parent d'un enfant sourd, c'est une multitude de manières d'être	128
6.2.4	être parent d'un enfant sourd, c'est assumer plusieurs rôles	128
6.2.5	être parent d'un enfant sourd, c'est être en contact avec de nombreux professionnels	129
6.3	Parentalité avec un enfant sourd : le point de vue des parents	129
6.3.1	étude transversale	129
6.3.2	Enquêtes qualitatives	130
6.4	Aspects spécifiques de la parentalité avec un enfant sourd : réactions parentales à la suite de l'annonce d'une surdité possible ou confirmée	131
6.4.1	Attachement parent-enfant	131
6.4.2	Stress parental	132
6.5	Communication entre parents et enfants	136
6.5.1	évaluation d'un programme visant à améliorer la communication parents-enfants	136
6.5.2	Adéquation des modes de communication entre parents et enfants	137
6.5.3	Interactions précoces parents-enfants	137
6.5.4	Conseils aux parents en vue de faciliter la communication avec leur enfant	138
6.6	Fratrie	139
6.7	Recommandations internationales	139
6.8	Recommandations de la HAS	139
7	Comment prévenir les troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd ?	141
7.1	Interventions de prévention	142
7.2	Prévalence et facteurs de risques des troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd	142
7.2.1	Prévalence	142
7.2.2	Facteurs associés aux troubles psychiques	143
7.3	Recommandations de la HAS	145
7.3.1	Identifier les troubles psychiques ou relationnels de l'enfant sourd	145
7.3.2	Adopter des mesures de prévention	145
8	Quels sont les lieux d'accueil ou de prise en charge des enfants sourds de 0 à 6 ans ?	146
8.1	Analyse de la littérature	146
8.2	Constat du groupe de travail	150
8.2.1	Lieux d'information	150
8.2.2	Lieux de dépistage de la surdité	151
8.2.3	Diagnostic	151
8.2.4	Intervention précoce	151
8.2.5	Scolarisation	152
8.2.6	Soins	153
8.3	Recommandations de la HAS	153
	Annexes	155
	Références bibliographiques	267
	Participants	286

Abréviations

En vue de faciliter la lecture du texte, les abréviations et acronymes utilisés sont explicités ci-dessous.

AEEH	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé
AFDPHE	Association française pour le dépistage et la prévention des handicaps de l'enfant
AP-HP	Assistance publique des hôpitaux de Paris
AHRQ	Agence américaine pour la recherche et la qualité en santé (<i>Agency for Healthcare Research and Quality</i>)
CAMSP	Centre d'action médico-sociale précoce
CDAPH	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées
CLIS	Classe pour l'inclusion scolaire
CTNERHI	Centre technique national d'études et de recherche sur les handicaps et les inadaptations
dB HL	Décibels en référence au son le plus faible perceptible par l'oreille humaine (HL = <i>hearing level</i>)
DGAS	Direction générale de l'action sociale
DGS	Direction générale de la santé
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
HAS	Haute Autorité de Santé
IES	Institut d'éducation sensorielle
INPES	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
IQWiG	Agence allemande pour la qualité et l'efficacité en santé (<i>Institute for Quality and Efficiency in Health Care</i>)
LPPR	Liste des produits et prestations remboursables
LSF	Langue des signes française
MADRS	<i>Montgomery and Asberg depression rating scale</i>
ORL	Oto-rhino-laryngologie
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAI	Plan d'accueil individualisé
PCH	Prestation de compensation du handicap
RPC	Recommandations pour la pratique clinique
SAFEP	Service d'accompagnement familial et d'éducation précoce
SESSAD	Service d'éducation spéciale et de soins à domicile
SSEFIS	Service de soutien à l'éducation familiale et à l'intégration sociale

Définitions retenues

Langage	Capacité, observée chez tous les êtres humains, d'exprimer leur pensée et de communiquer au moyen d'un système de signes linguistiques. Cette faculté humaine est mise en œuvre au moyen d'une langue.
Langue, modalités orale et écrite	Système de signes linguistiques, vocaux, signés ou graphiques, propre à une communauté d'individus, qui l'utilisent pour s'exprimer et communiquer entre eux. Exemple : le français, l'anglais, la langue des signes française (LSF). Les langues se déclinent en une ou deux modalités : une modalit� orale (ex. s'exprimer en face à face en parlant français ou en signant en LSF) et une modalit� écrite (ex. lire ou écrire en français).
Langue orale	Cette expression n'a pas été retenue dans le corps du texte de ce document car elle est source de confusion. En effet, elle peut être comprise selon les acteurs comme « langue parlée », sens communément répandu dans le grand public, ou comme « modalit� orale d'une langue, celle-ci pouvant être une langue parlée ou une langue des signes », sens classiquement utilisé par les linguistes et souvent retenu par les personnes s'exprimant en langue des signes. En revanche, dans les citations et dans les tableaux, par souci de rigueur vis-à-vis des termes utilisés par les auteurs, le terme « oral » a été maintenu si les auteurs l'utilisaient. � part de rares exceptions, où une ambiguïté peut persister dans les articles, le terme « oral » est le plus fréquemment utilisé dans le sens d'une communication verbale avec langue parlée.
Langue parlée	Langue dont la modalit� orale utilise le canal de communication audiophonatoire ; le terme « langue vocale » est également utilisé. De nombreuses langues parlées existent selon les pays (français, anglais, etc.).
Langue des signes	Langue dont la modalit� orale utilise le canal de communication visuogestuel. De nombreuses langues des signes existent selon les pays (langues des signes française, anglaise, américaine, etc.).
Langue française	En France, « la langue de la République est le français » (art. 2 de la Constitution). Parmi les langues de France (1), « La langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière. » (art. L. 312-9-1 du Code de l'�ducation) (2). La « langue des signes française » et la « langue française » sont les deux langues considérées « dans le cadre d'une éducation ou d'un parcours scolaire avec communication bilingue » (art. L. 112-2-2 du Code de l'�ducation) (2). Dans ce document, chaque fois qu'il sera fait référence aux textes r�glementaires, ou dans les citations complètes de certains textes, le libellé utilisé dans ces textes sera respecté. Il faut alors entendre « la langue française » comme « le français ».
Bilinguisme	Fait de pouvoir s'exprimer et penser sans difficulté dans deux langues dans la vie de tous les jours : par exemple, pratiquer une langue à la maison et une autre à l'�cole. Le bilinguisme peut se rapporter à des phénomènes concernant un individu, qui se sert de deux langues, ou à une communauté où deux langues sont employées. Le niveau de précision dans chacune des langues, ainsi que les champs d'expertise, peuvent être différents : ex. maîtrise du français oral et écrit et de l'anglais écrit uniquement. Le bilinguisme parfaitement équilibré (même niveau de langue dans toutes les modalités des 2 langues) est rare.
Personne bilingue	Une personne bilingue, dans le sens le plus large de la définition, est celle qui peut communiquer dans deux langues au moins, dans sa vie de tous les jours, que ce soit de façon active (parole, langue des signes, écriture) ou passive (�coute et lecture). La personne bilingue a des spécificités, en particulier : imprégnation de deux cultures, stratégies de compensation entre les deux langues, flexibilité cognitive.
�ducation bilingue	Une �ducation bilingue est une éducation au cours de laquelle deux langues sont utilisées alternativement dans le quotidien de l'enfant. Il n'existe pas de consensus en France en 2009 sur les modalités de mise en œuvre d'une éducation bilingue chez le jeune enfant sourd, en particulier avant 3 ans.

Communication	<p>La communication est une situation d'échanges entre deux ou plusieurs personnes. Cette communication peut être verbale (elle utilise une langue : français, LSF) ou non verbale (elle utilise d'autres moyens de communication que la langue : gestes, conventionnels ou non, expression du visage, échanges visuels, contacts physiques, vibrations, etc.). Une situation réelle de communication fait fréquemment appel simultanément à une communication verbale et non verbale.</p> <p>L'expression « communication parlée » est utilisée dans ce document comme « communication verbale utilisant une langue parlée ».</p> <p>L'expression « communication bilingue » est utilisée en référence aux textes législatifs (art. L. 112-2-2 du Code de l'éducation) (2) ; elle peut être comprise comme « communication verbale utilisant deux langues ».</p>
---------------	---

Méthode de travail

1 Méthode Recommandations pour la pratique clinique

Les recommandations de bonne pratique sont définies comme « des propositions développées selon une méthode explicite pour aider le praticien et le patient à rechercher les soins les plus appropriés dans des circonstances cliniques données ».

La méthode Recommandations pour la pratique clinique (RPC) est l'une des méthodes utilisées par la Haute Autorité de Santé (HAS) pour élaborer des recommandations de bonne pratique. Elle repose, d'une part, sur l'analyse et la synthèse critiques de la littérature scientifique disponible, et, d'autre part, sur l'avis d'un groupe multidisciplinaire de professionnels concernés par le thème des recommandations.

1.1 Choix du thème de travail

Les thèmes de recommandations de bonne pratique sont choisis par le Collège de la HAS. Ce choix tient compte des priorités de santé publique et des demandes exprimées par les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. Le Collège de la HAS peut également retenir des thèmes proposés par des sociétés savantes, l'Institut national du cancer, l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, l'Union nationale des professionnels de santé, des organisations représentatives des professionnels ou des établissements de santé, des associations agr e s d'usagers.

Pour chaque thème retenu, la méthode de travail comprend les étapes suivantes.

1.2 Comité d'organisation

Un comité d'organisation est réuni par la HAS. Il est composé de représentants des sociétés savantes, des associations professionnelles ou d'usagers, et, si besoin, des agences sanitaires et des institutions concernées. Ce comité définit précisément le thème de travail, les questions à traiter, les populations de patients et les professionnels concernés. Il signale les travaux pertinents existants, notamment les recommandations. Il propose des professionnels susceptibles de participer aux groupes de travail et de lecture. Ultérieurement, il participe au groupe de lecture.

Dans le cadre particulier de ce travail, une traduction simultanée en langue des signes par des interprètes a été organisée.

1.3 Groupe de travail

Un groupe de travail multidisciplinaire et multiprofessionnel est constitué par la HAS. Il est composé de professionnels de santé ayant un mode d'exercice public ou privé, d'origine géographique ou d'écoles de pensée diverses, et, si besoin, d'autres professionnels concernés et de représentants d'associations de patients et d'usagers. Un président est désigné par la HAS pour coordonner le travail du groupe en collaboration avec le chef de projet de la HAS. Un chargé de projet est également désigné par la HAS pour sélectionner, analyser et synthétiser la littérature médicale et scientifique pertinente. Il rédige ensuite l'argumentaire scientifique des recommandations en définissant le niveau de preuve des études retenues. Ce travail est réalisé sous le contrôle du chef de projet de la HAS et du président.

Dans le cadre particulier de ce travail, le groupe de travail a été constitué de sorte d'y intégrer des personnes sourdes (représentants de personnes sourdes et professionnels sourds), des personnes s'exprimant en français, en langue des signes ou dans les deux langues. Parmi les personnes s'exprimant en français, ont été intégrées dans le groupe, des personnes utilisant la langue française parlée complétée et des personnes utilisant le français signé. Une traduction simultanée en langue des signes par des interprètes et la mise à disposition d'une boucle magnétique ont été assurées pour toutes les réunions.

1.4 Rédaction de la première version des recommandations

Une première version des recommandations est rédigée par le groupe de travail à partir de cet argumentaire et des avis exprimés au cours des réunions de travail (5 réunions dans le cadre de ce travail). Cette première version des recommandations est soumise à un groupe de lecture externe.

Dans le cadre de ce travail, cette première version de recommandations a également été soumise à une consultation publique via le site de la HAS.

1.5 Groupe de lecture

Un groupe de lecture externe est constitué par la HAS selon les mêmes critères que le groupe de travail. Il est consulté par courrier ; chaque membre donne un avis individuel sur le fond et la forme de l'argumentaire et des recommandations, en particulier sur la lisibilité et l'applicabilité de ces dernières (cf. document annexe pour les résultats des avis formalisés).

1.6 Consultation publique

  la demande du Collège de la HAS, une consultation publique a été organisée afin de recueillir l'avis collectif de tout organisme, association ou institution¹ impliqués dans le suivi de 0 à 6 ans des enfants sourds et dans l'accompagnement de leur famille, sans qu'ils aient été au préalable identifiés et sélectionnés par la HAS.

Afin de diffuser le plus largement possible l'information sur la tenue de cette consultation, un communiqué de presse a été adressé aux principaux medias potentiellement intéressés par le sujet, dont les medias en langue des signes, et un courrier a invité les principales parties prenantes identifiées par le groupe de travail et la mission « Relations avec les associations de patients et d'usagers », à informer leurs adhérents et leurs différents réseaux, s'ils le jugeaient utile.

Un système de préinscription ouvert à tous a été mis en place sur le site de la HAS 6 semaines avant le début de la consultation publique et jusqu'à la fin de celle-ci, afin de s'assurer qu'un seul avis collectif par association, institution ou organisme serait recueilli.

L'argumentaire scientifique et la version préalable des recommandations ont été mis à disposition via le site de la HAS pendant 45 jours afin de permettre un débat au sein des différents organismes, associations ou institutions. L'avis des parties prenantes a été recueilli à l'aide d'un questionnaire en ligne (cf. document annexe). Le questionnaire était constitué de 37 questions, ouvertes et fermées, afin de recueillir un avis formalisé et des commentaires libres relatifs à l'ensemble du document et chapitre par chapitre.

¹ Associations représentant les enfants sourds, associations de professionnels, établissements de santé, établissements médico-sociaux, sociétés savantes, institutions publiques, agences sanitaires, syndicats, industriels, etc.

1.7 Version finale des recommandations

Les commentaires du groupe de lecture et ceux de la consultation publique (cf. document annexe, synthèse qualitative des commentaires) sont ensuite analysés et discutés par le groupe de travail, qui modifie si besoin l'argumentaire et rédige la version finale des recommandations et leur synthèse, au cours d'une réunion de travail. Dans le cadre de ce travail, deux réunions ont été nécessaires.

La version finale de l'argumentaire et des recommandations et le processus de réalisation sont discutés par le Comité de validation des recommandations.   sa demande, l'argumentaire et les recommandations peuvent être revus par le groupe de travail. Le comité rend son avis au Collège de la HAS.

1.8 Validation par le Collège de la HAS

Sur proposition du Comité de validation des recommandations, le Collège de la HAS valide le rapport final et autorise sa diffusion.

1.9 Diffusion

La HAS met en ligne sur son site (www.has-sante.fr) l'intégralité de l'argumentaire, les recommandations et leur synthèse. La synthèse et les recommandations peuvent être  dit es par la HAS.

1.10 Travail interne à la HAS

Un chef de projet de la HAS assure la conformité et la coordination de l'ensemble du travail suivant les principes méthodologiques de la HAS.

Une recherche documentaire approfondie est effectuée par interrogation systématique des banques de données bibliographiques médicales et scientifiques sur une période adaptée à chaque thème. En fonction du thème traité, elle est complétée, si besoin, par l'interrogation d'autres bases de données spécifiques. Une étape commune à toutes les études consiste à rechercher systématiquement les recommandations pour la pratique clinique, conférences de consensus, articles de décision médicale, revues systématiques, méta-analyses et autres travaux d'évaluation d j   publiés au plan national et international. Tous les sites Internet utiles (agences gouvernementales, sociétés savantes, etc.) sont explorés. Les documents non accessibles par les circuits conventionnels de diffusion de l'information (littérature grise) sont recherchés par tous les moyens disponibles. Par ailleurs, les textes législatifs et r glementaires pouvant avoir un rapport avec le thème sont consultés. Les recherches initiales sont réalisées dès le démarrage du travail et permettent de construire l'argumentaire. Elles sont mises à jour régulièrement jusqu'au terme du projet. L'examen des références citées dans les articles analysés permet de sélectionner des articles non identifiés lors de l'interrogation des différentes sources d'information. Enfin, les membres des groupes de travail et de lecture peuvent transmettre des articles de leur propre fonds bibliographique. Les langues retenues sont le français et l'anglais.

Dans le cadre de ce travail, les bases spécifiques interrogées ont exploré les domaines de l'éducation, de la psychologie et de la sociologie en complément des bases médicales et scientifiques habituellement consultées.

1.11 Gradation des recommandations

Chaque article sélectionné est analysé selon les principes de lecture critique de la littérature à l'aide de grilles de lecture, ce qui permet d'affecter à chacun un niveau de preuve

scientifique. Selon le niveau de preuve des études sur lesquelles elles sont fondées, les recommandations ont un grade variable, coté de A   C selon l'échelle proposée par la HAS (tableau 1).

Tableau 1. Gradation des recommandations	
Niveau de preuve scientifique fourni par la littérature (�tudes thérapeutiques)	Grade des recommandations
Niveau 1 Essais comparatifs randomisés de forte puissance Méta-analyse d'essais comparatifs randomisés Analyse de décision basée sur des études bien menées	A Preuve scientifique établie
Niveau 2 Essais comparatifs randomisés de faible puissance études comparatives non randomisées bien menées études de cohorte	B Présomption scientifique
Niveau 3 études cas-témoins	C Faible niveau de preuve
Niveau 4 études comparatives comportant des biais importants études rétrospectives Séries de cas	

En l'absence d'études, les recommandations sont fondées sur un accord professionnel au sein du groupe de travail réuni par la HAS, après consultation publique et avis du groupe de lecture. Dans ce texte, les recommandations non grad es sont celles qui sont fondées sur un accord professionnel. L'absence de gradation ne signifie pas que les recommandations ne sont pas pertinentes et utiles. Elle doit, en revanche, inciter à engager des études complémentaires.

Pour en savoir plus sur la méthode d'élaboration des recommandations pour la pratique clinique, se référer au guide publié par l'Anaes en 1999 : « Les recommandations pour la pratique clinique - Base méthodologique pour leur réalisation en France ». Ce guide est téléchargeable sur le site Internet de la HAS : www.has-sante.fr.

2 Gestion des conflits d'intérêt

Les membres du groupe de travail ont communiqué leurs déclarations publiques d'intérêt à la HAS, consultables sur www.has-sante.fr. Elles ont été analysées en fonction du thème de ces recommandations. Les intérêts déclarés par les membres du groupe de travail ont été considérés comme étant compatibles avec leur participation à ce travail (cf. section participants).

3 Recherche documentaire

3.1 Sources d'information

3.1.1 Bases de données bibliographiques automatisées :

- Medline (*National Library of Medicine*,  tats-Unis) ;
- PsycInfo (*American Psychological Association*,  tats-Unis) ;
- Emcare (*Elsevier*, Pays-Bas) ;
- ERIC (*Institute of Education Sciences*,  tats-Unis) ;
- Pascal (CNRS-INIST, France) ;
- Saphir (CTNERHI, France) ;
- BDSP (Banque de données en santé publique, France).

3.1.2 Autres sources :

- *National Guideline Clearinghouse* ( tats-Unis) ;
- Sociétés savantes compétentes dans le domaine étudié ;
- Union Nationale pour le Développement de la Recherche et de l'évaluation en Orthophonie (UNADREO, France) ;
- UNISDA (centre de documentation) ;
- Bibliothèque interuniversitaire de Médecine ;
- Système universitaire de documentation ;
- Internet : moteurs de recherche.

3.1.3 Sites Internet :

Les sites Internet suivants ont été visités :

► Sites français

- Académie Nationale de Médecine ;
- Action Connaissance Formations pour la Surdité ;
- Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ;
- Association nationale de parents d'enfants sourds ;
- Association nationale pour la promotion et le développement de la langue française parlée complétée ;
- Bibliothèque médicale AF Lemanissier ;
- Catalogue et index des sites médicaux francophones ;
- Centres d'information sur la surdité ;
- Centre de ressources expérimental Robert Laplane ;
- Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé ;
- Comité d'évaluation et de diffusion des innovations technologiques ;
- Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques ;
- Fédération nationale des sourds de France ;
- Institut de recherches sur les implications de la langue des signes ;
- Institut national de la santé et de la recherche médicale ;
- Institut national de prévention et d'éducation pour la santé ;
- Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés ;
- Ministère de la Santé et des Sports ;
- Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité ;
- Registre des handicaps de l'enfant et Observatoire périnatal ;
- Réseau d'actions médico-psychologiques et sociales pour les enfants sourds ;
- Site personnel de Benoît Virole ;

- Société française d'audiologie ;
- Société française de médecine générale ;
- Société française de pédiatrie ;
- Union nationale des associations de parents d'enfants déficients auditifs.

► **Sites internationaux**

- Agence canadienne des médicaments et des technologies de la santé ;
- Agence de santé publique du Canada ;
- Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé ;
- *Agency for Healthcare Research and Quality* ;
- *American Academy of Pediatrics* ;
- *American Speech-Language-Hearing Association* ;
- *British Academy of Audiology* ;
- *British Association of Audiological Physicians* ;
- *British Association of Community Doctors in Audiology* ;
- *British Association of Teachers of the Deaf* ;
- *British Society of Audiology* ;
- Bureau International d'Audiophonologie ;
- *Canadian Agency for Drugs and Technologies in Health* ;
- *Canadian Medical Association Infobase* ;
- *Centers for Disease Control and Prevention* ;
- Centre f d ral d'expertise des soins de santé ;
- *Deafness Cognition and Language Research Centre*
- *European Agency for Development in Special Needs Education* ;
- *Gallaudet University* ;
- *Guidelines and Protocols Advisory Committee* ;
- *Guidelines Finder (National Library for Health)* ;
- *Guidelines International Network* ;
- *Institute for Quality and Efficiency in Health Care* ;
- *International Network of Agencies for Health Technology Assessment: Centre for Reviews & Dissemination databases* ;
- *Modernising Children's Hearing Aid Services* ;
- *National Coordinating Centre for Health Technology Assessment* ;
- *National Deaf Children's Society* ;
- *National Guideline Clearinghouse* ;
- *National Health Services* ;
- *National Institute for Health and Clinical Excellence* ;
- *National Institute of Health* ;
- Organisation Mondiale de la Santé ;
- *Royal College of Speech & Language Therapists* ;
- Santé Canada ;
- *Scottish Intercollegiate Guidelines Network* ;
- *The British Association of Teachers of the Deaf* ;
- *UK Department of Health* ;
- Université de Neuchâtel ;
- *US Preventive Services Task Force Recommendation* ;
- *World Federation for the Deaf*.

3.2 Stratégie de recherche

La recherche a porté sur les sujets et les types d'étude définis lors du Comité d'organisation, en langues anglaise et française depuis janvier 2000.

Une veille a été réalisée tout au long du projet jusqu'en avril 2009.

Les mémoires de médecine et d'orthophonie ont été recherchés dans les bases de données spécifiques.

Cette recherche peut être complétée par la bibliographie des experts et des références sélectionnées.

La stratégie d'interrogation de Medline, PsycInfo, Emcare, Eric et Pascal précise les termes de recherche utilisés pour chaque sujet ou types d'étude et la période de recherche.

Les termes de recherche sont soit des termes issus d'un thesaurus (descripteurs du MESH pour Medline), soit des termes du titre ou du résumé (mots libres).

Ils sont combinés en autant d'étapes que nécessaire à l'aide des opérateurs « ET » « OU » « SAUF ».

Une présentation synthétique sous forme de tableau (tableau 2) reprend les étapes successives et souligne les résultats en termes de nombre d'articles cités dans la bibliographie finale.

Dans ce tableau, des références doublons peuvent être présentes entre les différents thèmes et/ou types d'étude.

Tableau 2. Stratégie de recherche documentaire			
Type d'étude / Sujet		Période de recherche	Nombre de références
	Termes utilisés		
Recommandations		2000- sept 2009	M : 50
�tape 1	(Hearing Loss OU Deafness OU Hearing Loss, Bilateral OU Hearing Loss, Conductive OU Hearing Loss, Functional OU Hearing Loss, High-Frequency OU Hearing Loss, Mixed Conductive-Sensorineural OU Hearing Loss, Sensorineural OU Hearing Loss, Central OU Hearing Loss, Noise-Induced OU Hearing Loss, Sudden OU Hearing Loss, Unilateral OU Hearing Disorders) ET (Child, Preschool OU Infant, Newborn OU Infant)		
ET			
�tape 2	Communication OU Language OU Multilingualism OU Speech OU Sign Language OU Lipreading OU Cued Speech [titre]		
ET			
�tape 3	Guideline* OU Practice guideline OU Health planning guidelines OU Recommendation [titre] OU Consensus development conferences OU Consensus development conferences, NIH OU Consensus conference [titre, résumé] OU Consensus statement [titre, résumé]		
Méta analyses, revues de littérature		2000- sept 2009	M : 19
�tape 1			
ET			
�tape 2			
ET			
�tape 4	Meta Analysis OU Meta Analysis [titre] OU Review Literature OU Systematic Review OU Review Effectiveness [titre]		
Essais contrôlés		2000- sept 2009	M, E : 78
�tape 1			
ET			
�tape 2			
ET			
�tape 5	Controlled Clinical Trial OU Randomized Controlled Trial* OU		

Surdité de l'enfant : accompagnement des familles et suivi de l'enfant de 0 à 6 ans

	Single-Blind Method OU Single-Blind Procedure OU Double-Blind Method OU Double Blind Procedure OU Random Allocation OU Randomization OU Random* [titre] OU Controlled Study OU Major Clinical Study OU Cross-Over Studies OU Crossover Procedure		
Surdité et tests de langage		2000-2009	sept M : 34
Étape 1			
ET			
Étape 6	Language Tests OU Language Scale [titre, résumé] OU Peabody Picture Vocabulary Test [titre, résumé] OU Reynell developmental language scales [titre, résumé] OU Evaluation of Language [titre, résumé] OU Bayley Scales [titre, résumé] OU Communication Development-Revised [titre, résumé]		
Surdité et épidémiologie des troubles associés		2000-2009	sept M : 30
Étape 1			
ET			
Étape 7	Child Behavior Disorders/epidemiology OU Mood Disorders/epidemiology OU Abnormalities, Multiple/epidemiology OU Cognition Disorders/epidemiology OU Autistic Disorder/epidemiology OU Mental Health [titre, résumé]		
Surdité et relation parents-enfants		2000-2009	sept M : 26
Étape 1			
ET			
Étape 8	Parent-Child Relations		
Surdité et intervention précoce		2000-2009	sept M : 14
Étape 1			
ET			
Étape 9	Early Intervention (Education)		
Surdité et appareillages⁺ : essais contrôlés		2006-2009	sept M : 93
Étape 1			
ET			
Étape 10	Cochlear Implantation OU Cochlear Implants OU Auditory Brain Stem Implants OU Auditory Brain Stem Implantation OU Hearing Aids		
ET			
Étape 5	Controlled Clinical Trial OU Randomized Controlled Trial* OU Single-Blind Method OU Single Blind Procedure OU Double-Blind Method OU Double Blind Procedure OU Random Allocation OU Randomization OU Random* [titre] OU Controlled Study OU Major Clinical Study OU Cross-Over Studies OU Crossover Procedure		
Surdité et appareillages⁺ : essais cliniques		2006-2009	sept M : 103
Étape 1			
ET			
Étape 10			
ET			
Étape 11	Clinical Trials as topic OU Clinical Trial OU Case-Control Studies OU Retrospective Studies		
Base spécialisée en psychologie		2000-2009	sept Py : 53

�tape 12	(Deaf OU Hearing Disorders) ET (Infancy OU Preschool)) ET (Language Development OU Communication-Skills OU Speech-Therapists OU Sign Language [titre] OU Bilingual [titre] OU Cued Speech [titre] OU Lipreading [titre] OU Management [titre] OU Mother-Child-Relations OU Parental Guidance [titre])		
Base spécialisée en soins paramédicaux		2000- sept 2009	Em : 73
�tape 13	(Hearing-Loss OU Mixed-Hearing-Loss OU Unilateral-Hearing- Loss OU Hearing-Impairment) ET (Language OU Language-Development OU Sign-Language OU Speech-Development OU Speech-Therapy OU Speech- et-Language-Assessment OU Psychotherapist OU Audiologist OU Speech-Language-Pathologist)		
Base spécialisée en éducation		2000- sept 2009	Er : 182
�tape 14	Hearing Impairments OU Speech Impairments OU Deafness OU Partial Hearing OU Deafness[titre] OU Hearing[titre] OU Cued Speech ET (Parent Child Relationship OU Communication OU Language) ET (Child OU Children)		
Littérature francophone		2000- sept 2009	P : 40
�tape 15	(Outil* d'évaluation OU �chelle* OU Barème OU Classification OU Orthophonie* OU Communication OU Langage OU Langue*) ET (Auditif* OU Surdité OU Audition) OU (�valuation Du Handicap ET questionnaire*)		
Nombre d'articles identifiés			867
Nombre d'articles analysés			874
Nombre d'articles cités			430

M : Medline ; Py : PsycInfo ; Em : Emcare ; Er : Eric ; P : Pascal

+ la recherche sur les appareillages est l'actualisation du rapport de la HAS (3, 4).

4 Critères de sélection des articles

Les références bibliographiques tirées de la recherche documentaire systématique présentée au chapitre 3 ont été sélectionnées selon les critères suivants en vue de l'inclusion dans la revue systématique de la littérature scientifique disponible :

- publications retenues :
 - en français ou anglais,
 - publiées entre 2000 et avril 2009,
 - publication complète (les résumés et actes de colloques ne sont pas retenus),
- méthodologies d'études retenues :
 -  tude clinique ou observationnelle,
 - enquête,
 - présentant au moins 10 sujets par groupe,
- population retenue :
 - personnes présentant une surdité bilatérale moyenne à profonde, isolée ou non (cf. critères du bureau international d'audiophonologie (BIAP) (5)),

- Interventions retenues : interventions ayant eu lieu entre 0 et 6 ans, visant à l'acquisition de la communication ou du langage et relatives à :
 - accompagnement parental,
 - appareillage (audioprothèses, implants cochléaires),
 - communication totale,
 - français signé,
 - information et formation des parents,
 - interventions précoces,
 - langue des signes française,
 - langue parlée complétée,
 - orthophonie,
 - psychomotricité,
 - soutien psychologique,
- critères de jugement :
 - besoin ou satisfaction des parents ou des personnes sourdes concernant les interventions avant l'âge de 6 ans,
 - développement psychoaffectif de l'enfant,
 -  chelle et score d'évaluation de la communication verbale et non verbale,
 -  chelle et score d'évaluation de l'acquisition des langues des signes, langues parlées et écrites,
 - qualité de vie.

Remarque : les études ayant mesuré ces critères de jugement au-delà de l'âge de 6 ans ont été incluses, dans la mesure où l'intervention avait été effectuée entre 0 et 6 ans.

Après sélection des articles identifiés par la recherche documentaire systématique, selon les critères ci-dessus, les articles ont été analysés en fonction de leur qualité méthodologique. Ne sont alors retenus pour l'argumentaire que les articles de meilleurs niveaux de preuve. Ces niveaux de preuve étant variables selon les interventions, les critères retenus sont explicités intervention par intervention.

Ce travail d'analyse systématique a été complété par la lecture abondante de littérature grise (témoignages, actes de colloques, avis d'auteur, etc.). Les réunions du groupe de travail ont également permis des échanges tenant compte de ces articles, même si leur analyse n'apparaît pas dans le cadre de cet argumentaire.

Argumentaire

1 Introduction

1.1 Thème de ce travail

1.1.1 Saisine

La Direction générale de la santé (DGS) a demandé l'inscription au programme de travail de la Haute Autorité de Santé (HAS) d'un thème concernant la « prise en charge des surdités de l'enfant de 0 à 6 ans » en vue de promouvoir les bonnes pratiques et en particulier de « développer les techniques de prise en charge précoce, prolongées, adaptées à chaque âge, en ne résumant pas la question à l'appareillage mais en accordant une large place à la prise en charge précoce dès le diagnostic et aux méthodes d'exposition et acquisition de la communication puis du langage structuré ».

Ce thème s'inscrit dans le cadre de la loi n 2004- 806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique, dont l'objectif 67 est ainsi rédigé : « Atteintes sensorielles chez l'enfant : assurer un dépistage et une prise en charge précoces de l'ensemble des atteintes sensorielles de l'enfant (notamment dépistage systématique de la surdité congénitale en maternité ou au plus tard avant l'âge de un an, dépistage des troubles de la vue entre 9 et 12 mois, et dépistage de l'ensemble des déficits visuels et de l'audition avant l'âge de 4 ans). » (6).

Le promoteur (DGS) souhaite que soient définies les modalités de suivi et d'accompagnement adaptées à chaque enfant sourd et à sa famille, en particulier en fonction de l'âge de l'enfant dès lors que le diagnostic de surdité a été posé, que celui-ci l'ait été par le biais ou non d'un dépistage.

Parall mement à cette saisine, l'Académie de Médecine a publié un rapport dans lequel elle recommande « le dépistage systématique et obligatoire des déficits sensoriels dès la naissance, l'inscription des résultats de celui-ci dans le carnet de santé ainsi que la mise en route des mesures préventives qui peuvent en découler, la prise en charge multidisciplinaire si besoin, dès le diagnostic confirmé ou seulement suspecté, la formation appropriée des personnels médicaux, paramédicaux et éducatifs, qui n'est pas actuellement réalisée, et l'éducation précoce qui en découle » (7).

1.1.2 Objectifs - Questions posées

L'objectif principal de ces recommandations est de favoriser le développement du langage de l'enfant sourd au sein de sa famille, quelles que soient la ou les langues utilisées, fran ais² ou langue des signes française (LSF).

Cet objectif principal résulte d'objectifs intermédiaires :

- accompagner la famille et l'enfant entre 0 et 6 ans : dès l'apparition de signes évoquant une surdité ou dès l'annonce d'un test de dépistage nécessitant une évaluation complémentaire, pendant la démarche diagnostique et une fois le diagnostic de surdité posé ;

² D'autres langues peuvent être utilisées en famille, en particulier si la langue maternelle est différente. Néanmoins, les services proposés aux enfants sourds ont pour objectif d'aider l'enfant à acquirir le français ou la langue des signes française.

- délivrer des informations pluralistes et aussi neutres que possible sur les différents modes de suivi envisageables ;
- veiller au développement global de l'enfant, en particulier au développement psychoaffectif et psychomoteur de l'enfant ;
- préserver et soutenir les compétences de communication non verbale et préverbale au sein de la famille ;
- développer les modes de communication verbale adaptés à l'enfant entre 0 et 6 ans, que cette communication ait lieu en français ou en LSF.

Les questions auxquelles répondent les recommandations sont les suivantes :

- quelles actions proposer pour développer la communication et le langage de l'enfant sourd, quelle que soit la langue utilisée : langue des signes française ou français ?
- comment évaluer la communication et le langage de l'enfant sourd ?
- quelles informations délivrer aux familles et comment garantir leur neutralité et leur exhaustivité devant la pluralité des représentations de la surdité et du suivi de l'enfant ?
- quelles actions proposer pour accompagner les familles après l'annonce d'une surdité ?
- comment aider les parents à être les acteurs essentiels du suivi et de l'accompagnement de l'enfant ?
- comment prévenir les troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd ?
- quelles structures proposent en 2008 un accompagnement de la famille et un suivi de l'enfant sourd, entre 0 et 6 ans ?

L'enjeu du suivi et de l'accompagnement des enfants sourds entre 0 et 6 ans est de permettre à l'enfant sourd, comme à tout enfant, d'acquérir au sein de sa famille et de la société dans laquelle il évoluera un état de bien-être physique, psychique et social.

Cet enjeu dépasse largement les objectifs de ce travail mais a été pris en considération tout au long de l'élaboration de ces recommandations.

1.1.3 Limites du thème

Quelles que soient l'importance et la légitimité des questions relatives au dépistage et au diagnostic de la surdité, ce travail n'aborde ni la question de la pertinence du dépistage de la surdité de l'enfant³, ni les actions à mettre en œuvre pour poser un diagnostic de surdité et rechercher les causes de celle-ci.

L'objectif de ce travail étant de favoriser l'accès au langage avant 6 ans, les études ayant évalué spécifiquement d'autres aspects du développement de l'enfant n'ont pas été retenues (ex. développement polysensoriel, développement cognitif de l'enfant sourd). Cela ne met pas en cause l'importance de ces études et la pertinence de ces questions pour le devenir d'un enfant sourd.

Les modalités de la langue utilisée par les enfants entre 0 et 6 ans étant principalement les modalités orales et non écrites, les actions visant spécifiquement au développement de la langue écrite n'ont pas été évaluées. Néanmoins, l'introduction de la langue écrite dans l'environnement de l'enfant avant 6 ans est une réalité pour tout enfant.

Les dimensions médico-économiques ainsi que l'organisation de l'offre de soins ne sont pas abordées dans ce travail. Cela ne présage pas de l'importance que ces questions pourraient revêtir dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique de santé auprès des enfants sourds.

³ Pour cette question, se reporter à l'avis de la Haute Autorité de Santé relatif à l'évaluation du dépistage néonatal systématique de la surdité permanente bilatérale.

1.2 Contexte

Ce chapitre a pour objectif de permettre aux différents participants à ce projet de percevoir et prendre en compte dans leur réflexion les enjeux que peut soulever ce thème de recommandations de bonne pratique.

Le contexte d'élaboration de ces recommandations est présenté à partir des aspects historique, social, éthique et r glementaire relatifs à la surdité et à l'enseignement des langues pour les enfants sourds.

Ce chapitre n'a pas pour objectif de faire une revue exhaustive de ces différents aspects.

1.2.1 Repères historiques et r glementaires

► Repères généraux

Sans vouloir entrer dans l'analyse du contexte historique dans lequel les différentes approches d'acquisition du langage chez l'enfant sourd se sont développées au siècle des Lumières puis affrontées au XIX^e siècle (8), voici quelques dates clés qui permettront au groupe de travail de situer le contexte d'un point de vue historique entre éducation oraliste ou éducation avec langue des signes pour l'acquisition du langage chez l'enfant sourd en France (tableau 3).

Le contexte r glementaire relatif à la reconnaissance de la langue des signes et à son enseignement est en pleine évolution, en particulier depuis la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (2).

Parallèlement, l'évolution r glementaire concerne également les implants cochléaires, inscrits en 2009 sur la liste des produits et prestations remboursables (9, 10).

Tableau 3. Repères historiques

Année	�v�nement ou parution de texte r�glementaire
1760	Premier enseignement collectif en langue des signes en France dirigé par l'abbé de l'épée.
1880	à la suite du congrès international de Milan ⁴ , la méthode orale, au sens parlé, est préférée à celle des signes dans le cadre de l'éducation et de l'instruction des sourds, car il est jugé que l'utilisation simultanée de la parole et des signes présente le désavantage de nuire à la parole, à la lecture labiale et aux idées.
1887	Les enseignants sourds n'ont plus leur place au sein des instituts pour jeunes sourds en France, la langue des signes est interdite à l'�cole.
1975	Loi du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées (11).
1976	Création des centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) (12).
1977	Création du certificat d'aptitude aux fonctions de professeur d'enseignement technique aux déficients auditifs (13).
1986	Création du certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement des jeunes sourds (CAPEJS) (14).
1989	Création des services d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP) (15).
1991	Liberté de choix dans l'éducation des jeunes sourds « entre une communication bilingue - langue des signes et français - et une communication orale » (16,17).
2004	Création du certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap et le certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap (18).
2004	Définition d'un objectif de santé publique relatif aux « atteintes sensorielles chez l'enfant : assurer un dépistage et une prise en charge précoces de l'ensemble des atteintes sensorielles de l'enfant » (6).
2005	Loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (2).

⁴ Fac-similé consultable sur : <http://web2.bium.univ-paris5.fr/livanc/?cote=extportmann&p=2&do=page> (28/7/2008)

2006	Décret n� 2006-509 du 3 mai 2006 relatif à l'éducation et au parcours scolaire des jeunes sourds (19).
2007	Définition du cadre de fonctionnement des unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes (20-23).
2008	Enseignement de la langue des signes française à l'�cole primaire (24, 25).
2008	Guide d'évaluation des besoins de compensation des personnes handicapées (26, 27).
2009	Scolarisation des élèves handicapés à l'�cole primaire ; actualisation de l'organisation des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS) (28).
2009	Inscription de systèmes d'implants cochléaires et du tronc cérébral sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du Code de la sécurité sociale (9).

► Contexte r glementaire relatif aux langues

Textes européens

Le Conseil de l'Europe crée le 5 mai 1949 a pour objectif de favoriser en Europe un espace démocratique et juridique commun, organisé autour de la Convention européenne des droits de l'homme et d'autres textes de référence sur la protection de l'individu.

En 2003, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté la recommandation 1598 en vue de la protection des langues des signes dans les  tats membres du Conseil de l'Europe (29,30).

- L'Assemblée reconnaît les langues des signes comme l'expression de la richesse culturelle européenne. Elles constituent un élément du patrimoine tant linguistique que culturel de l'Europe.
- L'Assemblée reconnaît que les langues des signes sont un moyen de communication naturel et complet pour les personnes sourdes.
- L'Assemblée recommande au Comité des ministres d'élaborer un instrument juridique spécifique sur les droits des utilisateurs des langues des signes et, à cette fin de :
 - charger les organes pertinents du Conseil de l'Europe d'entreprendre une étude préparatoire, en concertation avec les experts nationaux et les représentants de la communauté des sourds, afin d'éclaircir les questions en suspens concernant la protection de l'usage des langues des signes,
 - définir des objectifs clairs à atteindre, des délais précis à tenir, des ressources et des méthodes à employer, s'appuyant sur une étude circonstanciée des besoins, avec la participation obligatoire d'associations représentatives des utilisateurs de ces langues,
 - envisager la rédaction d'un protocole additionnel à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, qui incorpore les langues des signes dans la charte, en tant que langues minoritaires dépourvues de territoire ;
- L'Assemblée recommande également au Comité des ministres d'encourager les  tats membres à :
 - reconnaître formellement les langues des signes pratiqu es sur leur territoire,
 - former des interprètes et des tuteurs en langues des signes,
 - donner un enseignement en langues des signes aux personnes sourdes,
 - former les enseignants aux langues des signes, en vue de travailler avec des enfants sourds et malentendants,
 - diffuser des programmes télévisés en langues des signes, et à généraliser le sous-titrage de programmes en langues parlées en langues des signes,
 - sensibiliser les sourds et les malentendants à l'utilisation des langues des signes,
 - avoir recours aux nouvelles technologies et à les rendre disponibles aux sourds,
 - inclure les langues des signes en tant que discipline à part entière dans les écoles d'enseignement secondaire général, sur un pied d'égalité avec les autres langues enseignées,
 - offrir aux personnes sourdes le libre choix entre systèmes scolaires oraux ou bilingues,
 - subventionner la publication d'ouvrages didactiques en langues des signes.

Textes français

En France, « la langue de la République est le français » (Art. 2 de la Constitution)⁵.

Depuis la loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (2), parmi les langues de France, « la langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière »⁶ (Art. L. 312-9-1 du Code de l' ducation) (1).

La liberté de choix dans l'éducation des jeunes sourds « entre une communication bilingue – langue des signes et français – et une communication orale » a été instaurée en 1991 (16,17), sans qu'une définition précise du bilinguisme ait été précisée dans la loi. D'importants débats sont alors apparus pour savoir si l'on entendait par bilingue, langue des signes française et français écrit, ou langue des signes française et français écrit et oral.

Ce débat avait été tranché par une circulaire de 1993 (31) puis par une décision du Conseil d'Etat du 18 février 1994⁷ qui précisait : « *Le terme "français" utilisé par le législateur à l'article 33 [de la loi n  91-73 du 18 janvier 1991] dans sa définition de la communication bilingue vise la langue française à la fois orale et écrite.* » (32)

Néanmoins, l'abrogation de la loi de 1991 (16) et donc la caducité des textes qui s'y rapportent a relancé le débat sur la notion de bilinguisme en France que la loi de 2005 (2) n'a pas plus pr cis e⁸ que la loi de 1991.

• Dans le cadre de l'éducation scolaire

Dans le cadre de l'éducation scolaire en classe primaire, la définition du « *bilinguisme français-langue des signes française* » a été précisée dans une circulaire de 2008 du ministère de l'éducation nationale. Cette définition résulte « *des conclusions unanimes d'un groupe d'experts, compétents dans le domaine de la linguistique, de la déficience auditive, de la communication et de l'institution scolaire, mis en place par le ministère de l'éducation nationale en 2006* » (25). Partant du principe que « *dans la vie du jeune sourd, la pratique de la langue des signes française tient lieu d'équivalent de communication orale, et la langue française écrite tient lieu de langue écrite* », cette circulaire entend le bilinguisme comme « *un accès graduel au français, à partir de l'apprentissage ou de la consolidation de la connaissance de la langue des signes française, en s'appuyant d'abord sur le français écrit dont la maîtrise est le minimum indispensable pour attester du succès du bilinguisme choisi* » par la famille. Elle précise que « *dans le cadre du bilinguisme en situation scolaire, l'accès à la forme orale du français, nécessairement variable selon de nombreux paramètres propres à chaque enfant et à son milieu, apparaît comme un complément important qui ne saurait être ni ignoré ni construit de façon privilégiée. Il est souhaité, autant que faire se peut, que les jeunes sourds aient un accès même limité à l'oral. Cependant, dans l'ensemble du parcours scolaire, les jeunes sourds ayant fait le choix de la communication bilingue ne seront pas évalués sur leurs compétences en français oral qui, par conséquent, ne sera pas systématiquement enseigné.* »

⁵ Lien vers la Constitution française : <http://www.legifrance.gouv.fr/html/constitution/constitution.htm>

⁶ « Art. L. 312-9-1. du chapitre II du titre I^{er} du livre III de la deuxième partie du Code de l' ducation - La langue des signes française est reconnue comme une langue à part entière. Tout élève concerné doit pouvoir recevoir un enseignement de la langue des signes française. Le Conseil supérieur de l'éducation veille à favoriser son enseignement. Il est tenu régulièrement informé des conditions de son évaluation. Elle peut être choisie comme épreuve optionnelle aux examens et concours, y compris ceux de la formation professionnelle. Sa diffusion dans l'administration est facilitée. »

⁷ Lien vers la décision du Conseil d'Etat du 18 février 1994 :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000007825981&fastReqId=491435334&fastPos=1>

⁸ « Art. L. 112-2-2 du Code de l' ducation - Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit. Un décret en Conseil d'Etat fixe, d'une part, les conditions d'exercice de ce choix pour les jeunes sourds et leurs familles, d'autre part, les dispositions à prendre par les établissements et services où est assurée l'éducation des jeunes sourds pour garantir l'application de ce choix. »

Dans le cadre de cette définition, les enfants concernés sont les élèves sourds pour lesquels les parents auraient fait le choix d'une éducation bilingue ou les enfants proches de ces enfants sourds (fratrie, camarades de classe, etc.). Bien que le texte ne le précise pas, le principe énoncé étant que « *dans la vie du jeune sourd, la pratique de la langue des signes française tient lieu d'équivalent de communication orale* », le texte semble concerner principalement les enfants dont la langue principale de communication dans les échanges en face à face est la langue des signes⁹. Cela tient au fait qu'il est fondamental de ne pas pénaliser ces enfants dans le cursus scolaire du fait des difficultés de maîtrise de la langue parlée, modalit  orale de la langue du pays.

• **En dehors du cadre scolaire**

En dehors du cadre scolaire, aucun texte r glementaire ne précise ce qu'est une éducation bilingue.

Le groupe de travail constate qu'en France en 2008, la définition du bilinguisme recouvre des représentations différentes selon les acteurs de la société concernés par l'accompagnement et le suivi d'enfants sourds, et ne fait pas l'objet d'un consensus (cf. document annexe « Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », consultable sur le site de la HAS, www.has-sante.fr).

Selon les acteurs, être bilingue peut être défini comme (33-37) :

-  tre en mesure de s'exprimer et penser sans difficulté dans deux langues dans la vie de tous les jours : par exemple, pratiquer une langue à la maison et une autre à l' cole ; cette capacité peut permettre d'accorder un statut équivalent aux deux langues ou recouvrir des situations diverses, le niveau de précision dans chacune des langues, ainsi que les champs d'expertise, pouvant être différents. Cette capacité permet cependant de communiquer aisément avec des interlocuteurs de chacune des deux langues ;
-  tre en mesure de communiquer en langue des signes et dans la modalit  écrite de la langue du pays, tel que cela se pratique dans certains établissements scolaires aux USA (Gallaudet College), dans les pays scandinaves ou dans certaines associations françaises (AP2L, IRIS) ;
-  tre en mesure de communiquer initialement en langue des signes (langue première) puis secondairement en langue parlée et écrite du pays (langue seconde) ;
-  tre en mesure de communiquer initialement dans la modalit  orale de la langue du pays¹⁰ (langue parlée première) puis dans la modalit  écrite de cette langue et en langue des signes (langue seconde) ;
- une richesse culturelle, tout comme le fait d'être bilingue français-anglais par exemple (35,36,38).

► **Autres textes r glementaires**

Certains articles de la loi de 2005 mettent bien en évidence :

- l'interaction étroite des actions à mener conjointement dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'action sociale et des familles : la formation « est complétée, en tant que de besoin, par des actions pédagogiques, psychologiques, éducatives, sociales, médicales et paramédicales coordonnées dans le cadre d'un projet personnalisé prévu à l'article L. 112-2 (proposé après évaluation par l'équipe pluridisciplinaire des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH), mentionnée à l'article L. 146-8 du Code de l'action sociale et des familles) » ;

⁹ Les enfants pour lesquels la langue des signes tient lieu exclusivement d'équivalent de la langue orale représentent au plus un tiers des enfants sourds ayant un seuil auditif > 90 dB (cf. section 2.2.1).

¹⁰ Le cas des enfants dont la langue maternelle est une langue étrangère aux langues reconnues comme langues officielles du pays est encore diff rent puisque la langue première peut être la langue maternelle, dans sa modalit  orale, et les langues secondes être la langue des signes et la langue du pays.

- la nécessité de mettre à disposition des personnes sourdes des moyens de communication adaptés à leurs besoins : « dans leurs relations avec les services publics, qu'ils soient gérés par l'état, les collectivités territoriales ou un organisme les représentant, ainsi que par des personnes privées chargées d'une mission de service public, les personnes d ficiennes auditives bénéficient, à leur demande, d'une traduction écrite simultanée ou visuelle de toute information orale ou sonore les concernant selon des modalités et un délai fixés par voie r glementaire » (2).

Les prestations financières que les parents d'enfant sourd peuvent solliciter sont également r glement es. Ces prestations sont les suivantes :

- allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et prestation de compensation du handicap (PCH) précisées dans les articles L. 541-1   L 541-4 et D 541-1   D 541-4 du Code de la sécurité sociale. Un complément d'allocation est accordé pour l'enfant atteint d'un handicap dont la nature ou la gravité exige des dépenses particulièrement coûteuses ou nécessite le recours fréquent à l'aide d'une tierce personne. Son montant varie suivant l'importance des dépenses supplémentaires engagées ou la permanence de l'aide nécessaire. Depuis 2002, le complément d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) peut couvrir les frais de formation de membres de la famille à certaines techniques (stages de langue des signes, travail sur la communication...) dans la mesure où ils entrent bien dans le cadre du projet individuel de l'enfant et des préconisations de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Par ailleurs peuvent être assimilées à ces frais certaines prises en charge des membres de la famille, directement liées au projet individuel de l'enfant (39).
- allocation journalière de présence parentale précisée dans les articles L 544-1 et R 381-1 et suivants du Code de sécurité sociale,
- prise en charge financière des appareillages, les dispositions concernant les prothèses auditives se trouvent dans le titre 2, chapitre 3 de la liste des actes et prestations remboursables (LPPR).

Des unités d'accueil et de soins des personnes sourdes en langue des signes ont été expérimentées d s 2000, leurs modalités d'organisation ont été précisées par voie de circulaire en 2007 (20).

1.2.2 Contexte sociologique

En France, les premiers travaux sociologiques autour de la surdité ont été menés dans les années 1980 par Bernard Mottez. Depuis, plusieurs études sociologiques ont permis d'appréhender les notions de représentation sociale de la surdité et de l'identité de la communauté sourde en France (40-44) ou à l'étranger (45,46).

Ainsi, la représentation de la surdité est multiforme ; elle est considérée selon les différents acteurs de la société comme :

- une affection médicale et figure à ce titre dans la classification internationale des maladies (CIM-10), où elle est définie essentiellement à partir du mécanisme physiopathologique expliquant l'élévation du seuil auditif (tableau 4) ; cette représentation induit une recherche de traitement individuel de l'enfant ;
- une déficience (altération d'une structure anatomique, quelle qu'en soit l'étiologie), entraînant une perturbation de la fonction d'audition (capacité à entendre), pouvant ou non entraîner une situation de handicap selon que l'environnement facilite ou entrave les activités et la participation de l'individu au sein de la société ; ce type de représentation est basé sur le modèle de la classification internationale du fonctionnement du handicap et de la santé pour les enfants et les jeunes (47) (tableau 5) ; cette représentation permet de proposer des actions individuelles, propositions d'aides compensatoires pour réduire les conséquences de l'altération de la structure anatomique sur les activités de l'enfant, et des actions collectives

visant à modifier l'environnement social dans lequel évolue l'enfant (ex. sous-titrage systématique, etc.)

- un « handicap physique », et plus précisément, un « handicap sensoriel », catégorie issue d'une longue évolution socio-politique regroupant « sourds et aveugles » dans une même catégorie sociale ; celle-ci ne peut être comprise uniquement comme le produit d'une classification médico-sociale ayant pour finalité la reconnaissance de droits et l'octroi de prestations aux individus ainsi identifiés selon des règles médico-administratives ; cette représentation sociale s' st construite au XIX  siècle autour de la volonté de l'état de proposer une généralisation de l'éducation à l'ensemble des individus qui, bien qu'atteints d'une infirmité, peuvent en tirer profit (41) ;
- un état favorisant l'appartenance à la communauté linguistique, sociale et culturelle des Sourds. L'origine de la culture sourde est apparue avec l'éducation des enfants sourds par l'Abbé de l'épée au cours du XVIII  siècle. Pour les personnes vivant avec une surdité, être sourd est avant tout une spécificité linguistique, une identité qui se transmet par la langue des signes et qui est articulée autour d'un certain nombre de valeurs propres à la communauté (40).

Ces différentes représentations sociales de la surdité s'inscrivent dans un espace historique et social distinct selon les acteurs de la société et peuvent entrer en conflit comme l'a décrit une étude sociologique autour de l'histoire des implantations cochléaires (44). Par une analyse des discours autour de cette innovation technologique par le corps médical, les industriels, les médias et les associations de personnes sourdes, en France et aux Pays-Bas, cette étude montrait comment ces deux pays ont composé avec ces représentations opposées de la surdité (44). Alors que l'implant cochléaire s'inscrivait dans l'histoire médicale comme un triomphe médical, une innovation technique capable de traiter la surdité, portée par quelques médecins pionniers, il était perçu à la lecture de l'histoire de la communauté sourde comme un nouveau moyen d'oppression de cette communauté à qui le langage des signes a été longtemps interdit et qui a subi dans les siècles derniers de nombreuses et vaines tentatives de traitement de la surdité et d'eugénisme avec les propositions de Graham Bell d'interdire les mariages entre personnes sourdes (44). Ces deux représentations qui prenaient racine dans deux histoires distinctes des acteurs de la société étaient toutes deux aussi vraies l'une que l'autre. Face à ces représentations sociales différentes, la France et les Pays-Bas ont réagi différemment pour résoudre le conflit qui peut en découler entre communauté médicale et communauté sourde. En effet, ce conflit n'était pas dans l'intérêt des parents d'enfants sourds et ne faisait que renforcer le dilemme auquel ils ont à faire face lorsqu'ils se demandent s'ils doivent ou non solliciter la mise en place d'un implant cochléaire pour leur enfant (44). La France avait sollicité l'avis du Comité national d'éthique en 1994 ; ce dernier avait rejeté la demande de considérer les implants cochléaires comme une thérapeutique expérimentale mais avait préconisé un apprentissage précoce de la langue des signes pour tous les enfants sourds, même en vue d'un implant cochléaire ; cet avis avait été favorablement accueilli par la communauté sourde (44). Cependant, l'auteur constate que, 3 ans après l'avis du Comité d'éthique, les équipes chirurgicales françaises ne semblaient pas avoir tenu compte de la recommandation concernant la langue des signes (44). Aux Pays-Bas, une approche très différente s' st mise en place : un colloque commun entre chirurgiens ORL et associations de personnes sourdes a été organisé et avait pris deux décisions suivies d'effet : la mise en place institutionnalisée d'échanges réguliers entre cliniciens et personnes sourdes et le non remboursement par les assurances maladie des implants chez l'enfant, en dehors de programmes expérimentaux (44).

Ces différentes représentations sociales de la surdité s'inscrivent également dans un contexte politique (41,48) où des concurrences peuvent apparaître entre les différentes institutions chargées de l'éducation des enfants sourds, ministère de l'éducation nationale et

Direction des affaires sociales (48), alors même que, d s 1998 dans un rapport parlementaire, « *l'intégration en milieu ordinaire et l'enseignement spécialisé [ taient considérés] comme deux éléments incontournables du système de scolarisation des jeunes sourds. Plutôt que de les opposer, il apparaît judicieux de permettre des parcours personnalisés, allant éventuellement de l'un à l'autre, sans connotation d'échec [...]* » (49).

1.2.3 Contexte  thique

La Convention internationale des droits de l'enfant peut donner un cadre à la réflexion éthique du groupe de travail. Cette convention rappelle que « dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale » (50).

En France, le contexte éthique a été marqué par deux avis du Comité consultatif national d' thique (CCNE), à la suite des saisines exprimées par les associations représentatives d'enfants ou de personnes sourdes et par des professionnels spécialistes de la surdité et du langage.

Le premier rapport, publié en 1994, est un « avis sur les implants cochléaires chez l'enfant sourd pré-lingual » (51). Le CCNE y recommandait « *d'assurer le développement psychique et social de ces enfants en associant l'apprentissage de la langue des signes, dont l'efficacité dans ce domaine est connue, aux implants cochléaires. Cette façon de procéder aurait le double avantage de permettre aux enfants de commencer à communiquer avec leur entourage dès l'âge de un an ( ge auquel l'apprentissage des signes peut débuter), bien avant qu'ils puissent tirer bénéfice d'une implantation et, en cas d'échec, de disposer d'un mode de communication permettant d'assurer leur développement cognitif et leur équilibre psycho-affectif. En revanche, se limiter systématiquement au seul apprentissage de la langue des signes ne paraît pas souhaitable au CCNE, car on priverait les enfants de la possibilité d'apprendre la langue orale. Cette possibilité ne peut, en aucune manière, être exclue aujourd'hui, surtout si des conditions optimales d'apprentissage de la langue orale sont réunies après l'implantation.* »

Le second rapport, publié en janvier 2008, est un avis concernant l'information sur le dépistage systématique néonatal et la prise en charge des enfants sourds (52).

Dans ses considérations préliminaires, le CCNE rappelle que « *la surdité ne saurait être appréhendée comme un handicap sensoriel parmi d'autres. Perçue comme handicap de la communication, elle constitue une figure emblématique de l'altérité, qui défie la société dans sa capacité d'accueil, d'écoute et de compréhension de la différence. Les représentations péjoratives de la surdité sont perceptibles dans l'usage ordinaire de la langue. Ainsi, une expression banale telle que « dialogue de sourds » nous rappelle que, dans l'imaginaire social, la surdité est synonyme d'échec, de conflit insurmontable et de non-communication.* »

Le CCNE distingue ensuite deux cas de figures radicalement différents qui doivent être pris en compte en vue de clarifier les enjeux éthiques de la discussion :

- « *d'une part, l'enfant sourd issu d'une famille d'entendants soucieuse d'optimiser ses formes orales et auditives de communication. Même si le risque de déni ou de négligence éducative de l'enfant sourd existe, les parents entendants seront généralement favorables à sa prise en charge médicalisée précoce [...]* ;
- *d'autre part, l'enfant porteur d'un déficit génétiquement déterminé dans une famille de sourds. Dans ce dernier cas, l'objectif sera perçu différemment. Pour ses parents, l'intégration de l'enfant requiert prioritairement l'apprentissage de la langue des signes, même si ce souci n'exclut pas a priori celui de son adaptation au monde environnant par la pose d'appareils destinés à développer ses capacités d'oralisation. Contrairement aux parents entendants, les parents sourds n'appréhendent pas nécessairement la surdité de leur enfant comme un facteur de réduction des possibilités de communiquer avec lui.* »

« Il est permis de considérer qu'indépendamment de la condition sensorielle de ses parents, il est de l'intérêt de l'enfant d'explorer ces deux dimensions de la communication humaine. En pratique, néanmoins, force est de constater qu'un défaut d'information peut contribuer à les mettre en conflit. Il existe une ambiguïté majeure autour du concept de dépistage précoce dans le domaine de la surdité, souhaité par les uns mais vécu par les autres comme une intrusion inacceptable. Souhaité dans le premier cas, parce qu'il permettra d'optimiser le suivi et la prise en charge de l'enfant sourd. Refusé dans l'autre, parce que l'idée même d'une « prise en charge » n'a guère de sens et repose sur une dévalorisation implicite de la condition de l'enfant (« malade », « handicapé », etc.) et – par voie de conséquence – de ses parents. C'est pourquoi il serait éthiquement réducteur de traiter dans les mêmes termes les deux situations. »

Dans ces recommandations qui concernent la question de la généralisation du dépistage néonatal et dépassent donc largement le thème de ce travail, on peut cependant relever les points suivants directement en lien avec celui-ci :

- concernant l'information des familles :
 - s'agissant d'enfants de parents sourds, l'information doit précéder la détection et « présenter non seulement les perspectives thérapeutiques, mais aussi l'intérêt pour l'enfant d'avoir accès à la population entendante par l'intermédiaire du langage oral. Les parents doivent pouvoir accéder et participer à la mise en place de groupes de conseillers chargés de les informer et de guider leur choix, afin de concilier, autant que faire se peut, les deux impératifs éthiques que sont la reconnaissance de la primauté des choix parentaux et la préservation des droits de l'enfant et de ses intérêts futurs » ;
 - « il est également très important de s'assurer que les parents sont sensibilisés à l'intérêt d'une éducation bilingue basée sur la langue des signes et l'apprentissage de l'oralité grâce à un appareillage approprié. Les parents entendants d'enfants sourds congénitaux devraient également être mis en contact avec les membres d'associations pour être mieux informés des possibilités d'accès au bilinguisme. Le Comité confirme sur ce point les conclusions d'un avis pr c dent recommandant l'enseignement du langage des signes aux enfants sourds, même lorsque le pronostic de récupération par les implants apparaît favorable. »
- concernant les échanges entre spécialistes médicaux et associations de personnes sourdes, le CCNE préconise d'augmenter les échanges réguliers entre spécialistes médicaux de l'audition et associations de personnes sourdes pour améliorer la compréhension mutuelle des enjeux ; cela pourrait avoir lieu dans le cadre de groupes de travail pluridisciplinaires et de commissions éthiques en vue du développement d'une « culture du partage ».

En conclusion, le CCNE rappelle que « l'humanité d'une personne s'accomplit dans une diversité d'interactions sociales et d'échanges avec ses semblables où la langue orale joue évidemment un rôle majeur. Mais il ne faut pas oublier qu'un enfant sourd appareillé n'est pas aussi bien entendant que les autres. La richesse de la langue des signes restera pour lui un élément essentiel de communication même après pose d'un implant. Implant et langue des signes non seulement ne sont pas contradictoires mais essentiels dans leur conjonction. »

1.2.4 Recommandations de la HAS

Les représentations sociales de la surdité sont extrêmement diverses en France, du fait de facteurs sociaux, historiques, éthiques, politiques et r glementaires complexes.

Les débats éthiques et sociétaux autour de la surdité sont toujours extrêmement vifs, comme les commentaires recueillis au cours de la phase de lecture ont permis de le constater ¹¹.

Cet  tat de fait nécessite que chacun tienne compte de ses propres représentations et de celles de ses interlocuteurs afin d'assurer des échanges de qualité avec les autres acteurs permettant d'agir au mieux des intérêts de l'enfant.

1.3 Professionnels concernés

Ces recommandations, visant à améliorer les pratiques des professionnels de santé assurant le suivi et l'accompagnement de l'enfant sourd, quels que soient leur mode ou structure d'exercice, sont principalement destinées aux professionnels de santé, en particulier aux :

- audioprothésistes ;
- médecins et chirurgiens oto-rhino-laryngologistes (ORL) ;
- orthophonistes ;
- pédiatres ou médecins généralistes ;
- pédo-psychiatres et psychologues.

Néanmoins, ces recommandations peuvent intéresser toute personne en contact régulier avec un enfant sourd.

En effet, le suivi et l'accompagnement de l'enfant sourd et de sa famille sont effectués par de nombreux professionnels dont les modalités et structures d'exercice sont très variées (53) et vont bien au-delà des seuls professionnels de santé, sans oublier l'importance du réseau social et associatif de la famille dans cet accompagnement.

Les professionnels peuvent être regroupés en 4 secteurs d'intervention possibles (54) :

- secteur audiophonologique, médical et paramédical ;
- secteur psychologique ;
- secteur social ;
- secteur scolaire.

C'est pourquoi, dans l'intérêt de l'enfant, la composition des groupes de travail et de lecture est élargie à l'ensemble de ces secteurs professionnels ainsi qu'à des professionnels, sourds et entendants, dont la compétence a aidé les membres du groupe de travail à prendre en compte les dimensions sociologiques et éthiques soulevées par ce thème.

En Grande-Bretagne, des recommandations concernant les bonnes pratiques de collaboration entre enseignants spécialisés pour les sourds et orthophonistes ont été élaborées conjointement par les associations professionnelles représentant ces deux professions (55).

1.4 Enfants concernés

Ces recommandations concernent :

- les enfants de 0 à 6 ans présentant :
 - une surdité bilatérale permanente, isolée ou non, congénitale ou non ;
 - un seuil auditif > 40 dB, calculé selon les recommandations du bureau international d'audiophonologie (5) ;
- et leurs familles, familles entendants dans 95 % des cas (56).

¹¹ Cf. document annexe consultable sur www.has-sante.fr « Surdité de l'enfant : résultats de la phase de lecture »

Les critères audiophonologiques ont été choisis dans un esprit pragmatique pour délimiter la population d'enfants auxquels s'adressent ces recommandations du fait des conséquences du seuil auditif sur la perception de la parole :

- entre 41 et 70 dB HL, la parole est perçue si on élève la voix ; le sujet comprend mieux en regardant parler ; quelques bruits familiers sont encore perçus ; cette situation correspond à 53 % des enfants concernés ;
- entre 71 à 90 dB HL, la parole est perçue à voix forte près de l'oreille ; les bruits forts sont perçus ; cette situation correspond à 22 % des enfants concernés ;
- ≥ 91 dB HL, la parole n'est pas perçue ; seuls les bruits très puissants le sont ; cette situation correspond à 25 % des enfants concernés.

En l'absence d'actions ou d'environnement spécifiques permettant de répondre aux besoins particuliers de ces enfants, ces derniers développent des retards de langage. Les situations cliniques que recouvre l'expression « surdité de l'enfant » sont extrêmement nombreuses et hétérogènes, et nécessitent que le professionnel de santé adapte l'évaluation et le suivi de l'enfant et de sa famille aux besoins particuliers de chaque enfant au sein de sa famille.

2 Les enfants sourds : une population très diverse

La surdité ne peut être définie de manière univoque, car il existe en France des représentations sociales extrêmement différentes de la surdité du fait de facteurs historiques, éthiques, politiques et r glementaires complexes (cf. section 1.2). Elle recouvre également des situations individuelles très diverses, autant sur le plan médical que linguistique.

2.1 Des situations médicales multiples

2.1.1 Classifications médicales de la surdité

Dans le champ médical, la surdité est classiquement décrite comme une altération de la fonction d'audition, quantifiée en fonction du seuil de perception auditive.

Sur le plan audiométrique, les surdités sont classées en fonction de la perte auditive mesurée au niveau de la meilleure oreille dans la majorité des publications scientifiques. Selon les recommandations du bureau international d'audiophonologie (5), la perte totale moyenne est calculée à partir de la perte en décibels (dB HL) aux fréquences 500 Hz, 1.000 Hz, 2.000 Hz et 4.000 Hz. Toute fréquence non perçue est notée à 120 dB HL de perte. Leur somme est divisée par 4 et arrondie à l'unité supérieure.

Le bureau international d'audiophonologie distingue les déficiences auditives (5) :

- moyennes, par une perte tonale moyenne comprise entre 41 et 70 dB HL ;
- sévères, par une perte tonale moyenne de 71 à 90 dB HL ;
- profondes, par une perte tonale moyenne ≥ 91 dB. HL Aucune perception de la parole.

Cette distinction entre surdité moyenne et surdité sévère et profonde est le support d'une distinction par certains professionnels entre personnes « malentendantes » ou personnes « sourdes ». D'autres expressions telles que « demi-sourds » ont également été utilisées pour désigner les personnes ayant une surdité moyenne (40,57). Aucune de ces expressions n'a été utilisée dans ce document¹² car les commentaires recueillis en phase de lecture font apparaître que cette distinction est perçue par certaines personnes sourdes comme un jugement de valeur négatif de leur état, et ces expressions n'apportent aucune précision médicale comparativement à la précision du seuil auditif.

¹² Sauf dans les tableaux afin de respecter la classification utilisée par les auteurs.

Dans le cadre de la classification internationale des maladies CIM-10, la surdité est définie essentiellement en fonction de son mécanisme physiopathologique (tableau 4).

Code	Libellé
H90	Surdité de transmission et neurosensorielle
H90.0	Surdité bilatérale de transmission
H90.1	Surdité unilatérale de transmission sans altération de l'audition de l'autre oreille
H90.2	Surdité de transmission, sans précision
H90.3	Surdité neurosensorielle bilatérale
H90.4	Surdité neurosensorielle unilatérale sans altération de l'audition de l'autre oreille
H90.5	Surdité neurosensorielle, sans précision
H90.6	Surdité bilatérale mixte de transmission et neurosensorielle
H90.7	Surdité unilatérale mixte de transmission et neurosensorielle sans altération de l'audition de l'autre oreille
H90.8	Surdité mixte de transmission et neurosensorielle, sans précision
H91	Autres pertes de l'audition
H91.0	Perte de l'audition par ototoxicité
H91.1	Presbyacousie
H91.2	Perte auditive soudaine idiopathique
H91.3	Surdi-mutité, non class�e ailleurs
H91.8	Autres pertes précisées de l'audition
H91.9	Perte de l'audition, sans précision
H93	Autres affections de l'oreille, non classées ailleurs
H93.0	Affections vasculaires et dégénératives de l'oreille (dont surdité ischémique transitoire)

De façon plus précise, certains auteurs, en fonction du mécanisme physiopathologique ou de l'affection entraînant la surdité distinguent les surdités (58) :

- « de transmission », secondaires à un dysfonctionnement de l'oreille moyenne ;
- « de perception », secondaires à une atteinte de l'oreille interne. Chez l'enfant, les surdités de perception bilatérales comprennent (3) :
 - les surdités cong nitaes isolées (non syndromiques) ou syndromiques, c'est-à-dire associées à d'autres malformations ou troubles fonctionnels réalisant de nombreux, mais très rares, syndromes plus ou moins complexes,
 - les surdités acquises : prénatales (ex. rubéole congénitale), néonatales (ex : prématurité) et post-natales (ex : méningite) ;
- « rétro-cochléaire », secondaire à une atteinte neurologique.

Les étiologies de la surdité sont nombreuses ; 32,4 % des surdités bilatérales de perception de l'enfant sont d'origine génétique, 37,7 % sont d'origine inconnue, et 29,8 % sont de causes prénatales, périnatales ou post-natales identifiées, non génétiques (infections, prématurité, etc.) (59).

Dans l'exercice d'une pratique clinique, la surdité est également qualifiée en fonction de l'âge d'acquisition de la surdité relativement à l'acquisition du langage. On distingue notamment les surdités (58) :

- pré-linguales, surdités cong nitaless ou acquises avant l'acquisition de la langue parlée, en particulier avant l'âge de un an (49),
- post-linguales, surdités acquises après l'acquisition de la langue parlée.

2.1.2  pid miologie

• Prévalence

En France, les principales sources d'information sur la prévalence de la surdité sont retrouvées à partir de l'enquête « Handicaps, incapacités, dépendances » effectuée en 1998-1999 et publiée en 2007 par la DRESS (60,61) ou à partir du registre des handicaps de l'enfant et observatoire périnatal (62,63). Une enquête en population scolaire d'enfants de 3 ou 4 ans effectuée auprès de 89 % des enfants nés en 1999 et scolarisés en Gironde a également repéré les troubles de l'audition définis comme un déficit auditif supérieur ou égal à 30 dB à une des quatre fréquences essentielles (500, 1 000, 2 000 et 4.000 Hz) (64). Des informations sont également disponibles à partir des données issues des examens de santé colligés par le PMI et analysés par la DRESS (65).

En France métropolitaine, 5 182 000 personnes ont un handicap auditif, dont 303 000 souffrent de d ficiencel auditive profonde ou totale. 95 % des personnes ayant une d ficiencel auditive vivent au domicile (60,61).

La prévalence de la surdité déclarée est faible dans l'enfance : 0,2 % chez les moins de 10 ans (60,61).

La prévalence des troubles auditifs (≥ 30 dB) concerne 1 enfant sur 9 entre 3 et 4 ans (64).

Le nombre d'enfants présentant une surdité pré-linguale était estimé à 15 000 enfants en âge scolaire en 1998 (49).

La prévalence de la surdité sévère ou profonde en France représente 0,5 à 0,8 enfant pour 1.000 ( tudes effectuées entre 7 et 16 ans) (66).

La prévalence de la surdité bilatérale (≥ 70 dB) est stable depuis 1980 en Rhône-Alpes, elle s'élève à 0,64 pour mille chez les enfants de 8 ans, nés en 1997 (62). En France, la répartition des surdités moyennes à profondes à la naissance se répartissent en 53 % de surdités moyennes, 21 % de surdités sévères, 25 % de surdités profondes (66).

Les d ficiencel auditives sont fréquemment associées à d'autres troubles dans le cadre d'affections polymorphes ou de pathologies multiples. Chez les moins de 20 ans, 42 % des personnes sourdes déclarent une autre d ficiencel (60). Chez l'enfant, les d ficiencel auditives ≥ 70 dB HL répertoriées en Rhône-Alpes à l'âge de 8 ans étaient isolées dans 91 % des cas (22/24 cas) (62).

La fréquence des troubles du langage et de la parole augmente avec le degré de sévérité de la surdité après correction sur l'âge et le sexe (14 % des enfants ayant une surdité légère à moyenne ont des troubles du langage ou de la parole, 21 % des enfants ayant une surdité moyenne à sévère, 56 % des enfants ayant une surdité profonde à totale) (60,61).

La d ficiencel auditive retentit sur les apprentissages scolaires et l'accès à l'emploi (41 % des enfants déficients auditifs de 6 à 11 ans savent lire, écrire et compter sans difficulté, pour 81 % dans la population générale ; 10 % des personnes sourdes accèdent à l'enseignement post-baccalauréat pour 29 % en population générale ; 34 % des personnes de 20 à 59 ans ayant une d ficiencel profonde ou sévère ont un emploi pour 73 % en population générale) (60,61).

Dans les études étrangères, la prévalence de la surdité avant 10 ans est estimée entre 1,1 et 1,39 pour mille (≥ 40 dB HL), 0,59 et 0,69 pour mille (≥ 70 dB HL) et 0,39 à 0,5 pour mille enfants (≥ 85 dB HL) (66). Elle est plus élevée chez les enfants nés très prématurément, pouvant atteindre 3,2 % chez les enfants de moins de 1.000 g à la naissance (67,68).

- **Incidence**

L'incidence de la surdité de l'enfant avant 2 ans est évaluée à 1 à 2 enfants pour 1.000 naissances (65,66) (soit, par projection, environ 800 à 1.600 nouveaux cas par an en France).

2.2 Des situations fonctionnelles diverses

Sur le plan fonctionnel, la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF) permet de décrire la surdité en fonction des atteintes constatées dans différentes fonctions de l'organisme et des conséquences qu'elle entraîne en termes d'activité et de participation de l'enfant à la vie sociale (69). Elle permet de mettre en parallèle les facteurs environnementaux dans lesquels évolue l'enfant (tableau 5).

Tableau 5. Classification du fonctionnement du handicap et de la santé	
Code	Libellé
	Fonctions de l'organisme
b140	Fonctions de l'attention (attention partagée)
b156	Fonctions perceptuelles (perception auditive)
b167	Fonctions mentales du langage (réception et expression du langage parlé, écrit, en langue des signes, langage gestuel, fonction intégrative du langage)
b230	Fonction de l'audition (perception et discrimination auditive, localisation et latéralisation du son, discrimination du langage parlé, sensations associées à l'audition)
b310 � b399	Fonction de la voix et de la parole (production et qualité de la voix, fonction d'articulation, fluidité et rythme, vitesse, mélodie de la parole, production de babillages, de notes)
	Activités et participation
Chapitre 1	Apprentissage et application des connaissances (�couter, copier, répéter, fixer son attention, lire, écrire, etc.
Chapitre 3	Communication
d310 � d329	Recevoir des messages (parlés, non verbaux, en langue des signes, autres formes)
d330 � d349	Produire des messages (communication préverbale, parler, chanter, messages non verbaux, messages en langue des signes, écrire des messages, autres formes)
d350 � d399	Conversation, discussion et utilisation des appareils et techniques de communication (téléphone, fax, ordinateur, lecture sur les lèvres)
Chapitre 7	Relations et interactions avec autrui
	Facteurs environnementaux
e125	Produits et systèmes techniques pour la communication (aides techniques à la communication : implants cochléaires, aides auditives, autres produits)
e310 � e399	Soutien et relations (famille, associations, professionnels)
e410 � e499	Attitudes (attitude individuelles des proches, attitudes sociétales)
e510 � e599	Services, systèmes et politiques (relatifs aux associations, à la santé, services sociaux, sécurité sociale)

2.3 Un environnement et des situations linguistiques variées

2.3.1 Environnement linguistique familial avant la naissance de l'enfant

Les enfants sourds sont élevés très majoritairement au sein de familles entendants. La plus grande enquête publiée, réalisée auprès de 30.000 enfants sourds par l'Institut Gallaudet aux USA, montre que 91,7 % des enfants sourds sont nés de parents tous deux entendants. La langue utilisée au domicile est une langue parlée pour 95 % d'entre eux (56) (tableau 2.1¹³). La situation des enfants sourds dont la langue maternelle est une langue parlée différente de celle du pays dans lequel est élevé l'enfant constitue une situation particulière qui nécessite d'être prise en compte.

En France métropolitaine, 119.000 personnes utiliseraient la langue des signes, dont 44.000 personnes sourdes (soit 8 % des personnes ayant une déficience profonde ou totale) (60,61).

2.3.2 Les facteurs associés à l'utilisation des différentes langues par l'enfant

Quatre études transversales ont décrit les facteurs associés entre l'utilisation d'une langue ou d'un mode de communication utilisés par l'enfant, dans sa famille ou en structures éducatives ou médico-sociales et de nombreuses variables : seuil d'audition de l'enfant, langue utilisée par les parents, structures de suivi de l'enfant, etc. (57,70-72) (tableau 2.1). Aucune de ces études ne concerne exclusivement l'enfant de moins de 6 ans, mais elles permettent de mettre en évidence certains critères sur lesquels les parents pourraient fonder leurs choix éducatifs, en particulier au moment de la scolarité de leur enfant, conformément à la loi de février 2005 (2). Des études sociolinguistiques permettent également d'aborder les enjeux liés au choix d'une langue pour l'enfant (73).

Une étude américaine trop récemment publiée pour être décrite en détail a également étudié les relations entre mode de communication et résultats scolaires auprès de 197 enfants sourds scolarisés au moins 2 heures par jour en  cole ordinaire (seuil auditif > 20 dB HL), mettant en évidence une faible corrélation positive entre mode de communication oral et meilleurs résultats scolaires. Les biais de confusion potentiels étant nombreux (seuil auditif, implication parentale, investissement de l'élève) et non contrôlés par une analyse multivariée, ces résultats doivent être interprétés avec une grande prudence (74).

Concernant les résultats scolaires des enfants sourds au-delà de 6 ans, la plus importante enquête est celle réalisée aux  tats-Unis par le Gallaudet Research Institut. Cette étude transversale réalisée en 2000-2001 auprès de 37 278 enfants, adolescents et jeunes adultes sourds de 6 à 21 ans scolarisés décrit les modes de scolarisation et les résultats scolaires obtenus, en particulier en lecture, mais ne fait pas de comparaison selon la langue utilisée par l'élève (75).

► étude descriptive avec analyse multivariée

L'étude la plus solide méthodologiquement est l'enquête réalisée par le Gallaudet Research Institut à partir de l'exploitation de l'enquête réalisée annuellement aux  tats-Unis auprès de plus de 30.000 enfants sourds (soit 60 % de la population concernée aux  tats-Unis) (70) (tableau 2.1). Une analyse multivariée à partir de 1.441 questionnaires recueillis auprès des 2.383 familles d'enfants sourds, dont au moins un des parents est sourd, a permis de mettre en évidence les variables permettant d'expliquer la langue utilisée par l'enfant au domicile ou à l' cole.

- Deux variables statistiquement significatives permettent de prédire correctement l'utilisation de la langue des signes au domicile dans 88 % des cas observés :

¹³ L'ensemble des tableaux relatifs aux études cliniques sont présentés en annexe 1.

- la langue utilisée par les parents : un enfant dont les parents utilisent la langue des signes a une probabilité 30 fois supérieure d'utiliser la langue des signes au domicile qu'un enfant dont les parents s'expriment en parlant, toutes choses égales par ailleurs (70) ;
- le seuil auditif de l'enfant : un enfant dont le seuil d'audition est > 91 dB HL a une probabilité 12 fois supérieure d'utiliser la langue des signes au domicile, toutes choses égales par ailleurs et 3 fois supérieure si son seuil d'audition est compris entre 71 dB HL et 90 dB HL par rapport à un enfant dont le seuil d'audition est < 71 dB HL (70) ;
- notons que 54,7 % des enfants utilisent régulièrement la langue des signes au domicile (46 % des enfants ont un des parents, sourd, qui utilise cette langue, et 8,7 % des enfants ont un des parents, sourd, qui s'exprime en parlant) et 45,3 % des enfants s'expriment exclusivement en parlant (principalement anglais ou espagnol parlé).
- la présence ou non d'un handicap associé n'est pas retenue comme variable statistiquement indépendante pour la langue utilisée.

La seule connaissance de la langue utilisée par les parents permet d'améliorer de 30 % la prédiction de l'utilisation de la langue des signes au domicile comparé à la prédiction uniquement par le seuil auditif de l'enfant (70).

- Quatre variables, dont trois majeurs, permettent de prédire correctement l'utilisation de la langue des signes associée à la langue parlée à l' cole dans 91 % des cas observés :
 - le type de classe suivi : un enfant accueilli dans une  cole spécialisée pour les enfants sourds a une probabilité 32 fois supérieure d'utiliser la langue des signes dans le cadre de l'enseignement qu'un enfant accueilli dans une classe ordinaire tout chose égale par ailleurs, et 22 fois supérieure s'il est accueilli en classe spécialisée en  cole ordinaire (70) ; l'étude montre que les variables prédictives expliquant l'orientation vers un type de structure dépendent principalement de l'utilisation régulière par l'enfant de la langue des signes au domicile, et ce quelle que soit la langue utilisée par ses parents, du seuil d'audition de l'enfant et de la présence ou non d'un handicap associé (probabilité multipliée par 4 d'être accueilli en classe ou établissement spécialisé si handicap associé) ;
 - l'utilisation régulière de la langue des signes au domicile : un enfant qui utilise régulièrement la langue des signes au domicile, indépendamment de la langue principale de ses parents, a une probabilité 18 fois supérieure d'utiliser la langue des signes dans le cadre de l'enseignement qu'un enfant qui n'utilise pas la langue des signes au domicile (70) ;
 - le seuil d'audition de l'enfant : un enfant dont le seuil d'audition est > 91 dB HL a une probabilité 12 fois supérieure d'utiliser la langue des signes dans le cadre de l'enseignement, toutes choses égales par ailleurs, et 5 fois supérieure si son seuil d'audition est compris entre 71 dB HL et 90 dB HL par rapport à un enfant dont le seuil d'audition est < 71 dB HL (70) ;
 - la présence d'un trouble associé : un enfant qui présente un trouble associé à sa surdité a 2,5 fois moins de probabilité d'utiliser la langue des signes dans le cadre de son enseignement qu'un enfant sourd sans trouble associé, toutes choses égales par ailleurs (70).

En conclusion, cette étude met en évidence l'importance de la langue utilisée par les parents et du seuil d'audition de l'enfant dans le choix du mode de communication utilisé par l'enfant au domicile, et l'importance ensuite de la langue utilisée par l'enfant, du seuil d'audition de l'enfant et de la présence ou non d'un handicap associé pour le choix de la structure scolaire. Au niveau du choix de l'orientation scolaire, la langue utilisée par les parents n'intervient plus comme une variable indépendante. Les auteurs remarquent cependant que les familles où il existe un parent sourd utilisant la langue des signes favorisent l'utilisation de la langue des signes au sein de la famille (93 % des cas) et voient donc leurs enfants suivre des cours où la langue des signes est utilisée au côté de la langue parlée (91 % des cas),

alors que les familles où il existe un parent sourd s'exprimant en parlant favorisent un environnement en langue parlée au sein de la famille (83 % des cas) et voient donc leurs enfants entrer dans une  cole où seul l'enseignement oral prodigué est parlé (72 % des cas) (70).

► études descriptives

Les trois autres études sont strictement descriptives, l'étude anglaise n'ayant pas détaillé les résultats de son analyse multivariée (71) (tableau 2.1). L'étude française la plus récente décrit les modes de communication utilisés par 1.007 enfants accueillis en 2001 dans les établissements médico-sociaux de Rhône-Alpes où ils sont accueillis, en fonction du type de surdité (non explicitement définis) et de handicap associés (57) ; la seconde étude française permet de croiser le statut professionnel de 95 jeunes adultes avec le seuil d'audition, le mode de communication utilisé et la scolarité suivie dans l'enfance (72). Les principaux résultats sont décrits ci-dessous et dans le tableau 2.1 ; aucune de ces études ne prend en compte la langue utilisée par les parents de l'enfant ; aucun ne parle d'éducation bilingue, mais de communication parlée et gestuelle ; la communication écrite n'est pas abordée ; aucune étude ne décrit les performances de l'enfant quant à la maîtrise d'une langue ou de l'autre. Les comparaisons entre les études ne doivent pas être réalisées dans la mesure où les populations étudiées ne sont pas comparables.

Emploi et mode de communication

L'obtention d'un emploi stable ou celle d'un diplôme professionnel n'est pas associée au mode de communication utilisé par le jeune adulte en 2001¹⁴ dans la région de Bordeaux (72) (tableau 2.1) :

- 33 % des personnes sourdes s'exprimant exclusivement en français ou exclusivement en LSF et 36 % des personnes utilisant une communication parlée et gestuelle ont un emploi stable. Les personnes sourdes ayant un emploi stable ont un seuil d'audition médian élevé (88 dB HL),
- 66 % des jeunes adultes interrogés ont obtenu un diplôme professionnel dans chacun des groupes de communication (français exclusif, LSF exclusif ou communication parlée + gestuelle). Ce diplôme a été obtenu pour 51 % d'entre eux via une filière en  cole ordinaire (seuil d'audition médian : 61 dB) et pour 49 %, via un établissement médico-social (seuil d'audition médian : 94 dB HL).

Avoir une communication parlée exclusivement n'est pas un facteur prédictif pour avoir un emploi en tant que personne sourde (40 % de chômage parmi elles). Le taux de chômage est le plus faible dans le groupe ayant une communication parlée et gestuelle (26 % de chômage). Le taux de chômage parmi ceux ayant obtenu un diplôme professionnel est de 25 %, alors qu'il est de 90 % pour ceux ayant obtenu un diplôme universitaire.

Le seuil d'audition dans le groupe au chômage est le plus bas (seuil médian d'audition : 68 dB HL) comparativement au groupe ayant un emploi (seuil médian d'audition, respectivement 83 dB HL et 88 dB HL pour un emploi instable et stable).

Seuil d'audition et mode de communication

- Enfants ayant un seuil d'audition > 90-95 dB HL
- Les enfants ayant un seuil d'audition > 90-95 dB HL utilisent les deux langues (langue du pays et langue des signes) pour plus de la moitié d'entre eux ; l'utilisation exclusive de la langue des signes peut concerner jusqu'à un tiers des enfants selon les enquêtes. En France, le français exclusif concerne 15 % des enfants dans les deux études publiées, qui ne sont pas forcément représentatives de l'ensemble du territoire (tableau 2.1).

¹⁴ Aucun de ces jeunes adultes nés entre 1972 et 1977 n'a pu bénéficier d'implantation cochléaire au cours de la petite enfance.

► Communication parlée et gestuelle

Ces enfants ou jeunes adultes utilisent majoritairement les deux modes de communication (parlée et gestuelle) dans chacune des études, soit 47 % des enfants ayant un seuil d'audition > 90 dB HL dans les établissements médico-sociaux de Rhône-Alpes (57), 59 % au Royaume-Uni (> 95 dB HL) (71), 75 % à l'âge adulte (72). Le fait que l'enfant soit porteur d'un implant cochléaire modifie peu la proportion d'enfants utilisant les deux modes de communication (58,1 % si implant *versus* 59,5 % sans implant) (71) ;

► Communication exclusivement signée

C'est dans ce groupe pr esentant une surdité profonde que la proportion d'enfants utilisant exclusivement la langue des signes est la plus élevée dans chacune des études, soit 19,8 % des enfants dans les établissements médico-sociaux de Rhône-Alpes, auxquels il convient d'ajouter 14 % d'enfants utilisant conjointement la LSF et le français signé et 3 % d'enfants utilisant exclusivement le français signé (57), soit 7,7 % au Royaume-Uni (2,7 % si implant cochléaire *versus* 9 % sans implant) (71) et 11 % à l'âge adulte (72).

► Communication exclusivement parlée

Malgré un seuil d'audition > 90-95 dB HL, 13 % des jeunes adultes s'expriment exclusivement en parlant (72), ainsi que 15,6 % des enfants accueillis dans les établissements médico-sociaux de Rhône-Alpes (57), 31 % au Royaume-Uni (37,8 % si implant cochléaire *versus* 29,1 % sans implant) (71).

• Enfants ayant un seuil d'audition compris entre 71 et 90-95 dB HL

50 % (57)   63 % (71) des enfants ayant un seuil d'audition compris entre 71 et 90-95 dB HL utilisent exclusivement une communication parlée. Cette proportion est plus faible (45 %) chez le jeune adulte, au profit d'une communication parlée et signée (45 % des adultes jeunes ayant un seuil d'audition compris entre 71 et 90-95 dB HL) ou exclusivement signée (10 % des adultes jeunes ayant un seuil d'audition compris entre 71 et 90-95 dB HL pour seulement moins de 4,6 % des enfants) (57,71,72) (tableau 2.1) ; une étude longitudinale ou une étude qualitative permettrait de voir si cela correspond à un choix personnel ou éducatif dans le temps.

• Enfants ayant un seuil d'audition inférieur à 71 dB HL

Une très large majorité utilise exclusivement une communication parlée (76 % à 90 % des enfants et adultes ayant un seuil d'audition compris entre 40 et 70 dB HL). La communication exclusive en langue des signes est rare (moins de 2 %). 8 % (71)   20 % (57) des enfants et 10 % des adultes (72) utilisent les deux modes de communication, parlée et signée (tableau 2.1).

Handicap associé et mode de communication

La fréquence de l'utilisation exclusive de la langue des signes est plus élevée lors de la présence d'un trouble associé parmi les enfants accueillis en établissement médico-social en Rhône-Alpes (28,3 % si d ficiance associée *versus* 22,5 % sans trouble associé), aux dépens de l'utilisation exclusive de la langue parlée (33,5 % si d ficiance associée *versus* 36,3 % sans trouble associé) (57) (tableau 2.1).

Cependant, des observations contraires sont faites dans l'étude américaine, effectuée dans plusieurs structures d'accueil des enfants, avec une moindre utilisation de la langue des signes au domicile lors de déficiences associées, toutes choses égales par ailleurs sans que cela soit statistiquement diff rent (OR : - 0,26 IC_{95 %} [0,5 ; 1,1]) (70) (tableau 2.1).

► **Conclusion sur les facteurs associés à l'utilisation d'une langue**

Ces différentes études mettent en évidence l'importance de la langue utilisée par les parents (70) et celle du seuil d'audition de l'enfant dans le choix de la langue ou du mode de communication utilisé par l'enfant au domicile (57,70,71). Si, en France en 2001, 92 % des enfants s'exprimant exclusivement en langue des signes étaient des enfants ayant un seuil

d'audition > 90 dB HL (57), on constate cependant que, parmi les enfants ayant un seuil d'audition > 90 dB HL ou compris entre 71 et 90dB HL, un enfant sur deux acquiert une communication parlée et une communication avec la langue des signes (57,71). Plus le seuil d'audition est bas, plus la proportion d'enfants sourds s'exprimant exclusivement en parlant augmente, pouvant atteindre un enfant sur 3 pour les enfants ayant un seuil d'audition > 90 dB HL (71)   plus de 75 % pour les enfants ayant un seuil d'audition < 70 dB HL (57,71).

La langue ou le mode de communication utilisé par l'enfant au domicile ainsi que son seuil d'audition et la présence ou non d'un handicap associé conditionnent le choix de la structure scolaire. Au niveau du choix de l'orientation scolaire, la langue utilisée par les parents n'intervient plus comme une variable indépendante. Les auteurs remarquent cependant que les familles où il existe un parent sourd utilisant la langue des signes favorisent l'utilisation de la langue des signes au sein de la famille (93 % des cas) et voient donc leurs enfants suivre des cours où la langue des signes est utilisée au côté de la langue parlée (91 % des cas), alors que les familles où il existe un parent sourd s'exprimant en parlant favorisent un environnement en langue parlée au sein de la famille (83 % des cas) et voient donc leurs enfants entrer dans une  cole où seul l'enseignement oral prodigué est parlé (72 % des cas) (70).

Le mode de communication utilisé par le jeune adulte ne conditionnait pas en France en 2001 l'accès à un emploi stable ; le taux de chômage le plus faible étant observé pour le groupe ayant une communication parlée et signée. Avoir un seuil auditif bas ne favorise pas l'accès au marché du travail (72).

La présence d'un trouble associé conditionne le choix d'une structure scolaire (70), mais les résultats sont divergents concernant l'association entre trouble associé à la surdité et mode de communication (57,70).

2.3.3 Enquêtes de préférences auprès des parents en vue d'un choix éducatif

Quatre enquêtes auprès de familles ont été réalisées afin d'identifier quels sont les facteurs qui ont influencé leurs choix éducatifs pour leur enfant sourd (76-79) (tableau 2.2). Elles sont toutes réalisées aux  tats-Unis dont 3 au sein de la même équipe. Seule l'une d'entre elles a été réalisée à partir d'un échantillon aléatoire de familles (79).

Les parents estiment que les facteurs ayant le plus influencé leur choix sont :

- les préconisations des professionnels (76,77) ;
- la disponibilité locale des services (76,77) ;
- le coût des services (76,79), ce critère est plus fréquemment cité par les familles immigrées (77) ;
- les préconisations d'amis (76).

Les facteurs prédictifs associés avec le choix d'une éducation avec langue parlée sont (76) :

- le seuil auditif, un enfant avec une surdité moyenne ayant une probabilité très nettement plus importante d'être orienté vers une éducation avec langue parlée qu'un enfant ayant une surdité profonde (RR = 88),
- la préférence des parents pour un mode de communication parlée uniquement, la probabilité que l'enfant soit orienté vers une éducation avec langue parlée est alors 38 fois plus élevé que si ses parents considèrent qu'il est aussi important qu'il communique avec une personne qui signe qu'avec une personne entendant,
- les attitudes des parents concernant l'acquisition du langage ; si ces derniers pensent que tout enfant sourd peut apprendre à parler, alors la probabilité que l'enfant soit orienté vers une éducation avec langue parlée est augmentée (respectivement OR : 8) (76).

Ces facteurs prédictifs ont été établis à partir des préférences exprimées selon une classification multidimensionnelle des  tats de bien-être physique, social et psychique de l'enfant. Les analyses ont été réalisées par modèle de régression logistique, en fonction des

choix éducatifs de 8 familles :  ducation avec langue parlée, avec langue des signes ou bilingue (76). Cette classification, spécifiquement construite pour l'enfant sourd, est décrite ci-dessous.

L'équipe de Philadelphie a établi une échelle de préférences à partir d'une classification multidimensionnelle des  tats de santé répartis en 4 domaines (76,78) :

- Capacités de communication (7 items) : ex.   18 ans, le jeune communique librement avec des personnes entendantes et des personnes qui signent, ou uniquement avec des personnes entendantes, ou uniquement avec des personnes qui signent, ou peine mais parvient à s'exprimer avec des personnes entendantes, ou ne s'exprime qu'au sein de sa famille ou ne peut se faire comprendre même au sein de sa famille ;
- Résultats scolaires (5 items) : ex.   18 ans, l'enfant excelle dans tous les domaines scolaires, a le niveau scolaire d'enfants de son âge, a un faible niveau scolaire, ne sait pas lire ;
- Vie sociale (5 items) : ex.   18 ans, l'enfant a de nombreuses activités sociales hors de l' cole, uniquement au sein de l' cole, et le plus souvent seul même à l' cole ;
- Bien-être affectif (5 items) : ex.   18 ans, l'enfant se sent fier de lui, heureux et libre de souci, se sent généralement bien mais peut parfois se sentir agacé, se sous-estime généralement et se sent en colère, inquiet ou triste.

L'étude la plus ancienne a proposé, à partir de cette classification des  tats de santé, 9 scénarios d'objectifs de résultats réalistes en fonction des approches éducatives (78). Ces scénarios ont été construits par des professionnels à partir de la classification multidimensionnelle. Le scénario de préférence est :   18 ans, l'enfant communique librement avec des personnes sourdes et entendantes, excelle dans tous les domaines scolaires, a de solides amitiés à l' cole et de nombreuses activités sociales en dehors de l' cole et se sent généralement fier de lui, heureux et sans soucis. Les scénarios sont ensuite proposés aux parents afin qu'ils les classent par ordre de préférence.

Après le scénario de référence, les parents ont attribué un score de préférence à chacun des scénarios ; les 5 scénarios arrivant après le score de préférence sont, par ordre décroissant :

-   18 ans, l'enfant peine mais parvient à communiquer avec des personnes entendantes, communique librement avec des personnes qui signent, obtient à l' cole des résultats attendus pour son âge, a de solides amitiés à l' cole et de nombreuses activités sociales en dehors de l' cole, se sent habituellement bien, même si parfois, il s'énerve (bons résultats d'une éducation bilingue) ;
-   18 ans, l'enfant communique librement uniquement avec des personnes entendantes, obtient à l' cole des résultats attendus pour son âge, a de solides amitiés à l' cole mais peu d'activités sociales en dehors de l' cole, se sent habituellement bien, même si parfois, il s'énerve (bons résultats d'une éducation avec langue parlée) ;
-   18 ans, l'enfant peine mais parvient à communiquer avec des personnes entendantes, communique librement avec des personnes qui signent, a acquis un niveau scolaire de 6  en lecture et de 3  en maths, a de solides amitiés à l' cole mais peu d'activités sociales en dehors de l' cole, se sent habituellement bien, même si parfois, il s'énerve (résultats moyens d'une éducation bilingue) ;
-   18 ans, l'enfant communique librement uniquement avec des personnes qui signent, a acquis un niveau scolaire de 6  en lecture et de 3  en maths, a de nombreuses amitiés à l' cole mais peu en dehors, se sent habituellement bien, même si parfois, il s'énerve (résultats moyens d'une éducation bilingue), a de solides amitiés à l' cole mais peu d'activités sociales en dehors de l' cole, se sent habituellement bien, même si parfois, il s'énerve (bons résultats d'une éducation signée) ;
-   18 ans, l'enfant peine mais parvient à communiquer uniquement avec des personnes entendantes, a acquis un niveau scolaire de 6  en lecture et de 3  en maths, a quelques

amis à l' cole mais peu d'activités sociales en dehors de l' cole, se sous-estime parfois ou se sent en colère, inquiet ou triste (résultats moyens d'une éducation avec langue parlée).

Deux études ont spécifiquement étudié les critères de choix des familles pour décider du recours à un implant cochléaire (78,79).

La première étude a utilisé l'échelle de préférence décrite ci-dessus et l'a comparée entre des familles ayant eu ou non recours à l'implant cochléaire (78). Aucune différence significative n'a été mise en évidence entre les deux groupes, par contre, les variations individuelles sont importantes et peuvent expliquer des choix individuels selon les valeurs portées plutôt sur l'épanouissement social ou sur la possibilité d'une meilleure communication parlée (78).

La seconde étude montre que les facteurs sur lesquels se base la décision des parents relèvent de préférences qui leur sont propres :

- désir d'avoir un enfant qui pourra peut-être vivre comme une personne entendant (13/35 réponses),
- frustration de ne pas pouvoir communiquer avec son enfant (9/35 réponses).

2.3.4 Conclusions relatives à la diversité de l'environnement linguistique

« Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit. » (2). Ce choix, exercé par les parents, peut évoluer au cours du temps, en particulier au vu du développement global de l'enfant. Les projets éducatifs visant à favoriser le développement de l'enfant sourd, notamment le développement du langage, vont en partie dépendre des capacités de cet enfant à percevoir la langue utilisée par son entourage. Dans le cadre des familles dont la langue principalement utilisée est une langue parlée, les projets éducatifs vont notamment s'adapter à la capacité de l'enfant sourd à percevoir auditivement la parole de son entourage, que l'enfant soit ou non appareillé. En l'état actuel des connaissances, une très large majorité des enfants sourds ayant un seuil auditif < 70 dB HL utilisent exclusivement une langue parlée. En revanche, les enfants sourds ayant un seuil auditif > 70 dB HL utilisent soit exclusivement une langue parlée, soit, pour une majorité d'entre eux, une langue parlée et une langue des signes, soit exclusivement une langue des signes. Les trois facteurs pronostiques de l'utilisation d'une langue des signes ou des deux langues dépendent principalement du seuil auditif, de la langue utilisée au domicile et de la présence de troubles associés.

De par leur expérience, les professionnels et représentants d'usagers consultés au cours de ce projet remarquent également l'importance des témoignages, des échanges auprès d'acteurs divers et de la disponibilité locale des services dans la décision des parents de proposer telle ou telle langue à leur enfant (80).

2.4 Recommandations de la HAS

Du fait de l'hétérogénéité de la population des enfants sourds et de leurs familles, un suivi et un accompagnement personnalisé sont nécessaires.

Face à l'hétérogénéité du profil des enfants sourds (environnement linguistique, seuil auditif, gains prothétiques, surdité isolée ou associée à d'autres troubles), la seule prise en compte du seuil auditif ne permet pas de définir une stratégie de suivi et d'accompagnement de l'enfant sourd et de sa famille. Néanmoins, les enjeux d'acquisition de la langue parlée sont extrêmement différents selon que le seuil auditif est > 70 dB HL ou < 70 dB HL.

Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit (2). Ce choix, exercé par les parents, peut évoluer au cours du temps, en particulier au vu du développement global de l'enfant.

3 Quelles sont les actions permettant de développer la communication et le langage de l'enfant sourd ?

Le développement de la communication et du langage peut être appréhendé par la capacité de l'enfant à comprendre et à exprimer un message, par l'intermédiaire de tout moyen de communication non verbale ou par l'intermédiaire d'une langue partagée entre l'enfant et son interlocuteur (en France, français ou langue des signes française).

Avant 6 ans, l'acquisition du français concerne principalement la compréhension et l'expression de la langue parlée et non celles de la langue écrite. Les interventions visant spécifiquement à développer la langue écrite n'ont donc pas été étudiées dans le cadre de ce travail.

Cependant, l'impact de l'acquisition de la première langue (parlée ou signée) sur les capacités de lecture ou d'écriture est d'un intérêt majeur pour proposer le choix de l'une ou l'autre ou les deux langues avant l'entrée à l' cole. C'est pourquoi, les études ayant évalué l'effet de la langue parlée ou de la langue des signes sur l'écrit ont été recherchées et sont détaillées dans les paragraphes intitulés « effets secondaires ».

Les interventions évaluées dans le cadre de ce travail doivent avoir été explicitement proposées avant les 6 ans de l'enfant, et leurs critères de jugement doivent porter sur le développement du langage ou de la communication (cf. section « Méthode »), c'est-à-dire sur la capacité de l'enfant à comprendre ou exprimer un message verbal quelle que soit la langue utilisée. Bien que présents un intérêt majeur dans le cadre du développement global de l'enfant, l'impact de l'apprentissage d'une langue ou de l'autre sur le développement cognitif n'a pas été retenu afin de rester dans le cadre des objectifs fixés à ce travail (cf. section « Introduction »). Le lien entre développement psychique et mode de communication est abordé ci-dessous (cf. « Prévenir les troubles psychiques »).

Lorsque des études ont évalué l'efficacité ou les risques d'un type d'intervention, du point de vue des parents, ces dernières ont été analysées afin de présenter la perspective des parents.

Ce chapitre aborde successivement :

- les indications des programmes d'intervention précoce (section 3.1) ;
- le choix d'une ou de deux langues dans le cadre des interventions (section 3.2) ;
- les modalités de mise en œuvre des différents programmes d'intervention précoce selon le choix éducatif de la famille (section 3.3).

3.1 Indications des programmes d'intervention précoce

Ce chapitre a pour objectif d'apporter des réponses aux questions suivantes :

- Qu'est-ce qu'un programme d'intervention précoce ?
- Les programmes d'intervention précoce ont-ils fait preuve de leur efficacité en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd, comparativement à l'absence de programme ?
- L'âge auquel les programmes d'intervention précoce sont proposés à l'enfant et à sa famille influence-t-il les résultats obtenus en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd ?
- Quel est le contenu des programmes d'intervention précoce ?

3.1.1 Qu'est-ce qu'un programme d'intervention précoce ?

Ce chapitre a pour objectif de préciser :

- la définition d'un programme d'intervention précoce ;
- la population concernée par ces programmes ;
- les objectifs de ces programmes.

► Définition et population concernée

En France, l'expression « prise en charge » des enfants est courante dans un ensemble d'institutions médicales ou médico-éducatives, sans doute en liaison étroite avec l'attribution de financements publics (prise en charge financière) (81). Pourtant, d'autres expressions semblent plus explicites, telle la notion « d'intervention précoce » (81). En France, l'intervention précoce correspond aux actions médico-sociales précoces (81) ou médico-psychologiques (82). De tels services accomplissent des actions de prévention essentiellement tertiaire dans la mesure où le but n'est pas de guérir une déficience déjà identifiée, mais de prévenir les situations de handicap secondaire en apportant l'aide à l'environnement nécessaire pour soutenir les capacités spécifiques de l'enfant (81). En France en 2008, les services d'intervention précoce proposés aux enfants sourds sont essentiellement les CAMSP et les SAFEP (cf. section 8).

En Europe, l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers a défini dès 1998 l'intervention précoce comme « l'ensemble des actions et mesures (sociales, médicales, psychologiques et éducatives) qu'il est nécessaire d'entreprendre auprès des enfants et de leurs familles afin de répondre aux différents besoins des enfants présentant un risque de retard ou des retards avérés dans leur développement [...]. L'intervention précoce concerne le premier âge (globalement de 0 à 3 ans), on ne doit donc pas la confondre avec l'éducation des jeunes enfants » (83). En principe, le soutien est apporté à un enfant et à sa famille jusqu'à l'intégration dans le système scolaire, de la naissance jusqu'à 6 ans au plus tard (82).

Aux  tats-Unis « les services d'intervention précoce sont destinés à répondre aux besoins de développement des enfants qui, de la naissance à 3 ans, ont des retards de développement dans les domaines physiques, cognitifs, affectifs, dans la communication, la socialisation, l'adaptation, ou qui se trouvent dans des conditions de diagnostic qui font craindre, selon une forte probabilité, un retard de développement » (81,84).   l'issue de ces interventions précoces, certains  tats proposent une structure de soutien au personnel enseignant proposé par des éducateurs spécialisés pour les enfants sourds, des audiologistes et des orthophonistes, parall mement à un plan d'accueil individualisé (PAI) pour l'enfant (85).

Le seuil auditif des enfants suivis par un programme d'intervention précoce est diff rent d'un pays à l'autre. Certains pays suivent les enfants dès lors que le seuil auditif est > 20 dB HL, d'autres ne suivent que les enfants ayant un seuil auditif > 40 dB HL. Il n'est jamais précisé s'il s'agit uniquement d'enfants présentant une surdité bilatérale (tableau 3.1).

L'âge d'inclusion des enfants sourds dans les programmes d'intervention précoce est diff rent d'un pays à l'autre.

L'âge minimum varie de 1   6 mois selon les études (tableau 3.1) ; dans l'état de New York en 2000, 2/3 des enfants étaient suivis avant l'âge de 5 mois (86), en France en 2008, 1/3 des enfants seulement étaient suivis avant l'âge de un an (87).

L'âge moyen à l'inclusion dans le programme est fortement lié à l'âge du diagnostic de surdité, ce dernier étant lui-même lié à la présence ou non d'un dépistage néonatal de la surdité (tableau 3.1). En Italie, certains enfants ne sont suivis qu'à partir de l'âge de un an, même si le diagnostic a été posé avant 6 mois (88), sans que l'article ne précise s'il s'agit d'un choix des parents ou d'une contrainte imposée par l'organisation des programmes d'intervention précoce.

Le délai moyen entre l'âge du diagnostic et l'âge d'inclusion varie grandement entre les pays (tableau 3.1), sans que cette différence ne soit analys e (choix parental ou choix professionnel pour respecter un temps de réflexion avant de s'engager dans un programme donné ou délai lié aux aspects organisationnels, par exemple, délai d'admission dans le programme ?). Au Royaume-Uni en 2006, le délai entre le diagnostic et le suivi par un programme d'intervention précoce était inférieur à 3 mois pour 87 % des enfants (89). En France en 2008, ce délai était beaucoup plus long, de 6,5 et 8,5 mois, pour les enfants suivis respectivement en CAMSP et en SAFEP (87). La différence observée entre les délais selon le type de structure pourrait être liée en France à la procédure administrative d'admission, qui peut être directe en CAMSP, alors qu'elle nécessite l'avis de la Commission des personnes handicapées au niveau des MDPH pour les SAFEP.

► Objectifs

En Europe, l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers précise les enjeux de l'intervention précoce (82,83) :

- assurer et renforcer le développement personnel de l'enfant ayant des besoins particuliers ;
- renforcer les compétences propres à la famille ;
- promouvoir l'inclusion sociale de la famille et de l'enfant, en particulier pour l'entrée de l'enfant dans le système éducatif.

3.1.2 Les programmes d'intervention précoce sont-ils efficaces ?

Ce chapitre a pour objectif de préciser si :

- les programmes d'intervention précoce ont fait preuve de leur efficacité en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd, comparativement à l'absence de programme,
- l'âge auquel les programmes d'intervention précoce sont proposés à l'enfant et sa famille influence les résultats obtenus en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd.

► Recommandations et revues systématiques spécifiques de la surdité

Quatre recommandations de bonne pratique internationales ont été identifiées, deux américaines (90,91), une canadienne (59) et une britannique (92) (tableau 3.2).

Deux des recommandations de bonne pratique sont fondées sur une revue systématique de la littérature (90,92) (tableau 3.3). Une troisième revue systématique de la littérature a été identifiée (93) ; elle est proposée par l'agence allemande pour la qualité et l'efficacité en santé (IQWiG). Deux des revues systématiques de la littérature ont pour objectif d'évaluer l'intérêt du dépistage néonatal de la surdité (90,93) ; elles prennent en compte les bénéfices et effets indésirables des interventions précoces proposées aux enfants sourds (tableau 3.3).

Recommandations américaines avec revue systématique

  l'issue d'une revue systématique bien menée (94) (tableau 3.3) et d'un processus de relecture et de validation, les recommandations de bonne pratique élaborées par l'agence américaine Agency for Healthcare Research and Quality (AHRQ) concluent vis-à-vis des interventions précoces (90) :

- **Recommandations** : les services d'intervention précoce devraient répondre aux besoins individuels de l'enfant sourd (surdité congénitale bilatérale permanente) et de sa famille, incluant l'acquisition de compétences de communication, de compétences sociales, de bien-être émotionnel et d'estime de soi positive. L'intervention précoce comprend l'évaluation pour la mise en œuvre d'aides techniques auditives ou sensorielles, l'évaluation médicale et chirurgicale et l'évaluation et le traitement de la communication. Les implants cochléaires sont généralement considérés pour les enfants ayant une surdité sévère à profonde, uniquement après réponse inadéquate des aides auditives. Alors que ces recommandations précisent que le dépistage de la surdité doit être effectué avant l'âge de un mois et le diagnostic confirmé avant l'âge de 3 mois, aucune date n'est proposée concernant le début de l'intervention précoce (90).
- **Effets indésirables du dépistage et des interventions précoces** : il y a des preuves limitées d'effets indésirables du dépistage, avec des résultats divergents concernant l'anxiété associée avec un résultat faux-positif. Il y a peu d'études concernant les effets indésirables des interventions précoces. Les complications précoces de la chirurgie pour implant cochléaire comprennent un risque de méningite. Cependant, le risque global de complications du dépistage et du traitement est considéré comme faible (90).

Concernant l'efficacité des interventions précoces, la revue systématique a inclus des études de cohorte et des études descriptives (94) (tableau 3.3). Six des études de cohorte ont été publiées depuis 2000, une jugée de bonne qualité méthodologique (89), trois de qualité méthodologique moyenne (95-97) et deux de qualité méthodologique médiocre (98,99). Trois études descriptives, publiées depuis 2000 et comprenant plus de 10 enfants, ont été également prises en compte (86,100,101). Les conclusions de la revue systématique sont fondées sur l'étude de meilleure qualité méthodologique, une cohorte rétrospective britannique comprenant 120 enfants sourds identifiés à partir d'une cohorte de 157 000 naissances (89). Les conclusions sont les suivantes : dans une cohorte effectuée en population générale, comprenant des enfants à risque moyen ou élevé de surdité congénitale permanente bilatérale, ceux qui ont un diagnostic de surdité confirmé avant l'âge de 9 mois ont de meilleurs scores à 8 ans que ceux ayant une confirmation diagnostique ultérieure concernant le langage (réception et production), mais ne concernant pas la parole. Les enfants sourds ayant eu un dépistage néonatal de la surdité ont de meilleurs résultats concernant la réception du langage mais non sur la production du langage, ni sur la parole comparativement à ceux n'ayant pas eu de dépistage. Les enfants ayant eu un dépistage néonatal sont plus nombreux à avoir une confirmation diagnostique avant 9 mois que ceux n'ayant pas eu de dépistage (67 % versus 27 %, $p < 0,001$) (89) et plus nombreux à débuter une intervention précoce avant l'âge de 10 mois (odds ratio : 8 [1,2 ; 51]) (102). La plus grande précocité de confirmation diagnostique et de mise en place d'une intervention précoce lors de dépistage néonatal est significative chez les enfants présentant une surdité moyenne ou sévère, mais non significative chez les enfants présentant une surdité profonde (102).

Concernant les effets indésirables, la revue systématique a retenu les études suivantes (94) :

- **Dépistage** : l'argumentaire se fonde sur 8 études ou enquêtes dont 6 sont publiées depuis 2000 (103-108). Les auteurs concluent ainsi : les études de cohorte récentes (89,103) ne retrouvent pas de différence significative entre les parents dont le dépistage de l'enfant est concluant (test négatif) ou non concluant (test positif), concernant le stress,

l'anxiété et l'attitude parentale avec le nouveau-n . D'autres études, de moins bonne qualité méthodologique, montrent que les réactions habituelles des parents lors d'un test de dépistage non concluant (test positif) incluent stress et anxiété. Cette inquiétude disparaît pour la majorité des parents dès que le test diagnostique confirme une audition normale ; cependant, pour environ 20 % des parents, leur niveau de stress après un test positif de dépistage reste plus élevé que le stress postnatal de parents d'enfant ayant eu un test de dépistage concluant d'emblée à la normalité de l'audition, même 6 mois après la confirmation de la normalité de l'audition par les tests diagnostiques (104). Les mères qui ont compris que la probabilité que leur enfant soit sourd est faible même si le test de dépistage est positif ont un niveau d'anxiété plus faible que les mères qui ne l'ont pas compris (105). Le niveau de stress augmente avec le nombre de tests nécessaires pour obtenir un diagnostic (106).

- Interventions précoces : aucune étude n'a spécifiquement évalué les effets potentiellement indésirables des interventions précoces utilisant les aides auditives, ou autre système d'amplification, la langue des signes américaine, l'instruction en anglais, l'orthophonie ou les actions de soutien et éducation de la famille.
- Implants cochléaires : l'argumentaire se fonde sur la décision de retrait en 2002 des implants cochléaires avec système de positionnement par l'agence fédérale américaine Food Drug Administration (FDA) (109,110) et sur 4 études cliniques, une série de 300 cas consécutifs en Gr ce (2,3 % cas de complications chirurgicales majeures et 16 % de cas de complications mineures) (111), trois séries américaines et anglaise chez l'enfant de moins de 2 ans (pas de complications chirurgicales, faible nombre de cas : 8 à 18 enfants) (112-114). Ces implants cochléaires avec positionneurs ont également été retirés en 2002 en France, par décision du producteur en accord avec l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (AFSSAPS) (115).

Recommandations britanniques avec revue systématique

Bien que fondées sur une revue systématique de la littérature, les recommandations britanniques concernant les interventions réalisées par les orthophonistes chez l'enfant sourd ne reposent que sur une seule étude clinique postérieure à 2000 et dont l'effectif est supérieur à 10 (92) (tableau 3.3). Ces recommandations reposent donc essentiellement sur un accord professionnel, sans que l'on puisse savoir si ce dernier est pluridisciplinaire. Concernant la prise en charge, 8 objectifs d'intervention par l'orthophoniste sont recommandés :

- faciliter, par les interventions précoces, le développement de compétences de communication pr verbales, en particulier, contact visuel approprié, initiation et intention de la communication et tour de communication ;
- faciliter le développement individuel des capacités de communication, par des approches directes ou indirectes (communication non verbale, capacités conversationnelles, règles sociales de communication, stratégies de compensation des difficultés de langage ou communication) ;
- faciliter le développement des capacités sémantiques, grammaticales et phonologiques de la langue parlée et/ou de la langue des signes, dans leurs aspects réceptifs et expressifs, selon le choix approprié. Lorsque le langage parlé est jugé inaccessible, la langue écrite doit être le mode utilisé pour aider l'individu à entrer dans la langue anglaise ;
- participer, avec les autres professionnels, à l'aménagement de l'environnement en vue de rendre plus accessibles langage et communication ;
- entraîner l'audition est un prérequis avant tout travail sur la production de parole. Pour les enfants sourds pour lesquels le langage parlé sera le premier mode de communication, l'éducation auditive sera une part essentielle de la prise en charge de l'intelligibilité de la parole. Cet entraînement doit inclure des activités avec écoute rapprochée et en situation fonctionnelle, ainsi que des activités de lecture labiale ;
- améliorer l'intelligibilité individuelle (langue parlée ou langue des signes). Cela peut nécessiter des interventions individuelles. Lors de l'utilisation de la langue des signes, ces

interventions devraient être réalisées en coordination étroite avec un utilisateur compétent en langue des signes ;

- améliorer la compréhension de la langue parlée par l'entraînement à la lecture labiale ;
- conseiller sur les stratégies adaptées dans le management d'une classe pour permettre à l'enfant de suivre au mieux le programme scolaire ( quipement permettant l'utilisation de supports kinesthésiques, visuels, de systèmes symboliques, simplification du vocabulaire et reformulation, différentes manieres de poser une question, etc.)

Revue systématique

La revue systématique  dit e par l'agence allemande pour la qualité et l'efficacité en santé (IQWiG) en collaboration avec la *Cochrane*® avait pour objectif d'évaluer les programmes de dépistage néonatal de la surdité (93) (tableau 3.3). Dans ce cadre, une des questions était relative à l'efficacité et aux risques du traitement après dépistage. Ce dernier a été défini en traitement principal (aides auditives, implants cochléaires) et en traitement de support, qui incluent les interventions précoces qui visent à promouvoir l'audition et le développement du langage, l'éducation spécialisée, la thérapie du langage (langue parlée et/ou langue des signes) et les conseils et soutien aux familles. Les critères d'inclusion des études pour cette question étaient les suivis de cohorte et les études contrôlées, randomisées ou non, comparant directement ou indirectement les interventions précoces versus tardives. Quatorze études ont été identifiées comparant indirectement implants cochléaires et aides auditives ; aucune d'entre elles ne permet méthodologiquement d'effectuer des comparaisons valides¹⁵, même pour les études publiées après 2000 (116-121). Six études ont effectué des comparaisons directes entre les programmes (dépistage ou interventions précoces) selon l'âge auquel ils ont été initiés ; elles ont toutes été incluses dans l'analyse malgré certaines faiblesses méthodologiques détaillées dans le rapport de l'IQWiG ; quatre sont postérieures à 2000 (89,95,97,98).

Les modalités décrites de mise en œuvre des interventions précoces sont peu détaillées dans la revue systématique, voire dans les articles princeps :

- Intervention multidisciplinaire (89,95,97,98,122) :
 - dans l'étude britannique, l'intervention proposée aux enfants ayant un seuil auditif > 40 dB HL comprend un suivi à domicile par un éducateur spécialisé pour les sourds (mis en œuvre dans 87 % des cas dans les 3 mois ayant suivi le diagnostic) ; à 8 ans, 80 % des enfants utilisent une communication parlée ou parlée et signée, 14 % une communication uniquement signée et, pour 6 % des enfants, une communication non verbale (89),
 - dans une des deux études américaines, tous les enfants ont suivi un programme multidisciplinaire, centré sur la famille, 53 % avec une orientation auditivo-orale et 46 % avec une orientation de communication totale, 1 % ayant un suivi spécifique (milieu rural isolé) (97),
 - les interventions relatives à la seconde étude américaine (98) sont décrites en détail dans une publication antérieure des mêmes auteurs (122) : intervention individualisée après une évaluation par questionnaire auprès des parents et enregistrement vidéo des interactions enfants-parents ; l'intervention est réalisée environ 1 heure par semaine au domicile des parents par des professionnels qualifiés (audiologiste, orthophoniste ou éducateur spécialisé pour les sourds) ; les modes de communication choisis par les familles sont une combinaison de langue des signes et langue parlée pour 50 % des familles et exclusivement la langue parlée pour 50 % des familles ;
 - les interventions ne sont pas décrites dans l'étude australienne (95) ;

¹⁵ Les raisons méthodologiques d'exclusion sont précisées pour chaque étude (information inadéquate sur l'âge, différences d'âge majeures entre les groupes, présentation inadéquate des résultats, interventions ou résultats non comparables).

- l'âge auquel ces interventions multidisciplinaires sont proposées diffère selon les études : dans l'étude britannique, cette intervention a été débutée entre 10 et 23 mois ( ge médian : 13 mois) (89) ; elle peut débuter dès le premier mois de vie dans les études australienne ( ge médian : 23 mois [min : 1 ; max : 60 mois]) (95) ou américaine ( ge moyen : 1,8 an [min : 0,3 ; max : 4,5 ans]) (97).
- Aide auditive ou implant cochléaire (95,97,122) ; ces aides auditives ont été proposées entre 1 et 54 mois en Australie et aux  tats-Unis ( ge médian : 19 mois) (95,97), entre 10 et 40 mois au Royaume-Uni ( ge médian : 15 mois) (89).

Concernant le développement du langage versant r ceptif¹⁶, des différences significatives sont observées à 3 ans (98), 5 ans (97) ou 8 ans (89,95) en faveur des groupes ayant eu une intervention précoce. Les comparaisons sont effectuées selon que les interventions précoces ont été débutées avant ou après 11 mois (97) ou selon que le diagnostic de confirmation a eu lieu avant *versus* après 6 (98) ou 9 mois (89), sachant que les interventions précoces ont en moyenne débuté dans les 2 mois suivant le diagnostic. Comparés aux scores d'une population d'enfants entendants de même âge, les résultats sont contradictoires selon les études ayant évalué cet aspect. L'étude de meilleure qualité méthodologique constate que, malgré le dépistage néonatal suivi d'intervention précoce, les résultats restent en moyenne inférieurs à la population entendante (-2 écarts-type) (89), alors que deux autres études (97,98) constatent qu'en moyenne, les résultats des enfants ayant eu un diagnostic confirmé avant 6 mois (98) ou une intervention précoce débutée avant 11 mois (97) ont des résultats compris dans les fourchettes normales de développement du langage versant réceptif. Ces deux dernières études n'explicitent pas rigoureusement le recrutement des enfants dans leur programme d'intervention précoce (93).

Concernant le développement du langage versant expressif¹⁷, l'étude de meilleure qualité méthodologique ne retrouve pas de différence, que l'enfant ait eu ou non un dépistage néonatal. Cependant, les résultats sont meilleurs lorsque le diagnostic de surdité, suivi d'une intervention précoce, a eu lieu avant 9 mois (89). L'étude réalisée dans le Colorado a mis en évidence des résultats significativement meilleurs lorsque l'intervention précoce débute après une confirmation diagnostique obtenue avant 6 mois (98,122). Deux études ne mettent pas en évidence de différence significative pour le langage versant expressif selon l'âge d'intervention (95,97).

Concernant l'intelligibilité de la parole, l'étude de meilleure qualité méthodologique ne trouve aucune différence significative entre les enfants dont le diagnostic de surdité a été réalisé avant ou après 9 mois (89) (intelligibilité reportée par les parents ou enseignants à partir de questionnaires standardisés). L'étude américaine réalisée dans le Colorado met en évidence à partir d'enregistrements vidéo un langage spontané parlé ou signé plus riche et une meilleure intelligibilité de mots pour les enfants dont le diagnostic a été confirmé avant 6 mois (98).

Au final, les conclusions de cette revue sont les suivantes (93) :

- le dépistage néonatal peut améliorer les chances pour un enfant présentant un trouble de l'audition d'avoir un diagnostic et un traitement plus précoce ;
- il ne peut être inféré de manière certaine à partir des études disponibles les conséquences du dépistage sur le développement de ces enfants ;

¹⁶ La réception du langage est définie par Kennedy comme étant la capacité à comprendre une communication à partir de gestes, expressions faciales et mots, évaluée par le British Picture Vocabulary Scale.

¹⁷ Le versant expressif du langage est défini par Kennedy comme étant la capacité à exprimer une situation à partir de gestes, expressions faciales et mots, évaluée par le British Picture Vocabulary Scale.

- il y a des indications (non des preuves) que l'enfant dont le trouble de l'audition a été identifié par un dépistage néonatal peut avoir un bénéfice sur le développement du langage. Les études comparant les enfants traités précocément et ceux traités tardivement fournissent également des indications concernant un meilleur développement du langage chez les enfants traités précocément ;
- il manque d'études ayant évalué l'impact du dépistage néonatal sur les autres résultats pertinents pour l'enfant (qualité de vie, développement à l' cole, situation sociale et professionnelle).

Recommandations étrangères sans revue systématique

Les recommandations adoptées par le Joint Comittee on Infant Hearing concernent le dépistage précoce des troubles de l'audition, l'évaluation audiolinguistique et médicale puis la mise en œuvre des interventions précoces auprès des enfants sourds ou malentendants, le suivi médical global de ces enfants et l'information aux parents, et les échanges nécessaires entre professionnels de santé et professionnels de l'éducation (91) (tableau 3.2). Leurs conclusions sont fondées sur une analyse non systématique de la littérature, et la méthode de travail n'est pas décrite. Concernant l'intervention précoce, le comité préconise les points suivants (91) :

- toute famille dont l'enfant présente une perte de l'audition permanente, unilatérale ou bilatérale, quel qu'en soit le degré, doit pouvoir bénéficier des services d'intervention précoce, le plus rapidement possible après le diagnostic et au plus tard pour les 6 mois de l'enfant ; un point d'entrée unique vers les services d'intervention précoce est optimal ;
- les programmes d'intervention précoce doivent être centrés sur la famille avec l'enfant et garantir les droits de la famille à travers des choix éclairés, des processus de décision partagés et le consentement des parents ; les familles doivent avoir accès à l'information et aux conseils concernant la surdité et toutes les interventions et traitements disponibles ; ils doivent reconnaître et être construits sur les forces, choix éclairés, traditions et cultures des familles ;
- l'enfant et sa famille doivent pouvoir avoir accès immédiatement aux technologies de haute qualité, incluant les aides auditives, les implants cochléaires et les autres aides techniques lorsque approprié ;
- les interventions précoces devraient être proposées par des professionnels ayant une expertise concernant la surdité de l'enfant, incluant des éducateurs pour les sourds, des orthophonistes et des audiologistes ;
- les interventions précoces doivent pouvoir être déclinées en deux options :   domicile ou en centre.

Le rapport du groupe de travail canadien sur l'audition chez les enfants (59) préconise une évaluation médicale du nouveau-n  ayant une d ficiance auditive avant l'âge de 3 mois, afin de mettre en place, s'il y a lieu, des interventions précoces avant l'âge de 6 mois. Aucune référence bibliographique n'étaye ces recommandations ; elles sont fondées sur l'importance de déterminer l'étiologie de la d ficiance auditive de perception afin que les médecins puissent intervenir pour contrer le facteur causal, par exemple une pharmacopée potentiellement ototoxique et que l'enfant et sa famille puissent être informés du pronostic (59). Elles ne détaillent pas le contenu des interventions précoces.

► Autres études concernant les interventions précoces

Afin de compléter les données tirées des revues systématiques précédentes, nous avons analysé les études dont la publication a été postérieure à la recherche documentaire des revues systématiques précédemment décrites (90,93). Quatre études complémentaires ont été identifiées (88,123-125) (tableau 3.4). Une cinquième confirme l'intérêt du dépistage néonatal suivi d'interventions précoces, en particulier concernant les capacités de lecture et

d'adaptation en classe d'enseignement primaire. Cependant, sa publication très récente n'a pas permis d'en faire l'analyse détaillée (126).

Perspective professionnelle

Les conclusions de l'étude de meilleur niveau de preuve (niveau 2, cohorte prospective) (124) confirment les conclusions de la revue systématique de l'IQWIG (93). Le dépistage néonatal améliore les chances pour un enfant présentant un trouble de l'audition d'avoir un diagnostic et un traitement plus précoces. Cependant, cette étude ne permet pas d'inférer que les interventions précoces visant l'amélioration du développement de la langue parlée permettent d'améliorer celle-ci. En effet, aucune différence significative sur les scores de réception et de production de la langue parlée entre 3 et 5 ans n'est mise en évidence entre le groupe d'enfants ayant eu un dépistage suivi d'intervention précoce et ceux n'en ayant pas eu. Cette étude n'a pas évalué les autres bénéfices possibles d'une intervention précoce sur les interactions avec l'entourage ou l'acquisition de la langue des signes. Les auteurs formulent plusieurs hypothèses pouvant éventuellement expliquer cette absence de différence, en particulier la forte proportion d'enfants ayant reçu un implant cochléaire (45 % des enfants, 31 % lors de dépistage, 54 % sans dépistage), qui a été posé quasiment au même âge, que l'enfant ait eu un dépistage (21 mois) ou non (25 mois), différence non significative.

La seconde étude rétrospective (88) met en évidence un meilleur développement de la langue parlée lorsque l'intervention a eu lieu précocément et qu'elle a été suivie par l'enfant. Dans cette étude, le développement de la langue parlée (versant réception et production) est comparé selon que l'intervention débute avant ou après les 12 mois de l'enfant. Les proportions d'enfants ayant un score dans les limites de la normale¹⁸ sont nettement plus élevées, quel que soit le degré de surdité, lorsque l'intervention débute avant 12 mois (70 % versus 18 %). Cette différence cependant n'est plus significativement différente si l'on considérait que les 22 % d'enfants non inclus, car n'ayant pas suivi « au mieux » le protocole, ont le score moyen le plus bas, compris entre 0 et 39 sur 100.

L'étude la plus récente, également rétrospective, évalue le développement du langage parlé des enfants sourds dont le diagnostic a été posé à la suite du dépistage néonatal réalisé aux Pays-Bas entre 1998 et 2003 (123). L'évaluation est réalisée au cours de l'année scolaire 2005-2006 (229 enfants d'âge compris entre 2,5 et 5,5 ans)   partir de l'échelle de Reynell. Les interventions précoces ayant suivi le dépistage sont évoquées mais non décrites ; elles comprenaient au moins une aide auditive ou un implant cochléaire pour les enfants dont le seuil auditif était > 40 dB HL. Un score normal de développement du langage est considéré comme étant un score de Reynell supérieur au 20^e percentile de la distribution normale des scores chez les enfants entendants de même âge, c'est-à-dire un score supérieur à celui des 20 % d'enfants entendants ayant les scores les plus faibles. Un retard sévère du langage est considéré comme un score de Reynell inférieur au 5^e percentile de la distribution des scores chez les enfants entendants de même âge.

34,5 % des enfants ont un développement normal du langage parlé alors que 12,5 % ont un retard sévère de développement du langage.

¹⁸ Le score moyen du test de vocabulaire du Peabody à 5 ans chez les enfants entendants est de 100 ± 15. Dans cette étude, les enfants considérés comme ayant un score dans les limites de la normale ont un score moyen compris entre 60 et 80 ; ils ont donc un score très inférieur à la moyenne de la courbe normale du développement du vocabulaire à 5 ans (score inférieur à la moyenne moins un écart type).

La proportion d'enfants ayant un développement du langage dans les limites de la normale varie selon le seuil auditif et la présence de trouble associ ¹⁹ :

- 90 % des enfants sans trouble associé et 32 % des enfants avec trouble associé, ayant un seuil auditif < 40 dB HL ;
- 48 % des enfants sans trouble associé et 8 % des enfants ayant un trouble associé, ayant un seuil auditif compris entre 41 et 70 dB HL ;
- 22 % des enfants sans trouble associé ayant un seuil auditif compris entre 71 et 90 dB HL ;
- 19 % des enfants sans trouble associé ayant un seuil auditif > 91 dB HL.

La proportion d'enfants ayant un retard sévère du développement du langage est inférieure à 5 % quel que soit le seuil auditif si l'enfant n'a pas de trouble associé, mais passe de 21 % à 42 % selon le seuil auditif lorsque l'enfant présente une ou plusieurs déficiences associées.

Parmi les enfants sans trouble associé ayant reçu un implant cochléaire unilatéral (n=36), un tiers des enfants n'ont pas été évalués (biais majeur). Parmi les enfants évalués, 18 % ont un développement dans les limites normales du langage parlé, 22 % un retard léger (score de Reynell compris entre le 10^e et le 20^e percentile de la courbe d'enfants entendants de même âge) et 3 % ont un retard sévère (123).

Perspective des parents

Le point de vue des parents concernant spécifiquement l'impact du programme d'intervention précoce ne semble pas avoir été évalué récemment. Aucune étude publiée depuis 2000 n'a été identifiée.

3.1.3 Quel est le contenu d'un programme d'intervention précoce ?

Ce chapitre a pour objectif de préciser :

- les principes généraux de mise en œuvre de tout programme d'intervention précoce ;
- les contenus spécifiques proposés dans le cadre du suivi et de l'accompagnement des enfants sourds et de leur famille.

► Principes généraux de mise en œuvre de l'intervention précoce

Plusieurs travaux élaborés par des groupes de travail, sans analyse systématique de la littérature, font état de conditions attendues de mise en œuvre de l'intervention précoce auprès d'enfants ayant des besoins particuliers (sans spécificité relative à la surdité) (82-84,127).

L'étude française, effectuée en 2003 à la demande de la Caisse nationale des allocations familiales, concerne la prise en charge de l'enfant en situation de handicap dans les structures collectives de la petite enfance (127). Ce travail, qui a été replacé dans un contexte plus large, international mais surtout européen, propose des recommandations de type organisationnel et politique en vue d'améliorer la situation française existante pour un meilleur accueil des enfants en situation de handicap dans les structures collectives de la petite enfance. Cette enquête ne formule aucune recommandation s'appliquant directement aux professionnels de santé.

En revanche, les travaux américains ou européens constatent ou recommandent des conditions de mise en œuvre de l'intervention précoce directement applicables par les professionnels :

¹⁹ Noter que les données ne sont fournies que sous forme graphique dans l'article original. Les données chiffrées ici reportées sont donc approximatives.

- l'intervention précoce propose des actions auprès de l'enfant mais aussi auprès de sa famille (approche centrée sur la famille) (82-84) ;
- l'intervention précoce est fournie à la demande de la famille ; satisfaire les besoins particulier de l'enfant et de sa famille « *implique que l'intervention précoce ne puisse être imposée aux familles, mais qu'elle doive garantir le droit de l'enfant à être protégé. Les droits des enfants et des familles doivent converger* » (82) ; afin de garantir une bonne coopération entre familles et professionnels, « *les professionnels doivent être les initiateurs de la coopération et doivent adopter une attitude ouverte et respectueuse envers la famille afin de comprendre ses besoins et ses attentes pour éviter tout conflit résultant d'une divergence des perspectives quant aux besoins et aux priorités, tout ceci sans imposer leur point de vue* » (82) ;
- les actions sont formalisées en un programme individualisé de suivi de l'enfant et de sa famille (84). Les professionnels devraient organiser des réunions afin de discuter des différents points de vue avec les parents et rédiger, avec eux, un document écrit fondé sur leur accord (programme individuel de services aux familles) (82). Ce programme individuel devrait reprendre un plan défini d'un commun accord entre professionnels et familles indiquant l'intervention à réaliser ainsi que les objectifs, les stratégies, les responsabilités et les procédures d'évaluation. Le plan écrit ainsi convenu devrait faire l'objet d'une évaluation régulière de la part des familles et des professionnels (82) ; « *une personne de contact devrait être nommée pour coordonner toutes les actions nécessaires, assurer un contact permanent avec la famille et éviter les nombreux contacts unilatéraux superflus entre les services et la famille. Cette personne devrait être la personne de référence pour la famille et pour l'équipe professionnelle. Elle devrait être nommée en fonction des compétences requises pour chaque situation spécifique* » (82) ;
- les actions doivent se réaliser dans l'environnement naturel de l'enfant, de préférence à l'échelon local (82) ;
- les actions relèvent d'un travail d'équipe multidimensionnel (82). La coordination et le partage des responsabilités sont indispensables entre les trois services, à savoir les services de la santé, les services sociaux et ceux de l'éducation, en particulier pour assurer la transition dans de bonnes conditions lors de l'entrée de l'enfant dans le système éducatif (82,83). Chaque équipe doit pouvoir offrir une assistance technologique, des services d'audiologie et de vision, un accompagnement des familles, des visites à domicile, des services médicaux (diagnostic, évaluation), des services paramédicaux (soins infirmiers, diététique, ergothérapie, kinésithérapie, orthophonie), un suivi psychologique, des services sociaux (84). Les professionnels des différentes disciplines doivent savoir comment travailler ensemble. Une formation complémentaire ou continue commune devrait être organisée pour les professionnels afin qu'ils partagent une connaissance de base commune au sujet du développement de l'enfant, des connaissances spécialisées sur les méthodes de travail, l'évaluation, etc. et des compétences personnelles sur la manière de travailler avec les familles, en équipe, avec d'autres services et sur la méthode de développement des capacités personnelles (82) ;
- Les familles doivent bénéficier d'une formation à leur demande afin de les aider à acquérir les compétences et les connaissances requises ce qui facilitera leur interaction avec les professionnels et avec leur enfant (82) ;
- Afin d'assurer que les services et les prestations d'intervention précoce atteignent toutes les familles et tous les jeunes enfants ayant besoin d'un soutien malgré un contexte socio-économique diff rent, il est nécessaire de garantir qu'ils soient accessibles aux familles à titre gratuit (82). Les transports et coûts y afférents devraient être proposés par chaque équipe d'intervention précoce (84).

► **Contenu spécifique du programme d'intervention précoce pour un enfant sourd**

Le contenu des programmes d'intervention précoce est très peu développé dans les études ayant cherché à évaluer leur efficacité. C'est pourquoi une analyse des publications identifiées relatives aux interventions précoces a été menée afin de préciser les actions

proposées en fonction de l'âge de l'enfant, la fréquence des interventions et la durée du programme, les modalités d'organisation des équipes, et ce même si leurs résultats n'ont pas été évalués.

Treize articles précisant certains aspects des interventions précoces proposées aux enfants sourds ont été identifiés ; l'objectif de ces articles est soit d'évaluer, soit de décrire un programme d'intervention précoce (86-89,95-97,123,124,128-132). Une étude récente a été effectuée auprès des CAMSP et SAFEP français (87) (tableau 3.1).

Les articles décrivant les interventions isolées (ex. aide auditive, cours de LSF, etc.) n'ont pas été analysés dans ce chapitre mais le sont dans les chapitres ultérieurs (cf. sections 3.3 et 3.4)

Les actions proposées par les programmes d'intervention précoce

Un article sur deux ne détaille pas les actions proposées dans le cadre de leur programme, en dehors de la mise en œuvre d'un appareillage pour l'enfant (86,88,95,123,124,128) (tableau 3.1).

Dans les 7 autres articles, 5 relatent des actions centrées sur l'enfant et sa famille (87,89,96,97,130), 2 relatent des actions centrées uniquement sur les parents (129,131) (tableau 3.1).

- Les audioprothèses sont systématiquement proposées dans tous les programmes décrits dans les articles identifiés. Elles sont mises en œuvre à un âge médian extrêmement varié (de 7,5 mois   33 mois selon les études), qui dépend en particulier de l'âge de confirmation diagnostique. En France, en 2008, la différence entre l'âge moyen à la pose de l'appareillage et l'âge moyen au diagnostic est de 9,5 mois pour les enfants suivis en CAMSP et de 3,5 mois pour les enfants suivis en SAFEP (87). Il est important de remarquer que la proportion d'enfants ayant un seuil auditif élevé, > 70 dB HL, est plus importante dans les SAFEP. Le délai entre le diagnostic et la pose de l'appareillage est inférieur à 4,5 mois dans les deux études étrangères ayant précisé cet indicateur (Australie et  tats-Unis).
- L'implant cochléaire est proposé pour une faible proportion d'enfants suivis dans les programmes d'intervention précoce, du fait de leurs indications ciblées (13 % à 34 % des enfants, selon le profil des seuils auditifs des enfants accueillis) ; il est proposé en moyenne autour des 2 ans de l'enfant, avec des extrêmes allant de 4   54 mois (tableau 3.1).
- L'apprentissage de la langue des signes fait partie de tous les programmes ayant fait l'objet d'une description détaillée dans les articles identifiés, sauf dans un programme où le mode de communication gestuel utilisé est l'anglais signé et non la langue des signes américaine (96). Cet apprentissage est éventuellement proposé sous forme de formation spécifique gratuite pour les parents dans une étude publiée en Finlande (44 jours de formation en 3 ans) (131). Cependant, la proportion d'enfants qui en bénéficie n'est précisée que dans l'étude française (87). Celle-ci ne permet pas de croiser le choix de communication avec le seuil auditif de l'enfant ; les modalités d'organisation des équipes montrent que l'accès à la langue des signes n'est probablement pas possible pour toutes les familles qui pourraient en bénéficier. En effet, environ la moitié des enfants suivis en CAMSP et ayant un seuil auditif > 70 dB HL sont suivis dans une structure polyvalente, où au plus 6 % d'entre elles ont un éducateur spécialisé ou un intervenant en langue des signes (cf. section ci-dessous « modalités d'organisation des équipes ») (tableau 3.1). Aucune des études ne précise l'âge de l'enfant auquel cet apprentissage est proposé aux familles.
- L'information des familles est une partie essentielle de certains programmes d'intervention précoce (ressources localement disponibles, développement général de l'enfant, développement spécifique du langage de l'enfant par analyse objective de vidéographie et comparaison des résultats avec des enfants sourds ou entendants du même âge) (129).
- Les thérapies de rémédiation sont citées, mais non décrites, dans un article britannique (89).

► **Fréquence des interventions**

La périodicité des interventions est hebdomadaire ou bi-hebdomadaire dans tous les articles identifiés qui précisent cette donnée (87,129,130). La durée totale des interventions est extrêmement variable d'un programme à l'autre (tableau 3.1). En France, des différences sont observées entre l'accès à un projet éducatif avec « communication en langue française » et celui à un projet avec « communication bilingue ». En effet, lorsque l'orthophonie est proposée, elle est systématiquement hebdomadaire (durée moyenne 1 h 15 par semaine) alors que les interventions spécifiques en langue des signes ne sont hebdomadaires que pour 63 % des enfants auxquels elles sont proposées en CAMSP (durée moyenne 1 heure par semaine) (87). Lorsqu'un suivi psychologique est préconisé, il est mensuel ; lorsqu'il est indiqué, le suivi par un pédopsychiatre est proposé de manière ponctuelle, au cas par cas (87) (tableau 3.1).

► **Durée du programme**

La durée du programme est rarement évoquée dans les articles, elle se prolonge en général jusqu'à l'intégration de l'enfant dans le système scolaire (  3 ou 6 ans). Un programme américain est centré exclusivement sur la famille pendant 6 mois, afin de permettre à cette dernière de faire son choix de communication ; au-delà de 6 mois, l'enfant intègre un programme d'intervention centré sur l'enfant, en fonction du choix des familles (communication parlée ou totale) (97) (tableau 3.1).

► **Modalités d'organisation des équipes**

Seules trois études ont précisé la composition de l'équipe proposant des programmes d'intervention précoce (87,97,129). Dans les 3 cas, il s'agit d'une équipe pluridisciplinaire comprenant des professionnels de santé et psychologues, du personnel éducatif et du personnel social (tableau 3.1). Une étude précise que des personnes sourdes sont spécifiquement intégrées dans l'équipe (129). En France, d'après l'enquête réalisée en 2007 auprès des CAMSP et SAFEP (respectivement, 36,9 % et 44 % des structures ont répondu), le nombre de structures ayant à sa disposition des intervenants ou des éducateurs spécialisés en LSF sont très largement minoritaires (87) :

- 3 % des 64 CAMSP polyvalents, 42 % des 19 SAFEP et 70 % des 10 CAMSP spécialisés surdité ayant répondu à l'enquête ont à disposition un intervenant en langue des signes ;
- 3 % des 64 CAMSP polyvalents et 26 % des 19 SAFEP ont à disposition un éducateur spécialisé en langue des signes, ce taux n'est pas précisé pour les CAMSP spécialisés. Il n'est pas précisé si les structures ayant un intervenant en langue des signes sont les mêmes ou sont différentes de celles ayant à disposition un éducateur spécialisé en langue des signes.

Parall mement à l'enquête sur les structures, une enquête transversale était menée sur les 10 premiers enfants suivis en 2007 par chacune de ces structures. Soixante-deux enfants étaient suivis en SAFEP, 52 en CAMSP polyvalent et 48 en CAMSP spécialisé.

Les actions sont réalisées au domicile de l'enfant (89), au domicile ou en structure (87,97,130) ou exclusivement en structure (131). Les interventions au sein du milieu scolaire sont rarement citées ; elles sont envisagées pendant le programme d'intervention précoce (87) ou à l'issue de celui-ci (85) (tableau 3.1).

3.1.4 Recommandations de la HAS

Il est recommandé de proposer un programme d'intervention précoce à tout enfant sourd²⁰ et à sa famille, avant l'âge de un an (grade B), adapté à ses besoins particuliers et au projet éducatif choisi par les parents.

L'intervention précoce est définie par l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers comme « l'ensemble des actions et mesures (sociales, médicales, psychologiques et éducatives) qu'il est nécessaire d'entreprendre auprès des enfants et de leurs familles afin de répondre aux différents besoins des enfants présentant un risque de retard ou des retards avérés dans leur développement [...] ».

L'intervention précoce concerne le premier âge (globalement de 0 à 3 ans), on ne doit donc pas la confondre avec l'éducation des jeunes enfants. Selon les différentes sources analysées, le soutien est apporté à un enfant et à sa famille jusqu'à l'intégration dans le système scolaire, de la naissance jusqu'à 6 ans au plus tard.

Il est recommandé aux professionnels de donner une place systématique aux parents dans la mise en œuvre des programmes d'intervention précoce et de porter une attention particulière aux frères et sœurs, auxquels un accompagnement spécifique doit être proposé si nécessaire.

Il est recommandé que les équipes proposant des programmes d'intervention précoce puissent accompagner les familles dès l'annonce du diagnostic, par une équipe pluridisciplinaire.

Les programmes d'intervention précoce visent à :

- préciser les niveaux d'audition ;
- renforcer les compétences propres à la famille ;
- assurer et renforcer les compétences et le développement personnel de l'enfant ayant des besoins particuliers ;
- promouvoir l'inclusion de l'enfant et de sa famille dans la société, et faciliter l'accès de l'enfant au système éducatif.

Les programmes d'intervention précoce comprennent des actions centrées sur l'enfant et des actions centrées sur la famille (parents, fratrie). Les actions centrées sur l'enfant visent à répondre à l'ensemble de ses besoins particuliers, notamment, mais non exclusivement, à ses besoins relatifs au développement de la communication et du langage. Seules les actions centrées sur le développement de la communication et du langage sont détaillées ci-après, conformément à l'objectif principal de ce travail.

Conformément aux recommandations européennes :

- l'intervention précoce est fournie à la demande de la famille ; satisfaire les besoins particuliers de l'enfant et de sa famille « implique que l'intervention précoce ne puisse [pas] être imposée aux familles, mais qu'elle doive garantir le droit de l'enfant à être protégé. Les droits des enfants et des familles doivent converger » ;
- les interventions précoces, qu'elles soient réalisées en centre spécialisé ou dans le cadre libéral, doivent être formalisées en un programme individualisé de suivi de l'enfant et de sa famille, discuté et rédigé par les professionnels avec les parents, comportant les objectifs, les actions proposées et les procédures d'évaluation. Ce programme individualisé tient compte du projet éducatif des parents, ce dernier pouvant évoluer au cours du temps ( ducation avec « communication en langue française », éventuellement avec l'aide du code LPC ou éducation avec « communication bilingue, langue des signes française et langue française ») ;
- il est nécessaire de garantir que les programmes d'intervention précoce soient accessibles aux familles à titre gratuit.

²⁰ Enfant présentant une surdité bilatérale permanente avec seuil auditif > 40 dB, quelle qu'en soit l'étiologie.

En France, cet accès à titre gratuit peut être proposé par des structures dédiées (ex. CAMSP, SAFEP, SEFISS, etc.) ou par l'intermédiaire de la prestation de compensation du handicap délivrée par les MDPH (ex. formation en LPC ou en langue des signes pour les familles).

3.2 Choix d'une ou de deux langues

Ce chapitre a pour objectif d'apporter des réponses aux questions suivantes :

- les différentes approches éducatives, «  ducation avec une communication en langue française » et «  ducation avec une communication bilingue », sont-elles équivalentes en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd ?
- la ou les langues proposées dans le cadre des interventions précoces influencent-elles le développement de la communication et le niveau de langue acquis ultérieurement ?

« Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit. » (2).

Une des questions essentielles que se posent les parents au moment d'exercer leur choix est de savoir si une «  ducation avec une communication en langue française » et une «  ducation avec une communication bilingue » sont équivalentes en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd, et plus généralement sur le développement global et la qualité de vie de leur enfant au sein de la famille, de l' cole puis au sein de la société.

Du fait de l'absence de consensus constaté au regard de ce qui est entendu par «  ducation avec une communication bilingue » dans le cadre des interventions précoces avant l'âge scolaire (cf. section 1.2.1), la question peut être reformulée ainsi au regard des objectifs de ce travail : la ou les langues premières proposées à l'enfant ont-elles une influence sur le développement de la communication et du langage de l'enfant sourd, en particulier sur le niveau de langue acquis ultérieurement ?

95 % des enfants sourds naissent de parents entendants (56) (tableau 2.1). La probabilité que ces familles connaissent la langue des signes est faible puisque l'on estime que cette langue est utilisée par 119 000 personnes en France, soit environ par 2 personnes sur 1 000 (60,61). Ainsi, on estime que plus de 90 % des familles accueillant un enfant sourd utilisent exclusivement une langue parlée à la naissance de l'enfant (56). Pour ces familles, il semble pertinent de savoir si l'acquisition précoce de la langue des signes sur l'émergence de la langue orale ou écrite chez l'enfant sourd représente (133) :

- un bénéfice : connaître précocément la langue des signes faciliterait l'apprentissage parallèle ou secondaire de la langue parlée ou de la langue écrite ;
- un risque : connaître précocément la langue des signes entraverait l'acquisition parallèle ou secondaire de la langue orale ou écrite ;
- est sans effet sur l'acquisition de la langue orale ou écrite.

Pour les 10 % de familles accueillant un enfant sourd alors que la langue des signes au domicile est déjà utilisée avant la naissance de l'enfant, la question peut être posée de la même manière, même si dans les faits, les conséquences sur les modifications de l'environnement de l'enfant ne seront pas les mêmes puisque l'accès à la langue des signes est immédiat. En effet, de même que l'acquisition de la langue parlée se fait spontanément chez l'enfant entendant entouré de personnes qui parlent, l'acquisition de la langue des signes se fait spontanément lorsque les personnes présentes dans l'environnement immédiat de l'enfant utilisent cette langue.   cet égard, la situation la plus caractéristique est celle des enfants, sourds ou entendants, de parents utilisant cette langue comme langue principale de communication.

3.2.1 Enfants présentant un seuil auditif compris entre 41 dB HL et 70 dB HL

D'après les études transversales effectuées, rappelons qu'une très large majorité de ces enfants utilisent exclusivement une langue parlée. L'utilisation exclusive de la langue des signes est rare. Une minorité des enfants et des adultes utilisent les deux modes de communication, parlée et signée (cf. section 2.3.2 ; tableau 2.1).

► Développement de la communication

Aucune étude n'a évalué le développement de la communication chez l'enfant sourd dont le seuil auditif est < 71 dB HL ; aucune étude n'a donc comparé le développement de la communication selon la ou les langues proposées.

► Développement du langage

Une seule étude identifiée a précisé le niveau de langue parlée acquis après programme d'intervention précoce chez l'enfant sourd dont le seuil auditif est < 71 dB HL : environ²¹ 48 % des enfants sans trouble associé et 8 % des enfants ayant un trouble associé ont un développement du langage dans les limites de la normale²² entre 2,5 et 5,5 ans (123) (tableau 3.4). Cette étude ne précise pas la ou les langues proposées aux enfants au cours de ce programme d'intervention précoce qui fait suite à un dépistage.

Aucune étude identifiée n'a précisé le niveau de langue des signes acquis pour ce sous-groupe d'enfants sourds.

Aucune étude n'a comparé le niveau de langue parlée, écrite ou de langue des signes acquis en fonction de la ou des langues proposées au cours d'un programme d'intervention précoce, pour les enfants sourds présentant un seuil auditif compris entre 40 et 70 dB HL.

3.2.2 Enfants présentant un seuil auditif > 70 dB HL

D'après les études transversales effectuées, rappelons la très grande diversité linguistique rencontrée dans ce groupe d'enfants.

Une majorité des enfants ayant un seuil auditif > 90 dB HL utilisent les deux langues (langue parlée et langue des signes du pays) ; l'utilisation exclusive de la langue des signes ou l'utilisation exclusive de la langue parlée peut concerner jusqu'à un tiers des enfants selon les enquêtes.

La proportion des enfants utilisant exclusivement la langue parlée est plus importante chez les enfants ayant un seuil auditif compris entre 71 et 90 dB HL que chez les enfants ayant un seuil auditif > 90 dB HL, mais le nombre d'enfants et d'adultes utilisant les deux langues reste élevé. Certains enfants et jusqu'à 10 % des adultes ayant un seuil auditif compris entre 71 et 90 dB HL utilisent exclusivement la langue des signes (cf. section 2.3.2 ; tableau 2.1).

► Développement de la communication

Une seule étude a évalué le niveau de développement de la communication entre deux programmes d'intervention précoce (134) (cf. section 3.3.1 ; tableau 3.7). Ces deux programmes ayant pour finalité tous deux l'acquisition de la langue parlée (programme en anglais parlé *versus* programme en anglais sign ²³), aucune étude n'a évalué le niveau de développement de la communication en fonction de la ou des langues proposées dans le programme d'intervention précoce.

²¹ Noter que les données ne sont fournies que sous forme graphique dans l'article original. Les données chiffrées ici reportées sont donc approximatives.

²² Est considéré « dans les limites de la normale » tout score sur l'échelle de Reynell supérieur au 20^e percentile de la courbe d'enfants entendants de même âge.

²³ L'anglais signé correspond à la langue anglaise parlée soutenue par l'adjonction simultanée de signes isolés de langue des signes américaine ou britannique.

► Développement du langage

Niveau acquis en langue parlée

Du fait de l'utilisation d'une langue parlée par plus de 99 % de la population d'un pays, la langue parlée est présente dans l'environnement social de tout enfant, même pour ceux dont la langue utilisée au domicile par les parents est principalement ou exclusivement la langue des signes. La comparaison du niveau de langue parlée acquise par l'enfant au cours de son développement selon la ou les langues premières proposées dans le cadre des interventions précoces est donc pertinente.

L'analyse de la littérature n'a identifié aucune étude permettant de comparer le développement de la langue parlée d'un enfant sourd à un âge donn ²⁴ selon que l'enfant et sa famille aient bénéficié d'interventions précoces visant exclusivement l'acquisition de la langue du pays (ex. projet d'«  ducation avec communication en langue française ») ou aient bénéficié d'interventions bilingues (ex. projet d'«  ducation avec une communication bilingue »), visant au développement parallèle ou successif de la langue du pays et de la langue des signes du pays.

L'analyse de la littérature n'a identifié aucune étude permettant de comparer le développement de la langue parlée d'un enfant sourd à un âge donn ²⁵ selon la langue utilisée au domicile, français ou langue des signes.

Par conséquent, le préjugé selon lequel l'acquisition précoce d'une langue des signes retarderait l'acquisition d'une langue parlée n'est pas scientifiquement validé (absence de données cliniques comparatives).

En revanche, plusieurs études ont évalué le niveau acquis en langue parlée, en fonction de l'âge auquel les programmes d'intervention précoce (cf. section 3.1.2) ou un implant cochléaire (cf. section 3.3.3) sont proposés, comparativement aux enfants entendants ou à ceux n'ayant pas bénéficié de l'intervention évaluée. La stimulation et l'éducation auditive avant les 2 ans de l'enfant permet d'atteindre un niveau de langue parlée supérieur à celui obtenu par les enfants qui n'ont pas bénéficié de stimulation et d'éducation auditive avant cet âge (niveau de preuve 4).

Niveau acquis en langue des signes

Du fait de l'utilisation avant la naissance de l'enfant d'une langue des signes au domicile ou dans l'environnement social proche pour moins de 10 % des enfants sourds (56), la comparaison du niveau de langue des signes acquise par l'enfant au cours de son développement n'a de sens que si cette langue est proposée dans l'environnement de l'enfant ou au cours des interventions précoces proposées à l'enfant et à sa famille.

La comparaison du niveau de langue des signes acquise par l'enfant au cours de son développement est donc pertinente, si l'on compare les enfants recevant cette langue comme première langue par transmission familiale²⁶ aux enfants recevant cette langue par adaptation de leur environnement ou dans le cadre d'un programme d'intervention précoce bilingue, dans lequel la langue des signes peut être proposée simultan ment²⁷, ou secondairement à la langue parl e²⁸.

²⁴ Ex. :   6 ans, âge de l'entrée obligatoire à l' cole en France.

²⁵ Ex. :   6 ans, âge de l'entrée obligatoire à l' cole en France.

²⁶ Ex. : enfant élevé dans une famille utilisant la langue des signes avant sa naissance.

²⁷ Ex. : enfant élevé dans une famille, sourde ou entendante, utilisant uniquement la langue parlée avant la naissance de l'enfant et souhaitant proposer d'emblée les deux langues à l'enfant, sans préjuger de la langue qui sera préférentiellement utilisée par l'enfant.

²⁸ Ex. : langue proposée après acquisition de la langue parlée, langue première ou proposée en cas d'échec du développement de la langue parlée, malgré les interventions mises en œuvre.

Deux études publiées depuis 2000 ont évalué le niveau acquis en langue des signes américaine (ASL) en fonction de l'exposition de l'enfant à cette langue (133,135) (tableau 3.5).

- L'étude la plus fiable est une étude cas-témoin (135), ce qui ne permet pas d'affirmer le lien de causalité entre intervention et résultats. Elle évalue la relation entre l'âge auquel la langue des signes a été proposée dans l'enfance et le niveau de langue des signes acquis à l'âge adulte chez 30 sujets dont le seuil auditif est supérieur à 70 dB HL. Elle ne permet pas de connaître de manière précise les interventions proposées dans l'enfance, mais distingue 3 situations : environnement avec ASL dès la naissance du fait de parents sourds utilisant cette langue, apprentissage de l'ASL à l'entrée à l' cole (entre 5 et 7 ans) alors que la langue parlée n'est pas acquise, apprentissage tardif de l'ASL à l' cole après échec d'une éducation exclusivement parlée (entre 8 et 13 ans). Le niveau de langue en ASL est évalué à partir d'une épreuve en 168 phrases sign es où les sujets doivent le plus rapidement possible décider si la phrase proposée est correcte ou incorrecte sur le plan grammatical. Plus la langue est proposée tardivement, plus les performances diminuent, (la proportion de phrases correctement identifiées est de 78 %, 68 %, 59 % respectivement dans chacun des groupes, $p < 0,001$) (135).
- La seconde étude compare le niveau de langue obtenu en ASL selon que l'enfant a des parents entendants ou des parents sourds (133). Les enfants nés de parents entendants ont suivi un programme de communication totale et utilisent une communication signée qui suit l'ordre des mots de la langue anglaise (*Manuel Coded English* ou MCE)²⁹. Ces enfants utilisent le MCE uniquement à l' cole ou avec leurs parents. Les enfants nés de parents sourds signent systématiquement avec leur parents, mais ces derniers n'utilisent pas tous l'ASL. Certains utilisent également le MCE ou d'autres formes d'anglais signé (*Pidgin Signed English*). Le vocabulaire de la langue des signes (synonymes et contraires) est mieux maîtrisé par les enfants ayant des parents sourds ; chez ces derniers, environ deux tiers des épreuves sont réussies. L'étude ne permet pas de savoir si ces différences sont liées à l'environnement favorable que des parents sourds procurent à leurs enfants ou si elles sont liées à l'utilisation de la langue des signes plutôt qu'à la communication totale. La seconde partie de l'étude relatée dans cette publication montre des différences significatives en faveur des enfants ayant bénéficié d'un environnement où la langue des signes est très présente (parents ou internat utilisant cette langue) comparativement à un environnement où elle est moins présente (environnement utilisant un mode de communication totale, basé sur l'anglais signé). Néanmoins, ces résultats sont peu interprétables de manière générale puisque les auteurs ne précisent pas les raisons de l'exclusion de 36 % des enfants entre la première et la seconde partie de l'étude. D'autres facteurs de confusion pourraient également être envisagés ( ge au diagnostic ou environnement socioculturel diff rent).
- Conclusion : l'environnement linguistique en langue des signes proposée avant l'âge de 5 ans permet d'atteindre un niveau de langue écrite et un niveau de langue des signes supérieur à celui obtenu par les enfants sans troubles associés à qui la langue des signes est proposée au-delà de 5 ans alors que la langue parlée n'est pas acquise (niveau de preuve 3). D'autres facteurs que la langue proposés à l'enfant au cours des interventions précoces sont associés au niveau de langue acquis ultérieurement en langue des signes (cf. section 3.4.1).

Niveau acquis en langue écrite

Quelle que soit la langue utilisée pour les échanges en face à face (langue parlée ou langue des signes), l'acquisition de la langue écrite est essentielle à l'insertion sociale de l'enfant. La comparaison du niveau de langue écrite acquis par l'enfant à un âge donné au cours de son développement selon la ou les langues premières proposées au domicile ou dans le cadre des interventions précoces est donc pertinente.

²⁹ Ce code manuel peut être rapproché du français signé.

Deux études cas-témoin ont comparé les performances de l'enfant (136) ou de l'adulte (137,138) sourd ou entendant au cours d'épreuves de langue écrite (lecture ou écriture) selon que leur première langue est la langue des signes, l'anglais ou une autre langue parlée (136) (tableau 3.6).

- L'étude réalisée chez l'enfant met en évidence des différences significatives entre enfants sourds et entendants (136). Au cours de leur scolarité en classe primaire (*first to fifth grade*  quivalent du CP au CM2), les enfants sourds (seuil auditif > 70 dB HL) ont des performances de production en langue écrite nettement moindres que les enfants entendants, même lorsque ceux-ci découvrent l'anglais en seconde langue depuis moins de 3 ans (enfants récemment émigrés aux  tats-Unis). Cette moindre performance est observée que les enfants aient été éduqués par un programme en langue des signes ou en anglais parlé avec adjonction simultanée de signes (anglais signé dans le cadre d'un programme de communication totale) (136).

Parmi les enfants sourds, les enfants ayant acquis un niveau élevé ou modéré en langue des signes (tous issus d'un programme en ASL) utilisent un vocabulaire écrit aussi étendu et recherché que les enfants entendants, proportionnellement au nombre de mots utilisés. Ce vocabulaire est plus usuel et contient moins de mots différents dans le groupe des enfants ayant suivi un programme de communication totale (ayant tous un faible niveau en ASL) et dans celui des enfants entendants ayant appris l'anglais comme seconde langue depuis moins de 3 ans (136). Vingt-six enfants (soit 36 % de l'échantillon) sont nés dans une famille où l'un au moins des parents est sourd, sans qu'il soit précisé si la langue utilisée par ces derniers est bien l'ASL.

Ces résultats sont donc difficilement généralisables dans la mesure où l'âge auquel les enfants ont bénéficié de l'apprentissage de la langue des signes ou de l'anglais signé n'est pas précisé. Ces résultats sont néanmoins convergents avec ceux d'une étude néerlandaise, dont nous avons eu connaissance trop tardivement pour en présenter une analyse complète (139).

- L'étude réalisée chez l'adulte a évalué à l'âge adulte le niveau de langue en anglais, considéré comme seconde langue, en fonction de 3 situations différentes rencontrées au cours de l'enfance (enfant sourd ayant bénéficié de la langue des signes depuis la naissance et découvrant l'anglais en seconde langue à l' cole, enfant sourd ayant bénéficié de la langue des signes à l'entrée à l' cole, sans acquisition d'une langue parlée préalable, enfant entendant issu d'une famille immigrée ne parlant pas anglais et découvrant l'anglais en seconde langue à l' cole) (137,138) (tableau 3.6). Les adultes sourds et entendants ayant bénéficié d'une langue signée ou parlée depuis la naissance obtiennent de hauts niveaux de performance en anglais écrit, leur seconde langue. Les adultes sourds n'ayant pas bénéficié de la langue des signes avant l'entrée à l' cole et ayant été peu exposés antérieurement à la langue, du fait des difficultés de perception de la langue parlée dans leur enfance malgré les aides auditives, ont de faibles performances. La différence entre les groupes est significative ($F_{2;37} = 11,3$; $p < 0,0001$) (137).

Trois autres études (4 publications), transversales, menées auprès d'enfants sourds, ont étudié les relations entre le niveau de langue acquis en langue des signes et le niveau de lecture ou d'écriture obtenu (133,140-142) (tableau 3.6).

L'étude transversale réalisée auprès de tous les enfants sourds scolarisés en  cole spécialisée en Californie confirme l'existence d'une association positive entre niveau de langue acquis en ASL et niveau de langue en anglais écrit ($r = 0,58$; $p < 0,001$) (141). Plus l'enfant maîtrise la langue des signes, meilleurs sont ces résultats en anglais écrit. Cette enquête ne met pas en évidence de lien entre le niveau de langue écrite et le statut auditif de la mère pour les enfants ayant acquis un niveau élevé ou moyen en ASL (141).

Deux autres études avaient pour objectif de comparer les niveaux de lecture obtenus par les enfants, en fonction de leur exposition intense ou non   la langue des signes (133) ou en fonction de deux situations scolaires différentes (140,142).

Dans chacune de ces études, un biais majeur de sélection est observé puisque les résultats ne sont analysés que pour 66 % (133) ou 73 % des enfants initialement inclus (140,142). L'un des auteurs explique cette exclusion du fait d'un test de lecture non exploitable (difficulté trop importante ?) (140,142). Dans les deux études, les enfants dont le test de lecture a été exploité ont un score de lecture significativement supérieur s'ils ont été exposés de manière intensive à la langue des signes (  la maison ou à l' cole).

Néanmoins, ces résultats ne sont pas généralisables car :

- ils peuvent avoir exclu les enfants n'ayant pas réussi à apprendre à lire (biais potentiel de sélection) ;
- des différences majeures sont observées dans l'une des études (140,142) entre les enfants des deux écoles. Ces différences portent sur des variables pouvant jouer comme facteur de confusion ( ge diff rent au diagnostic, proportion différente de famille sourde, de déficience associée, de contexte socio-culturel minoritaire) (140,142). Seule une analyse multivariée permettrait d'isoler les facteurs ayant une influence sur le niveau de lecture, indépendamment de toute autre caractéristique.

Conclusion : l'environnement linguistique en langue des signes proposé avant l'âge de 5 ans permet d'atteindre un niveau de langue écrite supérieur à celui obtenu par les enfants sans troubles associés à qui la langue des signes est proposée au-delà de 5 ans alors que la langue parlée n'est pas acquise (niveau de preuve 3) (137,138).

Niveau de langage atteint au lycée

Un suivi longitudinal de 85 enfants (sur une série initiale de 181 enfants ayant reçu un implant cochléaire entre 1 an 11 mois et 5 ans 4 mois du fait d'une surdité bilatérale survenue avant l'âge de 3 ans ; pas de différence initiale entre les enfants suivis et les perdus de vue) a permis de décrire les facteurs associés avec le niveau de langage atteint au lycée, le développement du langage étant évalué dans le mode de communication, signée ou parlée, principalement utilisé par l'enfant (143).

Les programmes d'intervention précoce sont de type « communication totale » (« principalement signée », « signée et parlée », « accent mis sur la communication parlée ») pour 49 % des enfants avant implantation et 46 % des enfants après implantation. Les autres enfants ont suivi avant l'implantation un programme de type « communication parlée » où la langue des signes n'est pas utilisée (« langue parlée complétée » à «  ducation oraliste »).

La scolarité est majoritairement suivie à temps plein en  cole ordinaire (en  cole primaire : 59 % des enfants ; en lycée : 77 %) ; la scolarité à temps partiel en  cole ou lycée ordinaire concerne environ 1 enfant sur 5 ; la scolarité en établissement spécialisé concerne 18 % des enfants scolarisés en  cole primaire puis seulement 4 des enfants lorsqu'ils arrivent au lycée. Ces chiffres doivent être mis en perspective avec le nombre important de perdus de vue (> 50 %) dont on ne connaît pas le devenir (143).

D'après l'analyse multivariée effectuée de manière transversale à partir des scores observés lors du 1^{er} test entre 8 et 9 ans (n=181), les facteurs prédictifs associés avec un plus haut niveau de développement du langage entre 8 et 9 ans chez ces enfants implantés sont : le quotient intellectuel non verbal, le statut socio-économique de la famille, le fait d'être fille et d'avoir une famille de petite taille (27 % de la variance). L'âge de survenue de la surdité a également une influence, alors que l'âge à l'implantation n'avait pas d'influence significative, ni sur la perception auditive, ni sur le développement du langage, ni sur la lecture, ce qui avait surpris les auteurs (143). L'analyse montrait également une influence moindre, mais complémentaire, du type de scolarisation suivie : le niveau en lecture et en perception de mots parlés était meilleur si l'enfant suivait une scolarité avec « communication parlée » (6 %

de variance ajoutée pour la lecture, et 13 % pour la production de parole) ; néanmoins les auteurs précisent que la relation entre mode de communication utilisé et niveau de langage n'est pas une relation de cause à effet, les meilleurs résultats en parole et langage résultant du et contribuant au placement en  cole avec communication parlée (143).

D'après l'analyse multivariée effectuée après le second test (entre 15 et 18 ans), le mode de communication utilisé dans les 5 premières années d'utilisation de l'implant cochléaire (de « principalement signé » à « uniquement parlé », en passant par « anglais signé » et « langue parlée complétée ») n'a pas d'influence sur le niveau de développement atteint au lycée en perception de mots parlés, de développement du langage ou en lecture. D'autres facteurs n'ont pas d'influence : l'âge au moment du test, l'âge de survenue de la surdité (antérieure à 3 ans pour tous les enfants), le sexe, le niveau d'éducation des parents ainsi que le type d'implant utilisé. En revanche, le facteur prédictif principal des résultats au lycée est le niveau global atteint entre 8 et 9 ans (84 % de la variance sur la perception de mots parlés ($\beta = 0,855$, $p < 0,001$), 50 % sur les test de langage ($\beta = 0,651$, $p < 0,001$) et 79 % sur la lecture ($\beta = 0,807$, $p < 0,001$) ; le quotient intellectuel non verbal (langage : $\beta = 0,336$, $p < 0,001$; lecture : $\beta = 0,215$, $p = 0,002$) puis enfin l'âge à l'implantation (lien significatif uniquement sur la lecture : $\beta = 0,136$, $p = 0,02$) ont une influence significative mais nettement moindre, comptant pour moins de 20 % de la variance (143).

3.2.3 Recommandations de la HAS

► Les différents types de programmes d'intervention précoce

« Dans l'éducation et le parcours scolaire des jeunes sourds, la liberté de choix entre une communication bilingue, langue des signes et langue française, et une communication en langue française est de droit. » (2).

Les représentations sociales de la surdité sont extrêmement diverses en France, du fait de facteurs sociaux, historiques, éthiques, politiques et r glementaires complexes.

Alors que chacune de ces représentations est légitime persistent encore des oppositions fortes³⁰ entre les partisans d'une éducation première en français et les défenseurs d'une éducation première en LSF.

En l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'a pas été possible de recueillir un consensus entre les différents acteurs pour proposer de recommander un type de programme d'intervention précoce plutôt qu'un autre.

Ces querelles apparaissant à la fois inépuisables et vaines face à un enfant sourd  g  de moins de 3 ans, une distinction plus pragmatique entre les différentes approches possibles est proposée. **Celles-ci sont synthétisées successivement, sans que leur ordre d'apparition reflète un quelconque jugement de valeur** (tableau 6).

Approche audiophonatoire

La première approche, elle-même subdivisée en deux, a pour principe essentiel de vouloir stimuler la fonction auditive et ainsi permettre à l'enfant sourd de développer une langue parlée socialement utile. Il est proposé d'appeler *audiophonatoire* cette approche visant précocement à stimuler l'audition pour favoriser le développement de la langue parlée (compréhension puis expression).

La mise en œuvre pratique de cette première approche s'appuie sur les données du bilan auditif, lesquelles doivent pouvoir être obtenues quel que soit l'âge de l'enfant. En fonction du niveau d'audition, il est fait appel aux aides auditives, puis, si indiqué, à l'implant cochléaire pour stimuler la voie auditive de l'enfant sourd. Au cours de la dernière décennie, des progrès technologiques importants ont été accomplis dans les modalités de cette

³⁰ Se référer à la synthèse des avis de la consultation publique et du groupe de lecture (document annexe).

stimulation. L'environnement éducatif proposé aux parents pour mettre à profit la stimulation auditive et promouvoir chez l'enfant sourd le développement de la langue parlée peut faire appel à deux modalités de mise en œuvre de programmes d'intervention précoce :

- soit un programme de type « approche audiophonatoire en français », qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'éducation avec « *communication en langue française* ». Avant 3 ans, ce programme vise à promouvoir le développement du langage par l'intermédiaire du français parl ³¹, langue première de l'enfant ;
- soit un programme de type « approche audiophonatoire en français, avec LSF » qui s'inscrit dans le cadre d'un projet d'éducation avec « *communication bilingue, langue des signes française et langue française* ». Avant 3 ans, ce programme vise à promouvoir le développement du langage par l'intermédiaire de la LSF et du français parl ³¹, sans préjuger de la langue première qui sera utilisée par l'enfant.

Même si ces deux modalités de mise en œuvre d'intervention précoce possèdent des caractéristiques propres et ne sauraient, de ce fait, être confondues (cf. section 2.3), trois raisons incitent à les regrouper sous une même approche : (a) ces deux programmes d'intervention précoce ont pour objectif commun de promouvoir chez l'enfant sourd le développement d'une langue parlée ; (b) les études qui décrivent les résultats audiophonologiques d'une « intervention précoce » font souvent apparaître les deux modes de communication parlée et signée, en particulier chez l'enfant sourd profond implanté (144-146) ; (c) la seule étude de cohorte sur les bénéfices de l'éducation précoce (89) qui ait été jugée de bonne qualité méthodologique par la HAS (147), l'agence allemande IQWIG (93) et l'agence américaine AHRQ (94) utilise comme critère principal du niveau de langage développé par l'enfant sourd à l'âge de 8 ans les divers aspects de la compréhension et de l'expression (mots parlés, mais aussi gestes et expressions du visage).

Approche visuogestuelle

La seconde approche est très différente. Elle répond davantage au modèle culturel porté par la communauté Sourde (40). Elle a pour principe essentiel de stimuler les fonctions sensorielles naturellement actives, en particulier les fonctions visuelles et les fonctions motrices. La fonction auditive n'est pas stimulée simultanément. Cette approche privilégie la communication par l'utilisation du canal visuogestuel, qui permet à l'enfant d'exploiter ses compétences de manière optimale³². C'est la raison pour laquelle il est proposé de la qualifier d'approche *visuogestuelle*. En effet, dans cette approche, priorité est donnée à l'apprentissage visuel d'une langue, la LSF. Cet apprentissage se fait à partir de *signes* ou gestes symboliques codifiés ayant le même sens pour tous ceux qui pratiquent cette langue. L'approche visuogestuelle vise à promouvoir le développement précoce du langage par la langue des signes française, adaptée à l'enfant sourd et non par le français parlé, qu'elle considère d'accès difficile pour lui (148), ce qui peut accentuer sa situation de handicap. Amplifier l'audition résiduelle ne faisant pas partie des objectifs, il est logique que cette approche ne tienne pas compte du niveau précis d'audition de l'enfant.

Dans le cadre d'un programme d'intervention précoce par approche visuogestuelle, la LSF constitue la langue première de l'enfant. Cette approche sera associée secondairement à l'introduction progressive puis à l'apprentissage du français écrit pour devenir un projet d'éducation « avec communication bilingue » dans lequel le français, essentiellement écrit, devient la seconde langue de l'enfant.

³¹ Et de toute autre langue parlée au sein de la famille lorsque la langue maternelle n'est pas le français.

³² Le fonctionnement du canal visuogestuel est *a priori* respecté chez un enfant sourd et peut développer des capacités moyennes supérieures à celles des enfants entendants. Néanmoins, chez certains enfants sourds, peuvent être présents ou apparaître secondairement des troubles associés à la surdité entraînant des troubles visuels ou des difficultés praxiques.

Tableau 6. Choisir un programme d'intervention précoce en fonction du projet éducatif des parents

Projet éducatif	éducation avec « communication en langue française »		éducation avec « communication bilingue, LSF et langue française »	
Enjeu	Acquérir le français		Acquérir les 2 langues : LSF et français ¹	
Langue(s) première(s) proposée(s) avant 3 ans	Français parlé		Français parlé et LSF	LSF
Mode de communication verbale principalement utilisé avant 3 ans	échanges en français parlé ± code LPC ²	échanges en français signé ³	échanges en français parlé et alternativement en LSF	échanges en LSF
Types de programmes d'intervention précoce	Programme avec LPC	Programme en français signé	Programme audiophonatoire avec LSF	Programme visuogestuel
	Approche audiophonatoire			Approche visuogestuelle
Principe de mise en œuvre	Stimuler la voie auditive			Stimuler la voie visuelle

¹ Le français est proposé dans ses deux modalités (parlé et écrit) dans le cadre d'une approche audiophonatoire, alors qu'il est abordé principalement par le français écrit dans le cadre d'une approche visuogestuelle.

² LPC : langue française parlée complétée.

³ Français signé : français parlé, simultanément accompagné de signes isolés de la LSF.

► Choisir l'approche audiophonatoire ou l'approche visuogestuelle

Les deux approches ont des objectifs communs à atteindre avant les 3 ans de l'enfant (tableau 7) :

- maintenir et développer toutes formes de communication, verbale ou non verbale, entre l'enfant et son entourage ;
- promouvoir le développement d'au moins une langue, le français et/ou la LSF. En effet, du fait de la notion de période critique d'acquisition du langage, quelle que soit la langue première proposée, les études ont montré que le niveau de langue acquis est supérieur lorsqu'une langue est perçue précocement par l'enfant (137,138,149,150).

L'apprentissage de la LSF peut s'envisager dans le cadre des deux approches.

En revanche, avant les 3 ans de l'enfant, l'approche audiophonatoire et l'approche visuogestuelle se distinguent fondamentalement sur le principe de stimuler ou non dès que possible la voie auditive, la stimulation ayant pour objectif de promouvoir le développement du français parl ³³.

Dans le contexte sensible de l'éducation précoce, la grande difficulté pour recommander aux parents d'un jeune enfant sourd une approche ou une autre est qu'elles sont, en pratique, inconciliables à un moment donné de la vie de l'enfant.

L'incompatibilité ne se situe pas dans l'introduction ou non de la LSF précocement dans l'environnement linguistique de l'enfant, mais dans la décision de stimuler ou non la voie auditive suffisamment tôt, à savoir durant la première année de vie chez les enfants sourds congénitaux, et probablement même dans les 6 ou 8 premiers mois de leur existence.

³³ Et de toute autre langue parlée au sein de la famille lorsque la langue maternelle n'est pas le français.

En l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'a pas été possible de recueillir un consensus entre les différents acteurs pour proposer de recommander une approche plutôt qu'une autre (approche audiophonatoire ou approche visuogestuelle).

Néanmoins, il est recommandé d'informer précisément les parents sur les points suivants :

- le préjugé selon lequel l'acquisition précoce d'une langue des signes retarderait l'acquisition d'une langue parlée n'est pas scientifiquement validée (absence de données cliniques comparatives) ;
- le niveau de langue obtenu en langue parlée ou en langue des signes dépend principalement des 3 facteurs suivants : la langue utilisée au domicile avec l'enfant selon le projet éducatif des parents, le seuil auditif de l'enfant et la présence ou non de troubles associés (niveau de preuve 2) ;
- le choix initial d'un projet éducatif selon une approche visuogestuelle ou selon une approche audiophonatoire en français ou en français avec LSF peut être adaptée ou modifiée secondairement, en particulier au regard de l'acquisition observée de la langue proposée, de l'évolution du développement global de l'enfant et d'éventuels troubles associés diagnostiqués initialement ou secondairement ; en cas de retard important de développement du langage, l'introduction d'une nouvelle langue³⁴ ne peut garantir en soi que le développement du langage sera plus important ou plus rapide dans cette nouvelle langue ; cependant, il est vivement recommandé de tenir compte, autant que faire se peut, des délais liés à la période critique de développement du langage, qui existe quelle que soit la langue proposée (137,138) ; des études cliniques ont montr e que :
 - la stimulation et l'éducation auditive avant les 2 ans de l'enfant permettent d'atteindre un niveau de langue parlée supérieur à celui obtenu par les enfants qui n'ont pas bénéficié de stimulation et d'éducation auditive avant cet âge (niveau de preuve 4),
 - l'environnement linguistique en langue des signes proposée avant l'âge de 5 ans permet d'atteindre un niveau de langue écrite et un niveau de langue des signes supérieurs à ceux obtenus par les enfants sans troubles associés à qui la langue des signes est proposée au-delà de 5 ans alors que la langue parlée n'est pas acquise (niveau de preuve 3).

³⁴ Introduction secondaire de la LSF lors d'un projet éducatif initial « en langue française » dans le cadre du programme d'intervention précoce audiophonatoire, ou introduction secondaire de la langue parlée lors d'un projet éducatif initial selon un programme d'intervention précoce audiophonatoire.

Tableau 7. Objectifs des programmes d'intervention précoce en fonction de l'approche choisie, audiophonatoire ou visuogestuelle

		Recommandations			
Types de programmes d'intervention précoce		Approche audiophonatoire			Approche visuogestuelle
		Programme avec LPC	Programme en français signé	Programme audiophonatoire avec LSF	Programme visuogestuel
Langue(s) première(s) proposée(s) avant 3 ans		Français parlé		Français parlé et LSF	LSF
OBJECTIFS AVANT 3 ANS	A. Favoriser les situations de communication	Communication multimodale : maintenir et développer toute forme de communication verbale ou non à partir des différentes afférences sensorielles (visuelles, tactiles, proprioceptives et auditives)			Communication multimodale et utilisation de la LSF dans toute situation de vie quotidienne
	B. Favoriser la compréhension de la langue parlée	- Aides auditives : recommandées dans les 3 mois qui suivent le diagnostic, pour tout enfant présentant un seuil auditif > 40 dB HL. Ce délai peut être allongé jusqu'à 6 mois lorsque le diagnostic a été posé avant l'âge de 6 mois, notamment s'il s'agit d'une surdité moyenne (seuil entre 40 et 70 dB HL) - Implants cochléaires : dans le cadre d'une surdité congénitale ou acquise avant le développement de la langue parlée, l'information relative aux indications, résultats et complications possibles d'un implant cochléaire est recommandée avant les 18 mois de l'enfant et le plus tôt possible si l'enfant est plus �g�, car les résultats seront meilleurs si l'implantation a lieu avant 2 ans (grade C) - �ducation auditive : 2 � 4 séances hebdomadaires par un professionnel spécialisé recommandées en fonction du seuil auditif			Ne fait pas partie des objectifs
	1. Stimuler le développement de la fonction auditive, en fonction du bilan auditif				
2. Développer la lecture labiale	Sens décodé grâce au code simultané de la langue française parlée complétée (LPC)(vocabulaire et syntaxe du français)	Sens soutenu par des signes simultanés empruntés à la LSF (vocabulaire de la LSF, syntaxe du français)	Sens soutenu par une explication différée en LSF (vocabulaire et syntaxe de la LSF)		

Tableau 7 (suite). Objectifs des programmes d'intervention précoce en fonction de l'approche choisie, audiophonatoire ou visuogestuelle

		Objectifs			
		Approche audiophonatoire			Approche visuogestuelle
Types de programmes d'intervention précoce		Programme avec LPC	Programme en français signé	Programme audiophonatoire avec LSF	Programme visuogestuel
Langue(s) première(s) proposée(s) avant 3 ans		Français parlé		Français parlé et LSF	LSF
OBJECTIFS AVANT 3 ANS	C. Favoriser l'expression en langue parlée	Réductions orthophoniques plurihebdomadaires centrées sur la parole et les acquisitions lexicales et syntaxiques du français			Ne fait pas partie des objectifs
	D. Favoriser la compréhension de la langue des signes	Ne fait pas partie des objectifs			<ul style="list-style-type: none"> - Proposer à l'enfant un espace de jeu et de rencontre où sont proposées individuellement et en groupe des activités en langue des signes, au moins 5 heures par semaine, par des locuteurs sourds ou entendants compétents dans cette langue et ayant si possible une expérience de transmission de cette langue aux jeunes enfants - Intégrer au sein des équipes d'accueil des professionnels sourds compétents, formés à l'enseignement de la langue et à l'aspect relationnel et éducatif - Proposer aux parents et à la fratrie des cours de LSF ou d'accompagnement à la communication en situation réelle dans les lieux habituels de l'enfant
	E. Favoriser l'expression en langue des signes				
	F. Favoriser l'appropriation progressive de la langue écrite	Comme pour tout enfant, introduire la modalit� écrite du français progressivement en fonction de l'âge à travers des situations de la vie quotidienne (lecture d'histoires, graphisme, etc.)			

3.3 Modalités de mise en œuvre d'une approche audiophonatoire

Ce chapitre a pour objectif d'apporter des réponses aux questions suivantes :

- Quelles sont les différentes modalités de mise en œuvre de programmes d'intervention précoce visant l'acquisition du français ? Sont-elles équivalentes en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd ?
- Quelles sont les différentes modalités de mise en œuvre de programmes d'intervention précoce visant l'acquisition des deux langues, langue des signes et français ? Sont-elles équivalentes en termes de développement de la communication et du langage de l'enfant sourd ?

Au vu des objectifs de ce travail, centré sur le développement du langage et de la communication chez l'enfant sourd avant 6 ans, l'analyse de la littérature a porté sur les études d'intervention ou observationnelles ayant évalué les effets des interventions visant l'apprentissage de la langue parlée sur la compréhension et l'expression en langue parlée (effet principal). Aucun article identifié n'a évalué les effets de ces interventions sur le développement parallèle ou ultérieur de la langue des signes. Lorsque des études évaluent les effets de l'intervention sur l'apprentissage de la langue écrite (effets secondaires), elles sont détaillées intervention par intervention.

L'analyse de la littérature n'a pas eu pour objectif de montrer les bénéfices de l'acquisition de la langue parlée sur d'autres aspects que ceux relatifs au développement du langage et de la communication, en particulier sur le développement cognitif de l'enfant, même si ces aspects sont essentiels dans le cadre du développement global de l'enfant. Rappelons que les études ayant évalué le lien entre développement psychique et modes de communication ont été abordées dans le chapitre section 4.

Les paragraphes suivants présentent successivement :

- les études comparant différents programmes d'intervention visant au développement de la compréhension et de l'expression parlée (cf. section 3.3.1),
- puis les séries de cas décrivant les résultats avant-après intervention, successivement les aides auditives (cf. section 3.3.2), les implants cochléaires (cf. section 3.3.3) puis les interventions en langue parlée complétée (cf. section 3.3.4), communication totale (cf. section 3.3.5), en français signé (cf. section 3.3.6), l'éducation auditivo-verbale (cf. section 3.3.7).

3.3.1  tudes comparatives

Les études identifiées comparant le développement du langage ou de la communication parlée selon les différentes approches thérapeutiques ou éducatives visant à l'acquisition de la langue parlée concernent les comparaisons suivantes :

- audioprothèse *versus* implant cochléaire ;
- programme auditivo-verbal *versus* programme de communication totale.

Aucune étude n'a comparé le développement de la communication ou du langage, en particulier de la langue parlée entre des programmes visant l'acquisition première de la langue parlée ( ducation avec « communication en langue française ») et des programmes visant l'acquisition parallèle des deux langues ( ducation avec « communication bilingue » selon une approche audiophonatoire, visant l'acquisition de la LSF et du français parlé).

Par conséquent, le préjugé selon lequel l'acquisition précoce d'une langue des signes parallèlement à celle d'une langue parlée retarderait l'acquisition de la langue parlée n'est pas scientifiquement validé (absence de données cliniques comparatives).

► **Audio-prothèse *versus* implant cochléaire**

Les études comparant les résultats obtenus après audioprothèse *versus* après implant cochléaire ont été analysées par la revue systématique  dit e par l'agence allemande pour la qualité et l'efficacité en santé (IQWiG) en collaboration avec la *Cochrane*® (93). Cette revue systématique, analys e dans la section 3.1.2, n'a retenu aucune des études publiées avant 2007 du fait de leur faiblesse méthodologique.

Aucune étude comparative « audioprothèse *versus* implant cochléaire » postérieure à cette revue systématique n'a été identifiée à ce jour.

► **Programme de communication parlée exclusive *versus* programme de communication totale**

Deux études contrôlées, comparant un programme d'éducation auditive à un programme de communication totale ont été identifiées (134,151). L'une n'a pas été incluse car l'intervention est proposée après les 6 ans de l'enfant (151).

La seule étude disponible est une étude contrôlée, non randomisée, multicentrique réalisée auprès de 76 enfants dont le seuil auditif est très élevé (≥ 80 dB HL) (134) (tableau 3.7). La surdité a été diagnostiquée avant l'âge de un an et les familles ont suivi un programme visant au développement de la langue parlée soit avec communication totale (langue parlée + anglais signé), soit avec communication parlée exclusivement. Les auteurs mettent en évidence :

- une entrée en communication signifiante plus précoce pour les enfants du groupe « communication totale », grâce à l'utilisation plus précoce des signes dans la communication avec l'adulte, au cours du jeu ;
- l'absence de différence entre 3 et 5 ans entre les deux groupes d'enfants sourds concernant le nombre de situations d'interaction avec échange, le nombre de mots utilisés (parlé ou signé) ou l'étendue du vocabulaire ;
- des différences majeures entre les enfants entendants et les enfants sourds, même après programme spécifique, puisque le nombre de mots différents entre 4 et 5 ans varient de 13 mots parlés et 33 mots signés chez l'enfant sourd ayant suivi un programme de communication totale, de 39 mots parlés chez l'enfant sourd ayant suivi un programme avec communication parlée exclusivement et de 241 mots parlés chez l'enfant entendant (134).

3.3.2 Appareils conventionnels d'amplification auditive

Les recommandations et les publications relatives aux interventions précoces intègrent systématiquement la délivrance et l'utilisation d'appareils conventionnels d'amplification auditive (cf. section 3.1).

Une analyse complémentaire de la littérature a été menée et a permis d'identifier :

- 2 recommandations britanniques qui n'ont pas été retenues dans ce travail car :
 - l'une porte uniquement sur les aspects techniques à mettre en œuvre pour vérifier le bon fonctionnement des appareils analogiques et non sur l'évaluation de l'efficacité ou des risques pour le développement du langage et de la communication chez l'enfant (152),
 - l'autre porte uniquement sur les aspects organisationnels des centres d'audiologie (153) ;
- 3 revues systématiques de la littérature, les deux plus récentes ayant été effectuées dans le cadre d'une évaluation technologique (4,154,155) (tableau 3.8) ; ces 3 revues sont analysées ci-dessous ; aucun article postérieur à ces revues systématiques n'a été identifié ;
- 1 standard de qualité relatif aux aides auditives à ancrage osseux,  dit  par la société britannique pour les enfants sourds (*National Deaf Children's Society*) en collaboration avec des professionnels de santé ; ce document a pour objectif principal de déterminer l'organisation nécessaire entre familles, services locaux et services spécialisés dans le cadre de la mise en place d'une aide auditive à ancrage osseux une fois l'indication posée ; il ne

traite pas de l'efficacité ou de la sécurité de ces appareils, c'est pourquoi il n'est pas analysé ci-dessous ;

- 3 guides de bonne pratique rédigés à l'intention des parents (156-158) ; ces derniers n'ont pas été décrits ci-dessous, dans la mesure où leur objectif n'est pas de démontrer l'efficacité ou la sécurité des appareils d'amplification, mais de fournir aux parents des repères pragmatiques pour l'utilisation de ceux-ci (cf. section 5.2.2) ;
- 2 publications relatives à la perspective des parents (159,160) (tableau 3.9).

Les articles publiés avant les revues systématiques n'ont pas été analysés.

► Revues systématiques de la littérature

La revue systématique la plus récente a été réalisée en 2008 par la Haute Autorité de Santé dans le cadre d'une évaluation technologique des « *appareils électroniques correcteurs de surdité*³⁵ » (4) (tableau 3.8).

Cette revue a identifié un seul article pédiatrique (161), qui ne peut être retenu dans le cadre de ce travail puisque l'intervention consiste à comparer deux types d'appareil chez des enfants au-delà de 6 ans. Les conclusions de cette évaluation n'ont donc pas été retenues dans le cadre de ce travail spécifique à l'enfant de moins de 6 ans.

La seconde revue systématique a été réalisée en 2006 par l'Agence canadienne des technologies et des modes d'intervention en santé dans le cadre d'une évaluation technologique relative aux aides de correction auditive à ancrage osseux (155) (tableau 3.8). Les conclusions générales de la revue considèrent que « *l'information disponible démontre de façon limitée l'efficacité des aides de correction auditive à ancrage osseux (niveau de preuve 4). Dans les applications habituelles pour les utilisateurs d'aides de correction auditive en conduction osseuse et pour les porteurs d'aides conventionnelles présentant des infections chroniques de l'oreille moyenne, elles ont dépassé le stade expérimental et peuvent être désignées comme innovatrices [...] pour les personnes de 5 ans et plus présentant une surdité de conduction ou mixte* ». Notons cependant que seulement deux études concernent l'enfant (162,163). Ce sont deux séries de cas rétrospectives, auprès de 61 enfants entre 1,5 an et 14 ans au moment de l'implantation (162,163). Le seuil auditif n'est précisé que dans une étude, et passe de 49 dB HL en moyenne, sans appareil, à 16 dB HL avec appareil (162). Aucune de ces deux études n'évalue les bénéfices au regard du développement du langage ou de la communication, mais uniquement à partir de questionnaires de satisfaction. Dans l'étude suédoise, 27 questionnaires sur 41 enfants appareillés ont été recueillis (163). Chez les utilisateurs réguliers (19 enfants/27), la satisfaction est très élevée. Cependant, 8/27 n'utilisent plus leur appareil, 13/27 rapportent des infections cutanées (traitement chirurgical : 3 ; antibiothérapie topique et [ou] systémique : 8) ; 4/41 ont perdu leur implant, et 7 chirurgies de révision ont été nécessaires (163). Les problèmes cutanés sont également retrouvés dans la seconde étude (2/20 cas) ainsi que les chirurgies de réimplantation (5/20 cas) (162).

La troisième revue systématique, réalisée en 2005, a pour objectif d'évaluer le bénéfice de la compression dynamique du signal dans une population pédiatrique (154) (tableau 3.8). Les capacités auditives sont testées dans un environnement calme, sauf dans 2 études de petit effectif. Ni l'âge des enfants, ni leur seuil auditif ne sont indiqués, mais la revue précise qu'il s'agit d'enfants présentant une surdité légère à sévère de premier degré. Les auteurs de la revue concluent à un bénéfice de la compression dynamique, non sur leurs meilleurs résultats cliniques (aucune des études retenues ne met en évidence de résultats supérieurs

³⁵ Libellé actuel des appareils conventionnels d'amplification auditive sur la liste des produits et prestations remboursables par l'assurance maladie en France.

d'un traitement de signal par rapport à un autre) mais sur la moindre distorsion du signal par la compression dynamique (154) ; ils constatent également la nécessité d'un niveau de sortie supérieur chez l'enfant comparativement à l'adulte (13,5 dB HL supplémentaires pour obtenir 85 % de réponses correctes à la reconnaissance de mots ou pseudo-mots). Ces conclusions doivent être accueillies avec la plus grande prudence, du fait de la faible qualité méthodologique des études (6 études de moins de 15 patients, 4 sans groupe contrôle) (4). Les résultats de cette revue ne permettent pas de tirer de conclusion concernant les bienfaits de l'appareillage sur le développement du langage chez l'enfant.

► Perspectives professionnelles : autres études cliniques

Aucune étude clinique postérieure aux revues systématiques de la littérature effectuées spécifiquement sur les appareils de correction auditive ou sur les interventions précoces incluant ces appareils n'a été identifiée.

Une revue générale proposant les avantages et inconvénients des différentes options possibles en termes d'amplification auditive pour une population pédiatrique a été identifiée (164).

► Perspectives des parents

Deux études postérieures à 2000 ont présenté la perspective des parents vis-à-vis des appareils de correction auditive (159,160) (tableau 3.9).

La plus récente, publiée en 2008, est réalisée au Royaume-Uni dans le cadre plus large des besoins d'information des parents après dépistage (159). Les parents interrogés (n = 91) proposent certaines améliorations dans le processus d'accompagnement des parents lors de la prescription d'audioprothèses. Ils souhaitent recevoir une information préalable à l'orientation vers l'audioprothésiste au cours de laquelle des appareils auront été montrés par le clinicien qui adresse l'enfant ; ils aimeraient également que la délivrance des appareils soit accompagnée d'une démonstration pratique de mise en œuvre des appareils et pas seulement d'informations concernant la gestion et l'entretien de ceux-ci ; ils souhaitent enfin être avertis de la possibilité de rejet de l'appareil par l'enfant, sans qu'il soit précisé s'il s'agit de rejet initial au moment des premières poses ou s'il s'agit d'un rejet secondaire après une phase d'adaptation (159) (tableau 3.9).

La seconde enquête, réalisée aux  tats-Unis (160) révèle plusieurs phénomènes vécus par les parents (tableau 3.9) :

- la mise en place des appareils marque un véritable tournant : la surdité de leur enfant n'est plus invisible ; 46 % des parents craignent des difficultés d'acceptation sociale et 26 %, des difficultés d'acceptation au sein de la famille ; cela explique que 60 % d'entre eux sont attentifs à l'apparence extérieure des appareils ;
- chez la plupart des parents, les bénéfices qu'ils observent sont très éloignés de ce qu'ils escomptaient : seulement 25 % des parents considèrent que l'appareil a permis d'obtenir les résultats attendus ;
- la gestion concrète des appareils (maintenance, utilisation, mise en place sur l'enfant) est une source d'inquiétude pour 73 % des parents (160).

Cette enquête, réalisée par tirage au sort à partir d'un fichier de l'association Graham Bell, peut ne pas être représentative de l'ensemble des familles d'enfants sourds, du fait de son orientation tournée essentiellement vers une éducation avec communication parlée.

3.3.3 Implants cochléaires

Les questions principales auxquelles le groupe de travail a souhaité répondre sont les suivantes :

- quelle est l'efficacité des implants cochléaires posés avant l'âge de 6 ans au regard du développement du langage et de la communication d'un enfant sourd, comparativement à celui d'un enfant entendant ?

- perspective professionnelle,
- perspective des parents ;
- quelle est la sécurité de la technique lorsqu'elle est mise en œuvre avant 6 ans ?
-   quel âge est-il préférable de poser un implant cochléaire lorsque l'indication est posée et acceptée par les parents ?

Lorsque les études sélectionnées précisent comme critères secondaires de jugement de l'efficacité des données relatives à la qualité de vie, à l'impact psychoaffectif ou à l'inclusion scolaire, ces données ont été retracées.

Les études publiées étant extrêmement nombreuses sur le thème de l'implant cochléaire, seules les publications de meilleur niveau de preuve ont été retenues. L'analyse de la littérature est fondée successivement sur :

- les recommandations de bonne pratique postérieures à 2000 (tableau 3.2) ;
- les rapports d'évaluation (tableaux 3.10 et 3.11) ;
- les revues systématiques postérieures à 2000 ;
- les études cliniques postérieures aux revues systématiques précédemment décrites (postérieures à novembre 2006), si elles permettent de préciser les données issues des recommandations, rapports et revues systématiques citées ci-dessus (tableau 3.12) ;
- les études relatant les points de vue des parents (tableau 3.13) ou des enfants (tableau 3.14) et adolescents (tableau 3.15).

► **Perspective des professionnels**

Recommandations de bonne pratique et rapport européen

Aucune recommandation professionnelle relative spécifiquement aux implants cochléaires et fondée sur une analyse systématique de la littérature n'a été identifiée.

Les seules recommandations de bonne pratique dans lesquelles sont évoquées les indications des implants cochléaires sont les recommandations relatives aux interventions précoces (90,91) (cf. section 3.1.2 ; tableau 3.2). Ces deux recommandations américaines, dont l'une seulement est fondée sur une analyse systématique de la littérature (90), accordent une place aux implants cochléaires dans la stratégie de suivi de l'enfant sourd, en précisant les indications, mais ne vont pas jusqu'à recommander spécifiquement cette intervention (cf. section 3.1.2). La place des implants cochléaires dans la stratégie de suivi est la suivante :

- les implants cochléaires sont généralement considérés pour les enfants ayant une surdité sévère à profonde, uniquement après réponse inadéquate des aides auditives (90) ; aucune recommandation spécifique n'est proposée concernant l'âge d'implantation ;
- l'enfant et sa famille doivent pouvoir avoir accès immédiatement aux technologies de haute qualité, incluant les aides auditives, les implants cochléaires et les autres aides techniques lorsque approprié (91).

Par ailleurs, deux documents intitulés « consensus » formulent des propositions relatives aux implants cochléaires (165,166). Aucun de ces documents ne précise la méthode d'élaboration du consensus ; l'un d'entre eux est explicitement financé par l'industrie fournissant les implants (165) ; les bénéfices relatifs au développement du langage ne sont pas argument s par l'analyse d'études cliniques. Ces documents n'ont donc pas été retenus ; pour une analyse de ces documents, se reporter à l'avis de la HAS relatif aux implants cochléaires (3).

Un rapport du Conseil de l'Europe a fait un état des lieux des indications des implants cochléaires chez les enfants sourds en 2001 dans dix  tats membres (165). Fondé sur des

avis d'experts et sur un rapport établi par l'Union européenne des sourds (*European Union of the Deaf*) et non sur une analyse systématique de la littérature, la synthèse des pratiques déclarées comprend les éléments suivants :

- « l'âge d'implantation considéré comme le plus approprié dans la vie de l'enfant sourd est compris entre 2 ou 3 et 5 ans ;
- le but de l'implant est de permettre à l'enfant de participer plus facilement à la communication orale et à l'accès au monde entendant ;
- l'éducation à l'audition et à la parole est considérée comme une condition préalable recommandée ou implicitement supposée ; deux pays (France et Finlande) constatent l'importance de la langue des signes pour les enfants sourds, même lorsqu'ils portent des implants cochléaires dans le but de donner aux enfants l'occasion de devenir bilingues ;
- les indications concernent la surdité totale ou profonde, bilatérale, d'origine cochléaire et non corrigée par les prothèses auditives classiques, et nécessitent une motivation forte et de la tolérance, du réalisme dans les résultats attendus ainsi qu'un milieu éducatif et social dans lequel l'enfant peut s'intégrer au monde entendant ; la moitié des centres exigent que l'enfant soit suivi dans une  cole de type oral, alors que l'autre moitié accepte que l'enfant soit suivi dans une  cole avec communication totale ou bilingue ; un seul centre considère qu'une  cole avec communication totale ou bilingue est inacceptable ;
- les critères d'exclusion à l'implantation sont les raisons anatomiques, le retard mental ou un niveau intellectuel faible, les problèmes affectifs ou sociaux, les difficultés d'apprentissage de la parole, les problèmes comportementaux, une mauvaise motivation ou la prévision de problèmes concernant la participation des parents lors de la r education, une autre incapacité ou handicap susceptible d'entraver la r education et l'intégration. En Espagne, un âge inférieur à 2 ans est considéré comme un contre-indication » (165).

Rapports d'évaluation

Quatre rapports d'évaluation ont été identifiés et publiés depuis 2000 (3,167-170) dont 3 sont fondés sur une revue systématique de la littérature (3,167-169). Le quatrième, publié en 2009 par le *National Institute for Health and Clinical Excellence* (NICE) (170), n'a pas été retenu, car la méthode d'élaboration n'est pas décrite et les auteurs ne précisent pas les références sur lesquelles est fondé ce rapport.

Par ailleurs, une expertise collective de l'INSERM publiée en 2006 fait le point sur les recherches émergentes dans le cadre des déficits auditifs chez l'enfant mais n'est pas fondée sur une analyse systématique de la littérature (66) ; elle n'a donc pas été retenue dans ce travail, mais son analyse peut être consultée dans l'avis relatif aux implants cochléaires publié par la HAS en 2007 (3).

Rapport d'évaluation de la Haute Autorité de Santé

La revue systématique la plus récente (2007) est celle de la Haute Autorité de Santé (3), réalisée dans le cadre d'un avis en vue de l'inscription de l'acte à la classification commune des actes médicaux (CCAM) (171) et à la liste des actes et prestations remboursables par l'assurance maladie (tableau 3.10).

L'objectif de cette évaluation est de « préciser les indications de l'implant cochléaire et sa place dans la stratégie thérapeutique des surdités pour faciliter la modification de leur financement ». (172).

Concernant l'efficacité, « chez l'enfant atteint de surdité neurosensorielle sévère à profonde bilatérale, 22 séries de cas prospectives ou rétrospectives totalisant 1 855 patients rapportent une amélioration des résultats sur plusieurs plans :

- capacités auditives ;
- capacités langagières ;
- communication verbale.

La progression sur ces critères est majeure dans les mois qui suivent l'implantation et se poursuit sur le long terme. » (171).

Le détail des études analysées dans cette revue de littérature est présenté en annexe 1 (cf. tableau 3.11, tiré du rapport 2007 de la HAS (3)) :

- **les capacités auditives** ont été évaluées à partir d'audiométrie tonale (146,173) ou de la perception de sons environnementaux (144,174-176). Une phase de latence de 6 mois peut être observée chez les enfants de moins de 3 ans, suivie d'une amélioration très rapide des paramètres observés (174) ;
- **les capacités langagières** ont été principalement étudiées à partir :
 - de la reconnaissance de phonèmes, de mots, dyssyllabiques ou non, de phrases en liste fermée ou ouverte (14 études/22 (144,146,174-185)).
Seulement deux études ont étudié cette reconnaissance dans le bruit (183,186) ; néanmoins, certaines utilisent un test construit à partir d'activités de la vie quotidienne allant de la perception de sons environnementaux à l'utilisation du téléphone avec un interlocuteur inconnu (test *Categories of auditory performance*) (144,146,187),
 - de la compréhension et l'expression de la langue parlée (5 études sur 22), à partir de s de compréhension du vocabulaire (langue parlée) (*Peabody vocabulary picture*) (188), de tests de compréhension et expression en langue parlée ( chelle de Reynell) (180) ou de tests de répétition de phrases lues sous forme d'histoire (*Connected discours tracking*) (146,186,187),
 - de la production de la parole (3 études sur 22), à partir des caractéristiques acoustiques (189), d'échelles qualitatives de type Likert (de 1 à 5) (186) ou d'analyses vidéographiques du babillage (144).
- **la communication verbale** a été évaluée par la proportion d'enfants utilisant la langue parlée comme moyen de communication par 5 études sur 22 (180,184,186,187,189) :
 - dans l'étude longitudinale française (186) ayant un suivi sur 10 ans de 81 enfants présentant une surdité prélinguale sur 82 implantations consécutives réalisées entre 1989 et 1995 ( ge moyen d'implantation : 4,2 ans [1,9-14], 6 enfants présentent des troubles associés), les résultats sur la communication sont les suivants à la date de point :
 - 75 % des enfants ont un score de réception auditive du langage inférieur au score médian de la population entendant âge correspondant (*Peabody picture vocabulary test – revised*, adapté en français),
 - 66 % des enfants ont un score de production de parole de 4 ou 5 sur une échelle de 5 points (score 5 obtenu par 40 % des enfants : parole intelligible par un interlocuteur moyen, et score 4 obtenu par 26 % des enfants : parole intelligible par un interlocuteur ayant peu d'expérience avec les sourds),
 - 79 % des enfants utilisent la langue parlée (73 % initialement³⁶), 20 % une communication totale (26 % initialement), et un enfant utilise la langue des signes (utilisait la langue parlée initialement). Sur les 21 enfants utilisant initialement une communication totale, 11 ont continué et 10 utilisent uniquement la langue parlée à la date de point ; le seul enfant utilisant initialement la langue des signes est passé à une communication totale (186) ;
 - 6 jeunes suivent des études universitaires, 3 sont en activité professionnelle, 17 suivent une formation professionnelle, 14 sont en lycée, 32 en coll ge, 3 en  cole primaire et 6 en structure spécialisée ; 78 % des enfants suivent une scolarité en

³⁶ Le mode de communication initial est défini par les auteurs comme le mode de communication utilisé par l'enfant dans les 2 premières années après implantation. Trois modes de communication sont décrits : communication orale seule, langue des signes et communication totale, sans qu'il soit précisé s'il s'agit d'une communication bilingue (français oral et langue des signes française) ou s'il s'agit de modalités multiples de communication comprenant du français signé ou du LPC.

milieu ordinaire contre 74 % initialement ; 8 % des enfants initialement scolarisés en  cole ordinaire sont passés en  cole spécialisée, 6 des 17 enfants initialement scolarisés en milieu spécialisé sont passés en milieu ordinaire ;

- le développement de la langue parlée (compréhension et expression) est plus rapide et importante pour les enfants implantés avant 3 ans *versus* après 3 ans, que les enfants qui suivent une éducation de type « exclusivement avec communication parlée » ou de type « communication totale » (180); cette étude ne fait pas de comparaison statistique selon les modes d'éducation ;
- aucune étude n'a fait la preuve que l'acquisition simultanée de la langue des signes retarderait l'acquisition de la langue parlée ; la seule analyse multivariée ayant étudié l'association entre le mode de communication et la compréhension de vocabulaire, de répétition de phrase en situation de lecture d'histoires ou de production de paroles ne met pas en évidence de lien entre ces variables ; en revanche, il existe un lien entre chacun de ces critères et l'âge à l'implantation, les enfants ayant été implantés avant 4 ans ayant des résultats supérieurs à ceux implantés plus tardivement (186) ; des séries de cas ont également montré une association entre mode de communication et niveau de langue parlée, cependant ce lien ne doit pas être interprété comme un lien de causalité (184,189). En effet, aucune des études ne permet de s'assurer que le choix initial du mode de communication est indépendant du niveau de développement de la langue parlée : le mode de communication signée peut tout aussi bien être interprété comme une conséquence de faibles capacités de compréhension ou expression en langue parlée malgré l'implant, et non comme une cause de moins bons résultats du fait d'une éducation avec communication signée. Par ailleurs, ces études ne définissent pas ce qu'ils entendent par communication signée ou communication totale, ne permettant pas de savoir s'il s'agit de langue des signes ou d'autres modes de communication visuogestuelle.

Les études mettent en évidence des différences significatives entre les moyennes des différents critères de jugement avant et après implant, avec des suivis pouvant aller au-delà de 10 ans (186,190) ; ces études à long terme mettent en évidence de grandes variabilités individuelles (les scores allant selon les enfants de 0 à 100 %) (190). Les études contrôlées avec un groupe d'enfants entendants sont rares (186,189). D'après l'analyse effectuée par cette revue systématique (3), « *selon les paramètres considérés, 46 à 97 % des enfants ont une production de parole dont les caractéristiques sont dans les valeurs de sujets normo-entendants* ».

Lors de surdité prélinguale (enfants dont la surdité est congénitale ou acquise avant l'acquisition de la langue parlée), cette revue systématique constate que « *la comparaison des résultats entre implantation précoce et tardive chez les sourds pr linguaux est en faveur de l'implantation précoce. Ce dernier groupe obtient significativement de meilleurs résultats et de façon significativement plus rapide* » (171). Cet avis formulé en vue de l'inscription des actes à la classification commune médicale (CCAM) et des dispositifs médicaux sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR) n'a pas précisé la notion « précoce ».

L'analyse détaillée des études montre que la comparaison la plus précoce ayant mis en évidence une différence significative entre les groupes selon l'âge a comparé un groupe d'enfants de moins de 2 ans (n=37 de 10   23,9 mois)   un groupe d'enfants de plus de 2 ans sur un critère de jugement de perception de la voix (batterie de test EARS : *evaluation of auditory responses to speech*) (177).

Chez les enfants dont la surdité est congénitale ou acquise avant l'acquisition de la langue parlée (surdité dite prélinguale), les études retenues par cette revue systématique de la littérature retrouvent de meilleurs résultats pour les enfants ayant été implantés avant *versus* après :

- 2 ans (n = 37 ; critère de jugement : perception de la voix évaluée par la batterie de test EARS : *evaluation of auditory responses to speech*) (177) ;
- 3 ans (critère de jugement : développement de la langue parlée par l'échelle de Reynell (180), perception de phonèmes, mots (176)),
- 4 ans (critère de jugement : audiométrie tonale et vocale, reconnaissance de phonèmes et de mots en liste ouverte et fermée et test de compréhension de vocabulaire : *Peabody vocabulary test, test of auditory compréhension*) (182) ; (186,191).

Ces données sont cohérentes avec les données scientifiques relatives à la période de plasticité cérébrale maximale, particulièrement étudiée chez les enfants porteurs d'implant cochléaire, d'après l'analyse effectuée dans le cadre d'une expertise collective réalisée en 2006 par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) (66).

Lors de surdité postlinguale (enfants dont la surdité est acquise après l'acquisition de la langue parlée), les résultats attendus sont supérieurs à ceux obtenus chez les enfants implantés en période prélinguale, notamment en ce qui concerne l'intégration scolaire (3).

Concernant la sécurité, à partir d'une analyse sur plus de 2 000 patients, le rapport d'évaluation sur les actes professionnels élaborés par la Haute Autorité de Santé en 2007 conclut que « *le taux de complications est faible (moins de 5 %). La complication la plus sévère recensée est la méningite bactérienne, pour laquelle des mesures prophylactiques ont été mises en place (vaccination antiméningococcique préopératoire). Les autres complications sont de gravité moindre (problèmes de lambeau, migration des électrodes, parésie du nerf facial, etc.)* » (3,171).

Les conclusions de cette évaluation sont les suivantes (172) :

- « *les implants cochléaires sont indiqués en cas de surdité neurosensorielle sévère à profonde bilatérale. Chez les sourds pr linguaux, l'implantation doit être la plus précoce possible. Une implantation précoce donne des résultats sur la compréhension et la production du langage meilleurs et plus rapides qu'une implantation tardive. Au-delà de 5 ans, en cas de surdité congénitale profonde ou totale non évolutive, il n'y a d'indication (sauf cas particuliers) que si l'enfant a développé une appétence à la communication orale. Si l'enfant est entré dans une communication orale, il peut bénéficier d'une implantation quel que soit son âge ;*
- *l'implantation est unilatérale, sauf cas particuliers prédéfinis :*
 - *causes de surdité risquant de s'accompagner à court terme d'une ossification cochléaire bilatérale, en particulier méningite bactérienne ou fracture du rocher bilatérale. Il faut intervenir avant que l'ossification soit trop avancée,*
 - *chez l'enfant, syndrome d'Usher (affection héréditaire autosomique récessive associant des atteintes oculaires et auditives) ;*
- *des études comparatives bien menées sont encore nécessaires pour évaluer l'apport de l'implant chez les patients ayant une surdité moins sévère, ainsi que l'intérêt d'une implantation bilatérale dans des circonstances autres que celles recommandées ;*
- *la décision de pose d'un implant doit être prise de façon concertée par une équipe multidisciplinaire. Le bilan préimplantation, l'intervention et le suivi (réglages, réhabilitation) doivent être assurés par cette même équipe, travaillant éventuellement en réseau. Cette décision se fonde sur les arguments audiométriques suivants :*
 - *dans le cas d'une surdité profonde, l'implantation cochléaire est indiquée lorsque le gain prothétique ne permet pas le développement du langage [oral],*
 - *dans le cas d'une surdité sévère, l'implantation cochléaire est indiquée lorsque la discrimination est inférieure ou égale à 50 % lors de la réalisation de tests d'audiométrie vocale adaptés à l'âge de l'enfant. Les tests doivent être pratiqués à 60 dB HL, en champ libre, avec des prothèses bien adaptées,*

- *en cas de fluctuations, une implantation cochléaire est indiquée lorsque les critères sus-cités sont atteints plusieurs fois par mois et/ou lorsque les fluctuations retentissent sur le langage de l'enfant ;*
- *avant l'intervention, le patient doit être mis en contact avec des personnes déjà implantées. En effet, sa motivation et celle de son entourage chez l'enfant, sont un élément majeur à prendre en compte dans la décision d'implantation » (172).*

Rapport d'évaluation technologique suédois

En 2006, un rapport d'évaluation technologique réalisé selon une méthode de consensus d'experts et fondé sur une revue systématique de la littérature a été élaboré en Suède dans l'objectif de comparer l'intérêt d'une implantation cochléaire bilatérale à celui d'une implantation cochléaire unilatérale chez l'enfant sourd, pour lequel une indication d'implant cochléaire est retenue (169) (tableau 3.10). Les conclusions sont les suivantes :

- les données sont insuffisantes (peu d'études, absence de groupe-contrôle) pour définir l'intérêt de l'implantation cochléaire bilatérale : des études bien conduites sont nécessaires pour déterminer l'intérêt de l'implantation bilatérale au regard des complications ajoutées par la 2nde implantation ;
- aucune étude n'a évalué les complications ou effets secondaires de l'implantation bilatérale ;
- aucune étude n'a évalué le rapport coût/efficacité de l'implantation cochléaire bilatérale chez l'enfant.

Rapport du comité d'évaluation et de diffusion des innovations technologiques

Le rapport du Comité d'évaluation et de diffusion des innovations technologiques (CEDIT) (167,168) publié en 2001 a pour objectif de donner des recommandations en vue du financement d'activités innovantes au sein des hôpitaux gérés par l'Assistance publique des hôpitaux de Paris (AP-HP) (tableau 3.10). Au vu d'une analyse fondée sur une recherche documentaire systématisée mais ne précisant pas les critères de sélection des articles retenus, le CEDIT recommande la poursuite du financement des activités d'implantation cochléaire chez l'enfant. La revue de littérature a pris en compte :

- l'efficacité : 50 % des enfants reconnaissent le langage dès la deuxième année d'utilisation de l'implant (192) ; l'âge à l'implantation a une influence sur les résultats avec, en particulier, un développement du vocabulaire parlé moins important si l'implantation a eu lieu après 5 ans (193) et une capacité d'utilisation du téléphone pour certains enfants (194). La durée d'implantation influence les résultats ;
- la sécurité : le taux de complications majeures est inférieur à 5 % chez l'enfant, le taux de complications mineures peut atteindre 25 %, mais elles sont toutes transitoires (données fondées sur des publications antérieures à 1999) ;
- l'intégration scolaire : en France, une étude réalisée auprès de 22 enfants dont la surdité était antérieure à l'acquisition de la langue parlée (surdité prélinguale), a montré qu'à l'âge de 5 ans en moyenne, l'utilisation de l'implant cochléaire est continue chez 74 % des enfants, discontinue dans 26 % ; la scolarité est effectuée en milieu ordinaire avec soutien scolaire dans 60 % des cas, et en milieu spécialisé dans 40 % des cas (195) ; l'intégration en milieu ordinaire est associée à l'âge d'implantation, la proportion d'enfants scolarisés en milieu ordinaire étant plus élevée si l'implantation a eu lieu en âge pré-scolaire ( tudes antérieures à 2000) ; une proportion d'enfants scolarisés en milieu ordinaire légèrement plus élevée (66 %) est retrouvée dans les enquêtes réalisées avant 2000 par les associations (Fédération française des implantés cochléaires et Cochl e  le-de-France), cependant il ne semble pas possible de généraliser ces résultats à l'ensemble des enfants implantés puisque ce type d'enquête est sujet au biais de recrutement (1/5^e des enfants implantés et parents engagés dans une association) ;
- le coût.

Revue systématique relative à la qualité de vie après implant cochléaire

Une revue systématique a évalué l'impact des implants cochléaires sur la qualité de vie de l'enfant et de sa famille. Les auteurs concluent que seules deux études utilisent des outils validés, qui sont des outils génériques et non spécifiques de la surdité ; toutes les autres études utilisent des outils non validés, ne permettant pas de retenir avec fiabilité les conclusions de ces études. Les deux études de meilleure qualité méthodologique montrent que (196) :

- l'utilité (concept médico-économique : qualité de vie/coût) augmente entre avant et après implantation cochléaire ;
- la qualité de vie entre 8 et 12 ans des enfants implantés est inférieure à celle d'enfants entendants du même âge ;
- la qualité de vie évaluée par les parents est supérieure à celle évaluée par les enfants eux-mêmes.

 tudes cliniques relatives aux implants cochléaires, postérieures aux revues systématiques précédentes

Afin de compléter les données recueillies dans les recommandations et rapports précédemment décrits, l'ensemble des études cliniques identifiées a été analysé, dans la mesure où elles sont publiées entre décembre 2006 et avril 2009 (publications postérieures aux recherches documentaires effectuées dans le cadre des revues systématiques (3,93,94)).

N'ont été retenues que celles qui permettaient de compléter les données relatives à la comparaison entre une implantation avant ou après 3 ans, qui proposaient un suivi longitudinal des enfants implantés, ou qui complétaient les aspects de sécurité.

Cinq études ont été retenues, l'une car il s'agit d'un suivi longitudinal sur 5 ans auprès de 50 enfants français, inclus de manière consécutive (197), les 4 autres car les scores de communication et langage sont effectuées selon que l'implantation cochléaire a été effectuée avant ou après l'âge de un ou de 2 ans (198-201) (tableau 3.12). Aucune autre étude publiée au-delà de décembre 2006 et identifiée n'a fait de comparaison selon une implantation réalisée avant ou après un âge inférieur à 3 ans.

L'étude de Miyamoto a comparé de manière transversale des enfants ayant 2 à 3 ans de suivi après implant cochléaire, selon l'âge d'implantation : avant un an (n = 8, résultats donnés pour n = 6), entre 12 et 23 mois (n = 38, résultats donnés pour n = 33) et entre 24 et 36 mois (n = 45, résultats donnés pour n = 39). Le critère de jugement est un test de compréhension et d'expression en langue parlée (Reynell). Les médianes, moyennes et 75^e percentile des scores de compréhension et d'expression des enfants sourds sont inférieurs aux scores moyens des enfants entendants de même âge, même si 5 enfants parmi les plus de 24 mois ont des scores égaux ou supérieurs à la moyenne des enfants entendants de même âge. L'analyse statistique ne met pas en évidence de différence significative selon l'âge d'implantation entre les scores des enfants sourds et ceux des enfants entendants de même âge. Les auteurs reconnaissent les limites de puissance de leur étude et concluent que des études incluant des cohortes plus importantes sont nécessaires avant de confirmer s'il existe bien une tendance en faveur d'une implantation très précoce, inférieure à 24 mois ou 12 mois (198) (tableau 3.12).

Le suivi longitudinal de Holt compare les courbes de développement de la compréhension orale et du langage réceptif et expressif (Reynell) selon l'âge d'implantation : avant un an (n = 6), entre 13 et 24 mois (n = 32), entre 25 et 36 mois (n = 37) et entre 37 et 48 mois (n = 21) (201). Il ne retrouve pas de différence entre les enfants implantés avant un an ou ceux implantés entre 1 et 2 ans ; cette absence de différence doit être interprétée au regard du faible nombre d'enfants inclus. En revanche, les différences moyennes entre les courbes de développement diff rent entre les enfants implantés avant 2 ans et ceux implantés plus tardivement. Les performances des enfants implantés restent pour une vaste majorité

inférieures à -2 écarts-type comparativement à celles obtenues par des enfants entendants de même âge, que le mode de communication utilisé soit exclusivement la langue parlée ou l'anglais signé. Le mode de communication n'a pas d'influence sur les courbes de développement moyennes du langage. Toutes choses égales par ailleurs (covariables étudiées : seuil auditif, sexe, revenus familiaux), les enfants suivant une éducation exclusivement en langue parlée ont de meilleures performances au test de compréhension orale (*M. Potatoe Head*). Ces différences pourraient être liées au fait que le test est réalisé exclusivement oralement, et donc dans le mode habituel de communication de ce groupe d'enfants (201) (tableau 3.12).

Le suivi longitudinal de Colleti présente les résultats obtenus auprès d'une série de 55 enfants dont 13 implantés entre 4 et 11 mois, parmi 185 enfants opérés. Les auteurs précisent que les enfants ayant utilisé des audioprothèses au préalable ont été exclus, ainsi que les enfants présentant des troubles associés ou dont la surdité est consécutive à une méningite. Il n'est pas précisé si l'ensemble de ces exclusions correspond aux 130 enfants non inclus dans cette étude. Un biais de sélection est donc potentiellement majeur, les résultats de cette étude n'ont donc pas été détaillés (200).

Le suivi longitudinal d'une série de cas (65 enfants implantés entre 1 et 5 ans) (199) complète les résultats de Miyamoto (198). Si le niveau initial de compréhension du vocabulaire présenté en langue parlée à l'entrée en  cole spécialisée est très inférieur à la moyenne des enfants entendants (*Peabody Picture Vocabulary Test* – sourds : 65 versus entendants : 100 ± 15), l'acquisition du vocabulaire se fait ensuite d'autant plus rapidement que l'implantation est précoce, permettant de rattraper en moyenne 7 points par an du retard initial ; à partir de ces données, un modèle prédictif multivarié est proposé montrant que les résultats moyens attendus (et non observés) resteraient en de   du développement moyen de l'enfant entendant même 6 ans après l'implantation, mais pourraient atteindre un score standardisé sur l'âge de 90/100 si l'implantation avait lieu à un an, 85/100 si l'implantation avait lieu à 2 ans, 80/100 si l'implantation avait lieu à 3 ans. (199) (tableau 3.12).

Le suivi longitudinal multicentrique effectué en France auprès de 50 cas consécutifs opérés en 1998 et 1999 a permis de confirmer que les enfants implantés avant 3 ans, présentaient de meilleurs scores sur certains critères de développement du langage que les enfants implantés après 3 ans (tableau 3.12) (197). Des disparités individuelles importantes sont mises en évidence, certains enfants atteignant des scores similaires au score moyen d'enfants entendants sur certains critères du développement du langage, d'autres progressant peu. Par ailleurs, cette étude montre que les enfants implantés ont en moyenne une r education orthophonique intensive (en moyenne, 3,3 heures par semaine au cours de la première année pour diminuer progressivement au cours du temps.   5 ans post-implant, la durée moyenne hebdomadaire reste élevée : 2,9 heures ; minimum 1 heure, maximum 8 heures). Cette r education s'effectue à l' cole (38 % des enfants), à l'extérieur (24 %), à l' cole et à l'extérieur (33 %).

Lors des premières années après l'implantation, la moyenne du score obtenue par les enfants implantés à l'échelle globale d'adaptation générale du test « Profil socio-affectif » (PSA) se situe clairement dans la zone de normalité (202).

Les deux familles qui utilisaient la LSF avant implant ont continué à le faire ; deux autres familles ont eu recours à la LSF à 6 et 12 mois post-implant ; 17 enfants ont bénéficié de la LSF. Trois familles utilisaient la LPC avant implant ; elles étaient 16 lors du suivi à 5 ans après implant ; 30 enfants ont bénéficié de LPC. Deux familles utilisaient le français signé avant implant, elles étaient 6 lors du suivi à 5 ans après implant ; 7 enfants ont bénéficié de français signé. 46 % des enfants sont scolarisés en milieu et classe ordinaire, 30 % en classe d'intégration scolaire (CLIS), 17 % en établissement spécialisé, et 7 % en milieu ordinaire avec temps partiel en CLIS (197).

La sécurité des implants cochléaires a été étudiée dans deux revues systématiques récentes (3,94), qui concluent en faveur de cette intervention chirurgicale après analyse de la balance bénéfice-risque chez l'enfant (cf. ci-dessus). Aucun élément identifié récemment publié ne

remet en cause les conclusions de ces études. Une étude récente a analysé les causes et le coût de la non-utilisation des implants cochléaires (203).

► **Perspective des familles**

Les points de vue des familles relatifs aux implants cochléaires ont été étudiés dans 9 des études identifiées : 7 étudient le point de vue des parents (197,204-210) (tableau 3.13), et 2 celui des enfants ou adolescents (211,212) (tableaux 3.14 et 3.15).

Sous réserve des biais de sélection possibles relatifs à ce type d'enquête (196), les parents sont globalement positifs concernant l'impact de l'implant cochléaire pour le développement global de leur enfant. Plusieurs soulignent le fait que l'acquisition parallèle de la langue des signes est une aide importante à la communication avec l'enfant, tant avant que l'expression en langue parlée de l'enfant soit suffisante pour lui permettre de s'exprimer en parlant, que dans les moments de la vie quotidienne où l'utilisation de l'implant n'est pas possible (cf. tableaux 3.13 et 3.14).

3.3.4 Communication totale

Le groupe de travail constate que la définition de « communication totale » recouvre des interventions différentes selon les acteurs et porte donc à confusion.

Certains auteurs considèrent que la communication totale est une approche où toutes les formes de communication peuvent être proposées à l'enfant dans des temps différents ou parfois simultanément (langue des signes, français ou anglais signé, dactylogogie, langue parlée avec amplification, langue parlée complétée, etc.) (213). Une équipe américaine considère comme « communication totale » toute forme de programme utilisant un mode de communication qui peut être « principalement signé » ou « en langue parlée et signes » ou « avec accent mis sur la langue parlée », et l'oppose à la « communication orale » qui comprend les programmes de type « langue parlée complétée », « parlé avec éducation auditive (*auditory oral*) » ou «  ducation oraliste (*auditory verbal*) », le support visuel allant décroissant (143).

Cependant, dans les toutes publications qui évaluent des résultats après programme de communication totale, celle-ci, lorsqu'elle est définie, est toujours présentée comme une approche visant à développer la langue parlée du pays, avec adjonction simultanée de signes. Ces signes, tirés du vocabulaire gestuel de la langue des signes, suivent toujours l'ordre des mots de la langue parlée et non la grammaire de la langue des signes. Dans ces articles, la communication totale semble donc être restreinte à l'utilisation du français signé ou de son équivalent anglophone le « *Signed English* » ou le « *Manual Coded English* ».

Cette confusion entre communication totale et utilisation du français signé est préjudiciable à une évaluation objective des effets de la communication totale.

Quatre études cliniques évaluant les interventions de communication totale ont été identifiées. Trois d'entre elles ne correspondent pas aux critères d'inclusion de ce travail car :

- publiées avant 2000 (214) ;
- l'âge auquel cette intervention a été proposée est postérieur à 6 ans (151) ou n'est pas précisé, alors que les résultats sont évalués au-delà de 6 ans (215).

La dernière est une étude comparative (134). La communication totale y est définie comme un programme utilisant l'anglais signé (cf. section 3.3.5), comparé à un programme avec communication en anglais parlé exclusif.

3.3.5 Français signé

Le français signé, ou en pays anglophone, le « *Signed English* » ou le « *Manuel Coded English* », n'est pas une langue, mais un fait de communication qui associe au français parlé des signes de la LSF, employés dans l'ordre des mots de la phrase en français (33). Son utilisation ne doit donc pas ˆtre confondue avec l'usage de la langue des signes, dont la syntaxe est différente de celle du français. Son objectif est de rendre plus accessible à l'enfant sourd la langue parlée (33).

Deux études ont évalué les résultats obtenus après éducation en anglais signé (134,136). Ces études comparent un programme en anglais signé à un programme en langue des signes (136) et à un programme en langue parlée exclusive (134) ; elles ont déjà été abordées dans les chapitres précédents (cf. sections 3.2.2 et 3.3.1).

L'une évalue les résultats obtenus en langue écrite comparativement à un programme d'éducation en langue des signes et à des enfants entendants (136) (cf. section 3.2.2, tableau 3.6). Le programme en anglais signé ne permet pas aux enfants sourds scolarisés en primaire d'obtenir des résultats similaires aux enfants entendants, mˆme lorsque ceux-ci découvrent l'anglais comme seconde langue. L'étude met en évidence des différences significatives en faveur des enfants sourds ayant suivi un programme en langue des signes comparativement aux enfants ayant suivi un programme en anglais signé concernant l'étendue et la richesse du vocabulaire utilisé dans les productions écrites, après ajustement sur le nombre de mots produits (136). Cependant, ces différences pourraient ˆtre liées à d'autres facteurs ( ge au début du programme d'intervention par exemple).

L'autre évalue les résultats obtenus sur le développement de la communication en face à face (parlée ou signée), comparativement à un programme d'éducation avec communication parlée exclusive (134) (cf. section 3.3.1 ; tableau 3.7). Le programme en français signé ne permet pas à l'enfant sourd entre 3 et 5 ans d'obtenir un développement du langage similaire aux enfants entendants, quelle que soit la langue utilisée, signée ou parlée (134,136). L'étude ne met pas en évidence de différence entre les deux groupes d'enfants sourds ( ducation parlée exclusive ou parlée avec français signé) en dehors d'une entrée en communication plus précoce pour les enfants ayant eu accès au français signé, grâce à l'utilisation précoce de signes (134).

3.3.6 Langue française parlée complétée

La langue parlée complétée est la langue parlée du pays à laquelle est adjointe un code manuel des sons de cette langue (phonèmes) (216). Ainsi, en France, la personne qui utilise la langue française parlée complétée s'exprime en français et y associe simultanément des mouvements codés de la main qui permettent de lever les ambiguïtés liées à la lecture labiale (ex. distinguer « Bébé » de « P p  »³⁷). La main qui code est placée près de la bouche de la personne qui parle. Le code LPC en français est composé de 8 formes différentes et de 5 positions différentes de la main. La forme de la main lève les ambiguïtés concernant les consonnes, et la position de la main lève celles concernant les voyelles (217,218). Son objectif premier est donc d'améliorer la compréhension par l'enfant sourd de la langue parlée via la lecture labiale. Ce code pourrait ˆtre appris en une dizaine d'heures, et des adultes entraînés réussissent à pratiquer le code LPC en ralentissant le débit normal de la parole d'environ un tiers (218).

Cinq publications postérieures à 2000 ont été identifiées. L'une d'entre elles n'a pas été incluse dans ce travail car il s'agit d'une revue générale de la littérature (218). Les trois

³⁷ Cet exemple est proposé par l'Association nationale pour la promotion et le développement de la langue française parlée complétée (ALPC).

autres sont issues de la même équipe de recherche (217,219,220). Une quatrième étude présente les résultats obtenus pour une série de cas issue d'une équipe française (221) (tableau 3.16).

Deux publications postérieures à 2000 rapportent des résultats relatifs à l'utilisation du code LPC sur le critère principal de jugement (compréhension par l'enfant sourd de la langue parlée) (219,221).

L'étude la plus récente est une étude transversale comparant la compréhension de mots et pseudo-mots avec ou sans utilisation du code LPC, chez 19 enfants sourds de 4 ans et 10 mois à 12 ans ( ge moyen : 8 ans et 8 mois) (219) (tableau 3.16). Ces enfants ont reçu un implant cochléaire à un âge moyen de 3 ans et 10 mois et connaissent le code LPC. Le seuil auditif des enfants, l'âge moyen et la durée auxquels l'enfant a été exposé au code LPC n'est pas décrit. L'expérimentation consiste à faire reconnaître et répéter par l'enfant des mots et pseudo-mots, avec ou sans code LPC, avec ou sans aide par la lecture labiale à partir d'une situation filmée. Aucune analyse statistique n'est fournie.

La proportion de mots correctement identifiés est de :

- 99 % lors de LPC + lecture labiale + audition simultanées ;
- 89 % lors de LPC + lecture labiale, sans signal auditif ;
- 87 % lors de lecture labiale + audition ;
- 66 % lors d'audition seule ;
- 49 % lors de lecture labiale seule.

La proportion de pseudo-mots correctement identifiés est :

- 86 % lors de LPC + lecture labiale + audition simultanées ;
- 67 % lors de lecture labiale + LPC ;
- 53 % lors d'audition seule ;
- 52 % lors de LPC + lecture labiale sans audition.

Au vu de cette étude, aucune conclusion fiable sur les éventuels bénéfices du code LPC ne peut être retenue.

L'étude française a été réalisée au sein d'un SAFEP/SSEFIS qui a pour projet l'acquisition du français oral et écrit pour permettre les acquisitions scolaires en milieu ordinaire (221) (tableau 3.16). La spécialité du service réside dans la présence de codeurs, qui interviennent en classe pour permettre aux élèves sourds de recevoir les messages oraux des enseignants et des élèves entendants, et par un entraînement spécifique au décodage silencieux (221) (tableau 3.16). Cette étude met en évidence que près d'un enfant sur 2 suivi par cette structure est ensuite réorienté vers un milieu spécialisé, majoritairement du fait de troubles associés à la surdité (troubles spécifiques du langage, troubles du comportement). Parmi les enfants présents en 2002 (n = 55), les résultats montrent une meilleure perception auditive chez les moins de 12 ans, majoritairement appareillés avec un implant cochléaire, que chez les plus de 12 ans, non implantés. Cependant, pour tous les groupes, la proportion de mots et de phrases parlés correctement perçus est supérieure par la voie visuelle seule (lecture labiale silencieuse associée à la LPC), que par la voie auditive seule ou associée à la lecture labiale sans LPC. Cependant, aucune analyse statistique intergroupe n'est proposée. Concernant les tests de compréhension et d'intelligibilité, les données graphiques proposées mettent en évidence le décalage de niveau d'acquisition pour un âge donné entre enfants sourds et enfants entendants, mais ne permettent pas de conclure de manière précise en l'absence de légende différenciant les groupes.

Une troisième étude avait pour objectif d'examiner si les enfants sourds se servant de la LPC précocement utilisaient de la même manière la correspondance phonologie-orthographe que des enfants entendants (220). Pour cela, les auteurs ont comparé, pour trois groupes d'enfants appariés sur leur niveau d'orthographe, les erreurs orthographiques réalisées selon

que les mots prononcés le sont avec une fréquence haute ou basse. Ces trois groupes d'enfants sont un groupe d'enfants entendants et deux groupes d'enfants sourds (seuil auditif > 90 dB HL, appareillés par audioprothèse bilatérale), l'un ayant bénéficié du code LPC précocement à la maison et à l' cole en moyenne depuis l'âge de 18 mois, l'autre en ayant bénéficié essentiellement à l' cole en moyenne depuis l'âge de 3 ans. La comparaison des niveaux d'orthographe n'a pas d'intérêt pour ce travail puisque les groupes sont appariés sur ce critère. Par contre, on observe que :

- l'âge moyen des enfants pour atteindre un même niveau d'orthographe est significativement plus élevé (+ 2 ans et 3 mois) pour les enfants ayant bénéficié du code LPC essentiellement à l' cole, comparativement aux enfants ayant bénéficié de la LPC plus précocement à la maison ; ces derniers atteignent le niveau d'orthographe attendu au même âge que les enfants entendants ;
- le niveau de lecture est significativement plus faible pour les enfants ayant bénéficié du code LPC essentiellement à l' cole comparativement aux enfants ayant bénéficié plus précocement de la LPC à la maison (score 14/36 vs 21/36) ; ces derniers atteignent le même niveau de lecture que les enfants entendants, ayant le même niveau d'orthographe.

Notons que ces résultats sont à interpréter avec prudence car un biais de confusion lié à la langue principale utilisée au domicile est possible. Les auteurs ne précisent pas le nombre d'enfants dont le français parlé est la langue principale, alors qu'ils suggèrent des différences possibles puisque 79 % vs 100 % des parents sont entendants selon les groupes. Ni la proportion d'enfants issus de familles utilisant une langue étrangère au domicile ni la répartition des catégories socioprofessionnelles n'est précisée (220).

En conclusion, cette étude montre qu'à 8 ans, à niveau d'orthographe équivalent, les enfants ayant bénéficié de la LPC à la maison, en moyenne à 18 mois, obtiennent au même âge le même niveau de lecture que les enfants entendants. Cela ne permet pas de conclure de manière générale que la LPC utilisée précocement permettrait d'acquérir au même âge que les enfants entendants un même niveau de lecture, car la proportion d'enfants obtenant le score moyen d'orthographe en population générale n'est précisée pour aucun des groupes.

La quatrième publication avait pour objectif d'appréhender les représentations phonologiques de la langue à partir de la capacité de l'enfant à identifier des rimes (expérience 1) ou à en écrire (expérience 2), selon qu'il utilise ou non la LPC à domicile ou à la maison (217). Ces deux groupes d'enfants sont comparés à des groupes d'enfants sourds qui s'expriment uniquement en parlant (sans LPC) ou en langue des signes et à un groupe d'enfants entendants (tableau 3.16). La population des enfants sourds concerne des enfants de plus de 4 ans dont le seuil auditif est très élevé (seuil > 65 dB HL, moyenne > 90 dB HL). Les résultats nécessitent d'être interprétés avec une grande prudence, en particulier car les modalités de recrutement des enfants ne sont pas explicites et que des biais d'analyse sont possibles (pas de prise en compte des résultats des enfants n'ayant pas compris la consigne par exemple). Cette étude fait état des données suivantes concernant les enfants sourds utilisant la LPC à domicile et à l' cole (217) :

- ils ont bénéficié de la LPC au moins deux fois plus tôt que ceux l'utilisant uniquement à l' cole (expérience 1 : 28 vs 56 mois ; expérience 2 : 39 vs 85 mois) ;
- concernant leur capacité à identifier des paires de mots qui riment, lorsque ceux-ci leur sont présentés sous forme d'images, leurs résultats ne sont pas statistiquement différents de ceux des enfants entendants ; en revanche, les résultats des enfants sourds s'exprimant uniquement en parlant ou en langue des signes sont statistiquement inférieurs à ceux des enfants entendants ; la LPC proposée précocement et au domicile permettrait donc d'acquérir une bonne représentation phonologique chez des enfants sourds ayant un seuil auditif élevé ;
- concernant leur capacité à écrire des mots qui riment avec ceux qui leur sont présentés sous forme d'image ou de texte, leurs résultats sont significativement inférieurs à ceux des enfants entendants ; après ajustement sur le niveau de lecture, ils ont de meilleurs résultats

que les enfants utilisant la LPC uniquement à l' cole ; la bonne représentation phonologique ne serait pas suffisante chez ces enfants pour leur permettre de manipuler aisément les rimes ;

- leur moyenne d'âge est de 10 mois supérieure à la moyenne d'âge des enfants entendants ayant le même niveau de lecture (expérience 2 : groupes appariés sur le niveau de lecture des enfants sourds) ; cette différence est très inférieure à la différence d'âge observée entre les enfants entendants et les enfants sourds utilisant la LPC uniquement à l' cole ; ces derniers, de moyenne d'âge de 16 ans et 11 mois, utilisant en moyenne la LPC à l' cole depuis l'âge de 7 ans, ont un niveau de lecture apparié avec des enfants entendants de 10 ans et 4 mois, soit une différence d'âge de plus de 6 ans (217) ; l'utilisation de la LPC au domicile chez des enfants avant l'entrée à l' cole pourrait donc également avoir un intérêt pour l'acquisition de la lecture. Néanmoins, cette hypothèse nécessite d'être confirmée par des études mesurant spécifiquement les capacités de lecture de l'enfant sourd.

En conclusion, cette étude semble montrer que la LPC pourrait apporter certains bénéfices pour le développement de la langue parlée (aspects phonologiques) chez les enfants sourds capables de comprendre la consigne (la proportion de ces enfants n'est pas précisée) et ayant bénéficié de la LPC à l' cole et au domicile depuis l'âge de 2 ans et demi en moyenne. Des bénéfices pourraient être attendus sur l'acquisition de la lecture, mais aucune conclusion fiable sur ce point n'est possible en attente d'études ultérieures, centrées spécifiquement sur ce critère de jugement.

3.3.7  ducation oraliste, auditive, verbo-tonale

L' ducation oraliste (*« auditory-oral approach »*) a pour objectif principal d'aider les enfants sourds à apprendre à parler (222). En France, l'*«  ducation oraliste,  cole de pensée, qui fait le choix de n'utiliser que la langue orale et écrite à l'exclusion de tout autre mode langagier »* est distingu e de l'*«  ducation orale »*, qui peut *« tout à fait être envisagée dans le cadre d'une éducation bilingue »* (33).

L' ducation auditive (*« auditory-verbal approach »*) a pour objectif principal d'aider l'enfant à écouter, objectif principal dont découle l'objectif secondaire, celui de l'aider à parler (223). Cet entraînement à la discrimination auditive sans canal visuel concerne les sons environnants, ainsi que les sons de la parole d'autrui et de la parole produite par l'enfant.

L'approche verbo-tonale, associée à une éducation auditive intensive, a pour objectif d'aider l'enfant à maîtriser la prosodie du message parlé (33). Cette méthode valorise la polysensorialité et l'utilisation du corps dans sa globalité pour la production des sons de la parole.

Ces approches reposent toutes trois sur une optimisation de l'audition de l'enfant à partir d'audioprothèses ou d'implants cochléaires et sur des séances individuelles ou collectives d'écoute et de production de la parole.

Quatre publications  dit es depuis 2000 et centrées sur les approches auditives ont été identifiées (33,224-226) (tableau 3.17). Deux n'ont pas été incluses dans ce travail car il s'agit de revues générales (33,226).

Notons qu'aucune étude publiée depuis 2000 n'a évalué l'approche verbo-tonale ni l'approche oraliste. Cette dernière était l'approche prédominante avant les années 1980, et ses limites pour le développement de la langue parlée et écrite ont été largement débattues et critiqu es dans les années 1980 (218).

La publication israélienne est une étude transversale présentant 5 expérimentations différentes ayant pour objectif d'évaluer la compréhension de phrases, selon leur structure grammaticale (avec ou sans subordonnée relative, avec ou sans forme passive), chez 20 enfants sourds scolarisés en  cole primaire ordinaire (224). Leur moyenne d'âge au moment de l'évaluation est 8 ans et 9 mois [7 ans et 8 mois ; 9 ans et 9 mois] (expériences 1 et 2). Le seuil auditif moyen n'est pas précisé (surdité moyenne à profonde). Ces enfants portent tous une aide auditive ; ils ont tous suivi un programme d'éducation avec communication parlée depuis l' cole maternelle. Ce programme d'éducation avec communication parlée n'est pas détaillé. Parallèlement à leur scolarité, ils suivent des cours individuels de soutien par un enseignant spécialisé. Les résultats des enfants sourds sont comparés à un groupe témoin d'enfants entendants issus du même milieu socio-culturel et pour lesquels l'enseignement vient juste d'aborder les points de grammaire évalués. Les enfants entendants ont en moyenne 2,5 ans de moins que le groupe d'enfants sourds. Les auteurs ne mettent pas en évidence de différence entre les groupes d'enfants sourds et entendants dans la compréhension de phrases parlées ayant une structure sujet-verbe-complément, une subordonnée relative du sujet (taux de compréhension moyen par les enfants sourds : 95 %) ; en revanche, des différences significatives sont observées concernant la compréhension ou la production de phrases avec subordonnées relatives sur le complément d'objet (taux de réussite pour la compréhension de phrases relatives du complément d'objet, sourds *versus* entendants : 68 % vs 86 %, $p = 0,007$).

L'étude allemande est un suivi prospectif sur 2 ans d'enfants sourds de moins de 6 ans (seuil auditif > 90 dB HL) qui suivent un programme d'éducation auditive (« *auditivo-verbal* ») dit « naturel » (225). Ce dernier n'est pas décrit précisément, mais ses principes sont explicités :

- suivi précoce de l'enfant ;
- optimisation régulière des aides auditives ;
- suivi de l'acceptation et utilisation de l'aide auditive ;
- soutien familial et professionnel pour l'écoute et la parole fondé sur :
 - une langue parlée spontanée, sans hyperarticulation, avec volume et variations normales,
 - des activités spécifiques où la parole est explicitée par tout support visuel,
 - une sollicitation du dialogue au cours du jeu,
 - une utilisation des expressions faciales et gestuelles habituelles pour des personnes entendants,
 - pas d'utilisation de la langue des signes ou de la langue signée.

La méthode de cette enquête est peu décrite, ne permettant pas d'éliminer certains biais (seuls 54,4 % des enfants éligibles ont été inclus, les perdus de vue semblent plus nombreux parmi les plus jeunes, certains critères de jugement sont flous). Sous réserve de ces limites, les auteurs montrent que :

- l'éducation auditive débute en moyenne à 10 mois, soit 3 mois après la mise en place d'une audioprothèse ;
- les principes du programme sont strictement suivis seulement par environ une moitié des parents et des professionnels ;
- le réglage optimal des audioprothèses n'est effectif que chez 40 % des enfants ;
- la proportion des enfants appareillés par une audioprothèse diminue au cours du temps pour aboutir en fin d'étude ( ge moyen : 4,5 ans)   une proportion de 54 % d'enfants porteurs d'implants cochléaires ;
- un tiers des enfants après un an (moyenne d'âge : 3 ans) et la moitié des enfants après 2 ans de suivi (moyenne d'âge : 4,5 ans) atteignent un score de développement du langage (langue parlée) dans les limites de la normale (score $\geq 10^e$ percentile en population générale, c'est-à-dire score supérieur au score atteint par les 10 % d'enfants entendants ayant les scores les plus faibles en population générale).

3.3.8 Interventions bilingues dans le cadre d'une approche audiophonatoire

► Effet principal attendu avant 6 ans : acquisition de la langue des signes et de la langue parlée

Bien que l'apprentissage de la langue des signes fasse partie des programmes d'intervention précoce qui ont été détaillés dans les publications de la section 3.1.3, aucune étude identifiée n'a évalué spécifiquement l'effet de ces interventions, ni sur l'acquisition de la langue des signes ni sur celle de la langue parlée, que ce soit comparativement à des enfants entendants pour la langue parlée, à des enfants sourds de parents utilisant la langue des signes pour cette langue, ou par rapport aux enfants sourds à qui ne serait proposée que la langue parlée.

► Effet secondaire attendu au-delà de 6 ans : acquisition de la la langue écrite

Une seule étude postérieure à 2000 ayant analysé le lien entre une intervention bilingue et les performances en français ou anglais écrit a été identifiée (227). Il s'agit d'une étude transversale chez des enfants ayant suivi une éducation bilingue français-langue des signes en Suisse romande (227). Les auteurs montrent que les résultats en français écrit sont associés à la bonne maîtrise des capacités de narration en langue des signes, mais les éléments relatés dans la publication sont trop incomplets pour tirer une conclusion sur l'efficacité d'une éducation bilingue ( ge, seuil auditif, intervention effectuées auprès des enfants, résultats bruts non précisés) (tableau 3.18).

► Perspective des parents

Le point de vue des parents concernant spécifiquement l'impact des interventions bilingues ne semble pas avoir été évalué récemment. Aucune étude publiée depuis 2000 n'a été identifiée.

3.3.9 Contenu des programmes d'intervention précoce selon une approche audiophonatoire

Aucun article ayant évalué les résultats obtenus après mise en œuvre d'un programme d'intervention précoce selon une approche audiophonatoire n'a apporté de précision complémentaire relative au contenu des programmes, comparativement à ce qui a été identifié dans le cadre général des interventions précoces (cf. section 3.1.3). Rappelons que les études détaillées de ce chapitre pr c dent s'inscrivent toutes dans une approche audiophonatoire, puisque la stimulation par aide auditive conventionnelle ou implants est systématiquement citée par les études détaillées dans la section 3.1.3.

3.3.10 Recommandations de la HAS : mise en œuvre d'une approche audiophonatoire

► Objectifs

Avant 3 ans, les objectifs de développement de la communication et du langage sont :

- maintenir et développer toutes formes de communication, verbale ou non verbale, entre l'enfant et son entourage ;
- améliorer la perception auditive ;
- développer les capacités de l'enfant en compréhension et expression en français parlé ;
- introduire progressivement, comme pour tout enfant, la modalit  écrite du français, en particulier à partir de situations de la vie quotidienne (lecture d'histoires, graphismes, etc.).

Lorsque les parents choisissent une éducation avec une communication bilingue, un objectif complémentaire s'ajoute aux objectifs précédents :

- développer les capacités de l'enfant en compréhension et expression en LSF.

► **Recommandations communes à l'ensemble des programmes de mise en œuvre de l'approche audiophonatoire**

Il est recommandé de maintenir et développer toute forme de communication à partir des différentes afférences sensorielles, visuelles, tactiles, proprioceptives et auditives (communication multimodale) au cours des rencontres effectuées avec l'enfant et sa famille dans le cadre de l'intervention précoce. Il s'agit de soutenir, le plus tôt possible, une appétence communicationnelle et relationnelle en donnant à l'enfant sourd un moyen d'expression précoce qui lui permet d'exprimer l'ensemble de ses besoins, affects et désirs.

Il est recommandé que les gestes arbitraires ou iconiques soient utilisés en appui de l'oral selon les besoins de l'enfant, le souhait et les capacités de la famille : signes empruntés à la langue des signes (LSF), code gestuel intrafamilial, clés de la langue française parlée complétée (LPC).

L'acquisition du français dans ses deux modalités (langue parlée et écrite) nécessite :

- la stimulation de la fonction auditive par l'intermédiaire d'appareils conventionnels d'amplification puis, si indiqué, d'implants cochléaires (cf. annexe 6 des recommandations) ;
- l'imprégnation linguistique quotidienne de l'environnement ;
- un apprentissage explicite avec des réductions orthophoniques plurihebdomadaires centrées sur l'apprentissage de la parole, de la lecture labiale et sur les acquisitions lexicales et syntaxiques de cette langue. Cet apprentissage n'exclut pas l'acquisition de la langue des signes dont le lexique et la structure grammaticale sont différents.

Une procédure d'appareillage à l'aide d'appareils conventionnels d'amplification est recommandée dans les 3 mois qui suivent le diagnostic, pour tout enfant présentant une surdité bilatérale permanente dont le seuil auditif est supérieur à 40 dB HL. Ce délai peut cependant être allongé jusqu'à 6 mois lorsque le diagnostic a été posé avant l'âge de 6 mois, notamment s'il s'agit d'une surdité moyenne. L'adaptation prothétique est binaurale et stéréophonique, sauf contre-indication clinique. Le port régulier des aides auditives est recommandé pour renforcer l'efficacité de l'appareillage dans cette période de grande plasticité cérébrale et développementale.

Les parents doivent être très précisément informés dans le cadre de la prise en charge audioprothétique sur les appareils de correction auditive, sur la nécessité de l'appareillage et le bénéfice que l'enfant pourra en retirer ainsi que sur les contraintes qui sont liées au port de l'appareil. Ces informations renforcent et complètent les premières informations données par l'ORL lors de l'annonce du diagnostic.

Il est recommandé de porter une attention particulière à l'accompagnement des parents lors du processus d'acceptation de l'appareillage ainsi qu'au moment de la mise en place des appareils. Les échanges avec la famille doivent par ailleurs tenir compte de leur crainte de rencontrer des difficultés d'acceptation au sein de la famille ou de l'entourage social, car les aides auditives rendent visible la surdité, qui jusqu'alors ne l'était pas.

L'appareillage effectué par l'audioprothésiste ne doit pas se limiter à la mise en place d'un appareil, mais inclut le choix et l'adaptation, le contrôle d'efficacité immédiat et permanent ainsi que l'éducation prothétique. Cette  ducation prothétique concerne les différentes démonstrations pratiques de mise en place et de maintenance des aides auditives, les conseils et consignes concernant leur utilisation, la validation de leur efficacité et les explications concernant les éventuels réglages.

Cette  ducation prothétique doit évoluer au cours du temps afin de s'adapter aux réactions de l'enfant et à l'évolution du développement de la langue parlée constatée lors des contrôles du suivi permanent. Ce suivi s'intègre dans le cadre d'une prise en charge interdisciplinaire en collaboration étroite et permanente avec la famille.

Dans le cadre d'une surdité congénitale ou acquise avant le développement de la langue parlée, lorsque l'enfant présente les critères d'indication d'un implant cochl aire³⁸, il est recommandé que les parents soient informés avant les 18 mois de l'enfant, et le plus tôt possible si l'enfant est plus  g , des possibilités de stimulation de la fonction auditive offertes par l'implant cochléaire : résultats attendus, compatibilité de ce projet dans le cadre d'une éducation bilingue, et de ses contraintes : risques de complications ou réinterventions, nécessité de la poursuite de la r education orthophonique dans les années suivantes, impact financier (cf. argumentaire section 6.4.7). Il est recommandé d'informer les parents que les résultats attendus sur la perception auditive et le développement de la langue parlée seront meilleurs si l'implantation a lieu avant les 2 ans de l'enfant (grade C).

Il est recommandé qu'une éducation auditive soit régulièrement dispensée par un professionnel spécialisé pour développer l'intérêt puis la connaissance du monde sonore (bruits quotidiens et reconnaissance de la parole). Les nombreux outils et jouets musicaux adaptés, à disposition des professionnels, favorisent la participation de l'enfant aux activités de découverte du monde sonore et vocal. Cette  ducation auditive nécessite que l'appareillage soit mis en place et que les activités soient pratiqu es de façon ludique.

Il est recommandé de développer les capacités d'expression de l'enfant par un travail spécifique de contrôle du souffle et de la voix et par l'encouragement de l'expression de l'enfant en français parlé lors des activités de la vie quotidienne.

Deux séances hebdomadaires pour les cas de surdités moyennes, 3 ou 4 séances hebdomadaires pour les surdités sévères et profondes sont recommandées.

► **Approche audiophonatoire et projet éducatif**

Les programmes d'intervention précoce proposant une approche audiophonatoire ont pour principe de stimuler la voie auditive en vue de développer la langue parlée (compréhension et expression). Ils peuvent entrer dans le cadre de projets d'éducation avec « communication en langue française » ou de projets d'éducation avec « communication bilingue, langue des signes française et langue française ».

Dans le cadre d'un projet d'éducation avec « communication en langue française », le français parl ³⁹ constitue la langue première de l'enfant. Avant 3 ans, deux types de programmes d'intervention précoce audiophonatoire en français sont classiquement décrits en fonction du mode de communication verbale principalement utilisé avec l'enfant sourd :

- une communication en langue française parlée complétée (LPC) ; la langue utilisée est le fran ais⁴⁰ ; la LPC facilite la compréhension et les échanges lors de situations dans lesquelles le français parlé est difficilement perçu par l'enfant ; le message émis en français par la personne qui lui parle est complété simultanément par un code gestuel qui permet de lever les ambiguïtés de la lecture labiale, en respectant le vocabulaire et la grammaire du français ; lorsqu'il parle, l'enfant sourd n'a pas besoin d'utiliser ce code, sauf s'il échange avec une autre personne sourde utilisant la LPC ; dans ce type de programme, il est recommandé de proposer aux parents d'apprendre et d'utiliser au domicile les clés de la langue française parlée complétée, si possible avant que l'enfant entre à l' cole (grade C) ;
- ou une communication en français signé, appelée également fréquemment « communication totale » ; la langue utilisée est le français ; la compréhension ou l'expression par l'enfant sourd du message exprimé en français parlé est soutenue par l'utilisation simultanée de signes isolés de la LSF employés dans l'ordre des mots de la phrase en français. Cet ordre est diff rent de celui utilisé en LSF pour exprimer la même idée, car la grammaire de la LSF et celle du français sont différentes.

³⁸ Les indications des implants cochléaires sont définies, hors cas particulier, par un avis rendu par la HAS en 2007 (cf. annexe 6 des recommandations).

³⁹ Entre 0 et 3 ans, lorsque la langue maternelle est une autre langue parlée, la langue première de l'enfant peut être une langue parlée différente du français.

⁴⁰ Le code LPC existe également pour d'autres langues que le français.

En l'état actuel des connaissances scientifiques (134), il n'a pas été possible de recueillir un consensus entre les différents acteurs pour proposer de recommander l'un plutôt que l'autre de ces programmes d'intervention précoce audiophonatoire en français (cf. argumentaire section 6.4.1). En revanche, un consensus se dégage nettement pour recommander de ne plus proposer aux enfants sourds des programmes d'intervention précoce exclusivement en français parlé sans le soutien d'un support gestuel complémentaire.

Dans le cadre de projets d'éducation avec « communication bilingue », l'approche audiophonatoire permet de proposer un programme d'intervention précoce où le français parlé est proposé alternativement avec la LSF, sans préjuger de la langue première qui sera utilisée par l'enfant pour s'exprimer. La communication et les échanges dans la vie quotidienne peuvent avoir lieu dans l'une ou l'autre langue. La LSF facilite la compréhension et les échanges lors de situations dans lesquelles le français parlé est difficilement perçu par l'enfant. L'utilisation des deux langues permet à l'enfant de développer les spécificités de toute personne bilingue : imprégnation de deux cultures, stratégies de compensation entre les deux langues, flexibilité cognitive. La mise en œuvre d'un programme d'intervention audiophonatoire en français, avec LSF, doit respecter les conditions requises pour toute approche audiophonatoire conjointement à celles requises pour l'approche visuogestuelle.

Afin de respecter leur projet éducatif conformément à la loi⁴¹, dès lors que les parents souhaitent que leur enfant sourd ait une éducation avec « communication bilingue » visant à développer le français dans ses deux modalités (français parlé et français écrit), il est recommandé de proposer à l'enfant et à ses parents le plus tôt possible une approche audiophonatoire associée à un environnement leur permettant d'acquérir la LSF et non seulement le français signé, ce dernier ne visant que la « communication en langue française ».

3.4 Modalités de mise en œuvre d'une approche visuogestuelle

Ce chapitre a pour objectif de préciser quelles sont les différentes modalités de mise en œuvre de programmes d'intervention précoce visant l'acquisition première de la langue des signes, dans le cadre d'une approche visuogestuelle.

L'apprentissage de la langue des signes a pour objectif principal de permettre à l'enfant sourd d'accéder au langage et de communiquer le plus précocement possible par l'intermédiaire de cette langue. Ces échanges nécessitent que les interlocuteurs de l'enfant connaissent ou apprennent également cette langue.

Au vu des objectifs de ce travail, centré sur le développement du langage et de la communication chez l'enfant sourd avant 6 ans, l'analyse de la littérature a porté sur les études d'intervention ou observationnelles ayant évalué les effets des situations ou interventions visant l'apprentissage de la langue des signes sur la compréhension et l'expression en langue des signes (effet principal attendu) ; les effets de l'acquisition de la langue des signes sur l'acquisition de la langue parlée ou écrite du pays (effet secondaire potentiel) ont été analysés précédemment (section 3.2.2).

L'analyse de la littérature n'a pas eu pour objectif de montrer les bénéfices de l'acquisition de la langue des signes sur d'autres aspects que ceux relatifs au développement du langage et de la communication, en particulier sur le développement cognitif de l'enfant, même si ces aspects sont essentiels dans le cadre du développement global de l'enfant. Rappelons que les études ayant évalué le lien entre développement psychique et modes de communication ont été abordées dans le chapitre section 4.

⁴¹ Loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Aussi importantes soient-elles, les études suivantes relatives à l'acquisition de la langue des signes n'ont pas été incluses car :

- il ne s'agit pas d'études observationnelles où le nombre d'enfants sourds inclus est inférieur à 10 (228-230) ;
- l'âge auquel l'intervention a été proposée n'est pas précisé ou est postérieur à 6 ans (231,232) ;
- le critère de jugement ne concerne pas directement le développement du langage ou de la communication, mais les aspects cognitifs du développement de l'enfant (233-237,237-239) ;
- il s'agit d'une revue générale et non d'une revue systématique (240-243).

3.4.1 Perspective professionnelle

Ce chapitre a pour objectif de préciser les niveaux d'acquisition en langue des signes et en langue écrite du pays après des interventions précoces selon une approche visuogestuelle.

► Niveau d'acquisition de la langue des signes après approche visuogestuelle

De même que l'acquisition de la langue parlée se fait spontanément chez l'enfant entendant entouré de personnes qui parlent, l'acquisition de la langue des signes se fait spontanément lorsque les personnes présentes dans l'environnement immédiat de l'enfant utilisent cette langue.   cet égard, la situation la plus caractéristique est celle des enfants, sourds ou entendants, de parents utilisant cette langue comme langue principale de communication.

Cependant, cette situation idéale pour l'acquisition de la langue des signes est peu fréquente puisque 95 % des enfants sourds naissent de parents entendants (56). La probabilité que ces familles connaissent la langue des signes est très faible puisque l'on estime que cette langue est utilisée par 119 000 personnes en France, soit environ par 2 personnes sur 1.000 (60,61). L'enjeu pour l'enfant sourd de parents entendants, ne connaissant pas la langue des signes, est de connaître les différentes interventions, centrées sur l'enfant ou sur ses parents, qui permettent à l'enfant sourd d'accéder au langage par l'intermédiaire de cette langue.

L'analyse de la littérature s'est efforcée de rechercher les points suivants :

- quelles sont les interventions qui permettent à l'enfant sourd d'acquérir la langue des signes lorsque ses parents ou proches ne connaissent pas cette langue ?
-   quel âge doivent être proposées ces interventions, si l'on souhaite que l'enfant sourd dont les parents ne connaissent pas cette langue initialement puisse obtenir une maîtrise de cette langue similaire à celle d'enfants nés de parents l'utilisant dès leur naissance (dès le stade des interventions précoces, à l'entrée en maternelle, à l'entrée à l' cole primaire) ?

Deux études publiées depuis 2000 ayant évalué le niveau acquis en langue des signes américaine (ASL) en fonction de l'exposition de l'enfant à cette langue comme langue première ou langue seconde ont été décrites précédemment ; elles montrent que plus la langue est proposée précocément, plus le niveau de la langue des signes acquis par l'enfant au cours de son développement est élevé, en particulier si la langue parlée n'est pas acquise à 5 ans (133,135) (cf. section 3.2.2 ; tableau 3.5).

Une troisième étude, transversale, réalisée en pays anglophone, a pour objectif d'identifier les relations entre niveau en langue des signes et en anglais écrit ; elle donne cependant des informations sur le niveau acquis en ASL en fonction de l'âge et du statut auditif des mères (sourdes ou entendants) (141) (tableau 3.6). Une quatrième étude, observationnelle, réalisée en Finlande, a pour objectif d'évaluer le lien entre niveau en langue des signes finlandaise et différents paramètres, dont l'utilisation précoce de la langue des signes au domicile (244) (tableau 3.6).

- L'étude, effectuée auprès de l'ensemble des enfants sourds scolarisés en structure spécialisée en Californie, montre que les niveaux obtenus entre 8 et 15 ans en langue des

signes (compréhension et production) varient significativement selon que la mère est sourde ou entendant. Entre 8 et 11 ans, 22 % des enfants de mère entendant obtiennent un niveau élevé en langue des signes pour 38,5 % des enfants de mère sourde. Au même âge, un enfant sur deux de mère entendant et un enfant sur quatre de mère sourde n'est parvenu qu'à un faible niveau de langue des signes (141).

- L'étude la plus récente est une étude finlandaise effectuée auprès de 86 enfants sourds de 5 à 15 ans, soit un tiers des enfants finlandais utilisant la langue des signes (244). Elle a étudié le lien entre les compétences en langue des signes en fonction du développement précoce de la langue des signes ($r = 0,63$, $p < 0,001$), les mouvements en série de la main ($r = 48$; $p < 0,001$) ou des doigts, l'instruction de la langue des signes au domicile ($r = 46$, $p < 0,001$) et la première langue des parents ($r = 34$, $p < 0,001$, 74 parents utilisent le finnois, 10, la langue des signes finnoise comme première langue et 2, le suédois). Après analyse multivariée, la capacité à reproduire des séries gestuelles et le développement précoce d'une communication signée expliquent 51 % de la variance du modèle (244). Néanmoins, des conclusions pragmatiques sur l'âge auquel devrait être proposée la langue des signes sont difficiles puisque la notion « précoce » n'est pas explicitée, et le niveau de langue obtenu par rapport au niveau attendu n'est pas discuté.

► Contenu des interventions visant l'acquisition de la langue des signes

Dans la mesure où aucune étude ayant évalué les interventions en langue des signes ne précise le contenu de ces interventions, l'analyse non exhaustive d'avis d'auteurs et les échanges au sein du groupe de travail permettent de constater que :

- l'objectif des interventions visant l'acquisition de la langue des signes chez l'enfant de moins de 6 ans est de créer un environnement où sera pratiqu e cette langue. Les interventions effectuées avant l'entrée à l' cole ne sont pas des interventions éducatives visant à enseigner à l'enfant la langue des signes, mais ont pour objectif de lui proposer un environnement où cette langue est utilisée. L'enseignement de la langue des signes française, tout comme celui du français, relève de la responsabilité de l'éducation nationale dès lors que les parents ont fait le choix d'une éducation « avec communication bilingue » et que l'enfant atteint l'âge d'entrer à l' cole (25) ;
- cette langue peut être proposée aux enfants sourds de moins de 6 ans sous différentes formes :
 - dans le cadre de leur environnement familial, si les proches de l'enfant (parents, fratrie, etc.) utilisent cette langue quotidiennement (situation idéale, mais rare) ;
 - dans le cadre social, avant l'entrée à l' cole, en faisant garder son enfant chez une assistante maternelle utilisant la langue des signes ou en structure collective où des professionnels connaissent cette langue (40) ;
 - dans le cadre associatif, favorisant la rencontre de parents sourds utilisant cette langue et de parents entendants ne l'utilisant pas, en présence de leurs enfants (40) ;
 - dans le cadre de programme d'intervention précoce (cf. section 7.1.6). Les interventions proposées concernent soit l'enfant (87), soit les parents à qui l'on propose des formations en langue des signes afin qu'ils puissent l'utiliser avec leur enfant dans leur environnement quotidien (129,131). Lorsque l'intervention est proposée directement auprès de l'enfant, les formations sont réalisées par un intervenant en langue des signes ou un éducateur spécialisé pour les enfants sourds ; elles sont hebdomadaires dans 63 % des cas, pour une durée d'une heure par semaine, mais moins fréquentes dans 37 % des cas (87) (tableau 3.1) ;
- dans le cadre d'interventions éducatives après les 3 ans de l'enfant, dans des structures scolaires, médico-éducatives ou médico-sociales.

► Conclusion

Les études ayant décrit les niveaux d'acquisition en langue des signes après exposition de l'enfant à cette langue ne décrivent pas les interventions proposées à l'enfant et à ses

parents, mais uniquement l'âge et le lieu (famille ou  cole) auxquels l'enfant a été exposé à cette langue.

Lorsque la langue des signes est proposée comme la ou une des premières langues, le niveau d'acquisition de la langue écrite, seconde langue, dépend du niveau de langue des signes acquis au préalable (niveau de preuve 4) (141). Le niveau de langue acquis en langue des signes dépend de l'âge auquel la langue a été proposée et de l'acquisition antérieure ou non d'une langue parlée (niveau de preuve 3) (135,137,138) (cf. section 3.2.2).

3.4.2 Perspective des parents

Le point de vue des parents concernant spécifiquement les interventions visant à acquérir la langue des signes comme langue première ne semble pas avoir été évalué récemment. Aucune étude publiée depuis 2000 n'a été identifiée.

3.4.3 Recommandations de la HAS : mise en œuvre de l'approche visuogestuelle

► Objectif de développement de la communication et de la langue

Avant 3 ans, les objectifs de développement de la communication et du langage sont :

- maintenir et développer toutes formes de communication, verbale ou non verbale, entre l'enfant et son entourage ;
- développer les capacités de l'enfant en compréhension et expression en LSF ;
- introduire progressivement, comme pour tout enfant, la modalit  écrite du français, en particulier à partir de situations de la vie quotidienne (lecture d'histoires, graphismes, etc.).

► Recommandations

Il est recommandé de maintenir et développer toute forme de communication à partir des différentes afférences sensorielles demeurées actives, au cours des rencontres effectuées avec l'enfant et sa famille dans le cadre de l'intervention précoce. Il s'agit de soutenir, le plus tôt possible, une appétence communicationnelle et relationnelle en donnant à l'enfant sourd un moyen d'expression précoce qui lui permet d'exprimer l'ensemble de ses besoins, affects et désirs. Il est proposé de privilégier la communication en partant des compétences fonctionnelles de l'enfant, en particulier visuelles et motrices, et non des afférences déficitaires.

La langue des signes est une langue permettant de s'exprimer avec les mêmes capacités d'abstraction, de finesse et de registre de langue que toute langue parlée. L'acquisition du langage en langue des signes suit les mêmes processus et la même chronologie que celle de l'enfant ordinaire en langue parlée, sous réserve que l'enfant sourd soit placé dans les conditions équivalentes de stimulation, de transmission et de communication.

Il est recommandé que les programmes d'intervention précoce visuogestuelle proposent dans les lieux d'accueil de l'enfant un espace de jeu, d'activités et de rencontre où la LSF soit utilisée, si possible par plusieurs interlocuteurs sourds ou entendants, au minimum 5 heures par semaine.

Il est recommandé que des professionnels sourds compétents, formés à l'enseignement de la langue et à l'aspect relationnel et éducatif fassent partie des équipes d'accueil.

Afin que les conditions de stimulation, de transmission et de communication de toute langue soient respectées et que cette langue puisse permettre à l'enfant sourd de participer pleinement à la vie quotidienne, il est nécessaire que les interlocuteurs de l'enfant, en particulier ses parents et frères et s eurs ou les personnes qui en assurent la garde quotidienne, connaissent ou apprennent cette langue. Il est recommandé de vérifier la nécessité ou non de proposer une aide à la famille en vue d'acquérir cette langue, en particulier de distinguer si la famille utilise du français signé ou la LSF, et de mettre en œuvre les moyens spécifiques pour les familles ne maîtrisant pas cette langue. L'immersion

linguistique peut prendre la forme, selon le moment et en fonction des besoins repérés, de cours de LSF ou d'accompagnement à la communication en situation réelle dans les lieux habituels de l'enfant.

► **Approche visuogestuelle et projet éducatif**

Dans le cadre d'un programme d'intervention précoce par approche visuogestuelle, la LSF constitue la langue première de l'enfant. Cette approche sera associée secondairement à l'introduction progressive puis à l'apprentissage du français écrit pour devenir un projet d'éducation « avec communication bilingue ».

4 Comment évaluer la communication et le langage de l'enfant sourd ?

Afin de répondre à cette question, l'analyse de la littérature s'est appuyée successivement sur les :

- recommandations et revues systématiques spécifiques de la surdité (cf. section 4.1) ;
- principales échelles de développement de la communication sociale précoce (cf. section 4.2) ;
- outils d'évaluation de la langue parlée (cf. section 4.3) ;
- outils d'évaluation de la langue des signes (cf. section 4.4) ;
- outils d'évaluation de la langue écrite (cf. section 4.5) ;
- la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé, version enfant (cf. section 4.6).

L'objectif de l'évaluation de la communication et du langage de l'enfant sourd est double :

- permettre un suivi de l'évolution du langage et des capacités de communication, afin de s'assurer du développement régulier et harmonieux de ceux-ci ;
- identifier un éventuel retard par rapport aux enfants du même âge, pour adapter au mieux les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins particuliers de l'enfant, en particulier au moment de l'entrée à l' cole.

L'évaluation de la communication et du langage de l'enfant sourd s'inscrit dans le cadre d'une évaluation pédiatrique plus g n rale⁴² prenant en compte :

- une évaluation des fonctions auditives, avec et sans appareillage :
 - détection et discrimination des sons,
 - localisation et latéralisation des sons,
 - discrimination des sons de la parole par rapport à d'autres sons ;
- une évaluation des fonctions visuelles;
- une évaluation des fonctions mentales:
 - globales, en particulier avant 6 ans, les fonctions de sommeil, les fonctions psychosociales dont l'attachement, l'orientation dans l'espace et le temps, le tempérament et les conduites instinctuelles ;
 - spécifiques, en particulier avant 6 ans, l'attention conjointe, les fonctions psychomotrices et les perceptions visuelles et visuospatiales.

⁴² Les éléments proposés sont extraits de la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé pour les enfants et les jeunes,  dit e par l'Organisation mondiale de la santé.

4.1 Recommandations et revues systématiques spécifiques de la surdité

Trois recommandations internationales abordent la question de l'évaluation à mettre en œuvre pour le suivi d'un enfant sourd (59,91,92). Deux de ces recommandations abordent cette question uniquement sous l'angle de l'évaluation audiolinguistique et médicale (59,91)⁴³, et non sous l'angle du suivi du développement de la communication et du langage. Seul le Collège royal des orthophonistes britanniques propose des recommandations relatives à l'évaluation du développement de la communication et du langage, aussi bien l'enfant que l'adulte sourd. Elles sont fondées sur une analyse systématique de la littérature. Cependant, seule une étude, postérieure à 2000 et effectuée auprès de plus de 10 enfants, a été retenue par cette analyse (245) (tableaux 3.2 et 3.3). Ces recommandations britanniques reposent donc essentiellement sur un accord professionnel, dont on ne sait pas s'il est pluridisciplinaire ou non. Aucune de ces recommandations ne suggère des outils spécifiques d'évaluation.

Le Collège royal des orthophonistes britanniques recommande que l'évaluation de la communication et du langage de l'enfant comporte (92) :

- un historique clinique :  tiologie, âge au moment du diagnostic, informations audiolinguistiques, âge à la mise en place d'audioprothèses et d'interventions précoces, type d'amplification et recommandations d'utilisation, autres aides techniques, première langue (incluant la langue des signes), mode de communication préféré (langue parlée, langue des signes, langue signée, langue parlée complétée, communication gestuelle), langues utilisées dans la famille et l'environnement de l'enfant ;
- un contrôle du fonctionnement de l'appareil auditif ;
- une évaluation de l'utilisation de l'appareillage dans la vie quotidienne (domicile,  cole) ;
- une évaluation audio ou vidéo, si accord de l'enfant et de ses parents ;
- une évaluation de l'utilisation des différents mode de communication. L'évaluation de l'utilisation de la langue des signes doit se faire en étroite collaboration avec une personne s'exprimant couramment en langue des signes ;
- une évaluation de la communication pr verbiale, jeu symbolique, contact visuel, tour de communication, autonomie dans les situations d'interaction spontanée ou en contexte de communication ;
- une évaluation des interactions sociales (capacité à utiliser ou comprendre toute forme de gestes, les expressions faciales, les comportements de communication en relation avec la langue parlée et la langue signée) et des stratégies de compensation mises en place ;
- une évaluation de la compréhension et de l'utilisation du langage (langue parlée, écrite, signée). Il convient de savoir quelle est la première langue de l'enfant (langue maternelle, langue parlée du pays, langue des signes) ;
- une évaluation de la perception auditive avec ou sans appareil concernant les sons de l'environnement ou les sons de la parole ;
- une évaluation de la capacité de la lecture labiale ;
- une évaluation de l'intelligibilité de la parole ou des signes ;
- une évaluation des caractéristiques vocales (prosodie) ;
- une présentation et discussion des résultats de l'évaluation en équipe pluridisciplinaire ; cette équipe comprend le r f rent de l'enfant, l' cole, le psychologue et les parents.

Le rapport d'évaluation relatif aux audioprothèses et publié en 2008 à la HAS (4) a noté que l'utilisation des questionnaires d'évaluation de la satisfaction ou de la qualité de vie du patient n'a pas fait l'objet de consensus. Les études permettent de retenir comme valides un

⁴³ Ces deux aspects, fondamentaux du suivi d'un enfant sourd, ne font pas partie des questions à traiter dans le cadre de ces recommandations de la HAS (cf. section 1)

certain nombre de questionnaires spécifiques ou non de la surdité tels que APHAB, SADL, WHO-DAS II. Certains sont traduits en français (246,247).

4.2  valuer le développement de la communication sociale précoce

Les nombreuses échelles référencées dans le tableau 4.1 permettent d'explorer les grandes fonctions socio-communicatives. Elles correspondent à différents comportements comme partager, suivre et diriger l'attention, explorer, manipuler ou regarder un objet, sourire et offrir des objets. Le pointage, par exemple, est un geste qui apparaît dans le développement normal de l'enfant entre 9 et 13 mois. Il fait partie des comportements d'attention conjointe dirigée vers autrui, dans le but d'obtenir un objet ou de partager des centres d'intérêt. L'élaboration des comportements d'attention conjointe est soutenue par les interactions mère-enfant. Précurseurs du langage parlé ou gestuel, l'attention conjointe et le pointage ont une fonction de communication, mais également une fonction d'accès à la cognition : ils participent en effet à la fois à la constitution de la pensée et à celle des relations sociales. Les échelles de développement de la communication sociale précoce chez le bébé sourd sont issues des travaux de recherche portant sur des indices comportementaux chez le bébé entendant (tableau 4.1).

L'échelle du développement communicatif social précoce de Guidetti-Tourette est la seule échelle standardisée comprenant des étalonnages de 3   30 mois en population française générale (248,249). Aucune échelle spécifique de l'enfant sourd n'a été identifiée.

Avec l'accord des parents et de l'enfant, l'utilisation de la vidéographie peut permettre une objectivation structur e des interactions spontanées ou induites (245,250).

4.3  valuer la langue parlée

Il n'existe pas à l'heure actuelle en France de batteries psycholinguistiques complètes étalonnées et validées permettant d'apprécier les capacités de la langue parlée d'un enfant sourd. Le développement linguistique des enfants sourds reste donc mesuré à l'aide d'outils classiques destinés à l'évaluation du langage des enfants entendants⁴⁴. La démarche évaluative consiste le plus souvent à adapter les outils du langage disponibles à l'enfant sourd  g  de 0 à 6 ans (251,252).

Les outils français, détaillés ci-dessous (cf section 4.3.1) sont très nombreux et se r f rent à des âges bien définis du développement selon les recommandations de l'Anaes (2001) (253) ou selon les données des études de prévalence et longitudinales concernant les retards et perturbations d'acquisition du langage (254). Ils sont classés ci-dessous en 2 catégories :

- les outils de repérage du développement du langage, à travers la langue parlée ;
- les outils de diagnostic des troubles du langage, à travers la langue parlée.

4.3.1 Les outils de repérage du développement du langage, à travers la langue parlée

► Entre 12 mois et 3 ans et demi

Le repérage d'un retard de développement du langage parlé peut se faire très précocement entre 12 mois et 3 ans et demi. Ces outils peuvent permettre de déceler une surdité qui n'aurait pas été diagnostiquée au préalable ou de donner des repères sur le développement de la langue parlée de l'enfant sourd comparativement à celui d'enfants du même âge.

⁴⁴ Pour le détail de ces batteries, voir les recommandations de l'ANAES dont on retrouvera le texte intégral dans R education Orthophonique, 209, 2002. Voir aussi le texte concernant le bilan de langage oral de l'enfant de moins de 6 ans dans R education Orthophonique, 2007 (231) :276p.

Les outils de repérage disponibles sont répertoriés dans le tableau 4.2.

Dans le cadre du suivi du développement global de tous les enfants en France, le ministère de la Santé propose de suivre le développement du langage à partir des éléments suivants, décrits dans le carnet de santé élaboré en 2005 (255,256). Ces éléments sont complémentaires des éléments de suivi du développement global de l'enfant sur le plan de la motricité, de la préhension et des interactions sociales. Il n'est pas spécifié si les critères retenus concernent la langue parlée ou la langue des signes, mais certains sont typiquement exclusifs de la langue parlée :

-   2 mois :  met une réponse orale à une sollicitation
-   4 mois : vocalise
-   9 mois : réagit à son prénom
-   24 mois :
 - nomme au moins une image
 - associe deux mots
- Au cours de la troisième année
 - peut nommer 3 couleurs
 - dit son nom
 - fait des phrases de 3 mots
 - emploie des articles
 - utilise le « je »
 - comprend une consigne simple.

Un guide de pratique basé sur une revue non systématique de la littérature a été  dit  par la Société française de pédiatrie en collaboration avec le ministère de la Santé (257). Il concerne les troubles de l'évolution du langage chez l'enfant en général et n'est pas spécifique de l'enfant sourd. Certains tests peuvent être réalisés avant 6 ans.

Bien évidemment, dans le cas de l'enfant sourd, les outils de repérage des troubles dépassent largement le cadre du repérage d'un retard de développement du langage, tel que décrit dans le carnet de santé.

Les inventaires français du développement communicatif (258-260), version française adaptée du *McArthur Communicative Development Inventory*, concernent le développement du langage parlé entre 9 et 30 mois. Il s'agit de deux versions, l'une courte et l'autre longue, d'une interview des parents concernant les gestes, la production et la compréhension de mots. Les inventaires de communication ont été étalonnés dans une large population, et la prédictivité à 3 ans a été validée. Ils donnent des repères de l'évolution du langage parlé en France, très dépendant du niveau socioculturel maternel, avec des moments clés comme le babillage dupliqué acquis chez 99,5 % des enfants à 12 mois et la combinaison de mots acquise chez 92 % de la population à 24 mois.

La production du lexique et l'émergence des premières catégories syntaxiques chez l'enfant est l'un des phénomènes les plus spectaculaires dans toutes les langues du monde. Ce phénomène est marqué par un brusque accroissement du lexique vers 18 mois (50 mots) et de la grammaire entre 2 et 4 ans (33 mots grammaticaux différents à 30 mois). Les études à grande échelle sur 39 langues ont montré non seulement des variations interindividuelles considérables et une grande diversité culturelle entre les langues, mais aussi des régularités dans le rythme des acquisitions (261).

Le questionnaire « Langage et comportement » (262-264) est destiné au repérage par les enseignants des troubles du langage parlé à 3 ans et demi, en petite section de maternelle. Il a subi une validation interne ainsi qu'externe en comparaison à une batterie de langage parlé de référence (430 enfants ont bénéficié du questionnaire et de la batterie BEPL (Batterie d'évaluation psycholinguistique) (265). Une version courte, comportant 29 questions, a défini dans la population de référence, quatre situations :

- enfants sans difficultés (0 à 9 réponses négatives), soit 86,3 % des cas ;
- enfants à surveiller (10   13 réponses négatives) chez 7 % de la population ;
- enfants présentant des difficultés probables (14 à 17 réponses négatives) chez 3 % de la population ;
- enfants présentant des difficultés certaines (plus de 17 réponses négatives) chez 3,7 % de la population.

La validation externe objective une bonne valeur prédictive négative (92,2 %) mais au prix d'une faible valeur prédictive positive (54,1 %).

Ce questionnaire peut servir de guide de repérage aux retards du langage parlé pour les enseignants en donnant un score global.

Le DPL3 (Dépistage et prévention des troubles du langage à 3 ans (266,267) consiste en 10 questions courtes sur le langage et la communication ; il est destiné aux parents ou aux enseignants. La population d'étalonnage (439 enfants tout-venant, dont 152 revus ultérieurement) permet de définir un score dont les limites sont beaucoup trop larges par rapport à la fréquence estimée des troubles du langage à 3 ans-3 ans et demi (12 % des enfants avec un score faible de 0 à 2 sur 10 seraient donc à risque).

► **Entre 4 ans et 4 ans et demi**

L'ERTL 4 ( preuves de repérage des troubles du langage de l'enfant de 4 ans) permet un examen rapide en 5   10 minutes du langage parlé en donnant un score global très approximatif qui, dans l'étude initiale chez 526 enfants, repérait 16,9 % d'enfants au langage douteux ou d ficientaire, donc une proportion trop élevée par rapport à la prévalence supposée du repérage, dépistage et diagnostic. La validation externe longitudinale comparant ce score chez 187 enfants avec les évaluations scolaires en CE2 de 148 d'entre eux, objective, comme les questionnaires à 3 ans, une bonne valeur prédictive négative (95 %) mais au prix d'une faible valeur prédictive positive (58 %). Cet outil ne donne pas non plus de renseignements sur le profil du trouble (spécifique ou non, sévère ou non) et dépiste également trop d'enfants par rapport à la prévalence supposée du trouble (268).

La même critique a été faite au PER 2000 (Protocole d'évaluation rapide) qui permet l'évaluation en 30 minutes environ du langage parlé et des fonctions non verbales chez l'enfant  g  de 3 ans et demi à 5 ans et demi, et qui, dans l'étalonnage initial repérait 10 à 15 % d'enfants dits « pathologiques » (269). Il faut rester prudent dans l'utilisation des outils très précoces. Ces recommandations préconisent l'évaluation orthophonique d'un enfant atteint de troubles spécifiques du langage parlé entre 3 et 4 ans, uniquement en présence d'un ou plusieurs critères de gravité (inintelligibilité, agrammatisme ou troubles de compréhension).

► **Entre 5 et 6 ans**

Le BSEDS (Bilan de santé évaluation du développement pour la scolarité 5-6 ans) a été mis en place avec l'objectif de dépister, en grande section de maternelle (GSM), les signes prédictifs de difficultés ultérieures d'acquisition du langage écrit (déficit en langage parlé, dans les compétences phonologiques ou la prise d'informations visuelles). Les normes de référence ont été déterminées par un étalonnage chez 1.076 enfants. Une étude

longitudinale a comparé le niveau de lecture au second semestre de CE1 aux résultats rétrospectifs de la BSEDS chez 501 enfants (270,271). La valeur prédictive négative, si l'on considère les compétences phonologiques, les compétences en production langag re ou les deux, est entre 90 et 92 %. La plupart des enfants normaux en lecture l'étaient au BSEDS, mais la valeur prédictive positive est beaucoup plus faible (compétences phonologiques 30 %, production langag re 40 %, les deux 60 %), donc beaucoup d'enfants déficitaires au BSEDS lisaient normalement en CE. L'utilisation de cette batterie se conçoit donc essentiellement dans un programme préventif en faveur des enfants à risque de retard d'acquisition du langage écrit.

Une validation dans une population d'enfants examinés par l'ERTLA6, et dont les compétences scolaires ont été appréciées par les évaluations nationales en CE2, définit une sensibilité de 79 %, une spécificité de 87 %, une valeur prédictive négative de 95 %, mais une valeur prédictive positive de 58 % (avec un score ≥ 7) (272). Néanmoins, le choix de l'évaluation en CE2 ne permet pas de préciser le type de troubles d'apprentissage observés, et la cotation du test en score global (de 0 à 18 selon la réussite ou échec aux 18 items) ne permet pas de définir une action de soins précise sur les troubles repérés.

L'absence d'études affirmant les effets réels d'une action préventive dès la GSM des troubles d'acquisition des apprentissages scolaires, en particulier du langage écrit, dans l'état actuel de nos connaissances, limite l'utilisation de ces outils. Ils ne peuvent pas remplacer le repérage et le dépistage, après le début du CP, des difficultés d'entrée dans le code grapho-phonémique.

4.3.2 Les outils de diagnostic

Le principe de ces outils d'évaluation du langage parlé est de poser des diagnostics en examinant systématiquement les versants expressifs et réceptifs, en référence à des modèles de développement du langage parlé.

Sur le versant réceptif, les gnosies auditives, la compréhension lexicale et syntaxique sont examinées.

Sur le versant expressif, les praxies bucco-faciales, l'articulation, la production phonologique, l'évocation lexicale et la production syntaxique sont explorées.

Après 5 ans et demi, du fait du lien étroit avec l'acquisition du langage écrit, les compétences phonologiques doivent aussi être évaluées (outre la production phonologique, il s'agit de la discrimination des sons, des rimes et allitérations, de la conscience phonologique, de la m taphonologie et de la mémoire phonologique à court terme).

Les outils de diagnostic disponibles en français sont répertoriés dans le tableau 4.3. L'échelle d'évaluation du langage développemental de Reynell (*Reynell Developmental Language Scales* (273)) est très utilisée dans les études évaluant les résultats des interventions chez l'enfant sourd mais n'a pas fait l'objet d'adaptation et d'étalonnage en français.

Plusieurs tests étalonnés en français existent, mais leurs étalonnages concernent des populations beaucoup moins importantes que pour les échelles d'intelligence. Citons comme batteries généralistes de langage, EXALANG-3-6 (274), BEPL-A et BEPL-B 3-4 (265), ISADYLE (275), EVALO-2-6 (266), la N-EEL (Nouvelles épreuves pour l'évaluation du langage) de 4 ans et demi à 8 ans et demi (264), l'ELOLA ( valuation du langage oral de l'enfant aphasique) qui comporte plus de fonctions langagières explorées et qui est étalonnée de 2 ans et demi à 12 ans et demi (276), et l'ELO ( valuation du langage oral) (277) rapide et donc peu détaillée (tableau 4.3).

D'autres tests complémentaires sont indispensables pour étudier certaines fonctions peu explorées dans les batteries précédentes : le Vocabulaire en Images VOCIM et l'EVIP ( chelle de vocabulaire en images) pour la compréhension lexicale, l'ECOSSE ( preuve de compréhension syntaxico-sémantique (278)) ou le O-52 (279) et le NSST (NorthWestern Syntax Screening Test (280,281)) pour la compréhension syntaxique parlée et écrite, et le TCG-R (282) pour la production syntaxique (tableau 4.3).

Les tests explorant les compétences phonologiques existent dans toutes les batteries de langage écrit. Avant 6 ans, outre les batteries utilisées en recherche et les batteries prédictives (particulièrement le BSEDS (270), la BREV (283)). La BREV (283), outil de repérage, n'explore pas uniquement le langage mais fournit un étalonnage de 6 mois en 6 mois pour certaines épreuves cognitives – répétition de logatomes, compréhension, vocabulaire – (tableau 4.3).

Il existe peu de tests concernant l'enfant de plus de 8 ans et demi (seulement quelques subtests très limités de la L2MA (265)), et certaines fonctions comme la sémantique et la pragmatique ne sont explorées par aucune des batteries françaises. Certains tests sont plus spécialisés comme l'EDP 4-8 pour la discrimination des sons ou comme l'EVALEC (284), la BALE ou la BELEC (285,286) pour les rimes, allitérations et la suppression du phonème initial (tableau 4.3).

Le RAN (dénomination rapide de formes, couleurs, chiffres, images...) est aussi actuellement décrit comme une fonction prédictive importante de l'acquisition en lecture, mais les actions de l'entraînement sur ce déficit sont moins claires. La perception temporelle (287) ou la perception catégorielle (284) font aujourd'hui partie des évaluations de recherche, mais leurs applications en pratique courante ne sont pas claires (tableau 4.3).

Les évaluations de la langue parlée consistent à mettre en évidence les difficultés et la progression de l'enfant en mesurant différentes opérations de langage (perception de la parole, compréhension et production). Ceci est cependant loin d'être le cas pour tous les enfants sourds. Nombreux sont les professionnels qui soulèvent la question de l'évaluation des enfants sourds qui présentent un profil de développement quantitativement et qualitativement diff rent de celui des enfants entendants. Plutôt que de tester des connaissances (vocabulaire, syntaxe), les auteurs considèrent qu'il est plus pertinent d'évaluer des compétences à la base du développement lexical et syntaxique. Par exemple, essayer de repérer les mécanismes sur lesquels les enfants s'appuient pour mémoriser les nouveaux mots ou pour organiser les règles grammaticales. De cette manière, les difficultés particulières de chaque enfant seront mises en évidence, ce qui permettra d'adapter directement le projet éducatif et les interventions.

Il s'agit aussi de montrer comment différentes formes de déficits ou troubles visuels pourraient affecter l'enfant sourd dans son développement et notamment dans les bénéfices qu'il peut tirer tant de la langue des signes (LS) que de la lecture labiale (LL) et de la langue parlée complétée (LPC). Plusieurs listes de phonèmes, de syllabes, de mots, de phrases sont proposées dans les tests TERMO (288), par exemple, permettant un choix en fonction de l'âge de l'enfant et de son niveau linguistique. Cinq modalités de passation sont présentées :

- audition seule (avec appareillage),
- audition + lecture labiale,
- audition + lecture labiale + code LPC,
- lecture labiale seule,
- lecture labiale + code LPC sans information auditive.

4.4  valuer la langue des signes

De nombreux programmes de recherche se concentrent aujourd'hui sur le développement de la langue des signes dans un contexte scolaire. Les enseignants deviennent souvent le r f rent linguistique principal pour les enfants sourds. Les auteurs examinent particulièrement la façon dont les enseignants sourds transmettent les informations linguistiques aux enfants. D'autres projets incluent particulièrement des technologies pour la langue des signes.

Les études sur le développement des langues des signes ont montré qu'elles sont acquises comme les langues parlées. On sait maintenant que les enfants babillent en langue des signes, font des erreurs phonologiques, des omissions dans leurs premières phrases, en parallèle avec l'acquisition de la langue parlée. Il apparaît également que certains aspects des langues des signes, qui semblent transparents et devraient donc être appris facilement, sont en fait acquis sur une longue durée. Les aspects de la grammaire signée relative au visage se développent plus tardivement que ceux qui sont relatifs aux mains. Les éléments de la grammaire qui sont fortement iconiques se développent sur une période étonnamment longue, indiquant que la transparence n'implique pas une acquisition aisée. *In fine*, le développement du langage signé offre une perspective différente sur la façon dont on parvient à acquérir le langage quelle que soit la modalit  (252).

Les outils disponibles pour l'évaluation de la langue des signes sont répertoriés dans le tableau 4.4, tiré principalement de 2 revues générales (289,290) et d'un site spécifiquement dédié aux questions d'évaluation en langue des signes⁴⁵.

Les attitudes des éducateurs et des autres professionnels de la santé concernant l'évaluation et la motivation de l'utilisation de la langue des signes sont le plus souvent objectiv es par des questionnaires distribués aux enseignants. Les résultats montrent un accord parmi des défenseurs des personnes interrogées concernant l'importance de l'évaluation de la langue des signes (214,242,243,291-294) mais aussi la nécessité de créer de nouveaux outils mesurant convenablement les compétences requises (295-298).

Faire une évaluation des compétences langagières en langue des signes (LS) représente aussi une difficulté importante. Les quelques études ayant porté sur la formalisation de la grammaire de la Langue des Signes Américaine (ASL, *American Sign Language*) ou de l'acquisition de cette langue n'ont que rarement abouti à faire émerger des tests standardisés d'évaluation du niveau linguistique des locuteurs de cette langue. Une adaptation du Test en Langue des Signes Américaine (TASL) a été proposée pour la langue des signes française (299). Actuellement, en Belgique, une traduction en LSF du test de l'ECOSSE est en cours.

La démarche évaluative est considérée comme l'exécution de différents paramètres de formation des signes (emplacement, mouvement, orientation et configuration de la main), de façon analogue à un système en mots composés de consonnes et de voyelles.

Des résultats préliminaires Langue des Signes – Inventaire du développement communicatif (IDC) fournissent des informations sur le début de l'acquisition du lexique chez l'enfant comme l'indiquent ces quelques repères de l'acquisition des signes (260) (tableau 8). Au fur et à mesure du développement du lexique, ces différents signes seront combinés en phrases, selon la syntaxe propre à la langue des signes.

⁴⁵ <http://www.signlang-assessment.info/fr/fr.html>

Tableau 8. Repères pour l'acquisition des signes

Âge	Taille du vocabulaire en langue des signes	Mots de location	négation	signes	verbes	pronoms
Avant 18 mois	<150 signes		non	dormir, faim, soif		
18-21 mois	150-250 signes	où, quoi	veut pas	pleurer	vouloir	geste de pointage vers autrui
21-24 mois	250-350 signes	qui, lequel, pour qui	n'aime pas, sais pas, pas encore	triste, gentil, peur	aimer	moi
30-35 mois	>350 signes	comment, pourquoi,	peut pas	colère	penser	Il/elle

Dans le cadre de l'enseignement scolaire de la langue des signes, l'éducation nationale a proposé les repères suivants concernant les compétences attendues en LSF et français écrit en fin de maternelle (24). Cet arrêté comprend en particulier les compétences suivantes relatives à l'acquisition de la LSF (liste non exhaustive) :

-  tre capable de mobiliser efficacement son regard : repérer la personne qui prend la parole, savoir passer d'une personne à l'autre et respecter son tour de parole ;
-  tre capable de répondre aux sollicitations de l'adulte en se faisant comprendre dès la fin de la première année de scolarité (  3 ou 4 ans) et de prendre l'initiative d'un échange et le conduire au-delà de la première réponse ;
-  tre capable de comprendre les consignes ordinaires de la classe ; varier ses manières de dire en LSF (dire sans montrer ou dire en montrant) dans des situations familières ;
-  tre capable de rappeler en LSF, en se faisant comprendre, un  v nement qui a été vécu collectivement (sortie, activité scolaire, incident...) ; comprendre une histoire en LSF, adaptée à son âge et le montrer en reformulant dans ses propres signes la trame narrative de l'histoire ; raconter en LSF un conte déjà connu en s'appuyant ou non sur une succession d'illustrations ; inventer une courte histoire en LSF dans laquelle les protagonistes sont clairement posés et qui comporte au moins un début, un  v nement et une fin ;
-  tre capable d'écrire son prénom, de l'épeler en dactylographie (alphabet manuel de la LSF) et d'écrire quelques mots  pel s en dactylographie par l'enseignant ;
-  tre capable de rythmer un énoncé en LSF, de découvrir et produire des régularités formelles (mouvement, emplacement, configuration de la main, expressions faciales, structures de transfert, signes standard).

Les points suivants sont explorés par les professionnels réunis par la HAS et ayant une expérience dans des programmes d'intervention bilingue précoce, avant la maternelle :

- pointage tardif accompagné d'une mimique de questionnement (entre 15 et 18 mois chez l'enfant sourd signeur) qui permet à l'enfant d'élargir son lexique en demandant à son interlocuteur le signe correspondant à l'objet point  ;
- compréhension/expression de messages signés ;
- configuration, orientation, espace du signeur, en particulier capacité à signer « avec les bonnes mains » et non en miroir ;
- suivi, conduite, organisation et restitution du récit ;
- capacité à tenir compte de la compréhension d'autrui et à modifier son message en fonction ;
- fluidité du discours.

4.5  valuer la langue écrite

La littérature anglo-saxonne mentionne l'utilisation de façon systématique de nombreux outils pour explorer les compétences en langue écrite (WMRT-R et tests Gray) :

- un niveau de lecture oralis e (vitesse et précision) ;
- les stratégies de lecture et orthographe par l'identification et l'écriture de mots (en anglais, beaucoup sont irréguliers) et pseudo-mots;
- les différentes compétences phonologiques sous-jacentes à l'acquisition du langage écrit ;
- un niveau de compréhension de textes lus en lecture à haute voix et en lecture silencieuse.

En français, il existe aussi plusieurs batteries étalonnées permettant de définir ces différentes compétences, mais il n'y a pas de batterie consensuelle étalonnée sur une large tranche d'âge pour permettre de définir tous les paramètres souhaités pour un diagnostic de dyslexie, une appréciation des stratégies déficitaires et efficaces de l'enfant, et les déficits des fonctions cognitives sous-jacentes. Il faut donc utiliser plusieurs outils plus ou moins efficaces afin de tendre vers une évaluation de type similaire à celle des pays anglo-saxons. Les outils disponibles pour l'évaluation du français écrit sont répertoriés dans le tableau 4.5. Aucun de ces outils n'est spécifique à l'enfant sourd, ces outils ayant été construits et étalonnés pour l'enfant entendant.

4.5.1 Niveau de lecture

L'âge de lecture doit être apprécié en passation individuelle par un professionnel averti, à l'aide d'un test étalonné.

Le test de l'Alouette (lecture en 3 minutes d'un texte sans sens) est le test classique le mieux étalonné (300). Néanmoins, son étalonnage, qui tient compte du nombre de mots lus et des erreurs, était jusqu'à aujourd'hui exprimé en âge de lecture de 6 ans à l'adolescence. Le nouvel étalonnage est effectué sur un nombre limité d'enfants. Il est pourtant important de traduire le niveau de lecture chronométré en écart-type plutôt qu'en âge de lecture car un retard de lecture de 18 mois ou 2 ans n'a évidemment pas le même sens à 7-8 ans qu'à 13 ans. L'absence de sens du texte et les ambiguïtés le rendent très sensible aux dyslexies, qui souvent s'aident du contexte pour avoir une lecture fonctionnelle et sont très pénalisées dans la vitesse.

Le test K-ABC, en particulier ses subtests de déchiffrement et de compréhension, définit aussi un âge de lecture mais il n'est pas chronométré (301).

La batterie Batelem-R ( galement non chronométrée) (300) permet de définir en centile le niveau de déchiffrement (et de transcription phonétique) en fonction du mois de CP, CE1 et CE2, ainsi qu'un niveau de compréhension en lecture silencieuse avec questions ouvertes (300).

La LMC-R ( preuve d'évaluation de la compétence en lecture-forme révisée) comporte une lecture en 1 minute appréciant l'identification des mots du CE1 à la 5^e (mais la trop grande taille de l'écart-type limite son utilisation) (302).

4.5.2 Stratégies de lecture

Les données de la littérature (284) incitent à évaluer à la fois la précision de lecture (fréquence et type des erreurs) mais aussi, pour les mots lus correctement, les temps de réaction de lecture. Ces derniers permettront de différencier les procédures d'adressage (plus rapides, ne dépendant ni de la complexité ni de la longueur du mot ou pseudo-mot à lire) et les procédures d'assemblage (lus plus lentement, d'autant plus que le mot est long et complexe). Plusieurs batteries permettent d'explorer les stratégies d'identification de mots, en lien avec les modèles. Certaines donnent rapidement une impression clinique comme la L2MA (précision de lecture de 20 pseudo-mots, 10 mots réguliers et 10 mots irréguliers du

CE2 au CM2) (303), ou l'ODEDYS (temps et précision de l'identification de 20 mots r guli rs, irr guli rs et pseudo-mots du CE1 au CM2) (304), voire la partie IME du Dyslexie, dysorthographe, dyscalculie-Bilan des données scientifiques LMC-R (302). D'autres sont plus précises comme la BELEC ( preuve « MIM » de lecture de 72 items et épreuve « R gul » de 48 mots r guli rs et irr guli rs étalonnés en CE1 et CM1 (286)) dont l'analyse quantitative et qualitative permet de définir les effets de longueur, lexicalit , fréquence et complexité en temps et précision, ou bien la BALE⁴⁶ (Batterie analyse du langage écrit). Enfin, d'autres batteries très détaillées et informatisées sont les seules à définir précisément le temps d'identification de chaque item (mots r guli rs, irr guli rs et pseudo-mots différents selon leur longueur, complexité et fréquence), comme l'EVALEC dont l'utilisation aujourd'hui est encore réservée à la recherche ( talonn e de la fin du CP à la fin du CM1) (284). Dans les autres batteries comme la BALE ou la BELEC, le facteur temps est apprécié par le chronométrage de listes d'items (en général séries de 6) (285,286). L'intérêt de ces outils de lecture de listes de pseudo-mots, mots r guli rs et irr guli rs réside essentiellement dans la mise en évidence des dissociations qui évoquent l'efficience et le déficit des procédures phonologiques ou globales.

Toutes ces batteries nécessitent un niveau de lecture supérieur au CE1 et une analyse également qualitative des erreurs pour apprécier non seulement les stratégies utilisées par l'enfant, mais aussi la nature des erreurs phonologiques (« déjà » → « d cha ») ou visuelles (« amie » « aime »). Par exemple, une régularisation d'un mot irr guli r (« tabac » → « tabak »)  voque une procédure analytique utilisée donc globale déficiente. La lexicalisation (« boinde » « blonde »)  voque l'inverse.

La proposition centrale que l'on retrouve chez de nombreux auteurs est que l'évaluation de la lecture chez l'enfant sourd ne peut pas se limiter à l'application d'épreuves étalonnées permettant de situer l'enfant par rapport à la population de référence. La raison est que cette démarche laisse de côté l'évaluation des mécanismes de lecture (identification des mots écrits, compréhension du texte). L'utilisation d'épreuves «   la carte » est suggérée.

Des tâches cognitives ( preuves de décision lexicale ou sémantique) sont préconisées dans la mesure où la réponse exigée est manuelle. Des tâches métaphonologiques (par exemple, supprimer un phonème ou une syllabe dans un mot) sont aussi fortement conseillées dans la mesure où des performances élevées dans ces épreuves indiquent que l'enfant possède des représentations phonologiques des mots qu'il connaît. De tels résultats sont d'un excellent pronostic concernant son évolution en lecture (305).

Le lecteur expert possède des connaissances (orthographiques, phonologiques, sémantiques) sur un vaste ensemble de mots. L'idée dominante est que le degré de familiarité de ces mots détermine la manière dont le lecteur accède aux connaissances lexicales : si ce sont des mots famili rs, le lecteur y accède directement grâce à un code orthographique, si ce sont des mots qu'il n'a jamais rencontrés à l'écrit, il va devoir les convertir en unités phonologiques. Ces deux voies d'accès aux représentations lexicales sont représentées dans les modèles de lecture à double voie. L'une est directe et suppose que la recherche de l'unité lexicale s'effectue directement sur la base d'un codage visuel ou orthographique du mot. L'autre voie suppose une médiation phonologique, c'est-à-dire une conversion en unités phonologiques.

La question qui se pose maintenant concerne la possibilité d'appliquer de tels modèles à des personnes sourdes. Nous savons que l'accès aux informations phonologiques est en partie médiatisé par la fonction auditive et que la conscience de ces représentations ne peut se développer que dans le cadre d'un apprentissage. Que se passe-t-il donc pour l'enfant sourd ? Parvient-il à apprécier des correspondances entre les lettres ou groupes de lettres et

⁴⁶ Voir site <http://www.cognisciences.com>

les phonèmes pour construire un système de règles de correspondances grapho-phonologiques? Ou va-t-il utiliser d'autres procédures pour apprendre à lire en s'affranchissant de la phonologie ?

4.5.3 Orthographe

Des tests d'orthographe étalonnés complètent ces batteries. Il s'agit de dictées de mots réguliers simples (comme « lavabo ») ou plus ambigus (« dans »), irréguliers (« femme »), de pseudo-mots comme la liste des 66 mots de Martinet et Valdois (306) ; l'ODEDYS comporte une liste de pseudo-mots, mots réguliers et ambigus orthographiquement (304). La Batelem-R teste l'encodage phono-graphique, l'orthographe lexicale et grammaticale du CP au CE2 (307). La dictée « du corbeau » du L2MA permet de différencier une transcription de syllabes sans sens, une transcription en contexte phonétique, lexical et grammatical du CE2 au CM2. Quelle que soit la batterie utilisée, les erreurs doivent être analysées pour comprendre la stratégie utilisée par l'enfant : procédure phonologique utilisée lorsqu'il s'agit d'une erreur phonologiquement plausible (« corbeau » « corbo »), ou d'une erreur phonologique (→ « cordo »), ou d'une erreur contextuelle (« blessé » « bles  »), ou procédure globale si un indice orthographique est préservé (« clown » → « clowne »).

Comme pour la lecture, pour accéder à l'écriture, la difficulté de l'enfant sourd est de développer des représentations phonologiques adéquates et d'utiliser ces représentations. Les activités d'écriture spontanée permettraient ce lien entre l'analyse et l'intervention. Cette approche pédagogique d'orientation développementale consiste à adapter l'intervention de l'adulte en fonction du niveau de conceptualisation de l'enfant⁴⁷.

Une évaluation (  un niveau scolaire précoce en particulier) devrait comporter un examen des capacités de mémorisation visuelle de mots car un certain nombre d'enfants sourds ont de mauvaises représentations phonologiques – représentations qui supposent également un mode cognitif de saisie des informations de type séquentiel, parfois difficilement accessible. La voie directe d'adressage est donc souvent facilitatrice, voire la seule possible dans un premier temps et à développer sur le plan r educatif ou pédagogique.

Le LPC permet l'accès aux représentations phonologiques mais certains enfants, en raison de leur style cognitif, n'en tirent que peu de profit.

De manière générale, les évaluations cognitives et neuropsychologiques sont susceptibles d'apporter des éléments déterminants dans les propositions linguistiques et pédagogiques. Cette dimension est peu prise en compte actuellement chez les professionnels de la surdité.

4.6 Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé pour les enfants et les jeunes

 dit e par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (47), la classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé pour les enfants et les jeunes permet d'identifier les fonctions et structures du corps, les activités et participation de l'enfant ainsi que les facteurs environnementaux qui contribuent à son développement global.

Parmi les critères proposés, ceux directement relatifs à l'évaluation de la communication et du langage sont les suivants :

- Interactions sociales :
 - cherche et garde le contact visuel, respecte le tour de communication,

⁴⁷ Sirois P. (2004) Compréhension du principe alphabétique, développement des représentations phonologiques et processus d'identification et de reconnaissance des mots chez l'enfant sourd, Acte du 9^e colloque de l'Airdf, Québec, 26-28 août.

- maintient une attention conjointe,
- participe à des situations de jeu symboliques,
- intègre les règles sociales de communication ;
- Communication non verbale :
 - comprend le sens littéral ou implicite de messages transmis par l'intermédiaire de mouvements corporels (pointage, expression du visage, gestes, etc.), de symboles ou pictogrammes, de dessins ou photographies, de signaux d'alerte, etc. ;
 - utilise les moyens ci-dessus pour exprimer un message ;
- Communication avec des messages parlés :
 - répond ou agit de manière adaptée à la voix, à des messages parlés simples (moins de 3 mots) ou complexes (phrase complète, questions, instructions),
 - babille avec intention d'échange (babillage canonique), utilise des mots, des phrases pour exprimer un message ;
- Communication avec des messages en langue des signes (et non en français signé) :
 - répond ou agit de manière adaptée aux messages transmis par la langue des signes,
 - babille, utilise des signes isolés puis structurés selon la grammaire de la langue des signes pour exprimer un message, dactylologie ;
- Conversation avec une ou plusieurs personnes connues ou non :
 - initie, participe ou met fin à une conversation (quel que soit le moyen utilisé : langue parlée, langue des signes ou langue écrite) ;
- Utilisation de techniques et de nouveaux moyens de communication :
 - utilise la lecture labiale +/- complétée de LPC,
 - utilise des aides auditives dans la vie quotidienne (domicile,  cole), matériel HF, boucle magnétique, webcam, etc.

Néanmoins, d'autres critères peuvent être retenus en vue d'une évaluation plus globale du contexte particulier de l'enfant sourd :

-  valuation des fonctions auditives, avec et sans appareillage :
 - détection et discrimination des sons,
 - localisation et latéralisation des sons,
 - discrimination des sons de la parole par rapport à d'autres sons ;
-  valuation des fonctions visuelles;
-  valuation des fonctions mentales:
 - globales, en particulier avant 6 ans, les fonctions de sommeil, les fonctions psychosociales dont l'attachement, l'orientation dans l'espace et le temps, le tempérament et les conduites instinctuelles ;
 - spécifiques, en particulier avant 6 ans, l'attention conjointe, les fonctions psychomotrices et les perceptions visuelles et visuospatiales.

4.7 Modalités de transmission de l'évaluation

Le projet éducatif souhaité par les parents puis le parcours de formation de l'enfant sont étroitement liés aux acquisitions du langage dans l'une ou l'autre langue. Conformément à la loi n 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé (308), l'enfant et ses parents⁴⁸ ont le droit d'être informés des résultats de ces évaluations.

Par ailleurs, en vue de proposer un parcours de formation adapté, conformément à l'article L.112-2. de la loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (2), « *chaque enfant [...] a droit à une évaluation de ses compétences, de ses besoins et des mesures mises en œuvre dans*

⁴⁸ Les droits des mineurs sont exercés, selon les cas, par les titulaires de l'autorité parentale ou par le tuteur.

le cadre de ce parcours, selon une périodicité adaptée à sa situation. Cette évaluation est réalisée par l'équipe pluridisciplinaire mentionnée à l'article L. 146-8 du Code de l'action sociale et des familles. Les parents ou le représentant légal de l'enfant sont obligatoirement invités à s'exprimer à cette occasion » (2).

Le décret n 2009-378 du 2 avril 2009 relatif à la scolarisation des enfants, des adolescents et des jeunes adultes handicapés et à la coopération entre les établissements (309) précise également l'articulation entre le plan personnalisé de compensation, le projet personnalisé de scolarisation et le recours aux techniques spécialisées pour le suivi médical, l'apprentissage des moyens de communication, l'acquisition des connaissances scolaires, la formation professionnelle et l'accès à l'autonomie sociale.

Ce décret précise que « la famille est associée à l'élaboration du projet individualisé d'accompagnement, à sa mise en œuvre, à son suivi régulier et à son évaluation ».

« L'équipe médico-psychopédagogique de l'établissement ou du service fait parvenir à la famille, au moins tous les trimestres, des informations détaillées sur l'évolution de l'enfant ou de l'adolescent et ,chaque année, un bilan pluridisciplinaire complet de sa situation. »

« Au moins une fois par an, les parents sont invités à rencontrer les professionnels de l'établissement. Ils sont également saisis de tout fait ou décision relevant de l'autorité parentale. »

4.8 Conclusion

Il convient de dégager quelques points essentiels permettant de dresser un «  tat des lieux » au moment du bilan du langage, qu'il soit initial, final, ou trace momentanée de l'évolution de l'enfant – et de sa prise en charge.

Ainsi, une évaluation sur les modes de réception audiophonatoire par l'enfant sourd à un moment donné et les modes d'expression ainsi que sur le niveau de compréhension et d'expression ( valu s par les multiples tests proposés) permet de dissocier le « comment il perçoit » du « comment il comprend » (perception de la parole, compréhension du langage) et le « comment il s'exprime » du « qu'est-ce qu'il exprime » (voix, parole articulée, intonation, langage).

Ainsi, tous les professionnels constatent comment certains enfants peuvent avoir un bon niveau d'intelligibilité mais un niveau d'expression et d'échange très limité, alors que paradoxalement, certains s'expriment difficilement tout en exprimant pourtant l'essentiel.

L'évaluation de la communication s'appuie tout d'abord sur une évaluation multimodale de l'enfant sourd :

- modalit  auditive : Est-ce qu'il entend quelque chose ? Quoi ? Comment ? Qu'en fait-il pour la compréhension du langage parlé au quotidien ?
- modalit  visuelle : Est-ce qu'il utilise la lecture labiale ? Est-elle efficace ? Jusqu'à quel point ?
- modalit  audio-visuelle : celle-ci lui permet-elle de construire peu à peu du sens ? Lui permet-elle de recevoir de la langue parlée et/ou écrite suffisamment pour que peu à peu s'engrangent les représentations mentales des structures phonologiques, lexicales, morphosyntaxiques de la langue, supports d'une pensée qui se structure en même temps que se structure le langage ? Car il ne peut y avoir expression parlée (et/ou écrite) sans conscience linguistique (réception, compréhension).

Dans un deuxième temps, on examinera ensuite de manière précise le langage de l'enfant sourd en tant que sujet en sélectionnant les outils adaptés pour chaque point selon son âge et son niveau.

- Compréhension : des épreuves spécifiques pourraient permettre de mieux cibler tel domaine. En compréhension par exemple, il faudra être vigilant sur le langage parlé pour évaluer précisément du français ( coute [réception auditive pure], parlé [audition + lecture labiale], écrit) et non du français signé, car alors c'est la communication bimodale qui est testée. Selon les enfants, il pourra y avoir des épreuves :
 - en français + LPC,
 - en français signé,
 - en LSF ;
- Expression : il conviendra de noter précisément les deux modes d'expression (gestuelle et parlée), le cas échéant en séparant leur analyse, même s'il s'agit de français signé, afin de mieux cerner le système linguistique en construction.

En résumé, l'objectif de l'évaluation orthophonique d'un sujet sourd est de pouvoir sonder qualitativement et quantitativement les compétences mises en œuvre en langue parlée ou en LSF, le cas échéant pour :

- percevoir :
 - auditivement
 - visuellement (lecture labiale, langage gestuel)
- comprendre :
 - le français (parlé et écrit),
 - la langue des signes française ;
- s'exprimer
 - en parlant (voix, articulation, rythme syllabique, intonation)
 - en signant (coordination, concomitance)
- maîtriser la langue :
 - lexique,
 - morphosyntaxe,
 - pragmatique.

Il s'agit de tester en même temps que l'enfant sourd dispose des moyens éducatifs et rééducatifs nécessaires afin de mieux l'aider à structurer un langage en cours d'élaboration, et d'adapter au mieux la (r ) ducation orthophonique et la guidance parentale associée.

Par ailleurs, d'autres compétences (notamment en ce qui concerne la mémoire) doivent être prises en compte parallèlement. L'important est de donner un profil global des potentialités du sujet afin de l'accompagner au mieux dans la construction de son langage et de sa pensée.

Chaque domaine abordé devra être adapté à l'âge et au niveau du sujet, l'intérêt prioritaire de la grille d'évaluation étant de permettre d'obtenir un profil global des potentialités et des difficultés du sujet, afin d'adapter la rééducation et de pouvoir ensuite contrôler l'efficacité du projet mis en œuvre.

Différentes épreuves pourront être proposées, sélectionnées dans les tests existants, et/ou cr ees en fonction de l'évolution de la prise en charge orthophonique. Ainsi, pour l'examen des capacités linguistiques, pourront être évaluées :

- la compréhension à travers :
 - des épreuves de désignation (objets et/ou images, tests de vocabulaire, tests de compréhension morphosyntaxique...),
 - des épreuves de compréhension de consignes ou de réponses à des questions,
 - la communication établie entre le sujet et l'examineur ;
- l'expression :
 - sur le plan de la voix et de la parole (articulation, rythme, intonation) dans des épreuves de répétition, de dénomination et dans le langage spontané et/ou induit. Le système consonantique et vocalique du sujet devra ressortir clairement dans un tableau phonologique,

- sur le plan linguistique (lexique, morphologie, syntaxe, pragmatique de la communication) au travers d'épreuves de commentaires d'images ou d'histoires en images séquentielles, et/ou en langage spontané.

4.9 Recommandations de la HAS

Il est recommandé, d'évaluer régulièrement la communication et le langage de l'enfant sourd (tous les 6 mois jusqu'à 3 ans, puis tous les ans) par le biais de tests étalonnés adaptés au développement de l'enfant, s'ils existent :

- pour permettre un suivi des capacités de communication et de l'acquisition de chacune des langues proposées, afin de s'assurer du développement régulier et harmonieux de celles-ci ;
- pour identifier un retard par rapport aux enfants du même âge et adapter au mieux les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins particuliers de l'enfant, en particulier au moment de l'entrée à l' cole.

Il est recommandé de réaliser l'évaluation dans chaque langue proposée à l'enfant⁴⁹ et de s'assurer que le suivi permet au minimum d'apprécier l'évolution des capacités

- de communication lors d'activités de vie quotidienne ;
- de compréhension de mots et syllabes, de signes, de phrases et d'histoires ;
- d'expression de mots et syllabes, de signes, de phrases et d'histoires.

Dans le suivi d'une approche audiophonatoire, il est recommandé d'expliquer à la famille le décalage possible de l'acquisition du français parlé par rapport à la norme des enfants entendants et de l'alerter si ce décalage s'accroît au fil du suivi. Il est alors nécessaire de proposer des bilans complémentaires avec consultation d'équipes spécialisées dans les retards de développement et d'envisager s'il y a lieu une adaptation et/ou un changement de projet linguistique.

Il est recommandé que l'évaluation de la communication et du langage de l'enfant sourd s'inscrive dans le cadre d'une évaluation pédiatrique plus générale prenant en compte les aspects pluridisciplinaires suivants :

- une évaluation des fonctions auditives, avec et sans appareillage ;
- une évaluation des fonctions visuelles ;
- une évaluation psycho-affective ;
- une évaluation des fonctions psychomotrices ;
- une évaluation du développement cognitif.

5 Quelle information délivrer aux familles ?

Afin de répondre à cette question, il est proposé de faire le point sur ce qui est décrit dans la littérature concernant :

- les besoins exprimés par les familles (cf. section 5.1) ;
- le contenu de l'information délivrée aux familles (cf. section 5.2) ;
- les modalités de délivrance de cette information, en particulier celles qui permettent d'assurer une neutralité vis-à-vis des différentes approches médicales ou non (cf. section 5.3).

⁴⁹ Dans le cadre des interventions précoces, en dehors des évaluations scolaires, l'évaluation de l'acquisition de la langue française est généralement effectuée par des orthophonistes ; l'évaluation de l'acquisition de la langue des signes nécessite la présence de professionnels maîtrisant cette langue et sensibilisés à sa transmission aux jeunes enfants.

Seront déclinés, pour les 2 derniers points, les aspects r glementaires, les recommandations nationales et internationales puis les études effectuées auprès de l'enfant sourd ou de sa famille.

- Rappelons que les facteurs associés au choix d'une langue ou d'un mode de communication ont été abordés dans un pr c dent chapitre (cf. section 2.3.2) ;

5.1 Besoins exprimés par les familles

Les besoins des familles peuvent être appréhendés :

- directement au travers d'enquêtes cherchant à recenser spécifiquement les besoins exprimés par les familles ;
- ou indirectement à travers les enquêtes de satisfaction effectuant une analyse qualitative des facteurs d'insatisfaction ; en effet, ces derniers peuvent relever de besoins non satisfaits.

5.1.1 Enquêtes françaises

Deux enquêtes quantitatives ont été réalisées en France depuis 2000 (310,311) (tableau 5.1).

L'enquête la plus récente concerne l'opinion des parents sur le dépistage de la surdité, en particulier sur les informations obtenues à l'issue du programme expérimental de dépistage néonatal de la surdité qui s'est déroulé en France dans 6 régions, de 2005 à 2007 (310) (tableau 5.1). Deux groupes sont différenciés : les parents dont le dépistage de la surdité pour leur enfant confirme une audition normale (test concluant : Groupe 1) et ceux pour lesquels des investigations diagnostiques sont nécessaires et réalisées dans le cadre de cette expérimentation en Centre de diagnostic et d'organisation de la prise en charge (CDOS) (test non concluant : Groupe 2). 69 % (G2)   85 % (G1) des parents estiment avoir reçu une information claire au moment du dépistage, mais seulement 52 % (G2)   64 % (G1) estiment avoir reçu une information suffisante. Le livret de présentation du dépistage n'a été remis que dans 57 % (G2)   77 % (G1) des cas. Seules des informations quantitatives sont fournies : le contenu des informations n'est pas décrit dans cette étude, mais les services participant à l'expérimentation reçoivent des consignes précises proposées par l'association qui gère l'organisation de ce dépistage (AFDPHE).

La seconde enquête quantitative explore essentiellement la satisfaction des parents ayant sollicité une demande auprès des commissions départementales d'éducation spécialisée (CDES) concernant la prise en charge préconisée (311). Non spécifique de l'enfant sourd, cette enquête n'explore pas les besoins des parents, sinon indirectement par les motifs d'insatisfaction exprimés au cours d'entretiens effectués auprès de 63 familles. Ces motifs d'insatisfaction sont, quelle que soit la structure d'accueil de l'enfant, le manque d'information ou de communication et une décision CDES en désaccord avec le souhait des parents, en particulier si les parents ne comprennent pas l'intérêt d'un suivi par un établissement médico-social (311) (tableau 5.1).

Deux autres enquêtes françaises, qualitatives, spécifiques de l'enfant sourd, abordent les représentations de la surdité du point de vue des parents d'enfants sourds et des professionnels de santé (312,313). Ces deux enquêtes ont été réalisées auprès de familles ayant un enfant utilisant la langue des signes française (LSF). Bien que ces enquêtes n'aient pas pour objectif l'analyse des besoins des familles, un certain nombre d'éléments permettent de les appréhender :

- comment répondre aux questions de l'enfant concernant l'origine de sa surdité, son caractère définitif ou non, les raisons du port de l'appareillage, des séances d'orthophonie, l'avenir familial et professionnel, etc. (312) ;

- où apprendre la langue des signes, en particulier cours de LSF adaptés à la relation parent/bébé et jeune enfant (313) ;
- où rencontrer des personnes sourdes dans des lieux où les échanges soient possibles pour les parents ne signant pas encore (313) ;
- où rencontrer d'autres parents d'enfants sourds (313).

Enfin, les familles expriment le besoin d'information concernant les aides concrètes à l'organisation de la vie pratique pour répondre aux besoins spécifiques de l'enfant sourd (liste de baby-sisters sourdes, comment élaborer des supports simples de communication, etc.) (313).

Les associations de personnes sourdes, dans leurs publications, insistent également sur :

- « le besoin d'information concernant le rôle que les parents vont pouvoir jouer dans l'éveil et l'épanouissement de leur enfant ;
- le besoin de trouver des raisons d'espérer pour agir ;
- le besoin de comprendre pour adapter leur comportement » (314).

5.1.2 Enquêtes  trang res

► Besoins exprimés dans le cadre d'un programme de dépistage néonatal

Une enquête quantitative réalisée auprès de 389 familles (108 réponses exploitables) ayant un enfant sourd suivi par le centre hospitalier pédiatrique de l'Utah a permis de dégager les points suivants (tableau 5.2) :

- le résultat du dépistage doit être communiqué aux familles (13 % des familles n'ont pas eu le résultat) (315) ;
- il est possible qu'un enfant soit sourd même lorsque le test de dépistage avait confirmé une audition normale à la naissance (23 % des enfants sourds de cette enquête avait eu un test de dépistage en faveur d'une audition normale) ; 12,8 % des parents signalent que leur médecin généraliste a difficilement accepté de les orienter vers un audiologiste ;
- le délai possible avant d'obtenir une confirmation diagnostique peut être long du fait des nombreux examens nécessaires à cette phase diagnostique (40 % des enfants ont eu 4 tests audiologiques ou plus avant confirmation du diagnostic).

Notons que ce type d'enquête, réalisée à partir d'un centre spécialisé, est source de biais d'information et que les résultats ne peuvent donc pas être extrapolés de manière générale. En particulier, le mode d'organisation du dépistage est basé sur une méthodologie différente de celle réalisée actuellement en France dans le cadre du programme expérimental de dépistage néonatal de la surdité.

Une autre enquête réalisée aux  tats-Unis confirme les éléments ci-dessus (316) (tableau 5.2). Il s'agit d'une enquête qualitative réalisée auprès d'un échantillon non représentatif de la population générale, à partir d'interviews individuels et collectifs (*focus groups*). Cette enquête confirme que les parents et les professionnels considèrent essentielle l'information délivrée en vue d'orienter vers un test de confirmation diagnostique pour les enfants dont le dépistage ne permet pas de confirmer une audition normale. Par contre, il n'existe pas de consensus concernant la manière d'annoncer la nécessité de ces examens complémentaires du fait d'un test de dépistage « non concluant » ou « positif ». Certains parents et professionnels souhaitent que la notion d'échec soit explicite « votre enfant a échoué au test du dépistage ; cela ne veut pas dire qu'il est sourd, mais que des tests complémentaires sont nécessaires », alors que d'autres trouvent cette formulation tout à fait inappropriée et préfèrent « le test de dépistage ne confirme pas que l'audition est normale, des tests complémentaires sont nécessaires » (316). Deux brochures d'information aux parents sont proposées dans cet article (316) (tableau 5.2).

Une enquête qualitative réalisée au Royaume-Uni en 2002-2003 auprès des 91 familles (27 réponses exploitables) ayant un nourrisson pour lequel un diagnostic de surdité bilatérale a été posé après dépistage néonatal de la surdité a permis de mettre en évidence les éléments suivants (159,317) (tableau 3.9) :

- Au moment du test de dépistage (317) : en cas de test ne permettant pas de confirmer d' mbl e la normalité de l'audition, les personnes réalisant le dépistage rassurent les parents en donnant des explications possibles au test non concluant, sans évoquer la possibilité d'une surdité, et précisent qu'un second test devra donc être réalisé ; les réactions des familles vis-à-vis de ce message rassurant sont variables (317) :
 - 14 des 27 familles interviewées ont clairement exprimé que le fait d'avoir obtenu une explication probable quant au résultat non concluant du test de dépistage leur avait permis de ne pas être inquiétées après ce résultat (ex. d'explication proposée : une congestion de l'oreille dans les premiers jours peut expliquer ce test non concluant) ; après avoir eu confirmation de la surdité de leur enfant, ces parents considèrent encore que cette attitude bienveillante au moment du dépistage était l'attitude la plus adaptée ; ils insistent sur le fait que le caractère rassurant du message était également très lié à l'attitude attentionnée de la personne dans sa relation à l'enfant,
 - 6 des 27 familles n'ont pas été rassurées par le message délivré au moment où il leur était annoncé que le test n'était pas concluant, et ont rattaché leur inquiétude non pas au processus de dépistage, mais à l'existence d'autres symptômes physiques présents, à l'existence d'une surdité familiale ou à leur personnalité inquiète,
 - 7 des 27 familles ont été insatisfaites du processus de dépistage ; certaines auraient aimé que la possibilité que l'enfant soit sourd soit évoquée ; d'autres n'ont pas accepté qu'un test puisse être non concluant ;
- Une fois le diagnostic de surdité confirmé (159) :
 - l'information délivrée par les professionnels après confirmation diagnostique était très audio-centrée, et les parents n'étaient pas informés des autres options de développement du langage ou de la communication non verbale avec un bébé,
 - l'information délivrée était centrée sur la gestion des appareils (entretien, etc.) alors que la demande des parents est surtout centrée sur l'enfant (comment les mettre en place chez un si petit bébé, comment les faire accepter par l'enfant, comment éviter qu'il ne les mette à la bouche, comment faire pendant le bain, la tétée, etc.),
 - l'information est souvent théorique, alors que montrer un appareil de correction auditive avant d'être orienté vers un audioprothésiste peut rassurer,
 - les parents sont extrêmement heureux de découvrir des signes positifs après la mise en place de l'audioprothèse (ex. le premier rire), mais ne sont pas préparés aux réactions éventuelles de rejet de l'appareil, cause de frustration importante chez les parents.

► **Recueil des besoins au moment de l'annonce du diagnostic de surdité**

L'annonce du diagnostic de la surdité était jusqu'à récemment le fruit d'une investigation sollicitée par la famille   la suite de l'observation du comportement de leur enfant diff rent de celui annoncé : les parents suspectaient un trouble de l'audition et consultaient pour « savoir ». Or, avec l'av nement du dépistage néonatal, l'annonce du diagnostic survient dans un contexte où les parents n'avaient pas encore imaginé une telle possibilité (318,319). Afin de proposer des recommandations de bonnes pratiques, une étude effectuée aux  tats-Unis a été menée auprès de 18 mères ayant été récemment informées de la surdité de leur nouveau-n  (318). Utilisant une méthode de consensus (non décrite), les recommandations suivantes ont été retenues lorsque 70 % des mères au moins étaient d'accord sur les propositions :

- le diagnostic de surdité devrait être annoncé par le médecin audiologiste ou oto-rhino-laryngologiste ayant effectué le test diagnostique ou qui suivra l'enfant ensuite pour la réhabilitation auditive (88 % d'accord) ; la proposition que le diagnostic soit annoncé par le pédiatre n'a retenu que 33 % d'accord ;

- le diagnostic doit être annoncé dans un environnement assurant la confidentialité, un temps suffisant et sans être dérangé ; l'annonce doit être simple et exacte : « Je suis navré, mais je dois vous annoncer des nouvelles difficiles ; comme vous le savez, nous avons testé l'audition de votre enfant et les résultats indiquent une surdité » ;
-  couter les parents et répondre à leurs questions, sans chercher à donner de l'information complémentaire dans un premier temps ; « j'aurai de nombreuses informations à vous transmettre, mais pour le moment quelles sont les questions auxquelles vous souhaitez que je réponde ? » ;
- encourager les parents à exprimer leurs sentiments, maintenant ou plus tard s'ils le préfèrent ;
- répondre avec chaleur et empathie, mais ne pas chercher à amoindrir l'information, chaque parent ayant son propre ajustement affectif à la situation ;
- donner du temps aux parents avant de s'engager dans les décisions futures ; le premier entretien devrait être un temps d'échange et non un temps où des décisions doivent être prises ;
- proposer aux parents des actions concrètes à réaliser dès maintenant pour ceux qui le souhaitent : rencontrer d'autres parents, noter tout ce qui plaît à l'enfant et pas seulement les réactions aux stimuli sonores, noter toutes les questions qui se posent, au fur et à mesure sur un carnet, etc. ;
- proposer un second rendez-vous proche, au cours duquel l'information sera complétée et l'éducation auditive débutée (318).

► **Recueil des besoins ressentis par les familles après l'annonce du diagnostic**

Un questionnaire de recueil des besoins des familles est utilisé par certaines équipes pluridisciplinaires dans le cadre d'interventions précoces auprès d'enfants sourds. Il est présenté aux familles par un professionnel qui suit l'enfant depuis l'annonce du diagnostic. (320). Ce questionnaire concerne 4 domaines de besoins possibles détaillés en 21 items pour lesquels les familles doivent préciser si elles souhaitent des informations concernant l'un ou plusieurs des 21 items proposés ou discuter ces aspects avec l'équipe pluridisciplinaire :

- besoin d'informations :
 - audition et surdité,
 - appareils auditifs (audioprothèses, implants cochléaires),
 - aides techniques (sonnette lumineuse, télévision et vidéos, téléphone, oreiller vibreur pour réveil),
 - comment grandit et se développe un enfant,
 - comment aider mon enfant à développer ses compétences de communication,
 - comment jouer avec et encourager mon enfant,
 - comment parler/communiquer avec mon enfant,
 - comment appréhender le comportement de mon enfant,
 - quels sont les services disponibles localement,
 - quelles sont les options éducatives localement disponibles ;
- besoin de soutien :
 - aide pour accepter la surdité,
 - aide pour expliquer aux autres la surdité de mon enfant,
 - soutien par d'autres parents,
 - livres utilisés par les familles d'enfants sourds,
 - rencontre avec d'autres parents d'enfants sourds,
 - rencontre avec des adultes sourds ;
- besoin de services :
 - jardins d'enfants, crèches, écoles maternelles,
 - professionnels qui comprennent la surdité (dentiste, etc.),
 - interprètes ;
- besoin d'ordre financier :

- aides financières apportées aux parents pour faire face aux besoins spécifiques de l'enfant.

Utilisé auprès des 12 familles suivies dans un même district, ce questionnaire a été évalué par 9 d'entre elles. Il est jugé complet et facile à utiliser par 8 familles, il facilite les échanges avec l'équipe professionnelle. Seulement 3 familles pensent que les informations obtenues sont arrivées au bon moment (320).

Ces 4 domaines d'expression des besoins, sont également retrouvés dans une enquête australienne qui avait pour objectif d'identifier les informations recherchées par les parents sur Internet (321). Les informations recherchées par plus de la moitié des parents concernent les associations de patients et les options éducatives (tableau 5.3). Un tiers ou plus recherchent des informations sur la nature de la perte auditive, les organismes susceptibles de leur apporter de l'aide et des informations sur les prothèses auditives. Ils souhaiteraient que les sites d'information autour de la surdité de l'enfant développent les aspects concernant les surdités unilatérales et peu sévères – car sont essentiellement disponibles des informations concernant les enfants ayant une surdité profonde –, proposent des histoires vraies autour de parcours d'enfants, des premières interventions aux opportunités professionnelles, et des informations médicales accessibles au grand public ( tiologie génétique, physiopathologie, etc.).

Une étude a cherché à identifier quelles étaient les informations diffusées via Internet sur les implants cochléaires et qui les diffusait. Les contenus sont très hétérogènes d'un site à l'autre et font peu référence à la littérature scientifique (322).

Une étude qualitative canadienne, (323) effectuée auprès de 17 familles ayant un enfant de moins de 5 ans pour lequel un diagnostic de surdité a été posé avant l'âge de 6 mois et suivi d'un programme de développement de la communication parlée, montre que le besoin d'information des parents après l'annonce du diagnostic concerne 3 domaines :

- informations concernant la surdité ( tiologie, sévérité, aides auditives et implants) ;
- informations concernant le pronostic du développement d'une communication parlée chez leur enfant (savoir si l'enfant aura à apprendre la langue des signes ou s'il sera en mesure d'utiliser uniquement la langue parlée, de suivre un cursus en classe ordinaire) ;
- informations sur les différents types de traitements et les lieux où ils sont localement proposés.

La méthodologie de cette étude ne permet pas d'extrapoler à une population plus large, en particulier à une population dont le choix de langue serait la langue des signes ou celle n'ayant pas encore été intégrée dans un service d'intervention précoce (323).

► **Enquêtes diverses**

Des enquêtes qualitatives avec analyse de type sociologique ont été menées à l'étranger. Toutes les études citées sont basées sur des entretiens semi-dirigés auprès d'un faible nombre de familles (n < 10).

Concernant les besoins d'information exprimés par les familles, on peut retenir les points suivants :

- les parents souhaitent être écoulés des professionnels et savoir comment obtenir la confirmation diagnostique de surdité de leur enfant quand ils se sont rendus compte que certains bruits ne sont pas perçus par l'enfant (324) ;
- les supports écrits d'information ne sont pas forcément adaptés aux besoins des familles immigrées ne comprenant pas la langue du pays où est élevé l'enfant sourd (325) ;
- savoir quel est le degré de sévérité de la surdité est plus pertinent pour faire un choix entre éducation bilingue ou orale que de seulement savoir qu'il existe une fonction auditive partielle qui peut être appareillée (326) ;

- connaître l'étiologie de la surdité, en particulier savoir si elle entre dans le cadre d'un syndrome d'origine génétique pouvant associer à moyen terme un déficit visuel, est un des éléments qui interviennent dans la décision de certains parents (327) ; cette information n'est pas considérée utile pour les parents dont un membre de la famille est sourd : aucune des 5 familles dans ce cas n'a souhaité réaliser un test génétique (327) ;
- l'information délivrée doit concerner l'ensemble des modes de communication possibles et être de même qualité quelle que soit l'approche éducative ; elle ne doit pas être plus précise dans le domaine de compétence de celui qui délivre l'information (326) ;
- les parents doivent être avertis que l'enfant n'entendra pas « normalement » même avec des prothèses auditives et qu'une éducation à l'écoute des différents sons sera essentielle (326).

5.2 Information délivrée aux familles

Ce paragraphe a pour objectif de faire le point sur les données publiées concernant le contenu de l'information délivrée aux familles et à l'enfant sourd.

5.2.1 Considérations générales

► Loi du 4 mars 2002

La loi n  2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé (308) précise les droits et responsabilités des usagers et détaille l'« information des usagers du système de santé et expression de leur volonté » dans son article 11. En voici quelques extraits relatifs au contenu de l'information.

- Toute personne⁵⁰ a le droit d'être informée sur son état de santé. Cette information porte sur les différentes investigations, traitements ou actions de prévention qui sont proposés, leur utilité, leur urgence éventuelle, leurs conséquences, les risques fréquents ou graves normalement prévisibles qu'ils comportent ainsi que sur les autres solutions possibles et sur les conséquences prévisibles en cas de refus. Lorsque, postérieurement à l'exécution des investigations, traitements ou actions de prévention, des risques nouveaux sont identifiés, la personne concernée doit en être informée, sauf en cas d'impossibilité de la retrouver ;
- Toute personne a droit, à sa demande, à une information, délivrée par les établissements et services de santé publics et privés, sur les frais auxquels elle pourrait être exposée à l'occasion d'activités de prévention, de diagnostic et de soins et les conditions de leur prise en charge. Les professionnels de santé d'exercice libéral doivent, avant l'exécution d'un acte, informer le patient de son coût et des conditions de son remboursement par les régimes obligatoires d'assurance maladie ;
- Cette information incombe à tout professionnel de santé dans le cadre de ses compétences et dans le respect des règles professionnelles qui lui sont applicables ;
- Cette information est délivrée au cours d'un entretien individuel.

► Recommandations françaises

Des recommandations de bonne pratique destinées aux médecins, relatives à l'information des patients, ont été publiées en 2000 par l'Agence nationale d'évaluation et d'accréditation en santé (tableau 5.4) (328). En voici quelques extraits.

L'information, outre bien évidemment les réponses aux questions posées par le patient, doit prendre en compte la situation propre de chaque personne. Elle porte tant sur des éléments généraux que sur des éléments spécifiques :

- l'état du patient et son évolution prévisible, ce qui nécessite des explications sur la maladie ou l'état pathologique, et son évolution habituelle avec et sans traitement ;

⁵⁰ Les droits des mineurs sont exercés, selon les cas, par les titulaires de l'autorité parentale ou par le tuteur.

- la description et le déroulement des examens, des investigations, des soins, des thérapeutiques, des interventions envisagées et de leurs alternatives ;
- leur objectif, leur utilité et les bénéfices escomptés ;
- leurs conséquences et leurs inconvénients ;
- leurs complications et leurs risques éventuels, y compris exceptionnels ;
- les précautions générales et particulières recommandées aux patients.

Que l'information soit donnée oralement ou avec l'aide d'un document écrit, elle doit répondre aux mêmes critères de qualité :

-  tre hiérarchisée et reposer sur des données validées ;
- présenter les bénéfices attendus des soins envisagés avant leurs inconvénients et risques éventuels, et préciser les risques graves, y compris exceptionnels, c'est-à-dire ceux qui mettent en jeu le pronostic vital ou altèrent une fonction vitale ;
-  tre compréhensible.

Au cours de cette démarche, le médecin s'assure que le patient [ou son représentant] a compris l'information qui lui a été donnée. Il indique la solution qu'il envisage en expliquant les raisons de sa proposition.

5.2.2 Considérations spécifiques à l'enfant sourd

► Avis du Comité national d' thique

Quelle que soit l'importance qu'elles accordent ou accorderont à la LSF, les familles doivent avoir conscience des conséquences ultérieures de leur décision en cas de refus d'appareiller l'enfant, dès l'instant où la possibilité d'un appareillage bénéfique à leur enfant ne peut être exclue : « *La question se pose de savoir si le refus d'un implant par les parents (quelle que soit leur propre condition sensorielle), dans les situations où il permettrait de favoriser l'accès à l'expression orale, ne revient pas à priver l'enfant des dispositions capables d'enrichir son développement relationnel (...). L'accès à la parole n'est-il pas, pour tout être humain, un moyen de diversifier son répertoire d'interactions avec son environnement ?* » (Avis n 103 du CCNE page 11) (52).

► Recommandations internationales

- Deux recommandations internationales identifiées abordent la question de l'information des familles accueillant un enfant sourd (5,91) (tableau3.2). Aucune de ces deux recommandations ne précise sa méthode d'élaboration. L'une d'entre elles concerne spécifiquement l'information sur l'implant cochléaire chez l'enfant déficient auditif⁵¹ (5).

Concernant le contenu de l'information des familles, les points suivants sont mentionnés :

- les familles devraient être informées sur la spécificité de l'acquisition du langage chez l'enfant sourd ; elles devraient avoir accès à des activités familiales qui facilitent l'acquisition du langage par l'enfant sourd auprès d'enfants entendants et d'enfants sourds (91) ;
- toutes les options de communication (langue parlée et langue des signes ainsi que la langue parlée complétée) doivent être présentées à la famille ainsi que toutes les aides technologiques disponibles et ce de manière non biaisée (91) ;
- une information claire sur l'implant peut être donnée dès la période de diagnostic en insistant sur le fait que « *la mise en place d'un implant cochléaire n'est pas une intervention « miracle » : elle n'est pas une réparation de l'oreille rétablissant une audition normale* » (5) ;
- l'information au cours de la prise en charge avec implant peut prendre différentes formes ; elle doit être pluridisciplinaire, tenir compte des handicaps associés ; elle doit être large, répétitive, personnalisée et « *laisser le temps aux parents de reformuler leurs questions et de leur permettre de rencontrer des personnes sourdes, des familles d'enfants*

⁵¹ Consultables dans leur intégralité sur : <http://www.biap.org/recom07-3.html>

déficients auditifs avec ou sans implant, des membres d'associations de parents d'enfants sourds porteurs ou non d'implant cochléaire » (5) ;

- le maximum d'informations doit être apporté à l'enfant lui-même et adapté en fonction du niveau de compréhension et d'expression langag re de l'enfant (5).

► **Guide pratique à l'usage des parents**

Cinq guides pratiques à l'usage des parents ont été identifiés (53,156-158,329), dont un français, détaillé ci-dessous (53).

Les quatre guides britanniques, diffusés par l'association nationale représentant les enfants sourds, concernent tous exclusivement l'appareillage (audioprothèse, aide auditive à ancrage, implant cochléaire) (156-158,329).

Le guide français propose une information beaucoup plus large ; il a été publié en 2005 par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES) (53). Il s'agit d'un guide pratique  dit  pour les parents. Il a été diffusé gratuitement aux centres hospitaliers (services ORL), aux centres d'action médico-sociale précoce, aux centres régionaux d'information sur la surdité et aux associations. Ce guide a été élaboré en collaboration avec des professionnels et des associations représentant les personnes ou les enfants sourds. Il est encore disponible sur simple commande et peut intéresser tant les familles que les professionnels concernés des secteurs médical, médico-social ou de l' ducation. Il est également téléchargeable sur le site de l'INPES⁵² et de la Fondation de France.

Ce guide est construit en 4 parties :

- **vivre et grandir**

La première partie, « Vivre et grandir », expose les conséquences de l'annonce du diagnostic : retentissement chez les parents, la fratrie, répercussions sur la vie familiale ; elle aborde aussi l'éducation précoce, avec des conseils apportés pour communiquer avec l'enfant et l'aider dans ses acquisitions. Cette partie aborde enfin la scolarisation, en intégration ou en établissement spécialisé, et les perspectives de vie sociale et professionnelle.

Cette première partie consolide les parents « *dans leur rôle de parents, qui reste le même, quelle que soit la circonstance* » et l'enfant dans sa capacité « *  s'adapter au monde environnant en utilisant tous ses sens : la vue, le toucher, l'odorat et aussi l'audition, même si elle n'est pas parfaite.* » Le guide place l'enfant et ses capacités globales au centre de l'information transmise aux parents, et non la surdité : « *Votre enfant, sourd ou malentendant, est avant tout un enfant. Il a les mêmes besoins que n'importe quel autre : besoin d'affection, de tendresse, de communication, besoin de rire, etc. [...]. Bien sûr vous devrez tenir compte de sa surdité pour vous adresser à lui, en vous mettant à sa portée pour lui parler, quel que soit son âge. Le bébé ou le jeune enfant communique avec tout son corps, écoutez-le et répondez avec les mêmes moyens. Il est très sensible aux contacts physiques, aux sourires, à l'expression de votre visage, aux gestes. Il vous entend mal, mais continuez à lui parler, il comprendra que vous vous intéressez à lui [...], il verra vos lèvres bouger, [...] ce qu'il ne peut entendre, il peut le voir* ». Le guide r assure les parents dans leur rôle « *d'éducateurs privilégiés et naturels* » de leur enfant et les informe que « *de nombreux professionnels sont là pour les aider et les conseiller* » et qu'ils ont la possibilité de rencontrer d'autres personnes qui ont de l'expérience au sein d'associations. Sont ensuite successivement abordés certains aspects concrets de la vie en famille, de l'éducation précoce, période où l'enfant doit recevoir le maximum d'informations pour l'aider à se construire, sur la scolarité, la vie sociale et professionnelle.

- **communiquer**

⁵² La surdité de l'enfant. Guide pratique à l'usage des parents. Guide INPES 2005 téléchargeable sur : <http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/884.pdf>

La seconde partie, « Communiquer », explique l'acquisition de la communication orale chez le petit enfant entendant et sourd. Elle présente les différents modes de communication que sont la langue française parlée complétée, la langue des signes française et le bilinguisme. Elle dit enfin l'importance de l'éducation auditive et visuelle pour ces enfants qui vont apprendre dès leur plus jeune âge à se servir de leurs restes auditifs et à développer leurs compétences visuelles. Les parents peuvent ainsi prendre appui sur des exemples très concrets pour aider leur enfant dans ces apprentissages.

Pour améliorer la « communication orale », c'est-à-dire la réception, la compréhension et la production de la parole, l'enfant sourd devra bénéficier d'une éducation adaptée puisque du fait de sa surdité, l'enfant ne peut l'acquérir par la simple imprégnation des paroles prononcées autour de lui. Il convient d'aider l'enfant à tirer le parti maximum de son audition à travers la stimulation et l'entraînement auditif grâce à l'appareillage, à exploiter ses compétences visuelles en vue de la lecture labiale, qui peut être facilitée par la langue française parlée complétée ou code LPC, et à utiliser tous les supports visuels qui permettent de comprendre les messages (contextes, attitudes corporelles, gestes, photos, dessins, cahiers de vie, etc.).

La langue des signes est une « *langue vivante complexe qui possède une pleine capacité d'expression et d'abstraction. Elle permet donc la transmission de savoirs, d'où sa légitimité éducative* » reconnue dans la loi de février 2005 (2). Basée sur une logique visuelle, sa syntaxe est différente de celle du français ; l'utilisation des mains, du regard et de l'espace permettent de construire les signes, le visage et les épaules servant à exprimer les nuances du discours. Cette langue peut s'acquérir très tôt par les parents d'enfants sourds, favoriser l'épanouissement de l'enfant et la création de liens sociaux avec ses copains sourds et plus largement avec la communauté sourde signante.

Le bilinguisme consiste à donner deux langues à l'enfant sourd : la langue des signes française et le français. « *Le but est de favoriser l'épanouissement de l'enfant, puisqu'il dispose à la fois de la langue des signes française, avec laquelle il s'exprime plus facilement, et de la langue française orale, souvent langue de ses parents, et en tout cas, de la société. Le bilinguisme consiste à proposer à l'enfant sourd et à ses parents un environnement linguistique comprenant l'apprentissage de la langue des signes [...] et l'apprentissage du français oral puis écrit [...].* »

L' ducation auditive a pour objectif de faire découvrir à l'enfant le monde sonore qui l'entoure. Tout bébé, qu'il soit sourd ou entendant, a besoin d'apprendre à écouter, à se repérer au milieu des bruits de la vie quotidienne. Comme tout apprentissage, cela doit passer par le jeu et le plaisir, et s'adapter au niveau d'audition de l'enfant.

L' ducation visuelle consiste à proposer à l'enfant, « *en toutes circonstances un maximum d'informations qui l'aideront à comprendre le monde qui l'entoure. Les compétences visuelles sont un véritable atout dans la vie quotidienne d'une personne sourde* ».

- **comprendre**

La troisième partie, « Comprendre », présente les examens et tests proposés dans le cadre d'un bilan de l'audition et donne des éléments pour mieux comprendre les différents types de surdité et leur répercussion sur l'acquisition du langage : mesure du son et fonctionnement de l'oreille. Sont abordés enfin les différents moyens de corriger l'audition : prothèses auditives et implant cochléaire.

Concernant l'appareillage auditif (prothèse et implants) en dehors des aspects techniques et financiers (remboursement, frais à la charge des familles), les informations proposées concernent aussi les limites de ces appareils, en particulier ils ne « *restituent jamais une audition normale* ». Ils traitent les sons de l'environnement pour qu'ils soient mieux perçus par l'enfant, mais « *la perception des sons est imparfaite* ». Les appareillages ne peuvent à eux seuls permettre l'apprentissage de la « communication orale » par l'enfant : l'éducation auditive avec l'aide d'une orthophoniste et, dans le cas de l'implantation cochléaire, « *un projet familial de communication orale sont déterminants pour optimiser l'utilisation des*

appareils. Ce projet familial de communication orale n'exclut pas l'apprentissage de la langue des signes ». Certaines situations nécessitent que les appareils ne soient pas utilisés (ex. bain, douche, etc.), l'enfant ayant alors « d'autant plus besoin d'aides spécifiques visuelles pour recevoir et comprendre ce qui est dit ». Le suivi de l'enfant pour le réglage des appareils nécessite des consultations fréquentes, impliquant une bonne disponibilité parentale.

- **se faire aider**

La quatrième partie, « Se faire aider », détaille les démarches administratives avec toutes les aides auxquelles les familles peuvent prétendre, les différents professionnels rencontrés, les aides techniques utiles dans la vie quotidienne et les adresses utiles.

Cette dernière partie présente la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), les aides financières possibles, le recours aux professionnels dans la diversité des champs d'exercice (médical, paramédical, éducation, psychologique, social, interprétariat), les aides techniques pour faciliter la vie quotidienne ainsi que les adresses d'un certain nombre d'associations et d'organismes nationaux représentant les personnes sourdes ou parents d'enfant

ts sourds.

5.3 Modalités pour assurer la neutralité de l'information

En 2009 en France, la question de la neutralité de l'information au moment du dépistage ou de l'annonce du diagnostic fait encore débat (148,319,330,330-334), comme on a pu le constater après la parution de l'avis de la HAS relatif au dépistage néonatal systématique de la surdité permanente bilatérale (147), et de l'avis du Comité consultatif national d'éthique relatif à l'information sur le dépistage systématique néonatal et la prise en charge des enfants sourds (52). Ce paragraphe tend à faire part des avis publiés ou des expériences mises en place pour permettre aux parents un choix éclairé fondé sur une information neutre et pluraliste.

5.3.1 Considérations générales

► Loi du 4 mars 2002

La loi n 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé (308) précise les droits et responsabilités des usagers et détaille l'« information des usagers du système de santé et expression de leur volonté » dans son article 11. En voici quelques extraits relatifs aux conditions de mise en œuvre de cette information.

- Cette information incombe à tout professionnel de santé dans le cadre de ses compétences et dans le respect des règles professionnelles qui lui sont applicables ;
- Cette information est délivrée au cours d'un entretien individuel ;
- Les droits des mineurs sont exercés, selon les cas, par les titulaires de l'autorité parentale ou par le tuteur. Les intéressés ont le droit de recevoir eux-mêmes une information et de participer à la prise de décision les concernant, d'une manière adaptée à leur degré de maturité s'agissant des mineurs. Le consentement du mineur doit être systématiquement recherché s'il est apte à exprimer sa volonté et à participer à la décision. Dans le cas où le refus d'un traitement par la personne titulaire de l'autorité parentale ou par le tuteur risque d'entraîner des conséquences graves pour la santé du mineur ou du majeur sous tutelle, le médecin délivre les soins indispensables ;
- Toute personne prend, avec le professionnel de santé et compte tenu des informations et des préconisations qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé ;
- Le médecin doit respecter la volonté de la personne après l'avoir informée des conséquences de ses choix ;

- Aucun acte médical ni aucun traitement ne peuvent être pratiqués sans le consentement libre et éclairé de la personne, et ce consentement peut être retiré à tout moment.

► **Circulaire du 18 avril 2002**

Une circulaire du ministère de la Santé relative à l'accompagnement des parents et à l'accueil de l'enfant lors de l'annonce pré- et postnatale d'une maladie ou d'une malformation a rappelé la singularité de chaque situation, ce qui n'exclut pas parallèlement le respect de principes généraux du cadre dans lequel doit se dérouler l'annonce d'une maladie ou d'un handicap au moment d'une naissance (335). On retiendra en particulier les éléments suivants qui sont applicables même pour une annonce dans les mois qui suivent la naissance.

Il convient :

- d'aménager les conditions de l'annonce initiale
 - « *Il s'agit de choisir avec soin le moment et le lieu de l'annonce. Il est nécessaire que ce soit un médecin expérimenté qui prenne la responsabilité d'annoncer le diagnostic, conférant ainsi toute la valeur accordée à l'enfant et à sa famille. Il est souhaitable, en outre, que ce praticien soit accompagné par un autre soignant, afin d'assurer la cohérence du discours, la diversité de l'écoute et la continuité dans le soutien.*
 - Dans la mesure du possible, cette annonce doit être faite aux deux parents ou en présence d'une personne proche de la mère, en respectant les conditions d'intimité nécessaires afin qu'ils puissent exprimer leurs émotions. Enfin, l'expérience montre que la présence du bébé auprès de ses parents à ce moment-là lui permet de prendre sa place d'enfant malgré ses difficultés. Dès ce moment, le regard attentif et respectueux porté par les soignants sur l'enfant, quel que soit son état, peut aider les parents à l'accepter tel qu'il est. » (335)*
- de communiquer autour des certitudes et des incertitudes
 - « *Lorsque le diagnostic peut être posé, on l'expliquera en des termes accessibles aux parents, en s'adaptant à leurs questions et en insistant sur la variabilité d'expression de la maladie et du handicap à venir. Tant que le diagnostic ou le pronostic reste incertain, il est préférable d'amener les parents à prendre conscience des possibilités et des difficultés de leur enfant au fur et à mesure qu'elles émergent. Il convient également de les amener à observer et à favoriser le développement de celui-ci. Dans tous les cas, faire part aux parents des limites des connaissances et de l'imprévisibilité dans le domaine pronostique n'est pas préjudiciable à la relation entre les parents et les soignants, bien au contraire. » (335)*
- de préserver l'avenir
 - « *Il est important de mettre l'accent sur les compétences de l'enfant et le rôle que ses parents peuvent jouer dans son évolution, en évitant tout jugement définitif sur un état ultérieur. Il s'agit de leur présenter alors la diversité des prises en charge possibles pour leur enfant et pour eux-mêmes. Cette information sera complétée au cours du séjour, et les relais seront mis en place avant la sortie de maternité ou du service de néonatalogie. » (335)*

► **Recommandations françaises antérieures**

Les recommandations de l'ANAES précisent les modalités de délivrance de l'information (tableau 5.4) (328). Ces recommandations affirment la primauté de l'information orale qui seule permet le dialogue qu'implique toute information. Il peut être nécessaire de recourir à un traducteur en fonction des besoins. Il est nécessaire d'adapter l'information au cas de chaque personne. Il est nécessaire d'y consacrer du temps et de la disponibilité. L'information orale s'inscrit dans un climat relationnel alliant écoute et prise en compte des attentes du patient. Elle peut nécessiter d'être délivrée de manière progressive (328).

5.3.2 Considérations spécifiques à l'enfant sourd

► **Avis du Comité national d' thique**

Une surdité congénitale infantile ne saurait être appréhendée comme un handicap grave et entraînant une prise en charge médico-technique immédiate. Il ne s'agit pas d'une fonction accidentellement inactivée qui appellerait *ipso facto* une réponse en termes de

« réparation ». Cependant, tout praticien doit tenir compte des droits de l'enfant à bénéficier des moyens de réaliser les possibilités de communication dont il est porteur. Si l'importance de la parole, dans une société où elle est privilégiée par plus de 99 % de la population, n'est pas rappelée aux familles, l'information est manifestement incomplète. L'insuffisance de l'information ne serait pas conforme à l'intérêt de l'enfant : *« Tout en respectant le droit des parents au choix des traitements proposés pour leur enfant, et sans vouloir éluder les difficultés pratiques, éthiques et juridiques que pourrait poser l'imposition aux parents d'une volonté extérieure alors qu'aucun processus vital n'est menacé, le CCNE considère qu'il y a lieu de tenir également compte du droit des enfants présentant une surdité totale ou profonde bilatérale congénitale à ne pas être privés des traitements susceptibles de préserver leur capacité à communiquer avec d'autres communautés linguistiques. Le défaut de prise en charge à une date appropriée de son déficit sensoriel constitue une perte de chances irréversible pour l'enfant sourd. »* (52) (page 15).

Les parents doivent être informés des limites de la prise en charge strictement médicale et des incertitudes concernant l'efficacité des dispositifs d'appareillage, qui n'est qu'une indication éventuelle au moment du diagnostic. Pour autant, le fait que la possibilité d'appareiller l'enfant ne puisse être envisagée en toute circonstance n'implique pas que l'information délivrée aux parents doive passer sous silence l'éventualité d'un recours à un palliatif technologique. Le CCNE rappelle que *« lorsqu'elle est susceptible de favoriser l'apprentissage du langage oral, la pose d'un implant cochléaire doit être considérée comme étant conforme à l'intérêt de l'enfant qui a un droit fondamental à bénéficier des progrès de la médecine (...). Qu'en soi un enfant sourd ne soit ni « malade » ni « handicapé » n'interdit nullement d'explorer toutes les possibilités technologiques de communication avec ses parents et d'autres enfants entendants »* (52) (page 16). L'information de l'existence de ces possibilités d'aide technologique peut être considérée comme un motif d'espoir pour des parents plongés dans le désarroi par l'annonce du diagnostic de surdité de leur enfant.

Dans le cadre du débat après la publication de l'avis n 103 du Comité national d'éthique précédemment décrit (52), plusieurs propositions ont été formulées par différents auteurs :

- l'information au moment de l'annonce du diagnostic devrait être réalisée par des professionnels formés à cette approche. Après l'annonce, une équipe pluridisciplinaire doit être en capacité de répondre aux besoins de l'enfant et de ses parents, de respecter le choix de ces derniers et de leur faire découvrir les options possibles en matière d'accès au langage et à la communication (336) ;
- l'information au moment de l'annonce doit prendre en compte *« le travail de “ deuil ” de l'enfant “ r v  ” des parents d'enfants sourds »* et leur proposer aide et accompagnement ; la médicalisation de la surdité tendrait à renforcer le « rêve » et à entrer dans une logique de réparation de la surdité que cet auteur dénonce, car elle ne permettrait pas l'épanouissement de la personne sourde (319) ;
- *« la bonne pratique éthique [pour l'information des parents] serait la séparation structurelle entre le parcours de soins et le temps de réflexion des parents, aussi bien concernant les intervenants que les lieux géographiques et institutionnels. En clair, des « maisons vertes » d'échanges et d'information pour les familles à côté du système de soins actuel »* (148) ;
- l'information délivrée aux familles une fois le diagnostic de surdité posé, devrait être aussi diversifiée et « neutre » que possible. Cela nécessitera un rapprochement du « monde du diagnostic précoce et de celui de l'éducation spécialisée, qui ont eu jusqu'à présent, trop peu de contact du moins dans notre pays. [...] Seul le dialogue entre les équipes médicales et les équipes éducatives [...], entre les défenseurs d'un oralisme plus ou moins intégral et ceux qui prônent l'accès précoce à la langue des signes, permettra de diversifier les connaissances et d'enrichir le respect mutuel » (331,332).

► **Recommandations américaines**

Les recommandations de la Société américaine de pédiatrie (tableau 3.2) (91) insistent sur la primauté du choix des parents pour le processus de décision : le choix éclairé des familles, par une information complète non biaisée sur l'ensemble des modes de communication, les aides technologiques disponibles et les résultats attendus guide le processus de décision. En fonction du choix des familles, ces dernières devraient pouvoir rencontrer des enfants et adultes sourds pouvant être des repères du modèle linguistique choisi (91).

► **Autres publications**

Une information neutre et pluraliste ne peut être reçue par les parents et leurs enfants que si elle est délivrée dans de bonnes conditions matérielles. Un avis d'auteur décrit les conditions à mettre en œuvre pour assurer une communication de qualité avec des personnes sourdes ou malentendantes dans le cadre d'une consultation médicale (337). Trois situations sont distinguées : le consultant malentendant, le consultant sourd s'exprimant en parlant et le consultant sourd s'exprimant en langue des signes alors que le praticien ne connaît pas cette langue. Les préconisations sont détaillées en annexe 2.

Une information de qualité nécessite également que les personnes qui la délivrent puissent y être formées (338).

► **Avis du groupe de travail**

Les centres d'information sur la surdité (CIS) ont été crées depuis 2000 à la suite du rapport parlementaire de 1998 sur la surdité (49). Ces CIS ont une vocation régionale d'information des personnes sourdes et de leurs familles. Leur rôle est de répondre, dans la plus grande neutralité, aux questions concernant l'audition, l'éducation des jeunes sourds, la vie des personnes sourdes (réglementation, droits sociaux, etc.). Leurs missions ont été définies comme suit⁵³ :

- accueillir et tenir une permanence téléphonique et sur minitel ;
- informer sur l'audition, la surdité, l'éducation des jeunes sourds, la vie des personnes sourdes ;
- donner la possibilité aux personnes accueillies de rencontrer des responsables d'associations ainsi que des personnes sourdes ou entendantes connaissant la surdité ;
- mettre en relation avec les différents services administratifs et services hospitaliers spécialisés ;
- organiser des rendez-vous avec les experts et partenaires des CIS ;
- informer sur les différents stades (LSF, LPC, etc.) et activités sportives et culturelles ;
- mettre en relation avec les associations ou services concernés en cas de recherche d'interprètes ou de codeurs.

En 2008, le groupe de travail (professionnels et associations) constate après avoir consulté l'ensemble des sites des centres d'information sur la surdité que peu d'informations concerne l'enfant de moins de 6 ans et que ces centres ne sont pas intégrés comme source d'information pour les parents. Une enquête effectuée en 2007 auprès de 82 CAMSP et 20 SAFEP a mis en évidence que seulement 50 % des CAMSP et SAFEP sont en lien avec un centre d'information sur la surdité (87), ce qui tendrait à confirmer que les CIS ne sont pas situés dans la filière d'accompagnement proposée aux parents. Leur intérêt et neutralité sont parfois remis en cause (339). Néanmoins, leur mission semble très proche de ce qui est évoqué dans le cadre d'une « maison verte » (148).

Au moment du diagnostic, l'information devrait être transmise aux parents et à l'enfant à qui il convient de s'adresser également, quel que soit son âge.

⁵³ Document consultable en février 2009 sur http://anpes.free.fr/Lois/fiche_CIS.html

L'annonce diagnostique de la surdité n'est pas envisageable en différé comme pour d'autres examens, puisque les personnes accompagnant l'enfant et assistant à l'examen peuvent en déduire qu'il existe un seuil auditif élevé. Cependant, afin de donner aux parents l'opportunité d'être accompagnés de leur conjoint ou d'une autre personne de leur choix et d'avoir le temps de la réflexion afin de pouvoir préparer les points d'information qu'ils souhaitent aborder avec le professionnel de santé, le temps d'information des parents ne devrait pas être délivré au seul moment de la confirmation diagnostique. Celle-ci devrait être suivie d'une seconde consultation, à une ou deux semaines d'intervalle.

Plusieurs expériences relatives à des lieux d'accueil des familles, dans un contexte social indépendant d'un contexte de soins, ont été engagées ou sont souhaitées par plusieurs acteurs (Comité consultatif national d'éthique, professionnels de santé, associations). Ces lieux d'échanges et d'accueil de l'enfant semblent pertinents pour permettre un temps de réflexion aux parents après l'annonce d'un diagnostic de surdité ; néanmoins, aucune évaluation de ces lieux d'accueil, actuellement très peu développés en France, n'a été réalisée. Ils pourraient avoir pour principe d'être un espace de détente, de rencontre, d'échanges et de jeux, où les deux langues, français et LSF, se cotoieraient. Des professionnels de la petite enfance, hommes et femmes, sourds ou entendants, dont certains maîtrisent la langue des signes, accueilleraient tout enfant sourd en présence d'un adulte accompagnateur (membre de la famille, assistante maternelle) ou tout parent sourd en présence de son enfant (sourds ou non). Un des moyens pouvant permettre d'assurer la pluralité d'approches et la neutralité de tels lieux serait un suivi des équipes et des projets par un comité de pilotage comprenant l'ensemble des acteurs locaux impliqués dans l'accompagnement des enfants et personnes sourdes (associations, équipes médicales et paramédicales, établissements médico-sociaux et instituts, etc.).

5.4 Recommandations de la HAS

Accueillir un enfant sourd au sein de sa famille, c'est avant tout accueillir un enfant. Afin de ne pas occulter tout ce qui est habituellement réalisé par et transmis aux parents lors de l'accueil d'un enfant⁵⁴, il est recommandé que l'information délivrée et l'accompagnement des familles ne soient pas uniquement centrés sur les aspects spécifiques liés à la surdité de l'enfant, mais prennent en compte, en première intention, les besoins d'informations relatifs au développement global de l'enfant, comme cela est proposé pour tout enfant.

5.4.1 Principes généraux et pluralité de l'information

L'information de l'enfant et de sa famille est un processus continu tout au long du suivi de l'enfant.

Lorsqu'un professionnel informe une personne sourde (enfant ou parent), il est recommandé de :

- s'adresser dans toute la mesure du possible dans la langue utilisée par la personne informée : il peut être nécessaire de recourir à un interprète en fonction des besoins⁵⁵ ;
- respecter les conditions favorables pour une communication de qualité avec une personne sourde (337).

⁵⁴ Pour plus de détails, se reporter aux Recommandations professionnelles publiées en 2006 par la HAS « Préparation à la naissance et à la parentalité ».

⁵⁵ Conformément à la loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les personnes d ficiennes auditives bénéficient, à leur demande, d'une traduction écrite simultanée ou visuelle de toute information orale ou sonore les concernant, dans le cadre de leurs relations avec les services publics, qu'ils soient gérés par l'état, les collectivités territoriales ou un organisme les représentant, ainsi que par des personnes privées chargées d'une mission de service public.

Conformément à la loi⁵⁶, tout professionnel de santé a le devoir d'informer les personnes qui se présentent à lui, dans le cadre de ses compétences et dans le respect des règles professionnelles qui lui sont applicables. Toute personne prend, avec le professionnel de santé et compte tenu des informations et des préconisations qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé, ou celle de la personne dont elle est le responsable légal. Les professionnels doivent respecter la volonté de la personne après l'avoir informée des conséquences de ses choix. Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne, et ce consentement peut être retiré à tout moment.

Il est recommandé que l'information donnée aux parents soit complétée d'une information appropriée donnée à l'enfant, en fonction de son âge et de son développement cognitif. Une attention particulière devra être portée aux membres de la fratrie et une information spécifique pourra leur être donnée.

Afin d'assurer une information plurielle respectant les différentes représentations sociales de la surdité et l'hétérogénéité des situations cliniques de la surdité de l'enfant, il est recommandé aux professionnels de santé et à l'ensemble des personnes qui participent à l'information des familles de les informer qu'il existe différentes approches éducatives pour un enfant sourd, en particulier lorsque le seuil auditif de l'enfant est > 70 dB HL. Professionnels de santé, associations de parents d'enfants sourds, associations de personnes sourdes et centres d'information sur la surdité sont à même de proposer aux parents des informations complémentaires avant qu'ils ne s'engagent dans une approche éducative ou une autre. Alors même que l'ensemble des acteurs interrogés au cours de l'élaboration de ces recommandations appellent de leurs vœux l'existence d'un lieu neutre unique où les parents pourraient recevoir l'ensemble des informations relatives à la surdité de leur enfant, quelles que soient les diversités cliniques et éducatives, il n'existe pas de consensus en France en 2009 permettant de définir les modalités de fonctionnement d'un tel lieu, en particulier sur la pertinence d'identifier un r f rent pour la famille.

Il est recommandé que les lieux et sites Internet d'information développent les informations relatives à la surdité moyenne, situation clinique la plus fréquente et la moins bien documentée ; lorsque les informations sont transmises par le biais de sites Internet, il est recommandé que ceux-ci respectent les chartes de qualité des sites de santé.

5.4.2 Contenu de l'information

► Hiérarchiser les informations

Il est recommandé de hiérarchiser les informations transmises et de les fonder sur :

- les compétences multiples que l'enfant sourd possède et utilise pour communiquer, et les conséquences pratiques liées au besoin de l'enfant d'appréhender le monde qui l'entoure par les informations visuelles :
 - poursuivre la communication sous toutes ses formes : visuelle, orale, tactile, etc.,
 - placer l'enfant dans un espace ouvert, se placer dans son champ de vision, etc.,
 - adopter de nouvelles stratégies (ex. ne pas appeler l'enfant à distance en criant) ;
- les besoins particuliers de l'enfant pour apprendre une langue, notamment ceux liés à son seuil auditif, lorsque l'approche souhaitée par les parents est une approche audiophonatoire ;
- les besoins exprimés par les familles, de manière générale et singulière (cf. section 5.1) ;
- la possibilité et l'intérêt d'un bilan médical étiologique ;
- les différents choix éducatifs possibles ; il est recommandé de donner du temps aux parents avant de s'engager dans les décisions futures, en particulier lorsque le diagnostic a

⁵⁶ Loi n 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé.

 t  posé au cours de la première année de vie ; l'annonce du diagnostic n'est pas un temps où des décisions relatives au projet éducatif doivent être prises ;

- les résultats attendus, en particulier concernant l'acquisition et l'utilisation du français (parlé puis écrit) ou de la LSF, selon les approches, audiophonatoire ou visuogestuelle, le seuil auditif de l'enfant et ses éventuels troubles associés (cf. argumentaire sections 2 et 6) ;
- l'importance du réseau social et associatif ; plusieurs enquêtes montrent que le réseau social et associatif aide les parents à s'impliquer ou est associé à un niveau de stress parental moins important. Il est recommandé d'informer précocement les familles de l'existence de ces associations et du soutien qu'elles pourront y trouver ; il convient de laisser le moment de cette rencontre au libre choix des familles, aucun argument scientifique ni consensus ne permettant de définir de manière générale le moment opportun de cette rencontre ;
- la disponibilité locale⁵⁷ des services permettant un accompagnement des parents et un suivi de l'enfant :
 - professionnels ou structures proposant des programmes d'intervention précoce (CAMSP, SAFEP, SEFISS, établissements médico-sociaux, etc.) dans chacune des approches (approche audiophonatoire : oraliste avec ou sans LPC,  ducation orale avec français signé ou avec LSF ; approche visuogestuelle avec LSF),
 - centres d'information sur la surdité,
 - associations de parents d'enfants sourds et de personnes sourdes ; il convient de laisser le moment de cette rencontre au libre choix des familles,
 - professionnels ou structures permettant aux parents ou aux enfants d'obtenir un soutien psychologique, notamment les consultations médico-psychologiques,
 - professionnels ou structures permettant un suivi audiophonologique de l'enfant (ORL libéraux ou salariés ayant une compétence en audiophonologie infantile),
 - professionnels ou structures permettant d'acquérir des aides auditives (audioprothésistes ayant une expérience dans le suivi de l'enfant sourd) ou des aides techniques permettant d'adapter l'environnement de l'enfant,
 - lieux ou structures où l'enfant, avant sa scolarisation, et ses parents peuvent, s'il y a lieu, rencontrer un environnement social où la langue des signes est utilisée (assistante maternelle ou crèche utilisant la langue des signes, espace de rencontre entre parents sourds et entendants, cours de langue des signes, etc.),
 - professionnels ou structures (assistant de service social, MDPH) permettant aux parents d'obtenir les aides financières adaptées aux besoins spécifiques de l'enfant, en particulier pour l'acquisition d'aides techniques ou le financement de cours de langue des signes ou de LPC, conformément à la réglementation en vigueur⁵⁸,
 - lieux où exercent des professionnels de santé sensibilisés au suivi d'un enfant sourd (ex. unité hospitalière d'accueil et soins des patients sourds, professionnels libéraux, etc.),
 - classes, écoles ou établissements spécialisés, au moment de la scolarisation,
 - services spécifiques tels que interprètes LSF ou codeurs LPC.

► Informer avant le diagnostic

Avant le diagnostic de surdité, deux situations méritent d'être clairement distinguées par les professionnels de santé :

- l'information dans le cadre d'un dépistage, situation où les parents n'ont pas imaginé la possibilité que leur enfant n'entende pas bien ;

⁵⁷ Si les services ne sont pas localement disponibles, il convient de transmettre les coordonnées des professionnels ou services disponibles au niveau départemental, régional voire national.

⁵⁸ Arrêté du 24 avril 2002 relatif aux conditions d'attribution des six catégories de complément d'allocation d'éducation spéciale

- l'information dans le cadre d'une sollicitation des parents auprès d'un médecin car l'enfant présente un comportement qui leur semble inhabituel.

- **Information dans le cadre d'un dépistage**

Il est recommandé que l'information délivrée dans le cadre d'un dépistage soit réalisée par un professionnel de santé ayant reçu une formation spécifique prenant en compte les aspects relationnels et psychologiques et pas seulement techniques de l'acte de dépistage.

- **Avant la naissance (visite du 8^e mois)**

Il est recommandé d'informer les femmes enceintes de l'existence et des modalités des différents dépistages effectués à la maternité auprès de l'ensemble des nouveau-nés. Le dépistage n onatal⁵⁹ de la surdité a pour but de s'assurer que le nouveau-n  entend bien.

- **En maternité**

Avant la réalisation du test, il est recommandé :

- d'informer l'un et si possible les deux parents de l'existence du dépistage à la recherche du bon fonctionnement de l'audition : « Je vous propose de vérifier que votre enfant entend bien, comme nous le proposons pour tous les nouveau-nés »,
- de lui remettre une plaquette d'information,
- d'expliquer le déroulement du test : « le test ne fait pas mal ; il est réalisé lorsque votre bébé dort ou est calme (après le bain ou la tétée) ; une sonde est placée dans l'oreille ou des électrodes sont placées sur la peau ; l'appareil enregistre automatiquement en quelques minutes les réponses de ses oreilles »,
- d'inviter les parents à assister au test : « Si vous le souhaitez, vous pouvez assister au test »,
- d'informer que le résultat du test sera transmis par le médecin de la maternité avant la sortie. « Le médecin vous confirmera avant la sortie si le test est concluant, c'est-à-dire qu'il confirme que votre enfant entend bien ou si le test est non concluant, c'est-à-dire qu'il ne permet pas de conclure pour le moment que votre enfant entend bien » ;
- d'informer les parents de la possibilité d'un deuxième test avant la sortie de la maternité si le premier test n'est pas concluant : « Dans le cas où le premier test de dépistage n'est pas concluant, ce qui peut arriver car le matériel est sensible, si l'enfant s'agite ou se réveille ou si des sécrétions sont encore présentes dans l'oreille, un second test similaire sera réalisé avant la sortie »,
- de demander au médecin de rencontrer la famille si celle-ci a des questions supplémentaires,
- d'informer que le test n'est pas obligatoire,
- de recueillir le consentement oral d'un et si possible des deux parents, avant de procéder au test et de noter l'éventuel refus des parents : « Acceptez-vous que je vérifie que votre enfant entend bien ? ».

Il est recommandé au médecin de la maternité de transmettre systématiquement les résultats du dépistage aux parents avant la sortie du nouveau-n , ainsi qu'au médecin généraliste ou pédiatre de l'enfant.

Au moment de l'annonce des résultats du dépistage néonatal :

- 1^{re} situation : le test confirme que le nouveau-n  entend bien (test concluant),
- Il est recommandé au médecin transmettant ce résultat d'attirer avec prudence l'attention des parents sur le fait que des troubles de l'audition peuvent apparaître secondairement. « Votre enfant entend bien, restez cependant vigilants tout au long de

⁵⁹ Ces recommandations n'ont pas pour objectif d'évaluer la pertinence du dépistage néonatal de la surdité, mais de proposer des recommandations relatives à l'information à délivrer lorsqu'un dépistage est proposé (ex. expérimentation sur le dépistage néonatal, dépistage ciblé lors de situation à risque pour l'enfant, etc.)

son enfance, car l'audition peut évoluer au cours du temps. N'hésitez pas à consulter en cas de doute »,

- 2^e situation : le test ne permet pas de conclure d'emblée que le nouveau-n  entend bien (test non concluant),
- Après avoir procédé à un test de contrôle avant la sortie de la maternité, il est recommandé au médecin transmettant ce résultat :
 - de rassurer les parents : « Le test n'a pas permis de préciser la qualité de l'audition de votre enfant. Une telle situation est fréquente car le test est très sensible à l'agitation de l'enfant, aux bruits extérieurs, à la présence de sécrétions derrière le tympan »,
 - de proposer un rendez-vous en audiologie infantile afin d'effectuer un bilan approfondi de l'audition du nouveau-n ,
 - de répondre en toute objectivité aux questions posées par les parents, car certains parents évoqueront la possibilité d'une surdité ;
 - de donner les coordonnées d'un professionnel pouvant être contact , si les parents souhaitent obtenir des informations complémentaires après la sortie de la maternité,
 - d'informer les parents sur les modalités du bilan approfondi (examen clinique, potentiels évoqués auditifs   visée diagnostique, audiométrie comportementale). Certains examens nécessitent que l'enfant soit endormi, il est donc utile de prévoir du temps (2 à 3 heures), des biberons et des changes.

• **Information dans le cadre d'une sollicitation des parents auprès d'un médecin**

Si les parents ont un doute concernant l'audition de leur enfant, un bilan complet de l'audition par un médecin ayant des compétences en audiologie infantile est recommandé. Un test de dépistage néonatal concluant à une audition normale ne doit pas retarder un examen secondaire clinique rigoureux de l'audition ; celui-ci doit tenir compte des possibilités de compensations visuelles ou proprioceptives déjà acquises par l'enfant.

► **Annoncer le diagnostic**

Quel que soit le processus à l'issue duquel le diagnostic est établi et quel que soit le seuil auditif de l'enfant, l'annonce du diagnostic de surdité est un  v nement dont l'empreinte est souvent traumatique et durable chez tous les parents. Même si c'est une nouvelle facilement accueillie par certaines familles sourdes, c'est le plus souvent une nouvelle difficile à recevoir pour une grande majorité des parents et difficile à annoncer pour de nombreux professionnels. Cette annonce doit donc obéir à des règles précises.

Il est recommandé que :

- le diagnostic de surdité soit annoncé par le médecin ayant effectué le test diagnostique ; ce médecin devrait avoir été formé aussi bien sur le plan relationnel que sur le plan technique, en particulier pour porter un message positif sur les compétences de l'enfant et de sa famille à communiquer et sur le vécu avec une surdité ;
- l'annonce soit effectuée dans un environnement propice, respectant les principes généraux suivants :
 - assurer la confidentialité, un temps suffisant et les moyens de ne pas être dérangé,
 - annoncer le diagnostic au cours d'un entretien individuel, dans toute la mesure du possible en présence des deux parents,
 - annoncer le diagnostic de manière simple et exacte : « Comme vous le savez, nous avons testé l'audition de votre enfant et les résultats indiquent une surdité »,
 -  couter les parents et répondre à leurs questions sans chercher à donner de l'information complémentaire dans un premier temps, seul moyen d'accompagner les parents d'une manière adaptée à leurs besoins particuliers : « J'aurai de nombreuses informations à vous transmettre, mais pour le moment, quelles sont les questions auxquelles vous souhaitez que je réponde ? »,
 - encourager les parents à exprimer leurs sentiments, maintenant ou plus tard,

- répondre avec chaleur et empathie, mais ne pas chercher à amoindrir l'information, chaque parent ayant son propre ajustement affectif à la situation,
- s'adresser également à l'enfant et l'observer avec ses parents pour valoriser ses compétences relationnelles et aider les parents à assumer leur rôle de parents, « votre enfant, sourd, est avant tout un enfant, il a besoin de vous, comme tout enfant ; votre enfant n'a pas changé, continuez à communiquer avec lui par la parole, le regard, le toucher »,
- proposer un second rendez-vous, proche (c'est-à-dire quelques jours voire une ou deux semaines plus tard), au cours duquel l'information sera complétée, dans toute la mesure du possible en présence des deux parents.

L'annonce du diagnostic n'est pas un temps où des décisions relatives au projet éducatif doivent être prises : il est recommandé de donner du temps aux parents avant de s'engager dans les décisions futures, en particulier lorsque le diagnostic a été posé au cours de la première année de vie.

6 Comment aider les parents à être les acteurs essentiels du suivi et de l'accompagnement de l'enfant sourd ?

Afin de répondre à cette question, nous avons tout d'abord recherché si des études avaient fait la preuve d'un lien de causalité entre l'implication des parents dans l'accompagnement et le suivi de leur enfant et le développement de la communication et du langage de l'enfant (cf. section 6.1).

Malgré l'absence de preuves scientifiques quant au lien de causalité entre implication parentale et développement du langage de l'enfant sourd, le groupe de travail considère que l'on ne doit pas occulter l'importance de la question de la parentalité avec un enfant sourd et des moyens proposés pour aider les parents à exercer pleinement cette dernière.

-  tre parent d'un enfant sourd, c'est avant tout être parent d'un enfant (53,340). Afin que les aspects spécifiques de la parentalité avec un enfant sourd n'occulent pas les aspects communs à toute situation de parentalité, nous avons fait le choix de présenter l'abondante littérature qualitative sur ce sujet à travers :
 - la seule revue systématique identifiée, relative à la parentalité avec un enfant sourd, revue systématique effectuée à partir d'une littérature qualitative dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet national de développement d'un programme d'intervention précoce auprès de jeunes enfants sourds en Grande Bretagne (340) (cf. section 6.2),
 - les enquêtes réalisées auprès de 10 familles ou plus, publiées depuis 2000, relatives à la parentalité, afin d'appréhender le point de vue des parents (cf. section 6.3).
- Cependant, des aspects spécifiques de la parentalité avec un enfant sourd nécessitent également d'être pris en compte, en particulier :
 - les réactions parentales au moment de l'annonce d'une surdité, possible ou confirmée, en termes d'attachement parents-enfant et stress parental (cf. section 6.4),
 - la communication parents-enfant, point spécifique qui distingue l'accueil d'un enfant sourd de celui d'un enfant entendant (cf. section 6.5),
 - l'accompagnement spécifique par les parents de la fratrie (cf. section 6.6).

Les seules recommandations identifiées relatives à l'accompagnement des parents d'un enfant sourd sont celles du Bureau international d'audiophonologie (cf. 6.7).

6.1 Implication des parents et niveau de langue des enfants sourds

La revue systématique de l'IQWIG relative aux interventions précoces (93) relate une étude relative à l'implication parentale (97) (cf. section 3.1.4).

Deux autres études ayant analysé l'association entre le développement du langage de l'enfant sourd et l'implication de ses parents dans certaines activités ont été identifiées (341,342) (tableau 6.1). La méthodologie transversale de ces études ne permet pas d'affirmer qu'il y ait un lien de causalité entre l'implication des parents et le niveau de langue des enfants, mais permet de conclure à l'association positive entre ces facteurs.

Ces deux études se sont intéressées à des enfants de 3,5 à 7 ans, ayant un seuil d'audition pour la plupart > 40 dB HL. Les parents sont tous entendants.

L'étude américaine, effectuée à l'issue d'un programme d'intervention précoce ayant pour projet une approche par communication totale (anglais et anglais signé), montre que l'investissement des parents dans la vie de l' cole (relation avec les enseignants, activités bénévoles, participations aux conseils d' cole, etc.) n'est associé qu'avec le niveau de lecture des enfants et non avec le score de langage ou le comportement de l'enfant à l' cole (341) (tableau 6.1).

L'étude israélienne, effectuée au cours de la dernière année d' cole maternelle, pour des enfants ayant un projet basé sur la communication parlée en hébreu montre que le développement précoce de la lecture et de l'écriture est significativement corrélé avec l'aide de la mère aux tâches d'écriture et avec le fait de lire des histoires à l'enfant (342). Ces deux activités ont des effets sur des compétences de l'enfant différentes : l'aide à l'écriture est associée aux capacités de reconnaissance et d'écriture de lettres ou de mots, alors que le fait de raconter des histoires est associé à la capacité d'associer deux mots ayant une similitude phonologique, avec le niveau de connaissances générales et de vocabulaire. Cette étude utilise un modèle prédictif des capacités langagières de l'enfant en fonction de l'âge, de la sévérité de la surdité et en fonction de l'implication de la mère dans le soutien à son enfant (342). Ce modèle explique 50 % des capacités de l'enfant, montrant que bien d'autres facteurs interviennent. L'implication de la mère peut expliquer une proportion aussi importante que l'âge et le degré de sévérité de la surdité (342) (tableau 6.1).

Conclusion : aucune étude n'a fait la preuve d'un lien de causalité entre implication parentale et développement du langage chez l'enfant sourd. Cependant, deux études mettent en évidence une association positive entre le niveau de langue de l'enfant et l'implication de la mère entendante (aucune étude concernant celle du père, ni celle des parents sourds).

6.2 Parentalité avec un enfant sourd : revue systématique

Une revue systématique de la littérature concernant la parentalité avec un enfant sourd a été conduite en 2003 à la demande de l'association britannique National Deaf Children's Society (340) (tableau 6.2).

La parentalité y est définie comme l'ensemble des compétences, savoir-faire, r les, ressources, expériences, qualités, valeurs, tâches et activités requises pour élever un enfant. Les 127 articles identifiés dans la littérature médicale, psycho-sociale ou associative publiée avant avril 2001 ont été analysés à partir d'un cadre psychosocial en 4 axes : les compétences parentales, l'identité et la diversité des familles, le rôle des parents et leurs relations avec les services professionnels (340).

Cette revue ne permet pas de savoir quels sont, parmi les points retenus et résumés ci-dessous, ceux qui sont issus de recherches empiriques ou ceux issus d'avis d'auteurs. Elle n'aborde pas la question de la parentalité des parents sourds, mais uniquement celle des parents entendants.

6.2.1  tre parent d'un enfant sourd, c'est avant tout être parent

Si accueillir un enfant sourd demande aux parents de découvrir certains savoirs et compétences spécifiques qui ne sont pas habituellement mis en œuvre lors de l'accueil d'un enfant entendant, ces savoirs spécifiques ne doivent pas occulter tout ce qui est habituellement réalisé par et transmis aux parents lors de l'accueil d'un enfant (340). Les auteurs préconisent de r assurer les parents, car ce qu'ils auront à savoir et à faire restera dans le cadre de compétences habituelles de ce que font tous les parents. Préserver le sens des parents de leur propre compétence à être des parents et à faire face est essentiel au développement global de l'enfant ; c'est pourquoi, il convient d'apporter des services qui ne soient pas centrés uniquement sur les aspects spécifiques liés à la surdité de l'enfant.

Concernant les aspects à promouvoir auprès des parents après une naissance, des recommandations ont été établies par la HAS en 2006 (343).

6.2.2  tre parent d'un enfant sourd, c'est développer des compétences spécifiques

Les auteurs citent les compétences principales suivantes, mais ne décrivent pas la manière pragmatique d'y parvenir (340) :

- structurer l'environnement linguistique de manière à le rendre accessible à l'enfant sourd ;
- apprendre des systèmes, codes, ou langues permettant de soutenir le développement du langage chez l'enfant ;
- développer des styles d'interactions facilitatives plutôt que des styles intrusifs ou dans le contrôle ;
- exploiter et entraîner l'attention visuelle et auditive ;
- adopter de nouvelles stratégies imposées par la surdité (ex. stratégie devant le danger : crier pour alerter l'enfant ne sert à rien), ou par une langue mal maîtrisée ou non partagée entre enfants et parents (ex. comment expliquer les règles de vie en société alors que parents et enfants utilisent deux langues différentes).

6.2.3  tre parent d'un enfant sourd, c'est une multitude de manières d'être

La manière d'être en tant que parent se construit au fil du temps et dépend de facteurs psycho-sociaux et cognitifs antérieurs à la naissance de l'enfant, des valeurs, culture et priorités des parents, des circonstances socio-économiques et, pour les parents d'enfants sourds, de la représentation que l'on a de la surdité (340). Apporter le soutien nécessaire aux parents doit donc tenir compte de la diversité de réponses possibles de la part des parents, et ne peut être réduit à une manière d'être unique valable pour tous ; le soutien apporté aux parents doit faciliter le travail d'ajustement des parents à la surdité de leur enfant, et leur permettre d'exprimer pleinement leur parentalité (340). Tenir compte de la situation économique des parents afin de ne pas leur imposer un rythme qui pourrait aggraver cette dernière (fréquents arrêts de travail de la mère) et tenir compte de leur représentation initiale de la surdité semblent essentiels aux auteurs (340). De même, favoriser la communication entre parents et enfants, afin que la transmission des valeurs et cultures de la famille puisse être communiquée à l'enfant par ses propres parents est primordial. Cet aspect est encore plus complexe pour les parents dont la langue n'est pas celle de la nation où ils vivent (ex. familles immigrées) (340).

6.2.4  tre parent d'un enfant sourd, c'est assumer plusieurs rôles

 tre un papa, une maman, un éducateur, un protecteur, un défenseur ou militant, un interprète, un expert, un client (340) :  quilibrer ces différents rôles est un des enjeux pour les parents. Le rôle du père n'a pas été étudié dans la littérature identifiée. Aux  tats-Unis et au Royaume-Uni, la littérature semble partir de l'hypothèse que c'est la mère qui assume l'essentiel des r les spécifiques nécessités par la surdité de l'enfant, alors qu'en Suède, le père et la mère peuvent bénéficier d'autorisations d'absence rémunérées pour suivre les

cours de langue proposés dans les programmes d'intervention précoce, et qu'aux Pays-Bas, le père et la mère doivent participer tous deux aux programmes d'intervention précoce s'ils souhaitent que l'enfant soit accompagné par ces programmes (340). Plusieurs articles traitent des relations parents-enfants à l'adolescence, mettant en évidence la difficile acceptation pour les parents ayant fait le choix d'une éducation avec langue parlée de voir leur enfant s'émanciper et rejoindre des groupes d'adolescents sourds signants (340). Ces parents regrettent que les professionnels ne les aient pas mieux préparés à cette éventualité (340).

6.2.5  tre parent d'un enfant sourd, c'est être en contact avec de nombreux professionnels

Une des conséquences de la surdité de leur enfant est de mettre les parents en contact avec de nombreux professionnels qu'ils n'auraient probablement jamais rencontrés, si leur enfant ne présentait pas des besoins spécifiques. Afin de permettre des relations de partenaires entre parents et professionnels, et non des relations de dépendance, certains parents peuvent avoir besoin d'être soutenus pour partager leurs expériences et poser des questions. Les professionnels sont encouragés à donner une place systématique aux parents dans la mise en œuvre de programmes d'intervention précoce (340). Dans le cadre d'un choix d'éducation bilingue, être parent c'est aussi être en contact avec une communauté qui utilise une autre langue que la sienne. Cela peut entraîner des sentiments contradictoires chez les parents entendants souhaitant d'une part, proposer cette langue à leur enfant et d'autre part, ressentir un sentiment de perte de leur enfant attiré par les adultes qui lui ressemblent. Cette réalité nécessite que les parents soient soutenus dans leurs choix et que les r les soient clairement explicités entre les parents et les autres adultes intervenant auprès de l'enfant (340).

6.3 Parentalité avec un enfant sourd : le point de vue des parents

Cinq enquêtes publiées depuis 2000 relatives à certains aspects de la parentalité avec un enfant sourd ont été identifiées, une étude quantitative réalisée auprès de 100 mères américaines sélectionnées au hasard (344), et quatre enquêtes qualitatives effectuées par entretiens libres ou semi-structurés (313,345-347). Une enquête, française, a été réalisée auprès de 10 parents entendants ayant fait le choix d'une éducation bilingue (313) (tableau 6.3). Les autres enquêtes ne précisent pas si certains des parents interrogés sont sourds eux-mêmes. La seule enquête indiquant que certains enfants ont un trouble associé ne met aucun résultat en relation avec la présence de ce trouble associé à la surdité (347).

6.3.1  tude transversale

Une étude transversale américaine proposée à 100 mères, sélectionnées au hasard parmi celles ayant un enfant sourd suivi par un même établissement, a évalué le niveau d'implication et de confiance des mères vis-à-vis de l'apprentissage de la langue par leur enfant sourd appareillé (344) (tableau 3.3). Le taux de réponse est de 54 %. Cette étude montre que plus l'enfant est appareillé jeune ou est entré tôt dans un programme d'intervention précoce, plus les mères se sentent investies dans celui-ci et en confiance pour :

- aider l'enfant à développer son langage (uniquement pour les mères ayant un enfant avec implant cochléaire) ;
- gérer les prothèses auditives (uniquement pour les mères ayant un enfant avec prothèses auditives et non pour celles avec implant cochléaire) (344) (tableau 6.3).

Néanmoins, ces conclusions sont à interpréter avec prudence puisque la durée de suivi d'un programme d'intervention précoce n'est pas contrôlée et peut être un facteur de confusion, les mères pouvant se sentir plus à l'aise non pas car l'enfant est entré plus précocement dans le programme, mais éventuellement, car il y est entré depuis plus longtemps.

6.3.2 Enquêtes qualitatives

Ce type d'étude ne permet pas de généraliser les résultats à l'ensemble des parents d'enfants sourds, mais permet d'identifier les aspects relatifs à la parentalité jugés importants par les parents interrogés.

Deux des enquêtes qualitatives identifiées ont pour objectif d'analyser ce qui, dans les interactions des parents avec les professionnels ayant suivi leur enfant, a ou aurait aidé les parents à se sentir confiants et investis dans l'accompagnement de l'enfant sourd (313,347) (tableau 6.3).

La plus récente est une enquête française réalisée par entretien auprès de 10 familles ayant fait le choix d'une éducation bilingue (modalités de recrutement des parents non précisées) (313).

La seconde est une enquête téléphonique américaine auprès de 40 familles tirées au sort parmi les 404 familles ayant répondu à une étude nationale sur les interventions précoces auprès des enfants sourds (347). Les discours des parents analysés dans ces deux études proposent les points suivants pour obtenir des relations parents-professionnels leur permettant d'exercer pleinement leur parentalité :

- donner aux parents l'opportunité de faire des choix éclairés en leur fournissant des informations adéquates ( tre honnête vis-à-vis des résultats possibles, ne pas éluder les incertitudes, etc.) (313,347) ;
-  couter et respecter les parents (avoir un discours d'adulte à adulte, tenir compte des expériences et avis des parents, ne pas être condescendant lorsqu'une proposition est faite par les parents, ne pas interpréter des difficultés matérielles ou économiques à mettre en œuvre certaines préconisations des professionnels comme un manque d'investissement parental, ne pas avoir un comportement culpabilisant sur l'enfant ou ses parents, etc.) (313,347) ;
- favoriser les rencontres entre professionnels et parents (partager ce qui se passe en séance avec le professionnel et ce qui se passe à la maison) et entre parents (partager les aspects pratiques de la vie quotidienne, etc.), qui permettent aux parents de gagner en autonomie (313) ;
- garder une « distance » professionnelle (respect du secret professionnel vis-à-vis des autres parents, ne pas juger ce qui se passe entre parents et enfants, privilégier les actions qui relient parents et enfants et non celles qui les séparent, etc.) ce qui permet d'éviter des stratégies défensives des parents vis-à-vis du professionnel (313).

Deux enquêtes canadiennes ont été réalisées, centrées sur les rôles des parents perçus au moment de l'adolescence (346) et sur les  v nements qui ont facilité l'expérience de la parentalité (345) (tableau 6.3). Cette dernière enquête peut être rapprochée pour certains résultats (importance du réseau social) d'une troisième étude canadienne décrite en section 5.1.2 (tableau 5.3) (323).

Les rôles des parents sont multiples (346) ; ceux pour lesquels les parents d'enfants sourds jugent être plus investis que pour l'éducation d'un enfant entendant sont les suivants :

- tuteur pour l'aide scolaire ou les exercices thérapeutiques,
- militant pour défendre les droits des enfants au sein de l' cole,
- participant à une vie associative (près d'un parent sur 2 juge cette participation utile à l'accompagnement de leur enfant),
- organisation de rencontres sociales pour leur enfant (346).

L'enquête la plus récente a été réalisée au sein de 15 familles d'enfants sourds ayant un implant cochléaire (345). Les pères et mères ont été interrogés séparément. Les points les plus fréquemment cités par les parents sont les suivants :

- identifier les progrès de l'enfant dans son écoute et sa communication parlée réassurent les parents dans le choix de la communication parlée qu'ils ont fait pour leur enfant ;
- parall mement à ce choix, un parent sur 2 considère qu'avoir eu l'opportunité d'apprendre la langue des signes avec leur enfant leur a apporté un soutien important en particulier avant l'implantation et après celle-ci dans 3 situations : au cours de la longue période de transition vers l'acquisition de la langue parlée, lorsque l'enfant n'utilise pas son implant (bain, piscine, le soir au coucher, etc.) et enfin, pour prévenir les moments de frustration quand il y a rupture de communication ;
- 70 % citent le soutien social. Celui-ci est apporté par des sources différentes : autres parents d'enfants sourds, professionnels, puis, moins fréquemment cités, les familles et amis et les rencontres avec d'autres enfants implantés ; seulement 1 sur 4 a cité la rencontre avec des adultes sourds parmi les facteurs les ayant aidés ; on peut rapprocher de ce résultat celui de l'enquête canadienne effectuée auprès de 17 familles ayant un enfant sourd de moins de 5 ans (323). Le réseau social construit est un des éléments majeurs sur lequel les parents s'appuient pour accompagner leur enfant selon ses besoins spécifiques (323) (tableau 5.3) ;
- avoir bénéficié de services professionnels aide les parents à exercer leur parentalité (orthophonie, cours de langue des signes, interventions précoces, etc.) ;
- avoir envisagé la surdité comme source de nouvelles perspectives ;
- avoir reçu des aides financières a été cité par un parent sur 5 (345).

6.4 Aspects spécifiques de la parentalité avec un enfant sourd : réactions parentales à la suite de l'annonce d'une surdité possible ou confirmée

6.4.1 Attachement parent-enfant

Deux études ayant spécifiquement évalué l'attachement mère-enfant dans le cadre de la surdité ont été identifiées (348,349).

- La plus récente a été menée aux USA par l'Institut Gallaudet (348). Elle a pour objectif d'étudier le mode d'attachement entre mère sourde et enfant de 18 mois au cours d'une épreuve standardisée de séparation. La répartition des modes d'attachement des mères sourdes est comparable à celle décrite dans la littérature pour les mères entendantes. Le comportement des enfants au cours de l'épreuve de séparation est similaire, que l'enfant soit sourd ou entendant, et il est comparable à celui observé auprès d'enfants entendants de mères entendantes (348) (tableau 6.4).
- La seconde étude, également américaine, mesure l'attachement mère-enfant à partir d'une échelle d'interactions affectives mère-enfant, selon que l'enfant soit sourd ou entendant (*Emotional Availability Scale*) (349). De type cas-témoin, cette étude a apparié les deux groupes d'enfants de moins de 6 ans sur leurs capacités d'expression et non sur leur âge, sans qu'il soit explicitement exprimé s'il s'agit d'une expression à partir de mots parlés ou si les signes peuvent être utilisés par l'enfant (la moitié des familles utilisent au moins en partie les signes). Aucune différence significative n'est observée entre les dyades mère-enfant sourd *versus* mère-enfant entendant. Les auteurs précisent cependant que la puissance de leur étude leur permet de mettre en évidence un effet important (effet > 0,3) et non, de manière fiable, un effet plus modéré (349).

Notons que deux enquêtes d'opinion rétrospectives, réalisées aux  tats-Unis⁶⁰, ont posé une question concernant l'attachement mère-enfant à la suite du dépistage (350,351). 77 % des

⁶⁰ Ces deux enquêtes ont été menées lors de la mise en œuvre du dépistage universel de la surdité dans le canton de Santa Barbara en Californie au début des années 2000. L'une est réalisée auprès des parents

parents (351) et 90 % des médecins ORL (350) considèrent que le dépistage néonatal n'a pas entravé le processus d'attachement entre la mère et son enfant ; 14 % des parents et 3 % des médecins considèrent au contraire que le dépistage a affecté le processus d'attachement mère-enfant (350) (tableau 6.4).

► Conclusion

Deux études ont évalué l'attachement mère-enfant dans le cadre de la surdité chez des enfants de 18 mois à 6 ans (348,349), sans mettre en évidence de différence selon que la mère soit sourde ou entendant ou que l'enfant soit sourd ou entendant.

Aucune de ces deux études n'a évalué le lien entre l'attachement mère-enfant sourd et différentes variables explicatives. Aucune preuve à ce jour n'est donc disponible pour connaître le lien qu'il pourrait y avoir entre un dysfonctionnement de l'attachement mère-enfant et le stress parental lié à l'annonce d'un dépistage positif ou d'une confirmation diagnostique de surdité de l'enfant.

Si l'on se fonde sur les enquêtes d'opinion réalisées aux  tats-Unis auprès de parents (n = 36) ou de médecins ORL (n = 233), une faible proportion de parents (3 % selon les médecins à 14 % selon les parents) se sont sentis, rétrospectivement, affectés dans leur lien parent-enfant du fait de l'annonce d'un dépistage positif ou d'un diagnostic de surdité.

6.4.2 Stress parental

Dans la mesure où le groupe de travail et le comité d'organisation constatent une forte inquiétude de certains parents et professionnels concernant une éventuelle relation entre stress parental et attachement mère-enfant en particulier au moment d'un dépistage ou d'une confirmation diagnostique de surdité, il a semblé utile, en l'absence d'étude ayant analysé ce lien (cf. section 6.4.1), de faire au moins la synthèse des données scientifiques concernant la prévalence et l'intensité du stress parental après dépistage ou diagnostic de surdité, ainsi que les variables éventuellement associées à ce stress parental.

► Stress parental lié au dépistage ou au diagnostic de surdité

Les recommandations américaines, avec revue systématique de l'AHRQ ont évalué cette question. Leurs conclusions sont décrites dans la section 3.1.2 (90).

Afin de compléter les données décrites dans cette revue, les données complémentaires ou études, qualitatives ou quantitatives, incluant au moins 10 parents, ont été résumées en deux tableaux, l'un concernant les études où les parents relatent eux-mêmes leur vécu à partir d'auto-questionnaire (103,107,310,351,352) (tableau 6.5) et l'autre concernant les études dans lesquelles le fonctionnement psychique est évalué au cours d'un entretien par un professionnel (353-356) (tableau 6.6). Deux études (3 publications) ont été menées en France (310,355,356).

Une étude a évalué le vécu des parents lors de diagnostic tardif de la surdité (357) (tableau 6.7).

• Au moment du dépistage

Quatre études ont évalué le stress parental au moment du dépistage ou dans le mois qui a suivi ce dernier. Il s'agit de deux études cas-témoins prospectives (353,355,356), dont une française (355,356), et de deux enquêtes par auto-questionnaire (103,310), dont une française (310).

(cf. tableau 4.2.2-1). L'autre a été réalisée auprès des 565 médecins ORL de Californie ayant une activité en pédiatrie (233 réponses) ; l'objectif de cette enquête était de mesurer les connaissances, expériences et attitudes de ces médecins vis-à-vis du dépistage néonatal de la surdité.

Les deux enquêtes réalisées auprès des parents au moment du dépistage montrent qu'une majorité des parents (64 % des parents français et 59 % des parents autrichiens) ne se sont pas sentis inquiétés par l'annonce en maternité d'un test positif⁶¹ de dépistage nécessitant des investigations diagnostiques complémentaires (103,310). Dans l'étude autrichienne, les parents sont informés de la nécessité d'investigations complémentaires et sont rassurés par l'audiologiste au moment de l'annonce des résultats, en particulier en indiquant le faible taux de surdité après un dépistage positif (103).

Juste après le résultat positif en maternité, 14 % des parents autrichiens se sont sentis considérablement ou très inquiétés par un résultat positif de dépistage (103).

Un mois après celui-ci, juste avant les examens complémentaires d'investigation diagnostique, un tiers des parents français se disent avoir été inquiétés au cours des dernières semaines, et pour la moitié d'entre eux, le niveau d'inquiétude est faible (score médian : 3/10) (310). Un parent autrichien sur 5 s'est senti considérablement ou très inquiété en attendant les résultats des investigations diagnostiques complémentaires (103).

Ces deux études, dont le taux de participation est élevé pour ce type d'enquête, montrent que le stress parental reporté par les parents eux-mêmes peut être important pour certains d'entre eux, mais est totalement absent pour une majorité d'entre eux.

Parmi les deux études cas-témoin, seule l'une d'entre elles utilise une sélection aléatoire des cas et des témoins et utilise un questionnaire validé mesurant le stress parental (353). Elle ne met en évidence aucune différence significative entre le stress des parents, 1 mois après dépistage néonatal, selon que l'enfant a eu un résultat positif ou n gatif⁶² au dépistage. La proportion de parents dont le stress atteint un score situé dans les limites de la normale est similaire dans les deux groupes : 7,5 % des parents ont un score pouvant faire craindre un désintéressement parental et 17,5 % des parents ont un score élevé de stress, soit 3 des 20 parents dont l'enfant a un résultat positif au dépistage pour 4 des 20 parents dont l'enfant a un résultat négatif confirmant une audition normale au moment du dépistage (353) (tableau 6.6).

La seconde étude cas-témoin est française, publiée en deux articles complémentaires (355,356). Elle n'explique pas sa méthode de recrutement de cas et de témoins, pouvant faire craindre un biais de recrutement. Par ailleurs, les mesures ne sont pas effectuées en aveugle, et les tests d'anxiété et d'interactions mère-enfant ne sont pas des tests validés utilisés dans leur intégralité, pouvant faire craindre un biais d'information chez un auteur qui s'attache à montrer que le dépistage néonatal influence l'état psychologique de la mère, biais potentiel signalé par les auteurs eux-mêmes (356). Sous réserve de ces limites, cette étude montre que les scores de dépression et d'anxiété parentales ne sont pas significativement différents, que le dépistage ait lieu à la naissance ou à 2 mois de vie (356). Les interactions mère-enfant sont plus riches à 2 mois qu'à la naissance (356). Par ailleurs, pour chacune des stratégies de dépistage (en maternité ou à 2 mois de vie), des comparaisons ont été effectuées en fonction du résultat positif ou négatif du dépistage. Aucune différence significative n'est observée entre les parents dont l'enfant n'a pas eu de dépistage (groupe contrôle) et ceux dont le dépistage confirme une audition normale, que le dépistage ait lieu à la naissance ou à 2 mois (355). Lorsque le dépistage a lieu à 2 mois de

⁶¹ L'expression « test positif » utilisée dans ces publications signifie un test de dépistage n'ayant pas permis de conclure à l'issue de celui-ci que l'audition de l'enfant est normale ; cela signifie que les parents sont invités à réaliser des investigations complémentaires permettant de confirmer si l'enfant a une audition normale ou s'il est sourd. Cette expression est utilisée ici par souci de clarté du texte, mais ne devrait pas être utilisée avec les parents, car sa signification n'est pas claire sans explication complémentaire.

⁶² L'expression « test négatif » signifie un test de dépistage ayant permis de conclure que l'audition de l'enfant est normale au moment du test. Cette expression est utilisée ici par souci de clarté du texte, mais ne devrait pas être utilisée avec les parents, car sa signification n'est pas claire sans explication complémentaire.

vie, aucune différence n'est observée au niveau de la dépression, de l'anxiété ou des interactions mère-enfant, que le résultat du dépistage soit positif ou négatif (356). Lorsque le dépistage a lieu à la naissance, des différences significatives sont observées au niveau de la dépression, de l'anxiété ou des interactions mère-enfant entre les parents selon que le résultat du dépistage est positif ou négatif (356). Cependant, les implications cliniques de ces différences statistiques ne peuvent être inférées. En effet, le seul score pour lequel est fixé un seuil pathologique est le score de dépression (score MADRS coté de 0 (pas de dépression)   60 points, seuil de dépression fixé à 15 points (358)). La proportion des parents dont le score est supérieur à 15 n'est pas décrite ; le score moyen est très inférieur au seuil pathologique quels que soient la stratégie de dépistage et le résultat de ce dernier (score moyen le plus élevé : 7,5/60) (356) (tableau 6.6).

- 6 mois après le dépistage

Trois études, une étude cas-témoin (359) et deux études qualitatives (107,352), ont étudié l'impact du dépistage néonatal 6 mois après celui-ci.

Les deux études qualitatives sont réalisées auprès de populations différentes : l'une auprès de parents d'enfants sourds (352) et l'autre auprès de parents dont l'enfant consulte à 6 mois dans une des 3 cliniques ayant instauré un dépistage néonatal, quel que soit le résultat du dépistage (107). Toutes deux montrent une attitude très majoritairement positive vis-à-vis du dépistage, malgré la difficulté d'apprendre un diagnostic de surdité (352) ou l'anxiété engendrée par un résultat positif de dépistage (anxiété perçue par 10 des 83 parents) (107). Les attitudes négatives ou ambivalentes sont liées à la précocité de l'annonce (2 familles sur 27) (352) ou à la lenteur de la mise en œuvre du soutien familial ou des audioprothèses après confirmation diagnostique de surdité (5 familles sur 27) (352).

L'étude cas-témoin, néerlandaise, mesure l'anxiété parentale 6 mois après dépistage néonatal à partir d'un score validé et compare un groupe de parents dont l'enfant entendant a eu un test de dépistage positif à la naissance (cas : faux-positif) et un groupe témoin de parents dont l'enfant a eu un test négatif de dépistage à la naissance (359) (tableau 6.6). Il n'existe pas de différence entre les groupes, et le score d'anxiété est faible pour une très large majorité des parents quel que soit le résultat du dépistage (75 % d'entre eux ont un score < à 6/18 points sur l'échelle State-Trait Inventory).

- Après les 6 mois de l'enfant

Deux études ont étudié l'impact du dépistage ou du diagnostic de surdité après les 6 mois de l'enfant (354,357) .

L'étude la plus ancienne est une étude qualitative auprès de parents d'enfants sourds dont le diagnostic de surdité a été posé tardivement entre 2 et 5 ans (357) (tableau 6.7). La période de suspicion d'un trouble, alors que la surdité n'est pas encore diagnostiquée, entraîne anxiété et frustration chez les parents, suivie d'une période de soulagement mais aussi de culpabilité pour les mois perdus lorsque le diagnostic est enfin posé (357).

L'étude la plus récente est une étude longitudinale, prospective de type cas-témoin comparant le stress maternel dans 3 groupes : mères d'enfant entendant ayant eu un test de dépistage négatif (témoin), ou positif (cas faux-positif), et des mères d'enfant sourd (cas surdité), à 3 reprises entre les 6 mois et les 24 mois de l'enfant (354) (tableau 6.6). Le stress maternel, mesuré par un score validé (Parenting Stress Index), est stable dans le temps, et aucune différence intergroupe n'est mise en évidence. Une analyse multivariée cherchant à identifier les variables explicatives du stress parental montre que le résultat « faux-positif » du dépistage n'est pas associé au stress maternel, alors que celui-ci, toutes choses égales par ailleurs, est 9 fois plus élevé si l'enfant a été hospitalisé en soins intensifs. Deux autres variables sont associées au stress maternel : plus les ressources familiales sont faibles et plus la mère est jeune, plus le stress maternel est élevé.

► **Stress parental lié à l'accompagnement d'un enfant sourd**

Cinq études ont mesuré le stress parental chez des parents ayant un enfant sourd d'âge compris entre 6 mois et 13 ans selon les études (360-363) (tableau 6.8).

L'objectif de ces études est :

- de comparer ce niveau de stress à des normes établies en population générale (362,363) ou à celui d'un groupe de parents d'enfants entendants (364) ;
- d'identifier les variables avec lesquelles le stress parental est associé (360,361,363) ;
- de comparer les facteurs de stress selon l'âge de l'enfant (365).

Les mères entendants participant à un programme d'intervention précoce pour leur enfant sourd ne sont pas plus stressées que les mères en population générale selon les normes établies pour le score « *Parenting Stress Index* » chez des enfants ayant en moyenne 24 mois (363), 3 et 4 ans (364) et 8 ans (361). On constate même que les mères entendants d'un enfant sourd ont un niveau de stress relatif au domaine parental qui est moins élevé que celui des mères d'enfant entendant (363). Si le score moyen de stress chez les mères d'un enfant sourd est faible (il correspond au 15^e percentile de la population générale) (361), 13 % des mères ayant un enfant sourd de moins de 6 ans ont cependant un stress élevé, supérieur ou égal au seuil, considéré à risque pathologique, établi au 90^e percentile de la population générale (363).

Une étude allemande confirme ces résultats à partir d'une échelle différente, également validée et norm e en population générale (Symptom checklist SCL-90-R version allemande). Le niveau de stress parental est similaire chez les parents d'enfants sourds de moins de 4 ans comparativement à la population générale, sauf au moment de la décision d'implanter ou non leur enfant, après résultats insuffisants par prothèse auditive (362).

Une seule étude montre un niveau de stress parental plus élevé chez les mères d'enfants sourds de 22 mois comparativement à un groupe témoin de mères d'enfants entendants concernant le stress en relation avec la communication et le comportement de l'enfant et le pessimisme sur les capacités actuelles et futures de l'enfant à acquérir une autonomie (364), éléments plus détaillés dans le questionnaire « *Questionnaire on resources and stress* », utilisé à 22 mois, que dans le questionnaire « *Parenting Stress Index* ».

► **Variables associées au stress parental**

Le stress parental est associé à diverses variables, dont une grande partie ne relève pas de la surdité. Le modèle développé dans la seule étude multivariée ayant cherché à expliquer les variables liées au stress parental chez les parents d'un enfant sourd n'explique pas plus de 30 % de la variance du modèle. Les variables indépendantes prédictives d'un stress parental élevé sont : d'importantes difficultés quotidiennes, de faibles revenus, la présence de déficiences associées à la surdité, un faible soutien social, un seuil auditif peu élevé (363) (tableau 6.8).

Une étude allemande confirme le lien entre l'état psychologique des parents d'enfants sourds ( ge moyen 6 ans) et la fréquence des contacts avec d'autres parents d'enfants sourds (a) ou avec des personnes sourdes (b) (360) (tableau 6.8). Plus ces contacts sont fréquents, meilleurs sont les scores de tests psychologiques évaluant l'acceptabilité (b), l'assurance (a et b), les compétences des parents (b) et l'attachement des parents (a) (360). Il convient cependant de rappeler que cette association ne signifie pas qu'il existe nécessairement un lien de causalité entre le fait d'avoir un réseau social et le fait de se sentir plus à l'aise avec son enfant ; il est tout aussi possible que, les parents se sentant à l'aise, ils prennent contact avec les associations de parents et de personnes sourdes (340).

Le stress parental au moment de la prise de décision d'implanter ou non l'enfant est associé aux capacités de compréhension et d'expression de l'enfant : meilleures sont les capacités de l'enfant avant la décision, plus le stress est élevé (362).

Les facteurs liés au stress des parents évoluent au cours du développement de l'enfant (365).

6.5 Communication entre parents et enfants

Un des aspects spécifiques de la parentalité avec un enfant sourd est celui de la communication entre parents et enfants. Cette question est fréquemment soulevée dans les ouvrages sociologiques (40), ou les études de cas et récits biographiques (366). Cependant, les études correspondant aux critères d'inclusion de ce travail sont rares (cf. chapitre *Méthode de travail* section 4). Sept études observationnelles ont été identifiées (367-373) (tableau 6.9), ainsi qu'une enquête qualitative auprès de familles et professionnels (324).

Notons, comme le remarque le Comité consultatif national d'éthique (52), que la question de la communication entre parents et enfants doit prendre en compte le statut auditif des parents ainsi que leur mode de communication, parlée ou signée avec leur enfant. Une étude américaine effectuée au cours de l'année scolaire 1999-2000 auprès de 30.970 enfants sourds de 6 à 19 ans (25.701 dossiers complets) montre que la très large majorité des enfants sourds naissent au sein d'une famille entendant : 91,7 % des enfants sourds ont deux parents entendants, 3,4 % ont un parent malentendant, 3,3 % des enfants ont deux parents sourds, 1 % ont un parent sourd, 0,6 % des enfants ont deux parents malentendants (56).

Une seule des études évalue un programme mis en œuvre pour favoriser la communication parents-enfants (371). Il s'agit d'un programme américain intitulé « Projet de la lecture partagée » qui s'adresse aux enfants d'âge scolaire du niveau maternelle ou primaire ayant des parents entendants (moyenne d'âge : 4 ans et demi).

Les six autres études descriptives cherchent soit à décrire l'adéquation de communication entre parents et enfants à un âge où une langue est normalement acquise (373), soit à décrire les interactions précoces, avant les 4 ans de l'enfant, au sein des dyades mères-enfants (367-370,372) ou pères-enfants (368,370). Ces études ne permettent pas de conclure sur ce qui permettrait de favoriser la communication entre parents et enfants, mais peuvent apporter des éléments à la réflexion des professionnels. Les quatre études relatives aux interactions précoces rapportent des différences observées selon que les parents sont sourds ou entendants et s'expriment en parlant, en parlant avec adjonction simultanée de signes (ex. anglais signé) ou en langue des signes. Les résultats nécessitent d'être interprétés avec grande prudence du fait de biais de confusion possibles, les familles où existe un parent sourd ont été accompagnées plus précocement du fait d'un diagnostic posé en moyenne 6 mois plus tôt que pour les enfants de parents entendants (368,370), et l'association entre la participation à un programme d'intervention précoce et le type d'interactions n'est pas analysé dans les autres études (367,372).

6.5.1  valuation d'un programme visant à améliorer la communication parents-enfants

Une étude multicentrique de type avant-après a évalué l'impact d'un programme associatif de soutien à la lecture auprès de 116 enfants sourds (371) dont 1 sur 5 présente des déficiences cognitives ou physiques associées (tableau 6.9). Ce programme, piloté par le Centre Laurent Clerc de l'Université Gallaudet, a reçu des subventions publiques pour aider les parents, en particulier de milieu défavorisé, à partager le plaisir de la lecture avec leur(s) enfant(s) sourd(s), pour la majorité d'entre eux avant l'entrée en  cole primaire. Ce projet est basé sur l'hypothèse que des parents entendants peuvent apprendre à lire et raconter des histoires à leurs enfants sourds en observant comment le font des adultes sourds. L'enjeu de ce projet est d'améliorer les capacités de lecture futures de l'enfant. Soixante-quatre tuteurs sourds, s'exprimant en langue des signes, ont été recrutés afin de rendre visite aux familles, chaque semaine pendant environ 6 mois. Les tuteurs étaient d'origines très diverses (18 à 80 ans, 80 % étaient des femmes, deux tiers avaient un diplôme universitaire et 50 %

avaient un emploi dans l' ducation). Le rôle du tuteur est d'aider les parents à lire un livre à leur enfant à partir de ceux proposés dans une mallette pr t e chaque semaine par l'association. Cette mallette contient également une cassette vidéo racontant l'histoire en langue des signes ainsi que des activités proposées à partir du livre.

Les résultats de cette étude, dont une grande partie concerne les aspects organisationnels de ce projet, montrent un impact important du projet sur l'implication des parents dans le partage de la lecture avec leur enfant. Alors que seulement 42 % des parents avaient lu un livre à leur enfant dans la semaine précédant le début du projet, ils sont 74 % à l'avoir fait au moment de l'évaluation post-projet. Les parents lisaient en moyenne 5,2 fois par semaine (au moins 15 minutes) avec leur enfant au cours du projet, alors que 35 % des familles n'avaient jamais lu un livre plus d'une ou deux fois à leur enfant avant le projet. Le projet a également montré que 70 % des familles relataient des difficultés à partager le plaisir de la lecture avec leur enfant avant le projet, et que celles-ci ont pu être contournées grâce à l'aide apportée par le tuteur (371).

6.5.2 Adéquation des modes de communication entre parents et enfants

La seule enquête identifiée cherchant à mesurer l'adéquation entre la communication parlée et signée utilisée par les mères et les enfants a été réalisée dans un environnement social probablement très diff rent des modes de vie français (373) (tableau 6.9). Les résultats, faisant état d'une grande inadéquation entre les niveaux de langue utilisés par les enfants et les mères, sont de ce fait non généralisables à la situation qui pourrait être observée en France. Aucune enquête française n'a été identifiée, même après avoir interrogé les associations nationales de parents d'enfants sourds ou de personnes sourdes.

6.5.3 Interactions précoces parents-enfants

Quatre études ont décrit les interactions précoces parents-enfants à partir d'analyses de vid ographies réalisées au cours d'activités de jeu libre chez des enfants de 18 mois à 2 ans (368,370,372) ou de lecture d'histoires chez des enfants de moins de 4 ans (367). Les principaux résultats obtenus sont les suivants (tableau 6.9). Une cinquième étude a été identifiée trop tardivement pour être intégrée (374).

L'installation physique des mères au cours d'une activité de lecture est toujours côte à côte, que la langue utilisée soit une langue parlée ou une langue des signes. Seul l'espace entre les mères est plus important en cas de communication signée, afin d'avoir un espace suffisant pour signer, mais suffisamment proche pour pouvoir toucher l'enfant (367).

Des similitudes mais également des différences sont observées au cours d'une activité de jeu libre avec l'enfant sourd entre les parents sourds utilisant la langue des signes, britannique, australienne (372) ou néerlandaise (368,370)) et les parents entendants utilisant une langue parlée, néerlandais (368,370) ou une langue parlée avec adjonction simultanée de signes : anglais signé (372) ou néerlandais signé (368,370) (tableau 6.9).

- Le nombre d'énoncés parlés utilisés par les mères ne diffère pas significativement qu'elles soient sourdes ou entendants (372). En revanche, la complexité du message parlé est significativement plus importante chez les mères entendants, la proportion de messages de 3 mots ou plus représentant 51 % des énoncés parlés pour les mères entendants et seulement 16 % pour les mères sourdes (372) (tableau 6.9). On constate que la langue parlée n'est pas absente des interactions au sein des dyades mère sourde-enfant sourd, alors même que le mode de communication principal est la langue des signes.
- Le nombre d'énoncés signés utilisés par les mères ne diffère pas significativement qu'elles soient sourdes ou entendants (372). Les messages signés sont constitués d'un seul signe pour environ 3 messages sur 4. En revanche, en moyenne, la proportion de signes proposés dans le champ visuel de l'enfant et en rapport avec le contexte de jeu est significativement plus élevée chez les mères sourdes que chez les mères entendants (89 %

vs 56 % des énoncés signés), en particulier car la mère sourde signe lorsqu'elle a réussi à entrer en communication visuelle avec l'enfant. Les capacités à transmettre un message signé en contexte et dans le champ visuel sont nettement plus variables chez les mères entendantes que chez les mères sourdes. Certaines mères entendantes réussissent à signer leurs messages en contexte et dans le champ visuel dans 96 % des cas (performance similaire à celles des mères sourdes) alors que d'autres ne parviennent à signer aucun message dans le champ visuel de l'enfant (performance très inférieure à celle des mères sourdes, qui transmettent au minimum 75 % des messages signés en contexte et dans le champ visuel) (372) (tableau 6.9). Cette étude n'a pas analysé le lien éventuel entre ces capacités des mères avec leur participation ou non à des programmes d'intervention précoce.

- Les types de stratégies de communication visuotactiles mis en œuvre par les parents pour entrer en communication et interagir avec leur enfant sourd sont similaires entre parents entendants et parents sourds : la plus utilisée est celle qui consiste à bouger dans le champ visuel de l'enfant une partie du corps ou un objet, suivie de celle qui consiste à attendre que l'enfant tourne le regard vers l'adulte, et enfin la recherche du contact tactile en tapotant sur le bras ou la cuisse de l'enfant (370) (tableau 6.9).

- La fréquence d'utilisation des stratégies visuotactiles au cours du jeu avec l'enfant diffère nettement selon le statut auditif des parents. Les stratégies visuotactiles sont mises en œuvre plus fréquemment par les pères sourds suivis des mères sourdes, que les parents sourds s'expriment en parlant ou en langue des signes, puis par les parents entendants s'exprimant en néerlandais signé, et sont les moins fréquemment utilisées chez les parents s'exprimant en parlant avec leurs enfants (370) (tableau 6.9).

- Les stratégies de communication visuo-tactiles n'aboutissent pas systématiquement à une interaction intersubjective parent-enfant, quel que soit le statut auditif et le mode de communication des parents. Une interaction intersubjective est définie par un échange d'au moins 4 séquences consécutives entre l'enfant et ses parents ; elle est appelée symbolique si au cours de cet échange, des mots ou signes sont utilisés. Stratégies de communication visuotactiles et interactions symboliques parent-enfant ne sont pas corrélées entre elles, les interactions symboliques pouvant avoir lieu en dehors de stratégies visuotactiles (368) (tableau 6.9).

- Les interactions symboliques sont plus fréquentes chez les parents sourds communiquant principalement en langue des signes que chez les parents entendants utilisant le néerlandais signé ou le néerlandais parlé ; elles sont plus fréquemment précédées ou accompagnées d'une stratégie de communication visuotactile chez les parents sourds communiquant principalement en langue des signes que chez les parents entendants utilisant le néerlandais signé ou le néerlandais parlé. Cependant, ces différences pourraient être liées non pas au mode de communication utilisé par les parents mais à une mise en œuvre d'interventions précoces depuis plus longtemps pour les enfants ayant des parents sourds, du fait d'un diagnostic plus précoce de la surdité chez ces enfants (368) (tableau 6.9).

6.5.4 Conseils aux parents en vue de faciliter la communication avec leur enfant

Des conseils à proposer aux parents sont parfois décrits, sans que ne puisse être attribué un lien entre ces conseils et des données scientifiques. Néanmoins, leur caractère pragmatique mérite qu'ils ne soient pas oubliés, tels que ceux proposés après une enquête qualitative effectuée auprès de 9 parents, 2 grands-parents et 6 professionnels (324) :

- utiliser les signes, gestes, expressions faciales et la voix pour passer le message de ce que vous souhaitez dire à l'enfant ;
- se placer autant que possible à hauteur du regard de l'enfant ;
- réduire le bruit de fond (radio, télévision) ;
- signer et dire les choses que fait l'enfant ;
- signer et dire les choses que regarde ou écoute l'enfant ;
- faire des phrases courtes et simples ;

-  tablir le contact visuel avant de parler ;
- prendre des cours de langue des signes si nécessaire.

6.6 Fratrie

Aucune étude ou enquête n'a été identifiée concernant le vécu de la fratrie d'enfants sourds. Une étude a analysé l'association entre la qualité des relations entre frères et sœurs et les performances des enfants sourds concernant des tâches relatives à la théorie de l'esprit (375). Cette étude est effectuée auprès de 20 enfants sourds et leurs 20 frères ou sœurs, sourds ou entendants, vivant au sein de familles dont les parents, sourds, utilisent la langue des signes britannique comme langue principale. Elle met en évidence le lien positif entre la capacité à se représenter la différence entre le monde des croyances et le monde réel (théorie de l'esprit) et la qualité des relations affectives entre frères et sœurs ($r = 0,51$, $p < 0,02$). Aucune différence significative n'a été observée, que les frères et sœurs soient sourds ou entendants (375).

Les expériences concernant la fratrie sont relatées dans quelques études de cas ou réflexions sociologiques (376,377).

6.7 Recommandations internationales

Les seules recommandations identifiées relatives à l'accompagnement des familles ayant un enfant sourd sont celles proposées par le Bureau International d'Audiophonologie⁶³ (BIAP) (5) :

- Recommandation 21/4 - 25/3 : Guidance parentale dans le cas d'enfants porteurs de handicaps multiples avec atteintes de l'audition ;
- Recommandation 25/1 : Guidance des parents d'enfants présentant une déficience auditive ; cette guidance pluridisciplinaire, est déclinée en différentes fiches relatives à chaque professionnel ;
- Recommandation 25/2 : Guidance parentale de parents d'enfants sourds candidats à l'adaptation d'une prothèse cochléaire ou porteurs d'un implant cochléaire ;

Ces recommandations reposent sur des avis d'experts, leur méthode d'élaboration n'est pas décrite.

Ces experts préconisent un accompagnement :

- dès l'annonce du diagnostic de déficience auditive, qui se poursuit ensuite dans la durée ;
- multidisciplinaire et coordonné, que l'équipe soit centralisée ou non, chaque discipline apportant l'information par rapport à sa profession et respectant dans son discours le « libre arbitre » des parents ;
- respectueux de règles éthiques, les professionnels ne devant pas émettre de jugement de valeur, aboutir à une culpabilisation des parents, ni se substituer à ces derniers.

Les parents sont susceptibles d'établir un lien de confiance privilégié avec l'un des intervenants qui devient le « r f rent », en particulier lors de handicaps associés.

6.8 Recommandations de la HAS

L'accompagnement des familles nécessite l'intervention de nombreux professionnels et de personnes civiles (réseau social des parents, associations). Cet accompagnement peut être réalisé dans le cadre d'interventions précoces par des équipes pluridisciplinaires, éventuellement constituées sous forme de réseau formel ou informel (cf. section 3.1). Pour les enfants de moins de 1 an, un lien hebdomadaire avec les familles est recommandé (rendez-vous avec un professionnel, contact téléphonique, courrier électronique, etc.).

⁶³ Consultables dans leur intégralité sur : <http://www.biap.org/biaprecomfr.html>

Progressivement, cet accompagnement des familles est complété par des interventions centrées sur l'enfant, et le rythme de rencontres des parents sera adapté aux besoins exprimés.

Il est recommandé d'adapter l'accompagnement des familles au cas par cas, en tenant compte des facteurs liés à l'enfant et à ses besoins particuliers, mais également des facteurs environnementaux. L'accompagnement des familles comprend :

- l'accompagnement des parents eux-mêmes et, si nécessaire, celui de la fratrie ; lorsque l'acquisition de la LSF ou des clés de la LPC est souhaitée, l'accompagnement est proposé à l'ensemble de la famille ; et
- l'accompagnement en présence de l'enfant, individuellement ou en groupe.

L'accompagnement proposé doit permettre de répondre aux différentes facettes de la parentalité avec un enfant sourd.

 tre parent d'un enfant sourd, c'est avant tout être parent

- Transmettre une vision positive des compétences de l'enfant sourd et de son devenir. Les enquêtes qualitatives auprès de parents d'enfants sourds montrent que la présentation de la surdité par les professionnels comme une source positive de nouvelles perspectives fait partie des facteurs ayant aidé les parents dans l'expérience de leur parentalité.
- Rassurer les parents car ce qu'ils auront à savoir et à faire restera dans le cadre des compétences habituelles de ce que font tous les parents. Identifier avec les parents les progrès constatés à la maison au fil du temps dans tous les domaines du développement de l'enfant leur permet de se rassurer sur la situation ; les faire noter par le professionnel avec les parents aide à objectiver les progrès réalisés et à tenir compte du rythme nécessaire à l'enfant pour son développement global.
- Favoriser le dialogue avec les parents afin de les aider à équilibrer au mieux leurs différents rôles auprès de l'enfant et les encourager à partager leurs expériences et à poser des questions, afin de permettre des relations de partenaires entre parents et professionnels et non des relations de dépendance.
- Informer les parents sur les choix possibles en fonction des besoins particuliers de leur enfant (approche audiophonatoire ou visuogestuelle, modes de scolarisation possibles, etc.), afin de leur permettre de faire les choix éclairés nécessaires à l'éducation de leur enfant.
- Soutenir les parents dans leur choix et leur donner les moyens d'adapter leur projet éducatif en les informant régulièrement de l'évolution globale de l'enfant et de l'évolution spécifique de la communication et de l'acquisition de la ou des langues proposées.

 tre parent d'un enfant sourd, c'est développer des compétences parentales spécifiques

- Aider les parents à développer des compétences parentales spécifiques nécessaires aux besoins particuliers de leur enfant :
 - aménager et adapter l'environnement physique, social et linguistique de l'enfant pour favoriser son développement affectif et polysensoriel (ex. ouvrir au maximum l'espace visible par l'enfant, se placer si possible à hauteur de son regard, établir le contact visuel avant de s'exprimer, réduire le bruit de fond, utiliser l'information perçue par le toucher, les vibrations, etc.),
 - maintenir la spontanéité et le plaisir d'échanger,
 - prendre conscience de la richesse des informations visuelles, dans toutes leurs dimensions, pour repérer, désigner, partager et échanger,
 - faciliter les situations d'attention partagée visuelle et auditive et la lecture labiale,
 - développer des modes de communication au sein de la famille qui facilitent l'échange, donnent priorité au sens du message et ne soient pas intrusifs ou centrés sur la correction des messages transmis par l'enfant,
 - selon le projet éducatif retenu par les parents, apprendre soit les clés de la langue parlée complétée, soit les signes ou la langue des signes,

- repérer les situations dans lesquelles des stratégies différentes de celles proposées aux enfants entendants nécessitent d'être mises en œuvre précocement du fait de la surdité (ex. stratégie devant le danger si la perception auditive ne permet pas d'appeler l'enfant à distance ; veiller à ne pas tenir l'enfant à l'écart des autres, en famille, ou dans n'importe quelle situation au-delà de 2 personnes parlant en même temps ou ne s'exprimant pas dans son champ visuel), ou du fait de l'utilisation d'une langue mal maîtrisée ou non partagée entre enfants et parents.

 tre parent, c'est une multitude de manières d'être

- Respecter le fait qu'être parent, c'est une multitude de manières d'être, nécessitant d'adapter les actions proposées à la situation individuelle de chaque famille. La manière d'être en tant que parent se construit au fil du temps et dépend de facteurs affectifs, psychosociaux et cognitifs antérieurs à la naissance de l'enfant, des valeurs, culture et priorités des parents, des circonstances socio-économiques et de la représentation qu'ont les parents de la surdité.
- Favoriser la communication entre parents et enfants, dans toute la mesure du possible à travers une langue commune, afin que les valeurs et cultures de la famille puissent être transmises à l'enfant par ses propres parents. Cet aspect est particulièrement complexe pour les parents d'un enfant sourd dont la langue n'est pas celle de la nation où ils vivent (ex. familles immigrées).
- Adapter les actions proposées à la situation individuelle de chaque famille, en veillant à tenir compte de la situation économique des parents afin de ne pas leur imposer un rythme de suivi et d'accompagnement qui pourraient aggraver leurs difficultés économiques. Il est recommandé de les informer des aides sociales auxquelles ils peuvent prétendre dans la perspective de développer des compétences parentales spécifiques (ex. financement des cours de LSF ou de LPC par les allocations proposées par la MDPH⁶⁴).

 tre parent d'un enfant sourd, c'est être en contact avec de nombreux professionnels

- Aider les parents dans leurs démarches en leur expliquant les rôles et formations des différents professionnels qui suivent l'enfant, des institutions (rôle de la MDPH par ex.) et des services possibles (ex. interprète, cours de LSF ou LPC, etc).
- Faciliter les contacts entre la famille et les pairs de l'enfant (enfants ou adultes sourds). Une des conséquences de la surdité de l'enfant est de mettre les parents en contact avec de nombreux professionnels, et éventuellement, avec une communauté qui utilise une autre langue que soi, situation qu'ils n'auraient probablement jamais rencontrée, si leur enfant n'avait pas eu de besoins particuliers.

7 Comment prévenir les troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd ?

Cette question, proposée par le comité d'organisation a été validée par la commission * valuation des stratégies de santé* qui a souhaité qu'une attention particulière soit portée à la prévention des troubles psychiques de l'enfant.

Les questions relatives aux troubles psychiques et relationnels de la famille (parents et fratrie) ont été abordées dans les chapitres précédents (cf. sections 6.4 et 6.6).

Nous proposons d'analyser la littérature relative :

⁶⁴ Conformément à l'arrêté du 24 avril 2002 relatif aux conditions d'attribution des six catégories de complément d'allocation d'éducation spéciale, le complément d'allocation d'éducation de l'enfant handicapé peut couvrir les frais de formation de membres de la famille à certaines techniques (stages de langue des signes, travail sur la communication...) dans la mesure où ils entrent bien dans le cadre du projet individuel de l'enfant et des préconisations de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH).

- aux interventions proposées en vue d'une prévention (section 7.1) ;
-   la prévalence des troubles psychiques et relationnels du jeune enfant sourd ; en effet, il convient de s'assurer si les troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd sont un risque avéré, face auquel des mesures de prévention pourraient être proposées ou sont un risque incertain, face auquel d'éventuelles mesures de précaution pourraient être envisagées (section 7.2).

7.1 Interventions de prévention

Aucune étude relative à l'évaluation ou à la description d'actions de prévention visant à restreindre la fréquence des troubles psychiques chez l'enfant sourd n'a été identifiée.

Aucune étude relative à l'évaluation ou à la description d'actions de prévention visant à restreindre le niveau de stress parental n'a été identifiée.

7.2 Prévalence et facteurs de risques des troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd

7.2.1 Prévalence

Avertissement : certaines études utilisent des scores évaluant le fonctionnement psychique et relationnel de l'enfant et non une classification médicale nosologique. Se reporter au tableau 7.1 pour connaître comment a été évalué le fonctionnement psychique et relationnel de l'enfant.

► Enfants

Aucune étude épidémiologique évaluant la prévalence des psychopathologies chez l'enfant sourd de moins de 6 ans n'a été identifiée.

Une étude rétrospective française menée auprès des 92 enfants sourds suivis entre 1984 et 1999 dans un CAMPS bilingue n'étudie pas spécifiquement les troubles psychiques de l'enfant, mais signale que 5 enfants sont secondairement orientés vers des hôpitaux de jour en psychiatrie infanto-juvénile et 6 vers des établissements médico-psychologiques ( ge moyen à l'entrée : 2 ans ; durée de suivi avant transfert vers une autre structure : 21 mois) (378).

Une étude australienne, menée auprès de l'ensemble des enfants sourds de 7-8 ans recensés par le service centralisé de l'état de Victoria assurant la délivrance d'aides auditives, a évalué de nombreux  tats de santé ou de compétences linguistiques et les a comparés aux  tats de santé moyens mesurés en population générale sur la même tranche d'âge (qualité de vie des enfants, langage, lecture, comportement, capacités d'adaptation, préoccupations parentales vis-à-vis du développement de leur enfant) (379) (tableau 7.1). Cette étude, dans laquelle des biais de recrutement sont identifiés (recrutement essentiel à partir du fichier national de délivrance de prothèse auditive), permet de préciser la prévalence plus importante des troubles du comportement, évalués par les parents d'une part et par les enseignants d'autre part, chez les enfants sourds comparativement à la population générale du même âge. La qualité de vie psychosociale est également moins favorable chez les enfants sourds, avec une différence moyenne entre les deux groupes évaluée à 0,5 écart-type. Aucune différence statistique n'a été observée selon le seuil auditif de l'enfant ; cependant les auteurs remarquent que les difficultés de comportement sont plus sévères chez les enfants ayant l'audition la meilleure (groupe dont le seuil auditif est inférieur à 40 dB HL) (379). Ce dernier point est confirmé par l'expérience clinique du groupe de travail.

Une seconde étude, américaine, a également étudié certains aspects psychosociaux auprès de 181 enfants de 8 et 9 ans ayant un implant cochléaire depuis plus de 4 ans (380). Cette étude n'a pas été retenue car des biais majeurs de recrutement et d'information sont identifiés (le recrutement a été effectué à partir de fichiers industriels, les participants sont pay s par ces derniers, et les données publiées ne concernent qu'une sélection d'items d'un questionnaire validé). Par ailleurs, les données ne sont pas comparées à un groupe témoin.

Une troisième étude allemande a comparé l'estime de soi dans une cohorte de 70 garçons et 61 filles sourdes de 6 à 11 ans selon le mode de scolarisation, en  cole spécialisée (n = 78) *versus* en  cole ordinaire (n = 53) ; néanmoins, les caractéristiques des enfants, en particulier leur niveau d'acquisition du langage, diff rent selon les groupes et ne permettent donc pas de comparaison valide, du fait de facteurs de confusion potentiels non contrôlés (381).

Trois études se sont intéressées aux troubles cognitifs ou comportementaux d'enfants et adolescents présentant une surdité associée à d'autres troubles sensoriels et moteurs (Syndrome « Charge ») (382-384). Ces trois séries de cas décrivent une prévalence supérieure à la normale de troubles des fonctions exécutives (382), des comportements compulsifs (384) et des symptômes d'autisme (383). Cependant, le recrutement de ces études se fait à partir de populations sélectives (recrutement par associations de patients (382) ou par centre spécialisé (384)) ou ne concernent qu'une partie des enfants suivis (383), ce qui constitue un biais qui doit être pris en compte dans l'interprétation des résultats.

► Adolescents

Six études identifiées ont été menées auprès d'adolescents (385-390) (tableau 7.1). Cinq études montrent une prévalence plus élevée des troubles du comportement de l'adolescent sourd, comparativement aux adolescents entendants, mais la sévérité des troubles est comparable à celle observée chez les enfants entendants (388) (tableau 7.1). La prévalence des troubles relatés par les parents est plus élevée que celle relatée par les adolescent eux-mêmes (390). La sixième étude n'a pu faire de comparaison avec un score standardisé ou un panel d'adolescents entendants de son pays (389).

7.2.2 Facteurs associés aux troubles psychiques

Sept études ont cherché à établir s'il existe des facteurs associés aux troubles psychiques ou relationnels de l'enfant (379,391) (tableau 7.1) ou de l'adolescent sourd (385-388,392) (tableau 7.1). Une dernière étude, publiée trop récemment pour être décrite en détail, confirme les éléments décrits ci-dessous (390).

Deux études ont effectué une analyse par régression hiérarchique multivariée (385,392) ; malgré les nombreuses variables intégrées au modèle le plus détaillé (5 variables associées à l'enfant, 2 à la famille, 2 à l' cole et 1 à l'enseignant), le modèle utilisé n'explique que 36 % de la variance du fonctionnement psychosocial de l'enfant sourd : de nombreux autres facteurs, non spécifiques de la surdité, interviennent donc pour expliquer les difficultés psychiques de l'enfant sourd (392).

Les associations retrouvées dans les études sans analyse par modèle de régression multivariée doivent être interprétées avec précaution du fait de possibles biais de confusion et ne peuvent être considérées, en l'absence d'études de cohortes ou cas-témoin complémentaires, comme des facteurs de risques.

Le seuil auditif de la surdité n'est pas associé à la prévalence des troubles psychiques de l'enfant ou adolescent sourd, dans 5 des 6 études l'ayant analysé (379,385,387,388,390,392). Certains auteurs attirent l'attention sur le fait que les enfants

ayant un seuil auditif bas (< 40 dB HL) sont ceux dont les difficultés du comportement sont les plus sévères (379). Une des 2 études multivariées montre qu'un seuil auditif élevé est associé à un moindre ajustement psychosocial global, toutes choses égales par ailleurs (392).

La présence de déficiences associées, en particulier neurologiques (391), ou d'un diagnostic tardif de surdité est négativement associée au fonctionnement psychosocial de l'enfant ou adolescent sourd (391,392).

Le mode de communication de l'enfant ou de l'adolescent n'est pas en soi associé à la prévalence des troubles psychiques dans 3 des 4 études ayant analysé ce facteur (387,388,392). Seule une étude associe une plus grande fréquence des troubles psychiques de l'adolescent à une communication signée (385), mais il n'est pas précisé si le mode de communication signé est la langue des signes néerlandaise ou s'il s'agit de communication parlée associant des signes. Par ailleurs, des biais de confusion tels que le mode de communication commun entre parents et enfants ne sont pas pris en compte. En effet, un mode de communication commun (parlé ou signé) entre enfants sourds et parents (entendants ou sourds) (386,387), ou entre enfants au sein de l' cole (390), est associé à un plus faible taux de prévalence des troubles psychiques à l'adolescence (386) ou à un meilleur fonctionnement psychique (387,390), en particulier lorsque cette communication commune est mise en place avant l'âge de 5 ans (387). Les adolescents sourds ayant le meilleur fonctionnement psychique perçu par eux-mêmes sont les adolescents de parents sourds (387). L'utilisation d'un mode de communication totale (parlée et signée)   la maison améliore l'estime de soi (392), mais n'influence pas les autres aspects du fonctionnement psychosocial de l'adolescent, car le mode de communication au sein de l' cole, fortement lié au mode de communication à la maison, a plus d'influence sur le modèle : l'utilisation de la communication totale à l' cole est positivement associée à un meilleur fonctionnement psychique de l'adolescent (392). Aucune des deux études ayant détaillé l'influence du type d'établissement scolaire (ordinaire ou spécialisée, en externat ou en internat) n'a retrouvé d'association entre la prévalence des troubles psychiques et le type d'établissement suivi, après analyse multivariée (385,392).

La seule étude ayant analysé l'accès au soin montre que moins de 10 % des enfants sourds pour lesquels une pathologie psychiatrique définie par le DSM-IV est diagnostiquée sont adressés à un psychiatre (385). Des informations complémentaires relatives à l'accès au soin pour les personnes sourdes peuvent être retrouvées dans le rapport (393) et le texte des experts (394) de l'audition publique relative à l'accès au soin des personnes en situation de handicap.

La dépression des parents n'est pas associée au fonctionnement psychosocial du jeune enfant sourd (3 ans en moyenne) dans la seule étude ayant analysé le lien entre ces deux variables (391). Cette étude est réalisée sur une population très spécifique de familles en attente d'un implant cochléaire pour leur enfant.

Aucune étude ayant évalué les troubles psychiques de l'enfant sourd n'a abordé le lien entre ceux-ci et le stress parental.

Au vu de l'expérience clinique des membres du groupe de travail et de la description des difficultés psychologiques de l'enfant dans la littérature grise⁶⁵ ou dans certains ouvrages

⁶⁵ Voir www.benoitvirole.com (consulté le 21 janvier 2009)

(58), les signes d'appel pouvant évoquer des difficultés psychologiques de l'enfant sourd sont : la dépression (tristesse, repli), les anomalies du regard (regard fixe ou perdu), l'hyperactivité, l'impulsivité ou l'instabilité, les troubles du sommeil, les troubles des conduites. Il convient de poser un diagnostic différentiel avec des troubles neuropsychologiques, conséquences de troubles associés neurologiques, en particulier lors d'antécédents de prématurité.

7.3 Recommandations de la HAS

7.3.1 Identifier les troubles psychiques ou relationnels de l'enfant sourd

En soi, la surdité ne constitue pas un facteur de trouble psychique. Cependant, elle entraîne des difficultés de communication entre l'enfant et l'environnement dans lequel il vit, susceptibles d'occasionner des troubles des relations ou des troubles du comportement réactionnels. Malgré l'absence d'étude spécifique chez l'enfant sourd de 0 à 6 ans, l'expérience clinique des professionnels et les études épidémiologiques réalisées chez l'enfant de plus de 8 ans confirment l'existence de troubles du comportement plus fréquents chez l'enfant sourd que chez les enfants entendants du même âge (cf. argumentaire section 4.2).

Il est recommandé aux professionnels de santé d'être vigilants afin de détecter le plus précocement possible l'apparition ou la présence de troubles du comportement ou de souffrance psychique chez tous les enfants sourds, quel que soit leur seuil auditif.

Parmi les signes susceptibles d'alerter les professionnels se trouvent : des troubles du regard (regard fuyant ou trop persistant), une altération du développement psychomoteur, des troubles du sommeil (difficultés d'endormissement) ou de l'appétit, un retard d'acquisition de la propreté, un trouble de l'attention, un retrait, une tristesse voire un repli ou une agitation excessive, une angoisse de séparation qui se maintient au-delà de la période habituelle, un retard persistant d'acquisition du langage, des pleurs fréquents inexplicables, une modification brutale ou progressive du comportement, des difficultés relationnelles avec des enfants du même âge.

Ces signes d'appel, non spécifiques, peuvent être révélateurs de difficultés voire de souffrance psychique.

En présence de troubles du comportement ou de troubles psychiques récemment observés, il est recommandé dans un premier temps de contrôler l'audition et l'adaptation de l'enfant (modification du seuil auditif, adaptation et fonctionnement de l'appareillage, adaptation scolaire, notamment lorsque l'enfant est en inclusion, etc.) puis, selon les troubles observés, d'orienter l'enfant et ses parents vers un psychologue ou un psychiatre, si possible ayant une connaissance de la surdité. Lorsque la langue principalement utilisée par l'enfant est la langue des signes, le recours à une équipe utilisant cette langue est recommandé.

7.3.2 Adopter des mesures de prévention

Un mode de communication commun, oral ou signé, entre enfants sourds et parents, entendants ou sourds, est associé à un meilleur développement psychique de l'enfant (386,387).

Pour permettre un développement psychique harmonieux de l'enfant sourd, il est recommandé de mettre en œuvre le plus précocement possible tous les moyens permettant un mode de communication commun entre parents et enfants. L'acquisition d'une langue commune doit se mettre en place le plus tôt possible, au mieux avant l'âge de 4 ans et, en tout cas, avant l'âge de 5 ans (grade C).

Si malgré cette mesure, le développement de la langue présente un retard important dans la 4^e année, il est recommandé de proposer à l'enfant et aux parents un environnement leur permettant d'accroître les possibilités pour l'enfant de s'approprier une langue.

Par ailleurs, au vu de l'expérience clinique des professionnels, des personnes sourdes et des parents interrogés par la HAS, il semble pertinent en vue de prévenir les troubles psychiques de l'enfant sourd :

- d'informer les parents et les personnes s'occupant de l'enfant sur :
 - les modes de communication adaptés à celui-ci,
 - la particularité de l'attention conjointe de l'enfant sourd,
 - l'importance d'utiliser un registre de langue adapté aux spécificités sensorielles de l'enfant et à son niveau de langue ;
- de respecter le rythme de développement de l'enfant et d'acceptation de sa famille, et de veiller en particulier à l'adéquation entre les possibilités réelles de l'enfant et les représentations et exigences du milieu familial et social. Il est donc important de veiller à ne pas déborder les capacités d'attention de l'enfant et donc d'éviter les stimulations excessives ;
- de s'assurer de la bonne adaptation et de la tolérance de l'appareillage proposé à l'enfant ; le refus par l'enfant de porter ses appareils ne doit pas être banalisé, d'autant plus s'il s'accompagne d'un comportement inhabituel et/ou de signes d'alerte d j évoqués. Un refus persistant d'appareillage, quel qu'il soit, peut être un indice parmi d'autres d'une inadéquation du projet proposé à l'enfant ;
- de s'assurer régulièrement de la qualité des interactions, de la communication et de l'évolution régulière du langage de l'enfant ;
- d'évaluer régulièrement la pertinence des interventions mises en œuvre, dont le mode de scolarisation proposé, à la lumière de l'évolution globale de l'enfant ;
- de proposer un accompagnement psychologique aux parents qui rencontrent une situation persistante d'anxiété ou présentent des signes de dépression ;
- de former les professionnels du secteur médico-social (enseignants, orthophonistes, etc.)   la prévention des troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd.

8 Quels sont les lieux d'accueil ou de prise en charge des enfants sourds de 0 à 6 ans ?

8.1 Analyse de la littérature

Le rapport parlementaire dit « rapport Gillot », effectué en 1998 à la demande du Premier ministre, a dressé un état des structures d'accueil et d'éducation de l'enfant sourd en France il y a d j à 10 ans (49). Ce rapport mettait en évidence l'extrême diversité r glementaire et gestionnaire des structures à disposition de la population sourde.  taient recensés des établissements nationaux, des établissements publics ou privés, sous tutelle du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ou du ministère de l'éducation nationale, des structures sanitaires, médico-sociales ou éducatives, etc.

Depuis, de nombreux textes r glementaires sont intervenus, mais aucune enquête nationale ni article récent spécifique de la surdité n'ont été identifiés permettant de dresser un état des lieux actualisé des structures d'accueil et de prise en charge des enfants sourds de 0 à 6 ans.

Cependant, la recherche documentaire a permis de recenser :

- des données statistiques nationales analysées par la direction de la recherche, des études, des évaluations et des statistiques (DREES) (395),
- une étude nationale réalisée auprès des CAMSP et SAFEP en 2007 par le centre national d'étude et de recherche sur le handicap et les inadaptations (CTNERHI) (87),
- une étude nationale « Petite enfance et handicap » réalisée par la Caisse technique nationale des allocations familiales, publiée en 2005 (127),

- trois études régionales concernant le fonctionnement des CAMSP, non spécifique à l'enfant sourd (396-398),
- un mémoire d'orthophonie réalisé en 2008 portant sur les services de soutien à l'éducation et à l'intégration sociale, en particulier scolaire, des enfants sourds (SSEFIS, SESSAD) (399),
- le livre blanc sur la surdité où sont listées les structures d'accueil et d'accompagnement de l'enfant sourd (54).

Les données statistiques nationales recueillies par la DREES permettent de connaître les éléments suivants :

- en 2005-2006, les enfants déficients auditifs représentent 5 % des élèves en situation de handicap scolarisés dans une classe primaire ordinaire et 2 % des enfants scolarisés en CLIS ; le nombre d'enfants sourds de moins de 6 ans scolarisés en milieu ordinaire⁶⁶ n'est pas précisé (400) ;
- en 2005-2006, 9.400 enfants (0 à 20 ans) atteints de d fici nce visuelle ou auditive étaient orientés vers des instituts d'éducation sensorielle, et 1.200 enfants étaient orientés vers des établissements de soins et d'éducation spéciale pour sourds-aveugles (400) ;
- en 2004-2005, une enquête auprès de 16 commissions départementales de l'éducation spéciale a analysé les trajectoires institutionnelles et scolaires de 2.556 enfants passés en CDES à partir d'enquêtes auprès des parents et des données médico-administratives (401,402). Cent quatre-vingt-huit enfants présentaient à titre principal une d fici nce sensorielle, dont 68 % une d fici nce auditive ; 39 % au moment de l'enquête avaient 7-9 ans, les autres classes d'âge analysées étant 12-13 ans et 17-18 ans. Sur l'ensemble de ces 188 enfants, 53 % avaient été scolarisés uniquement en milieu ordinaire (25 % sans SESSAD). Il ressort de cette enquête une grande diversité de parcours pour les enfants présentant une d fici nce sensorielle (401). En termes d'autonomie à la communication, il est indiqué que 31 % des déficients auditifs communiquent peu et 4 % ne communiquent pas du tout (402), mais il n'est pas précisé s'il s'agit de communication parlée ou de tout moyen de communication ;
- en 2001, 149 instituts d'éducation sensorielle (IES) pour enfants atteints de d fici nces visuelles ou auditives étaient recensés pour près de 9.661 places (soit 9 % de moins qu'en 1997), au profit d'une augmentation en services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) (911 établissements pour 22.835, soit 27 % de places supplémentaires par rapport à 1997) (403). Les enfants atteints de d fici nces auditives représentent 69 % des enfants suivis en IES et 15 % des enfants suivis en SESSAD. 1 % des enfants en établissements pour enfants déficients moteurs présentent également une d fici nce auditive. Des disparités géographiques sont importantes : 42 % des enfants suivis en IES sont originaires d'un autre département, dont 17 % d'un département non limitrophe. Le personnel se répartit de la manière suivante respectivement dans les IES, pour déficients auditifs (ou pour sourds-aveugles) et dans les SESSAD :
 - personnel d'enseignement : 26 %, (14 %) et 9 %
 - personnel d'éducation spécialisée : 24 %, (30 %) et 30 % ,
 - personnel paramédical : 9 %, (13 %) et 25 %
 - psychologue : 2 %, (1 %) et 7 % ,
 - personnel médical : 1 %, (1 %) et 3 %.

En 2007, le Centre technique national d'études et de recherche sur les handicaps et les inadaptations (CTNERHI) a réalisé une enquête nationale à la demande de la Direction

⁶⁶ Le milieu ordinaire de scolarisation signifie que la scolarisation s'effectue dans un établissement de l'éducation nationale, quels que soient l'enseignement dispensé (ordinaire ou adapté) et le type de scolarisation (individuel ou collectif), et se différencie de l'enseignement en établissement médico-éducatif ou hospitalier, dépendant du ministère de la Santé.

générale de l'action sociale (DGAS)⁶⁷ concernant les activités réalisées auprès des enfants sourds par deux types de structures : les centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) et les services d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP) (87).

Cette enquête propose une cartographie des structures de type CAMSP et SAFEP uniquement. Cette cartographie peut être complétée par celle réalisée en 2000 dans le cadre d'un mémoire en orthophonie où était recensée la disponibilité des services de soutien et d'aide à l'intégration sociale de type SESSAD ou SSEFIS (399) :

- en 2007, la moitié des départements de la métropole ainsi que la Corse et les DOM-TOM ne comprennent aucune structure spécialisée dans l'accueil des enfants sourds (87) ; or, les services proposés, en particulier ceux relatifs à la langue des signes, sont sensiblement différents entre une structure spécialisée (CAMSP spécialisé surdité ou SAFEP) et une structure polyvalente (CAMSP polyvalent) en particulier au regard de la disponibilité de services en langue des signes ; au maximum, 6 % des structures polyvalentes proposent des interventions en langue des signes pour 70 % des SAFEP et CAMSP spécialisés (87) (cf. section 6.1) ;
- en 2007, tous les départements français (DOM-TOM inclus), sauf le Gers (d32), possèdent au minimum un SAFEP (accueil 0-3 ans), un CAMSP polyvalent ou un CAMSP spécialisé surdité (accueil 0-6 ans) ; on constate qu'en 2000, le Gers n'avait pas non plus de SSEFIS (399) ;
- en 2000, 22 départements français, dont le Gers, ne comprenaient pas de service d'aide à l'intégration scolaire de type SESSAD, SAFEP ou SSEFIS (399).

En 2005, l'étude nationale « Petite enfance et handicap » ne distinguait pas les situations de handicap et ne permettait donc pas de connaître les structures où sont accueillis les enfants sourds. Cette étude relate des données issues de la DREES, 599 enfants de 0 à 6 ans ayant une d ficiance auditive étaient accueillis en 2001 dans les établissements dits d'«  ducation spéciale » (404) et 815 enfants étaient accueillis en 1998-1999 dans les écoles maternelles en classe ordinaire dont 307 l'étaient uniquement à temps partiel (127).

En 2004, un état des lieux a été réalisé en région Aquitaine par le Centre régional d'étude et d'actions sur le handicap et les inadaptations (CREAHI), à la demande de la DRASS. L'objectif de cet état des lieux était de proposer un outil d'aide à la planification en permettant d'adapter l'offre régionale aux besoins de la population et de rechercher une meilleure complémentarité entre structures pour couvrir l'ensemble du territoire de façon plus homogène (398).

La première partie vise à quantifier la population concernée à partir des données statistiques issues des PMI, des CAMSP, de l'éducation nationale et des commissions départementales d'éducation spéciale (CDES) ; cette quantification est rendue difficile par la multiplicité des sources d'information et leur caractère fréquemment incomplet (398).

La seconde partie recense les structures régionales, leurs activités et prestations.

Six structures médico-sociales spécialisées pour la surdité accueillaienent 407 enfants sourds en 2002, dont 9,3 % avaient moins de 6 ans. Chacune de ces structures avait au moins une section SAFEP et une section SSEFIS. Parmi les enfants de moins de 6 ans, 3 sont scolarisés au sein d'un établissement spécialisé, 6 sont intégrés en milieu ordinaire à temps partiel et 26 à temps plein. 26,3 % des enfants sourds sont suivis dans un autre département que celui de leur résidence. La durée maximale de transport aller-retour pour accéder à la structure par taxi ou ramassage scolaire est comprise entre 50 et 150 minutes selon les

⁶⁷ En 2008-2009, la DGAS est sous l'autorité de tutelle conjointe du ministre du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité et du ministre du Logement et de la Ville.

départements (transport effectué par l'enfant ou par les équipes si ce sont elles qui se déplacent) ; deux structures ont un internat (durée maximale de trajet aller-retour : environ 4 heures). Les délais de transport expliquent en partie que 30 % des enfants aient un suivi conjoint par une structure spécialisée et un suivi par des professionnels libéraux (398).

8 % des enfants sourds d'Aquitaine sont suivis dans l'un des 32 autres établissements médico-sociaux non spécialisés. 92 % de ces enfants présentent un autre trouble associé à la surdité.

La troisième partie concerne les caractéristiques de la population accueillie.

La quatrième partie rapporte les difficultés, besoins et attentes des professionnels, des jeunes sourds et de leur famille. Pour ce qui concerne spécifiquement l'enfant de moins de 6 ans, les points suivants peuvent être relev s⁶⁸ :

- les situations de polyhandicaps nécessitent des dispositifs adaptés ou de solides partenariats entre structures spécialisées « surdité » et structures spécialisées pour un autre trouble ; est en particulier point e la difficulté de suivi d'enfants sourds dans les structures pédopsychiatriques (CMP, hôpitaux de jour, CMPP) ;
- le manque de professionnels maîtrisant la langue des signes ou le LPC dans le cadre de la scolarisation, même en établissement spécialisé, ou le manque de formation pour les professionnels y exerçant est relevé par les parents ; le recrutement de personnel qualifié (codeurs LPC, interprètes LSF, psychiatres) est difficile pour certains établissements ;
- le manque de structures proposant des formations spécifiques aux parents et adaptées à l'accueil d'un jeune enfant sourd est point  ;
- l'éloignement des structures par rapport au domicile de l'enfant ;
- l'absence de solution d'accueil social en dehors des heures d'ouverture scolaire des centres est une difficulté pour les parents qui travaillent.

En 2002, deux évaluations régionales en  le-de-France et dans la région Nord-Est concernant le fonctionnement des centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP) ont été publiées par les caisses régionales d'assurance maladie (396,397).

En  le-de-France, on recensait, en 2002, 16 CAMSP dont 13 polyvalents et 3 spécialisés dans la déficience auditive (départements : 75, 91, 93). Mille cinq cent quatre-vingt-sept enfants étaient inclus dans la file active de ces CAMSP dont seulement 6 de plus de 6 ans ; 51 enfants (3,2 %) ont un diagnostic étiologique selon la CIM-10 de surdité de transmission et neurosensorielle, mais les enfants présentant une déficience auditive sont bien plus nombreux : 161 enfants (10,1 %) présentent une déficience auditive isolée, 38 (2,4 %) une déficience auditive associée à une déficience intellectuelle, visuelle ou motrice. Ces enfants ne sont pas exclusivement suivis dans les CAMSP spécialisés, mais peuvent l'être dans le cadre de CAMSP polyvalents (396).

Dans la région Nord-Est (région Champagne-Ardenne et région Lorraine, sauf la Moselle rattachée à la CRAM d'Alsace), on recensait, en 2000, 6 CAMSP polyvalents et un CAMSP spécialisé dans la déficience auditive ; 6 autres créations étaient en projet. Mille cent cinquante et un enfants étaient inclus dans la file active. L'âge moyen au premier contact est de 2,8 ans. 3 % des enfants ont été adressés pour bilan de l'audition (70 % dans le CAMSP spécialisé, qui réalise en particulier des actions préventives et de dépistage auprès des fratries d'enfant sourd). Les données ne précisent pas d'autres éléments concernant les enfants présentant une déficience auditive (397).

⁶⁸ Voir document original pour une meilleure exhaustivité.

8.2 Constat du groupe de travail

Devant l'absence de document synthétique sur l'état des lieux en 2008 des structures d'accueil des enfants sourds de 0 à 6 ans, un recensement des sources d'information relatives aux structures existantes a été réalisé par le groupe de travail.

Le groupe de travail constate que les structures où l'enfant sourd peut être accueilli relèvent des 3 champs sanitaire, médico-social ou social et éducatif.

  partir du livre blanc sur la surdité de l'enfant (54) et de son expérience, le groupe réuni par la HAS a répertorié les lieux d'accueil et d'accompagnement des enfants sourds et de leur famille.   partir d'une enquête réalisée par les membres du groupe de travail dans leurs régions respectives, les constats suivants ont été faits.

8.2.1 Lieux d'information

Les lieux d'information concernent aussi bien les champs sanitaire, médico-social et social, et scolaire :

- centre d'information sur la surdité (CIS), dont les missions ont été définies par une lettre ministérielle en 2000⁶⁹ ;
- association de parents d'enfants sourds et de personnes sourdes ;
- tout professionnel de santé ;
- maison départementale pour les personnes handicapées (MDPH), en lien avec le projet personnalisé de scolarisation.

Le groupe de travail constate en 2008 que :

- la liste des centres d'information sur la surdité est difficile à établir, les statuts sont très différents d'un centre à un autre (rattaché à la DRASS, à des associations, à des établissements médico-sociaux, etc.) ; il n'existe pas de lien formel entre les différents CIS ;
- les centres d'information de la surdité, bien que mis en place par la Direction générale de l'action sociale, n'ont pas tous développé des partenariats avec les établissements médico-sociaux de leur région : seulement 50 % des CAMSP et SAFEP sont en lien avec un centre de la surdité (87) ; les liens entre centres d'information de la surdité et services effectuant les diagnostics de surdité semblent absents dans plusieurs régions ;
- les informations diffusées sur Internet par les centres d'information sur la surdité comprennent peu d'informations relatives à la surdité de l'enfant, et particulièrement peu concernant les surdités dites « moyennes » (seuil auditif compris entre 41 dB HL et 70 dB HL) ;
- les informations scientifiques disponibles sur Internet sont hétérogènes d'un CIS à l'autre alors qu'une coordination nationale permettrait de diffuser une information homogène sur les connaissances scientifiques ;
- aucun site (CIS ou sites proposés par les fournisseurs de matériels) n'est certifié par un label qualité de type « *Health on the Net* » (HON) ; le label HON, reconnu par la Haute Autorité de Santé, peut être demandé gratuitement ;
- les unités d'accueil et de soins pour les personnes sourdes (405), présentes en milieu hospitalier dans certaines régions de France, pourraient être des unités ressources d'information, en particulier pour les parents s'exprimant en langue des signes, ou pour des informations relatives à cette langue, car ces unités ont développé un savoir-faire spécifique pour l'éducation à la santé de population sourde.

⁶⁹ Consultable en octobre 2009 sur http://anpes.free.fr/Lois/fiche_CIS.html

8.2.2 Lieux de dépistage de la surdité

Alors que les lieux où s'effectue le dépistage de la surdité concernent exclusivement le champ sanitaire, le repérage de la surdité concerne les champs sanitaire, médico-social, et scolaire ; sont principalement concernés :

- les maternités effectuant un dépistage néonatal ;
- les services de néonatalogie pour certains enfants à risques (prématurité) ;
- tout professionnel effectuant le suivi médical de l'enfant (PMI, médecin scolaire ; médecin généraliste ou pédiatre exerçant en libéral ou en structure médico-sociale).

Le groupe de travail constate que :

- les structures effectuant un dépistage organisé sont toutes des maternités, que celles-ci soient intégrées ou non dans l'expérimentation effectuée sous l'égide de la Caisse nationale d'assurance maladie ; en effet, certaines régions ont localement mis en place le dépistage néonatal en dehors de l'expérimentation menée par la CNAMTS ;
- le repérage individuel est par nature sous la responsabilité de chaque professionnel de santé, quel que soit son lieu d'exercice, dans les champs sanitaire, médico-social ou éducatif.

8.2.3 Diagnostic

Les lieux où s'effectue le diagnostic de surdité relèvent du champ sanitaire et du champ médico-social :

- service ou cabinet ORL ou CAMSP spécialisé où sont effectués les bilans permettant d'effectuer le diagnostic de surdité, quel que soit l'âge de l'enfant ; le diagnostic étiologique peut nécessiter des examens dans d'autres structures (ex. consultation spécialisée en génétique) ;
- service ORL effectuant de manière centralisée les bilans de confirmation diagnostique après un test de dépistage non concluant ; ces services sont situés au sein des CHU des régions où est expérimenté le dépistage néonatal de la surdité ; ces services ont été intitulés, dans le cadre de cette expérimentation : centre de diagnostic et d'orientation de la prise en charge de la surdité (CDOS).

Le groupe de travail constate que :

- l'expérimentation par la CNAMTS sur le dépistage néonatal dans 6 régions de France a introduit une centralisation du diagnostic de surdité sur les unités spécialisées en audiologie infantile au sein des services ORL des centres hospitaliers universitaires (CHU) ;
- dans les régions ayant institué un dépistage en dehors de l'expérimentation, les lieux de diagnostic ne sont pas systématiquement centralisés ;
- l'intitulé et la centralisation des centres de diagnostic au niveau des centres d'implantation cochléaires inquiètent sérieusement les acteurs favorables à une approche bilingue, craignant que cette centralisation favorise une information centrée sur une approche exclusivement audio-centrée avec implantation cochléaire.

8.2.4 Intervention précoce

Les lieux où sont proposés des programmes d'intervention précoce relèvent du champ sanitaire et du champ médico-social⁷⁰ :

⁷⁰ Les établissements et services sociaux et médico-sociaux, dont la liste figure à l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles, sont régis par les articles D312-98   D312-110 du Code de l'action sociale et des familles. Sont en particulier concernés dans le cadre de l'accompagnement des enfants sourds :

- les centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP),

- CAMSP par accès direct, soit CAMSP spécialisé, soit plus fréquemment CAMSP polyvalent (12 CAMSP spécialisés surdité seulement en France en 2009) ;
- SAFEP, par accès après avis de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), au sein de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) ;
- autres structures associatives ;
- réseau libéral et associatif ;
- lieux d'accueil de la petite enfance permettant un accueil bilingue français et langue des signes (assistante maternelle bilingue ou sourde s'exprimant en langue des signes, halte-garderie, crèche, maison verte, etc.).

Le groupe de travail constate que :

- la moitié des départements n'ont pas de structure spécialisée offrant un programme d'intervention précoce aux enfants sourds, alors que les CAMSP polyvalents n'ont pas les moyens suffisants pour assurer aux parents un choix entre une éducation avec « communication en langue française » exclusive et une éducation « avec communication bilingue » ;
- les lieux sociaux où un environnement en langue des signes pourrait être proposé aux familles ne sont pas répertoriés, ni au niveau local, ni au niveau national (crèche, halte-garderie, assistante maternelle, etc.) ;
- l'accès aux structures spécialisées peut être retardé dans de nombreuses régions du fait des procédures administratives d'accès aux SAFEP, procédures qui n'existent pas pour les CAMSP ;
- les CAMSP spécialisés et SAFEP, bien que relevant de procédures administratives différentes, sont en mesure de délivrer des programmes d'intervention précoce similaires auprès des enfants sourds de moins de 3 ans ; les populations accueillies ne sont cependant pas identiques, les SAFEP accueillant une proportion plus élevée d'enfants dont le seuil auditif est supérieur à 70 dB HL (87) (cf. tableau 3.1).

8.2.5 Scolarisation

Les lieux où s'effectue la scolarisation des enfants sourds relèvent du champ scolaire ou médico-social :

- en  cole ordinaire ( cole de quartier), en classe ordinaire, éventuellement avec le soutien d'une équipe spécialisée médico-sociale (CAMSP, SSEFIS, SESSAD) ou scolaire (RASED) ;
- en  cole privée (associations) proposant une scolarisation bilingue, fondée sur un enseignement en langue des signes et en français écrit ;
- ou sur avis de la (CDAPH), au sein de la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) :
 - en  cole ordinaire, au sein d'une classe spécialisée (CLIS classe d'intégration scolaire),
 - en  cole intégrante ( cole qui intègre plusieurs enfants sourds dans la même  cole, environ 1 à 3 par classe),
 - en centre spécialisé pour déficients auditifs (externat ou internat),
 - en classe ou centre spécialisé pour pluri-handicap,
 - en centre spécialisé pour un autre handicap.

Le groupe de travail constate que :

-
- les établissements ou services d'enseignement qui assurent, à titre principal, une éducation adaptée et un accompagnement social ou médico-social aux mineurs ou jeunes adultes handicapés ou présentant des difficultés d'adaptation, dont les services d'accompagnement familial et d'éducation précoce (SAFEP).

- les structures médico-sociales ou les écoles spécialisées assurant la scolarité des enfants sourds de 0 à 20 ans sont recensées dans un annuaire de l'ONISEP (406) ;
- les structures scolaires proposant un parcours scolaire bilingue français-LSF ne sont pas clairement identifiées.

8.2.6 Soins

Les unités d'accueil et de soins pour les personnes sourdes, proposées en milieu hospitalier dans certaines régions de France, peuvent être amenées à accueillir les jeunes enfants sourds pour leur prodiguer des soins qui ne sont pas relatifs à leur surdité (405). Ces unités ont développé un savoir-faire spécifique pour l'éducation à la santé de population sourde. Des recommandations spécifiques à l'accès aux soins des personnes handicapées ont été élaborées en 2008 et publiées sur le site de la HAS (393).

8.3 Recommandations de la HAS

La diversité des structures et des services est nécessaire pour permettre une adaptation de l'accompagnement et du suivi :

- aux besoins spécifiques des enfants sourds qui constituent une population hétérogène, en particulier pour répondre aux besoins très divers des enfants ayant un trouble associé à la surdité. Lorsque l'enfant est suivi dans une structure spécifique à un trouble associé, un partenariat étroit avec une structure spécialisée dans le suivi des enfants sourds est nécessaire pour adapter au mieux le suivi relatif à la surdité ;
- au projet éducatif de la famille («  ducation avec communication en » ou «  ducation avec communication bilingue »).

L'éloignement géographique des structures peut limiter cette adaptation dans de nombreuses régions, en particulier pour le très jeune enfant : un département sur deux n'a pas de structure d'intervention précoce spécialisée (CAMSP spécialisé surdité, SAFEP, SESSAD, SSEFIS) alors que les moyens mis en œuvre sont différents entre structure polyvalente et structure spécialisée. Afin de développer des interventions précoces au sein des familles, en particulier lors d'éloignement des structures spécialisées, un suivi par une structure spécialisée en réseau avec les professionnels libéraux ou des structures polyvalentes est nécessaire.

Il est recommandé que chaque structure identifie clairement les approches proposées, approche audiophonatoire et/ou approche visuogestuelle (cf. section 2), et les moyens spécifiques mis à disposition des enfants ou des familles (ex. : temps d'intervention avec LPC, en LSF, etc.). Afin de faciliter l'information des familles et des professionnels, un répertoire local et national de ces structures précisant les approches proposées serait nécessaire.

Les professionnels participant à un programme d'intervention précoce, que ce soit au sein d'une structure ou d'un réseau informel exerçant en libéral, doivent organiser le lien avec les lieux de vie et de scolarisation de l'enfant afin d'assurer une continuité des moyens de communication mis à sa disposition.

Les lieux d'accueil, d'accompagnement et de suivi proposant un projet d'éducation avec communication bilingue, selon une approche visuogestuelle ou selon une approche audiophonatoire en français avec LSF, doivent être clairement affichés et pouvoir proposer une immersion dans la LSF aux enfants et aux familles, au sein de structures sociales (crèches, haltes-garderies, etc.), médico-sociales (CAMSP, SAFEP, SESSAD et SSEFIS) ou éducatives ( tablissements scolaires) travaillant éventuellement en réseau.

Si depuis 2005⁷¹, la liberté de choix dans l'éducation et le parcours scolaire entre une «  ducation avec communication en langue française » ou « avec une communication bilingue, langue des signes française et langue française », est de droit, l'accès des enfants à une éducation avec communication bilingue dès les interventions précoces est très hétérogène selon les départements ; il en est de même de l'accès à certains moyens spécifiques tels que l'apprentissage de la LPC. De ces recommandations, il ressort d'une part qu'il est nécessaire de développer en France au sein de chaque territoire de santé un accès aux différents programmes d'intervention précoce, et d'autre part que ceux-ci proposent les services de professionnels formés aux différentes approches déclinées ci-dessus (cf. section 3).

⁷¹ Loi n  2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Annexes

Annexe 1. Tableaux d'analyse des études cliniques et enquêtes

Chapitre 2 :	Les enfants sourds : une population très diverse	157
Tableau 2.1.	Facteurs associés à la langue utilisée par les enfants ou adultes sourds	
Tableau 2.2.	Facteurs associés à la décision parentale relative au choix de la ou des langue(s) proposée(s) � l'enfant sourd	
Chapitre 3 :	Quelles sont les actions permettant de développer la communication et le langage de l'enfant sourd ?	163
Tableau 3.1.	Population d'enfants sourds concernée par les programmes d'intervention précoce et modalités de mise en œuvre	
Tableau 3.2.	Recommandations de bonne pratique relatives aux interventions précoces chez l'enfant sourd	
Tableau 3.3.	Revue systématique de la littérature relatives aux interventions précoces chez l'enfant sourd	
Tableau 3.4.	�tudes cliniques évaluant les interventions précoces (publications postérieures aux revues systématiques)	
Tableau 3.5.	�tudes ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effet sur l'acquisition de la langue des signes)	
Tableau 3.6.	�tudes ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effets sur l'acquisition de la langue écrite)	
Tableau 3.7.	�tudes comparatives : programme audiophonatoire avec communication parlée versus communication totale	
Tableau 3.8.	Revue systématique de la littérature relatives aux appareils de correction auditive	
Tableau 3.9.	Points de vue des familles relatifs aux appareils de correction auditive	
Tableau 3.10.	Revue systématique de la littérature relatives aux implants cochléaires	
Tableau 3.11.	Implants cochléaires – Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007)	
Tableau 3.12.	Implants cochléaires – �tudes cliniques postérieures à décembre 2006 et apportant des éléments nouveaux par rapport aux revues systématiques précédemment décrites (efficacité selon l'âge d'implantation)	
Tableau 3.13.	Implants cochléaires - Points de vue des parents	
Tableau 3.14.	Efficacité des implants cochléaires : point de vue des enfants	
Tableau 3.15.	Efficacité des implants cochléaires : point de vue des adolescents	
Tableau 3.16.	�tudes ayant évalué la langue parlée complétée	
Tableau 3.17.	�tudes ayant évalué l'éducation auditivo-verbale	
Tableau 3.18.	�tudes ayant évalué les interventions bilingues (effets sur la langue écrite)	
Chapitre 4 :	Comment évaluer la communication et le langage de l'enfant sourd ?	216
Tableau 4.1.	Echelles d'évaluation de la communication chez l'enfant	
Tableau 4.2.	Outils francophones de dépistage destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant �g� entre 8 mois et 6 ans.	
Tableau 4.3.	Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant �g� entre 8 mois et 6 ans	
Tableau 4.4.	Principaux instruments d'évaluation de la langue des signes	
Tableau 4.5.	Outils d'évaluation de la langue écrite de l'enfant entendant	
Chapitre 5 :	Quelle information délivrer aux familles ?	229
Tableau 5.1.	Besoins d'information - Enquête auprès de familles d'enfants sourds, réalisée en France	
Tableau 5.2.	Besoins d'information - Enquêtes auprès de familles d'enfants sourds dans le cadre de programme de dépistage, réalisées à l'étranger	

Tableau 5.3.	Besoins d'information - Enquêtes auprès de familles d'enfants sourds, réalisées à l'étranger	
Tableau 5.4.	Recommandations de bonne pratique	
Chapitre 6 :	Implication des parents et niveau de langue des enfants sourd	235
Tableau 6.1.	Associations entre l'implication des parents et les performances langagières des enfants	
Tableau 6.2.	Facteurs facilitant l'expérience de la parentalité avec un enfant sourd - Revue systématique de la littérature	
Tableau 6.3.	Expérience de la parentalité avec un enfant sourd – Le point de vue des parents	
Tableau 6.4.	Attachement mère-enfant lors de l'accueil d'un enfant sourd	
Tableau 6.5.	Attitudes et anxiété parentales après dépistage néonatal de la surdité – Enquête par auto-questionnaire	
Tableau 6.6.	Stress parental après dépistage néonatal de la surdité – �tudes avec entretien auprès d'un professionnel	
Tableau 6.7.	Stress parental après diagnostic tardif de surdité	
Tableau 6.8.	Stress parental au cours de l'enfance d'un enfant sourd	
Tableau 6.9.	Communication entre parents et enfants	
Chapitre 7 :	Prévenir les troubles psychiques et relationnels de l'enfant sourd	262
Tableau 7.1.	Prévalence des troubles psychiques ou relationnels de l'enfant ou de l'adolescent sourd	

Tableau 2.1. Facteurs associés à la langue utilisée par les enfants ou adultes sourds

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Mitchell 2004 (70) �tats-Unis	<p>�tude transversale annuelle réalisée au cours de l'année scolaire 1999-2000 auprès de 30.970 enfants et adolescents sourds recevant une éducation spécialisée aux �tats-Unis, représentant environ 60 % des enfants sourds recensés dans ce pays.</p> <p>Objectif : identifier les facteurs associés au choix de la langue de communication au domicile et à l'�cole.</p>	<p>n = 2.383 enfants et adolescents sourds ayant au moins un parent sourd (« personne qui a une perte auditive, particulièrement celle qui utilise la langue des signes comme langue naturelle ») ou malentendant (personne qui a une perte auditive et qui utilise habituellement la parole comme moyen de communication)</p>	<p>Modèle de régression logistique multinomiale cherchant à expliquer la variable « �ducation incluant la langue des signes »</p> <p>Variables explicatives :</p> <p>Statut auditif des parents</p> <p>Sévérité de la surdité de l'enfant</p> <p>Utilisation de la langue signée au domicile, type d'établissement scolaire</p> <p>�ge de l'enfant</p> <p>Handicap associé</p> <p>Anglais oral ou écrit non utilisé au domicile</p>	<p>1.441 dossiers exploitables (60,5 %)</p> <p>�ge de l'enfant : 31 % entre 6 et 9 ans ; 36 % entre 10 et 13 ans; 33 % entre 14 et 19 ans</p> <p>Sévérité de la surdité de l'enfant :</p> <p>< 71 dB : 49,3 % (39,7 % enfants de parent malentendant + 9,6 % enfants de parent sourd)</p> <p>71 à 90 dB : 16,9 % (5,5 % enfants de parent malentendant + 11,4 % des enfants de parent sourd)</p> <p>> 91dB : 33,9 % (5,2 % enfants de parent malentendant + 28,7 % des enfants de parent sourd)</p> <p>Handicap associé : 30 % (11,8 % enfants de parent sourd + 18,1 % enfants de parent malentendant) ;</p> <p>Utilisation régulière de la langue des signes à la maison : 8,7 % des enfants de parent malentendant, 46 % des enfants de parent sourd ; variables explicatives : parents sourds OR = 30,9 IC [21,3 ; 44,9] ; surdité > 91dB OR = 12,3 IC [7,8 ; 19,2] ; surdité entre 71 et 90 dB OR = 3,5 IC [2,2 ; 5,5]</p> <p>Utilisation de la langue des signes à l'�cole (associée à la langue orale) : 59,1 % (13,9 % enfants de parent malentendant + 45,2 % enfants de parent sourd) ; variables explicatives : �tablissement spécialisé OR = 32,1 IC [15,9 ; 64,8] ; classe spécialisée en �cole ordinaire : OR = 21,9 IC [11,9 ; 40,3] ; utilisation régulière de la langue des signes à la maison OR = 18,4 [10,2 ; 33,4] ; surdité > 91 dB OR = 12,3 [6,2 ;24,2] ; surdité 71 dB-90 dB OR = 5,0 [2,8 ; 8,7] ; soutien scolaire spécialisé en classe ordinaire : OR * 2,6 IC [1,4 ; 5,0]</p>	<p>Les principales variables expliquant le choix d'un mode de communication au domicile sont : le statut auditif des parents (sourds vs malentendants) puis la sévérité de la surdité de l'enfant (> 71 dB vs < 71 dB). Ce modèle prédit correctement 88,8 % des cas observés.</p> <p>Les principales variables expliquant le choix d'un mode de communication à l'�cole sont le type d'établissement où est scolarisé l'enfant, l'utilisation régulière de la langue des signes au domicile, et la sévérité de la surdité de l'enfant ; ce modèle explique 91,7 % des cas observés, sans que le statut auditif des parents n'intervienne.</p> <p>L'article détaille également les variables prédictives d'une scolarité en milieu ordinaire, en classe spécialisée au sein d'une �cole ordinaire ou en �cole ou structure spécialisée. La scolarisation en classe ou �cole spécialisée est plus fréquente pour les enfants ayant une surdité > 71 dB (OR = 4 à 11 selon le type de classe et degré de sévérité), qui utilisent régulièrement la langue des signes à la maison (OR = 13 pour les écoles spécialisées, OR = 2 pour les classes spécialisées, et présentant un handicap associé (OR = 4). Le statut auditif des parents explique très peu de la variabilité du modèle (OR non significatif pour la classe spécialisée, OR = 2,5 pour l'�cole spécialisée).</p> <p>Les auteurs précisent que leur étude n'est issue que d'un échantillon de 60 % des enfants sourds du pays, échantillon qui peut ne pas être représentatif (proportion plus élevée de surdité > 91 dB en particulier comparativement aux données épidémiologiques classiquement décrites).</p>

Tableau 2.1. Facteurs associés à la langue utilisée par les enfants ou adultes sourds					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Morgon 2003 (57) France	Enquête transversale régionale en Rhône-Alpes auprès des enfants et adolescents sourds présents en établissements médico-sociaux au cours du premier semestre 2001, hors instituts médico-éducatifs Objectif : décrire la population d'enfants et adolescents sourds accueillis en établissements médico-sociaux en vue de la planification sanitaire et sociale	n = 1007 âge : 0-5 ans : 112 6-10 : 232 > 10 : 651 établissement fréquente : Institut : 477 SAFEP : 20 CAMSP spécialisé : 41 SSEFIS : 464 CMPP : 5	Mode de communication Type de la surdité Mode de scolarisation Données descriptives uniquement, pas d'analyse statistique	<p>Pour les enfants de moins de 6 ans :</p> <p>Mode de communication</p> <p>Oral et gestes (LSF ou FS ou LPC) : 41,7 % Oral uniquement : 37,5 % LSF uniquement : 11,1 %</p> <p>Type de surdité :</p> <p>Surdité profonde : 55 % des enfants < 6 ans Surdité sévère : 30 % des enfants < 6 ans Demi-sourd : 14 % des enfants < 6 ans</p> <p>Tous âges confondus, mode de communication selon le type de surdité :</p> <p>Surdité profonde (49 % des enfants) :</p> <p>Oral et gestes (LSF ou FS ou LPC) : 47,4 % LSF uniquement : 19,8 % Oral uniquement : 15,6 % FS uniquement : 14,1 % LSF+FS : 3,1 %</p> <p>Surdité sévère (23,1 % des enfants) :</p> <p>Oral uniquement: 50,8 % Oral et geste (LSF ou FS ou LPC) : 44,5 % LSF uniquement : 2,5 % FS uniquement : 1,7 % LSF+FS : 0,4 %</p> <p>Demi-sourds (27,1 % des enfants) :</p> <p>Oral uniquement : 76,2 % Oral et geste (LSF ou FS ou LPC) : 20,6 % LSF uniquement : 1,1 % FS uniquement : 1,6 % LSF+FS : 0,5 %</p> <p>Tous âges confondus, mode de communication sans / avec handicap associé :</p> <p>Oral uniquement : 36,3 % / 33,5 % LSF uniquement : 22,5 % / 28,3 % Oral et geste (LSF ou FS ou LPC) : 41,2 % / 38,1 %</p>	<p>Taux de réponse à l'enquête non précisé ; 986 cas document�s concernant les modes de communication.</p> <p>La méthode de l'enquête n'est pas décrite, en particulier, l'auteur ne précise pas les définitions de sourd profond, sévère ou demi-sourd ni s'il a recueilli les informations concernant les modes de communication, et si ces derniers sont ceux utilisés au domicile de l'enfant ou en classe.</p> <p>Mode de scolarisation :</p> <p>Classe ordinaire : 33 % Classe spécialisée en établissement ordinaire : 6,5 % Classe spécialisée en établissement spécialisé : 20 % établissement médico-social : 20,5 %</p> <p>Concernant les parents de ces enfants, 111 sont sourds, 57 % d'entre eux utilisent la langue des signes.</p>

Tableau 2.1. Facteurs associés à la langue utilisée par les enfants ou adultes sourds					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variabes Analyse	Résultats	Commentaires
Fortnum 2002 (71) Royaume-Uni	Enquête transversale auprès de l'ensemble des enfants sourds scolarisés en primaire et secondaire en 1998 au Royaume-Uni Objectif : identifier les facteurs associés au choix de la langue de communication au domicile et à l'�cole.	17.657 enfants sourds nés entre 1980 et 1997, âge médian : 10 ans (identifiés en croisant les données du système éducatif et celles des professionnels de santé) Surdité permanente bilatérale > 40 dB	Seuil d'audition âge de survenue de la surdité Trouble associé Type d'établissement scolaire Mode de communication Appareillage Analyse multivariée pour les enfants scolarisés ayant l'ensemble des données complètes en particulier audiophonologiques (n = 6244)	12.255 réponses exploitables Appareillage : 6 % des enfants ont un implant cochléaire. Tous âges confondus, mode de communication à l'�cole et type d'établissement selon le seuil d'audition : Surdité profonde (> 95 dB : 27 % des enfants) Oral et geste : 59,2 % (58,1 % si implant, 59,5 % sans implant) BSF uniquement : 7,7 % (2,7 % si implant cochléaire, 9 % sans implant) Oral uniquement : 31 % (37,8 % si implant cochléaire, 29,1 % sans implant) �cole ordinaire : 12,1 % (17,8 % si implant cochléaire, 10,6 % sans implant) ; Classe spécialisée : 40,6 % (si 57,7 % implant cochléaire, 36,1 % sans implant) ; �cole spécialisée : 40,9 % (21,2 % si implant cochléaire, 46,1 % sans implant) Autre : 6,4 % Surdité sévère (71-95 dB ; 22 % des enfants) : Oral uniquement 63 % Oral et geste : 32,1 % BSF uniquement: 1,7 % �cole ordinaire : 33,7 % Classe spécialisée : 37,7 % �cole spécialisée : 17,9 % Autre : 11,1 % Surdité modérée (41-70 dB : 50 % des enfants) : Oral uniquement : 90 % Oral et geste : 8 % BSF uniquement : 0,2 % �cole ordinaire : 65,5 % Classe spécialisée : 16,2 % �cole spécialisée : 3,7 % Autre : 14,5 % Handicap associé : 32 % chez les garçons (n = 6.575) et 27 % chez les filles (n = 5.680), p< 0,001 Proportion d'enfants ayant un handicap associé en �cole ordinaire : 16,4 % ; en classe spécialisée 27,6 % ; en établissement spécialisé pour enfants sourds : 35,1 % ; autre établissement spécialisé : 80,6 %	Recueil anonyme effectué par les professionnels de l'éducation (72 % ont répondu). Le mode de communication est celui proposé à l'enfant par l'établissement scolaire ; il n'est pas précisé si cela correspond au choix éducatif souhaité ou au mode de communication utilisé par les parents. Représentativité satisfaisante de l'échantillon analysé par rapport à la population globale. L'analyse multivariée est peu décrite, aucun odds-ratios n'est reporté. La probabilité qu'un enfant ait une approche éducatrice utilisant peu la langue des signes est plus élevée si l'enfant, toutes choses égales par ailleurs, a un seuil d'auditif plus bas (p< 0,01), est plus �g� (p< 0,02), possède un implant cochléaire (p< 0,001), n'a pas d'autre trouble associé (p< 0,001) et s'il est une fille (p< 0,001). Les variables associées avec une �cole proposant le moins de soutien spécifique sont les mêmes, en dehors de l'âge (�tre moins �g� est associé avec une structure plus ordinaire).

Tableau 2.1. Facteurs associés à la langue utilisée par les enfants ou adultes sourds					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Dauman 2001 (72) France	Enquête auprès d'adultes sourds nés entre 1972 et 1977 dont le diagnostic dans l'enfance avait été établi par le CHU de Bordeaux Objectif : décrire le taux d'emploi de jeunes adultes sourds en fonction du seuil d'audition, du mode de communication et du système scolaire suivi	n = 95 âge moyen : 24 ans seuil d'audition > 40dB sur la meilleure oreille 40-69 dB : n = 39 70-89 dB : n = 20 > 90 dB : n = 36	Mode de communication utilisé (oral uniquement, oral et gestuel, gestuel uniquement = LSF) �tablissement dans lequel a été effectuée la scolarisation Diplôme obtenu (professionnel ou universitaire) Taux d'emploi (non employé, contrat type CDD, contrat type CDI) Analyse descriptive uniquement	Mode de communication utilisé Oral uniquement : n = 50 dont 9 ayant un seuil d'audition entre 70-89 dB et 5 > 90 dB Oral et gestuel : n = 39 dont 4 ayant un seuil d'audition < 70 dB Gestuel uniquement (LSF) : n = 6 dont 2 ayant un seuil d'audition entre 80 dB et 90 dB et 4 ayant un seuil > 100 dB établissement dans lequel a été effectuée la scolarisation �cole ordinaire : n = 49 (seuil d'audition médian : 60 dB) dont 86 % du groupe ayant une communication orale uniquement ; 7 enfants de ce groupe ayant reçu une éducation primaire en établissement spécialisé ont rejoint une �cole ordinaire dans un second temps. �tablissement médico-social : n = 46 (seuil d'audition médian : 98 dB) dont 87 % du groupe ayant une communication orale et gestuelle et 6 des 7 personnes ayant une communication gestuelle. Taux d'emploi Emploi stable (CDI) n = 33 (seuil d'audition médian : 88 dB) soit 36 % du groupe communiquant uniquement oralement, 33 % du groupe oral et gestuel, et 33 % gestuel uniquement ; 17 ont eu une éducation en établissement médico-social et 16 en �cole ordinaire. Emploi précaire (CDD) : n = 29 (seuil d'audition médian : 83 dB) ; 17 ont eu une éducation en établissement médico-social et 12 en �cole ordinaire. Chômage : n = 33 (seuil d'audition médian : 68 dB) ; 12 ont eu une éducation en établissement médico-social et 21 en �cole ordinaire.	Population totale diagnostiquée entre 1972 et 1977 non précisée Une analyse statistique avec régression logistique permettant l'ajustement sur le mode de communication, le type d'établissement et le type de diplôme obtenu permettrait de mieux connaître les variables indépendantes liées au taux d'emploi chez les jeunes adultes sourds.

OR : Odds-ratio et IC : Intervalle de confiance

LSF : langue des signes française ; FS : français signé

CHU : centre hospitalier universitaire ; CDD : contrat de travail à durée déterminée, CDI : contrat de travail à durée indéterminée

1^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Li 2003 (76) �tats-Unis	Enquête par questionnaire en face à face ou par courrier, au choix des parents Comparer l'importance relative du degré de perte auditive et des attitudes et aspirations parentales dans la prise de décision sur le choix éducatif en langue orale ou signée ou bilingue	n = 83 familles d'enfants sourds âge moyen des enfants : 8 ans [4 ans ; 13 ans] 52 % de perte auditive à 91 dB (profond) 28 % perte auditive entre 71 et 90 dB (sévère) 13 % perte auditive entre 41 et 70 dB (modéré) 7 % ne sait pas Options �ducatives Bilingue : 53 % Oral uniquement : 36 % Signe uniquement : 8 % Classe ordinaire publique : 45 % Classe locale pour enfants sourds : 28 % Classe pour enfants sourds en �cole publique : 18 % Autre : 2 %	Choix éducatif (oral, langue des signes ou bilingue) Degré de perte auditive Facteurs de décision (recommandations d'un professionnel, d'un ami, coût des services, disponibilités locales des services) Attitudes face à l'intégration sociale des personnes sourdes, la langue des signes, les capacités de développement d'un enfant sourd, lieu scolaire souhaité Préférences parentales dans quatre domaines : communication, réussite scolaire, adaptation sociale et estime de soi Analyse selon le modèle de régression logistique	Facteurs prédictifs du choix d'une éducation orale uniquement (odds ratio et intervalle de confiance) 1. Degré de la perte auditive : Modérée ou sévère vs profond : OR = 176 [6-999] Sévère vs profond : OR = 4,4 [0,5 ; 38] 2. Préférences des parents : Capacité de l'enfant à communiquer uniquement avec les personnes entendantes vs aussi bien avec personnes sourdes qu'entendantes : OR = 38,1 [1,2 ; 650] 3. Attitudes des parents Accord des parents avec « tout enfant sourd peut apprendre à parler si suffisamment de temps et d'effort sont déployés pour leur enseigner » vs désaccord : OR = 8,5 [1,1 ; 61] Accord avec « tout enfant sourd devrait être scolarisé en �cole ordinaire » vs désaccord : OR = 9,3 [0,6 ; 145] 0	Parmi les facteurs ci-dessous, ceux ayant le plus influencé les parents sont : Les recommandations d'un professionnel : 86 % (�ducation signée) � 93 % (�ducation orale) La disponibilité locale des services : 50 % (signé) � 60 % (oral) Les recommandations d'un ami : 43 % (signée) � 59 % (bilingue) Les coûts des services (20 % (oral) � 38 % (signé)) Pas de différence selon le choix éducatif des parents Attitudes des parents (d'accord avec...) Tout enfant sourd devrait aller dans une �cole ordinaire : 50 % (signé), 58 % (bilingue), 93 % (oral), p < 0.01 Tout enfant sourd peut apprendre à parler : 12 % (signé), 17 % (bilingue), 50 % (oral), p < 0,005 Les enfants devraient apprendre la langue des signes pour pouvoir parler aux personnes sourdes : 50 % (oral), 86 % (bilingue), 88 % (signé), p < 0,005.
Steinberg 2003 (77) �tats Unis	Enquête par entretiens semi-directifs Explorer l'impact de la langue, de la culture et du statut de la population minoritaire sur les choix éducatifs en langue orale ou	n = 29 familles immigrées d'origine espagnole Options �ducatives Bilingue : 84 %	Choix éducatif (oral, langue des signes ou bilingue) Facteurs de décision (recommandations d'un professionnel, d'un ami, coût des services, disponibilités locales des services) Attitudes face à l'intégration	Parmi les facteurs ci-dessous, ceux ayant le plus influencé les parents sont : Les recommandations d'un professionnel : 96 % La disponibilité locale des services : 86 % Les coûts des services : 60 % Les recommandations d'un ami : 60 %	Pour 63 % des familles, seule l'option bilingue est disponible dans le canton. Pour 19 % des familles ayant plusieurs options éducatives disponibles localement, toutes ont choisi l'option bilingue. Les parents sont en difficulté car les sources d'informations sont

Tableau 2.2. Facteurs associés à la décision parentale relative au choix de la ou des langue(s) proposée(s) � l'enfant sourd					
1^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
	signée ou bilingue		sociale des personnes sourdes, la langue des signes, les capacités de développement d'un enfant sourd, lieu scolaire souhaité		disponibles dans une langue qu'ils ne maîtrisent pas, l'anglais. Ils espèrent que leur enfant pourra apprendre l'espagnol
Steinberg 2000 (78) �tats Unis	Enquête par questionnaire et entretiens semi-directifs établir les préférences des familles vis-à-vis de résultats potentiels à long terme, selon le choix ou non d'un implant cochléaire	n = 20 familles d'enfants sourds	Préférences selon 9 scénarios possibles en fonction des résultats excellents, moyens ou médiocres attendus par les professionnels à l'issue de 3 stratégies éducatives : oral uniquement, bilingue, signée uniquement	19 réponses exploitables Pas de corrélation entre les préférences des parents et leur décision de recourir à un implant cochléaire Classement des préférences (moyenne des scores de préférences sur 10 points) : Résultats excellents (9,9) Bons résultats d'une éducation bilingue (8,1) Bons résultats d'une éducation orale (7,7) Résultats moyens d'une éducation bilingue (5,9) Bons résultats d'une éducation signée (5,1) Résultats moyens d'une éducation orale (3,3) Résultats médiocres d'une éducation bilingue (1,5) Résultats médiocres d'une éducation orale (1,4) Mauvais résultats (0,1)	Les 9 scénarios classés par les parents ont été établis en fonction des résultats attendus dans 4 domaines : capacités de communication possibles, résultats scolaires, vie sociale, bien-être psychique. Les résultats attendus ont été établis par un vote effectué par 19 professionnels, enseignants spécialisés dans l'éducation des enfants sourds proposant une éducation à une orientation orale, psychiatre et pédiatres.
Kluwin 2000 (79) �tats-Unis	Enquête par entretiens téléphoniques semi-directifs Identifier les facteurs ayant permis aux parents de faire le choix d'un recours à l'implant cochléaire	n = 50 familles d'enfants sourds ayant reçu un implant cochléaire échantillon aléatoire parmi une population de 150 enfants implantés	Source de l'information sur les implants Facteurs de décision	35 réponses exploitables La première source d'information provient d'autres parents (15 réponse/35) ou des professionnels (pédiatre ou équipe d'implantation, (13 réponses/35) Les facteurs sur lesquels se fonde la décision des parents sont : - le désir d'avoir un enfant qui pourra peut-être vivre comme une personne entendante (13/35), - la frustration de ne pas pouvoir communiquer avec son enfant (9/35), - la possibilité d'un remboursement de l'appareillage (5/12).	Seulement 5 familles ont envisagé des modalités alternatives à l'implant cochléaire pour leur enfant. L'attente de la famille sur les bénéfices de l'enfant porte davantage sur la parole et le langage que sur la socialisation.

Tableau 3.1. Population d'enfants sourds concernée par les programmes d'intervention précoce et modalités de mise en oeuvre

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Seuil auditif	âge de l'enfant à l'inclusion dans le programme moyenne [min ; max] \pm écart-type	Délai entre le diagnostic et l'inclusion dans le programme	Actions proposées en fonction de l'âge de l'enfant (moyen [min ; max])	Type de programme Fréquence des interventions Durée du programme (moyenne \pm écart-type)	Modalités d'organisation des équipes
Draussin 2008 (87) France	> 20 dB Répartition différente selon les structures : (proportion d'enfants dont le seul auditif est > 70 dB) CAMSP : 57 % SAFEP : 86 %	CAMSP : 25 mois [2 ; 66] 1/3 des enfants sont accueillis avant 1 an n = 102 SAFEP : 19 mois [2 ; 60] ; n = 62	Non précisé âge moyen au diagnostic : CAMSP : 18,5 mois [0 ; 66] 50 % diagnostiqués avant un an SAFEP : 10,5 mois [0 ; 48] ; 50 % diagnostiqués avant 6 mois, 70 % avant 12 mois	Interventions centrées sur l'enfant Respectivement : CAMSP (polyvalents vs spécialisés) / SAFEP âge moyen de mise en œuvre si précisé Proportion d'enfants concernés Aide auditive : 28 mois [2 ; 66] (24 vs 30 mois) / 14 mois [2 ; 58] 74,5 % / 96 % Implant : 22,6 mois [4 ; 54] (20 vs 25,8 mois) / 29 mois [11 ; 67] 12,7 % des enfants / 34 % Orthophonie : 65 % (83 % vs 45 %) / 95 % Suivi psychologique : 61 % (71 % vs 51 %) / 73 % Suivi ORL : 57 % (98 % vs 13 %) / 97 % Suivi pédiatrique : 54 % (30 % vs 79 %) / 52 % Activités de groupe : 50 % (60 % vs 43 %) / 61 % Suivi psychomotricité : 38 % (35 % vs 13 %) / 54 % Intervention éducative : 31 % (31 % vs 32 %) / 64 % LSF : 28,9 % (45,8 % vs 10,6 %) / 48 % Suivi pédopsychiatrique : 12 % (13 % vs 11 %) / 1,6 % Audioproth�se : 7,3 % (8 % vs 2 %) / 38 % Interventions centrées sur les parents : Suivi psychologique : 73 % / 80 % Groupe de parole : 38 % / 60 %	Respectivement : CAMSP/SAFEP Uniquement oral : 30 % / 20 % Oral et LSF : 26 % / 40 % Oral + LPC : 20 % / 18 % Oral + LSF + LPC : 10 % / 18 % Uniquement LSF : 0 % / 1,7 % Autre : 10 % Périodicité hebdomadaire si l'activité suivante est proposée à l'enfant pour : - l'orthophonie (1 h 45 [45 min ; 2 h 15]) - l'activité en groupe (durée non précisée) - l'intervention éducative (2 heures [45 min ; 9]) - psychomotricité (1 heure) Périodicité variable si l'activité est proposée : LSF : hebdomadaire dans 63 % des cas en CAMSP, 93 % des cas en SAFEP, 1 heure [45 min ; 2 heures] ; mais dans 37 % des cas, séances moins fréquentes (non précisée). Suivi psychologique : mensuel (36,1 % des cas), hebdomadaire (23 % des cas), durée non précisée Périodicité au cas par cas : Pédopsychiatrie, Suivi de l'audioprothèse	Pluridisciplinaire Proportion de structure (CAMSP spécialisé / SAFEP) bénéficiant de : - orthophoniste : 100 % / 90 % - ORL : 100 % / 75 % - psychomotricien : 90 % / 75 % - assistant social : 70 % / 75 % - intervenant en LSF : 70 % / 45 % - éducateur en LSF : 0 % / 25 % - enseignant spécialisé en LSF : 20 % / 15 % - éducateur de jeunes enfants : 70 % / 15 % - éducateur spécialisé : 40 % / 65 % - pédiatre : 50 % / 35 % - audioprothésiste : 30 % / 45 %
Verhaert	> 40 dB	Non précisé	Non précisé	Aide auditive (�ge non précisé) Implant cochléaire (�ge non précisé)	Non précisé	Non précisé

Tableau 3.1. Population d'enfants sourds concernée par les programmes d'intervention précoce et modalités de mise en oeuvre						
1^{er} auteur, année, référence, pays	Seuil auditif	âge de l'enfant à l'inclusion dans le programme moyenne [min ; max] à écart-type	Délai entre le diagnostic et l'inclusion dans le programme	Actions proposées en fonction de l'âge de l'enfant (moyen [min ; max])	Type de programme Fréquence des interventions Durée du programme (moyenne à écart-type)	Modalités d'organisation des équipes
2008 (123) Belgique						
Bubbico 2007 (88) Italie	> 40 dB	17 mois [6 ; 48]	Parfois pas d'intervention avant 12 mois, même si diagnostic posé aux environs de 6 mois	Aide auditive (�ge non précisé) Intervention globale (non décrite)	Non précisé	Non précisé
Fitzpatrick 2007 (124) Canada	> 20 dB	8 mois ; interquartile [4 ; 11 mois] si dépistage 17,5 mois interquartile [13 ; 31 mois]	1,4 mois interquartile [0,9 ; 2,5 mois]	Aide auditive (�ge non précisé) Implant cochléaire (�ge moyen : 24 mois) Pas de langue des signes	Programme auditivo-verbal Non précisé	Non précisé
Kennedy 2006 (89) Royaume Uni	> 40 dB	13 mois ; interquartile [8 ; 32]	à 3 mois pour 87 % des enfants	Thérapie de remédiation proposée au domicile par un éducateur spécialisé (« <i>teacher of the deaf</i> ») Aide auditive (15 mois ; interquartile [10 ; 40]) pour tous les enfants Implant cochléaire pour 13 % des enfants (�ge non précisé)	80 % des enfants suivent un programme visant au développement de la langue orale à langue des signes Fréquence et durée non précisées	Non précisé
Wake 2005 (95) Australie	>26 dB	24 mois [1 ; 60]		Aide auditive (23 mois [1,2 ; 53,4]) Implant cochléaire (�ge moyen non précisé)	Non précisé	Non précisé
Harrison 2003 (128) �tats Unis	> 20 dB	N'est pas précisée, seul l'âge de mise en place d'une aide auditive est indiqué	Gr 1 : 1,5 mois (absence de dépistage néonatal, cause connue de surdité) Gr 2 : 4,5 mois (absence de dépistage néonatal, cause	Aide auditive (�ge médian) Gr 1 : 33,5 mois Gr 2 : 30,5 mois Gr 3 : 12 mois Gr 4 : 6 mois	Non précisé	Non précisé

Tableau 3.1. Population d'enfants sourds concernée par les programmes d'intervention précoce et modalités de mise en oeuvre

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Seuil auditif	Âge de l'enfant à l'inclusion dans le programme moyenne [min ; max] ± écart-type	Délai entre le diagnostic et l'inclusion dans le programme	Actions proposées en fonction de l'âge de l'enfant (moyen [min ;max])	Type de programme Fréquence des interventions Durée du programme (moyenne ± écart-type)	Modalités d'organisation des équipes
			inconnue de surdité) Gr 3 : 2 mois (dépistage néonatal, cause connue de surdité) Gr 4 : 2 mois (dépistage néonatal, cause inconnue de surdité)			
Yoshinaga-Itano 2003 et 1998 (122,129) États-Unis	> 20 dB	Non précisé	3 mois pour les enfants ayant une confirmation diagnostique avant 6 mois 1 mois pour les autres	Information des parents (ressources, développement, mode de communication) Évaluation régulière par les parents des progrès de l'enfant à partir d'analyses vidéo, en comparaison avec d'autres groupes d'enfants (entendants, surdité de même nature) afin d'adapter le suivi de l'enfant. Pas d'intervention centrée sur l'enfant.	Programme centré sur les parents 1 heure à 1 h 30 par semaine	Équipe pluridisciplinaire comprenant des personnes sourdes (éducateurs pour les sourds, orthophonie, audiologiste, éducateurs spécialisés petite enfance, éducateurs bilingues, assistant de service social, psychologue, instructeurs en langue des signes)
Martineau 2001 (130) Canada	> 20 dB	2,8 ± 1,2 ans	Non précisé	Orthophonie : 62 % des heures Audiologie : 23 % des heures Psychologie : rare	Programme individualisé (38 % des enfants) ou collectif orienté vers un mode de communication oral ou total. Ce choix des parents est stabilisé autour de la première année. 2/3 des heures d'intervention étaient centrées sur l'enfant, 1/3 sur la famille 2,5 ± 4,4 heures par semaine au sein de la structure + 7,7 ± 6,9 heures d'exercice à domicile par semaine. En structure pour tous ± à domicile (pour	Non précisé

Tableau 3.1. Population d'enfants sourds concernée par les programmes d'intervention précoce et modalités de mise en oeuvre						
1^{er} auteur, année, référence, pays	Seuil auditif	âge de l'enfant à l'inclusion dans le programme moyenne [min ; max] à écart-type	Délai entre le diagnostic et l'inclusion dans le programme	Actions proposées en fonction de l'âge de l'enfant (moyen [min ; max])	Type de programme Fréquence des interventions Durée du programme (moyenne à écart-type)	Modalités d'organisation des équipes
					16 % des familles)	
Calderon 2000 (96) �tats-Unis	> 25 dB	11 % avant 1 an 49 % avant 2 ans 40 % avant 3 ans	30 jours maximum	Aide auditive Activités de jeux collectifs Bibliothèque à disposition des parents, avec en particulier vidéo pour l'acquisition de la langue des signes Groupe de parole pour les parents	Programme dirigé vers une communication totale (anglais oral + anglais signé) Fréquence hebdomadaire au domicile Durée : jusqu'au 3 ans de l'enfant	Non précisé
Dalzell 2000 (86) �tats-Unis	> 20 dB	âge médian : 3 mois [0 ; 22 mois] ; 2/3 des enfants avant 5 mois	Non précisé (�ge médian au diagnostic : 3 mois)	Aide auditive (73 % des surdités bilatérales) : 7,5 mois [2 ; 23 mois] ; 75 % avant 13 mois ; en moyenne, les enfants présentant une surdité moyenne ou légère sont appareillés 5 mois plus tard que les enfants ayant une surdité sévère ou profonde, alors que l'âge au diagnostic dans cette étude est similaire pour les 2 groupes. Programme d'intervention précoce (non détaillé)	Non précisé	Non précisé
Moeller 2000 (97) �tats Unis	> 20 dB	1,8 ans [0,3 ; 4,5]	4 mois	Aide auditive (100 %) et amplification par modulation de fréquence à l'�cole	Programme centré sur la famille Durée : 6 mois, le temps de prendre une décision avant d'intégrer un programme pour l'enfant en fonction du mode de communication choisi par la famille (oral ou communication totale) 1 à 2 visites à domicile par semaine + participation hebdomadaire à un groupe de parents	équipe pluridisciplinaire
Takala 2000 (131) Finlande	>70 dB	âge médian : 3 ans [<lt;1 6]<="" ;="" td=""> <td>Non précisé</td> <td>Formation en langue des signes pour les parents</td> <td>44 jours [11 ; 56] de formation gratuites en 3 ans Assiduité des parents : mère 62 %, père 54 %</td> <td>Non précisé</td> </lt;1>	Non précisé	Formation en langue des signes pour les parents	44 jours [11 ; 56] de formation gratuites en 3 ans Assiduité des parents : mère 62 %, père 54 %	Non précisé

Tableau 3.2. Recommandations de bonne pratique relatives aux interventions précoces chez l'enfant sourd.

1^{er} auteur, année, référence, pays	Titre Méthode	Recherche systématique de la littérature	Thème principal	Niveaux de preuve	Groupe d'experts pluridisciplinaires	Relecture (R) – Validation externe (V)
US Preventive Services Task Force 2008 (90) �tats-Unis	<i>Universal screening for hearing loss in newborns</i>	Oui Medline, Cochrane Database Critères d'inclusion et d'exclusion explicites 2000-2007 Anglais uniquement	Dépistage néonatal de l'audition	Explicite	Oui	Oui (R) Oui (V)
American Academy of Pediatrics 2007 (91) �tats-Unis	<i>Principles and guidelines for early hearing detection and intervention programs</i>	Non	Dépistage et interventions précoces auprès d'enfants sourds ou malentendants	Non	Non	Oui
Agence de santé publique du Canada 2005 (59) Canada	Développement précoce de l'audition et de la communication	Non	Dépistage, évaluation, amplification et développement de la communication	Non	Oui	Oui
Royal College of Speech & Language Therapists (92) 2005 Royaume-Uni	<i>Clinical Guidelines</i>	Oui Medline, CINAHL, PsychInfo, Embase Neurosciences, Procite, British Nursing Index, CHILDES, DARE, ERIC 1990-2005	Orthophonie	Explicite	Non précisé	Oui
Plaisance 2005 (127) France	Petite enfance et handicap	Non	Prise en charge des enfants handicapés dans les équipements collectifs de la petite enfance	Non	Non	Non

Tableau 3.3. Revues systématiques de la littérature relatives aux interventions précoces chez l'enfant sourd.

1 ^{er} Auteur, année, référence	Recherche documentaire	Critères de sélection des articles (A) Population (P)	Intervention (I) Contrôle (C)	Critères de jugement retenus	Résultats et signification
<p>US Preventive Services Task Force 2008 (90,94)</p> <p>�tats-Unis</p>	<p>Medline, Cochrane</p> <p>De 2000 � novembre 2007 (efficacité dépistage et intervention précoce)</p> <p>De 1996 � novembre 2007 (effets indésirables)</p>	<p>A : �tude contrôlée, randomisée ou non, étude observationnelle, anglais uniquement</p> <p>P : enfant ayant une surdité diagnostiquée avant 6 mois</p>	<p>I : dépistage universel et intervention précoce (aides auditives ou autre moyen d'amplification, implants cochléaires, langue des signes américaine et/ou instruction en anglais, orthophonie, soutien et éducation familiale)</p> <p>C : pas de dépistage ou dépistage ciblé aux populations à risques</p>	<p>Non précisé</p> <p>Questions orientées vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Q1 : le développement du langage et de la communication - Q2 : l'âge au diagnostic et à l'entrée dans un programme d'intervention précoce - Q3 : les effets indésirables 	<p>1.316 études identifiées, 20 études incluses (Q1 : 2 ; Q2 : 7 ; Q3 : 11)</p> <p>Q1 : les enfants ayant un diagnostic de surdité confirmé à 9 mois ou moins ont de meilleurs résultats à 8 ans concernant le langage (réception et expression) mais non la parole, que les enfants dont le diagnostic est confirmé ultérieurement (89). Les enfants sourds ayant bénéficié d'un dépistage néonatal ont de meilleurs résultats pour la réception du langage, mais non l'expression ou la parole (89).</p> <p>Q2 : La proportion d'enfants ayant une confirmation diagnostique de surdité avant 10 mois est augmentée s'ils ont bénéficié d'un dépistage à la naissance (67 % si dépistage vs 27 % sans dépistage) (102). La proportion d'enfants bénéficiant d'interventions précoces avant 10 mois est 8 fois plus élevée pour les enfants sourds ayant eu un dépistage que pour ceux n'en ayant pas eu (102).</p> <p>Q3 : il y a peu de preuves d'effets indésirables du dépistage, avec des résultats divergents concernant l'anxiété associée avec un résultat faux-positif. Il y a peu d'études concernant les effets indésirables des interventions précoces. Les complications précoces de la chirurgie pour implant cochléaire comprennent un risque de méningites. Cependant, le risque global de complications du dépistage est considéré faible.</p>

Tableau 3.3. Revues systématiques de la littérature relatives aux interventions précoces chez l'enfant sourd.					
1^{er} Auteur, année, référence	Recherche documentaire	Critères de sélection des articles (A) Population (P)	Intervention (I) Contrôle (C)	Critères de jugement retenus	Résultats et signification
Institute for Quality and efficiency in Health Care 2007 (93) Allemagne	Medline, Embase, ERIC, CINAHL, PsycINFO, PSYINDEX, CDSR Jusqu'à août 2006	A : �tudes contrôlées, randomisées ou non, précisant au minimum la sévérité du trouble de l'audition au début du traitement, l'âge auquel débute l'intervention et l'âge auquel l'évaluation du traitement est effectuée. P : enfant de moins de 10 ans présentant un trouble de l'audition congénital.	I : aides auditives, implants cochléaires, interventions visant l'accompagnement ou la réhabilitation (oral et/ou signes) C : même intervention à un âge diff�rent, autre intervention	Qualité de vie relative à la santé, seuil de perception auditive, développement du langage, fonctionnement psycho-social, développement émotionnel, développement cognitif et éducation, effets indésirables	Concernant les questions relatives à l'efficacité et aux risques du traitement ou du dépistage, 6 études ont été incluses (89,95,97,98,122,407). Le dépistage néonatal peut améliorer les chances pour un enfant présentant un trouble de l'audition d'avoir un diagnostic et un traitement plus précoces. Il ne peut être inféré de manière certaine à partir des études disponibles les conséquences du dépistage sur le développement de ces enfants. Il y a des indications (non des preuves) que l'enfant dont le trouble de l'audition a été identifié par un dépistage néonatal peut avoir un bénéfice sur le développement du langage. Les études comparant les enfants traités précocement et ceux traités tardivement fournissent également des indications concernant un meilleur développement du langage chez les enfants traités précocement. Il manque d'études ayant évalué l'impact du dépistage néonatal sur les autres résultats pertinents pour l'enfant (qualité de vie, développement à l'�cole, situation sociale et professionnelle).
Royal College of Speech & Language Therapists 2005 (92) Royaume-Uni	Medline, CINAHL, PsychInfo, Embase Neurosciences, Procite, British Nursing Index, CHILDES, DARE, ERIC 1990-2005	A : �tudes contrôlées, randomisées ou non, cohortes, études cas-témoin, études transversales, revues systématiques et m�tanalyse P : enfant ou adulte sourd	I : aides auditives, bilinguisme, modification de l'environnement, entraînement auditif, développement des capacités de communication et langage, techniques visant l'intelligibilité (orale ou signée), lecture labiale.	Non précisé	51 publications ont été retenues, dont seulement 6 études cliniques réalisées à partir d'une population d'enfants sourds avec n > 10. Seule une de ces études chez l'enfant est postérieure à 2000 ; elle concerne uniquement les moyens d'évaluation (analyse vidéo des compétences de communication pr�verbales) (245)

Tableau 3.4.  tudes cliniques évaluant les interventions précoces (publications postérieures aux revues systématiques)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Verhaert 2008 (123) Belgique	étude transversale rétrospective régionale au cours de l'année scolaire 2005-2006	n = 229 enfants ayant été référés après un dépistage néonatal entre 1998 et 2003 P1 : audition normale ou seuil auditif < 40 dB : n = 52 P2 : surdité modérée : n = 70 P3 : surdité sévère : n = 46 P4 : surdité profonde : n = 61 déficiences associées n = 70 Traitement proposé G1 : aide auditive : n = 108 G2 : implant cochléaire : n = 67 G3 : pas de traitement ou aérateurs tympaniques n = 54	Type de scolarisation Développement du langage (avant 3 ans : test non verbal néerlandais ; après 3 ans : test de Reynell, adapté et validé en néerlandais) Normal : score > 20 ^e percentile de la distribution des scores en population entendant Léger retard : score compris entre le 10 ^e et le 20 ^e percentile Retard modéré : score compris entre le 5 ^e et le 10 ^e percentile Retard sévère : score inférieur au 5 ^e percentile Les variables prises en compte sont l'âge de l'enfant, le seuil auditif, la présence de déficiences associées, le mode de scolarisation, l'intervention complémentaire à la scolarisation	Type de scolarisation en 2005-2006 (enfants entre 2,5 et 5,5 ans) Les proportions d'enfants scolarisés respectivement en �cole ordinaire, �cole ordinaire avec soutien spécialisé et �cole spécialisée sont : G1 : 12 % ; 43 % ; 45 % G2 : 0 % ; 46 % ; 54 % G3 : 64 % ; 19 % ; 17 % Développement du langage : Normal : 34,5 % des 229 enfants - sans déficiences associées (données graphiques) � 90 % si P1 ; � 48 % si P2 ; � 22 % si P3 ; � 19 % si P4 Retard léger : 17,5 % Retard modéré : 15,7 % Retard sévère : 12,2 % (si trouble associé, entre à 20 % et 42 % selon le seuil auditif) Pas de comparaison selon les groupes de traitements ; seule information donnée : 40 % des enfants ayant un implant cochléaire unilatéral, sans déficiences associées ont un score de langage normal ou avec léger retard (score > 10 ^e percentile des enfants entendants)	280 enfants éligibles (40 perdus de vue, 11 décès) Les critères d'orientation vers un type de scolarisation ne sont pas fixes, mais dépendent d'une évaluation effectuée conjointement par l'enseignant, l'enseignant spécialisé et les parents prenant en compte les résultats scolaires et les efforts pour y parvenir et la présence de déficiences associées. Le type de scolarisation est associé au seuil auditif et à la présence de déficiences associées (test de khi-deux significatif, p < 0,001). Les proportions d'enfants scolarisés respectivement en �cole ordinaire, �cole ordinaire avec soutien spécialisé et �cole spécialisée sont : - P1 : 68 % ; 19 % ; 13 % - P2 : 11 % ; 49 % ; 40 % - P3 : 11 % ; 30 % ; 59 % - P4 : 0 % ; 50 % ; 50 % 17 enfants (24,2 %) ayant un trouble associé sont scolarisés en milieu ordinaire, dont 16 ont un soutien spécialisé, 63 (75,8 %) sont scolarisés en milieu spécialisé
Profant 2008 (125)	Série de cas comparative	n = 30 enfants implantés avant 3 ans G1 : n = 9 enfants dont le diagnostic a été porté lors du dépistage systématique, âge moyen : 4,5 ans G2 : n = 21 enfants dont le diagnostic a été porté hors dépistage, âge moyen 6,1 ans	Catégorie de performance auditive (CAP) Langage parlé spontané (SSE 0-7) Compréhension langage parlé (SSU 0-5) �ge de diagnostic, de port d'audioprothèse, d'implant cochléaire	Pas de différence significative entre les groupes concernant la discrimination de la parole, des tests monosyllabiques, de la compréhension de la parole, les performances auditives et le langage spontané. Différence significative entre les groupes en faveur d'un âge plus jeune pour le diagnostic (p = 0,045), la mise en place des prothèses (p = 0,01) et la pose d'implants cochléaires (p = 0,01) dans le groupe des enfants ayant eu un dépistage	Différence d'âge importante entre les groupes. Pas de contrôle des facteurs de confusion possibles. Faible effectif.

Tableau 3.4.  tudes cliniques évaluant les interventions précoces (publications postérieures aux revues systématiques)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Bubbico 2007 (88) Italie	étude contrôlée rétrospective, non randomisée	n = 70 enfants participant à un programme d'intervention précoce globale (entre septembre 1999 et mai 2003) G1 : valeur norm�e en population générale entendante G2 : intervention débutée avant l'âge de un an (n = 17) G3 : intervention débutée après l'âge de un an (n = 53) �ge moyen non précisé	Développement du langage à 5 ans : <i>Peabody picture vocabulary test</i> (valeur norm�e : moyenne 100, écart-type 15) Capacités cognitives à 5 ans : <i>Raven standard progressive matrices test</i> , test ne r�qu�rant pas l'utilisation d'instruction verbale	âge moyen au début de l'intervention [min/max] : 17,1 mois [6/48] <i>Peabody picture vocabulary test</i> réception (score moyen) : G1 : 85 G2 : 75 G3 : 40 si intervention entre 12 et 22 mois ; 30 si intervention à 23 mois Différence intergroupe significative entre G2 et G3 (p < 0,001) Production orale (score moyen, respectivement selon le seuil auditif, surdité modérée / sévère / profonde) : G1 : 90 G2 : 75 à 2,5/ 69 à 8,8/ 57 à 17 G3 : � 58 / à 32 / à 30 Proportion d'enfants dont : - le score global est compris entre 60 et 80, soit un score dans les limites inférieures à la normale G2 : 70,1 % G3 : � 18 % (données graphiques) - le score est très inférieur à la normale (compris entre 0 et 39) : G2 : � 8 % G3 : 56,5 % Capacités cognitives : Pas de différence significative intergroupe, ni avec données norm�es.	90 enfants éligibles, 70 inclus (les raisons d'exclusion ne sont pas explicites, mais correspondent aux enfants qui n'ont pas suivi « au mieux » le protocole de l'étude). Cela peut constituer un biais sérieux dans l'analyse des résultats. Pas de description de l'intervention précoce, en dehors de la mise en place d'aide auditive bilatérale. Le langage oral des enfants sourds à l'âge de 5 ans est dans les limites de la normale pour une proportion plus élevée d'entre eux si l'intervention a été débutée avant l'âge de un an. Cependant, cela pourrait être lié à la plus longue durée de l'intervention et non � la plus grande précocité de celle-ci.

Tableau 3.4.  tudes cliniques évaluant les interventions précoces (publications postérieures aux revues systématiques)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Fitzpatrick 2007 (124) Canada	<p>Suivi de cohorte prospectif multicentrique d'octobre 2002 à octobre 2005</p> <p>Comparaison entre les enfants ayant eu ou non un dépistage néonatal suivi d'une intervention précoce</p>	<p>n = 65 enfants sourds suivant un programme de r�habilitaion auditivo-verbale</p> <p>G1 : enfants ayant eu un dépistage néonatal (n = 24)</p> <p>G2 : enfants n'ayant pas eu de dépistage néonatal</p> <p>Les critères d'éligibilité sont les suivants : moins de 5 ans, surdité bilatérale permanente avec seuil auditif > 20 dB) congénitale ou survenue avant 6 mois, utilisation régulière d'aide auditive ou participant à un programme visant le développement de l'anglais parlé, absence de déficiences associées</p>	<p>Développement de l'enfant dans les domaines du langage (réception, expression), interaction sociale, autonomie, compétences motrices (Questionnaire rempli par les parents : <i>Child development inventory</i> CDI)</p> <p>Langage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réception (<i>Peabody picture vocabulary</i>) - réception et expression (<i>Preschool language scale</i>) - articulation (<i>Goldman-Fristoe Test of articulation</i>) <p>�valuation à 36, 48 et 60 mois.</p> <p>Il n'y a pas d'utilisation de la langue des signes pendant l'évaluation</p>	<p>�ge médian au diagnostic [interquartile] : G1 : 6,6 mois [3,1 ; 8,3] G2 : 16,5 mois [10,5 ; 26,1] (p < 0,001)</p> <p>�ge médian au début de l'intervention [interquartile] : G1 : 8 mois [4,2 ; 10,5] G2 : 17,5 mois [12,5 ; 30,9]</p> <p>Développement de l'enfant : Différence intergroupe non significative</p> <p><i>Child development inventory</i> G1 : 78,9 ± 26,1 G2 : 84,1 ± 23,7</p> <p>Langage oral : Différences intergroupes non significatives</p> <p><i>Peabody picture vocabulary</i> (score moyen ± écart-type) G1 : 89,3 ± 18,7 G2 : 86,9 ± 18,9</p> <p><i>Preschool language scale</i> G1 : 99 ± 20,8 G2 : 96,7 ± 15,2</p> <p><i>Goldman-Fristoe Test of articulation</i> G1 : 87,5 ± 24,4 G2 : 83,1 ± 19</p>	<p>329 enfants sourds nés dans cette période, 204 enfants éligibles pour l'étude, 65 inclus.</p> <p>Le contenu de l'intervention précoce n'est pas décrit, en dehors de la mise en place d'une audioprothèse (n = 36) ou d'un implant cochléaire (n = 29). L'âge médian à l'implantation est de 23,6 ± 12,3 mois, sans différence significative entre G1 et G2.</p> <p>Probable manque de puissance de l'étude pour mettre en évidence des différences significatives.</p> <p>Une analyse multivariée montre qu'il y a seulement 5 % de chances, d'après cette étude, qu'un abaissement de 12 mois pour l'âge du diagnostic entraîne une amélioration moyenne de 5 points sur le score du Peabody.</p> <p>Toutes choses égales par ailleurs, les principaux prédicteurs des scores de langage oral sont le seuil auditif (plus le seuil est élevé, moins bons sont les résultats, β = - 0,3) et le score d'autonomie du <i>Child development inventory</i> (plus l'autonomie est élevée, meilleurs sont les résultats, β = 0,3)</p> <p>Les résultats sont donnés au moment de l'évaluation la plus récente.</p>

Tableau 3.5 études ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effet sur l'acquisition de la langue des signes)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Meronen 2008 (244) Finlande	étude transversale Identifier les variables associées avec le niveau en langue des signes	n = 86 enfants sourds finlandais entre 5 et 15 ans (42 de moins de 10 ans) seuil auditif non déterminé âge moyen : 10 ans et un mois exclusion : d�fici�nce cognitive ou motrice exclue	évaluation du niveau de langue par les enseignants (questionnaire) Coordination manuelle (test neuropsychologique NEPSY) Développement précoce en langue des signes (questionnaire aux parents) Langue première des parents	Corrélations entre le niveau de langue des signes et : - développement précoce de la langue des signes : r = 0,63 - coordination manuelle : r = 48 - instruction de la langue des signes à la maison : r = 0,46 - première langue des parents : r = 0,34	L'échantillon qui inclut tous les enfants scolarisés dans un territoire géographique délimité représente un tiers des enfants utilisant la langue des signes en Finlande. Les données concernant le développement précoce en langue des signes sont rétrospectives et déclaratives (biais de mémoire possible), et ne précisent pas ce qui est considéré précoce.
Boudreault 2006 (135) Canada	étude cas-témoin Comparer le niveau de langue des signes (LS) atteint à l'âge adulte (�preuve grammaticale), en fonction de l'âge auquel a été proposée la LS dans l'enfance	n = 30 adultes sourds utilisant la langue des signes comme langue principale surdité sévère ou profonde G1 : LS proposée dès la naissance (parents sourds), LS utilisée en moyenne [min ; max] depuis 24 ans [18 ; 41] G2 : LS proposée à l'entrée à l'�cole (en moyenne à 5,6 ans [7 ; 7]), LS utilisée en moyenne depuis 38 ans [14 ; 47] ; langue orale non acquise à l'entrée à l'�cole G3 : LS proposée à l'�cole après échec d'une éducation oraliste (en moyenne à 10,3 ans [8 ; 13]), LS utilisée en moyenne depuis 33 ans [13 ; 71]	Taux de réponses correctes et temps de latence pour distinguer des structures grammaticales ou agrammaticales à partir de 168 phrases simples et complexes en LS	Taux de réponses correctes G1 : 78 % G2 : 68 % G3 : 59 % Différence intergroupe significative sur la capacité à identifier les structures grammaticales correctes ou incorrectes en LS. Interactions entre l'âge d'acquisition et la complexité grammaticale (plus les phrases sont complexes, plus les différences entre les groupes augmentent). Pour le détail des résultats et des interactions en fonction des structures grammaticales, ainsi que pour les temps de latence, se référer à l'article.	Pas de différence significative entre les groupes concernant le nombre d'années d'utilisation de la LS.
Hoffmeister 2000 (133) �tats-Unis	étude transversale Comparer le niveau en langue des signes selon le statut auditif des parents	n = 78 enfants sourds de 8 à 16 ans G1 : n = 61 ; âge moyen [min ; max] : 11,5 ans [8 ; 15 ans] ; parents entendants ; seuil auditif moyen = 100 dB ; ont suivi un programme en communication totale (anglais + anglais signé et non langue des signes	Vocabulaire en langue des signes (�preuve de reconnaissance de synonymes, d'antonymes et de marques du pluriel en	Taux de réponses correctes (* si différence intergroupe significative) : �preuve de synonymes* (p < 0,01) : G1 : 69 % G2 : 44 %	L'âge au diagnostic ou à l'entrée dans un programme de communication totale n'est pas précisé et peut constituer un biais de confusion. 40 enfants suivent une scolarité en langue des signes et 38 en anglais

Tableau 3.5 études ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effet sur l'acquisition de la langue des signes)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		américaine). G2 : n = 17 ; âge moyen [min ; max] : 12 ans [8 ;16 ans] ; parents sourds ; seuil auditif moyen = 95,5 dB ; ont bénéficié depuis l'enfance d'une communication signée (langue des signes américaine (ASL) ou anglais signé)	langue des signes américaine)	�preuve d'antonymes * (p < 0,001) : G1 : 65 % G2 : 45 % épreuve de marque de pluriel (différence non significative) : G1 : 60 % G2 : 49 %	avec adjonction de signes (anglais + anglais signé). La proportion d'enfants réellement exposés à la langue des signes n'est pas connue, ni dans le groupe de parents sourds (certains utilisant l'anglais signé et non l'ASL), ni dans le groupe d'enfants de parents entendants, puisque certains d'entre eux peuvent être scolarisés dans un établissement où cette langue est la langue d'enseignement.

Tableau 3.6. �tudes ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effets sur l'acquisition de la langue écrite)					
1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Padden 2005 et 2000 (140,142) �tats-Unis	étude transversale Identifier les variables associées avec le niveau de lecture et comparer les résultats en fonction de la langue principale (Langue des signes versus langue orale + communication totale)	n = 135 G1 : n = 83 enfants sourds (�ge et seuil auditif non précisé) suivant une scolarité en langue des signes ;	Score de lecture (<i>Stanford Achievement Test – Hearing Impaired</i>)	37 enfants exclus des résultats (score de lecture non valide) Score de lecture G1 : 534 points G2 : 567 points Différence significative entre G1 et G2, mais cette différence n'est plus significative si ne sont considérés que les enfants de parents entendants Corrélations significatives (p < 0,01) entre score de lecture et différentes variables (G1 et G2 confondus) : Durée de scolarité : r = 0,44 Parent sourd : r = 0,39 âge au diagnostic : r = - 0,27 D�ficiance associée : r = - 0,34	138 enfants initialement inclus (nombre d'enfants éligibles non précisé), mais seulement 98 ont un score de lecture exploitable (proportion par groupe non précisée => biais possible) Les groupes ne sont pas comparables initialement sur plusieurs critères pouvant jouer comme biais de confusion sur les résultats en lecture (G1 vs G2) : Trouble associé (visuel ou locomotion) : 10 % vs 19 % Parent sourd : 39 % vs 8 % âge au diagnostic : 1 an vs 2,2 ans âge à l'entrée à l'�cole : 2,3 ans vs 3,1 an Origine sociale (% de population issue de minorité) : 30 % vs 67 %
Singleton 2004 (136) �tats-Unis	étude cas-témoins Comparer les capacités de rédaction en anglais d'enfants sourds et entendants scolarisés en cycle primaire (anglais première ou seconde langue)	n = 72 G1 : n = 20 enfants sourds (> 70 dB) ayant suivi un programme de communication totale basé sur l'anglais oral et l'anglais signé et non sur l'ASL langue : ASL-faible niveau (enfant) G2 : n = 20 enfants sourds (> 70 dB) ayant suivi un programme en ASL langue : ASL- niveau moyen G3 : n = 32 enfants sourds (> 70 dB) ayant suivi un programme en ASL langue : ASL- niveau élevé	Nombre total de mots et nombre de mots différents écrits dans une rédaction sur le thème du li�vre et de la tortue, après avoir regard� un dessin animé muet illustrant cette fable	Nombre total de mots G1 : 55* G2 : 46* G3 : 45* G4 : 84 G5 : 84 Différence intergroupe significative* entre d'une part, les enfants entendants et d'autre part, les enfants sourds (p < 0,05). Pas de différence entre les groupes d'enfants sourds. Proportion de mots différents sur le nombre total de mots (mesure de l'étendue du vocabulaire) G1 : 46 %* G2 : 57 %	Le recrutement des enfants sourds a été effectué à partir de deux écoles spécialisées pour enfants sourds. L'échantillonnage n'est pas randomisé. Au sein de chaque groupe, recrutement représentatif selon les classes et selon le niveau socio-culturel des familles. L'âge des enfants n'est pas précisé, seule la répartition des enfants par niveau de classe est donné (classe médiane : 3 rd grade pour chaque groupe <=> CE2 en France). Le niveau de langue en ASL a été déterminé par le score normalisé <i>American Sign Language Proficiency Assessment</i>

Tableau 3.6. �tudes ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effets sur l'acquisition de la langue écrite)					
1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		<p>G4 : n = 60 enfants entendants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais (tous les enfants d'un même district scolarisés aux USA depuis moins de 2,5 ans) langue : anglais seconde langue</p> <p>G5 : n = 66 enfants entendants dont la langue maternelle est l'anglais langue : anglais première langue (tirage au sort des</p>		<p>G3 : 57 % G4 : 52 %* G5 : 57 % Différence intergroupe significative* pour G1 et G4 comparativement à G2, G3 et G5 (p < 0,05)</p> <p>Proportion de mots fréquemment utilisés en anglais sur le nombre total de mots (mesure du niveau de langue) G1 : 77 % (* vs tous les autres groupes) G2 : 68 % G3 : 65 % G4 : 70 % G5 : 66 % Différence intergroupe significative* pour G1 comparativement à tous les autres groupes et pour G4 comparativement à G5. Pas de différence entre G5 et G2 ou G3</p>	
<p>Mayberri 2003 (137,138) �tats-Unis</p>	<p>�tude cas-témoin Comparer le niveau de langue orale en anglais écrit (considéré comme seconde langue) selon la première langue acquise (langue des signes versus langue parlée étrangère)</p>	<p>n = 44 adultes canadiens G1 (n= 14) : entendant, n� en pays anglophone</p> <p>G2 (n= 14) : sourd (seuil auditif > 90 dB HL), n� au sein d'une famille utilisant la langue des signes, exposé à l'anglais (anglais signé + lecture labiale + anglais écrit) en moyenne à 5 ans [min : 4 ; max : 7]</p> <p>G3 (n= 13) : entendant, n� en pays non anglophone, exposé à l'anglais en moyenne à 9 ans [min : 6 ; max : 13]</p>	<p>Tâche de jugement grammatical (reconn�tre les phrases correctes ou incorrectes à partir d'un document écrit présenté à l'écran d'un ordinateur) Tâche de compréhension d'une phrase écrite par sélection d'une image correspondante</p>	<p>Score de performance du jugement grammatical de phrase (score compris entre 0,5 et 1, données graphiques) : Phrase simple (sujet verbe complément direct) : G1 : 0,95 G2 : 0,86 G3 : 0,87 G4 : 0,67</p> <p>Phrase avec complément indirect placé avant le verbe : G1 : 0,94 G2 : 0,77 G3 : 0,71</p>	<p>Groupe comparable en termes d'années d'utilisation de l'anglais et de niveau d'éducation scolaire (niveau lycée). G2 et G4 sont comparables en termes d'âge à l'entrée en classe maternelle ; G2 a suivi un programme où l'anglais signé est utilisé en classe ; G4 a suivi un programme ordinaire en anglais parlé.</p> <p>L'acquisition de l'anglais écrit comme seconde langue est similaire, que la première langue soit une langue des signes (enfant sourd) ou une langue parlée (enfant entendant) si cette première langue a été proposée précocement (avant l'entrée à l'�cole maternelle) ; en revanche, les résultats acquis en anglais écrit à l'âge adulte sont significativement inférieurs si la</p>

Tableau 3.6. �tudes ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effets sur l'acquisition de la langue écrite)					
1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		G4 (n= 13) sourd (seuil auditif > 90 dB HL), n� au sein d'une famille entendante, n'ayant pas acquis la langue parlée avant l'entrée à l'�cole, exposé à la langue des signes et anglais (anglais signé + lecture labiale + anglais écrit) en moyenne à 9,4 ans [min : 6 ; max : 13]		G4 : 0,67 Phrase relative : G1 : 0,85 G2 : 0,78 G3 : 0,81 G4 : 0,57 Différence intergroupe significative (effet principal de l'apprentissage précoce d'une langue, p < 0,0001)	langue des signes est proposée à l'enfant sourd secondairement (en moyenne à 9 ans) après un échec de l'acquisition de la langue parlée. Moins de la moitié des phrases grammaticales complexes en anglais écrit (phrases passives et phrases relatives) sont comprises par le groupe G4 n'ayant pas été exposé précocement à une langue, alors que 85 % des phrases ou plus sont comprises par les autres groupes (p< 0,01)
Hoffmeister 2000 (133) �tats-Unis	étude transversale Identifier les relations entre niveau en langue des signes américaine (ASL) et en lecture	n = 50 enfants sourds de 8 à 16 ans Critère d'inclusion : Surdité congénitale ou acquise avant 18 mois ; seuil auditif > 70 dB ; quotient intellectuel dans les limites de la normale G1 : n = 21 ; enfants exposés de manière intense à la langue des signes (14 enfants de mère sourde utilisant l'ASL et 7 enfants de parents entendants vivant en internat où l'ASL est couramment pratiqu�e) ; âge moyen (12,3 ans) ; seuil auditif moyen : 98 dB G2 : n = 29 : enfants faiblement exposés à l'ASL (parents entendants + �cole en externat où l'usage des signes se fait sous forme d'anglais signé (<i>Manual Coded English</i>)) ; âge moyen : 12,1 an ; seuil auditif moyen : 101 dB	Score de lecture (<i>Stanford Achievement Test – Hearing Impaired</i>) Vocabulaire en langue des signes (�preuve de reconnaissance de synonymes, d'antonymes et de marques du pluriel en langue des signes américaine)	* si différence intergroupe significative Score de lecture* (p < 0,05) : G1 : 592 G2 : 548 Taux de réponses correctes : �preuve de synonymes* (p < 0,001) : G1 : 70 % G2 : 44 % épreuve d'antonymes * (p < 0,01) : G1 : 65 % G2 : 48 % épreuve de marque de pluriel* (p < 0,05) : G1 : 60 % G2 : 54 %	Cet échantillon est tiré de l'étude du même auteur présentée dans le tableau 7.3.2-1 ci-dessus. La sélection de ces 50 enfants sur les 78 initialement inclus n'est pas justifiée (biais de sélection ? sélection liée à l'exigence d'un niveau suffisant de lecture permettant la passation du test ?)
Strong 2000 (141) �tats-Unis	étude transversale Identifier les relations entre compétences en langue des signes américaine (ASL) et en	n = 145 enfants sourds Inclusion : tout enfant sourd de 8 à 15 ans, scolarisés en Californie en �cole spécialisée, ayant un seuil auditif > 70 dB.	Langue des signes : Test de langue des signes (TASL) : 4 épreuves de compréhension et deux	Langue des signes (niveau faible ; moyen ; élevé) : G1 : - mère sourde : 23 % ; 38,5 % ; 38,5 %	155 enfants éligibles, 40 ayant une mère sourde (G1 : 25 % ; G2 : 26 %), 115 une mère entendante. La définition de niveau fort, moyen ou faible

Tableau 3.6. �tudes ayant évalué les interventions visant à l'acquisition de la langue des signes (effets sur l'acquisition de la langue écrite)					
1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
	anglais écrit	exclusion : pas de consentement parental pour l'étude, enfant dont le statut auditif des parents n'a pu être confirmé G1 : n = 52 enfants de 8 à 11 ans, 25 % ont une mère sourde G2 : n = 93 enfants de 12 à 15 ans, 24,7 % ont une mère sourde	épreuves de production en langue des signes Anglais écrit : <i>Test of written English</i> et <i>Woodcock Johnson psychoeducational test battery</i> (items ne nécessitant pas d'instruction en anglais oral ou en ASL)	- mère entendant : 51 % ; 27 % ; 22 % G2 : - mère sourde : 4 % ; 20 % ; 76 % - mère entendant : 35 % ; 44 % ; 21 % Anglais �crit Seuls les résultats des tests statistiques sont fournis : - coefficients de corrélation entre le TASL et le Test d'anglais écrit : $r = 0,58$ ($p < 0,001$) ; corrélation significative pour l'ensemble de l'échantillon et par sous-groupes (voir article pour détail) - après ajustement sur l'âge, et le score de quotient intellectuel (QI), les performances en anglais écrit ne dépendent pas du statut auditif de la mère pour les enfants ayant acquis un niveau moyen ou fort en ASL, alors que les enfants ayant un faible niveau en ASL ont de meilleurs résultats à l'écrit si leur mère est sourde (pas de données chiffrées).	en ASL n'est pas précisée. La distribution des niveaux de langue varie significativement selon les groupes et selon le statut auditif de la mère.

Tableau 3.7.  tudes comparatives : programme audiophonatoire avec communication parlée versus communication totale

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
<p>Nicholas 2003 (134) �tats-Unis</p>	<p>�tude contrôlée, non randomisée multicentrique</p>	<p>n = 160 enfants de 18 mois à 4,5 ans, sans trouble associé, parents n'utilisant pas la langue des signes et anglais = première langue à la maison</p> <p>G1 : n = 38 enfants sourds, seuil auditif ≥ 80 dB, communication totale (anglais oral et anglais signé : Pidgin sign english ou signing exact english), 7 ont un implant depuis 7,5 mois en moyenne</p> <p>G2 : n = 38 enfants sourds, seuil auditif ≥ 80 dB, éducation auditivo-verbale, 5 ont un implant cochléaire depuis 3,8 mois en moyenne</p> <p>G3 : n = 84 enfants entendants</p>	<p>�valuation à partir de vid�ographies prises pendant une période de jeu de 30 min</p> <p>Codage par 2 évaluateurs indépendants</p> <p>Nombre de mots par phrase</p> <p>Nombre de mots différents</p>	<p>Nombre moyen de mots par phrase</p> <p>G1 : 1 mot entre 18 et 30 mois, 1,25 entre 36 et 54 mois</p> <p>G2 : 0,3 mot entre 18 et 30 mois, 1,33 entre 36 et 54 mois</p> <p>G3 : 1,1 mot à 18 mois, 3,3 mots à entre 48 et 54 mois</p> <p>Différence significative entre G1 et G2 (utilisation plus précoce des signes pour G1).</p> <p>Différence significative entre G3 et G1+G2</p> <p>Nombre de mots différents</p> <p>G1 : 13,9 mots (dont 2,7 parlés) entre 18 et 30 mois, 45,5 (dont 12,9 parlés) entre 36 et 54 mois</p> <p>G2 : 2,6 mots parlés entre 18 et 30 mois, 38,7 (dont 38,6 parlés) entre 36 et 54 mois</p> <p>G3 : 10,3 mots � 18 mois, 241 mots entre 48 et 54 mois</p> <p>Pas de différence significative entre G1 et G2</p> <p>Différence significative entre G3 et G1+G2</p>	<p>�ge moyen au diagnostic [min-max]</p> <p>G1 : 10,2 mois [0-24]</p> <p>G2 : 12,3 mois [0-22]</p> <p>�ge moyen au début de l'intervention non précisé</p> <p>Nombre moyen de mots signés par l'adulte (G1) : 83 mots/demi-heure</p> <p>Corrélation ($r = 0,65$, $p < 0,05$) entre le nombre de mots signés par les parents et le nombre de mots (oral ou signé) utilisés par l'enfant dans le cadre de la communication totale.</p> <p>Les différences observées entre G1 et G2 sont la possibilité d'entrer dans un échange de communication plus précocement lors de programmes de communication totale, grâce à l'utilisation plus précoce des signes par rapport aux mots parlés. Les différences observées entre G1 et G2 avant 3 ans disparaissent ensuite.</p> <p>Pas de différence selon les programmes de communication orale ou totale concernant le nombre de situations d'interaction avec communication, le nombre de mots utilisés ou l'étendue du vocabulaire.</p> <p>Différence majeure entre les enfants entendants et les enfants sourds, même après programme spécifique.</p>

Tableau 3.8. Revues systématiques de la littérature relatives aux appareils de correction auditive					
1 ^{er} Auteur, année, Référence, pays	Recherche documentaire	Critères de sélection des articles (A) Population (P)	Intervention (I) Contrôle (C)	Critères de jugement retenus	Résultats et signification
Haute Autorité de Santé 2008 (4) France	<i>Medline, Cochrane Library, National guideline, HTA Database</i>	A : toute étude clinique, contrôlée ou non en français ou anglais P : enfant et adulte	I : appareils d'amplification auditive à ancrage osseux ou conventionnel à conduction aérienne ou osseuse ; C : différents types ou technologies d'amplification auditives	handicap/performance des prothèses auditives bénéfice de la prothèse	601 études identifiées, 40 études cliniques retenues dont une seule pédiatrique (161) L'analyse critique de la littérature réalisée permet de soutenir le renouvellement de l'inscription sur la liste des produits et prestations remboursables des prothèses auditives, et de la prestation d'appareillage qui leur est associée. La littérature n'apporte pas de preuve déterminante pour stratifier les performances par groupe de prothèses ou par technologie. Le bénéfice de la prothèse est lié à son adéquation aux besoins du patient, en tenant compte de ses caractéristiques audiométriques, de sa gêne et de son mode de vie.
Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé 2006 (155) Canada	<i>Medline, Cochrane Library</i> Juin 2002 à décembre 2005	A : limité aux publications en français ou anglais P : adulte ou enfant	I : appareils de correction auditive à ancrage osseux C : non précisé	non précisé	32 articles ont été identifiés dont 2 concernent l'enfant (162,163) Prothèse considérée comme technique innovante, devant faire l'objet de recherche complémentaire pour confirmer les résultats Aucune évaluation du bénéfice sur le développement du langage ou de la communication.
Palmer 2005 (154)	MEDLINE, EMBASE, CINAHL (Cumulative Index to Nursing and Allied Health Literature)	A : Études contrôlées randomisées ou non, études de cohorte, comparaisons historiques évaluant des paramètres audiolinguistiques P : pédiatrie (sans autre précision)	I : type de signal C : toute autre intervention	Compréhension de mots, pseudo-mots, phrases, dans le calme (sauf 2 études, qui évaluent en situation conversationnelle ou avec bruit)	226 références identifiées, 43 articles analysés, 8 études retenues : - en simple aveugle dont 4 avec groupe contrôle - effectifs : 10 à 40 - Faible qualité méthodologique (notamment, pas de calcul de puissance pour l'ensemble des études) Les auteurs attribuent un bénéfice à la compression du signal et soutiennent qu'un niveau de sortie plus élevé (+13 dB) est nécessaire chez l'enfant par rapport à l'adulte (faible niveau de preuve) ; ils concluent à l'intérêt pour les surdités légères à sévères de premier degré de l'enfant. Le seuil auditif correspondant à une surdité sévère de premier degré n'est pas précisé.

Tableau 3.9. Points de vue des familles relatifs aux appareils de correction auditive

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
<p>McCracken 2008 (159,317) Royaume-Uni</p>	<p>Enquête qualitative basée sur des entretiens narratifs dans le cadre du suivi d'enfants sourds à la suite d'un programme de dépistage néonatal universel Évaluer l'impact du dépistage et ses conséquences pour les interventions dans la perspective des parents Permettre aux parents de contribuer à identifier et définir ce qu'est une bonne pratique de dépistage</p>	<p>n = 91 inclusion : surdité permanente bilatérale > 40 dB pour la meilleure oreille décelée par le programme de dépistage néonatal entre le 1^{er} décembre 2002 et le 31 décembre 2003</p>	<p>Les entretiens libres ont été analysés et ont abouti par méthode inductive à les classer en 6 catégories : 1- calendrier 2- lien entre dépistage et amplification précoce 3- information et soutien 4- aspects pratiques au quotidien 5- prise de décision 6- propositions d'amélioration du système</p>	<p>Taux de réponse : 29 % (27 familles interviewées soit 45 adultes ayant participé à l'étude) 1- le délai entre l'annonce d'une surdité et la mise en place d'audioprothèses est vu comme une perte de chances par certains et comme un temps permettant de réfléchir à d'autres options pour d'autres ; trop de délai au moment du renouvellement des embouts d'audioprothèse ; 2- le discours des professionnels associe dépistage et aides auditives ; les parents ne sont pas informés des aspects plus larges de la communication non verbale ni des autres options en dehors de l'amplification. Seule une famille perçoit la possibilité d'associer la langue des signes aux audioprothèses ; 3- l'information délivrée est plus centrée sur la gestion de l'appareil que sur la mise en place de l'appareil avec l'enfant ; 4- comment éviter que l'enfant ne porte l'appareil à la bouche, comment gérer le bain, faire tenir l'appareil etc. ; 5- laisser aux parents la décision de mettre ou non des audioprothèses en cas de surdité moyenne leur semble inapproprié ; 6- montrer ce qu'est une audioprothèse avant d'envoyer les parents chez l'audioprothésiste.</p>	<p>Le dépistage néonatal universel de la surdité est mis en place progressivement au Royaume-Uni depuis 2001. La participation à l'étude a été proposée à l'ensemble des enfants sourds dont le diagnostic a été posé au cours de la période de recrutement de l'étude entre le 1^{er} décembre 2002 et le 31 décembre 2003. Les documents sollicitant les parents étaient disponibles en plusieurs langues, dont la langue des signes. Biais de recrutement en faveur des catégories socioprofessionnelles élevées. Les répondants sont tous entendants. Deux familles ont un autre enfant sourd. Pour 11 familles, il s'agit du premier enfant.</p>

Tableau 3.9. Points de vue des familles relatifs aux appareils de correction auditive

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Sjoblad 2001 (160) �tats-Unis	Enquête transversale Identifier l'âge du diagnostic et de la mise en place d'appareil de correction auditive Comprendre les raisons du délai éventuel Examiner les réactions des parents vis-à-vis du port des appareils	n = 213 familles seuil auditif de l'enfant : > 70 dB : 66 % Entre 41 et 70 dB : 27,5 % < 40 dB : 4,5 % Indéterminé : 2 % 89 % portent un contour d'oreille, 1,5 % un appareil intra-auriculaire 18 % ont un autre membre de la famille qui a une aide auditive. Age médian de diagnostic : 18 mois [extrêmes 0-48] Age médian à l'amplification : 20 mois [extrêmes 0-48] ; cependant le délai entre diagnostic et mise en place de l'appareil varie de 0 � 8 mois.	Questionnaire en 45 questions fermées et ouvertes	Taux de réponse : 51 %, issus de 45 �tats différents ; 30 questionnaires exclus car âge de l'enfant à la mise en place de l'appareil > 5 ans 65 % ont un délai supérieur à un mois entre le diagnostic et la mise en place des appareils Les délais sont liés à : - nécessité de rendez-vous (RDV) complémentaires : 30 % - délai pour prise de RDV : 19 %, - délai pour prise en charge financière : 20 % - problème de santé de l'enfant : 8 % - difficulté pour le moulage : 7 % - parents ou enfants non prêts : 4 % ou second avis sollicité : 5 % Délai optimal préconisé rétrospectivement par les parents : - moins d'un mois : 68 % - 1 � 3 mois : 26 % - plus de 3 mois : 3 % (certains proposant 12 mois) Inquiétude des parents après la mise en place des appareils vis-à-vis : - de la maintenance et utilisation : 73 % - de l'apparence des appareils : 60 % - de l'acceptation sociale : 46 %, ou familiale : 26 % - des bénéfices que l'on peut attendre d'un appareil : 65 % Bénéfice observé : - 12 % des parents estiment dans les premières semaines que les bénéfices sont à la hauteur de leurs attentes ; cette proportion passe à 25 % dans les mois et années qui suivent.	L'échantillon initial était composé de 500 familles tirées au hasard parmi 800 familles d'enfants sourds recevant pour 6 mois une publication gratuite de l'association Graham Bell ; l'échantillon peut ne pas être représentatif des personnes ayant choisi une éducation bilingue. 492 questionnaires ont été délivrés (8 adresses inconnues). Améliorations proposées par les parents : - priorité aux enfants nouvellement diagnostiqués : 17 % - meilleure coordination entre les professionnels : 17 % - plus de compassion envers les parents et meilleur accompagnement : 4 % Améliorations proposées par les auteurs : - démonstrations pratiques de mise en place des appareils avec l'enfant et non seulement information, - support vidéo pour les populations ne maîtrisant pas la langue écrite du pays et les membres de la famille qui ne peuvent être présents aux RDV. Le port d'un appareillage représente un tournant au-delà duquel la surdité n'est plus invisible.

Tableau 3.10. Revues systématiques de la littérature relatives aux implants cochléaires					
1^{er} Auteur, année, référence	Recherche documentaire	Critères de sélection des articles (A) Population (P)	Intervention (I) Contrôle (C)	Critères de jugement retenus	Résultats et signification
Haute Autorité de Santé 2007 (3,171) France	1990 à novembre 2006 Medline, Cochrane Library, National guideline clearinghouse, HTA database (INAHTA)	A : essais contrôlés, séries prospectives ou rétrospectives, comparaison avant-après P : adulte et enfant, surdité bilatérale	I : implants cochléaires et implants du tronc cérébral C : (en suédois)	Audiométrie tonale ou vocale Identification de sons, mots, phrases Production de la parole	665 articles identifiés, 97 cités, dont 26 concernent l'enfant avec implant cochléaire. Uniquement séries de cas prospectives et rétrospectives (niveau de preuve 4) Conclusion : voir texte (section 6.4.7)
Swedish Council on Technology Assessment in Health Care 2006 (169) Suède	1950 � 2005 Medline, Cochrane Library	A : (en suédois) P : 0 à 18 ans	I : implants cochléaires C : (en suédois)	(en suédois)	Conclusions ci-dessous reprises d'après l'analyse faite dans (3). Objectif : comparer l'implantation unilatérale par rapport à l'implantation bilatérale Données insuffisantes (peu d'études, absence de groupe-contrôle) pour définir l'intérêt de l'implantation cochléaire bilatérale : des études bien conduites sont nécessaires pour déterminer l'intérêt de l'implantation bilatérale au regard des complications ajoutées par la 2 ^{d�} implantation. Aucune étude n'a évalué les complications ou effets secondaires de l'implantation bilatérale. Aucune étude n'a évalué le rapport coût/efficacité de l'implantation cochléaire bilatérale chez l'enfant.
Comité d'évaluation et de Diffusion des Innovations Technologiques 2001 (167) France	1996 � 2001 Medline, Emabase, Pascal, Cochrane Database, EBM, Dare, NHS Center for reviews and dissemination	A : Non précisé P : adulte et enfant La recherche est systematis�e, mais l'analyse ne semble pas être fondée sur une démarche systématique (critères de sélection non précisés).	I : implants cochléaires et implants du tronc cérébral C : non précisé	Perception de la parole, développement de la langue orale, proportion d'enfants scolarisés en milieu ordinaire	Objectif : �valuer l'intérêt de poursuivre un financement spécifique pour les implants cochléaires au sein des hôpitaux de Paris (AP-HP). Conclusions ci-dessous reprises d'après l'analyse faite dans (3). ● Indications : « Les indications reconnues sont les enfants sourds pr�linguaux y compris congénitaux, et les enfants et adultes sourds postlinguaux, dont la déficience auditive, congénitale ou acquise, est bilatérale, sévère ou profonde, et qui ne sont pas suffisamment améliorés par un appareil auditif conventionnel (compréhension des mots et des phrases inférieure à 30 % à 70 dB). En 1999, Laszig publie une remarquable mise au point sur la base de son expérience de 700 implantés cochléaires � Freiburg en Allemagne, et d'une revue de la littérature (Laszig and Aschendorff 1999). Il fait apparaître que : <ul style="list-style-type: none"> ▸ dans tous les cas, l'implantation doit être réalisée le plus rapidement possible après le diagnostic de surdité même avant l'âge de 2 ans pour des raisons évidentes de plasticité du système nerveux central (Cheng <i>et al.</i> 1999 ; Leake <i>et al.</i> 1999) ; ▸ les cas de malformation de l'oreille interne ou d'oblitération due à une méningite bactérienne doivent être rigoureusement discutés ; ▸ une malformation avec aplasie de la VIII^e paire est une contre-indication à l'implantation (les structures du canal cochléaire peuvent être bien différenciées grâce à l'IRM en complément du scanner) ;

Tableau 3.10. Revues systématiques de la littérature relatives aux implants cochléaires					
1 ^{er} Auteur, année, référence	Recherche documentaire	Critères de sélection des articles (A) Population (P)	Intervention (I) Contrôle (C)	Critères de jugement retenus	Résultats et signification
					<ul style="list-style-type: none"> ▸ la surdité secondaire à une méningite bactérienne à streptocoque <i>pneumoniae</i> ou <i>Haemophilus influenzae</i> doit être considérée comme une urgence d'implantation, car le fait qu'elle s'associe fréquemment à un développement tissulaire ou osseux oblitérant l'oreille interne avec ossification de la cochlée en quelques semaines peut rendre impossibles toute implantation et réhabilitation différées ; au cas où l'oblitération est bilatérale, l'implantation bilatérale doit être envisagée ; ▸ la stimulation électrique chronique, même à des taux élevés, n'a montré jusqu'ici aucun effet négatif sur la capacité d'audition. » ● Risques et effets secondaires de l'implantation cochléaire : « Le taux des complications majeures selon les données comparatives de 1988 et 1993 du CETS (Conseil d'évaluation des technologies de la santé) du Québec a chuté de 10 à 5 % chez l'adulte, et est inférieur à 5 % chez l'enfant. Ces complications sont liées surtout à des problèmes de lambeaux (nécrose, infection) et d'érosion du mur postérieur du conduit auditif externe. Leur taux s'est abaissé proportionnellement à l'accroissement de l'expérience, et particulièrement depuis une modification de la direction de l'incision qui, lorsqu'elle est verticale en arrière de l'oreille, entraîne moins d'hématomes et de nécroses du lambeau que celle du U inversé standard (Gibson and Harrison 1997). Les complications mineures oscillent entre 0 et 25 % et sont toutes transitoires. Elles sont dues à la stimulation ou blessure des structures nerveuses de voisinage par les électrodes qui se manifestent par des vertiges, des perturbations du goût, des fourmillements et/ou des douleurs dans le territoire du nerf facial, des sensations dans la gorge, un manque ou une mauvaise qualité des sons, des perceptions sonores liées à l'implant, et peuvent être corrigées par désactivation d'électrode et/ou modifications du réglage (Stoddart and Cooper 1999). » Les 3 cohortes analysées par le CEDIT (Birmingham, Belfast, Toronto) rapportent les mêmes complications.

Tableau 3.11. Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur , année	Type d'étude	N	étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Allum et al., 2000 (174)	Série rétrospective sur un échantillon non aléatoire de sujets repartis dans 3 groupes selon l'âge à l'implantation : > 7 ans (n = 26) < 7 ans (n = 45) < ou = 3 ans dont la surdité est post- méningitique (sous-groupe motivé par un score postimplantation LiP inférieur pour ces enfants) (n = NR)	71	- surdité congénitale ou néonatale (n = 51) - surdité post- méningitique entre le 9 ^e et le 24 ^e mois de vie (n = 14) - surdité progressive (n = 2)	Seuil d'audiométrie tonale > 100 dB (1-8 kHz) �ge à l'implantation : 6,9 ans [1,7-14,6] pour les implants Med EI ; 6,7 ans [1,9-14,0] pour les implants Nucleus sex ratio NR	3 implants ont été utilisés : - Nucleus M22 (35) - Nucleus M24 (15) - Med EI C40 + (19) - Med EI C40 (2) Pas de différence sur l'âge d'implantatio n entre les modèles d'implants	�valuatio ns réalisées après l'activatio n du processeu r entre j 2 et j 5, puis à 1,3, 6 mois, puis tous les 6 mois. Suivi rapport� à 2 ans	Batterie de tests EARS (<i>Evaluation of Auditory Responses to Speech</i>) développés pour mesurer le développement auditif chez l'enfant de 1 à 18 ans (aptitudes pr�verbales ou audio-intégratives, développement des aptitudes verbales) : - <i>Listenig Progress Profile</i> (LiP) : discrimination et identification de sons environnementaux, phonèmes et instruments de musique ; - <i>Monosyllabic-Trochee- Polysyllabic Test</i> (MTP) : identification d'une série de mots et du nombre de syllabes ; - <i>Meaningful Auditory Integration Scale</i> (MAIS) : questionnaire conçu pour les parents et les éducateurs pour évaluer l'utilisation de l'implant par l'enfant au regard de la réaction à la voix et aux soins NB : MUSS non exploité	Pas de différence selon le type d'implant ; analyse de la variance réalisée selon l'âge par ANOVA. Tous les enfants ont été améliorés entre 1 et 3 mois. Les facteurs influençant le plus l'efficacité de l'implant sont le recul d'utilisation et l'expérience auditive antérieure (interférence avec l'aide auditive controlatérale). Chez les plus jeunes enfants (< 3 ans), après une période de latence (6 mois), l'amélioration est très rapide Faisabilité du test EARS quel que soit l'âge.	Non renseignée.	Patients pris en charge dans un programme de réhabilitation auditive adapté selon l'âge effectif d'un des sous-groupes non renseigné

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires										
Anderson et al., 2004 (177)	Série rétrospective sur un échantillon non aléatoire à partir de la population multicentrique (28 centres) d'enfants de moins de 2 ans (n = 37/575) implantés avec un implant Med El. Comparaison des performances par rapport à 2 autres groupes d'enfants selon l'âge (2-4 ans, et 4-6 ans)	37	- non renseignée (n = 30) - méningite (n = 4) - génétique (n = 2) - syndrome Waardenburg (n = 1)	24 garçons/13 filles âge à l'implantation : 20,4 mois (10-23,9]	Med El C40 + Med El C40 avec processeur TEMP + ou CIS PRO +	Évaluations réalisées en préopératoire, puis après l'activation du processeur à 1, 3, 6, 12 mois, puis tous les ans Suivi à 3 ans rapporté	Batterie de tests EARS (<i>Evaluation of Auditory Responses to Speech</i>) développés pour mesurer le développement auditif chez l'enfant de 1 à 18 ans (aptitudes préverbaux ou audio-intégratives, développement des aptitudes verbales)	Le suivi des améliorations des performances auditives par rapport aux groupes d'enfants plus âgés est d'interprétation délicate, compte tenu des effets fluctuant selon les tests. Les résultats rapportent des performances audiométriques équivalentes voire supérieures pour les enfants implantés avant 2 ans par rapport à des enfants implantés à un âge ultérieur. Pour certains tests, un temps de latence avant amélioration des scores est observé (MTP, MUSS). Pour d'autres (LiP, MAIS), l'amélioration est immédiate après activation du processeur. Un plafonnement des scores est observé, justifiant la nécessité de mise en place de tests plus difficiles susceptibles de mettre en évidence des performances de compréhension et de production de parole au-delà de 5 ans.	Non renseignées	Sélection des groupes non aléatoire argumentée par la disponibilité des résultats des différents tests. Fluctuation des effectifs. Plafonnement des scores imputé à l'inadéquation des tests au fur et à mesure du développement.										
											Préopératoire		6 mois		3 ans					
											Mo	(SD)	n	Mo	(SD)	n	Mo	(SD)	n	
											LiP	58	(7,0)	35	530	(269)	34	954	(81)	7
											MTP	00	(00)	28	365	(31,3)	24	984	(29)	5
MAS	109	(106)	30	638	(17,3)	25	940	(87)	7											
MUSS	180	(7,6)	24	381	(158)	21	940	(87)	7											

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).										
1^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Chmiel et al., 2000 (408)	Enquête rétrospective sur un échantillon non aléatoire de familles issues d'un programme d'implantation	21 familles ayant accepté de participer à l'étude sur les 38 interrogés		11 garçons/10 filles âge compris entre 3 et 20 ans au moment de l'étude recul d'utilisation de l'implant cochléaire : m = 4 ans [0,6-9,9] <u>mode de communication principal</u> : - communication orale (n = 16) - communication globale (n = 4) - langage des signes (n = 1)	Nucleus M22		Questionnaires de qualité de vie destinés aux enfants implantés et à leurs parents : - questionnaire parents : 54 items visant les caractéristiques générales de l'enfant, l'évaluation subjective du bénéfice et des inconvénients ou problèmes (le score sur une échelle de 5, 5 étant le maximum de bénéfices ou le maximum de problèmes) - questionnaire enfants : version simplifiée du questionnaire parents (nombre d'items adapté à l'âge, langage simplifié)	- questionnaire parents : évaluation du bénéfice ressenti : score global moyen = 3,85 [2,65-4,71] évaluation des problèmes ressentis : score global moyen = 2,13 [1,30-3,52] (pannes, activités sportives limitées, équipements) - comparaison des réponses enfants/parents : données disponibles pour 11 enfants (52 %) âge moyen : 11 ans [6-20] recul d'utilisation : 4,8 ans [0,6-9,9] évaluation du bénéfice ressenti : score global moyen = 3,89 (<i>versus</i> 3,76 pour leurs parents) évaluation des problèmes ressentis : score global moyen = 2,40 (<i>versus</i> 1,99 pour leurs parents).		Faisabilité d'un questionnaire de la qualité de vie. Intérêt pour le suivi du patient et pour apprécier les attentes de l'enfant et de son environnement. Items à discuter pour améliorer l'intérêt du questionnaire.
Franz, 2002 (178)	Série rétrospective sur un échantillon non aléatoire de patients à partir de la base de données américaine (37 centres) constituée par MED EL	87	NR	Surdité profonde bilatérale 79 (90 %) prélinguale	Med El C40 +		Évaluation objective et subjective par une batterie de tests adaptés à l'âge : - < 5 ans : ESP Low verbal, GASP mots, MLNT, IT-MAIS ; - > 5 ans : ESP Standard, GASP mots, MLNT, LNT, BKB phrases, MAIS évaluation subjective du gain et de qualité de vie (parents, équipe)	Analyse réalisée sur 68 enfants bénéficiant d'un recul d'utilisation à 6 mois/49 enfants à 12 mois résultats chiffrés non renseignés		Données provenant de la base de données MED EL sur les 37 sites implantateurs aux États-Unis participant aux essais cliniques pour l'agrément FDA. Interprétation impossible en l'absence de données chiffrées disponibles

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).										
1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Hassanzadeh et al., 2002 (179)	Série rétrospective sur un échantillon non aléatoire de patients à partir de la base de données de patients implantés dans le centre iranien d'implantation cochléaire (monocentrique)	119	NR	<p>119 enfants de niveau social varié issus de la cohorte d'enfants implantés (n = 202) du centre iranien d'implantation cochléaire pour lesquels un recul d'utilisation de 2 ans est disponible.</p> <p>61 garçons (51 %)/58 filles (49 %)</p> <p>surdité congénitale (n = 82, soit 69 %) ou prélinguale précoce (< 1 an)</p> <p>antériorité de la surdité : m = 6,1 ans [7mois-16 ans]</p> <p>âge d'implantation : m = 7,1 ans [1,5-16,25]</p> <p>seuil auditif non mesurable avant implantation</p> <p>Critère de non-inclusion dans l'analyse : surdité postmningite en raison de l'âge de survenue (> 8 ans)</p>	<p>Nucleus CI22 (n = 59)</p> <p>Nucleus CI24 (n = 60)</p>	Avant implantation, 6, 12, 18 et 24 mois après activation	<p>Tests de perception et de compréhension du langage oral en listes ouvertes (spondées) et fermées (<i>PAPT, Persian Auditory Perception Test</i>)</p> <p>analyse statistique : comparaison entre les groupes d'âge de la différence du score de perception auditive avant-après</p>	<p>Comparabilité des groupes avant implantation</p> <p>Analyse par comparaison multiple entre les groupes (test de Scheffe) : meilleur score de perception auditive par ordre décroissant suivant : 0-3 > 4-5 > 6-7 = 8-9 > 10-11 = 12</p>		Extrapolation des résultats à prendre en compte au regard de l'absence d'analyse sur les facteurs de confusion (antériorité de la surdité notamment).

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Kiefer et al., 2000 (175)	�tude comparative (suivi longitudinal) d'un échantillon non aléatoire d'enfants implantés cochléaires <i>versus</i> groupe-contrôle d'enfants appareillés avec aide auditive conventionnelle	Groupe IC : 88 groupe-contrôle : 34		<p>Groupe des implantés cochléaires : surdité prélinguale bilatérale âge d'implantation : m = 5,39 ans [1-17] seuil audiométrie tonale : m = 110,5 dB [83-120 dB]</p> <p>groupe-contrôle : surdité prélinguale, différents degrés et âges. Sujets appareillés en bilatéral avec une aide auditive conventionnelle. �ge moyen : 5,33 ans [1,29-15,38] seuil audiométrie tonale sur la meilleure oreille : 99,58 dB [46-122]</p>	<p>Med EI C40 (n = 22) Med EI C40 + n = 25) Nucleus CI22 (n = 11) Nucleus CI24m (n = 18)</p>	suivi moyen : 1,7 an [3 mois – 9 ans]	<p>Tests audiométriques (<i>Frankfurt test of Functional Hearing</i>) : FFHT) : identification des sons environnementaux, identification de listes de mots et phrases en champ fermé et en ouvert</p>	<p>Sur le groupe-contrôle : identification du seuil d'audiométrie tonale et de l'âge comme covariables du score. Projection de la fonction identifiée sur le groupe implanté permettant de comparer le bénéfice de l'implantation cochléaire par rapport à l'extrapolation de l'appareillage conventionnel : l'analyse de régression linéaire identifie une intersection au seuil d'audiométrie tonale de 86 dB, au-delà duquel le bénéfice de l'implantation cochléaire est favorable</p> <p>Groupe implanté : - progression des performances au fil du temps (au-delà de 3 ans) - l'âge d'implantation est un facteur prédictif : les enfants implantés entre 2 et 6 ans montrent une progression plus rapide que les enfants implantés après 6 ans. Les enfants implantés avant l'âge de 2 ans n'ont pas pu être pris en compte dans l'analyse pour les enfants implantés au-delà de 6 ans, le score est corrélé au seuil auditif préopératoire - pas de corrélation des résultats selon l'étiologie</p>		Facteurs prédictifs de l'implantation cochléaire. Un seuil d'audiométrie tonale est identifié.

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Kirk et al., 2002 (180)	Série rétrospective d'un échantillon multicentrique non aléatoire d'enfants implantés dans le cadre d'une étude longitudinale. L'ensemble des enfants correspondant aux critères d'inclusion ont été inclus dans l'analyse.	73	Non renseignée	<p><u>Critères d'inclusion</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - surdité prélinguale - surdité profonde ou sévère - pas d'autre handicap associé - implantation < 5 ans - implant et stratégie de codage courants - batterie de tests selon la <i>Preschool Assessment Battery</i> disponible avant implantation et tous les 6 mois après implantation. <p>Répartition des enfants en 2 groupes d'âge (1-3 ans/3-5 ans) et selon le mode de communication oraliste/communication globale)</p>	<p>Nucleus stratégie Speak (n = 50)</p> <p>Nucleus stratégie Speak (n = 14)</p> <p>Clarion stratégie CIS (n = 10)</p>	<p>Avant implantation, tous les 6 mois pendant 3 ans, puis 1 fois par an.</p> <p>La date de point utilisée dans l'analyse varie selon les enfants.</p>	<p>Tests d'évaluation de la compréhension et de développement du langage (pourcentage de mots correctement identifiés et cotation de la qualité du langage selon l'échelle de Reynell)</p> <p>analyse de la variance</p>	<p>La date de point utilisée dans l'analyse varie selon les enfants (recul d'utilisation, données disponibles).</p> <p>Test de compréhension (répétition de mots) : amélioration progressive du score jusqu'à 2-3 ans pour atteindre 100 %. Pour le groupe oraliste, différence significative en faveur du groupe d'enfants implantés après 3 ans ($p < 0,0006$) ; DNS pour le groupe communication globale selon l'âge.</p> <p>Test de Reynell de développement du langage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en compréhension, quel que soit le mode de communication, amélioration progressive du langage avec une différence significative en faveur du groupe des enfants implantés avant 3 ans parmi les enfants oralistes (proche de la compréhension des enfants normo-entendants) ; différence non retrouvée pour le groupe communication globale ; - en expression, quel que soit le mode de communication, amélioration progressive du langage sans différence significative selon le groupe d'âge d'implantation. <p>Les enfants oralistes ont un développement du langage proche du score des normo-entendants du même âge, contrairement aux enfants en communication globale.</p>		<p>L'analyse des performances selon l'âge dans cette étude est rendue délicate par les comparaisons multiples, l'absence de renseignement des effectifs. Les seuils de significativité sont donnés à titre indicatif dans ce tableau. Les résultats chiffrés des scores ne sont pas renseignés. Les résultats varient selon le test auditif utilisé. L'influence du mode de communication de l'entourage sur le développement du langage est évoquée par ces résultats.</p>

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) **(3)**.

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires																																																																				
Lee et al., 2005 (181)	�tude prospective	64		Surdité prélinguale âge moyen d'implantation : 6,01 ans [1,01-14,11] Critères d'inclusion : - surdité profonde, - recul d'utilisation de l'implant > 1 an - communication orale Enfants répartis en 3 groupes d'âge d'implantation correspondant à des étapes de scolarisation : < 3 ans (n = 15)/3-6 ans (n = 18)/> 6 ans (n = 31)	Nucleus CI 22M (n = 10) Nucleus CI24M (n = 25) Nucleus CI24CS (n = 19) Nucleus CI24RST (n = 1)	Pr�implantation, puis 6 mois et 1 fois par an jusqu'à 5 ans après l'implantation	Test de reconnaissance de mots en liste ouverte (cantonais) Plusieurs versions de listes ont été utilisées au long du suivi. Analyse de variance (ANOVA) sur le recul d'utilisation et l'âge d'implantation) Comparaison entre les groupes : test de Bonferroni.	Taux de suivi à 5 ans : 24/64 (37,5 %) Score de reconnaissance vocale : Comparaisons intergroupes : pas d'analyse présentée à 5 ans. � 2 et 3 ans de recul d'utilisation, score significativement plus élevé du groupe < 3 ans par rapport au groupe > 3 ans. Pas de différence par rapport au groupe 3-6 ans		Lexique cantonais de mots utilisés pour le score de reconnaissance vocale. Voir extrapolation à une langue latine. Comparabilité initiale des groupes sur les autres critères que l'âge et le recul d'utilisation non renseignée. Résultats parcellaires et taux de suivi au terme de l'étude faible.																																																																				
											<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th colspan="2">communication orale</th> <th colspan="2">communication globale</th> </tr> <tr> <th></th> <th>(n=25)</th> <th>(n=17)</th> <th>(n=16)</th> <th>(n=16)</th> </tr> <tr> <th></th> <th>IC<3 ans</th> <th>IC>3ans</th> <th>IC<3 ans</th> <th>IC>3ans</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>�ge moyen d'apparition de la surdité</td> <td>0,18</td> <td>0,29</td> <td>0,18</td> <td>0,08</td> </tr> <tr> <td>�ge moyen d'implantation</td> <td>2,13</td> <td>3,89</td> <td>2,24</td> <td>3,9</td> </tr> <tr> <td>seuil moyen en audiométrie tonale sans appareillage</td> <td>109</td> <td>108</td> <td>111</td> <td>109</td> </tr> </tbody> </table>		communication orale		communication globale			(n=25)	(n=17)	(n=16)	(n=16)		IC<3 ans	IC>3ans	IC<3 ans	IC>3ans	âge moyen d'apparition de la surdité	0,18	0,29	0,18	0,08	âge moyen d'implantation	2,13	3,89	2,24	3,9	seuil moyen en audiométrie tonale sans appareillage	109	108	111	109																																					
	communication orale		communication globale																																																																											
	(n=25)	(n=17)	(n=16)	(n=16)																																																																										
	IC<3 ans	IC>3ans	IC<3 ans	IC>3ans																																																																										
�ge moyen d'apparition de la surdité	0,18	0,29	0,18	0,08																																																																										
�ge moyen d'implantation	2,13	3,89	2,24	3,9																																																																										
seuil moyen en audiométrie tonale sans appareillage	109	108	111	109																																																																										
								<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th colspan="2">A g e d ' i m p l a n t a t i o n</th> <th colspan="2">3 - 6 a n s</th> <th colspan="2">> 6 a n s</th> </tr> <tr> <th></th> <th>< 3 a n s</th> <th>3 - 6 a n s</th> <th>3 - 6 a n s</th> <th>> 6 a n s</th> <th>> 6 a n s</th> <th>> 6 a n s</th> </tr> <tr> <th></th> <th>n</th> <th>moyenne (S D)</th> <th>n</th> <th>moyenne (S D)</th> <th>n</th> <th>moyenne (S D)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Pr�op</td> <td>1 5</td> <td>0,00 (0,00)</td> <td>1 8</td> <td>3,72 (15,79)</td> <td>3 1</td> <td>4,61 (13,32)</td> </tr> <tr> <td>6 mois</td> <td>1 5</td> <td>10,33 (27,29)</td> <td>1 8</td> <td>16,50 (34,92)</td> <td>2 8</td> <td>37,18 (40,67)</td> </tr> <tr> <td>1 an</td> <td>1 4</td> <td>38,93 (42,22)</td> <td>1 6</td> <td>37,42 (43,60)</td> <td>3 1</td> <td>41,71 (42,42)</td> </tr> <tr> <td>2 ans</td> <td>1 4</td> <td>76,64 (28,71)</td> <td>1 6</td> <td>51,50 (40,95)</td> <td>2 6</td> <td>42,50 (39,97)</td> </tr> <tr> <td>3 ans</td> <td>8</td> <td>88,75 (14,02)</td> <td>1 3</td> <td>67,58 (29,28)</td> <td>2 2</td> <td>49,01 (32,82)</td> </tr> <tr> <td>4 ans</td> <td>8</td> <td>83,00 (15,38)</td> <td>1 1</td> <td>67,55 (34,05)</td> <td>1 5</td> <td>66,09 (26,24)</td> </tr> <tr> <td>5 ans</td> <td>4</td> <td>85,00 (11,94)</td> <td>1 0</td> <td>76,90 (24,28)</td> <td>1 0</td> <td>57,87 (33,34)</td> </tr> </tbody> </table>		A g e d ' i m p l a n t a t i o n		3 - 6 a n s		> 6 a n s			< 3 a n s	3 - 6 a n s	3 - 6 a n s	> 6 a n s	> 6 a n s	> 6 a n s		n	moyenne (S D)	n	moyenne (S D)	n	moyenne (S D)	Pr�op	1 5	0,00 (0,00)	1 8	3,72 (15,79)	3 1	4,61 (13,32)	6 mois	1 5	10,33 (27,29)	1 8	16,50 (34,92)	2 8	37,18 (40,67)	1 an	1 4	38,93 (42,22)	1 6	37,42 (43,60)	3 1	41,71 (42,42)	2 ans	1 4	76,64 (28,71)	1 6	51,50 (40,95)	2 6	42,50 (39,97)	3 ans	8	88,75 (14,02)	1 3	67,58 (29,28)	2 2	49,01 (32,82)	4 ans	8	83,00 (15,38)	1 1	67,55 (34,05)	1 5	66,09 (26,24)	5 ans	4	85,00 (11,94)	1 0	76,90 (24,28)	1 0	57,87 (33,34)
	A g e d ' i m p l a n t a t i o n		3 - 6 a n s		> 6 a n s																																																																									
	< 3 a n s	3 - 6 a n s	3 - 6 a n s	> 6 a n s	> 6 a n s	> 6 a n s																																																																								
	n	moyenne (S D)	n	moyenne (S D)	n	moyenne (S D)																																																																								
Pr�op	1 5	0,00 (0,00)	1 8	3,72 (15,79)	3 1	4,61 (13,32)																																																																								
6 mois	1 5	10,33 (27,29)	1 8	16,50 (34,92)	2 8	37,18 (40,67)																																																																								
1 an	1 4	38,93 (42,22)	1 6	37,42 (43,60)	3 1	41,71 (42,42)																																																																								
2 ans	1 4	76,64 (28,71)	1 6	51,50 (40,95)	2 6	42,50 (39,97)																																																																								
3 ans	8	88,75 (14,02)	1 3	67,58 (29,28)	2 2	49,01 (32,82)																																																																								
4 ans	8	83,00 (15,38)	1 1	67,55 (34,05)	1 5	66,09 (26,24)																																																																								
5 ans	4	85,00 (11,94)	1 0	76,90 (24,28)	1 0	57,87 (33,34)																																																																								

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).										
1 ^{er} Auteur , année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Manrique et al., 2004 (191)	Étude prospective longitudinale sur une série consécutive de patients	182	Surdité congénitale ou prélinguale (< 2 ans)	<p>Critères d'inclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> -surdité profonde prélinguale bilatérale (seuil d'audiométrie tonale > 91 dB) - pas d'autre handicap associé - pas de contre-indication à l'implantation <p>Stratification selon l'âge à l'implantation :</p> <p>gp 1 : 0-3 ans (n = 94)/gp 2 : 4-6 ans (n = 36)/gp 3 : 7-10 ans (n = 30)/gp 4 : 11-14 ans (n = 22)</p> <p>Certains patients (effectif NR) sont appareillés avec une aide auditive sur l'oreille controlatérale (appareillage bimodal)</p> <p>Comparabilité des groupes : pas de différence en termes d'audiométrie tonale préimplantation</p>	<p>NUCLEUS CI M22 (n = 86)</p> <p>NUCLEUS M CI24 (n = 96)</p>	8 ans	<ul style="list-style-type: none"> - Audiométrie tonale et tests de compréhension incluant des listes fermées (voyelles, mots), des listes ouvertes (tests dissyllabiques, phrases) adaptées à l'âge - production de parole (<i>Peabody Vocabulary Test</i>) : test de corrélation avec un lexique corrélé à l'âge Analyse statistique : comparaison de moyennes (Student, variables indépendantes $p < 0,05$) 	<p><u>Audiométrie tonale</u> : en postimplantation, seuil d'audiométrie tonale compris entre 32 et 44 dB, pas d'augmentation significative au cours des 8 ans</p> <p><u>Audiométrie vocale en liste fermée</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - reconnaissance de voyelles : score compris entre 53 et 98 %, avec des scores supérieurs pour les enfants implantés avant 7 ans et une progression au fil du suivi chez ces enfants (plus rapide < 4 ans) - test de mots dissyllabiques réalisé sans support visuel dès que les enfants acquièrent le langage : score décroissant selon les groupes d'âge d'implantation entre 8 et 91 %. Supériorité et progression plus rapide du groupe 1 (85-91 %) par rapport au groupe 2 (60 %). Pour les groupes 3 et 4, le score est inférieur à 20 % (la lecture labiale doit être associée). <p>Âge critique défini par les résultats de cette série : 6 ans avec des résultats supérieurs pour les implantations réalisées avant 4 ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> - production de la parole : les enfants du groupe 1 ont un langage proche de la normale, ce qui n'est pas le cas pour les autres groupes. <p>Rq : les effectifs à chaque période d'évaluation ne sont pas rapportés</p>	<p>Analysées par tranche d'âge sur une période de 5 ans après l'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - < 2 ans : aucune complication majeure ; - 2-5 ans : ulcération cutanée imposant une reprise chirurgicale (n = 1) ; échec imposant une réimplantation (n = 3) 	<p>Analyse par sous-groupes d'âge : 0-1 an (n = 37) ; 2-3 ans (n = 63) ; 4-5 ans (n = 26)</p> <p>Les résultats ne sont disponibles selon les dates de suivi que pour un petit échantillon de sujets. Ils ne sont pas rapportés.</p>

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Nikolopoulos et al., 2004 (187)	Étude prospective monocentrique sur un échantillon non aléatoire de patients inclus dans la cohorte Nottingham.	51	Surdité congénitale (n = 25) surdité prélinguale postm�ningitique (n = 22) autre (n = 4)	27 garçons (53 %)/24 filles (47 %) �ge de survenue de la surdité : m = 5 mois [0-20 mois] âge à l'implantation : m = 4 ans [21 mois-5,8 ans] Caractéristiques identifiées selon les 12 critères du <i>Nottingham version of Children's Implant Profile</i> (NCHIP) : �ge, antériorité de la surdité, critères cliniques et radiologiques, évaluation audiométrique, capacités de parole et langage, handicap associés, structure et soutien familial, environnement éducatif, <i>availability of support services</i> , attentes de l'enfant et de la famille, fonction cognitive, méthode d'apprentissage <u>critères d'inclusion</u> : - surdité prélinguale (< 2 ans) - âge à l'implantation < 6 ans - seuils > 60 dB sur les fréquences vocales	Nucleus	Résultats à 3 ans et 4 ans	CAP (<i>Categories of Auditory Performance</i>) : mesure globale de la compréhension en pratique quotidienne (score le plus bas correspondant à la non-perception des soins environnementaux, le score le plus élevé correspondant à la possibilité d'utiliser le téléphone avec un interlocuteur inconnu). CDT (<i>Connected Discourse Tracking</i>) : mesure de la perception de la parole en champ libre correspondant à la lecture d'histoires sur 3 niveaux de difficultés linguistiques dans une position empêchant l'enfant d'utiliser la lecture labiale. L'enfant doit répéter les phrases 1 à 1. Tests statistiques utilisés : - CDT : coefficient de corrélation de Pearson utilisé. - CAP : test non paramétrique (<i>Spearman rank</i>) ajustement sur les covariables du NCHIP (analyses de régression multiples).	Influence des critères du NCHIP : - sur le test CAP : L'antériorité de la surdité et la méthode d'apprentissage sont les plus importants facteurs influençant le résultat du test CAP (29 % de la variance à 3 ans, et 31 % à 4 ans) - sur le test CDT : après 3 ans d'utilisation de l'implant, la structure, le soutien familial et la méthode d'apprentissage sont les plus importants facteurs influençant le résultat du test CDT (42 % de la variance à 3 ans) ; à 4 ans, la méthode d'apprentissage et l'âge à l'implantation représentent 35 % de la variance.	Non renseignées	Description des facteurs influençant les performances audiométriques : prépondérance de la méthode d'apprentissage. Autres facteurs prédictifs importants : antériorité de la surdité, âge à l'implantation (supériorité chez les enfants implantés précocement), structure/soutien familial. Intérêt pour la définition des critères d'éligibilité, et l'encadrement des centres.

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Papsin et al., (182)	Série monocentrique comparative sur un échantillon non aléatoire de patients	66	Surdité congénitale	Patients implantés dans un centre à partir de 1989 (exhaustivité non renseignée) 35 filles/31 garçons seuils audiométrie tonale compris entre 95 et 120 dB (meilleure oreille) âge moyen d'implantation = 6 ans [1,9-15,4] recul moyen d'utilisation = 39 mois	Nucleus M22	Suivi annuel des patients implantés pendant les 4 années qui suivent l'implantation	Perception de la parole : - liste fermée : WIPI (<i>Word Intelligibility by Picture Identification</i>) - liste ouverte : PBK (<i>Phonetically Balanced Kindergarten</i>) - TAC (<i>test of Auditory Comprehension</i>) intégrant les fonctions cognitives et la mémorisation	Patients implantés dans un centre à partir de 1989 (exhaustivité non renseignée). Les résultats rapportés sont parcellaires : selon les tests et la date de suivi, entre 16 et 46 scores de patients sont rapportés sur les 66 patients pris en compte. Analyses multiples en stratifiant les résultats en 2 groupes selon l'âge à l'implantation. Les effectifs en résultant sont déséquilibrés. Amélioration des scores tout au long des 4 années de suivi. Les histogrammes des scores sont présentés répartissant les résultats selon l'âge d'implantation < ou > 4 ans, puis idem pour 5, 6 et 7 ans.		Séries rapportant des implantations réalisées à partir de 1989. Résultats en faveur d'une implantation précoce. Cette série concerne des enfants atteints de surdité congénitale. Les implantations réalisées avant l'âge de 4 ans dans cette série sont marginales. À mettre en relation avec l'évolution des pratiques depuis 1989.

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	Étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Sainz et al., 2003 (176)	Série rétrospective sur un échantillon non aléatoire de patients à partir de la base de données internationale constituée par MED EL	140	- non renseignée (n = 71) - génétique (n = 41) - syndrome Waardenburg (n = 10) - méningite (n = 7) - ototoxicité (n = 5) - infection virale (n = 6)	<u>Critères d'inclusion dans l'analyse</u> : les enfants ont été sélectionnés sur les 400 enfants issus de la base de données Med EI (Europe et Amérique du Sud) par les critères suivants : - surdité profonde bilatérale ; - appareillage prélingual ; - absence de comorbidités neurologiques ou cognitives associées ; - implantations réalisées avant février 2000 pour bénéficier d'un recul d'utilisation de 2 ans. <u>Caractéristiques des enfants</u> : 73 garçons/67 filles âge médian : 6 ans [1,6-17,5] seuil auditif sans appareillage : 19,4 db (SD : 10,1) entre 0,5 et 4 Hz répartition en 4 groupes selon l'âge à l'implantation : < 3 ans, 3-6, 6-10, > 10 ans (effectifs non renseignés)	Med EI C40Med EI C40 +	2 ans	tests audiométriques issus de la batterie de tests EARS (<i>Evaluation of Auditory Responses to Speech</i>) : - <i>Listening Progress Profile</i> (LiP) : discrimination et identification de sons environnementaux, phonèmes et instruments de musique ; - <i>Monosyllabic-Trochee-Polysyllabic Test</i> (MTP) : identification d'une série de mots et du nombre de syllabes. Analyse statistique : ajustement sur les covariables par ANOVA (durée d'utilisation, âge d'implantation)	Test Lip : 1 mois après activation, amélioration significative, puis progression sur les 2 ans de suivi (différences de progression selon l'âge d'implantation). Test MTP : 3 mois après activation, différence significative (après une chute à J2), puis progression jusqu'à 2 ans. Les comparaisons entre les groupes ne couvrent pas toute la période de suivi.	NR	Suivi à 2 ans d'une cohorte d'enfants stratifiés selon l'âge. Les comparaisons entre les groupes ne couvrent pas toute la période de suivi. Effectifs par tranche d'âge non renseignés. Différences selon l'âge à 2 ans non renseignées.

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur, année	Type d'étude	N	étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Schauwers et al., 2004 (144)	Série prospective sur une série consécutive d'enfants implantés très précocement (6-18 mois)	10	Congénitale	Seuils d'audiométrie tonale > 90 dB port préalable d'un appareillage auditif 1 à 4 mois après dépistage de la surdité sauf pour 1 enfant (appareillage 8 mois après dans ce cas) �chec de cet appareillage Un groupe-contrôle d'enfants normo-entendants est constitué	Nucleus M24	1 an	évaluation des vocalisations des enfants lors d'enregistrements vidéo (pr�lexicales et lexicales) perception auditive : score CAP (<i>Categories of Auditory Performances</i>) correspondant à 7 niveaux. Le niveau 0 correspond à l'absence de réaction aux sons environnants ; le niveau 7 à l'utilisation du téléphone avec un interlocuteur familial. Discrimination des phonèmes Analyses réalisées selon le recul d'activation de l'implant et l'âge de l'enfant à l'activation.	�ge de début des babilllements : 30,8 mois [18-43] <i>versus</i> 6-8 mois pour les enfants normo-entendant ; corrélation entre l'âge de début des babilllements et l'âge d'activation de l'implant ; absence de corrélation entre le délai d'apparition des babilllements et le recul d'utilisation, score CAP : 1 an après l'implantation, 8/10 enfants ont atteint le score de 5 ou 6. Les enfants implantés avant l'âge de 1 an atteignent le score CAP des normo-entendants 3 mois postimplantation ; discrimination des phonèmes : avant implantation, aucun phonème perçu ; à 6 et 12 mois postimplantation, la plupart des phonèmes sont perçus (selon les enfants, évaluation faite à 6 et/ou 12 mois). Pour certains phonèmes et pour certains enfants, l'évaluation n'est pas disponible.		Limites d'interprétation compte tenu de la méthodologie de cette série. Les résultats de cette série d'enfants implantés très précocement (6-18 mois) suggèrent que le développement des babilllements et de la perception auditive (score CAP) sont d'autant plus proches du développement des enfants normo-entendants que l'implantation est précoce. � mettre en regard des limites (faisabilité de l'implantation, critères d'évaluation) chez le jeune enfant.

Tableau 3.11 (suite). Implants cochléaires - Détail des études rapportant l'évaluation des performances chez l'enfant (d'après HAS 2007) (3).

1 ^{er} Auteur , année	Type d'étude	N	étiologie surdité	Caractéristiques patients	Type d'implant	Suivi	Critères d'évaluation	Performances	Complications	Commentaires
Staller et al., 2002 (183)	Série multicentrique des implantations réalisées dans 46 centres aux �tats-Unis	25 6	Non décrite (congénitale ou acquise selon les enfants)	<u>Critères d'inclusion :</u> - enfants de 12 � 24 mois avec une surdité neurosensorielle bilatérale profonde et un plafonnement du développement auditif - enfants de 25 mois à 17 ans selon les mêmes critères avec un score de reconnaissance de mots < = 30 % (tests MNLTL, LNT)	Nucleus 24 Contour Stratégies de codage : ACE, SPEAK, CIS	3 et 6 mois après activation	Reconnaissance vocale : test adapté à l'âge - enfants de 25 mois à 4 ans : version adaptée du ESP (<i>Early speech Perception</i>), GASP (<i>Glendonald Auditory Screening Procedure</i>), MLNT, MAIS (<i>Meaningful Auditory Integration Scale</i>) - enfants > 5 ans : ESP, GASP, LNT (mots monosyllabiques) , HINT-C (<i>Hearing In Noise Test for Children</i>), MAIS	Sauf pour 2 enfants ayant une ossification cochléaire post- méningitique, toutes les électrodes ont été insérées. Audiogramme rapport� sur une minorité de patients implantés : en préimplantation, 44/82 (65,8 % des patients pour lesquels cette information est disponible) avaient une audition mesurable sur au moins 1 fréquence. 1 mois après implantation, préservation de cette audition résiduelle pour 29/54 (44 %) de ces sujets. L'évaluation de la perception est rapportée sur des effectifs parcellaires.	Non rapportées	Nouvelle génération d'implant : �lectrode p�rimodiolaire Contour visant à faciliter l'insertion et taille réduite du récepteur- stimulateur par rapport au Nucleus 24. Limites d'interprétation des performances compte tenu des fluctuations d'effectifs majeures.

Tableau 3.12. Implants cochléaires –  tudes cliniques postérieures à décembre 2006 et apportant des éléments nouveaux par rapport aux revues systématiques précédemment décrites (efficacité selon l'âge d'implantation)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Hayes 2009 (199) �tats-Unis	Suivi longitudinal d'une série de cas issus d'une �cole privée pour enfants sourds proposant un programme dont le mode de communication principal est l'anglais parlé.	n = 65 enfants sourds ayant reçu un implant cochléaire âge moyen à l'implantation: 2,69 ± 0,9 an [1,1 ; 4,8] âge de survenue de la surdité < 3 ans surdité isolée quotient d'intelligence non verbale (<i>Wechsler</i> : 108 [89-140] Parents très investis, niveau d'éducation : 16,4 ± 3,3 ans en moyenne [12-21] 6 enfants ont au moins un parent sourd	Vocabulaire (langue parlée) : <i>Peabody Picture Vocabulary Test (PBVT)</i> Test réalisé en moyenne tous les ans (1 ^{er} test en moyenne à 5,1 ans [2,8 ;9,1 ans]. Score standardisé sur l'âge (score moyen d'enfants entendants de même âge : 100 ± 15).	Test initial moyen à l'entrée à l'�cole : 61,39 (enfants entendants de même âge : 100, p < 0,01) ; l'âge d'implantation n'est pas un facteur prédictif du score de vocabulaire à l'entrée à l'�cole. Augmentation annuelle moyenne : 7,85 points (enfants entendants de même âge : 0, p < 0,01) : les progrès effectués en vocabulaire par les enfants sourds en un an permettent de réduire son retard d'acquisition de vocabulaire comparativement aux enfants entendants ; la courbe de progression est significativement différente selon l'âge d'implantation (p < 0,001), les enfants implantés plus précocement ont une progression plus rapide et rattrapent une partie de leur retard initial de développement du vocabulaire plus vite que les enfants implantés plus tardivement.	Le sexe, le niveau scolaire élevé des parents ou l'intelligence non verbale n'étaient pas associés au niveau de vocabulaire initial ou à la courbe de progrès du langage. Un modèle de régression multivariée prenant en compte le niveau de vocabulaire initial, la courbe linéaire des progrès et la courbe quadratique des progrès montre que les résultats attendus (et non observés) après 3 ans d'implantation pour des enfants ayant un score initial de 55/100 au PPVT se situent entre 65/100 pour les enfants implantés à 4 ans, 80/100 pour les enfants implantés à 2 ans et 90/100 pour les enfants implantés à 1 an. Ces différences s'amenuisent après 6 ans d'implantation.

Tableau 3.12. Implants cochléaires –  tudes cliniques postérieures à décembre 2006 et apportant des éléments nouveaux par rapport aux revues systématiques précédemment décrites (efficacité selon l'âge d'implantation)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Holt 2008 (201) �tats-Unis	Suivi longitudinal d'une série de cas monocentrique	n = 96 enfants présentant une surdité neurosensorielle congénitale bilatérale, sans déficience associée et implantés avant 4 ans Gr 1 : n = 6 implantation entre 6 et 12 mois Gr 2 : n = 32 implantation entre 13 et 24 mois Gr 3 : n = 37 implantation entre 25 et 36 mois Gr 4 : n = 21 implantation entre 37 et 48 mois Suivi jusqu'à 3 ans pour le groupe 1, jusqu'à 8 ans pour les autres groupes	Tests avant implantation, puis environ tous les 6 mois ensuite ; les tests étaient présentés dans une pièce calme, par une orthophoniste, à un niveau approximatif de 70 dB SPL. Analyse multivariée de trajectoire développementale à partir : - d'un test de compréhension oral uniquement (<i>Mr. Potatoe Head</i>) - de l'échelle de développement du langage de Reynell, présenté oralement avec soutien visuel (lecture labiale ou anglais signé). Les réponses données oralement ou sign�es étaient acceptées. Les enfants n'atteignant pas le seuil plancher de l'échelle de Reynell étaient évalués à partir d'un questionnaire parental : <i>MacArthur Communicative Development Inventory</i> (MCDI). Les données de MCDI permettaient d'obtenir un score prédictif du Reynell.	1-Test de compréhension (<i>Mr. Potatoe Head</i>) Pas de différence significative entre les trajectoires de développement de la compréhension orale du groupe 1 (implantés avant 1 an) et du groupe 2 (implantés entre 1 et 2 ans) ; différences significatives entre les trajectoires de développement des groupes 2 versus 3, et 3 versus 4, en faveur des enfants implantés plus précocement (environ 15 points de différence entre les différences moyennes de développement). En moyenne, les courbes de développement de la compréhension orale des enfants implantés restent inférieures à celles des enfants entendants, quel que soit l'âge d'implantation, même si quelques enfants dans chacun des groupes parviennent à la moyenne des enfants entendants. La pente des courbes de développement de la compréhension orale diffère significativement selon le mode de communication (coef* = 0,53, p = 0,001 ; développement plus rapide de la compréhension orale si communication orale <i>versus</i> communication totale) ; le seuil auditif, l'âge à l'implantation et les revenus familiaux n'ont pas d'influence significative sur la compréhension orale de mots. 2- Développement du langage (Reynell ou MacArthurCDI) Pas de différence significative entre les trajectoires de développement du langage du groupe 1 (implantés avant 1 an) et du groupe 2 (implantés entre 1 et 2 ans) ; différences significatives entre groupes 2 versus 3, et 3 versus 4, en faveur des enfants implantés plus précocement. Retard d'acquisition du langage (développement inférieur à - 2 écarts-types de la moyenne d'enfants entendants de même âge) pour une vaste majorité des enfants, quel que soit l'âge d'implantation ; plus grande proportion d'enfants ayant un développement du langage compris entre -2 écarts-type et la moyenne des enfants entendants de même âge pour les enfants implantés précocement. La pente des courbes de développement du langage (expressif et réceptif) diffère significativement selon l'âge à l'implantation (coef* = -0,01, p < 0,001 ; développement plus rapide si âge d'implantation plus précoce), et les revenus familiaux ; le mode de communication et le seuil auditif n'ont pas d'influence	- Pas de différence significative initiale entre les groupes au regard du seuil auditif, du sexe, des revenus familiaux et du mode de communication utilisé (uniquement oral ou communication totale de type anglais signé) ; - 5 % d'enfants ont changé leur mode de communication au cours du suivi, sans que le sens de ce changement ne soit précisé (communication orale vers totale ou le contraire) ; - 15 % des données entrées dans le modèle multivarié ont été extrapolées à partir des résultats au <i>MacArthur inventory</i> ; - les conditions du test diff�rent sensiblement d'une situation quotidienne (pièce calme, 70 dB SPL) - les différences observées selon le mode de communication pourraient être liées au fait que le test est délivré dans le mode de communication habituel de l'enfant ; - faible puissance pour les comparaisons entre les enfants implantés avant 1 an et les enfants implantés entre 1 et 2 ans - une grande variabilité

Tableau 3.12. Implants cochléaires –  tudes cliniques postérieures à décembre 2006 et apportant des éléments nouveaux par rapport aux revues systématiques précédemment décrites (efficacité selon l'âge d'implantation)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
				significative sur le développement du langage. (*coef = coefficient des moindres carrés)	individuelle est constatée sur les courbes présentées.
Myamoto 2008 (198) �tats-Unis	étude transversale rétrospective avec comparaison selon l'âge d'implantation Intervention entre 1994 et 2007	n = 91 Enfants sourds de moins de 3 ans à l'implantation cochléaire ; seuil auditif non précisé ; pas de troubles associés ; langue maternelle : anglais Gr 1 : n=8 implantation avant 12 mois Gr 2 : n=38 implantation entre 12 et 23 mois Gr 3 : n= 45 implantation entre 24 et 36 mois	Compréhension et expression en langue orale après 2-3 ans de suivi (�chelle de Reynell). Score relatif par rapport à la référence moyenne des enfants entendants de même âge.	Score moyen en compréhension Gr 1 : 0,64 Gr 2 : 0,69 Gr 3 : 0,59 Différence non significative Score moyen en expression Gr 1 : 0,70 Gr 2 : 0,68 Gr 3 : 0,56 Différence non significative (score moyen de référence des enfants entendant de même âge = 1)	Perdus de vue non explicités (Gr 1 : n = 2 ; Gr 2 : n = 5 ; Gr 3 : n = 6). Pas d'ajustement sur d'eventuels biais de confusion. Faible puissance.

Tableau 3.12. Implants cochléaires – Études cliniques postérieures à décembre 2006 et apportant des éléments nouveaux par rapport aux revues systématiques précédemment décrites (efficacité selon l'âge d'implantation)

1 ^{er} Auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Sanchez 2006 (197) France	Suivi longitudinal multicentrique de 50 cas consécutifs entre avril 1998 et décembre 1999	Enfants sourds de moins de 7 ans Surdité profonde, sauf un cas de surdité sévère. Surdité congénitale (78 %) ou acquise avant 1 an (16 %), non précisé (6 %). Âge médian au diagnostic : 10-12 mois. Diagnostic après 2 ans : n = 4. Âge à l'implantation : Gr 1 : < 3 ans : n = 32 (âge minimum : 21 mois). Gr 2 : Entre 3 et 4 ans : n = 10. Gr 3 : > 4 ans : n = 8 Niveau d'étude des parents : 42 % CAP-BEP, 19 % bac + 2, 14 % bac, 11 % bac + 5, 10 % sans formation, 5 % sans réponse. Bonne maîtrise du français oral et écrit pour plus de 93 % des parents. Bonne maîtrise de la LSF : 23 % des mères, 5 % des pères. Aucune connaissance de la LSF : 36 % des mères, 43 % des pères.	Perception auditive dans des situations quotidiennes (échelle MAIS) Perception de phonèmes, mots, phrase en liste ouverte et fermée Compréhension (VOCIM et EVIP pour le lexique ; KHOMSI et ECOSSE pour la syntaxe) Épisodes narratifs au cours du « récit de la grenouille » Équilibre affectif (profil socio-affectif)	MAIS : Évolution significative intragroupe au cours du temps. Différence significative intergroupe à 36 mois postimplantation en faveur des enfants implantés après 3 ans Perception de phrase en liste ouverte (% de réponses correctes) : À 60 mois postimplantation : Gr 1 : 80 % Gr 2 : 60 % Gr 3 : 60 % Différence significative (p < 0,001) Compréhension (n = 40 et non 50) : 55 % (54 %) ont un score (respectivement score lexical et score syntaxique) compris entre -2 et + 0,5 écart-type par rapport au score moyen des enfants entendants de même âge ; 45 % (46 %) ont un retard (score inférieur à -2 écart-type) Différence significative à 60 mois post-implant en faveur du groupe implanté avant 3 ans. Épisodes narratifs L'augmentation du nombre de mots produits est très lente entre 12 et 24 mois post-implant, augmente significativement entre 24 et 36 mois et se stabilise après 48 mois post-implant. Pas de différence significative entre les groupes. Équilibre affectif (n = 47) 58 % ont montré un fonctionnement socio-affectif parfaitement normal. 42 % présentent une difficulté du comportement socio-affectif sur un ou plusieurs facteurs ; 13 % ont un score global d'adaptation anormale qui était éventuellement présent avant l'implantation. Un seul enfant ayant un score anormal en post-implant avait un score normal avant implant.	Compréhension : test effectué sur 40 enfants (7 perdus de vue et 3 dont la compréhension est insuffisante pour être testée) Les évaluations psychiques ont été effectuées avant (en rétrospectif) et après implantation pour 11 enfants sur les 50 ; 28 enfants / 50 ont eu un suivi longitudinal du PSA.

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires												
Jessop 2007 (204) Afrique du Sud	<p>Étude transversale descriptive</p> <p>Décrire les caractéristiques et les résultats de l'implantation cochléaire des enfants ≤ 16 ans inclus dans le <i>Pretoria Cochlear Implant Program</i> (PCIP) et de leur famille du point de vue des parents et de leurs soignants</p>	<p>n = 45</p> <p>Parents ou soignants d'enfants ayant un implant cochléaire, inclus dans le PCIP, d'âge ≤ 16 ans</p> <p>71/73 parents contactés par courrier</p> <p>Taux de réponse au questionnaire : 45/71 (63 %)</p> <p>Caractéristiques des enfants : blancs : 91 % ; filles : 49 % ; vivant avec les 2 parents 76 % ; ayant au moins 1 collatéral 73 % ; le plus jeune enfant de la fratrie : 64 % ; 2 langues parlées à la maison (afrikaan et anglais)</p> <p>Étiologie de la surdité : inconnue 38 % ; méningite 9 % ; génétique 9 % ; complication prénatale 7 % ; détresse fœtale 7 % ; héréditaire 7 % ; rubéole congénitale 7 % ; autres 16 %.</p> <p>Surdité acquise : 16 % ; congénitale : 84 %.</p> <p>Progressive : 28 % des enfants.</p> <p>Surdité suspectée par les parents à 12 mois : 62 % ; à 44 mois : 100 %.</p> <p>Surdité diagnostiquée à 6 mois : 4 %.</p> <p>Âge d'implantation : 1 à 10 ans, la majorité avant 5 ans.</p> <p>Côté d'implantation droit : 60 % ; bilatéral : 4 %.</p> <p>Port d'une aide auditive du côté non implanté : 44 %.</p>	<p>Type de scolarisation</p> <p>Utilisation de l'implant cochléaire</p> <p>Niveau de communication</p> <p>Développement de l'audition (<i>Listening Progress Profile of Environmental Sounds Scale</i>)</p> <p>Niveau d'intelligibilité du langage de l'enfant (<i>Speech Intelligibility Rating Scale</i>)</p>	<p>Scolarisation en école ordinaire : 19/45</p> <p>Scolarisation en école spécialisée : 24/45</p> <p>Enfant non scolarisé : 2/45</p> <p>Utilisation de l'implant : durant toute la période d'éveil pour tous les enfants</p> <p>Performance auditive : 93 % des enfants capables de détecter la musique, leur prénom et leur nom, des bruits légers et la voix chuchotée, moins d'enfants capables de différencier ces bruits.</p> <p>Mode de communication : Langue des signes : 11 % Langue des signes et langue parlée : communication totale, 22 % Exclusivement oral : 67 %</p> <p>Intelligibilité du langage (<i>Speech Intelligibility Rating Scale</i>) :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Maternelle</th> <th>Primaire</th> <th>Collège</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>École ordinaire</td> <td>n = 6 SIR 2 à 5</td> <td>n = 10 SIR 5 (7/10) SIR 4 (3/10)</td> <td>n = 3 SIR 5</td> </tr> <tr> <td>École spécialisée</td> <td>n = 11 SIR 5 (1/11) SIR 4 (3/11) SIR 3 (1/11) SIR 2 (3/11) SIR 1 (3/11)</td> <td>n = 9 SIR 5 (3/9) SIR 4 (2/9) SIR 3 (3/9) SIR 1 (1/9)</td> <td>n = 4 SIR 1 (1/4) SIR 4 (2/4) SIR 3 (1/4)</td> </tr> </tbody> </table>		Maternelle	Primaire	Collège	École ordinaire	n = 6 SIR 2 à 5	n = 10 SIR 5 (7/10) SIR 4 (3/10)	n = 3 SIR 5	École spécialisée	n = 11 SIR 5 (1/11) SIR 4 (3/11) SIR 3 (1/11) SIR 2 (3/11) SIR 1 (3/11)	n = 9 SIR 5 (3/9) SIR 4 (2/9) SIR 3 (3/9) SIR 1 (1/9)	n = 4 SIR 1 (1/4) SIR 4 (2/4) SIR 3 (1/4)	<p>Questionnaire postal à choix multiple.</p> <p>Étude pilote pour affiner et ajuster le questionnaire auprès d'une mère d'un enfant trop âgé pour participer.</p> <p>Les implantations cochléaires sont réalisées dans le secteur privé.</p> <p>Population non représentative de la population des enfants d'Afrique du Sud ayant une surdité bilatérale sévère.</p>
	Maternelle	Primaire	Collège														
École ordinaire	n = 6 SIR 2 à 5	n = 10 SIR 5 (7/10) SIR 4 (3/10)	n = 3 SIR 5														
École spécialisée	n = 11 SIR 5 (1/11) SIR 4 (3/11) SIR 3 (1/11) SIR 2 (3/11) SIR 1 (3/11)	n = 9 SIR 5 (3/9) SIR 4 (2/9) SIR 3 (3/9) SIR 1 (1/9)	n = 4 SIR 1 (1/4) SIR 4 (2/4) SIR 3 (1/4)														

Tableau 3.13. Implants cochléaires - Points de vue des parents					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
<p>Watson 2008 (207) Royaume-Uni</p>	<p>�tude transversale quantitative et qualitative</p> <p>Fournir des informations sur le mode de communication utilisé par et avec leurs enfants, avant l'implantation cochléaire et au moment de l'étude</p> <p>Le mode de communication a-t-il changé depuis l'implantation ? Dans l'affirmative, quelles sont, selon les parents, les raisons de ce changement ?</p>	<p>n = 142</p> <p>�ge moyen à l'implantation : 54 mois</p> <p>2/142 enfants n'utilisent pas leur implant</p>	<p>Mode de communication formalisé en utilisant une échelle de Lickert en 5 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entièrement par langue parlée ; - principalement par langue parlée ; - autant par langue parlée que par langue des signes ; - principalement par langue des signes ; - entièrement par langue des signes. <p>Raisons du changement explorées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - par 10 propositions sur lesquelles les parents donnent leur opinion (sur autant qu'ils veulent) avec une échelle de Lickert en 5 points (tout à fait d'accord ; plutôt d'accord ; indifférent ; plutôt pas d'accord ; pas du tout d'accord) ; - par commentaires libres. 	<p>Mode de communication après l'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 113/142 basé principalement ou entièrement sur la langue parlée ; - 6/142 basé principalement ou entièrement sur la langue des signes - 20/142 pas de modification entre avant et après implantation ; - 3 enfants ayant été implantés très jeunes ne communiquaient pas avant l'implantation (ni par langue parlée, ni par signes). <p>119 familles ont indiqué un changement. Parmi elles, 4 n'ont pas précisé les raisons ; 14 n'ont pas coté chacune des 10 propositions.</p> <p>Les raisons du changement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Je veux utiliser le moyen le plus efficace pour communiquer avec mon enfant » : 84 % tout à fait d'accord et 9 % plutôt d'accord ; - « Je veux utiliser la langue qui sera le plus vraisemblablement utile à mon enfant dans l'avenir » : 71 % tout à fait d'accord et 20 % plutôt d'accord ; - « Mon enfant préfère utiliser la langue parlée » : 46 % tout à fait d'accord et 24 % plutôt d'accord ; <p>50 % des familles veulent que leur enfant connaissent la langue des signes parce qu'ils font partie de la communauté des sourds (indifférents 26 %) ; et</p> <p>50 % des parents veulent utiliser le mode de communication avec lequel ils ont eux-mêmes le plus d'expérience.</p> <p>50 % ne sont pas d'accord sur le fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la langue des signes paraît être une gêne à l'apprentissage de la langue parlée (indifférents 20 %) ; - la langue parlée paraît être une gêne à l'apprentissage de la langue des signes (indifférents 24 %). <p>Commentaires libres des parents (au total 99) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● concernant l'utilisation de la langue des signes - importance particulièrement au début de l'apprentissage de la langue parlée (qu'il s'agisse du <i>British Sign Language</i> ou des signes associés à la langue parlée) ; - par la suite, intérêt de la langue des signes pour aider la communication quand l'utilisation de la langue parlée est difficile, par exemple, à la piscine, pour apprendre du vocabulaire nouveau, ou pour clarifier des propos. ● Intérêt de continuer à communiquer par les signes (30/99 commentaires). <p>Intérêt pour les enfants d'être à la fois <i>fluent</i> pour la langue parlée et la langue des signes, et cela au moment de l'étude et dans l'avenir (souhait des parents ou opinion de l'enfant lui-même) ;</p> <p>L'utilisation de la communication totale (ie : langue parlée accompagnée de signes) (12/33) facilite l'apprentissage de la langue parlée.</p>	<p>Questionnaire envoyé aux familles de tous les enfants du <i>Nottingham Cochlear Implant Programme</i> implantés au moins 5 ans avant (n = 288)</p> <p>Taux de réponse au questionnaire : 142/288 (49 %)</p> <p>Comparaison des répondants et des non-répondants : pas de différence concernant l'âge moyen d'implantation, la perception mesurée par le <i>Categories of Auditory Performance Test</i>, le sexe des enfants.</p> <p>Nature de la langue des signes non précisée (<i>British Sign Language</i>, ou communication totale ou simultanée).</p>

Tableau 3.13. Implants cochléaires - Points de vue des parents					
1 ^{er} auteur , année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
<p>Watson 2008 (207) Royaume Uni</p>	<p>�tude transversale quantitative et qualitative</p> <p>Fournir des informations sur le mode de communication utilisé par et avec leurs enfants, avant l'implantation cochléaire et au moment de l'étude</p> <p>Le mode de communication a-t-il changé depuis l'implantation ? Dans l'affirmative, quelles sont selon les parents les raisons de ce changement ?</p>	<p>n = 142</p> <p>�ge moyen à l'implantation : 54 mois</p> <p>2/142 enfants n'utilisent pas leur implant</p>	<p>Mode de communication formalisé en utilisant une échelle de Lickert en 5 points :</p> <ul style="list-style-type: none"> - entièrement par langue parlée ; - principalement par langue parlée ; - autant par langue parlée que par langue des signes ; - principalement par langue des signes ; - entièrement par langue des signes. <p>Raisons du changement explorées</p> <ul style="list-style-type: none"> - par 10 propositions sur lesquelles les parents donnent leur opinion (sur autant qu'ils veulent) avec une échelle de Lickert en 5 points (tout à fait d'accord ; plutôt d'accord ; indifférent ; plutôt pas d'accord ; pas du tout d'accord) - par commentaires libres 	<p>Mode de communication après l'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 113/142 basé principalement ou entièrement sur la langue parlée ; - 6/142 basé principalement ou entièrement sur la langue des signes - 20/142 pas de modification entre avant et après implantation ; - 3 enfants ayant été implantés très jeunes ne communiquaient pas avant l'implantation (ni par langue parlée, ni par signes) <p>Pour les 119 familles ayant indiqué un changement. Parmi elles, 4 n'ont pas précisé les raisons ; 14 n'ont pas coté chacune des 10 propositions.</p> <p>Les raisons du changement sont que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Je veux utiliser le moyen le plus efficace pour communiquer avec mon enfant » 84 % tout à fait d'accord et 9 % plutôt d'accord ; - « Je veux utiliser la langue qui sera le plus vraisemblablement utile à mon enfant dans l'avenir » 71 % tout à fait d'accord et 20 % plutôt d'accord ; - « Mon enfant préfère utiliser la langue parlée » 46 % tout à fait d'accord et 24 % plutôt d'accord ; 50 % des familles veulent que leur enfant connaissent la langue des signes parce qu'ils font partie de la communauté des sourds (indifférents 26 %) ; et 50 % des parents veulent utiliser le mode de communication avec lequel ils ont eux-mêmes le plus d'expérience. 50 % ne sont pas d'accord avec le fait que : <ul style="list-style-type: none"> - la langue des signes paraît être une gêne à l'apprentissage de la langue parlée (indifférent 20 %) ; - la langue parlée paraît être une gêne à l'apprentissage de la langue des signes (indifférent 24 %). <p>Commentaires libres des parents (au total 99)</p> <ul style="list-style-type: none"> ● concernant l'utilisation de la langue des signes <ul style="list-style-type: none"> - importance particulièrement au début de l'apprentissage de la langue parlée (qu'il s'agisse du <i>British Sign Language</i> ou des signes associés à la langue parlée) ; - par la suite, intérêt de langue des signes pour aider la communication quand l'utilisation de la langue parlée est difficile, par exemple, à la piscine, ou pour apprendre du vocabulaire nouveau, ou pour clarifier des propos. ● Intérêt de continuer à communiquer par les signes (30/99 commentaires) <p>intérêt pour les enfants d'être à la fois <i>fluent</i> pour la langue parlée et la langue des signes, et ceci au moment de l'étude et dans l'avenir (souhait des parents ou opinion de l'enfant lui-même) ;</p> <p>Utilisation de la communication totale (ie : langue parlée accompagnée de signes) (12/33) facilite l'apprentissage de la langue parlée</p>	<p>Questionnaire envoyé aux familles de tous les enfants du <i>Nottingham Cochlear Implant Programme</i> implantés au moins 5 ans avant (n = 288)</p> <p>Taux de réponse au questionnaire : 142/288 (49 %)</p> <p>Comparaison des répondants et des non répondants : pas de différence concernant l'âge moyen d'implantation, la perception mesurée par le <i>Categories of Auditory Performance test</i>, le sexe des enfants</p> <p>Nature de la langue des signes non précisée (<i>British Sign Language</i>, ou communication totale ou simultanée)</p>

Tableau 3.13. Implants cochléaires - Points de vue des parents						
1 ^{er} auteur , année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats		Commentaires
Nikolopoulos 2001 (206) Royaume- Uni	étude longitudinale prospective Analyser le point de vue des parents sur l'implantation cochléaire avant et dans les 3 années suivant l'implantation, et déterminer si les résultats de l'opération sont à la hauteur de leurs attentes	n = 43 Parents d'enfants ayant eu une implantation cochléaire Filles : 46,5 % âge à l'implantation : 2,5 à 11 ans (moyenne : 5,3 ans)	Distribution des réponses des parents pour chaque domaine	Proportion de parents ayant des attentes dans le domaine de la communication et le développement du langage parlé (81 % et 86 %) Moins de parents ont des attentes pour l'écoute de la parole sans lecture labiale (35 %). Proportion de parents voyant une amélioration de la communication à 1 an : 88 % et à 3 ans : 98 % Proportion de parents voyant une amélioration de l'écoute de la parole sans lecture labiale à 1 an : 74 % et à 3 ans : 88 % Proportion de parents voyant une amélioration dans le développement du langage parlé à 1 an : 81 % et à 3 ans : 86 %. Conclusion : les attentes pré-implantatoires des parents ont été atteintes ou dépassées dans les 3 domaines étudiés à chaque étape du suivi. Le développement du langage reste le principal domaine d'inquiétude des parents 1 et 3 ans après l'implantation.	�tude réalisée dans un centre d'implantation pédiatrique de niveau 3. Questionnaire spécifique réalisé pour les besoins de l'étude. Rempli par les parents avant l'implantation, et à 1, 2, et 3 ans après l'implantation. Aucun perdu de vue. Attente des parents dans 3 domaines : - communication avec les autres ; - écoute de la parole sans lecture labiale ; - développement de la parole et du langage. Invités à s'exprimer sur les inquiétudes qu'ils pourraient avoir au sujet des progrès de leur enfant. �chelle de Lickert en 5 points (oui certainement ; plutôt oui ; plutôt non ; non certainement pas ; ne peut pas répondre). Cette étude montre que l'implantation cochléaire égale ou dépasse les attentes des parents dans 3 domaines : la communication, l'écoute de la parole et le développement de la parole et du langage.	

Tableau 3.13. Implants cochléaires - Points de vue des parents

1 ^{er} auteur , année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
<p>Stallings 2000 (209) �tats-Unis</p>	<p>�valuer la relation entre les connaissances lexicales (connaissance du vocabulaire) des parents et le développement du langage chez les enfants ayant eu une implantation cochléaire.</p>	<p>Critères d'inclusion (n = 47 enfants) : Enfants ayant une surdité prélinguale (< 3 ans) ; Utilisant l'implant cochléaire depuis plus de 2 ans ; Ayant eu le <i>Peabody Picture Vocabulary test – third edition (PPVT-III)</i> et/ou le <i>Reynell Developmental Language Scales (RDLS)</i> ; 32 parents ont participé à l'étude.</p> <ul style="list-style-type: none"> enfants Âge moyen au début de la surdité : 6 mois (extrêmes : 0-2,5 ans) Âge moyen d'implantation : 3,4 ans (extrêmes : 1,5-5 ans) Durée moyenne de la surdité : 2,1 ans (extrêmes : 0,6-5 ans) Âge chronologique moyen : 5,5 ans (extrêmes : 3,5-8 ans) parents âge au moment de l'étude : 21 à 49 ans niveau scolaire : - <i>high school</i> (coll�ge) : 11 - <i>college</i> (lycée) : 21 dont 16 diplômés (<i>vocational</i> : 4 ; <i>bachelor</i> : 8 ; <i>master</i> : 4) 	<ul style="list-style-type: none"> enfants : - reconnaissance des mots parlés (capacités de perception de la parole) : <i>Mr. Potato Head � Task</i> (n =23 enfants) - vocabulaire . compréhension : <i>Peabody Picture Vocabulary test – third edition</i> (n =32 enfants) . expression : <i>Woodcock-Johnson Psycho-Educational Battery</i> (n =22 enfants) - langage : <i>Reynell Developmental Language Scales</i> (n =28 enfants) . �chelle de compréhension verbale . �chelle d'expression verbale Tous les tests sont réalisés dans le mode de communication préféré de l'enfant à l'exception de la reconnaissance des mots parlés pour laquelle les instructions sont en langue des signes pour les enfants qui utilisent la communication totale. parents envoi par courrier à tous les parents d'une liste de 150 mots (50 peu familiers, 50 familiers, 50 très familiers) cotation de la familiarité de chaque mot sur une échelle de 1 (jamais vu avant) � 7 (mot familier et signification certaine) ; calcul d'un quotient moyen de familiarité pour les 150 mots et pour chacune des 3 catégories 	<ul style="list-style-type: none"> enfants : score de langage ajusté sur l'âge (quotient du score au test considéré/âge chronologique) pour le : - <i>Peabody Picture Vocabulary test – third edition</i> - <i>Woodcock-Johnson Psycho-Educational Battery</i> - <i>Reynell Developmental Language Scales</i> : . Mode de communication préféré : - communication orale : 16 enfants - communication totale : 16 enfants Les quotients moyens de langage obtenus avec les tests ont été similaires pour les 2 modes de communication sauf pour le <i>Peabody Picture Vocabulary test – third edition</i> : communication totale > communication orale ($p < 0,03$) . Capacité de perception de la parole : Fortement corrélée aux quotients de langage des enfants obtenus avec le <i>RDLS</i> compréhension ($p < 0,05$) et expression ($p < 0,01$) ; et fortement corrélée aux scores de familiarité des parents pour les mots peu familiers et pour l'ensemble des mots ($p < 0,05$) parents Les parents des enfants utilisant la communication orale ont obtenu des résultats non significativement différents des parents d'enfants utilisant la communication totale. Relation entre le score de familiarité des parents et les quotients de langage des enfants obtenus avec les différents tests. Un score élevé des parents pour les mots peu familiers est fortement corrélé à de meilleurs quotients de langage des enfants avec le <i>PPVT-III</i> ($p < 0,05$) et le <i>RDLS</i> expression ($p < 0,05$) et compréhension ($p < 0,01$). Un score élevé des parents pour l'ensemble des mots est corrélé à un meilleur quotient de langage des enfants pour le <i>RDLS</i> compréhension ($p < 0,05$). Relation entre le score de familiarité des parents (pour les mots peu familiers) et les quotients de langage des enfants ajustée sur le mode de communication. Les quotients de langage des enfants utilisant la communication totale sont significativement plus élevés que ceux des enfants utilisant la communication orale sur le <i>PPVT-III</i> (différence : 19 % ; $p < 0,01$). Relation entre le score de familiarité des parents (pour les mots peu familiers) et le quotient de langage des enfants sur le <i>PPVT-III</i> ajustée sur le mode de communication et les capacités de perception de l'enfant. Permet de retrouver les mêmes résultats que précédemment : Le quotient de langage des enfants sur le <i>PPVT-III</i> augmente de 11 % chaque fois que le score de familiarité des parents augmente de 1 point et cela pour une communication orale ou totale. Le quotient de langage des enfants sur le <i>RDLS</i> compréhension augmente de 8 % chaque fois que le score de familiarité des parents augmente de 1 point. 	<p>Hypothèse testée : un niveau élevé de connaissance lexicale des parents est corrélé à un niveau élevé de connaissance lexicale et de langage chez l'enfant (après contrôle des facteurs associés aux capacités de langage de l'enfant comme par exemple le mode de communication et les capacités de perception de la parole).</p> <p>Les enfants et leurs parents ont été recrutés à partir d'une étude de suivi longitudinal de l'<i>Indiana University School of Medicine</i> sur les bénéfices des implants cochléaires chez l'enfant. Les enfants sont testés tous les 6 mois pendant 3 ans puis tous les ans ensuite.</p> <p>Les parents ont été rémunérés pour participer.</p> <p>En conclusion, cette étude a montré une relation significative entre les connaissances en vocabulaire des parents et la compréhension du vocabulaire des enfants ainsi que leur compréhension et leur expression du langage. Cette relation persiste après ajustement sur le mode de communication et les capacités de perception de la parole des enfants.</p>

Tableau 3.14. Efficacité des implants cochléaires : point de vue des enfants					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Preisler 2005 (212) Suède	Enquête qualitative Faire décrire aux enfants leur expérience du port d'implant cochléaire Interview des 11 enfants les plus âgés d'une étude psychosociale longitudinale de suivi sur 20 enfants sourds implantés, leur famille et leurs enseignants.	Groupe de 11 enfants âgés de 8,5 à 10,5 ans Implantés entre 5 et 7,5 ans 5/11 scolarisés dans une �cole ordinaire 6/11 scolarisés dans une �cole pour sourds 5 garçons et 6 filles 7/11 sourds avant l'acquisition du langage et 4/11 sourds après.	Les questions posées aux enfants concernent : - le souvenir de l'intervention d'implantation et ses suites ; - la capacité auditive avec l'implant ; - la perception du langage et sa production ; - l'utilisation de la langue des signes ; - leurs relations avec les autres	10/11 enfants utilisent l'implant quotidiennement. Les enfants apprécient de pouvoir entendre les bruits de leur environnement (avions, cloches, chant des oiseaux, sonnerie du téléphone). En famille , communication basée au début de l'étude sur la langue des signes. Deux ans après l'implantation, la langue parlée devient progressivement la base de la communication, la langue des signes n'étant plus utilisée qu'occasionnellement pour tous les enfants. En classe , la langue des signes est utilisée dans les écoles pour sourds, et les enfants n'ont pas de mal à comprendre ce qui se dit. Dans les écoles ordinaires, les enfants ont des difficultés à percevoir de que dit l'enseignant quand tous les enfants sont présents dans la classe. La raison invoquée est que l'enseignant parle trop vite ou peu distinctement. Dans les classes qui comportent 18 à 30 enfants, plusieurs enfants ont des difficultés à entendre les autres enfants de la classe quand ceux-ci répondent à l'enseignant ou s'adressent à toute la classe. D'après les enfants, la difficulté est liée au fait que les autres ne parlent pas assez fort ou peu distinctement. Pendant les pauses, les enfants ont du mal à entendre ce que disent les autres enfants parce qu'il y a trop de bruits et de cris dans la cour. Utilisation de la langue des signes : - les enfants scolarisés dans les écoles pour sourds communiquent avec la langue des signes avec leurs enseignants et les autres enfants pendant l'�cole ; à la maison, ils utilisent aussi la langue parlée avec leurs proches. - les enfants dans les écoles ordinaires utilisent la langue parlée à l'�cole et à la maison. D'après les parents, ils utilisent la langue des signes quand le sujet de conversation devient abstrait, compliqué ou important.	Interviews film�s réalisés en langue des signes pour les enfants scolarisés en �cole pour sourds par les membres de l'équipe de recherche ou par le psychologue scolaire et dans la langue du pays avec le support des signes pour les enfants scolarisés en �cole ordinaire. Interviews semi-structurés de 15 à 30 minutes Transcription des films par des observateurs non impliqués dans l'étude. Validation des réponses des enfants auprès des parents et des enseignants.

Tableau 3.15. Efficacité des implants cochléaires : point de vue des adolescents					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Wheeler 2007 (211) Royaume-Uni	Étude qualitative Évaluer l'impact d'un implant cochléaire du point de vue des adolescents sourds Échantillon issu de deux programmes d'implantation cochléaire au Royaume-Uni (nucleus cochlear implant)	Groupe de 29 adolescents âgés de 13 à 16 ans Âge de l'implantation : <5 ans : n = 13 5-11 ans : n = 12 11-14 ans : n = 4 15 garçons, 14 filles Étiologie : Méningite : 7/29 Autre : 3/29 Inconnue : 19/29 Début de la surdité Congénitale : 22/29 Acquise : 7/29 52 % des adolescents de l'étude scolarisés en école spécialisée versus 28 % pour l'ensemble des 13-16 ans du programme	Domaines explorés : compréhension et satisfaction de l'implant cochléaire ; vie sociale et mode de communication choisi ; leur identité	Thèmes qui ont émergé des données : - utilisation de l'implant : 27/29 portent leur processeur durant toute la journée, chaque jour. Le rapport avantages de l'implantation/inconvénients est de 9:1. Inconvénients : utilisation difficile dans des ambiances très bruyantes ou très calmes ; dans les situations impliquant plusieurs personnes ; dans les situations où les gens ne comprennent pas ou ne prêtent pas attention aux besoins de l'adolescent implanté ; certains ados peuvent ne pas réaliser ce qu'ils n'ont pas compris sur le moment ; d'autres éprouvent de l'anxiété par rapport au fait que l'implant pourrait ne plus fonctionner temporairement (10/29) voire qu'une réimplantation serait nécessaire (3/29). Compréhension de la technologie : complète (10 %), basique (66 %), nulle (24 %) - décision d'implantation : prise par les parents (62 %) ; par les ados (10 %) ; les autres étaient impliqués mais n'ont pas pris la décision eux-mêmes ; - communication : mode préféré : langue parlée (69 %) ; parlée supportée par les signes (31 %). Le plus important pour ces ados est de communiquer. Le mode de communication dépend de la situation ; - identité : 21 % se décrivent comme entendants ; les autres se décrivent comme « sourds » ou « sourds et entendants » (sans lien avec le mode de communication utilisé) ; - éducation : 66 % estiment que leur implant cochléaire les aide à comprendre les leçons. Les ados scolarisés en école ordinaire dépendent d'un assistant enseignant ou d'un preneur de notes pour les aider à comprendre.	Taux de réponses positives pour participer à l'étude : 33/128 (26 %) Nombre d'interviews réalisés : 29/33 Aucune exclusion. Questionnaires semi-structurés. Validité du questionnaire testée sur 3 adolescents d'un autre programme (clarification des questions). Interviews réalisés à l'école ou au domicile de l'adolescent par un enseignant pour sourds sans lien avec les programmes et inconnu des adolescents, dans la langue préférée par l'adolescent (parlée ou signée) Interviews filmés et transcrits <i>in extenso</i> par l'investigateur. Analyse des données avec le logiciel QSR Nvivo.

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Descourtieux 2003 (221) France	Série de cas rétrospective Décrire la population suivie en 16 ans par un SAFEP-SSEFIS dont le projet résident dans l'acquisition du français oral et écrit, visant une scolarisation en milieu ordinaire avec soutien de codeur LPC.	n = 128 enfants sourds de 0 à 20 ans seuil auditif > 90 dB HL : n = 107 seuil auditif entre 71 et 90 dB HL : n = 18 seuil auditif entre 41 et 70 dB HL : n = 3 âge moyen à l'entrée : 5 ans avant 1992 ; 2 ans 9 mois en 2003 60 % des enfants sont implantés à partir des années 1996/97 Enfants présents en 2002 : n = 55, 17 en maternelle, 21 en primaire, 12 en secondaire ; âge moyen non précisé dont 54 avec un seuil auditif > 90 dB HL dont 16 avec audioprothèses conventionnelles et 39 avec implants dont 20 implantés avant 3 ans ; les enfants entre 13 et 16 ans en 2002 ne sont pas implantés.	Pour tous les enfants suivis : Type d'établissement vers lequel est orienté l'enfant à la sortie du SAFEP/SSEFIS Pour les enfants présents en 2002 : - évaluation psychométrique ((K. ABC/WISC III) - perception de mots - perception de phrases - test de vocabulaire (VOCIM, étalonné pour entendants entre 3 et 9 ans et EVIP pour les plus âgés) - test d'intelligibilité (�chelle de Nottingham)	73 enfants sortis du SAFEP-SSEFIS : - orientation en milieu spécialisé : 48 % - orientation en milieu totalement banalisé : 34 % - fin de scolarité secondaire : 18 % (13 bacheliers, dont 8 poursuivent des études supérieures). Pour les enfants présents en 2002 QI non verbal > 90 pour 85 % des enfants Perception de mots (données issues de graphiques) - entre 3 et 4 ans : environ 50 % par la voie auditive avec ou sans lecture labiale ; 60 % en lecture labiale silencieuse + LPC (voie visuelle uniquement) ; - entre 5 et 8 ans : environ 65 % par la voie auditive seule ou 85 % avec lecture labiale ; 95 % en lecture labiale silencieuse + LPC (voie visuelle uniquement) ; - entre 9 et 12 ans : environ 80 % par la voie auditive seule ou 85 % avec lecture labiale ; 90 % en lecture labiale silencieuse + LPC (voie visuelle uniquement) ; - entre 13 et 16 ans : environ 40 % par la voie auditive seule ou 80 % avec lecture labiale ; 95 % en lecture labiale silencieuse + LPC (voie visuelle uniquement). La perception de phrases par la voie auditive seule est d'environ 25 % chez les 6-8 ans et de 50 % chez les 9-12 ans (groupes d'enfants majoritairement implantés) mais n'est que de 30 % chez les 13-16 ans non implantés ; une augmentation de 5 à 15 points selon les groupes d'âge est obtenue avec la voie visuelle seule (lecture labiale + LPC).	L'orientation vers le milieu spécialisé est liée à un : - trouble spécifique du langage (dysphasie associée) : n = 7 ; - niveau de langue très décalé par rapport aux entendants : n = 10 ; - trouble du comportement associé : n = 8, - problème d'apprentissage scolaire : n = 8 - choix parental : n = 2 Pour les enfants présents en 2002, leur nombre varie d'un test à l'autre ; ces différences peuvent être liées à l'âge pour lequel le test est étalonné, aux performances de l'enfant ou à d'éventuels perdus de vue. Se reporter à l'article pour connaître les résultats test par test. Les données relatives à l'intelligibilité sont peu exploitables (données graphiques, absence de légende).
Charlier 2000	étude contrôlée non randomisée (expérience)	n = 122 enfants de 4 à 16 ans, dont 100 enfants sourds appareillés	Capacité à repérer les paires d'images dont les mots	Capacité à repérer les paires d'images dont les mots parlés riment (proportion de	Les auteurs ne précisent pas comment ont été

Tableau 3.16.  tudes ayant évalué la langue parlée complétée

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
(217) Belgique	1) Objectiver les représentations phonologiques des enfants selon le mode de communication utilisé	d'appareils acoustiques bilatéraux, ayant tous un seuil d'audition > 65 dB (seuil moyen > 94 dB quel que soit le groupe). G1 : n = 21 utilisant la LPC à la maison et à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : 28 mois ; âge moyen des enfants : 10 ans et 1 mois [min : 4 ans et 3 mois ; max : 15 ans et 10 mois]) G2 : n = 18 utilisant la LPC uniquement à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : 56 mois ; âge moyen des enfants : 12 ans 7 mois [min : 7 ans et 4 mois ; max : 16 ans et 8 mois]) G3 : n = 29 utilisant uniquement la langue orale (�ge moyen de début de l'intervention ; âge moyen des enfants : 13 ans et 3 mois [min : 9 ans et 6 mois ; max : 7 ans et 8 mois]) G4 : n = 12 utilisant la langue des signes à la maison et à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : naissance ; âge moyen des enfants : 10 ans et 4 mois [min : 6 ans et 2 mois ; max : 13 ans et 3 mois]) G5 : n = 20 utilisant la langue des signes uniquement à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention ; âge moyen des enfants : 10 ans et 4 mois [min : 6 ans ; max : 12 ans et 7 mois]) G6 : n = 22 enfants entendants (�ge moyen des enfants : [min : 5 ans et 3 mois ; max : 12 ans])	parlés riment ou non dans quatre situations différentes : S1 : images de mots qui riment, avec orthographe similaire (ex. chaise ; fraise) S2 : images de mots qui riment avec orthographe différente (ex. tasse ; glace) S3 : images de mots qui ne riment pas, avec même lecture labiale (ex. lit ; nez) S4 : images de mots qui ne riment pas avec lecture labiale différente (ex. robe ; balle)	réponse correcte, respectivement dans chacune des 4 situations S1 � S4) : G1 : 97 % ; 95 % ; 94 % ; 100 % G2 : 86 % ; 74 % ; 68 % ; 95 % G3 : 92 % ; 72 % ; 74 % ; 84 % G4 : 89 % ; 58 % ; 75 % ; 97 % G5 : 83 % ; 67 % ; 59 % ; 92 % G6 : 96 % ; 97 % ; 98 % ; 99 % Différence significative intergroupe (ANOVA, p < 0,0001), avec une différence significative en faveur de G1 comparative-ment à chacun des autres groupes d'enfants sourds. Pas de différence significative entre G1 et G6 (enfants entendants) Différence intragroupe (situations) et interactions (mode de communication et situations) significatives	recrutés les enfants, ni sur quel critères les enfants entendants ont été ou non appariés. 14 enfants initialement inclus n'ont pas été évalués car ne comprenant pas la consigne du test (G1 : n = 5 ; G2 : 5 ; G3 : 1 ; G4 et G5 : 0 ; G6 : 3 ; les enfants exclus de G1 et G6 ont tous moins de 6 ans). Ceci constitue un biais dont il faut tenir compte avant de généraliser les résultats L'intelligibilité de la langue parlée a été évaluée avant l'épreuve de rimes par les enseignants de l'enfant sous la forme d'une échelle de 1 à 6 (1 = très pauvre ; 6 = parfait). Moyenne [min ; max]. Pas de test statistique disponible G1 : 3,9 [2 ; 6] G2 : 3,4 [1 ; 6] G3 : 4,0 [2 ; 6] G4 : 2,9 [2 ; 5] G5 : 3,0 [2 ; 6]
Leybaert 2000 (220)	�tude cas-témoin apparié sur un même niveau d'orthographe	n = 86 enfants francophones de 6 à 14 ans ayant tous un même niveau d'orthographe, dont 56 enfants	Niveau de lecture silencieuse (� partir de 36 phrases à compléter avec une proposition	Taux moyen de réponses correctes au test de lecture silencieuse (score sur 36 points)	Le mode de recrutement des enfants sourds et celui du groupe d'enfants

Tableau 3.16.  tudes ayant évalué la langue parlée complétée

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Belgique		<p>sourds, ayant tous un seuil auditif > 90 dB</p> <p>surdité survenue avant 18 mois pas de trouble associé</p> <p>G1 : n = 28 utilisant la LPC à la maison et à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : 18 mois ; âge moyen des enfants : 8 ans et 10 mois [min : 6 ans et 8 mois ; max : 12 ans et 2 mois])</p> <p>G2 : n = 28 utilisant la LPC essentiellement à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : 3 ans et 2 mois ; âge moyen des enfants : 11 ans et 1 mois [min : 8 ans ; max : 14 ans et 4 mois])</p> <p>G3 : n = 30 enfants entendants (�ge moyen des enfants : 8 ans et 9 mois [min : 6 ans et 8 mois ; max : 10 ans et 8 mois])</p>	<p>de 5 mots).</p> <p>Capacité à orthographier correctement un mot non prononcé à l'oral mais proposé sous forme d'image ou de définition écrite et sous forme de signes tirés de la LSF</p>	<p>Taux moyen de réponses correctes au test d'orthographe selon la fréquence d'utilisation des mots dans la langue française</p> <p>Mots fréquents : pas de différence intergroupe, ce qui est attendu puisque les groupes sont appariés sur le niveau d'orthographe</p> <p>Mots peu fréquents :</p> <p>G1 : 76,4 % G2 : 63,7 % G3 : 71,1 %</p> <p>Différence intergroupe significative (p < 0,0001)</p> <p>Interaction groupe x fréquence significative (p < 0,0001) (différence moyenne entre le taux de réponse correcte mots fréquents – taux de réponse correcte mots peu fréquents) :</p> <p>G1 : 5,8 % G2 : 19,2 % G3 : 11,8 %</p>	<p>entendants appariés sur le niveau d'orthographe n'est pas précisé.</p> <p>Des biais de confusion sont possibles car la langue principale utilisée à la maison n'est pas précisée (langue orale française, étrangère ou langue des signes ?). 100 % de parents entendants dans G1 pour seulement 79 % dans G2 ; sans précision pour G3.</p>
Charlier 2000 (217) Belgique	étude contrôlée non randomisée (expérience 2 indépendante de l'expérience 1)	<p>n = 80 enfants de 7 à 21 ans, dont 40 enfants sourds, ayant tous un seuil d'audition > 65 dB</p> <p>G1 : n = 20 enfants utilisant la LPC à la maison et à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : 39 mois ; âge moyen des enfants : 11 ans et 4 mois [min : 7 ans et 1 mois ; max : 18 ans et 2 mois])</p> <p>G2 : n = 20 enfants entendants, appariés sur le niveau de lecture des enfants de G1 (�ge moyen des enfants : 10 ans et 6 mois [min : 7 ans et 9 mois ; max : 11 ans et</p>	<p>Capacité à écrire 2 mots français qui riment dans deux situations :</p> <p>S1 : mot présenté sous forme, avec ou sans ambiguïté sur la prononciation possible du mot parlé</p> <p>S2 : mot présenté sous forme d'image et sous forme écrite simultanément, avec ou sans ambiguïté sur la prononciation possible du mot parlé</p>	<p>Capacité à écrire 2 mots français qui riment (proportion de réponses correctes, respectivement pour S1 et S2, concernant les mots avec ambiguïtés puis [min ; max]) :</p> <p>G1 : 80 % / 76 % [60 % ; 97 %] G2 : 93 % / 89 % [70 % ; 100 %]</p> <p>Différence intergroupe significative, entre les enfants entendants et les enfants sourds.</p> <p>G3 : 53 % / 48 % [25 % ; 95 %] G4 : 92 % / 87 % [70 % ; 100 %]</p> <p>Différence intergroupe significative, entre les enfants entendants et les enfants sourds.</p>	<p>Les réponses incomplètes ou faisant état d'une incompréhension de la consignes (ex. �crire le nom de l'image) ont été considérées comme des données manquantes. Cela constitue un biais qui surestime les résultats positifs.</p> <p>Le groupe d'enfants entendants a été apparié selon le niveau de lecture, dans chacun des groupe G1 et G2</p>

Tableau 3.16. �tudes ayant évalué la langue parlée complétée					
1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		<p>10 mois])</p> <p>G3 : n = 20 utilisant la LPC uniquement à l'�cole (�ge moyen de début de l'intervention : 85 mois ; âge moyen des enfants : 16 ans et 11 mois [min : 9 ans et 11 mois ; max : 21 ans et 3 mois])</p> <p>G4 : n = 20 enfants entendants, appariés sur le niveau de lecture des enfants de G3 (�ge moyen des enfants : 10 ans et 4 mois [min : 9 ans et 9 mois ; max : 11 ans et 3 mois])</p>		<p>Après ajustement sur le niveau de lecture par analyse de covariance (ANCOVA), différence significative entre G1 et G3, en faveur des enfants utilisant la LPC à domicile et à l'�cole comparativement à ceux l'utilisant uniquement à l'�cole.</p>	<p>indépendamment. On constate que des différences d'âge majeures sont observées entre les groupes d'enfants sourds et entendants, en particulier pour les enfants n'utilisant la LPC qu'à l'�cole.</p> <p>L'intelligilit� de la langue parlée a été évaluée avant l'épreuve de rimes par les enseignants de l'enfant sous la forme d'une échelle de 1 à 6 (1 = très pauvre ; 6 = parfait). Moyenne [min ; max]. G1 : 4,1 [1 ; 6] G2 : 3,5 [1 ; 6] Pas de test statistique disponible.</p>

Tableau 3.17.  tudes ayant évalué l'éducation auditivo-verbale

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Friedmann 2005 (224) Israël	étude cas-témoin Comparer la compréhension et la production orales de phrases simples ou avec subordonnées relatives entre enfants sourds ayant bénéficié d'une éducation orale depuis l'�cole maternelle et entendants dans 5 situations différentes (expérience 1 à 5).	n = 30 enfants scolarisés en �cole primaire ordinaire (expériences 1 et 2) G1 : n = 20 enfants sourds (surdité moyenne à profonde diagnostiquée avant 2 ans pour 19 d'entre eux), âge moyen : 8 ans et 9 mois [min : 7 ans et 8 mois ; 9 ans et 9 mois] G2 : n = 10 enfants entendants ayant un développement normal du langage, âge moyen : 6 ans et 2 mois [min : 5 ans et 11 mois ; 6 ans et 5 mois]	Expérience 1 Taux d'association correcte entre une phrase dite oralement par l'expérimentateur et le dessin illustrant le contenu de la phrase, à partir d'une épreuve standardisée contenant 60 phrases différentes.	Phrase sujet-verbe-complément (la femme dessine la fille) : G1 : 96 % (données graphiques) G2 : 98 % Différence non significative entre G1 et G2 Phrase sujet + relative-verbe-complément (c'est la femme qui dessine la fille) : G1 : 96 % (données graphiques) G2 : 94 % Différence non significative entre G1 et G2 Phrase complément + relative - sujet-verbe (c'est la fille que la femme dessine) : G1 : 68 % (données chiffrées) G2 : 86 % Différence significative entre G1 et G2 (t(28) = 2,6 ; p = 0,007)	La sélection des cas n'est pas explicitée. Sélection des témoins : même �cole, même niveau socioculturel que les enfants sourds ; acquisition récente des phrases avec subordonnées relatives. Différence d'âge importante entre les deux groupes. La publication présente 5 expérimentations différentes. Voir article pour les résultats concernant les autres expérimentations (production de phrases relatives, inversion de l'ordre des mots dans la phrase)
Diller 2001 (225) Allemagne	Suivi longitudinal prospectif (1996 à 1998) Comparer les capacités d'écoute et de langage d'enfants sourds ayant suivi un programme auditivo-verbal précoce et celles d'enfants entendants	n = 103 enfants sourds critères d'inclusion : seuil auditif > 90 dB ayant reçu des audioprothèses ou un implant cochléaire avant l'âge de 2 ans, ayant reçu exclusivement une éducation de type éducation auditivo-verbale naturelle critères d'exclusion : trouble associé âge moyen [min ; max] - au diagnostic: 6,6 mois [0 ; 18] - au début de la mise en place	Développement du langage et de la parole (� partir de certains items des scores de développement normés utilisés en Allemagne (<i>Vademecum für Entwicklung des S�ublings und des Kleinkindes</i> et <i>M�ncher Funktionelle Entwicklungsdiagnostik</i>) Port quotidien des aides auditives Réglage des audioprothèses	Développement du langage et de la parole Proportion d'enfants qui atteignent le 10 ^e percentile des scores normés en population générale (considéré comme un développement normal d'enfants entendants) : t ₀ : non précisé t ₁ (t ₀ + 1 an) : 37,5 % t ₂ (t ₀ + 2 ans) : 48,4 % (63 % : si implant cochléaire ; 35 % si audioprothèse)	186 enfants présentent les critères d'inclusion (soit 8,1 % des enfants sourds suivis dans des programmes allemands d'éducation pour les sourds). 103 enfants sont inclus (54,4 %) sans précision sur les raisons de non-inclusion dans l'analyse des résultats (48 structures sur 71 ont participé au projet) => biais possible Faible taux de perdus de vue (7 % à 1 an ; 12 % à 2 ans) Outils de mesure non explicites => interprétation difficile Le programme « auditivo-verbal naturel » est

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		d'aide auditive : 8,7 mois [0 ; 20] - au début de l'éducation auditivo-verbale : 9,5 mois [0 ; 20] - au début de l'étude (t ₀) : 15,2 mois [0 ; 23] - à la fin de l'étude (t ₂ = t ₀ + 2 ans) : 50,6 mois [35 ;58]	Respect des principes du programme auditivo-verbale	Port quotidien des aides auditives : 56,4 % des enfants utilisent leur aide auditive quotidiennement, tout au long de la journée ; 68 % l'acceptent bien. Réglage des audioprothèses : 40,5 % des audioprothèses sont réglées de manière optimale pour l'enfant ; non testé pour les implants cochléaires. Respect strict des principes du programme auditivo-verbale : 58 % des professionnels 46 % des parents	décrit par ses principes : - suivi précoce de l'enfant - optimisation régulière des aides auditives - suivi de l'acceptation et utilisation de l'aide auditive - soutien familial et professionnel pour l'écoute et la parole (parler spontané, sans hyperarticulation, avec volume et variations normales ; activités spécifiques où la parole est explicitée par tout support visuel ; sollicitation du dialogue au cours du jeu ; pas d'utilisation de la langue des signes ou de la langue signée).

Tableau 3.18 études ayant évalué les interventions bilingues (effets sur la langue écrite)					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Niederberger 2005 (227) Suisse	Série de cas	n = 39 enfants sourds provenant de 3 écoles publiques suisses spécialisées (seuil auditif non précisé) �ge : 8 à 17 ans (�ge moyen non précisé) exposés à la LSF avant 5 ans, la plupart du temps dès le diagnostic de surdité (�ge moyen de diagnostic non précisé) 31 des familles utilisent régulièrement cette langue à la maison (1 enfant de parent sourd, 7 enfants ayant un frère ou une s�ur sourd) et tous sont initiés à la langue orale. 32 portent des audioprothèses, 7 un implant cochléaire.	Capacités en LSF (test TELSF, adaptation du test m�ricain TASL : narration et morphosyntaxe) Production écrite en français (narration et morphosyntaxe)	Corrélation observée significative entre les capacités discursives en LSF et : Le français écrit discursif (narration) : r = 0,641, p < 0,001 Le français écrit morphosyntaxique (grammaire) : r = 0,558, p < 0,001 Pas de corrélation significative entre les capacités morphosyntaxiques en LSF et le français écrit (narration ou grammaire). Parmi les 13 enfants ayant les scores les plus élevés en français écrit, 7 ont des scores élevés en compréhension orale et en LSF, 4 ont des scores élevés en compréhension orale et 2 ont des scores élevés en LSF.	Les tests proposés sont peu décrits et les résultats ne sont pas détaillés, seules les corrélations sont notées, ne permettant pas l'interprétation clinique des résultats. Les scores « �lev�s » correspondent aux scores obtenus par le premier tiers de la classe => aucune comparaison avec les scores attendus pour l'âge ne peut être inférée.

Tableau 4.1 Echelles d'évaluation de la communication chez l'enfant				
1^{er} auteur, année, référence	Nom de l'outil	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Guidetti 1993 (248)	�chelle du développement communicatif social précoce (ECSP)	(1) Attention conjointe (partage d'attention avec l'autre) (2) Régulation du comportement (modifier le comportement d'autrui) (3) Interaction sociale (attirer l'attention sur soi)	0 à 30 mois	étalonnages sur une population d'enfants tout-venant ; repose sur des études de validation dans un contexte français. Passation : individuelle. Temps : supérieur à 40 minutes.
Wetherby 2002 (409)	�chelles de communication sociale précoce (ECSP)	(1) Attention conjointe (2) Régulation du comportement (3) Interaction sociale	0 à 3 ans	Pas de normes
Rossetti 1990 (410)	�chelle d'évaluation du langage chez l'enfant de 0 à 3 ans Rossetti Infant Toddler Language Scale	(1) Pragmatique (2) Interaction et attachement (3) Gestes (4) jeu symbolique (5) Compréhension du langage (6) Production du langage	0 à 3 ans	Pas de normes
Virole (411)	�chelle d'évaluation de la communication gestuelle chez l'enfant sourd	Pas de gestes Pas de geste de pointage Gestes de désignation Gestes de pointage Gestes imitatifs Gestes figuratifs Expressions faciales, pantomimes	0 à 3 ans	Pas de normes
Nader-Grosbois 2006 (412)	�chelle communicative pour les praticiens (ECP)	(1) Attention conjointe (2) Régulation du comportement (3) Interaction sociale	3 à 30 mois	Pas de normes

Tableau 4.2. Outils francophones de dépistage destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans.

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Kern 2007 (258)	Inventaire Français du Développement et de la Communication (IFDC) Outil de dépistage	Développement du langage (compréhension et production) et gestuel	8-30 mois	n = 1211 étalonnage en nombre de mots compris et produits (moyenne et écart-type) Les estimations moyennes indiquent qu'un enfant produit 10 mots � 12 mois, 50 mots � 18 mois, plus de 300 mots � 24 mois et 500 mots � 30 mois.
Le Normand 2008 (261)	Jeu de la Maison Fisher-Price (MFP 2-4) Outil de dépistage	Production Longueur Moyenne des énoncés (indice de maturité syntaxique) Nombre de mots totaux Nombre de mots différents (indice de richesse du vocabulaire) Nombre de verbes et nombre de mots grammaticaux (indice de la maturité grammaticale)	2-4 ans Contrôle du facteur âge (intervalle de 3 mois) sexe et niveau socio-culturel de la famille	n = 316 étalonnage en moyenne et écart type
Bassano 2005 (413)	Outil pour l'évaluation du Développement du Langage de Production en Français (DLPF)	�valuation parentale des acquisitions lexicales, syntaxiques et pragmatiques Questionnaire standardisé d'évaluation du développement du langage de production par les parents (vocabulaire, grammaire et communication) Durée	Population 24 et 30 mois	échantillonnage n = 60

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Coquet 2009 (267)	EVALO-2-6 Outil de diagnostic	32 épreuves dans 12 domaines (attention, fonction visuo-spatiale et graphique, gnosies, autres habilités cognitives, jeu et communication, lexique, mémoire, métalinguistique, morphosyntaxe, phonologie, pragmatique, praxies)	2-6 ans	étalonnée sur une population totale de 880 enfants (dont 135 faisant l'objet d'une prise en charge orthophonique), Evalo offre un traitement des données automatisé, établi informatiquement par le biais d'une connexion à Internet.
L�g� 1976 (414)	Test de Vocabulaire en Images (VOCIM)	Le VOCIM est constitué de deux formes parallèles A et B, ce qui permet un deuxième examen pour évaluer les effets d'un apprentissage ou d'une r�ducation. On présente à l'enfant plusieurs dessins et on lui demande de montrer celui qui illustre le mieux le mot qui lui est dit. Chaque forme comporte 103 mots (noms, verbes et adjectifs) dont la validité génétique a été contrôlée. Chaque mot est illustré par une planche de 4 dessins.	3-9 ans Cette adaptation des tests classiques de vocabulaire est destinée aux enfants qui, du fait d'un handicap, ne peuvent pas donner de réponses verbales et pour lesquels on veut avoir une mesure de l'intelligence globale. Bien que très sensibles aux influences culturelles, les épreuves de vocabulaire ont une valeur indiscutable en tant que mesure globale de l'intelligence.	�talonnage en nombre de mots compris et produits (moyenne et écart-type).
Chevrie-Muller 1997 (265)	Batterie d'évaluation psycholinguistique B (BEPL-B) Enregistrement avec magnétophone (ou vidéo) indispensable La BEPL-B, instrument compl�tement original, est fondée sur la pratique et l'analyse d'une session de jeu libre en interaction avec l'examinateur. Le jeu du « Bain des poupées » répond à plusieurs impératifs de l'examen du langage du jeune enfant :	1. utiliser une situation plus naturelle et plus attrayante que la situation liée à la passation des épreuves formalisées, 2. maintenir la rigueur nécessaire à une évaluation correcte (matériel standardisé, indications précises à l'examinateur qui doit guider de façon souple l'enfant au cours de la session), 3. obtenir des productions spontanées à partir desquelles les caractéristiques sémantiques et morpho-syntaxiques du langage peuvent être analysées, 4. �valuer l'aspect pragmatique du langage et le mode de communication que l'enfant établit avec l'adulte.	2 ans et 9 mois à 4 ans et 3 mois Les informations obtenues grâce aux données recueillies au cours du jeu sur les feuilles de notation et grâce à l'analyse de l'enregistrement des productions de l'enfant sont de deux types	Les unes sont d'ordre quantitatif et sont confrontées aux moyennes et écarts-types pour la classe d'âge. Les autres sont de type qualitatif et permettent de vérifier si les réalisations lexicales et morpho-syntaxiques de l'enfant correspondent à celles obtenues le plus souvent dans la population témoin ; on obtient ainsi un inventaire des productions, avec une référence à la population témoin.

1^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Helloin 2006 (274)	Batterie informatisée pour l'EXAmen du LANGage oral (A) (EXALANG 3-6)	<p>Lexique et Morpho-syntaxe (expression et réception), phonologie et gnosies auditivo-phonétiques</p> <p>LEXIQUE versant expression (mot) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dénomination - Topologie - Couleurs - Dénomination rapide des couleurs <p>versant réception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Quantificateurs et nombres - Topologie - Désignation d'images - Désignation des parties du corps <p>MORPHOSYNTAXE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - versant expression : Complément de phrases - Production de phrases - Répétition de phrases versant réception : - Compréhension de récit - Aptitudes morpho-syntaxiques - Phonologie : - Répétition de logatomes <ul style="list-style-type: none"> - Rimes vocaliques - Gnosies auditivo-phonétiques - Mémoire : - Empan de chiffres - Empan de mots <p>Durée</p>	Population 2 ans et 8 mois à 5 ans et 10 mois	<p>�chantillonnage n = 500</p> <p>�talonnage Moyenne et écarts-type</p>

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
<p>Chevrie-Muller 1997 (265)</p>	<p>Batterie d'évaluation psycho-linguistique (A) (BEPL –A) La BEPL-A comporte 19 sous-tests (dans la forme complète) qui permettent l'exploration d'aptitudes psycholinguistiques ainsi que celle de capacités cognitives et visuo-spatiales. Le langage est exploré au niveau de son versant réceptif (gnosies auditivo-phonétiques, lexique, morpho-syntaxe) et de son versant expressif (articulation, phonologie, morpho-syntaxe). Des aptitudes dont le développement est lié à celui du langage sont également envisagées : praxies bucco-faciales, mémoire immédiate, aptitudes à la symbolisation et à la catégorisation. Les épreuves « non verbales » permettent d'élargir le bilan neuropsychologique à l'analyse des aptitudes graphomotrices et à des épreuves de spatialisation (orientation dans l'espace). Une utilisation restreinte de la batterie est toujours possible puisque chaque sous-test est évalué séparément. Une forme courte de la batterie correspondant aux nécessités des examens de dépistage de retard d'acquisition du langage, dans des populations importantes, a été définie ; cette forme courte comporte six sous-tests explorant la compréhension et l'expression, et un sous-test facultatif de compréhension de la syntaxe. □ édition : ECPA □ Date : 1997</p>	<p>Praxies, articulation, phonologie, gnosies auditivo-phonétiques et mémoire Uniquement les subtests : - Praxies bucco-faciales PRA1-PRA2 - Articulation ART1 ART2 - Phonologie-dénomination PHO1-PHO2 (dénomination d'images) - Phonologie-répétition POR 4 (répétition de mots) - Gnosies auditivo-phonétiques GNO2-GNO3 (discrimination perceptive des contrastes Phonologiques sur base de désignation d'images) Rétention chiffres RCH1- RCH2 Rétention phrases RPH1-RPH4</p>	<p>Enfant 2 ans et 9 mois à 4 ans et 3 mois 3 ans 3 ans et 6 mois 4 ans</p>	<p>�chantillonnage n = 288 étalonnage Moyenne et écarts-type</p>

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Chevrie-M�ller 2001 (264)	Nouvelles épreuves pour l'évaluation du Langage oral (A) (N-EEL)	Phonologie (réalisation articulatoire et capacités à répéter des mots), conscience phonologique, lexique (actif et passif), expression morphosyntaxique (capacité à former les flexions verbales et mémoire) - Phonologie et Articulation (dénomination, sur base d'images, et répétition de mots unisyllabiques simples - liste A - et complexes- liste B, de mots polysyllabiques - liste C) - Phonologie et Mémoire (répétition de mots peu fréquents) - Conscience phonologique (�preuves de rimes, d'identification du phonème initial, d'élision du phonème initial, d'inversion de phonèmes, d'ajout d'un phonème initial, d'élision du phonème final) - Expression morpho-syntaxique (phrases à compléter) - Expression-Vocabulaire (dénomination de mots concrets, couleurs, formes et parties du corps avec ou sans ébauche orale) - Compréhension-Lexique (désignation de mots concrets, couleurs, formes et parties du corps) - Répétition de chiffres - Répétition de phrases	Population 3 ans et 7 mois à 8 ans et 7 mois	échantillonnage n = 541 Moyenne et écart-type

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
<p>Khomsi 2001 (277)</p>	<p>�valuation du Langage Oral (ELO) Cette batterie de 6 épreuves doit être considérée comme un complément aux épreuves ECS-II et III et LMC-R. Elle est destinée à décrire et à évaluer de façon fine, distincte mais complémentaire, diverses composantes de la compétence orale : Vocabulaire, Phonologie, Compréhension et Production Linguistique, aussi bien en réception qu'en production. Une analyse clinique fine de ces composantes devrait permettre d'établir des profils individuels et d'identifier celles de ces composantes sur lesquelles il y a lieu d'intervenir, directement ou indirectement. Les deux premières épreuves permettent d'explorer le vocabulaire : le lexique en réception (LexR) et le lexique en production (LexP). Une troisième épreuve explore la phonologie : la répétition de mots (RepM). Une quatrième épreuve, scindée en deux, permet d'explorer la compréhension : un sous-ensemble C1 est destiné aux enfants les plus jeunes (PSM et MSM) et un ensemble C2 pour les enfants plus âgés (� partir de la GSM). Enfin, la production linguistique est évaluée par deux sous-tests : une épreuve de répétition d'énoncés (RepE) et une épreuve de production d'énoncés (ProdE). Des profils, construits à partir des notes globales, permettent d'identifier les caractéristiques particulières du fonctionnement de chaque enfant, notamment le caractère dysharmonique ou non des diverses composantes explorées. Ils sont complétés par des profils spécifiques à chaque épreuve, construits à partir de diverses sous-notes calculées qui permettent d'affiner l'analyse des cas. La plupart des épreuves sont organisées de telle sorte qu'un critère d'arrêt permet de ne pas utiliser l'ensemble des items. Dans ce cas, les items non utilisés peuvent l'être en cours ou en fin de prise en charge.</p>	<p>Phonologie, lexique (expression et compréhension), morphosyntaxe (expression et compréhension) et mémoire de phrases. Tous les subtests : - Lexique en réception LexR (désignation d'images) - Lexique en Production LexP (dénomination sur images) - noms QQC & verbes QQF - Répétition de mots RepM - Compréhension C1&C2 (désignation parmi 4 images) - Production d'énoncés ProdE (productions semi-induites sur base d'images) Répétition d'énoncés RepE Durée 45 à 60 min.</p>	<p>Population 1^{re} maternelle à 5^e primaire (PSM � CM2) ou 3 ans à 11 ans</p>	<p>�chantillonnage n = 900</p>

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Thibault 2002 (415)	Batterie informatisée pour l'EXAmen du LANGage oral et écrit (EXALANG 5-8)	<p>Phonologie, accès au lexique (sémantique et phonologique), lexique expressif, compréhension lexico-syntaxique, compétences métaphonologiques (manipulations phonologiques et conscience syllabique) et mémoire.</p> <p>Uniquement les subtests :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dénomination <ul style="list-style-type: none"> Compréhension syntaxique Fluence sémantique Fluence phonémique - Jugement de grammaticalité et correction de phrases Similarité-dissemblance - Jugement de rimes - Inversion phonémique - Segmentation et fusion syllabique - Comptage syllabique - Répétition de logatomes - Empan de chiffres - Empan de mots monosyllabiques 	Population 3 ^e maternelle, 1 ^e & 2 ^e primaire fin d'année scolaire (GSM, CP, CE1)	�chantillonnage n = 300
Lecoq 1996 (278)	�preuve de COmpréhension Syntaxico-SEmantique (ÉCOSSE) - modalit� orale (C)	<p>Cette épreuve, inspirée du TROG (Test for Reception of Grammar) de Bishop (1983), a subi certaines modifications et additions en vue de l'adaptation au français. Destinée à tester la compréhension d'énoncés oraux et écrits de complexité syntaxique croissante, chez les enfants de fin de maternelle et du primaire, elle peut être utilisée également pour évaluer la compréhension.</p> <p>Tout le test :</p> <ul style="list-style-type: none"> - désignation de l'image (parmi 4) correspondant à la phrase entendue (structures syntaxiques dont la complexité augmente) <p>Durée 25 à 30 min.</p>	Population 4 à 12 ans	n > 2000 (oral) n = 500 (�crit) �talonn�e à partir du CE1 et expérimentée sur une population de 125 déficients mentaux. �talonnage en moyennes et écarts-type.

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
de Agostini 1998 (276)	�valuation du Langage Oral de L'enfant Aphasique (C) (ELOLA) Dénomination	Lexique expressif et compréhension morpho-syntaxique Uniquement les subtests : - Dénomination (36 substantifs et 5 verbes) - Compréhension syntaxique - Token test	4 à 12 ans	échantillonnage n = 200
Ecalle 2007 (416)	Test d'Habilités Phonologiques (C) (ThaPHo-C)	�piphonologie et m�taphonologie Tous les subtests : - Catégorisation de mots (syllabe commune, phonème commun) Suppression (syllabe, phonème, CV, CCV) - Extraction (syllabe, phonème) Durée 15 à 20 min.	5 à 8 ans Population GS, CP, CE1 (3 ^e maternelle, 1 ^{re} primaire, 2 ^e primaire)	�chantillonnage n = 1.185 étalonnage Moyenne et écarts-type / déciles / profil du sujet
Boehm 1989 (417)	Test des concepts de base Boehm révisé (Boehm-R)	Cinquante items vérifiant la connaissance du lexique relatif aux concepts de temps, d'espace et de quantité.	5 à 7 ans	étalonnage sur 1.053 enfants en grande section maternelle (GSM), 1.416 enfants en cours préparatoire (CP), 1.381 enfants en cours élémentaire première année (CE1) Fin d'année : 921 enfants en GSM, 1.087 enfants en CP, 961 enfants en CE1.
Dubus (418)	Outil d'évaluation des compétences langagières (ECLA)	Compétences langagières dans trois domaines distincts : communication, compréhension orale et expression verbale	2 ans et 3 mois à 6 ans et 3 mois	étalonnage sur une population de 539 enfants dans 26 écoles du département du nord de la France.

Tableau 4.3 Outils francophones de diagnostic destinés au repérage d'un retard probable de parole et de langage oral chez l'enfant  g  entre 8 mois et 6 ans

1 ^{er} auteur, année, référence	Nom de l'épreuve	Domaines à explorer	âge d'application	Validité
Khomsi 1987 (279)	�valuation des stratégies de compréhension en situation orale (O 52)	Passation : Utilisation : l'épreuve d'évaluation des Stratégies de Compréhension en situation orale permet au praticien de déceler chez les enfants les troubles de la compréhension du langage et de décrire des profils qui tiennent compte des stratégies utilisées. Ainsi, le but de cette épreuve est d'explorer les stratégies de compréhension utilisées par des enfants jeunes en situation orale. Elle ne concerne pas les stratégies de compréhension de l'énoncé mises en jeu dans le cadre de la lecture : il s'agit donc d'explorer, pour l'essentiel, l'utilisation des stratégies lexicales et morpho-syntaxiques, même si quelques énoncés permettent d'explorer des stratégies plus complexes : narratives et méta-discursives en particulier. Elle comporte 52 énoncés. L'enfant doit désigner, parmi 4 images, celle qui correspond à l'énoncé étant de complexité variable. La première présentation fournit un résultat de « compréhension immédiate », la deuxième, tenant compte des corrections apportées après chaque désignation annoncée, permet d'obtenir un résultat de « compréhension globale ». Cette approche permet de définir des profils déficitaires (ou non) en fonction de l'âge. Pour aider le praticien à analyser les profils, le manuel présente 6 études de cas choisis pour leur intérêt pédagogique.	3 à 7 ans	521 enfants, répartis en tranche de 6 mois entre 3 et 7 ans.
Deltour 1980 (419)	Test de Vocabulaire Actif et Passif (TVAP 3-5)	30 planches avec, sur chacune d'elles, 6 représentations de mots.	3 à 5 ans	245 enfants (125 garçons et 120 filles âgés de 3 à 5 ans)
Deltour 1980 (419)	Test de Vocabulaire Actif et Passif (TVAP 5-8)	Le TVAP explore explore la connaissance de 30 mots concrets ou d'actions suivant deux modalités : définition et désignation. Son but est d'apprécier la connaissance active et passive de ce que l'on appelle le vocabulaire de base de la langue. Dans ce sens, il réalise une évaluation conjointe de ce que l'enfant est capable de définir verbalement – et généralement d'utiliser –, et de ce qu'il comprend et peut identifier sans toujours pouvoir l'exprimer.	5 à 8 ans	300 enfants (161 garçons et 139 filles âgés de 5 à 9 ans)

Tableau 4.4. Principaux instruments d'évaluation de la langue des signes				
1^{er} auteur, année, référence	Nom du test	Domaines explorés	âge d'application	Validation
Anderson 2002 (260)	ASL-CDI adapté (version anglaise du CDI) �valuer l'émergence du lexique et de la grammaire	Production du lexique	8-36 mois, 69 enfants sourds études transversales	Corrélation test-retest .91 validité bonne validité externe étalonnage crit�rion-référence
Maller 1999 (420)	ASL-PA évaluation globale, facile à utiliser, analyse psychométrique robuste, les items sont fondés sur la langue des signes américaine.	- énoncés de un à deux signes - Pointage - Références - Verbes de mouvement - Aspect & nombre, - Accord de verbes - Assemblage Noms+Verbes	6-12 ans n = 80 enfants sourds	Coefficient de fiabilité (81) Bonne fiabilité intercodeur Profil en ASL Analyse par item
Supalla 2009 (421)	Batterie en langue des signes américaine Objectif de recherche avec des applications cliniques	Tests spécifiques linguistiques de la langue des signes américaine avec une composante morphologique & syntaxique ; 12 épreuves, versant compréhension et production	3-75 ans, 100 personnes sourdes signant	Pas d'étalonnage
Ferhrmann 1995 (422,423)	�valuation des compétences fondamentales en langue des signes allemande (ATG)	9 épreuves qui mesurent (1) la production spontanée des signes, (2) le lexique passif, (3) la désignation sur le plan morphologique et syntaxique, (4) & (5) la dénomination et la narration, (6) la compréhension de textes, (7) & (8) l'imitation d'énoncés en langue des signes et (9) la reproduction de textes.	100 personnes sourdes et 5 entendants	Pas d'étalonnage
Hermann 1999 (424)	�valuation de la langue des signes anglaise britannique Aspects développementaux	(1) checklist du vocabulaire, (2) compréhension de la langue des signes anglaises : morphologie & syntaxe, (3) description d'images, (4) production narrative Versant Compréhension et Production	3-13 ans, 135 étudiants sourds	<u>I. �preuves réceptives</u> : (1) fiabilité test-retest (2) coefficient : de .90, (3) normes de référence (4) fiabilité interjuge <u>II. �preuves d'expression</u> : (1) fiabilité test-retest (2) fiabilité interjuge, (3) �preuve de rappel d'une histoire : analyse par items discrimine les populations obtenant de bons scores des populations obtenant de mauvais scores (4) pas d'effet d'âge pour la production narrative
Mounty 1993 (425) 1994 (426)	Checklist évaluant le développement de la langue des signes	(1) langage dans son aspect global, (2) et par composantes linguistiques e.g. phonologie, syntaxe etc., (3) emploi créatif du langage	Enfants d'âge préscolaire	Pas d'étalonnage

Tableau 4.5. Outils d'évaluation de la langue écrite de l'enfant entendant			
1^{er} auteur, année, référence	Nom du test	Domaines explorés	âge d'application étalonnage et validation
Chevrie-Muller 1997 (303)	Langage oral, langage écrit, mémoire, attention (L2MA) La batterie L2MA est destinée au bilan des aptitudes et des déficits d'enfants consultant à l'âge scolaire, pour des difficultés d'apprentissage, susceptibles d'entraîner une détérioration des mécanismes linguistiques	La batterie s'organise autour de quatre axes : Langage oral, Langage �crit, Mémoire, Attention. L'éventail d'épreuves proposé, le souci de ne pas se limiter à des aspects purement quantitatifs (tels que le langage écrit, les stratégies de lecture et la compréhension de la lecture) et enfin la possibilité de comparer au niveau du profil les performances orales et écrites, font de la batterie un instrument qui doit permettre de déterminer les modalités de prise en charge pédagogique et orthophonique les mieux adaptées.	8 à 11 ans étalonnage
George 2006 (427)	Batterie d'évaluation de la Lecture et de l'Orthographe (B) (BELO)	Compétences métaphonologiques Uniquement le subtest : - Conscience phonologique (découplage phonologique, jugement de rimes, inversion syllabique, identification du phonème initial, découpage phonémique, création de rimes, suppression phonémique, inversion phonémique)	Population 1 ^{re} et 2 ^e primaire (1 ^{re} primaire : �talonnage 1 ^{er} , 2e, 3e trimestre) (CP, CE1) �chantillonnage : CP : n = 100 (1 ^{er} trim.), 69 (2 ^e trim.), 100 (3 ^e trim.) CE1 : n= 102
Mousty 1994 (285)	Batterie d'évaluation du Langage �crit (C) (BELEC)	Compétences métaphonologiques Uniquement les subtests : - Inversion syllabique et phonémique, soustraction syllabique et phonémique - Acronymes auditifs - Empan de pseudo-mots	Population 2 ^e et 4 ^e primaire échantillonnage n = 217 (90 garçons/127 filles)
Lobrot 1998 (428)	ORthographe et LECTure (ORLEC)	Compétences en lecture et orthographe Cette batterie offre l'intérêt d'être centrée sur tous les aspects de la lecture et de l'orthographe et cela d'une manière analytique. Chaque test permet de mesurer un aspect particulier de ces activités. Chacune des deux mesures se subdivise en 4 sous-tests. En orthographe, dépassant la classification traditionnelle, qui distinguait les fautes d'usage et les fautes d'accord, et déplaçant le point de vue, non plus centré sur les fautes mais sur la normalité, il est possible de distinguer trois catégories d'orthographe. L'orthographe phonétique (subtest O1) ou orthographe des mots écrits (traduction de phonèmes phoniques en phonèmes graphiques). L'orthographe lexicale (subtests O2 et O3) telle qu'on la trouve dans le lexique français. Enfin, la dernière ou orthographe syntagmatique (subtest O4) est l'orthographe qui convient si on considère le contexte du mot, le sens qu'il prend et donne à la phrase.	Enfant 6 à 14 ans Passation : individuelle ou collective

Tableau 4.5. Outils d'évaluation de la langue écrite de l'enfant entendant			
1^{er} auteur, année, référence	Nom du test	Domaines exploré	âge d'application étalonnage et validation
		En lecture, l'idée était de sortir de la tendance des chercheurs français à ne voir que l'aspect oral de la lecture, sans aucunement considérer la lecture silencieuse, et à faire comme si la lecture était un d�chiffage de syllabes sans signification, alors qu'elle est la découverte d'un sens et d'un contenu. La batterie fait donc la place la plus large aux épreuves de lecture silencieuse et à la mesure de la compréhension. Ainsi, les subtests L2 (lecture de mots isolés), L3 (lecture de phrases) et L4 (lecture de textes) sont des épreuves de lecture silencieuse comportant un niveau de difficulté croissant, et L1, qui est une épreuve de lecture orale, comporte néanmoins un questionnaire de compréhension. Ce qui est mesuré en définitive, ce ne sont ni la correction matérielle de la lecture, ni le pouvoir de d�chiffage, mais l'efficience. Il s'agit de l'information intégrée en un laps de temps donné, ou encore de la capacité à comprendre des mots et des phrases écrites en un minimum de temps.	
Khomsis 1990 (429)	�preuve d'évaluation de la compétence en lecture (version collective) (ECPA)	<p>L'�preuve E-20 est composée de 20 planches de 4 images et de 20 « �nonc�s » correspondant à des phrases simples ou complexes ou à des suites de phrases ayant une cohérence narrative. 6 énoncés à contenu morpho-syntaxique ou propositionnel (1,2,3,6,9 et 12) : l'identification des relations intra-propositionnelles suffit à choisir l'image correcte. 7 énoncés à contenu méta-discursif (5,8,11,13,15,18 et 20) : c'est l'identification du cadre discursif qui permet de choisir l'image correcte. 7 énoncés (ou micro-récits) � contenu narratif (4,7,10,14,16,17 et 19) : le traitement de la successivité temporelle et causale des « action »" représentées dans les énoncés permet d'aboutir à une image qui en est l'état final et qui correspond à la désignation correcte.</p> <p>L'analyse de l'épreuve E-20 doit être faite en distinguant un niveau global de compréhension en situation de lecture (la note N correspond au total des désignations correctes et peut être calculée en additionnant Ig et If) de 4 autres indices qui permettent d'affiner le profil des enfants à risque et de mieux l'interpréter : une note Ig, désignations correctes pour les 12 énoncés à contenu imageable ; une note DA, nombre de désignations aberrantes ; une note If, désignations correctes pour les 8 énoncés impliquant l'utilisation de stratégies inférentielles) ; et une note temps (temps total de passation), indice de la performance des sujets.</p>	Enfants GS maternelle à la 4 ^e Les notes sont ensuite reportées sur des graphiques et les profils analysés. Pour les classes, il faut calculer les moyennes de chaque note, ainsi que l'écart-type. On peut ensuite reporter, sous la forme de points, les moyennes et les valeurs correspondant aux moyennes diminuées de 1 écart-type et aux moyennes augmentées de 1 écart-type.
Khomsis 1999 (302)	�preuve d'évaluation de la compétence en lecture : lecture de mots et compréhension	Cet ensemble de deux épreuves est destiné à évaluer, distinctement, deux composantes différentes de la compétence en lecture : l'identification des mots et la compréhension.	Enfant CP à la 6 ^e

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Cemka-Eval 2008 (310) France	Enquête quantitative dans le cadre du programme expérimental de dépistage néonatal de la surdité en maternité Connaître la satisfaction des parents auxquels un dépistage de la surdité a été proposé en maternité	Groupe 1 (G1) : questionnaire remis en maternité quand test de dépistage négatif n = 172 réponses Groupe 2 (G2) : questionnaire remis en CDOS quand test réalisé en maternité nécessite une confirmation diagnostique n = 75 réponses	Opinion concernant : - la présentation du test en maternité - la réalisation du test et l'annonce des résultats - le dépistage	Taux de participation à l'enquête : - 66 % si test négatif en maternité - 75 % si confirmation nécessaire en CDOS* S'estiment suffisamment informé sur le test : G1 : 77 % ; G2 : 67 % Remise du livret : G1 : 77 % ; G2 : 57 % Possibilité de poser les questions préoccupantes : G1 : 72 % ; G2 : 73 % Demande d'accord avant le test : Oui : 65 % G1 ; 52 % : G2 Non, mais présent pendant le test alors que souhaité : G1 : 60 % ; G2 : 55 % Rassuré ou plutôt rassuré après les résultats du test : G1 : 94 % ; G2 : 64 % Inquiété : G1 : 1 % ; G2 : 30 % (niveau d'anxiété G2 au moment de la visite en CDOS : EVA** médiane 3/10)	Enquête réalisée dans 2 maternités (1 publique, 1 privée) de chacun des 6 sites d'expérimentation du programme de dépistage néonatal de la surdité (soit 12 maternités sur 33 participant à l'expérimentation) et dans les 10 CDOS expérimentateurs. Programme débuté en 2005 jusqu'au 30 juin 2007 150.212 naissances ont eu un 1 ^{er} test de dépistage 259 refus soit 1,7 pour mille 1.701 consultations en CDOS ; délai médian [min-max] entre dépistage et consultation : 21 jours [0-432] pour les enfants non transférés à la naissance, et 40 jours [0-409] pour les enfants transférés 191 surdité bilatérale diagnostiquée : 1,26 pour mille
Lo 2007 (311) France	Enquête quantitative par questionnaire et qualitative par entretien pour un échantillon Connaître la satisfaction des parents dont le dossier de leur enfant est passé en CDES** en 2004-2005 => non spécifique de la surdité	n = 2600 dont n = 63 (enquête qualitative)	Taux de satisfaction des parents sur les modes de prise en charge médicale, sociale et éducative préconisés par les CDES Orientation effective par rapport aux orientations préconisées Satisfaction expliquée par des modèles logistiques	4 % des enfants sont suivis en établissements médico-sociaux pour enfants présentant un handicap sensoriel 88 % de leurs parents se déclarent satisfaits de la prise en charge en établissement médico-social 81 % des parents sont satisfaits de la prise en charge médicale (toutes déficiences confondues) 7 % des orientations préconisées n'ont pu aboutir	Les caractéristiques individuelles et familiales ont une influence sur l'appréciation des prises en charge scolaires, en hôpital et en établissement médico-social. Le taux de satisfaction élevé ne tient pas compte des difficultés qu'ont pu rencontrer les parents pour trouver l'établissement proposant la prise en charge. Les principales raisons d'insatisfaction sont le manque d'information ou de communication et une décision CDES en désaccord avec le souhait des parents.

* CDOS : centre de diagnostic et d'organisation de la prise en charge de la surdité ** EVA : échelle visuelle analogique *** CDES : commission départementale d'éducation spécialisée

Tableau 5.2 Besoins d'information - Enquêtes auprès de familles d'enfants sourds dans le cadre de programme de dépistage, réalisées à l'étranger

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Arnold 2006 (316) �tats-Unis	Enquête qualitative réalisée à partir d'interviews individuels (n = 23) et de focus groupes	n = 164 participants (parents d'enfants entendants, parents d'enfants sourds, professionnels de la petite enfance, professionnels spécialisés dans le suivi d'enfants sourds)	Connaissance du dépistage Communication délivrée à l'occasion du dépistage Communication souhaitée (contenu et modalités) � l'occasion du dépistage Communication délivrée lors de tests de dépistage non conclusifs Analyse qualitative par catégorisation	Connaissance du dépistage Les parents souhaitent être informés au cours du 3 ^e trimestre de grossesse et non le jour du test. Les seules informations attendues sont : que faire si le test ne confirme pas un seuil auditif normal ? quels sont les repères d'acquisition du langage chez l'enfant ? Les professionnels sont majoritairement d'accord avec une information prénatale. Information si le test ne confirme pas un seuil auditif normal Pas de consensus parmi les parents d'une part ni parmi les professionnels d'autre part concernant la manière d'annoncer un test de dépistage ne confirmant pas une audition normale. Inform�er à plusieurs reprises les parents de la nécessité de réaliser un test diagnostique de confirmation.	Limites : recrutement non représentatif de la population générale. Deux exemples de brochures, l'une pour le dépistage, l'autre pour le diagnostic de confirmation, sont disponibles et répondent aux questions suivantes : - pourquoi mon enfant bénéficiera-t-il d'un dépistage de la surdité ? - que dois-je savoir pour le test ? - pourquoi certains enfants ont-ils besoin d'un autre test ? - un enfant peut-il avoir une surdité alors que le test de dépistage était normal ? - pourquoi mon enfant a-t-il besoin d'un autre test ? - pourquoi est-il important de réaliser ce test rapidement ? - comment se passera ce nouveau test ?
Park 2006 (315) �tats-Unis	Enquête quantitative par questionnaire Décrire les expériences vécues par les parents à l'issue d'un programme de dépistage néonatal universel	n = 389 familles enquêtées inclusion : tout enfant présentant une surdité de perception diagnostiquée entre 2000 et 2004 n = 108 réponses exploitables	Résultat du test de dépistage Information des parents concernant le diagnostic de confirmation Information transmise au médecin traitant Âge à la confirmation diagnostique et port d'appareils auditifs Médecin apportant l'aide la plus appropriée Traitement proposé	Taux de réponses : 29 % - Résultats du test de dépistage : Positif : 61 % ; négatif : 23 % ; inconnu : 13 % ; 3 % dépistage non réalisé - Nombre de parents informés qu'un test de confirmation doit avoir lieu après un dépistage positif : 85 % - 22 % des médecins traitants ne sont pas informés d'une possible surdité de l'enfant, 12 % acceptent difficilement de référer l'enfant vers un service d'audiophonologie pour poursuivre les tests - Âge moyen au diagnostic : 7,1 mois si dépistage positif, 26 mois si dépistage négatif, 42 mois si résultats du dépistage inconnus (p<0,05)	�tude réalisée à partir du seul centre hospitalier spécialisé en pédiatrie en Utah, �tat dans lequel est mis en œuvre un dépistage universel néonatal de la surdité (dépistage en 1 ou plusieurs tests par oto-émissions acoustiques selon les sites). Les autres interventions précoces, en particulier en regard de l'apprentissage de la langue des signes ne sont pas abordées dans cet article. Ce pourrait être une des conséquences d'un biais de recrutement dans la mesure où l'enquête est réalisée à partir d'un centre hospitalier spécialisé à recrutement national. Les auteurs remarquent que : - 62 % des familles avaient des difficultés à obtenir des appareils et 58 % des familles ont noté des difficultés à obtenir un implant cochléaire

Tableau 5.2 Besoins d'information - Enquêtes auprès de familles d'enfants sourds dans le cadre de programme de dépistage, réalisées à l'étranger

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
				<p>- L'audiophonologiste est celui qui a donné les informations les plus pertinentes d'après 63 % des familles, suivi de l'ORL (25 % des familles). Le médecin traitant n'a été le plus aidant que pour 3 % des familles.</p> <p>- Traitement proposé :</p> <p>Audioproth�se : 66 % des enfants (� 11 mois en moyenne si dépistage positif, à 36 mois si dépistage négatif, à 59 mois si résultats du dépistage inconnus).</p> <p>Implant cochléaire : 28 % des enfants.</p>	<p>- Les familles ont rapport� des obstacles multiples pour accéder à un diagnostic et à un traitement. Les oto-rhino-laryngologistes devront être plus impliqués dans l'évaluation et le traitement des enfants sourds.</p>

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
Fitzpatrick 2008 (323) Canada	Enquête qualitative par entretien semi-dirigé Identifier les besoins des parents après l'annonce du diagnostic de surdité pour leur enfant	n = 17 interviews auprès de 21 parents d'enfants sourds de moins de 5 ans, intégrés dans un programme d'intervention visant à développer la communication orale Âge du diagnostic : < 12 mois : 9 enfants dont 7 via dépistage universel > 12 mois : 8 Sévérité de la surdité : Légère : 1 Modérée : 5 Sévère : 6 Profonde : 5	Besoin des parents vis-à-vis des services professionnels, de l'information, de la coordination entre services et du soutien par d'autres parents Analyse catégorielle après retranscription des entretiens	Besoin d'information : Information sur la surdité, sur le pronostic du développement de la communication orale de l'enfant, sur les différentes options thérapeutiques, le lieu de centralisation de l'information mise à disposition des parents. Services professionnels attendus : Audiologie, services thérapeutiques (amplification et thérapie orale ou auditivo-verbale), service social, pour certains enfants, pédiatre permettant une meilleure prise en compte du développement global de l'enfant. Coordination des services : Insatisfaction des parents, considérant le manque de coordination entre les différents professionnels (lieu unique où les différents professionnels sont présents ou objectifs partagés entre les différents professionnels) Soutien par d'autres parents : Ce soutien est essentiel et doit faire partie du suivi proposé à chaque parent ; il doit reposer sur des parents volontaires.	Méthodologie ne permettant pas l'extrapolation des données à une population plus large, mais permettant de mieux appréhender les besoins exprimés par les parents que ne pourrait le faire une enquête quantitative.
Porter 2007 (321) Australie	Enquête par questionnaire sur Internet, après information sur le projet de 229 organisations. Identifier les informations recherchées sur Internet par les parents d'enfants sourds.	n = 306 parents d'enfants sourds	Données socio-démographiques des parents Âge et mode de communication des enfants Type d'information recherch�e Type d'information souhaitée	Taux de réponse : 54,2 % (n=166 réponses exploitables) 6 % ont un enfant de moins de un an, 38 % un enfant entre 1 et 5 ans, 56 % un enfant entre 5 et 18 ans 65 % ont une communication orale exclusive, 7 % manuelle, 28 % utilisent les 2 modes de communication Les informations recherchées concernent : - les associations de parents : 55 % - les options éducatives : 54 %	82 parents ont complété le questionnaire de commentaires libres à la question : que souhaiteriez-vous voir sur les sites spécifiques à la surdité ? Informations basées sur les preuves scientifiques pour faire des choix éclairés quant aux options éducatives. Informations concernant les rôles des différents professionnels et la façon dont ils évaluent l'efficacité de

Tableau 5.3 Besoins d'information - Enquêtes auprès de familles d'enfants sourds, réalisées à l'étranger					
1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Variables Analyse	Résultats	Commentaires
				<ul style="list-style-type: none"> - la nature de la perte auditive : 40 % - l'organismes qui pourraient les aider : 39 % - les prothèses auditives : 35 % - les modes de communication : 30 % - l'implant cochléaire : 28 % - l'intervention précoce : 17 % - la santé mentale : 8 % - les traitements alternatifs : 6 % 	<p>leurs pratiques.</p> <p>Informations concernant les aides techniques.</p> <p>Histoires vraies d'enfants sourds depuis les interventions précoces jusqu'à la scolarisation et les carrières possibles.</p> <p>Informations concernant l'enfant avec une surdité unilatérale ou faible degré de surdité, car les informations disponibles concernent surtout l'enfant sourd profond.</p> <p>Informations médicales (�tiologie génétique, physiopathologie, etc.).</p>

Tableau 5.4 Recommandations de bonne pratique.

1 ^{er} auteur , année, référence, pays	Titre Méthode	Recherche systématique de la littérature	Thème principal	Niveaux de preuve	Groupe d'experts pluridisciplinaire	Relecture (R) –Validation externe (V)
Agence Nationale d'évaluation et d'accréditation en santé 2000 (328) France	Information des patients Recommandations destinées aux médecins Méthode fondée sur une analyse systématique de la littérature et un avis de professionnels	Oui De 1997 � 1999 : uniquement littérature française	Information des patients	Consensus professionnel	Oui Professions médicales et juridiques	R : oui V : oui
American Academy of Pediatrics 2007 (91) �tats-Unis	Year 2007 position statement: principles and guidelines for early hearing detection and intervention programs. Méthode non décrite	Non décrit	Dépistage de la surdité Confirmation diagnostique et évaluation médicale Interventions précoces auprès de l'enfant sourd Information	Consensus professionnel	Non décrit, mais recommandations endossées par plusieurs sociétés savantes de disciplines différentes	R : non décrit V : non décrit
Agence de santé publique du Canada 2005 7 2005 (59) Canada	Développement précoce de l'audition et de la communication.	Non	Dépistage de la surdité Confirmation diagnostique et évaluation médicale Mesures préventives Interventions précoces auprès de l'enfant sourd	non décrit	Oui Professionnels de santé et représentants de parents d'enfants sourds	R : oui V : non décrit

Tableau 6.1. Associations entre l'implication des parents et les performances langagières des enfants

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Aram 2006 (342) Israël	étude transversale Identifier les associations entre le développement du langage écrit précoce et l'implication des mères au cours de la lecture d'histoires et d'activités conjointes d'écriture	n = 30 enfants sourds et leur mère, entendante Âge des enfants compris entre 62 et 84 mois, tous scolarisés en dernière année de maternelle Seuil d'audition : < 40 dB : n = 1 40-70 dB : n = 13 70-90 dB : n = 4 > 90 dB : n = 12 Pas de trouble associé	Interactions mères-enfants au domicile dans un contexte d'histoire racontée à partir d'un livre d'images et d'écriture. Les variables suivantes sont observées à partir d'une analyse vidéo : lecture interactive, recherche du dialogue, questions commençant par qui, que quoi, etc. (activité lecture), aide grapho-phonémique, autonomie laissée à l'enfant pour écrire, degré de précision demandé (activité écriture). Capacités de lecture et d'écriture de l'enfant (�criture de mots, reconnaissance de mots, de lettres) Compétences langagières (oral) : reconnaissance de similitude phonologique entre deux mots, vocabulaire compris (Peabody test), connaissance générale (Wechsler test) Analyse de régression hiérarchique pas à pas	Facteurs prédictifs significatifs sur : Compétences à l'écrit <i>�criture de mots</i> : pourcentage de variance expliqué par - âge et sévérité de surdité : 29 % - aide de la mère à l'écrit : 15 % - lecture d'histoires : 3 % <i>Reconnaissance de mots</i> : pourcentage de variance expliqué par - âge et sévérité de surdité : 30 % - aide de la mère à l'écrit : 31 % - lecture d'histoires : 0 % <i>Connaissance de lettres</i> : pourcentage de variance expliqué par - âge et sévérité de surdité : 27 % - aide de la mère à l'écrit : 36 % - lecture d'histoires : 2 % Compétences vis-vis de la langue <i>Association phonologique entre 2 mots</i> : pourcentage de variance expliqué par - âge et sévérité de surdité : 1 % - aide de la mère à l'écrit : 1 % - lecture d'histoires : 22 % <i>Connaissances générales</i> : pourcentage de variance expliqué par - âge et sévérité de surdité : 23 % - aide de la mère à l'écrit : 5 % - lecture d'histoire : 23 % <i>Vocabulaire compris</i> : pourcentage de variance expliqué par - âge et sévérité de surdité : 16 % (NS) - aide de la mère à l'écrit : 0 % - lecture d'histoires : 18 %	Recrutement de tous les enfants vivant au centre d'Israël, sans trouble associé, et ayant un seuil d'audition > 40 dB Seule la langue orale est prise en considération La mère a pour consigne de lire l'histoire et d'aider à la tâche d'écriture comme elle le fait habituellement avec son enfant. Le développement précoce de la lecture et de l'écriture est significativement corrélé avec plusieurs modes d'interactions mère-enfant observées au cours des activités de lecture d'histoires ou d'écriture. Ces deux activités n'ont pas les mêmes effets. Pour chacune des variables expliquées, moins de 50 % de la variance est expliqué par le modèle.

Tableau 6.1. Associations entre l'implication des parents et les performances langagières des enfants

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Calderon 2000 (341) �tats-Unis	étude transversale Identifier si l'investissement parental dans son éducation est un facteur prédictif des compétences langagières de l'enfant sourd	n = 28 enfants sourds et leurs parents entendants Âge des enfants compris entre 45 et 88 mois Seuil d'audition : > 55 dB Pas de trouble associé	Investissement parental à l'�cole (questionnaire rempli par les enseignants) Interaction mère-enfant (<i>Language proficiency Profile-Parent version</i>) Langage de l'enfant (<i>Preschool langage scale-3 ; test of early reading ability - Deaf/hard of hearing</i>), test passé dans la langue préférentielle de l'enfant (langue des signes, oral pur ou oral+anglais signé) Comportement de l'enfant à l'�cole (<i>Social emotional assessment inventory preschool version</i> et <i>Teacher rating form of child behavior checklist</i>) Analyse de régression multiple	Facteurs prédictifs significatifs sur : Score de langage (<i>Preschool langage scale-3</i>), pourcentage de variance expliqué par - sévérité de surdité : 38 % - interaction mère-enfant : 15,7 % Score de lecture (<i>test of early reading ability - Deaf/hard of hearing</i>) pourcentage de variance expliqué par : - sévérité de surdité : 4 % (NS) - investissement parental à l'�cole : 27 % - interaction mère-enfant : 10 % Comportement de l'enfant à l'�cole Pas de corrélation significative entre le score <i>Social emotional assessment inventory preschool version</i> et la sévérité de la surdité ou les interactions mère-enfant. Comportement de l'enfant mesuré par les enseignants (<i>Teacher rating form of child behavior checklist</i>) ; pourcentage de variance expliqué par : - sévérité de surdité : 1 % (NS) - utilisation de services complémentaires (ex. suivi psychologique) : 37 % (l'utilisation de ces services par la mère est associée positivement avec de plus grandes difficultés de l'enfant) - interaction mère-enfant : 17 % (association négative entre ces variables : moins les interactions mère-enfants sont développées, plus l'enfant a des difficultés de comportement à l'�cole).	Recrutement des enfants ayant quitté le programme d'intervention précoce basé à l'hôpital de Seattle, ayant une approche de communication totale (langue orale et anglais signé) : parmi les 44 enfants concernés, 30 familles ont accepté de participer. L'investissement parental à l'�cole n'est un facteur prédictif des capacités de l'enfant que sur l'acquisition de la lecture. Les capacités de communication de la mère avec son enfant sont un facteur prédictif des résultats de l'enfant aux scores de langage, de lecture et de comportement adapté à l'�cole.

Tableau 6.2. Facteurs facilitant l'expérience de la parentalité avec un enfant sourd - Revue systématique de la littérature					
1^{er} auteur, année, référence	Recherche documentaire	Critères de sélection des articles (A) Population (P)	Intervention (I) Contrôle (C)	Cat�gorisations retenues	Résultats et signification
National Deaf Children's Society (340) Royaume-Uni	Base : <i>Medline, PsychInfo, ERIC, BIDS (Bath information data services)</i> Date : 1980 - avril 2001 Mots-clés : <i>Parenting + Child</i>	A : littérature médicale, psychosociale ou associative P : enfants sourds ou malentendants de parents entendants	Non précisé	Compétences et savoir-faire Identité et caractéristiques familiales, diversité Rôle parental Services	Analyse qualitative de la littérature psychosociale (cf. texte)

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Zaidman-Zait 2007 (345) Canada	Enquête qualitative par questionnaire suivi d'un entretien libre Identifier les �v�nements ayant aidé les parents à exercer pleinement leur parentalité avec leur enfant sourd, ayant un implant cochléaire	n = 28 pères et mères n = 15 enfants ; âge moyen : 3,5 ans ; âge au diagnostic : 1 an ; âge à l'implantation : 2,2 ans Mode de communication : 60 % bilingue 13 % oral et quelques signes 27 % uniquement oral	�v�nements jugé importants par le parent, l'ayant aidé à élever son enfant, à répondre à ses besoins spécifiques. Enregistrement des interviews, extraction des �v�nements facilitateurs, résumé transmis aux parents pour débat contradictoire puis par méthode inductive, classements des �v�nements en catégories	Résultats par catégorie : pourcentage des parents ayant rapport� un ou plusieurs �v�nements dans cette catégorie : - 100 % : identifier les progrès de l'enfant dans son écoute et communication orale - 92 % : �changes avec d'autres parents d'enfants sourds et soutien des professionnels - 75 % : aide des familles et amis - 70 % : services (orthophonie, cours de langue des signes à domicile, etc.) - 56 % : envisager la surdité comme source de nouvelles perspectives - 55 % : appartenir à une communauté impliquée dans les interventions précoces - 48 % : utiliser la langue des signes - 44 % : rencontrer d'autres enfants ayant un implant cochléaire - 37 % : intégrer l'éducation auditive dans les activités quotidiennes	Méthodologie rigoureuse d'enquête qualitative Modalités de recrutement des familles non précisées
Lavigne 2006 (313) France	Enquête qualitative psychosociologique Identifier les représentations de la surdité à travers les discours de parents concernant leurs relations avec les professionnels	n = 10 (7 mères, 3 pères) entendants ayant fait un choix d'éducation bilingue pour leur enfant) caractéristiques des enfants imprécises (enfants en fin de primaire scolarisés en établissements ou classes spécialisés)	Interactions parents-professionnels Méthode d'analyse des discours non précisée	Les points positifs : - professionnels qui ont des contacts réguliers avec des adultes sourds signants - professionnels qui organisent des échanges entre professionnels et parents (sourds ou entendants) - professionnels qui favorisent l'acquisition de la langue des signes adaptée à l'enfant et leur proposent d'autres outils de communication (LPC, �ducation auditive etc.) Les points négatifs : - professionnels qui, par leur comportement, culpabilisent les parents, séparent parents et enfants plutôt que les relie, ne respectent pas le secret professionnel.	Mode de recrutement des parents non précisé
Desjardin 2005 (344)	�tude transversale à partir d'un échantillon tiré au hasard évaluer la confiance en soi et la perception des parents vis-à-vis	n = 100 mères ayant un enfant sourd appareillé	Questionnaire de confiance en soi et d'investissement parental (<i>scale of parental</i>	54 % de participation (30 mères ayant un enfant avec implant, 24 mères ayant un enfant avec prothèse auditive) Langue orale : 96 % des parents, 70 % des	Validité du questionnaire non décrite Biais de confusion possible avec la durée de suivi du

Tableau 6.3 Expérience de la parentalité avec un enfant sourd – Le point de vue des parents					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
�tats-Unis	de leur investissement dans le suivi de l'enfant	(50 avec prothèse auditive, 50 avec implant cochléaire)	<i>involvement and maternal self efficacy – SPISE</i>	enfants si implants ; 54 % si prothèse auditive Langue des signes : 4 % des parents, 30 % des enfants si implants, 46 % si prothèse auditive 3 heures mensuelles en moyenne d'interventions précoces en groupes pour les parents - confiance pour développer le langage de l'enfant corrélée avec l'âge au début de l'intervention précoce, uniquement si implant ($r = - 0,4, p < 0,05$) - confiance pour aider l'enfant à utiliser ses aides auditives corrélée uniquement avec l'âge du début de l'amplification ($r = - 0,4, p < 0,05$) et l'âge au début de l'intervention précoce ($r = - 0,36, p < 0,05$), uniquement si prothèse auditive	programme d'intervention précoce
Duquette 2002 (346) Canada	Enquête qualitative par questionnaire et focus groupe auprès de parents d'adolescents sourds ayant suivi une éducation audio-verbale au sein d'écoles ordinaires Identifier le rôle des parents pour faciliter l'accompagnement de leur enfant	n = 41 familles d'enfants sourds âge de diagnostic de la surdité : 2,4 ans en moyenne [min : mois ; max : 4 ans et 10 mois] Durée du programme audio-verbale pré-scolaire intensif : 25 mois en moyenne [min : 3 mois ; max : 5 ans]	Rôle perçu par les parents Analyse par catégorisation après retranscription des échanges réalisés en focus groupe	4 r�les perçus : - Parents comme tuteurs – enseignant (faire faire les exercices thérapeutiques à l'enfant, aide aux devoirs, communication journalière avec les enseignants via un cahier spécifique reprenant les activités du jour ou du lendemain) ; - Parents comme militants (défendre le droit de l'enfant à obtenir l'intervention d'un enseignant spécialisé, l'utilisation d'aides techniques adaptées, etc., être investi dans les associations de parents d'élèves aide à ce rôle) - Parents comme participants à des groupes de soutien parental (participer aux associations de parents d'enfants sourds : 31 familles en sont membres, 23 trouvent ce moyen utile pour accompagner leur enfant) ; - Parents provoquant l'intégration sociale (organiser des rencontres avec d'autres enfants, favoriser les activités extra-scolaires, sportives en particulier).	Recrutement à partir des 101 adolescents sourds âgés de plus de 14 ans, sans trouble associé, ayant suivi un programme audio-verbale intensif pré-scolaire dirigé par l'hôpital d'enfants de l'Ontario ; 65 ont peu été contact�s, 41 familles ont accepté de participer. 28/41 familles ont été obligées de modifier leur activité professionnelle pour suivre le programme.
Mertens 2000 (347) �tats-Unis	Enquête qualitative par entretien téléphonique semi-structuré Identifier comment les relations	n = 40 familles d'enfants sourds enfants de 7 ou	Interactions entre parents et professionnels concernant la phase de	écouter les parents. Certains retards de diagnostic sont liés à l'absence de prise en compte par les	Recrutement au hasard à partir de l'échantillon des 404 parents interrogés dans

Tableau 6.3 Expérience de la parentalité avec un enfant sourd – Le point de vue des parents					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
	parents-professionnels pourraient être améliorées	8 ans, 55 % sourds, 43 % mal-entendants 40 % avec trouble associé	diagnostic, le développement du langage et de la communication de l'enfant, le développement social et émotionnel de l'enfant. Conseils proposés aux professionnels pour améliorer les interactions parents-professionnels. Analyse par catégorisation après retranscription écrite de l'ensemble des interviews.	professionnels des inquiétudes des parents. Informers les parents pour leur permettre de faire des choix éclairés, sans éluder les incertitudes pronostiques. Respecter les parents et discuter d'adulte à adulte leurs propositions.	le cadre d'une enquête nationale effectuée en 1997 concernant les interventions précoces proposées aux enfants sourds nés en 1989 ou 1990. Parents globalement satisfaits des services proposés par les professionnels.

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Leigh 2004 (348) �tats-Unis	étude transversale Identifier le type d'attachement mère-enfant	n = 32 mères sourdes s'exprimant en langue des signes américaine ou anglais signé ayant un enfant de 18 mois (34 % sont sourds)	Entretien dirigé à partir du protocole <i>Adult Attachment Interview</i> permettant de classer les modes d'attachement de la mère en 3 catégories Comportement de l'enfant au cours de l'épreuve standardisée de séparation (<i>Strange Situation Procedure</i>) Analyse qualitative des vidéos par 2 codeurs indépendants	Attachement de la mère (norme attendue) :: Autonome : 72 % (56 %) D�missionnant : 22 % (27 %) Préoccupée : 6 % (6 %) Comportement de l'enfant En sécurité : 70 % (sourd) ; 60 % (entendant) : 66 % (norme attendue) Comportement d'évitement : 30 % (sourd) ; 35 % (entendant) ; 20 % (norme attendue) Anxieux : 0 % (sourd) ; 5 % (entendant) ; 14 % (norme attendue)	Pas de différence significative concernant les modes d'attachement des mères comparativement à ceux décrits dans la littérature pour les mères entendantes. Pas de différence significative concernant la concordance des comportements entre mères et enfants comparativement à ceux décrits dans la littérature pour les mères entendantes.

Tableau 6.4 Attachement mère-enfant lors de l'accueil d'un enfant sourd					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Pressman 2000 (349) États-Unis	Étude longitudinale Mesurer les interactions mère-enfant et identifier si ces dernières sont associées au développement du langage de l'enfant	n = 42 dyades mère-enfant G1 (n = 21) dyades mère-enfant sourd âge moyen à l'inclusion : 23 mois [min : 20 ; max : 27 mois] âge moyen au diagnostic : 9 mois [min : 0 ; max : 23 mois] Seuil d'audition : < 40 dB : n = 2 41 à 70 dB : n = 10 71 à 90 dB : n = 1 > 90 dB : 8 Mode de communication : oral uniquement : 10 Utilisation de signes : 9 Oral puis signes : 2 G2 (n = 21) dyades mère-enfant entendant, appariée avec les enfants de G1 sur le niveau d'expression du langage expressif âge moyen à l'inclusion : 16 mois	Interactions affectives mère-enfant (<i>Emotional Availability Scale</i>) - sensibilité maternelle : capacité de la mère (a) à décoder les messages de son enfant et à y répondre, (b) à résoudre les conflits, (c) à tolérer une vaste palette de réactions de l'enfant en gardant une interaction positive (échelle de 1 : moindre capacité, à 9 : capacité maximale) ; - structuration par la mère : capacité de la mère à proposer un cadre favorisant l'apprentissage et évitant les structures rigides, infantilisantes ou intrusives (échelle de 1 : moindre capacité à 5 optimum et 7 trop élevée) - réponse de l'enfant : degré de réponse de l'enfant aux sollicitations de la mère (échelle de 1 (aucune) à 7) - investissement de l'enfant : degré avec lequel l'enfant sollicite sa mère au cours du jeu (échelle de 1 (non impliqué) à 7 (très investi)) Langage expressif (<i>MacArthur Communicative Development Inventory</i>) Mesures effectuées en 2 temps, à l'inclusion (T1) puis à un an d'intervalle (T2), à partir de 15 min d'enregistrement vidéo au cours d'un jeu spontané à domicile, codé par 2 chercheurs. Analyse descriptive (seule exploitée ici) et modèle de régression entre les deux critères de jugement.	Interactions affectives mère-enfant (score moyen ± écart-type à T1, T2 non mesuré) : Sensibilité maternelle : G1 : 5,8 ± 2,0 G2 : 6,1 ± 1,4 Structuration par la mère G1 : 5,7 ± 1,1 G2 : 5,2 ± 1,2 Réponse de l'enfant G1 : 4,8 ± 1,3 G2 : 4,6 ± 1,0 Investissement de l'enfant G1 : 4,9 ± 1,4 G2 : 5,0 ± 0,9 Pas de différence intergroupe (la puissance de l'étude aurait pu mettre en évidence un effet important de 0,3). Langage expressif (score moyen ± écart-type à T1/T2) G1 : 54,6 ± 80 / 218,4 ± 199 G2 : 55,2 ± 79 / 484,5 ± 158 Différence intergroupe significative à T2 (p < 0,001) alors que groupes appariés sur ce critère à T1.	Chaque famille participe à un programme d'intervention précoce proposé par l'État du Colorado, au cours duquel des professionnels accompagnent la famille en vue de favoriser l'acquisition du langage oral ou signé, au choix des familles. G1 : inclusion dans l'étude proposée à chaque famille suivant ce programme ; G2 : inclusion dans l'étude à partir des dossiers issus d'une cohorte plus large concernant le développement du langage en population générale. L'âge des enfants de G2 est plus bas du fait de l'appariement des deux groupes sur le niveau d'expression et du retard d'acquisition du langage oral chez les enfants sourds.

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Cemka 2007 (310) France	Enquête quantitative dans le cadre du programme expérimental de dépistage néonatal de la surdité en maternité Connaître la satisfaction des parents auxquels un dépistage de la surdité a été proposé en maternité	Groupe 1 (G1) : questionnaire remis en maternité quand test de dépistage négatif n = 172 réponses Groupe 2 (G2) : questionnaire remis en CDOS quand test réalisé en maternité nécessite une confirmation diagnostique n = 75 réponses	Nombre de parents rassurés ou inquiétés par les résultats aux tests de dépistage Pour G2 : niveau d'inquiétude ressenti entre le résultat positif du dépistage et la consultation en CDOS (échelle numérique de 0 = minimum à 10 = maximum)	Taux de participation à l'enquête : - 66 % si test négatif en maternité - 75 % si confirmation nécessaire en CDOS* Proportion de parents qui s'estiment avoir été : Rassurés ou plutôt rassurés après les résultats du test : G1 : 94 % G2 : 64 % Inquiétés : G1 : 1 % ; G2 : 30 % Ne savent pas : G1 : 2 % G2 : 8 % Niveau d'anxiété (G2 uniquement) : score médian : 3/10	Enquête réalisée dans 2 maternités (1 publique, 1 privée) de chacun des 6 sites d'expérimentation du programme de dépistage néonatal de la surdité (soit 12 maternités sur 33 participant à l'expérimentation) et dans les 10 CDOS expérimentateurs. Parmi les 12 parents déclarant un trouble de l'audition diagnostiqué chez leur enfant, aucun ne dit avoir eu de proposition de soutien psychologique, mais aucun n'indique non plus en avoir ressenti le besoin.
Young 2007 (352) Royaume-Uni	Enquête qualitative Évaluer du point de vue des parents l'impact du dépistage universel de la surdité et ses conséquences	n = 27 familles Inclusion : toutes les familles pour lesquelles un diagnostic de surdité a été établi chez leur nourrisson à la suite du dépistage universel de la surdité	Analyse qualitative à partir d'enregistrements audio d'interviews libres	29,7 % de participation (91 familles éligibles) 21 des 27 familles pensent sans équivoque qu'il a été positif de connaître précocement le diagnostic de surdité, même si cela n'enlève rien de la difficulté à apprendre ce diagnostic. Savoir que l'on peut s'adapter tôt aux particularités de l'enfant et répondre rapidement à ses besoins spécifiques est rassurant et permet d'agir rapidement. 5 familles ont ressenti initialement un sentiment positif à connaître tôt le diagnostic, mais regrettent ensuite la lenteur de la mise en œuvre d'un soutien familial et de la délivrance des	Interview réalisé dans la langue de préférence des parents en moyenne 6 mois après la confirmation diagnostique (min : 2 à max : 13 mois).

Tableau 6.5. Attitudes et anxi� parentales après dépistage néonatal de la surdité – Enquête par auto-questionnaire					
1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
				audioprothèses. 2 mères auraient préféré découvrir plus tard la surdité de leur enfant, considérant que cette annonce précoce les a empêchées de profiter pleinement de leur relation à l'enfant.	
Danhauer 2006 (351) �tats-Unis	Enquête rétrospective par autoquestionnaire Connaître le point de vue des parents concernant leur vécu du processus de dépistage de l'enfant	n = 36 Inclusion : toutes les familles adressées vers un centre de diagnostic à la suite d'un test positif lors du dépistage universel de la surdité entre mars 2000 et février 2003	Qualité de l'information reçue Compréhension du processus de dépistage Conséquences sur l'attachement mère-enfant Analyse descriptive uniquement	34 % de participation (106 familles éligibles) « Pensez-vous que le programme de dépistage a affecté votre capacité à vous attacher à votre bébé ? » Oui : 13,9 % Non : 77,8 % Sans réponse : 8,3 %	L'âge de l'enfant au moment de l'enquête n'est pas précisé (enfants nés en mars 2000 et février 2003).

Tableau 6.5. Attitudes et anxiété parentales après dépistage néonatal de la surdité – Enquête par auto-questionnaire

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Weichbold 2001 (103) Autriche	Enquête prospective par autoquestionnaire anonyme évaluer la prévalence et le niveau d'anxiété des mères liés à un résultat positif lors du dépistage universel de la surdité	n = 85 Inclusion : toute mère dont l'enfant, n� entre août 1999 et août 2000, a un test positif au cours du programme de dépistage universel à l'hôpital universitaire d'Innsbr�ck (hors enfants transférés en unité de soins intensifs). G1 : premier test de dépistage positif (n = 85), questionnaire donné au moment de l'information du résultat. G2 : deux tests de dépistage positif et enfant adressé dans le mois qui suit vers un centre de confirmation diagnostique (n = 43), questionnaire donné juste avant la consultation de confirmation diagnostique.	Nombre de mères ayant reçu une information concernant le faible taux de surdité malgré un test de dépistage positif Nombre de mères inquiétées par le résultat du test Importance de l'anxiété de la mère	G1 : 89 % de participation (95 enfants ont eu un premier test de dépistage positif) G2 : 100 % de participation (43 enfants ont été référés vers un centre de diagnostic) De quelle manière avez-vous été inquiétée par l'annonce d'un test positif de dépistage (G1) ? Pas du tout : 59 % Un peu : 27 % Considérablement : 8 % Très inquiétée : 6 % Pas de différence significative selon la présence ou non de la mère au cours du test. De quelle manière avez-vous été inquiétée dans les dernières semaines du fait que votre enfant doit passer un bilan de son audition (G2) ? Pas du tout : 42 % Un peu : 37 % Considérablement : 5 % Très inquiétée : 16 %	Questionnaire délivré au plus près des tests de dépistage, afin d'éviter au mieux le biais de rappel mnésique. Lors d'un premier test positif, les résultats sont annoncés par un audiologiste qui informe les parents de la nécessité d'un second test, et les réassurent, en particulier en indiquant le faible taux de surdité après un dépistage positif. Les résultats pour le groupe G1 n'ont concerné que les 51 mères ayant eu connaissance du résultat du premier test. Les 34 autres n'ont pas eu connaissance du fait que leur enfant avait été testé et ne peuvent donc avoir été inquiétées par le test.

Tableau 6.5. Attitudes et anxi� parentales après dépistage néonatal de la surdité – Enquête par auto-questionnaire					
1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Hergils 2000 (107) Suède	Enquête par autoquestionnaire (questions ouvertes) Connaître le point de vue des parents concernant leur vécu du processus de dépistage de l'enfant	n = 83 familles dont l'enfant a bénéficié du dépistage néonatal de la surdité Inclusion : tout enfant consultant à 5-6 mois pour une visite régulière dans 3 cliniques ayant instauré depuis moins d'un an un dépistage universel de la surdité	Satisfaction vis-à-vis du processus de dépistage Attitude positive ou négative vis-à-vis du dépistage Qualité de l'information délivrée	Taux de participation : 95 % (87 enfants éligibles) 76 parents sont satisfaits du processus de dépistage 79 parents ont une attitude positive vis-à-vis du dépistage, 3 une attitude négative et 1 une attitude ambivalente. 10 parents ont exprimé avoir été inquiétés par le test, 6 sur les 10 du fait de la nécessité d'un second test, mais, malgré cette anxiété, 7 sur les 10 restent positif quant au programme de dépistage.	Le nombre d'enfants nés dans ces 3 cliniques et ayant eu un dépistage n'est pas précisé.

Tableau 6.6 Stress parental après dépistage néonatal de la surdité –  tudes avec entretien auprès d'un professionnel

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Van der Ploeg 2008 (359) Pays-Bas	étude prospective longitudinale de type cas-témoin évaluer l'impact psychique d'un résultat faux-positif lors de la stratégie de dépistage néonatal 6 mois après le dépistage	n = 442 G1 : 154 cas (résultats positifs au dépistage) G2 : 288 témoins (résultats négatifs au dépistage) Exclusion : enfant sourd ou enfant n'ayant pas eu de confirmation diagnostique normalité de l'audition	Anxiété parentale (<i>State-Trait Anxiety Inventory</i> , auto-questionnaire en 6 items/18 points ; 0 = pas d'anxiété du tout) Perception de l'état de santé de leur enfant (questionnaire non validé à partir d'échelle visuelle numérique ou réponse oui-non concernant des difficultés rencontrées pour l'alimentation, le sommeil ou le contact avec l'enfant, et question ouverte pour diagnostic associé classé par 2 pédiatres indépendants de mineur à sévère). Attention portée à l'audition de l'enfant (fréquence à laquelle les parents testent l'audition de l'enfant en murmurant, par ex, et à laquelle ils se demandent si leur enfant entend bien). Analyse statistique après ajustement sur les biais de confusion possible (�ge au dépistage, présence d'un diagnostic associé, lieu du dépistage, constitution familiale, niveau d'études des 2 parents, mère ou père).	Participation : 80 % (cas) � 88 % (témoin) Anxiété parentale (score médian [min, max] / écart entre 25 ^e et 75 ^e percentile) : G1 : 3 [0-14] / [1-6] si 2 tests de dépistage, [1-5] si 3 tests de dépistage G2 : 3 [0-15] / [1-6] Différence intergroupe non significative Perception de l'état de santé de leur enfant (Pourcentage par groupe G1 vs G2) Problèmes de santé - aucun : 79 % vs 82 % - mineur : 14 % vs 15 % - sévère : 7 % vs 3 % Différence intergroupe non significative Difficultés concernant - l'alimentation : 7 % vs 3 % - le sommeil : 6 % vs 4 % - le contact avec l'enfant : 1 % vs 1 % - pleurs : 3 % vs 1 % Différence intergroupe non significative Attention portée à l'audition de l'enfant êtes-vous inquiet concernant l'audition de votre enfant (jamais/parfois/souvent ou très souvent) G1 : 88 % / 8,6 % / 3,3 % G2 : 96 % / 4 % / 0 % Pas de différence intergroupe significative après ajustement sur les différents facteurs de confusion possible.	Constitution des cas (résultats faux-positifs au dépistage) : tout parent dont l'enfant, ayant une audition normale, a eu au moins un test positif au moment du dépistage néonatal (réalisé en maternité à J4 ou à domicile avant J30) ; tout enfant ayant 3 tests positifs successifs est adressé vers une structure effectuant des investigations diagnostiques complémentaires en vue de confirmer ou non le diagnostic de surdité. Constitution des témoins : allocation aléatoire chaque mois parmi les enfants de la même région ayant eu un test négatif de dépistage dans une proportion de 1,5 témoin pour un cas. 217 questionnaires adressés aux cas, et 335 aux témoins, 461 reçus. 19 questionnaires exclus/ 461 reçus car les enfants avaient une surdité neurosensorielle (n=14) ou n'avaient pas réalisé les investigations diagnostiques (surdité possible, n=5).

Tableau 6.6 Stress parental après dépistage néonatal de la surdité –  tudes avec entretien auprès d'un professionnel

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Vohr 2008 (354) �tats-Unis	étude prospective longitudinale de type cas-témoin	n = 127 mères ayant 145 nourrissons sourds G1 (n = 33) : enfants sourds (y compris handicap associé et population ne parlant pas anglais) G2 (n = 42) : enfant entendant ayant eu un test positif de dépistage (faux-positif) G3 (n = 70) : enfant entendant ayant eu un test négatif de dépistage (groupe contrôle)	Stress parental (<i>Parenting Stress Index</i>) Soutien social (<i>Family Support Scale</i>) Ressources familiales en temps et argent (<i>Family Resource Scale</i>) Impact de l'état de santé de l'enfant sur la famille (<i>Impact on Family-adapted version G scale</i>) Mesures effectuées à domicile à 3 temps différents : T1 : entre 6 et 10 mois T2 : entre 12 et 16 mois T3 : entre 18 et 24 mois Analyse descriptive et comparative intergroupe Modèle de régression multivariée cherchant à expliquer les variables associées au stress parental	Stress parental (score total moyen G1/G2/G3) : � T1: 66/68/67 � T2 : 65/66/68 � T3 : 66/67/68 Pas de différence intergroupe significative, score stable dans le temps Impact sur la famille (score total moyen G1/G2/G3) : � T1: 26/25/25 � T2 : 26/25/24 � T3 : 26/24/24 Différence intergroupe significative à T2 et T3 en particulier du fait des différences observées plus élevées pour G1 sur l'impact financier et la charge de travail pour les personnes s'occupant de l'enfant. Soutien social et ressources familiales : pas de différence intergroupe significative, en dehors du sous-score concernant le soutien octroyé par des professionnels, plus élevé dans le groupe d'enfants sourds à partir de 18 mois.	Constitution du G1 : 64 enfants sourds ont été identifiés par le programme de dépistage de l'état de Rhode Island réalisé auprès de 31.129 nouveau-nés entre le 15 octobre 2002 et le 31 janvier 2005 (31 refus de participation) Constitution de G2 et G3 : les groupes G2 et G3 ont été appariés, par sollicitation par courriel, à partir des cas inclus en G1 selon les variables suivantes : sexe, date de naissance, hôpital de naissance, passage en unité de soins intensifs, niveau d'études de la mère, origine ethnique, type d'assurance maladie. 94 % des enfants sourds suivent un programme d'intervention précoce (différence intergroupe significative : G2 = 36 %, G3 = 24 % ; p = 0,001) Puissance de l'étude : peut mettre en évidence une différence de 9 points sur l'échelle de stress parental L'analyse de régression cherchant à expliquer le stress parental montre que ce dernier n'est pas associé avec un résultat faux-positif ($\beta = 0,27$; p = 0,94), le niveau de stress parental est alors plus élevé si l'enfant a été hospitalisé en soins intensifs, ($\beta = 9,09$; p = 0,002), si les ressources familiales sont plus faibles ($\beta = -0,52$; p < 0,001) ou si la mère est plus jeune ($\beta = -0,68$) ; p = 0,004), toutes choses égales par ailleurs.
Kolski 2007 (355)	�tude prospective transversale comparative	n = 143 dyades mères-enfants G1 (n =58) : enfants ayant eu un dépistage de la surdité à la	Entretien psychologique semi-dirigé après l'annonce des résultats du dépistage (T1) et juste avant la consultation de confirmation diagnostique (T2) pour les enfants référés après tests de dépistage positifs	Anxiété et dépression Pas de résultats bruts publiés, ni de comparaison intergroupe G1 vs G2 vs G3 Pas de différence significative entre les enfants ayant eu un résultat négatif (G1 : n = 43 ; G2 : n = 25) et les contrôles (G3) => pas d'impact	Constitution de G1 : sélection non décrite de 58 enfants parmi les 3.065 nouveau-nés sains ayant bénéficié du programme de dépistage néonatal (J3) organisé à Amiens dans plusieurs maternités simultanément du 15 septembre au 15 mars (année non

Tableau 6.6 Stress parental après dépistage néonatal de la surdité –  tudes avec entretien auprès d'un professionnel

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		naissance G2 (n =57) : enfants ayant eu un dépistage de la surdité à 2 mois G3 (n =28) : enfants n'ayant pas eu de dépistage de la surdité Critères d'inclusion : grossesse normale, enfants nés à terme par voie naturelle, sans pathologie diagnostiquée ni facteurs de risque de surdité connus et non hospitalisés après la naissance.	Dépression post-partum (<i>MADRS Scale</i>) Anxiété (Certains items des scores Edinburgh post-natal depression scale et Kennerley self-administered questionnaire) Interaction mère-enfant (domaines visuels, physiques, psychiques et sociaux), échelle non décrite	négatif du dépistage lui-même sur le stress parental. Les autres résultats proposés ne concernent que les comparaisons statistiques entre tests positifs et tests négatifs sans résultats bruts explicites selon les groupes G1 et G2 (cf. article Le Driant 2006 (356) pour le détail précis des résultats de G2 et G3)	précisée). Constitution de G2 : sélection non décrite de 57 enfants parmi les 1.661 nouveau-nés sains ayant bénéficié du programme de dépistage effectué au moment des 2 mois de l'enfant organisé du 15 septembre au 15 mars de l'année suivante (rendez-vous donné à la sortie de maternité). Constiution de G3 : non précisée Un biais d'information est possible concernant l'évaluation des échanges mère-enfant du fait de l'absence d'évaluation en aveugle (pas de double évaluation sur vidéo) et sans échelle précisément décrite.
Le Driant 2006 (356)	�tude prospective transversale comparative	n = 119 dyades mères-enfants G1 (n =51) : enfants ayant eu un dépistage de la surdité à la naissance dont 15 tests positifs unilatéraux (G1 ⁺ U) et 21 tests positifs bilatéraux (G1 ⁺ B) G2 (n =58) : enfants ayant eu un dépistage de la surdité à 2 mois (15 tests positifs unilatéraux (G2 ⁺ U)), 24 tests positifs bilatéraux (G2 ⁺ B) Critères d'inclusion :	Entretien psychologique semi-dirigé juste après l'annonce des résultats du dépistage (T1) et quelques semaines plus tard, juste avant la consultation de contrôle (T2) Dépression post-partum (<i>MADRS Scale</i>) Anxiété (Certains items des scores Edinburgh post-natal depression scale et Kennerley self-administered questionnaire) Interaction mère-enfant (domaines visuels, physiques, psychiques et sociaux), échelle	Score moyen de dépression Pas de différence intergroupe G1 vs G2 - dépistage néonatal (G1) G1 ⁻ : 0,96 G1 ⁺ U : 7,53 G1 ⁺ B : 7,14 Différence significative G1 ⁻ vs G1 ⁺ - dépistage à 2 mois (G2) G2 ⁻ : 3,21 G2 ⁺ U : 3,4 G2 ⁺ B : 5,64 Pas de différence G2 ⁻ vs G2 ⁺ Score moyen d'anxiété Pas de différence intergroupe G1 vs G2 - dépistage néonatal (G1) G1 ⁻ : 0,64 G1 ⁺ U : 4,13	Même équipe et même cohorte que l'étude publiée par Kolski 2007 (355), sans comparaison avec le groupe contrôle. Biais d'information possible (psychologue informé du résultat du test de dépistage qui connaît la stratégie de dépistage, néonatale ou à 2 mois). La sélection des 119 enfants n'est pas précisée, et la proportion des tests positifs est nettement plus élevée dans cet échantillon ayant eu un entretien avec psychologue (75 tests positifs unilatéral ou bilatéral/119 enfants, soit 63 %) que dans le programme complet de dépistage (364 tests positifs unilatéral ou bilatéral/4.726 enfants, soit 7 % (cf. (355)). Il pourrait s'agir d'une étude type cas-témoin appariée sur le nombre de tests positifs et négatifs, au vu de la

Tableau 6.6 Stress parental après dépistage néonatal de la surdité –  tudes avec entretien auprès d'un professionnel

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		grossesse normale, enfants nés à terme par voie naturelle, sans pathologie diagnostiquée ni facteurs de risque de surdité connus et non hospitalisés après la naissance.	en 15 items non décrits, validité non précisée	<p>G1⁺ B : 8,15 Différence significative G1⁻ vs G1⁺ - dépistage à 2 mois (G2) G2⁻ : 3,57 G2⁺ U : 4,93 G2⁺ B : 4,87 Pas de différence G2⁻ vs G2⁺</p> <p>Score moyen d'interaction mère-enfant Différence intergroupe G1 vs G2 significative (interaction de moindre qualité à la naissance qu'à 2 mois, tous résultats confondus, p < 0,001) - dépistage néonatal (G1) G1⁻ : 31,64 G1⁺ U : 25,53 G1⁺ B : 25,8 Différence significative G1⁻ vs G1⁺ - dépistage à 2 mois (G2) G2⁻ : 34,15 G2⁺ U : 33 G2⁺ B : 31,84 Pas de différence G2⁻ vs G2⁺</p>	<p>population incluse. En l'absence de méthodologie explicite, un biais de recrutement peut exister.</p> <p>Les résultats donnés ne précisent pas s'il s'agit des résultats à T1 ou à T2. Aucun résultat comparatif chiffré ne permet de mesurer l'évolution des critères de jugement dans le temps.</p> <p>La proportion de femmes ayant un score d'anxiété ou de dépression élevé pouvant évoquer une situation pathologique n'est pas précisée.</p>
Stuart 2000 (353) �tats-Unis	étude transversale prospective par entretien téléphonique (G1) ou en face à face (G2) 1 mois après la sortie de maternité, à partir d'un questionnaire standardisé	<p>n = 40 G1 (n = 20) : mères dont l'enfant a un résultat négatif au dépistage de la surdité G2 (n = 20) : mères dont l'enfant a un résultat positif au dépistage de la surdité (enfant référé vers un centre de diagnostic) Inclusion par</p>	<p>Stress parental (<i>Parenting Stress Index</i>) Nombre de parents ayant des scores pouvant faire craindre un risque de dysfonctionnement de la dyade mère-enfant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Score inférieur au 10^{ème} percentile inférieur des scores normés (risque de désintéressement) : G1 : n = 3 et G2 : n = 0 - Score supérieur au 90^e percentile supérieur des scores normés (niveau de stress 	<p>Pas de différence intergroupe significative, ni sur le score total de stress, ni sur les domaines particulier liés à l'enfant et aux parents (les résultats bruts par domaine sont donnés sous forme graphique uniquement).</p>	<p>Les mères dont l'enfant a un résultat positif au dépistage de la surdité sont informées uniquement du fait que « des examens complémentaires sont nécessaires ».</p> <p>Aucun argument en faveur d'un risque plus important de dysfonctionnement de l'attachement mère-enfant lors d'un test positif de dépistage de la surdité.</p>

Tableau 6.6 Stress parental après dépistage néonatal de la surdité – �tudes avec entretien auprès d'un professionnel					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		allocation aléatoire parmi l'ensemble des enfants nés à terme, sans diagnostic particulier, ayant participé au programme de dépistage universel	élevé) : G1 : n = 4 et G2 : n = 3		

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Magnuson 2000 (357) Suède	Enquête par entretien semi-structuré Décrire le vécu des parents lors du diagnostic tardif de la surdité	n = 10 parents ayant 8 enfants sourds dont le diagnostic de surdité a été établi entre 2 et 5 ans (diagnostic tardif)	�tapes jusqu'au diagnostic Sentiments perçus après le diagnostic Analyse qualitative sur enregistrement audio	<ul style="list-style-type: none"> - période sereine (non conscient de la surdité) - période de suspicion liée au comportement inhabituel de l'enfant : retard de langage, timidité, difficulté à contrôler l'enfant (période d'anxiété et de frustration) - période de diagnostic (sentiment de soulagement, culpabilité pour les mois perdus avant de comprendre ce qui se passait, inquiétude pour l'avenir) - période d'accompagnement spécifique de l'enfant avec appareillage et apprentissage de la langue des signes (enfant plus calme, meilleure compréhension mutuelle) 	

1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Burger 2006 (362) Allemagne	Étude prospective longitudinale	<p>n = 123 parents</p> <p>G1 (n = 68 pour 36 enfants) : ayant un enfant consultant pour la première fois pour pose d'implant cochléaire ; âge moyen 45 mois ; surdité profonde : 92 %, sévère : 8 %</p> <p>G2 (n = 36 pour 21 enfants) : ayant un enfant porteur d'audioprothèse ; âge moyen 36 mois ; surdité profonde : 33 %, sévère : 48 %</p> <p>G3 (n = 19 parents pour 10 enfants) ayant un enfant pour lequel un changement de traitement est intervenu au cours de l'étude (initialement audioprothèse puis finalement implant cochléaire) ; âge moyen 17 mois ; surdité profonde : 80 %, sévère : 20 %</p>	<p>Stress parental (<i>Symptom Checklist</i> SCL-90-R, version allemande, validée et normée)</p> <p>Qualité de vie (Everyday Life Questionnaire EDLQ)</p> <p>Compréhension et expression orale de l'enfant (Scales of Geers and Moog)</p> <p>Mesures prises au moment du diagnostic, puis à 6 mois et 1 an après celui-ci.</p>	<p>72 % de taux de participation</p> <p>Stress parental :</p> <p>Score moyen non significativement différent de la moyenne de la population générale (résultats bruts donnés sous forme graphique), sauf pour G3 à T2 (moment de la décision d'implantation, $p < 0,001$)</p> <p>Score de stress stable dans le temps, sauf pour G1 qui a un score de stress qui diminue significativement à T2 ($p = 0,02$)</p> <p>Pour G1, score de stress associé aux capacités de compréhension et expression orale : plus les capacités de langage sont élevées, plus le stress parental est important ($p = 0,003$)</p> <p>Qualité de vie :</p> <p>Score moyen à T1</p> <ul style="list-style-type: none"> - en population générale : 172 - G1 : 160 - G2 : 160 - G3 : 148 <p>Qualité de vie inférieure à la population générale, différence significative ($p < 0,01$) pour chacun des groupes comparativement à population générale</p> <p>Amélioration dans le temps pour G1, dégradation dans le temps pour G3</p>	<p>Inclusion de tous les parents pour lesquels un diagnostic de surdité a été établi à la clinique universitaire de Freiburg pendant une période consécutive de 18 mois.</p> <p>Nombreux perdus de vue entre T1 et T3 concernant les questionnaires parents (G1 : 24 % ; G2 : 45 % ; G3 : 48 %) nécessitant d'interpréter ces résultats avec grande prudence concernant l'évolution dans le temps.</p>
Hintermair 2004 (361) Allemagne	Enquête transversale Vérifier la validité d'un modèle expliquant les capacités de faire face des parents d'enfants sourds, intégrant le	<p>n = 235 mères d'enfants sourds</p> <p>âge moyen des enfants : 8 ans [min : 1 ; max 13 ans]</p> <p>trouble associé : 19,5 %</p> <p>seuil auditif : <70 dB : 30 %</p>	<p>Stress parental (SOEBEK : questionnaire allemand validé concernant le stress lié à l'éducation d'un enfant handicapé)</p> <p>Sens de la cohérence</p> <p>Satisfaction personnelle</p>	<p>Stress parental (score moyen \pm écart-type) : $35,8 \pm 10,1$, soit un score moyen qui correspond à un stress de faible intensité (15^e percentile de la distribution en population générale). Le stress n'est pas corrélé à l'âge de l'enfant.</p>	<p>Recrutement auprès des enfants sourds de 10 écoles maternelles et primaires de Westphalie (1.395 questionnaires distribués, 330 retournés, 283 exploitables dont 235 mères et 48 pères)</p> <p>Voir l'article pour les résultats autres que ceux relatifs au stress parental.</p>

Tableau 6.8 Stress parental au cours de l'enfance d'un enfant sourd					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
	concept de « sens de la cohérence »	71 à 90 dB : 33 % >90 dB : 37 % Langue des signes utilisée par les parents : 20 %			
Lederberg 2002 (364) �tats-Unis	étude longitudinale de type cas-témoin Mesurer l'évolution du stress parental ayant un enfant sourd aux 22 mois, 3 ans et 4 ans de l'enfant	n = 46 mères entendantes G1 (n = 23) : ayant un enfant présentant une surdité sévère ou profonde ; âge moyen [min-max] : - à l'identification de la surdité : 9 mois [1-21], - au début de l'intervention précoce : 12 mois [3-22] ; 15 mères ont suivi des cours d'anglais signé ; 1 des cours de LPC ; 3 ont une approche auditivo-verbale ; 5 ont une approche uniquement verbale, mais ont pris des cours d'anglais signé après les 3 ans de l'enfant G2 (n = 23) : ayant un enfant entendant	Stress parental mesuré par : - <i>Questionnaire on resources and stress short form</i> (QRS-F) � 22 mois ; score de 0 (aucune réponse n'indique une situation de stress) � 1 (les réponses de la mère indiquent une situation de stress à toutes les questions) - <i>Parenting stress index (PSI)</i> � 3 ans et à 4 ans (si le niveau de stress atteint le 90 ^e percentile des scores obtenu en population générale, les parents sont orientés vers une prise en charge par un professionnel) Soutien par le réseau social mesuré par : - <i>Social support questionnaire</i>	� 22 mois (score moyen du QRS-F : G1/G2) : Stress en relation avec la communication et le comportement de l'enfant (15 items) : 0,3 / 0,14 (p < 0,001) Pessimisme en relation avec la capacité actuelle et future de l'enfant à être autonome (11 items) : 0,23 / 0,0 (p < 0,001) Stress lié aux relations au sein de la famille (20 items) : 0,16, 0,11 (non significatif) Stress lié aux capacités physiques de l'enfant (6 items) : 0,32 / 0,34 (non significatif) � 3 ans (score moyen total du PSI : G1/G2) : 221 / 213 Pas de différence intergroupe, score médian normé en population générale : 221 à 4 ans (score moyen total du PSI : G1/G2) : 214 / 211 Pas de différence intergroupe, score médian normé en population générale : 221	Les témoins sont recrutés afin d'être aussi proches que possible des cas en fonction de leur âge, situation conjugale, années d'éducation, sexe de l'enfant et origine ethnique (recrutement entre 1985 et 1993). Cette enquête fait partie d'une étude longitudinale plus large qui avait initialement inclus 30 enfants sourds (7 perdus de vue). Les programmes d'intervention précoce sont réalisés par l'intermédiaire d'un professionnel se rendant de manière hebdomadaire au domicile des parents. Tous les enfants ont été scolarisés à partir de 3 ans en structure spécialisée, 20 en programme utilisant oral et anglais signé et 3 en programme auditivo-verbal à 22 mois, seulement 15 % des énoncés exprimés par les mères ayant suivi des cours d'anglais signé contiennent des signes, seulement 30 % des énoncés à 3 ans. Comparaison impossible entre 22 mois et 3 ou 4 ans, car utilisation d'un test diff�rent. Support social plus développé chez les mères d'enfants entendantes et support professionnel plus développé chez les mères d'enfants sourds. Pas de différence significative concernant la satisfaction de la vie.
Hintermair	Enquête par	n = 827 familles	(1) Index de stress (Parenting	Taux de réponse : 38.3 % (n = 317)	Les variables « contacts avec les

Tableau 6.8 Stress parental au cours de l'enfance d'un enfant sourd					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
2000 (360) Allemagne	courrier Identifier les variables associées avec le stress parental	d'enfants sourds accueillis dans toutes en institutions préscolaires ou scolaires de Bavière âge moyen des enfants : 6 ans [1-12 ans]	stress Index) (2) degré de surdité de l'enfant, (3) modes de communication et (4) réseau social : fréquence de contacts avec (a) d'autres parents d'enfants sourds ou (b) des adultes sourds Analyse de variances examinant l'indicateur du stress des parents par rapport aux trois domaines explorés	41 % des parents n'ont aucun ou de rares contacts avec d'autres parents d'enfants sourds. 77 % des parents n'ont aucun ou de rares contacts avec des adultes sourds. Effets significatifs positifs du réseau social sur l'acceptabilité (b), l'assurance (a et b), les compétences des parents (b), l'attachement (a).	parents d'enfants sourds » et « contacts avec des personnes sourdes » ont des effets indépendants, alors que les variables « sévérité », « modes de communication » et « contact avec les personnes sourdes » sont associées entre elles (plus grande fréquence de contact avec des personnes sourdes si la surdité de l'enfant de l'enfant est > 90 dB).
Pipp-Siegel 2002 (363) �tats-Unis	Enquête transversale Mesurer le stress maternel et identifier les variables associées à ce dernier	n = 184 mères entendantes d'enfants sourds âge moyen des enfants : 26 mois [min : 6 ; max : 67 mois] trouble associé : 34 % seuil d'audition : < 40 dB : 18,5 % 41 à 70 dB : 36,5 % 71 à 90 dB : 16,3 % > 90 dB : 28,7 % Mode de communication : Oral uniquement : 38 % Comprenant des signes : 62 %	Stress parental (PSI : Parenting Stress Index-Short form : 36 items et Parenting daily hassles scale : 20 items) Soutien social (Family support scale : 18 items) Langage expressif (Minnesota Child Development Inventory-Expressive Language Scale) : un résultat supérieur à 100 indique que l'enfant a un score supérieur au score moyen pour son âge Analyse descriptive et modèle de régression par bloc (caratéristiques démographiques et sociales : �ge, sexe de l'enfant, trouble associé, origine ethnique, niveau d'études de la mère et revenus de la famille ; caractéristiques liées à la surdité : �ge au diagnostic, durée écoulée depuis le diagnostic, mode de communication, expression orale ou signée ; perception de la mère : difficultés quotidiennes, qualité du soutien social).	Stress parental (score moyen du PSI) 13 % des mères ont un score supérieur au 90 ^e percentile de l'échantillon en population générale, seuil considéré à risque pathologique. Stress relatif au domaine parental : 2,06 (différence significative avec le score moyen en population générale qui est de 2,2, p = 0,002 ; mères d'enfants sourds moins stressées que les mères d'enfants entendants) Le modèle explique 27 % de la variance du stress lié aux caractéristiques parentales, associé significativement, toutes choses égales par ailleurs, au revenu ($\beta = -0,17$, plus le revenu est faible, plus le stress est élevé), au soutien social ($\beta = -0,18$, plus le soutien est faible, plus le stress est élevé) et aux difficultés quotidiennes ($\beta = 0,29$, plus les difficultés sont importantes, plus le stress est élevé). Stress lié aux interactions mère-enfant : 1,63 (différence non significative avec le score moyen en population générale qui est de 1,56, p = 0,08) Le modèle explique 26 % de la variance du stress lié aux interactions mère-enfant, associé significativement, toutes choses égales par ailleurs, à la présence de troubles associés ($\beta = 0,18$, le stress est	Recrutement à partir d'une étude de cohorte menée par le service public d'intervention précoce du Colorado. �valuation effectuée en moyenne à 13 mois de la confirmation diagnostique. 90 % des familles suivent un programme public d'intervention précoce (une heure d'intervention à domicile par semaine), les autres enfants ayant un suivi en libéral. Concernant le langage expressif, les parents devaient répondre, que le langage de l'enfant soit exprimé oralement ou de manière signée. Les données normatives en population générale ont été établies à partir d'un échantillon de 800 enfants entendants d'âge moyen de 43 mois [min : 10 ; max : 84 mois], soit légèrement supérieur à la moyenne d'âge de cette étude.

Tableau 6.8 Stress parental au cours de l'enfance d'un enfant sourd

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
				<p>plus élevé s'il y a un trouble associé à la surdité), au degré de surdité ($\beta = -0,16$, moins le seuil auditif est élevé, plus le stress est élevé), au soutien social ($\beta = -0,18$, moins le soutien est important, plus le stress est élevé) et aux difficultés quotidiennes ($\beta = 0,23$, plus les difficultés sont importantes, plus le stress est élevé).</p> <p>Stress relatif au domaine de l'enfant : 2,12 (différence non significative avec le score moyen en population générale qui est de 2,17, $p = 0,37$).</p> <p>Le modèle expliquant 30 % de la variance ne retrouve qu'un facteur prédictif significatif : l'importance des difficultés quotidiennes ($\beta = 0,28$, plus les difficultés sont importantes, plus le stress est élevé).</p>	

Tableau 6.9 Communication entre parents et enfants					
1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Swanwick 2007 (367) Royaume-Uni	étude observationnelle Identifier les différences entre les dyades mère-enfant utilisant la langue des signes et celles utilisant l'anglais	n = 12 dyades mère-enfants ; 6 utilisent la langue des signes britannique (BSL) et 6 autres familles utilisent le langage oral. Âge des enfants : ≤ 4 ans 10/12 enfants ont une surdité profonde, une surdité sévère (anglais), une surdité moyenne (BSL)	Analyse qualitative de vidéos au cours de la lecture d'un livre selon trois critères : - installation physique de la mère et de l'enfant - interaction mère-enfant - utilisation symbolique du langage	L'installation physique est côte à côte quelles que soient les dyades, avec un espace plus important entre la mère et l'enfant si utilisation de la BSL, afin d'avoir un espace pour signer. L'enfant est seulement une fois sur 6 sur les genoux si BSL. Le regard est plus fréquemment dirigé vers le livre, et la lecture reste très près du texte chez les parents utilisant l'anglais, alors que les familles utilisant la BSL racontent l'histoire sans se référer littéralement au texte.	Résultats qualitatifs uniquement
Harris 2005 (369) Royaume-Uni	étude observationnelle Identifier les différences entre les dyades mère-enfant sourd ou entendant	n = 26 dyades mère-enfant âge moyen des enfants < 18 mois si surdité, seuil auditif > 90 dB G1 : enfant sourd-mère sourde G2 : enfant sourd-mère entendant G3 : enfant entendant mère sourde G4 : enfant entendant-mère entendant	Analyse qualitative de vidéos au cours de 10 min de jeu selon deux critères : - nombre de regards de l'enfant vers la mère - localisation du regard de l'enfant (visage, mains, corps de la mère ou objet)	Nombre de regards vers la mère (moyenne ± écart-type ; pourcentage de regards orientés vers le visage de la mère) : G1 : 59 ± 25 ; 43 % G2 : 80 ± 21 ; 40 % G3 : 83 ± 17 ; 46 % G4 : 43 ± 8 % ; 50 % Différence intergroupe significative (Anova ; p = 0,001), entre les dyades entendants-entendants et les groupes G2 et G3 (dyades au statut auditif diff�rent). Il n'y a pas de différence significative entre G1 et G4.	Les mères sourdes utilisent toutes la langue des signes à domicile, 2 mères entendants avec enfant sourd connaissaient la langue des signes avant la naissance de l'enfant, les autres utilisent quelques signes, mais ne pratiquent pas la langue des signes couramment.

Tableau 6.9 Communication entre parents et enfants					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Loots 2005 (368) Belgique	étude comparative transversale multicentrique Décrire les interactions avec échanges intersubjectifs entre parents et enfants sourds selon les modes de communication et le statut auditif des parents	n = 31 parents G1 : 17 parents entendants s'exprimant oralement (auditivo-oral) G2 : 6 parents entendants utilisant le néerlandais signé (communication totale) G3 : 8 parents sourds utilisant la langue des signes néerlandaise 16 enfants sourds âgés de 18 � 24 mois seuil auditif >40 dB 88 % > � 70 dB 1 enfant avec hémiplégie associée	Interaction parents-enfants sourds au cours de 5 min de jeu libre (enregistrement de 24 min dont 8 min contraintes avec le même type de jouets pour tous) : - nombre d'interactions avec échange intersubjectif (une interaction avec échange = 4 séquences consécutives ou plus de communication parent - enfant) - durée d'interaction - type d'interactions (symbolique avec échange par le langage oral ou signé ; non symbolique, ex. interaction physique avec le jouet). Analyse par modèle de régression pas à pas des interactions symboliques parent-enfant en fonction : - du nombre d'interactions parent-enfant, - des stratégies de communication visuo-tactiles, - des modes de communication, et - du sexe des parents.	Nombre d'interactions (G1 / G2 / G3) : - mères : 3,1 / 6,6 / 5,2 - pères : 3,1 / 5,3 / 6,2 différence significative : G1 vs G3 (différence significative pour les pères et pour les mères) Durée d'interaction : 6 sec (pas de différence intergroupe) Nombre d'interactions symboliques (G1 / G2 / G3) : - mères : 0,44 / 1,3 / 3,5 - pères : 0,6 / 1,6 / 4,7 différence significative : G1 vs G3 (différence significative pour les pères et pour les mères) et G2 vs G3 (pour les mères uniquement). Proportion de stratégies de communication visuo-tactiles suivies d'interactions (symboliques/physiques/aucune interaction) G1 : 3 % / 13 % / 84 % G2 : 11 % / 28 % / 61 % G3 : 33 % / 11 % / 56 % Différence intergroupe significative. Proportion d'interactions précédées ou accompagnées d'une stratégie de communication visuo-tactile : G1 : 48 % vs G3 : 84 % (différence significative). Pas de corrélation entre l'utilisation d'une stratégie de communication visuo-tactile et le nombre d'interactions symboliques, quel que soit le mode de communication utilisé par les parents.	Biais de confusion possible : différence d'âge de diagnostic de la surdité selon le statut auditif des parents (3 mois si parents sourds, 9 mois si parents entendants, p < 0,05) ; la différence observée au niveau du nombre d'échanges symboliques pourrait être liée à la prise en compte de la surdité plus précoce (langue des signes offerte dès la naissance par les parents sourds et interventions précoces débutées à 7 mois si parents sourds, 11 mois si parents entendants).
Harrigan, 2002 (430) Royaume-Uni	étude prospective comparant les capacités de communication des parents d'enfants sourds implantés avant	17 parents de 11 enfants implantés (16 r�valu�s à 1 an)	Hypothèse : �volution du comportement du parent dans les échanges avec son enfant avec passage d'une	échange à l'initiative du parent (moyenne, avant <i>versus</i> après formation) : 13,3 vs 7 (p = 0,01)	Formation de trois jours comportant des jeux de rôle, des discussions en groupe et des séquences vidéo. Encourager les parents à :

Tableau 6.9 Communication entre parents et enfants					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
	<p>et après avoir reçu une formation aux échanges avec leurs enfants</p> <p>�valuer l'efficacité d'une formation aux échanges de parents d'enfants sourds implantés sur leur habilité à communiquer avec leurs enfants (<i>the Hanen Program</i>)</p> <p>La formation avait pour but d'aider les parents à être moins directifs dans leurs échanges avec leurs enfants et à faciliter le développement du langage parlé.</p>	<p>Caractéristiques des enfants :</p> <p>�ge chronologique : 2 à 6 ans</p> <p>Durée de la surdité : 0,9 à 5 ans</p> <p>Surdité congénitale : 8</p> <p>Surdité acquise : 3</p> <p>Durée de l'implantation : 2 à 23 mois</p> <p>Communication totale : 11/11</p> <p>Langue parlée : anglais</p> <p>Langue des signes et gestes comme support au développement du langage parlé selon le principe de la communication totale défini dans les <i>Royal National Institute for Deaf People's Educational Guidelines</i></p>	<p>prédominance d'initiatives à une prédominance de réponses</p> <p>Nombre de comportements du parent de type réponse</p>	<p>�change en réponse à l'initiative de l'enfant (moyenne, avant <i>versus</i> après formation) : 7,6 vs 13,5 (p < 0,01)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - être des interlocuteurs plus attentifs en observant, attendant et écoulant les attentes de leurs enfants avant de répondre de façon adaptée ; - adapter leur langage parlé en utilisant des techniques de facilitation (simplification, reformulation, développement et addition). <p>Pour cette étude, films des échanges parents-enfants. Transcription orthographique des films.</p> <p>Comportement des parents dans les échanges classés en 2 catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> - initiation de la conversation ou introduction d'un nouveau sujet - réponse à son enfant <p>Films réalisés 2 semaines à 2 mois avant la formation, 2 semaines à 1 mois après et 1 an après.</p> <p>Film des parents à domicile durant une activité qu'eux-mêmes et leurs enfants préfèrent.</p> <p>Cette étude donne uniquement des résultats sur le comportement des parents dans les échanges avec leurs enfants à la suite de la formation. Elle ne donne pas de résultats sur l'évolution du langage parlé des enfants.</p>
<p>Harris 2001 (372) Royaume-Uni</p>	<p>�tude comparative transversale</p> <p>Comparer l'utilisation des signes entre parents sourds (langue des signes) vs entendants (anglais signé)</p>	<p>n = 14 mères et leurs enfants sourds de 18 mois</p> <p>seuil d'audition > 90 dB</p> <p>G1 : 7 mères entendants utilisant l'anglais signé</p>	<p>Analyse vidéo des signes utilisés au cours d'une séance de jeu libre</p> <p>Nombre d'énoncés signés</p> <p>Nombre de signes situés dans le champ visuel de l'enfant (central ou périphérique)</p>	<p>Nombre moyen [min-max] d'énoncés signés (G1 / G2) :</p> <p>G1 : 23 [2 ; 47]</p> <p>G2 : 35 [4 ; 84]</p> <p>1 signe : en moyenne 75 % / 69 % des énoncés</p> <p>2 signes : en moyenne 19 % / 14 % des</p>	<p>Mode de recrutement des parents non précisé.</p> <p>Variabilité beaucoup plus importante parmi les mères entendants que parmi les mères sourdes. Cependant, certaines</p>

Tableau 6.9 Communication entre parents et enfants					
1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
		G2 : 7 mères sourdes utilisant la langue des signes britannique ou australienne	Nombre de signes en rapport avec le contexte Nombre d'énoncés parlés	énoncés 3 signes ou plus : en moyenne 6 % / 10 % des énoncés signés Différence intergroupe non significative Proportion moyenne [min-max] de signes situés dans le champ visuel de l'enfant / Proportion moyenne [min-max] de signes visibles et en rapport avec le contexte : G1 : 61 [0 ; 96] / 56 [0 ; 96] G2 : 90 [75 ; 100] / 89 [74 ; 100] Différence intergroupe significative (p=0,05) Nombre moyen [min-max] d'énoncés parlés utilisés : G1 : 67 [42 ; 110] G2 : 39 [0 ; 105] 1 mot : en moyenne 25 % / 57 % des énoncés 2 mots : en moyenne 24 % / 26 % des énoncés 3 mots ou plus : en moyenne 51 % / 16 % des énoncés oraux Différence intergroupe non significative pour le nombre total d'énoncés parlés utilisés, mais différence intergroupe significative dans la complexité du message proposé. Corrélation forte entre attention visuelle de l'enfant (spontanée ou sollicitée par la mère) et nombre de signes visibles et en rapport avec le contexte : r = 0,72, p = 0,004	mères entendantes présentent les signes de manière visible et en contexte dans une proportion aussi élevée que les mères sourdes. Le lien entre ces capacités et le suivi par la mère d'un programme d'intervention précoce n'est pas étudié.
Delk 2001 (371) �tats Unis	étude avant-après multicentrique Mesurer l'impact de la mise en œuvre d'un programme public intitulé « Partager la lecture » Intervention : programme de partage	n = 116 enfants sourds ou mal entendants (106 familles) �ge moyen : 4,6 ans (< 11 ans)	Nombre de livres partagés par semaine entre parents et enfants Analyse qualitative du programme	Avant le projet : - 35 % des familles ont lu un livre à leur enfant au maximum une ou deux fois ; - 42 % des familles ont lu au moins une fois avec leur enfant dans la semaine précédant le début du projet ; - 70 % des familles signalent des difficultés à partager un livre (obtenir l'attention de l'enfant, difficulté à comprendre les signes	évaluation d'un programme public mis en œuvre sur 5 nouveaux sites différents. Ces sites sont adossés à une �cole spécialisée pour les enfants sourds ou à une association de personnes ou de parents d'enfants sourds. 64 tuteurs recrutés, tous sourds,

Tableau 6.9 Communication entre parents et enfants					
1^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
	de la lecture entre parents et enfants au domicile avec un tuteur sourd, prévu sur une durée de 20 semaines			<p>de l'enfant, ne pas connaître les signes en rapport avec le livre, ne pas savoir comment tenir le livre et signer en même temps).</p> <p>Nombre de séances effectuées avec le tuteur, l'enfant et la famille : 15,4 séances en moyenne [min : 1 ; max : 22] Les parents lisaient en moyenne 5,2 fois par semaine un livre à leur enfant.</p> <p>Après le projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 74 % des familles ont lu au moins une fois avec leur enfant dans la semaine précédant l'évaluation post-projet ; - les parents disent avoir appris comment obtenir et maintenir l'attention de l'enfant, comment signer des histoires, comment insister sur le sens de l'histoire, comment suivre le désir de l'enfant au cours de la lecture. 	<p>utilisant la langue des signes américaine. Ils apportent chaque semaine des livres différents qu'ils lisent aux enfants en présence des parents et partagent avec eux les moyens de contourner les difficultés rencontrées par les parents.</p> <p>Ce projet était pour la plupart des familles le premier contact avec un adulte sourd.</p>
Joseph 2000 (373) Afrique du Sud	Enquête transversale évaluer la perception des mères quant à leur capacité à utiliser une communication gestuelle avec leur enfant	n = 45 mères ayant un enfant sourd (surdité profonde ou sévère) �g�s de 5 à 13 ans suivant une éducation en langue des signes	Deux questionnaires 1. Informations sur la famille de l'enfant sourd 2. Expérience sur le mode de communication gestuel des mères (taille du vocabulaire en signes, type des signes utilisés et niveau de compétence en langage des signes)	<p>Langue orale : 42 % des enfants et 49 % des mères utilisent toujours la langue orale pour communiquer entre eux ; seulement 31 % des mères qui utilisent la langue orale avec leur enfant considèrent que leur message est systématiquement compris par l'enfant.</p> <p>Communication signée : 53 % des enfants et 40 % des mères utilisent toujours une communication signée pour communiquer entre eux ; celle-ci n'est pas fréquemment une langue structur�e : seulement 8 % des mères utilisent la langue des signes, 58 % utilisent des signes cr�s au sein de la famille, 38 % utilisent l'alphabet signé, 15 % utilisent l'anglais signé.</p> <p>85 % des mères ont un vocabulaire en signes inférieur à 50 signes.</p>	<p>Inadéquation entre les niveaux de langue utilisés par les enfants et par les mères.</p> <p>Catégories socioprofessionnelles défavorisées probablement sur-représentées (39 % des mères vivent seules et 28 % ne connaissent pas l'anglais, langue officielle utilisée à l'�cole).</p>

Tableau 7.1 Prévalence des troubles psychiques ou relationnels de l'enfant sourd ou de l'adolescent sourd

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
<p>Van Gent 2007 (385) Pays-Bas</p>	<p>Étude transversale Identifier la prévalence des psychopathologies et leurs facteurs associés auprès d'une population sourde</p>	<p>n = 70 âge moyen [min-max] : 16,9 ans [13-21] filles : 53 % Seuil auditif : 73 à 95 dB : 19 % > 96 dB : 81 % QI : 80 à 100 : 20 % ; 101 à 140 : 80 % - Établissement scolaire Ordinaire : 26 %, école spécialisée 74 % ; 40 % des enfants sont en internat - Mode de communication oral : 53 %, signé : 47 % trouble associé : 37 %</p>	<p>Troubles émotionnels et comportementaux reportés : - par les parents via un questionnaire standardisé rempli au cours d'un entretien (<i>Child behavior checklist : CBCL</i>) - par les enseignants (<i>Teacher's report form</i>) - par un psychologue via un entretien clinique semi-structuré (<i>Semi-structured clinical interview for children and adolescent</i>) et via le dossier médical</p> <p>Fonctions cognitives (<i>Wechsler test</i>)</p> <p>Analyse par modèle de régression multivariée (variables intégrées dans le modèle : âge, sexe, type de surdité, pathologies organiques présentes et antécédents, domicile, statut socio-économique de la famille, statut immigré, mode de communication de l'adolescent, type d'établissement scolaire, constitution de la famille).</p>	<p>Proportion d'adolescents ayant un score total de troubles reportés situé à la limite ou dans le secteur pathologique : <i>Child behavior checklist</i> : 28 % (vs 16 % en population générale reportée dans la littérature, $p < 0,05$) <i>Teacher's report form</i> : 32 % (vs 17 % en population générale reportée dans la littérature, $p < 0,001$) <i>Semi-structured clinical interview for children and adolescents</i> : - cas limite : 49-63 % (pas de comparaison en population générale) Dossier médical : - cas pathologiques : 49 % (pas de comparaison en population générale) - DSM-classification : 46 % (27 % troubles émotionnels, 11 % troubles du comportement, 7 % autres troubles).</p> <p>Facteurs associés aux pathologies identifiées selon le DSM (Odd-ratio et intervalle de confiance à 95 %) : Troubles émotionnels associés aux pathologies organiques (plus de troubles émotionnels lors d'antécédents comprenant plus de 3 pathologies organiques vs pas d'antécédents OR : 7,2 [2,1 ; 23,7]). Troubles du comportement associés au mode de communication (moins de troubles du comportement quand communication orale vs signée : OR : 0,1 [0,01 ; 0,89]).</p>	<p>Entretien effectué avec un interprète lorsque l'enfant s'exprime en langue des signes.</p> <p>Concordance meilleure si l'évaluation est effectuée sur dossier et par un questionnaire comparativement à une évaluation menée par 2 questionnaires séparément.</p> <p>Seulement 3 des 32 adolescents, pour lesquels une pathologie psychiatrique a été identifiée selon la classification DSM, avaient été adressés à un psychiatre.</p>

Tableau 7.1 Prévalence des troubles psychiques ou relationnels de l'enfant sourd ou de l'adolescent sourd

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Wake 2004 (379) Australie	étude transversale évaluer les �tats de santé et compétences linguistiques de l'ensemble des enfants de 7-8 ans ayant une surdité congénitale isolée et les comparer à la moyenne de la cohorte nationale du même âge	n = 86 âge : 7-8 ans temps moyen [min-max] écoule depuis diagnostic : 6,1 ans [3,5-8,1] diagnostic avant 6 mois : n = 11 ; avant un an : n = 29 seuil d'audition moyen : 64 dB [20-120] 89 % des enfants ont bénéficié d'un programme d'intervention précoce où ils sont entrés en moyenne à 24 mois [1-60] 47 % des enfants suivent leur scolarité en �cole ou classe spécialisée pour enfants sourds. 91 % des enfants suivant leur scolarité en milieu ordinaire ont parallèlement un suivi individuel par un enseignant spécialisé.	Qualité de vie : scores physique et psychosocial (<i>Children health questionnaire, 28-items parent proxy-report</i>) Capacités d'adaptation : activités de la vie quotidienne (<i>Vineland adaptative behaviour scales</i>) Troubles du comportement : difficultés émotionnelles, de conduite, générales (<i>revised Rutter parent and teacher scale</i>) Préoccupations parentales (<i>parents's evaluation of developmental status</i>) Fonctionnement à l'�cole (<i>School functioning questionnaire</i>) Langage : réception, expression et langage total (<i>Clinical evaluation of langage fundamentals, score minimum</i>) Vocabulaire (<i>peabody picture vocabulary test</i>) Articulation (<i>Goldman-Fristoe test of articulation</i>) Intelligence non verbale (<i>Wechsler intelligence scale for children</i>)	Taux de réponse : 67 % (132 enfants éligibles) QI moyen [min-max] non verbal : 105 [65-150] La seule mesure pour laquelle il n'y a pas de différence significative entre le groupe ayant une surdité et la population générale est la qualité de vie dans ses composantes physiques. Pour toutes les autres mesures dont une norme est établie en population générale, les enfants ayant une surdité rencontrent plus de difficultés que la population générale (résultats donnés sous forme de taille de l'effet : différence des moyennes entre les groupes divisée par l'écart-type de la population générale ; un effet de 0,5 est considéré modéré, un effet de 0,8 est considéré important). Qualité de vie psychosociale : 0,5 Capacités d'adaptation : 0,45 Langage : réceptif : 1,3 ; expressif : 1,7 ; vocabulaire : 1,5 Autres résultats (proportion d'enfants concernés, enfants sourds/population générale) : Troubles significatifs du comportement : 47 % / 12 % d'après les parents (p< 0,001) ; 20 % / 8 % d'après les enseignants (p=0,05) ; Préoccupations majeures des parents : 82 % / 34 % (p < 0,001).	�tude menée avant mise en place du dépistage universel de la surdité de l'enfant. Les enfants sourds ont été contact�s à partir du fichier du service centralisé national de délivrance des aides auditives de l'état de Victoria ; au cours de l'enquête, 45 enfants supplémentaires non identifiés par ce fichier auraient pu être éligibles (pas de différences significatives sur les données démographiques, économiques, et sévérité ou âge de diagnostic de la surdité entre les enfants ayant participé à l'étude, ceux n'ayant pas répondu et ceux identifiés par un autre biais que le fichier national). Un interprète en langue des signes a été sollicité pour 6 enfants. Des différences significatives sont observées entre les scores obtenus par les enfants selon leur seuil auditif uniquement concernant le langage. Le seuil auditif n'est pas associé aux capacités d'adaptation, à la qualité de vie physique ou psychosociale, aux résultats scolaires ou aux troubles du comportement. Cependant, les auteurs notent que les difficultés de comportement sont les plus importantes dans le groupe d'enfants (n = 19) ayant un seuil auditif < 40 dB.

Tableau 7.1 Prévalence des troubles psychiques ou relationnels de l'enfant sourd ou de l'adolescent sourd

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
van Eldik 2004 (386) Pays-Bas	<p>�tude transversale proposée à l'ensemble des écoles spécialisées pour enfants sourds (n = 5, communication totale) ou malentendants (n = 40 ; langue orale avec utilisation de signes)</p> <p>Comparer la prévalence des troubles émotionnels ou comportementaux entre une population d'enfants et adolescents sourds et la population générale.</p>	<p>G1 : n = 238 jeunes sourds sans trouble associé</p> <p>�ge moyen [min-max] : 11,2 ans [4-18]</p> <p>seuil auditif : > 90 dB</p> <p>Statut socio-économique des parents : 34 % haut, 33 % moyen, 32 % bas, 1 % non précisé</p> <p>G2 : n = 2.068</p>	<p>Troubles émotionnels et comportementaux reportés par les parents via un questionnaire standardisé rempli au cours d'un entretien (<i>Child behavior checklist</i> : CBCL). Le score, considéré comme limite ou pathologique d'après l'étude de validation du questionnaire, a été utilisé pour définir la présence ou non de troubles émotionnels ou comportementaux.</p> <p>Niveau de compréhension mutuelle parents-enfants (quelle que soit la langue utilisée : orale, écrite ou signée) � partir d'une échelle de Likert à 5 points.</p>	<p>Taux de participation : 1 �cole sur 5 (enfants sourds) et 20 écoles sur 40 (enfants malentendants), représentant environ 25 % de la population sourde et 42 % de la population malentendante de 4 à 18 ans aux Pays-bas.</p> <p>Prévalence des troubles émotionnels et comportementaux (proportion de jeunes au sein de chaque groupe, G1 / G2 ; * : différence intergroupe significative p < 0,01)</p> <p>tous troubles confondus * : 41 % / 17 % (OR = 2,6) ; corrélation avec le niveau de compréhension mutuelle (r = -1,7)</p> <p>Problèmes sociaux * : 21 % / 5 %</p> <p>Comportement agressif * : 19 % / 5 %</p> <p>Anxiété/dépression * : 13 % / 6 %</p> <p>Troubles de l'attention * : 13 % / 6 %</p> <p>Troubles de la pensée * : 13 % / 4 %</p> <p>Repli sur soi * : 11 % / 5 %</p> <p>Comportement délinquant * : 13 % / 6 %</p> <p>Plaintes somatiques (pas de différence significative) : 6 % / 6 %</p>	<p>Certaines associations ont été retrouvées entre les troubles observés et d'autres variables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plus le niveau de communication mutuelle est satisfaisant (quelle que soit la langue utilisée), moins fréquents sont les troubles émotionnels ou comportementaux de l'enfant ou de l'adolescent. Les modes de communication des enfants et des parents ne sont pas précisés ; - la prévalence des troubles anxieux et dépressifs ainsi que problèmes sociaux augmentent avec l'âge. <p>Pas d'association entre troubles observés et sexe, seuil auditif (mais seuil très homogène au sein de l'échantillon), niveau socio-économique de la famille, environnement scolaire.</p> <p>�tude non généralisable à l'ensemble des jeunes sourds : seuil auditif très élevé, pas de trouble associé.</p>

Tableau 7.1 Prévalence des troubles psychiques ou relationnels de l'enfant sourd ou de l'adolescent sourd

1 ^{er} auteur, année, référence, pays	Type d'étude Objectifs	Population	Critères de jugement Analyse	Résultats	Commentaires
Wallis 2004 (387) Canada	<p>�tude transversale à partir d'une population d'adolescents sourds suivie longitudinalement depuis l'enfance par les établissements spécialisés pour l'éducation des jeunes sourds de l'état de l'Ontario</p> <p>Identifier les relations entre le fonctionnement psychique à l'adolescence et l'utilisation d'une langue commune depuis l'enfance ou de deux langues différentes entre parents entendants et jeunes sourds.</p>	<p>n = 65 jeunes sourds (68 % filles) �ge moyen 15 ans à 1 an seuil auditif > 70 dB (voir seuil auditif moyen non appareillé selon les groupes)</p> <p>G1 (n = 15) : communication audio-orale et parents entendants ; 92 dB</p> <p>G2 (n = 15) : communication signée avant l'âge de 5 ans et signée au sein de la famille, parents entendants ; 110 dB</p> <p>G3 (n = 27) : communication signée après l'âge de 5 ans ou ayant des parents qui ne signent pas, parent entendant ; 100 dB</p> <p>G4 (n = 7) : communication non précisée et parent sourd ; 101 dB</p>	<p>Fonctionnement psychique mesuré par le questionnaire <i>Achenbach Youth Self Report</i> adapté de manière à évaluer les relations avec les personnes communiquant oralement ou par langue des signes.</p> <p>L'adolescent reporte lui-même son comportement au cours d'un entretien réalisé dans le mode de communication habituel du jeune.</p>	<p>Taux de participation : 42 % (153 enfants éligibles). Taux de participation supérieur chez les filles.</p> <p>Score total / score des troubles internalisés / score des troubles externalisés (plus le score est faible, plus l'état de santé mentale est satisfaisant) :</p> <p>G1 : 56/55/53 G2 : 59/56/55 G3 : 63/59/60 G4 : 54/52/54</p> <p>Différence intergroupe significative pour le score total (p = 0,01) et le score des troubles externalisés (p = 0,009) ; les différences observées concernent : G1 vs G3 et (G1+G2) vs G3 en particulier concernant les comportements agressifs et les comportements délinquants ; pas de différence G1 vs G3 ; pas de comparaison avec G4 (groupe pas assez nombreux).</p> <p>Pourcentage de jeunes présentant un score total considéré normal (score > 60) / limite / pathologique :</p> <p>G1 : 73,3 % / 13,3 % / 13,3 % G2 : 46,7 % / 20 % / 33,3 % G3 : 29,6 % / 11,1 % / 59,3 % G4 : 73,3 % / 13,3 % / 13,3 %</p>	<p>Pas de différence socio-économique entre les groupes.</p> <p>Différences intergroupes significatives selon le seuil auditif sans et avec appareillage :</p> <p>Sans appareillage : G1 et G3 vs G2 Avec appareillage : G1 vs G2 et vs G3</p> <p>Le mode de communication de la mère avec l'enfant a été établi à partir de vid�es prises au cours de l'enfance et de l'adolescence et non sur une information reportée par les parents.</p> <p>Validation du questionnaire adapté (correlation test-retest : r = 0,87).</p> <p>Ces résultats confirment que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'y a pas de différence significative concernant la santé mentale des adolescents sourds de parents entendants selon leur mode de communication orale ou signée, dans la mesure où la langue est partagée entre parents et enfants avant l'âge de 5 ans ; - l'utilisation d'une langue commune entre mère et enfant, quelle soit orale (G1) ou signée avant l'âge de 5 ans (G2 et G4) est associée à une meilleure santé mentale à l'adolescence. Les adolescents sourds ayant le meilleur score psychique sont ceux ayant des parents sourds.

Annexe 2. Conditions favorables pour une communication de qualité avec une personne sourde : recommandations aux professionnels de santé

D'après Barnett 2002 (337)

► Communication avec une personne sourde ou entendant difficilement et s'exprimant oralement

- Accueil
 - Demander à la personne comment communiquer au mieux avec elle.
- Environnement
 - S'assurer que le visage du professionnel est bien éclairé ;
 - Réduire le bruit de fond (pour personne entendant difficilement).
- Expression d'un message
 - S'assurer que le contact visuel est établi avant de parler ;
 - S'assurer que la bouche n'est pas masquée (par les mains, stylo, dossiers, etc.) ;
 - Ajuster l'intensité de la voix si cela aide (pour personne entendant difficilement) ;
 - Expliciter clairement les changements de sujet ;
 - Répéter l'information qui n'est pas comprise ; la reformuler si elle n'est toujours pas comprise ;
 - Utiliser les aides techniques si cela aide (pour personne entendant difficilement) ;
 -  crire peut être utile ;
 - Demander à la personne régulièrement si la communication est satisfaisante ;
 - Demander à la personne de résumer ce qui s'est dit pour s'assurer de sa compréhension du message.
- Réception d'un message
 - Résumer ce que la personne a exprimé afin de s'assurer de la pertinence du message reçu ;
 - Quand le professionnel est incertain de sa compréhension, demander à la personne de répéter ou clarifier (pour personne sourde) ;
 - Répéter les dires du patient pour s'assurer de la bonne compréhension du message ;
 - Si le message n'est toujours pas clair, l'écrit peut être utile.

► Communication avec une personne sourde s'exprimant en langue des signes avec un praticien ne connaissant pas cette langue

- Accueil
 - Accueillir le patient avec un signe de bienvenue (ou demander à la personne de vous en apprendre un) ;
 - Demander à la personne comment communiquer au mieux avec elle.
- Environnement
 - S'assurer que la pièce est bien éclairée et que la personne n'est pas  blouie ;
 - S'assurer que la personne peut voir simultanément le praticien et l'interprète.
- Expression d'un message
 - Travailler avec un interprète qualifié ;
 - Parler au patient et non   l'interprète ;
 - Expliciter clairement le changement de sujet ;
 - Passer par l'écrit et utiliser les supports écrits peut avoir un intérêt limité ;
 - Demander à la personne régulièrement si la communication est satisfaisante ;
 - Demander à la personne de résumer ce qui s'est dit pour s'assurer de sa compréhension du message.
- Réception d'un message
 - Regarder le patient pendant que l'interprète vous parle ;
 - Résumer ce que la personne a exprimé afin de s'assurer de la pertinence du message reçu ;
 - Quand le professionnel est incertain de sa compréhension, demander à la personne et non   l'interprète, de clarifier son message

Références bibliographiques

1. Délégation Générale à la langue française et aux langues de France, Eysseric V. Le corpus juridique des langues de France. Paris: DGLFLF; 2005.
2. Loi n 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées. Journal Officiel 2005;(36):2353.
3. Haute Autorité de Santé. Traitement de la surdité par pose d'implants cochléaires ou d'implants du tronc cérébral. Argumentaire. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2007.
4. Haute Autorité de Santé, Collignon C. Appareils électroniques correcteurs de surdité. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2008.
5. Bureau international d'audiophonologie. Les recommandations. Li ge: BIAP; 2003.
6. Loi n 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique. Journal Officiel 2004;185:14277.
7. Académie nationale de médecine, Hamard H. Handicaps sensoriels de l'enfant. Paris: ANM; 2007.
8. Lane H. Quand l'esprit entend : Histoire des sourds-muets. Paris: Odile Jacob; 1996.
9. Ministère de la Santé et des Sports. Arrêté du 2 mars 2009 relatif à l'inscription de systèmes d'implants cochléaires et du tronc cérébral au chapitre 3 du titre II et au chapitre 4 du titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du Code de la sécurité sociale. Journal Officiel 2009;(55):4264.
10. Ministère de la Santé et des Sports. Arrêté du 7 mai 2009 modifiant l'arrêté du 2 mars 2009 relatif à l'inscription des implants cochléaires au chapitre 3 du titre II et au chapitre 4 du titre III de la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 du Code de la sécurité sociale. Journal Officiel 2009;(110):8014.
11. Loi n 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des personnes handicapées. Journal Officiel 1975;6596.
12. Ministère du Travail. Décret n 76-389 du 15 avril 1976 complétant le décret du 9 mars 1956 modifié fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par l'annexe XXIV *bis* concernant les conditions techniques d'agrément des centres d'action médico-sociale précoce. Journal Officiel 1976 ; 2683-84.
13. Arrêté du 18 janvier 1977 : Certificat d'aptitude à l'enseignement des sourds-muets. Journal Officiel 1977;969.
14. Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi. Décret n 86-1151 du 27 octobre 1986 instituant un diplôme d'Etat intitulé Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement des jeunes sourds. Journal Officiel 1986;13008.
15. Ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection sociale. Décret n 89-798 du 27 octobre 1989 remplaçant les annexes XXIV, XXIV *bis*, XXIV *ter* au décret du 9 mars 1956 modifié fixant les conditions techniques d'agrément des établissements privés de cure et de prévention pour les soins aux assurés sociaux par trois annexes concernant, pour la première, les conditions techniques d'autorisation des établissements et des services prenant en charge des enfants ou adolescents présentant des déficiences intellectuelles ou inadaptés, pour la deuxième, les conditions techniques d'autorisation et des services prenant en charge des enfants ou adolescents présentant une déficience motrice, et pour la troisième, les conditions techniques d'autorisation et des services prenant en charge des enfants ou adolescents polyhandicapés. Journal Officiel 1989;13583-91.
16. Loi n 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales. Journal Officiel 1991;18: 1048.
17. Décret n 92-1132 du 8 octobre 1992 relatif à l'éducation des jeunes sourds et fixant les conditions d'application de l'article 33 de la loi n 91-73 du 18 janvier 1991 portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales. Journal Officiel 1992; 239.
18. Ministère de la Jeunesse de l'éducation nationale et de la Recherche. Décret n 2004-13 du 5 janvier 2004 créant le certificat d'aptitude professionnelle pour les aides spécialisées, les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap, et le certificat complémentaire pour les enseignements adaptés et la scolarisation des élèves en situation de handicap. Journal Officiel 2004;(5):477.
19. Ministère de l'éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Décret n 2006-509 du 3 mai 2006 relatif à

l'éducation et au parcours scolaire des jeunes sourds. Journal Officiel 2006; (105):6674.

20. Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins. Circulaire DHOS/E1 n 2007-163 du 20 avril 2007 relative aux missions, à l'organisation et au fonctionnement des unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes (LS) 2007. <<http://www.adiph.org/circ200407-LS.pdf>> .

21. Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins. Circulaire n DHOS/SDE/E1/2005/497 du 4 novembre 2005 concernant l'impact de la loi du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie sur la prise en charge des personnes sourdes 2005. <http://www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/poles_sourds/sourds_etabs/circ497_041105.pdf> .

22. Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins. Organisation et pratiques professionnelles des pôles d'accueil et de prise en charge des personnes sourdes et malentendantes depuis leur création 2006. <http://www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/poles_sourds/sourds_etabs/sourds.htm> .

23. Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins.  tat des lieux de l'activité en 2006 des unités d'accueil et de soins des patients sourds en langue des signes (LS) 2007. <http://www.sante.gouv.fr/htm/dossiers/poles_sourds/rapport_2007.pdf> .

24. Ministère de l'éducation nationale. Enseignement de la langue des signes française à l' cole primaire. Bulletin Officiel 2008;(33).

25. Ministère de l'éducation nationale. Conditions de mise en œuvre du programme de la langue des signes française à l' cole primaire. Bulletin Officiel 2008;(33).

26. Ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité. Décret n 2008-110 du 6 février 2008 relatif au guide d'évaluation des besoins de compensation des personnes handicapées et modifiant le code de l'action sociale et des familles (partie r glementaire). Journal Officiel 2008;(33):2379.

27. Ministère du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité. Arrêté du 6 février 2008 relatif aux références et nomenclatures applicables au guide d'évaluation des besoins de compensation des personnes handicapées prévu à l'article R. 146-28 du Code de l'action sociale et des familles. Journal Officiel 2008;(106):7489.

28. Ministère de l'éducation nationale. Circulaire n 2009-087 du 17-7-2009. Scolarisation des élèves handicapés à l' cole primaire ;

actualisation de l'organisation des classes pour l'inclusion scolaire (CLIS). Bulletin Officiel 2009;(31).

29. Conseil de l'Europe. Recommandation 1598 (2003). Protection des langues des signes dans les  tats membres du Conseil de l'Europe 2003. <<http://assembly.coe.int/MainF.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta03/FREC1598.htm>> .

30. Conseil de l'Europe. Le statut des langues des signes en Europe. Strasbourg :  ditions du Conseil de l'Europe; 2005.

31. Circulaire n 93-201 du 25 mars 1993. Modes de communication reconnus dans l'éducation des jeunes sourds. Bulletin Officiel 1993; 16.

32. Conseil d' tat. Conseil d'état statuant au contentieux n 143449-149907 1994. <[33. Manteau E. R ducation ou conservation du langage oral et de la parole dans les surdités appareillées ou non, y compris en cas d'implantation cochléaire. In : Rousseau T, ed. Les approches thérapeutiques en orthophonie. Isbergues: Ortho édition; 2004. p. 29-79.](http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT00007825981&fastReqId=491435334&fastPos=1#> .</p></div><div data-bbox=)

34. Bertin F. Enseigner et apprendre en LSF : vers une éducation bilingue. La nouvelle revue de l' AIS 2005;(Hors-série).

35. Grosjean F. Le bilinguisme et le biculturalisme. Essai de définition. In: Gorouben A, ed. Le bilinguisme. Aujourd'hui et demain. Paris : CTNERHI; 2004. pp.18-50.

36. Grosjean F. Bilinguisme, biculturalisme et surdité. In : Gorouben A, ed. Le bilinguisme. Aujourd'hui et demain. Paris: CTNERHI ; 2004. pp. 51-70.

37. Virole B, Gorouben A. Le bilinguisme précoce chez l'enfant sourd. Définitions, fondements théoriques et perspectives de recherches. In: Gorouben A, ed. Le bilinguisme. Aujourd'hui et demain. Paris: CTNERHI; 2004. pp. 83-100.

38. Grosjean F. Le droit de l'enfant sourd à grandir bilingue 1999. <<http://www2.unine.ch/webdav/site/ltlp/shared/documents/francais.pdf>> .

39. Arrêté du 24 avril 2002 relatif aux conditions d'attribution des six catégories de complément d'allocation d'éducation spéciale. Journal Officiel 2002; (102): 7945-49.

40. Delaporte Y. Les sourds c'est comme  a.

Paris :  ditions de la Maison des sciences de l'homme; 2002.

41. Buton F. L' tat et ses catégories comme objets d'analyse socio-historique. Principes, modalités et limites de la production étatique des « handicapés sensoriels » au XIX^e siècle. In: Laborier P, Trom D, ed. Historicit s de l'action publique. Paris: PUF; 2003. pp. 59-78.

42. Buton F. Le congrès de Milan, entre mythe et réalité. *Surdités* 2001;(4):pp.45-62.

43. Poizat M. La surdité de l'histoire. *Surdités* 2001;(4):107-19.

44. Blume SS. Histories of cochlear implantation. *Soc Sci Med* 1999;49(9):1257-68.

45. Lane H. Ethnicity, Ethics, and the Deaf-World. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2005;10(3):291-320.

46. Austen S, Coleman E. Controversy in deafness : Animal Farm meets Brave New World. In : Austen S, Crocker S, ed. Deafness in Mind. Working Psychologically with Deaf People Across the Lifespan. Londres: Whurr Publishers; 2004. p.

47. Organisation mondiale de la santé. Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé pour les enfants et les jeunes. Genève: OMS; 2007.

48. Hugounenq H. Le statut politique de la langue des signes.  l ments de réflexion sur la perception du bilinguisme en France. *Marges Linguistiques* 2005;(10).

49. Gillot D. Le Droit des sourds : 115 propositions : rapport au Premier ministre. Paris : La Documentation française; 1998.

50. Ministère des Affaires  trang res, Mission de l'adoption internationale 2003. Convention internationale des droits de l'enfant. Convention des Nations unies du 20 novembre 1989. Paris: ministère des Affaires  trang res; 2003.

51. Comité Consultatif National d'éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé. Avis sur l'implant cochléaire chez l'enfant sourd pré-lingual 1994. <<http://www.ccne-ethique.fr/docs/fr/avis044.pdf>> .

52. Comité Consultatif National d'éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé.  thique et surdité de l'enfant :  l ments de réflexion à propos de l'information sur le dépistage systématique néonatal et la prise en charge des enfants sourds. Avis n 103 2008. <http://www.ccne-ethique.fr/docs/CCNE-Ethique_et_surdite.pdf> .

53. Institut national de prévention et d'éducation pour la santé. La surdité de l'enfant. Guide pratique à l'usage des parents. Saint-Denis : INPES; 2005.

54. Action Connaissance Formation pour la Surdité. Livre blanc de la surdité de l'enfant. Paris: Acfos; 2006.

55. British Association of Teachers of the Deaf. Speech and Language Therapy Guidelines. Guidelines for Co-operation between Teachers of the Deaf and Speech and Language Therapists 1997.

<<http://www.batod.org.uk/index.php?id=/articles/guidelines/speechandlang.htm>> .

56. Mitchell RE, Karchmer MA. Chasing the Mythical Ten Percent: Parental Hearing Status of Deaf and Hard of Hearing Students in the United States. *Sign Language Studies* 2004;4(2):138-63.

57. Morgon A, Imbert D. Prise en charge de l'enfant et de l'adolescent sourd en milieu médico-social de Rhône-Alpes. *Connaissances Surdités* 2003;5:6-12.

58. Virole B. Psychologie de la surdité. Bruxelles : De Boeck; 2006.

59. Agence de santé publique du Canada. Développement précoce de l'audition et de la communication. Document de référence du groupe de travail canadien sur l'audition chez les enfants (GTCAE). Ottawa : ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada; 2005.

60. Sander M-S, Lelievre F, Tallec A. Le handicap auditif en France : apports de l'enquête Handicaps, incapacités, dépendance, 1998-1999. * tudes et Résultats* 2007;589:1-8.

61. Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques. Handicap auditif en France. Apports de l'enquête HID 1998-1999. Observatoire régional de santé des Pays-de-la-Loire. Paris: DREES; 2007.

62. Registre des Handicaps de l'Enfant et Observatoire Périnatal. Rapport annuel 2005. RHEOP Registre des Handicaps de l'Enfant et Observatoire Périnatal. Grenoble: RHEOP; 2005.

63. Registre des Handicaps de l'Enfant et Observatoire Périnatal. Rapport de 12 ans d'enregistrement. RHEOP Registre des Handicaps de l'Enfant et Observatoire Périnatal. Grenoble: RHEOP; 2000.

64. Petit-Carri  S, Salamon M, Tison SM, Poisot C, Bouzigon E, Stessin C. Les bilans de santé des enfants de 3-4 ans : résultats des dépistages

réalisés en 1999 par les médecins du service de protection maternelle et infantile de Gironde. Arch Pediatr 2001;8(6):588-97.

65. Institut national de la santé et de la recherche médicale. Recueil des données lors des examens de santé et activités de dépistage. In: Institut national de la santé et de la recherche médicale, ed. Santé de l'enfant. Propositions pour un meilleur suivi. Expertise opérationnelle. Paris: INSERM; 2009. p.177-195.

66. Institut national de la santé et de la recherche médicale. Déficits auditifs, Recherches émergentes et applications chez l'enfant. Paris : Inserm; 2006.

67. Ancel PY. Handicap neuro-sensoriel grave de l'enfant grand pr matur . J Gynecol Obstet Biol Reprod 2004; 33(6 Pt 1): 461-74.

68. Hille ET, van Straaten HI, Verkerk PH, Dutch NICU Neonatal Hearing Screening Working Group. Prevalence and independent risk factors for hearing loss in NICU infants. Acta Paediatr 2007; 96(8):1155-8.

69. McCormack J, Worrall LE. The ICF Body Functions and Structures related to speech-language pathology. Int J Speech Lang Pathol 2008;10(1-2):9-17.

70. Mitchell RE, Karchmer MA. When Parents Are Deaf Versus Hard-of-Hearing: Patterns of Sign Use and School Placement of Deaf and Hard-of-Hearing Children. J Deaf Stud Deaf Educ 2004; 9(2):133-52.

71. Fortnum HM, Marshall DH, Bamford JM, Summerfield AQ. Hearing-impaired children in the UK: education setting and communication approach. Deafness and Education International 2002;4(3):123-41.

72. Dauman R, Daubech Q, Gavilan I, Colmet L, Delaroche M, Michas N, *et al.* Long-term outcome of childhood hearing deficiency. Acta Otolaryngol 2000;120(2):205-8.

73. Sabria R. Sociolinguistiques de la langue des signes française 2006. <http://www.univ-rouen.fr/dyalang/glottopol/telecharger/numero_7/gpl7_01sabria.pdf> .

74. Antia SD, Jones PB, Reed S, Kreimeyer KH. Academic status and progress of deaf and hard-of-hearing students in general education classrooms. J Deaf Stud Deaf Educ 2009; 14(3): 293-311.

75. Karchmer MA, Mitchell RE. Demographic and achievement characteristics of deaf and hard of hearing students. In: Marschark M, ed. Oxford

handbook of deaf studies, language and education. New-York: Oxford University Press; 2003. p.31-37.

76. Li Y, Bain L, Steinberg AG. Parental decision making and the choice of communication modality for the child who is deaf. Arch Pediatr Adolesc Med 2003;157(2):162-8.

77. Steinberg A, Bain L, Li Y, Delgado G, Ruperto V. Decisions Hispanic Families Make after the Identification of Deafness. J Deaf Stud Deaf Educ 2003;8(3):291-314.

78. Steinberg A, Brainsky A, Bain L, Montoya L, Indenbaum M, Potsic W. Parental values in the decision about cochlear implantation. Int J Pediatr Otorhinolaryngol 2000;55(2):99-107.

79. Kluwin TN, Stewart DA. Cochlear Implants for Younger Children: A Preliminary Description of the Parental Decision Process and Outcomes. Am Ann Deaf 2000;145(1):26-32.

80. Fruchard M-L. Le jeune enfant sourd : consensus et controverses. Parents entendants, les raisons d'un non-choix pour leur enfant sourd. Paris: GERS; 2007.

81. Institut national de la santé et de la recherche médicale. Déficiences ou handicaps d'origine périnatale. Dépistage et prise en charge. Paris: Inserm. Expertise collective;2004.

82. Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes. Intervention précoce auprès de la petite enfance. Analyse des situations en Europe. Aspects fondamentaux et recommandations. Rapport de Synthèse. Odense: Agence Européenne pour le Développement de l'Education des Personnes ayant des Besoins Particuliers; 2005.

83. Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes. Les besoins éducatifs particuliers en Europe. Middelfart: Agence Européenne pour le Développement de l'éducation des Personnes ayant des Besoins Particuliers; 2003.

84. Committee on Children With Disabilities. Role of the pediatrician in family-centered early intervention services. Pediatrics 2001;107(5):1155-7.

85. Wilson K. Beyond early intervention: providing support to public school personnel. Volta Rev 2006;106(3):419-31.

86. Dalzell L, Orlando M, MacDonald M, Berg A, Bradley M, Cacace A, *et al.* The New York State universal newborn hearing screening demonstration project: ages of hearing loss

identification, hearing aid fitting, and enrollment in early intervention. *Ear Hear* 2000;21(2):118-30.

87. Draussin C, Richard G, Centre Technique National d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations. Enquête sur l'accompagnement des enfants sourds par les CAMSP et les SAFEP. Centre Technique National d'études et de Recherches sur les Handicaps et les Inadaptations; 2008.

88. Bubbico L, Di Castelbianco FB, Tangucci M, Salvinelli F. Early hearing detection and intervention in children with prelingual deafness, effects on language development. *Minerva Pediatr* 2007;59(4):307-13.

89. Kennedy CR, McCann DC, Campbell MJ, Law CM, Mullee M, Petrou S, *et al.* Language ability after early detection of permanent childhood hearing impairment. *N Engl J Med* 2006;354(20):2131-41.

90. US Preventive Services. Universal screening for hearing loss in newborns: US Preventive Services Task Force recommendation statement. *Pediatrics* 2008;122(1):143-8.

91. American Academy of Pediatrics, Joint Committee on Infant Hearing. Year 2007 position statement: Principles and guidelines for early hearing detection and intervention programs. *Pediatrics* 2007;120(4):898-921.

92. Royal College of Speech & Language Therapists. Royal College of Speech & Language Therapists Clinical Guidelines. Oxon: RCSLT; 2005.

93. Institute for Quality and Efficiency in Health Care. Neonatal screening for early detection of hearing impairment. Final report. Cologne: IQWiG; 2007.

94. US Preventive Services. Universal Newborn Hearing Screening: Systematic Review to Update the 2001 U.S. Preventive Services Task Force Recommendation. Evidence Synthesis N 2. Rockville: AHRQ; 2008.

95. Wake M, Poulakis Z, Hughes EK, Carey SC, Rickards FW. Hearing impairment: A population study of age at diagnosis, severity, and language outcomes at 7-8 years. *Arch Dis Child* 2005;90(3):238-44.

96. Calderon R. Further Support for the Benefits of Early Identification and Intervention for Children with Hearing Loss. *Volta Rev* 2000;(100):53-84.

97. Moeller MP. Early intervention and language development in children who are deaf and hard of hearing. *Pediatrics* 2000;106(3):E43.

98. Yoshinaga-Itano C, Coulter D, Thomson V. Developmental outcomes of children with hearing loss born in Colorado hospitals with and without universal newborn hearing screening programs. *Semin Neonatol* 2001;6(6):521-9.

99. Mayne AM, Yoshinaga-Itano C, Sedey A, Carey A. Expressive vocabulary development of infants and toddlers who are deaf or hard of hearing. *Volta Rev* 2000;100(5):1-28.

100. Uus K, Bamford J. Effectiveness of population-based newborn hearing screening in England: ages of interventions and profile of cases. *Pediatrics* 2006;117(5):e887-e893.

101. Mehl AL, Thomson V. The Colorado newborn hearing screening project, 1992-1999: on the threshold of effective population-based universal newborn hearing screening. *Pediatrics* 2002;109(1):E7.

102. Wessex Universal Neonatal Hearing Screening Trial Group. Controlled trial of universal neonatal screening for early identification of permanent childhood hearing impairment. *Lancet* 1998;352:1957-64.

103. Weichbold V, Welzl-Mueller K. Maternal concern about positive test results in universal newborn hearing screening. *Pediatrics* 2001;108(5):1111-6.

104. Poulakis Z, Barker M, Wake M. Six months impact of false positives in an Australian infant hearing screening. *Arch Dis Child* 2003;88(1):20-4.

105. Crockett R, Wright AJ, Uus K, Bamford J, Marteau TM. Maternal anxiety following newborn hearing screening: the moderating role of knowledge. *J Med Screen* 2006;13(1):20-5.

106. Vohr BR, Letourneau KS, McDermott C. Maternal worry about neonatal hearing screening. *J Perinatol* 2001;21(1):15-20.

107. Hergils L, Hergils A. Universal neonatal hearing screening: parental attitudes and concern. *Br J Audiol* 2000;34(6):321-7.

108. Russ SA, Kuo AA, Poulakis Z, Barker M, Rickards F, Saunders K, *et al.* Qualitative analysis of parents' experience with early detection of hearing loss. *Arch Dis Child* 2004;89(4):353-8.

109. Reefhuis J, Honein MA, Whitney CG, Chamany S, Mann EA, Biernath KR, *et al.* Risk of Bacterial Meningitis in Children with Cochlear Implants. *N Engl J Med* 2003;349(5):435-45.

110. Biernath KR, Reefhuis J, Whitney CG, Mann

- EA, Costa P, Eichwald J, *et al.* Bacterial meningitis among children with cochlear implants beyond 24 months after implantation. *Pediatrics* 2006;117(2):284-9.
111. Bhatia K, Gibbin KP, Nikolopoulos TP, O'Donoghue GM. Surgical complications and their management in a series of 300 consecutive pediatric cochlear implantations. *Otol Neurotol* 2004;25(5):730-9.
112. Waltzman S, Roland JT. Cochlear implantation in children younger than 12 months. *Pediatrics* 2005;116(4):487-93.
113. Miyamoto RT, Houston DM, Bergeson T. Cochlear implantation in deaf infants. *Laryngoscope* 2005;115(8):1376-80.
114. Hehar SS, Nikolopoulos TP, Gibbin KP, O'Donoghue GM. Surgery and Functional Outcomes in Deaf Children Receiving Cochlear Implants Before Age 2 Years. *Arch Otolaryngol Head Neck Surg* 2002;(128):11-4.
115. Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé. Rappel des implants cochléaires Clarion avec positionneur fabriqu s par la société Advanced Bionics suite à des cas de m ningites 2002. <<http://afssaps.sante.fr/html/alertes/filalert/clarion2.pdf>> .
116. Horga D, Liker M. Voice and pronunciation of cochlear implant speakers. *Clin Linguist Phon* 2006;20(2-3):211-7.
117. Mildner V, Sindija B, Zrinski KV. Speech perception of children with cochlear implants and children with traditional hearing aids. *Clin Linguist Phon* 2006;20(2-3):219-29.
118. James D, Rajput K, Brown T, Sirimanna T, Brinton J, Goswami U. Phonological Awareness in Deaf Children Who Use Cochlear Implants. *J Speech Lang Hear Res* 2005;48(6):1511-28.
119. Van Lierde KM, Vinck BM, Baudonck N, De Vel E, Dhooge I. Comparison of the overall intelligibility, articulation, resonance, and voice characteristics between children using cochlear implants and those using bilateral hearing aids: a pilot study. *Int J Audiol* 2005;44(8):452-65.
120. Meyer TA, Svirsky MA. Speech perception by children with the Clarion (CIs) or nucleus 22 (SPEAK) cochlear implant or hearing aids. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 2000;185:49-51.
121. Tharpe AM, Ashmead DH, Rothpletz AM. Visual attention in children with normal hearing, children with hearing aids, and children with cochlear implants. *J Speech Lang Hear Res* 2002;45(2):403-13.
122. Yoshinaga-Itano C, Sedey AL, Coulter DK, Mehl AL. Language of early- and later-identified children with hearing loss. *Pediatrics* 1998;102(5):1161-71.
123. Verhaert N, Willems M, Van Kerschaver E, Desloovere C. Impact of early hearing screening and treatment on language development and education level: evaluation of 6 years of universal newborn hearing screening (ALGO) in Flanders, Belgium. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2008;72(5):599-608.
124. Fitzpatrick E, Durieux-Smith A, Eriks-Brophy A, Olds J, Gaines R. The impact of newborn hearing screening on communication development. *J Med Screen* 2007;14(3):123-31.
125. Profant M, Kabatova Z, Simkova L. From hearing screening to cochlear implantation: cochlear implants in children under 3 years of age. *Acta Otolaryngol* 2008;128(4):369-72.
126. McCann DC, Worsfold S, Law CM, Mullee M, Petrou S, Stevenson J, *et al.* Reading and communication skills after universal newborn screening for permanent childhood hearing impairment. *Arch Dis Child* 2009;94(4):293-7.
127. Plaisance E, Bouve C, Grospron MF, Schneider C. Petite enfance et handicap. La prise en charge des enfants handicap s dans les équipements collectifs de la petite enfance. Dossier d' tudes-CAF 2005;(66).
128. Harrison M, Roush J, Wallace J. Trends in age of identification and intervention in infants with hearing loss. *Ear Hear* 2003;24(1):89-95.
129. Yoshinaga-Itano C. From Screening to Early Identification and Intervention: Discovering Predictors to Successful Outcomes for Children with Significant Hearing Loss. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2003;8(1):11-30.
130. Martineau G, Lamarche PA, Marcoux S, Bernard PM. The Effect of Early Intervention on Academic Achievement of Hearing-Impaired Children. *Early Educ Dev* 2001;12(2):275-89.
131. Takala M, Kuusela J, Takala EP. "A Good Future for Deaf Children": A Five-Year Sign Language Intervention Project. *Am Ann Deaf* 2000;145(4):366-74.
132. Kargin T. Effectiveness of a Family-Focused Early Intervention Program in the Education of Children with Hearing Impairments Living in Rural Areas. *Int J Dis Dev Educ* 2004;51(4):401-18.
133. Hoffmeister RJ. A piece of the puzzle: ASL

and reading comprehension in deaf children. In: Chamberlain C, Morford JP, Mayberry RI, ed. *Language acquisition by eye*. Mahwah: Lawrence Erlbaum Publishers; 2000. p. 143-164.

134. Nicholas JG, Geers AE. Hearing Status, Language Modality, and Young Children's Communicative and Linguistic Behavior. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2003;8(4):422-37.

135. Boudreault P, Mayberry RI. Grammatical Processing in American Sign Language: Age of First-Language Acquisition Effects in Relation to Syntactic Structure. *Lang Cogn Process* 2006;21(5):608-35.

136. Singleton JL, Morgan D, DiGello E, Wiles J, Rivers R. Vocabulary Use by Low, Moderate, and High ASL-Proficient Writers Compared to Hearing ESL and Monolingual Speakers. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2004;9(1):86-103.

137. Mayberry RI, Lock E, Kazmi H. Linguistic ability and early language exposure. *Nature* 2002;417(6884):38.

138. Mayberry RI, Lock E. Age constraints on first versus second language acquisition: evidence for linguistic plasticity and epigenesis. *Brain Lang* 2003;87(3):369-84.

139. Hermans D, Knoors H, Ormel E, Verhoeven L. The relationship between the reading and signing skills of deaf children in bilingual education programs. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2008;13(4):518-30.

140. Padden C, Ramsey C. La langue des signes américaine (ASL) et l'aptitude des enfants sourds à la lecture. In: Translert C, Leybaert J, Gombert JE, ed. *L'acquisition du langage par l'enfant sourd: les signes, l'oral et l'écrit*. Marseille:  ditions Solal; 2005. p. 291-315.

141. Strong M, Prinz P. Is american sign language skill related to english literacy? In: Chamberlain C, Morford JP, Mayberry RI, ed. *Language acquisition by eye*. Mahwah: Lawrence Erlbaum Publishers; 2000. p. 131-41.

142. Padden C, Ramsey C. American sign language and reading ability in deaf children. In: Chamberlain C, Morford JP, Mayberry RI, ed. *Language acquisition by eye*. Mahwah: Lawrence Erlbaum Publishers; 2000. p. 165-89.

143. Geers A, Tobey E, Moog J, Brenner C. Long-term outcomes of cochlear implantation in the preschool years: from elementary grades to high school. *Int J Audiol* 2008;47 Suppl 2:S21-S30.

144. Schauwers K, Gillis S, Daemers K, De Beukelaer C, Govaerts PJ. Cochlear implantation

between 5 and 20 months of age: the onset of babbling and the audiologic outcome. *Otol Neurotol* 2004;25(3):263-70.

145. Eisenberg LS, Kirk KI, Martinez AS, Ying EA, Miyamoto RT. Communication abilities of children with aided residual hearing: comparison with cochlear implant users. *Arch Otolaryngol Head Neck Surg* 2004;130(5):563-9.

146. Nikolopoulos TP, Archbold SM, O'Donoghue GM. Does cause of deafness influence outcome after cochlear implantation in children? *Pediatrics* 2006;118(4):1350-6.

147. Haute Autorit  de Santé.  valuation du dépistage néonatal systématique de la surdité permanente bilatérale.  valuation médico-économique et santé publique. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2007.

148. Dagron J. La médecine à l' preuve. Cahier du Comit  consultatif national d' thique 2008;(55):24-5.

149. Ruben RJ. A time frame of critical/sensitive periods of language development. *Acta Otolaryngol* 1997;117(2):202-5.

150. Sharma A, Dorman MF, Kral A. The influence of a sensitive period on central auditory development in children with unilateral and bilateral cochlear implants. *Hear Res* 2005;203(1-2):134-43.

151. Cullington H, Hodges AV, Butts SL, Dolan-Ash S, Balkany TJ. Comparison of language ability in children with cochlear implants placed in oral and total communication educational settings. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 2000;185:121-3.

152. British Society of Audiology, British Academy of Audiology. *Guidance on the use of real ear measurement to verify the fitting of digital signal processing hearing aids*. Reading: BSA; 2007.

153. Reeves DJ, Alborz A, Hickson FS, Bamford JM. Community provision of hearing aids and related audiology services. *Health Technol Assess* 2000;4(4).

154. Palmer CV, Grimes AM. Effectiveness of signal processing strategies for the pediatric population: a systematic review of the evidence. *J Am Acad Audiol* 2005;16(7):505-14.

155. Agence d'évaluation des technologies et des modes d'intervention en santé. *Les aides de correction auditive   ancrage osseux*. Rapport pr par  par François Bergeron. Montréal: AETMIS; 2006.

156. National Deaf Children's Society. *Bone*

anchored hearing aids for children and young people: a guide for parents and families. Londres: NDCS; 2005.

157. National Deaf Children's Society. Hearing Aids. Information for families. Londres: NDCS; 2006.

158. National Deaf Children's Society. Hearing Aids. A guide. Londres: NDCS; 2003.

159. McCracken W, Young A, Tattersall H. Universal newborn hearing screening: parental reflections on very early audiological management. *Ear Hear* 2008;29(1):54-64.

160. Sjoblad S, Harrison M, Roush J, McWilliam RA. Parents' reactions and recommendations after diagnosis and hearing aid fitting. *Am J Audiol* 2001;10(1):24-31.

161. Flynn MC, Davis PB, Pogash R. Multiple-channel non-linear power hearing instruments for children with severe hearing impairment: long-term follow-up. *Int J Audiol* 2004;43(8):479-85.

162. Seemann R, Liu R, Di TJ. Results of pediatric bone-anchored hearing aid implantation. *J Otolaryngol* 2004;33(2):71-4.

163. Priwin C, Granstrom G. The bone-anchored hearing aid in children: a surgical and questionnaire follow-up study. *Otolaryngol Head Neck Surg* 2005;132(4):559-65.

164. Gabbard SA, Schryer J. Early amplification options. *Ment Retard Dev Disabil Res Rev* 2003;9(4):236-42.

165. European consensus statement on cochlear implant failures and explantations. *Otol Neurotol* 2005;26(6):1097-9.

166. Offeciers E, Morera C, M ller J, Huarte A, Shallop J, Cavalle L. International consensus on bilateral cochlear implants and bimodal stimulation. Second meeting consensus on auditory implants, 19-21 february 2004, Valencia, Spain. *Acta Otolaryngol* 2005;125(9):918-9.

167. Comité d'évaluation et de Diffusion des Innovations Technologiques. Pose des implants auditifs cochléaires (IC) et du tronc cérébral (ITC). Tome 2. Paris: CEDIT; 2001.

168. Comité d'évaluation et de Diffusion des Innovations Technologiques. Pose des implants auditifs cochléaires (IC) et du tronc cérébral (ITC). Tome 1. Paris: CEDIT; 2001.

169. Swedish Council on Technology Assessment in Health Care. Bilateral cochlear implantation (CI) in children 2006.

<http://www.sbu.se/upload/Publikationer/Content0/3/Bilateral_Cochlear_Implantation_CI_Children_200601.pdf> [consulté le 22-3-2006].

170. National Institute for Health and Clinical Excellence. Cochlear implants for children and adults with severe to profound deafness. Londres: NICE; 2009.

171. Haute Autorité de Santé. Traitement de la surdité par pose d'implants cochléaires ou d'implants du tronc cérébral. Synthèse. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2007.

172. Haute Autorité de Santé. Le traitement de la surdité par implants cochléaires ou du tronc cérébral. Bon usage des technologies médicales. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2007.

173. Mylanus EA, Rotteveel LJ, Leeuw RL. Congenital malformation of the inner ear and pediatric cochlear implantation. *Otol Neurotol* 2004;25(3):308-17.

174. Allum JH, Greisiger R, Straubhaar S, Carpenter MG. Auditory perception and speech identification in children with cochlear implants tested with the EARS protocol. *Br J Audiol* 2000;34(5):293-303.

175. Kiefer J, von Ilberg C, Gall V, Diller G, Spelsberg A, Neumann K. Results from 88 prelingually deaf children with cochlear implants: an analysis of predictive factors. *Adv Otorhinolaryngol* 2000;57:202-8.

176. Sainz M, Skarzynski H, Allum JH, Helms J, Rivas A, Martin J, *et al.* Assessment of auditory skills in 140 cochlear implant children using the EARS protocol. *ORL J Otorhinolaryngol Relat Spec* 2003;65(2):91-6.

177. Anderson I, Weichbold V, D'Haese PS, Szuchnik J, Quevedo MS, Martin J, *et al.* Cochlear implantation in children under the age of two. What do the outcomes show us? *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2004;68(4):425-31.

178. Franz DC. Pediatric performance with the Med-EI Combi 40+ cochlear implant system. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 2002;111:66-8.

179. Hassanzadeh S, Farhadi M, Daneshi A, Emamdjomeh H. The effects of age on auditory speech perception development in cochlear-implanted prelingually deaf children. *Otolaryngol Head Neck Surg* 2002;126(5):524-7.

180. Kirk KI, Miyamoto RT, Lento CL, Ying E, Neill T, Fears B. Effects of age at implantation in young children. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 2002;111:69-73.

181. Lee KY, van Hasselt CA. Spoken word recognition in children with cochlear implants: a five-year study on speakers of a tonal language. *Ear Hear* 2005;26(4):30S-7S.
182. Papsin BC, Gysin C, Picton N, Nedzelski J, Harrison RV. Speech perception outcome measures in prelingually deaf children up to four years after cochlear implantation. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 2000;185:38-42.
183. Staller S, Parkinson A, Arcaroli J, Arndt P. Pediatric outcomes with the nucleus 24 contour: North American clinical trial. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 2002;189:56-61.
184. Sarant JZ, Blamey PJ, Dowell RC, Clark GM, Gibson WP. Variation in speech perception scores among children with cochlear implants. *Ear Hear* 2001;22(1):18-28.
185. Lee DJ, Lustig L, Sampson M, Chinnici J, Niparko JK. Effects of cytomegalovirus (CMV) related deafness on pediatric cochlear implant outcomes. *Otolaryngol Head Neck Surg* 2005;133(6):900-5.
186. Uziel AS, Sillon M, Vieu A, Arti eres F, Piron JP, Daures JP, *et al.* Ten-year follow-up of a consecutive series of children with multichannel cochlear implants. *Otol Neurotol* 2007;28(5):615-28.
187. Nikolopoulos TP, Gibbin KP, Dyar D. Predicting speech perception outcomes following cochlear implantation using Nottingham children's implant profile (NCHIP). *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2004;68(2):137-41.
188. Manrique M, Huarte A, Morera C, Caballe L, Ramos A, Castillo C, *et al.* Speech perception with the ACE and the SPEAK speech coding strategies for children implanted with the Nucleus cochlear implant. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2005;69(12):1667-74.
189. Uchanski RM, Geers AE. Acoustic characteristics of the speech of young cochlear implant users: a comparison with normal-hearing age-mates. *Ear Hear* 2003;24(1):90S-105S.
190. Waltzman SB, Roland JT, Jr., Cohen NL. Delayed implantation in congenitally deaf children and adults. *Otol Neurotol* 2002;23(3):333-40.
191. Manrique M, Cervera-Paz FJ, Huarte A, Molina M. Prospective long-term auditory results of cochlear implantation in prelinguistically deafened children: the importance of early implantation. *Acta Otolaryngol* 2004;(552):55-63.
192. Cheng AK, Grant GD, Niparko JK. Meta-analysis of pediatric cochlear implant literature. *Ann Otol Rhinol Laryngol* 1999;177:124-8.
193. El-Hakim H, Levasseur J, Papsin BC, Panesar J, Mount RJ, Stevens D, *et al.* Assessment of vocabulary development in children after cochlear implantation. *Arch Otolaryngol Head Neck Surg* 2001;127(9):1053-9.
194. Tait M. Use of the telephone in prelingually deaf children with a multichannel cochlear implant. *Otol Neurotol* 2001;22:47-52.
195. Roman S, Silhol C, Durochas A, Guarela MD, Sarabian A, Triglia JM. L'implantation cochléaire chez l'adulte et l'enfant. Résultats de l'expérience marseillaise entre 1991 et 1999. *Rev Laryngol Otol Rhinol* 2000;121(3):193-8.
196. Lin FR, Niparko JK. Measuring health-related quality of life after pediatric cochlear implantation: a systematic review. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2006;70(10):1695-706.
197. Sanchez J, Medina V, Senp r  M, Bounot A, Le Normand M-T, Virole B. Suivi longitudinal sur 10 ans d'enfants sourds pr -linguaux implantés et appareill s. Premier rapport global   5 ans. Paris: CNERTHI; 2006.
198. Miyamoto RT, Hay-McCutcheon MJ, Kirk KI, Houston DM, Bergeson-Dana T. Language skills of profoundly deaf children who received cochlear implants under 12 months of age: a preliminary study. *Acta Otolaryngol* 2008;128(4):373-7.
199. Hayes H, Geers AE, Treiman R, Moog JS. Receptive vocabulary development in deaf children with cochlear implants: achievement in an intensive auditory-oral educational setting. *Ear Hear* 2009;30(1):128-35.
200. Colletti L. Long-term follow-up of infants (4-11 months) fitted with cochlear implants. *Acta Otolaryngol* 2009;129(4):361-6.
201. Holt RF, Svirsky MA. An exploratory look at pediatric cochlear implantation: is earliest always best? *Ear Hear* 2008;29(4):492-511.
202. Virole B, Bounot A, Sanchez J. Influence des implantations cochléaires sur le développement socio-affectif de l'enfant sourd. *Handicap* 2003;(99):45-60.
203. Raine CH, Summerfield Q, Strachan DR, Martin JM, Totten C. The cost and analysis of nonuse of cochlear implants. *Otol Neurotol* 2008;29(2):221-4.
204. Jessop M, Kritzinger A, Venter N. Parental perceptions of characteristics and outcomes of children and families in the Pretoria Cochlear Implant Programme. *S Afr J Commun Disord*

2007;54:47-58.

205. Weisel A, Most T, Michael R. Mothers' Stress and Expectations as a Function of Time since Child's Cochlear Implantation. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2007;12(1):55-64.

206. Nikolopoulos TP, Lloyd H, Archbold S, O'Donoghue GM. Pediatric cochlear implantation: the parents' perspective. *Arch Otolaryngol Head Neck Surg* 2001;127(4):363-7.

207. Watson LM, Hardie T, Archbold S, Wheeler A. Parents' Views on Changing Communication After Cochlear Implantation. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2008;13(1):104-16.

208. Incesulu A, Vural M, Erkam U. Children with cochlear implants: parental perspective. *Otol Neurotol* 2003;24(4):605-11.

209. Stallings LM, Kirk KI, Chin SB, Gao S. Parent Word Familiarity and the Language Development of Pediatric Cochlear Implant Users. *Volta Rev* 2000;102(4):237-58.

210. Sanchez J, Senp r  M, Medina V, Ansel V. La famille et le développement des enfants sourds implantés. Paris: Expansion Scientifique Française; 2005.

211. Wheeler A, Archbold S, Gregory S, Skipp A. Cochlear Implants: The Young People's Perspective. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2007;12(3):303-16.

212. Preisler G, Tvingstedt A-L. Interviews with Deaf Children about Their Experiences Using Cochlear Implants. *Am Ann Deaf* 2005;150(3):260-7.

213. Russell S. Total communication. In: Schwartz S, ed. *Choices in Deafness: A Parents' Guide to Communication Options*. Bethesda: Woodbine House; 2007. p. 257-277.

214. Bernard R. L'utilisation du français signé au CROP de Lyon. *R educ Orthoph* 1996;34(187):295-300.

215. Power D, Hyde M, Leigh G. Learning English from signed English: an impossible task? *Am Ann Deaf* 2008;153(1):37-47.

216. Smith J. Cued Speech. In: Schwartz S, ed. *Choices in Deafness: A Parents' Guide to Communication Options*. Bethesda: Woodbine House; 2007. p. 223-255.

217. Charlier BL, Leybaert J. *The rhyming skills of deaf children educated with phonetically augmented speechreading*. *Q J Exp Psychol A* 2000;53(2):349-75.

218. Alegria J, Deltenre P, Leybaert J, Lopez Krahe J. Surdité et langage : prothèses, LPC et implants cochléaires. Saint-Denis: Presses universitaires de Vincennes; 2007.

219. Leybaert J, Colin C. Le rôle des informations visuelles dans le développement du langage de l'enfant sourd muni d'un implant cochléaire. *Enfance* 2007;59(3):245-53.

220. Leybaert J. Phonology Acquired through the Eyes and Spelling in Deaf Children. *J Exp Child Psychol* 2000;75(4):291-318.

221. Descourtieux C. Seize ans d'expérience pratique à CODALI :  valuation- volutions. Actes des journées d'études (Nantes 2003). *Liaisons LPC* 2003;(40):77-88.

222. Moog JS. The auditory-oral approach. In: Schwartz S, ed. *Choices in Deafness: A Parents' Guide to Communication Options*. Bethesda: Woodbine House; 2007. p. 131-158.

223. Estabrooks W. Auditory-verbal therapy. In: Schwartz S, ed. *Choices in Deafness: A Parents' Guide to Communication Options*. Bethesda: Woodbine House; 2007. p. 159-184.

224. Friedmann N, Szterman R. Syntactic Movement in Orally Trained Children with Hearing Impairment. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2006;11(1):56-75.

225. Diller G, Graser P, Schmalbrock C. Early natural auditory-verbal education of children with profound hearing impairments in the Federal Republic of Germany: results of a 4 year study. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2001;60(3):219-26.

226. Lim SY, Simser J. Auditory-verbal therapy for children with hearing impairment. *Ann Acad Med Singapore* 2005;34(4):307-12.

227. Niederberger N, Prinz P. La connaissance d'une langue des signes peut-elle faciliter l'apprentissage de l'écrit chez l'enfant sourd ? *Enfance* 2005;(4):285-97.

228. Cuxac C, Sallandre M-A. Iconicity and arbitrariness in French Sign Language : Highly Iconic Structures, degenerated iconicity and diagrammatic iconicity. In: Pizzuto E, Pietrandrea P, Simone R, ed. *Verbal and Signed Languages : Comparing Structures, Constructs and Methodologies*. Berlin: Mouton de Gruyter; 2007. p. 13-33.

229. Blondel M, Tuller L. Pointing in bimodal, bilingual acquisition: a longitudinal study of LSF-French bilingual child [abstract]. In: Quer J, ed. *Leading Research in Sign Language: Selected*

Papers from TISLR 2004. Seedorf: Signum Verlag; 2006. p.

230. Chamberlain C, Morford JP, Mayberry RI. *Language acquisition by eye*. Mahwah: Lawrence Erlbaum Publishers; 2000.

231. Puente A, Alvarado JM, Herrera V. *Fingerspelling and Sign Language as Alternative Codes for Reading and Writing Words for Chilean Deaf Signers*. Am Ann Deaf 2006;151(3):299-310.

232. Wauters LN, Knoors HE, Vervloed MP, Aarnoutse CA. Sign Facilitation in Word Recognition. J Spec Educ 2001;35(1):31-40.

233. Courtin C. *The Impact of Sign Language on the Cognitive Development of Deaf Children: The Case of Theories of Mind*. J Deaf Stud Deaf Educ 2000;5(3):266-76.

234. Courtin C, Melot AM. *Metacognitive development of deaf children: lessons from the appearance-reality and false belief tasks*. Dev Sci 2005;8(1):16-25.

235. Leybaert J, Van Cutsem MN. Counting in sign language. J Exp Child Psychol 2002;81(4):482-501.

236. Leybaert J, D'Hondt M. Neurolinguistic development in deaf children: the effect of early language experience. Int J Audiol 2003;42(1):S34-40.

237. Woolfe T, Want SC, Siegal M. Signposts to development: theory of mind in deaf children. Child Dev 2002;73(3):768-78.

238. Want SC, Gattis M. Are "Late-Signing" Deaf Children "Mindblind"? Understanding Goal Directedness in Imitation. Cognitive Development 2005;20(2):159-72.

239. Bandurski M, Galkowski T. The development of analogical reasoning in deaf children and their parents' communication mode. J Deaf Stud Deaf Educ 2004;9(2):153-75.

240. Hage C. De la communication au langage. Développement du langage oral chez l'enfant atteint de défiance auditive profonde. In: Translert C, Leybaert J, Gombert JE, ed. *L'acquisition du langage par l'enfant sourd: les signes, l'oral et l'écrit*. Marseille:  ditions Solal; 2005. pp. 121-46.

241. Deleau M, le Maner-Idrissi G. Le développement des habilités pragmatiques chez les enfants sourds. In: Translert C, Leybaert J, Gombert JE, ed. *L'acquisition du langage par l'enfant sourd: les signes, l'oral et l'écrit*. Marseille: Editions Solal; 2005. p. 147-72.

242. Chamberlain C, Mayberry RI. La langue des signes et la lecture: avancées récentes. In: Translert C, Leybaert J, Gombert JE, ed. *L'acquisition du langage par l'enfant sourd: les signes, l'oral et l'écrit*. Marseille:  ditions Solal; 2005. p. 275-89.

243. Ducharme DA, Mayberry RI. L'importance d'une exposition précoce au langage: la période critique s'applique au langage signé tout comme au langage oral. In: Translert C, Leybaert J, Gombert JE, ed. *L'acquisition du langage par l'enfant sourd: les signes, l'oral et l'écrit*. Marseille:  ditions Solal; 2005. p.

244. Meronen A, Ahonen T. Individual differences in sign language abilities in deaf children. Am Ann Deaf 2008;152(5):495-504.

245. Tait M, Nikolopoulos TP, Lutman ME, Wells P. Video analysis of pre-verbal communication behaviours: use and reliability. Deafness and Educ Int 2001;3(1):38-43.

246. Kramer SE, Goverts ST, Dreschler WA, Boymans M, Festen JM. International outcome inventory for hearing aids (IOI-HA): results from the Netherlands. Int J Audiol 2002;41:36-414.

247. Bille M, Parving A. Expectations about hearing aids: demographic and audiological predictors. Int J Audiol 2003;42(8):481-8.

248. Guidetti M, Tourrette C.  valuation de la Communication Sociale Précoce (ECSP). Paris: EAP; 1993.

249. Guidetti M. Pragmatique et psychologie du développement. Comment communiquent les jeunes enfants. Paris: Belin; 2003.

250. Tait M, Lutman ME, Nikolopoulos TP. Communication development in young deaf children: review of the video analysis method. Int J Pediatr Otorhinolaryngol 2001;61(2):105-12.

251. Dumont A. Orthophonie et surdité. Paris: Masson; 2008.

252. Hage C, Charlier BL, Leybaert J. Compétences cognitives, linguistiques et sociales de l'enfant sourd: pistes d'évaluation. Wavre: Mardaga Editions; 2006.

253. Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé. *L'orthophonie dans les troubles spécifiques du développement du langage oral chez l'enfant de 3 à 6 ans. Recommandations pour la pratique clinique*. Paris: ANAES; 2001.

254. Le Normand M-T. Le développement

perturbé du langage: retard ou trouble spécifique ? La nouvelle revue de l' AIS 2004;27:67-76.

255. Ministère de la Santé et des Solidarités. Arrêté du 5 décembre 2005 relatif à la forme et au mode d'utilisation du carnet de santé. Journal Officiel 2005;(289):19179.

256. Ministère de la Santé et des Solidarités. Arrêté du 5 décembre 2005 relatif aux modèles d'imprimés servant à établir les premier, deuxième et troisième certificats de santé de l'enfant. Journal Officiel 2005;(289):19179.

257. Société Française de Pédiatrie, Direction Générale de la Santé. Les troubles de l'évolution du langage chez l'enfant. Paris: SFP; 2007.

258. Kern S. Le compte-rendu parental comme méthode d'évaluation du développement langagier précoce. R ducation orthophonique 2007;231:139-53.

259. Bovet F, Danjou G, Langue J, Moretto M, Tockert E, Kern S. Les inventaires français du développement communicatif (IFDC) : un nouvel outil pour évaluer le développement communicatif du nourrisson. Médecine et enfance 2005;25(6):327-32.

260. Anderson D, Reilly J. The MacArthur Communicative Development Inventory: Normative Data for American Sign Language. J Deaf Stud Deaf Educ 2002;7(2):83-106.

261. Le Normand M-T, Parisse C, Cohen H. Lexical diversity and productivity in French preschoolers: Developmental, Gender and Sociocultural factors. Clin Linguist Phon 2008;22(1):47-58.

262. Chevrie-Muller C, Goujard J. Validation d'une méthode de dépistage précoce des troubles du langage. Approche neuropsychologique des apprentissages chez l'enfant 1990;2(1):30-9.

263. Chevrie-Muller C, Simon AM, Dufouil C, Goujard J. Dépistage précoce des troubles de développement du langage à 3 ans et demi: validation de la méthode. Approche neuropsychologique des apprentissages chez l'enfant 1993;5:82-91.

264. Chevrie-Muller C, Plaza M. N-EEL: les Nouvelles épreuves pour l'Examen du Langage. Paris: ECPA; 2001.

265. Chevrie-Muller C, Simon AM, Le Normand M-T, Fournier S. Batterie d'évaluation psycholinguistique: I. BEPL A. II BEPL B. Paris: ECPA; 1997.

266. Coquet F, Roustit J, Jeunier B. Batterie EVALO 2-6, évaluation du développement du langage oral et des comportements non verbaux. R ducation orthophonique 2007;(231):203-25.

267. Coquet F, Ferrand P, Roustit J.  valuation du développement du langage oral chez l'enfant de 2 ans et 3 mois à 6 ans et 3 mois, (Evalo 2-6). Isbergues: Ortho  dition; 2009.

268. Roy B, Maeder C, Alla F. Epreuves de repérage des troubles du langage utilisables lors du bilan médical de l'enfant de 4 ans (E.R.T.L-4). Nancy: Ortho  dition; 1996.

269. Ferrand P. PER 2000, Protocole d'évaluation rapide. Isbergues: Ortho  dition; 2000.

270. Zorman M, Jacquier-Roux M. Bilan de santé évaluation du développement pour la scolarité 5-6 ans (BSEDS 5-6 2003). Grenoble: Laboratoire Cognition; 2003.

271. Zorman M, Lequette C, Pouget G. Dyslexies: intérêt d'un dépistage et d'une prise en charge précoce à l' cole.  valuation du BSEDS 5-6. In: Metz-Lutz MN, Demonte E, Seegmuller C, de Agostini M, Bruneau N, ed. Développement cognitif et troubles des apprentissages. Marseille:  ditions Solal; 2004. p. 245-270.

272. Loos-Ayav C, Roy B, Blanc J-P, Aptel E, Maeder C. Validation d'un test de repérage des troubles du langage et des apprentissages pour l'enfant de 6 ans (ERTLA6) : une étude prospective. Santé Publique 2005;17(2):179-89.

273. Reynell JK, Grubber CP. Reynell developmental language scale. Los Angeles: Western Psychological Association; 1990.

274. Helloin MC, Thibault MP. EXALANG 3-6. Batterie informatisée pour l'examen du Langage oral [logiciel]. Mont-Saint-Aignan: Orthomotus; 2006.

275. Pierart B. La batterie Isadyle. R ducation orthophonique 2007;231:187-201.

276. de Agostini M, Metz-Lutz MN, Vanhout A, Chavance A, Deloche M. Batterie d'évaluation du langage oral de l'enfant aphasique (ELOLA): standardisation française (4-12 ans). Rev Neuropsychol 1998;8(3):319-68.

277. Khomsi A.  valuation du langage oral (ELO). Paris: ECPA; 2001.

278. Lecoq P. Une épreuve de compréhension syntaxico-sémantique. Lille: Presse Universitaire du Septentrion; 1996.

279. Khomsi A.  preuve d'évaluation des

stratgies de comprhension en situation orale 0-52. Paris: ECPA; 1987.

280. Weil-Halpern F, Chevrie-Muller C, Simon AM, Guidet C. NSST. Test d'évaluation des aptitudes syntaxiques. Paris: EAP; 1983.

281. Weil-Halpern F, Chevrie-Muller C, Simon AM, Guidet C. NSST NorthWestern Syntax Screening. Test traduit en franais:  valuation des aptitudes syntaxiques chez l'enfant. Braine-le-Château: ATM; 1983.

282. Deltour JJ. TCG test de closure grammaticale. Paris: EAP; 1992.

283. Billard C, Gillet P, Galloux A, Piller AG, Livet M-O, Motte J, *et al.* BREV : Une batterie clinique d'évaluation des fonctions cognitives. Résultats chez 500 enfants normaux. Archives Franaises de Pédiatrie 2000;(7):128-30.

284. Sprenger-Charolles L, Col  P, Bechennec D, Kipffer-Piquard A. EVALEC: Batterie d'évaluation diagnostique de la Dyslexie. Revue Européenne de Psychologie Appliquée 2009.

285. Mousty P, Leybaert J, Alegria J, Content A, Morais J. BELEC : une batterie d'évaluation du langage écrit. In: Grégoire J, Pi rart B, ed. Evaluer les troubles du langage : les nouveaux modèles théoriques et leurs implications diagnostiques. Bruxelles: De Boeck; 1994. pp. 127-145.

286. Mousty P, Leybaert J.  valuation des habilités de lecture et d'orthographe au moyen de la BELEC: données longitudinales auprès d'enfants francophones testés en 2^{ me} et 4^{ me} années. Revue Européenne de Psychologie Appliquée 1999;325-42.

287. Tallal P. Auditory temporal perception, phonics, and reading disabilities in children. Brain Lang 1980;9(2):182-98.

288. Busquet D, Descourtieux C. T.E.R.M.O. Tests d'évaluation de la R ception du Message Oral par l'enfant sourd. Isbergues: Ortho  dition; 2003.

289. Haug T. Review of Sign Language Assessment Instruments. Sign Language and Linguistics 2005;8(1-2):59-96.

290. Haug T, Mann W. Adapting tests of sign language assessment for other sign languages: a review of linguistic, cultural, and psychometric problems. J Deaf Stud Deaf Educ 2008;13(1):138-47.

291. Herman R, Roy P. Evidence from the wider use of the BSL Receptive Skills Test. Deafness

and Education International 2006;8(1):33-47.

292. Daniels M. Sign Language Advantage. Sign Language Studies 2001;2(1):5-19.

293. DeLana M, Gentry MA, Andrews J. The Efficacy of ASL/English Bilingual Education: Considering Public Schools. Am Ann Deaf 2007;152(1):73-87.

294. Blondel M, Miller C, Parisot A-M. Tortoise, hare, children: Evaluation and narrative genre in LSQ. In: Lucas C, ed. Multilingualism and Sign Languages. From the Great Plains to Australia. The sociolinguistics in Deaf Communities. Washington: Gallaudet University Press; 2008. p. 188-251.

295. Mann W, Prinz PM. An investigation of the need for sign language assessment in deaf education. Am Ann Deaf 2006;151(3):356-70.

296. Wilbur RB. The Use of ASL to Support the Development of English and Literacy. J Deaf Stud Deaf Educ 2000;5(1):81-104.

297. Jacob S. L'acquisition du langage par l'enfant sourd. La nouvelle revue de l' AIS 2003;(23):31-42.

298. Baker A, van den Bogaerde B, Woll B. Methods and Procedures in Sign Language Acquisition Studies. Sign Language and Linguistics 2005;8(1-2):7-59.

299. Aubonney M, Dunant-Sauvin C, Niederberger N, Palama G. Le TELSF, un outil pour évaluer les capacités des enfants sourds en LSF. Actes des Journées de Toulouse sur la langue des signes. Toulouse: GAR'O SIGNES; 2001.

300. Lefavrais P. Test de lexim trie de l'Alouette. Paris: ECPA; 2006.

301. Kaufman AS, Kaufman NL. Kaufman brief intelligence test. Circle Pines: American Guidance Service; 1990.

302. Khomsi A. LMC-R: Lecture des mots et comprhension. Paris: ECPA; 1999.

303. Chevrie-Muller C, Simon AM, Fournier S. Batterie Langage oral, Langage  crit, Mémoire, Attention (L2MA). Paris: ECPA; 1997.

304. Valdois S, Jacquier-Roux M, Zorman M. Outils de dépistage des dyslexies (ODEDYS). Grenoble: IUFM; 2002.

305. Alegria J, Lechat J. Phonological processing in deaf children: when lipreading and cues are incongruent. J Deaf Stud Deaf Educ

2005;10(2):122-33.

306. Martinet C, Valdois S. L'apprentissage de l'orthographe d'usage et ses troubles dans la dyslexie développementale de surface. *Année Psychologique* 1999;99(4):577-622.

307. Savigny M. Batelem-R. Paris: EAP; 1996.

308. Loi n 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé. *Journal Officiel* 2002;4118-59.

309. Décret n 2009-378 du 2 avril 2009 relatif à la scolarisation des enfants, des adolescents et des jeunes adultes handicapés et à la coopération entre les établissements mentionnés à l'article L. 351-1 du code de l'éducation et les établissements et services médico-sociaux mentionnés aux 2  et 3  de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles. *Journal Officiel* 2009;(80):5960.

310. Cemka-Eval. Programme expérimental de dépistage néonatal de la surdité en maternité. Synthèse de l'évaluation externe du programme, réalisée par Cemka-Eval au 31 décembre 2007 (Phase 1 : Faisabilité). Nanterre: Cemka-Eval; 2008.

311. Lo SH. L'appréciation des parents sur la prise en charge de leur enfant handicapé. * tudes et Résultats* 2007;565.

312. Douet B, Ponserra MC. Prise de conscience de la surdité et conséquences chez l'enfant: opinion des enfants, des parents et des professionnels. *Handicaps et Inadaptations* 1996;71:1-16.

313. Lavigne C. Parents entendants d'enfants sourds et professionnels de la surdité : rencontre ou séparation ? *La nouvelle revue de l'AIS* 2006;(34):9-21.

314. Gargam N, Bosc JL, Bruneau R, Chalude J, Bizaguet E, Dumont A, *et al.* Les personnes sourdes : situation actuelle et perspectives. *Réadaptation* 2003;497:5-52.

315. Park AH, Warner J, Sturgill N, Alder SC. A survey of parental views regarding their child's hearing loss: a pilot study. *Otolaryngol Head Neck Surg* 2006;134(5):794-800.

316. Arnold CL, Davis TC, Humiston SG, Bocchini JA, Jr., Bass PFI, Bocchini A, *et al.* Infant hearing screening: stakeholder recommendations for parent-centered communication. *Pediatrics* 2006;117(5 Pt 2):S341-S354.

317. Young A, Tattersall H. Parents' of deaf children evaluative accounts of the process and

practice of universal newborn hearing screening. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2005;10(2):134-45.

318. English K, Kooper R, Bratt G. Informing parents of their child's hearing loss: "Breaking bad news" guidelines for audiologists. *Audiol Today* 2004;16(2):10-2.

319. Boyer P. Libres propos sur l'avis 103 du CCNE :  thique et surdité de l'enfant : Éléments de réflexion   propos de l'information sur le dépistage systématique néonatal et la prise en charge des enfants sourds. *Cahier du Comit  consultatif national d' thique* 2008;(55):22-3.

320. Dalzell J, Nelson H, Haigh C, Williams A, Monti P, West Cheshire Hearing Advisory and Support Team (HAST). Involving families who have deaf children using a Family Needs Survey: a multi-agency perspective. *Child Care Health Dev* 2007;33(5):576-85.

321. Porter A, Edirippulige S. Parents of Deaf Children Seeking Hearing Loss-Related Information on the Internet: The Australian Experience. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2007;12(4):518-29.

322. Zaidman-Zait A, Jamieson JR. Searching for Cochlear Implant Information on the Internet Maze: Implications for Parents and Professionals. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2004;9(4):413-26.

323. Fitzpatrick E, Angus D, Durieux-Smith A, Graham ID, Coyle D. Parents' needs following identification of childhood hearing loss. *Am J Audiol* 2008;17(1):38-49.

324. Freeman B, Dieterich CA, Rak C. The struggle for language: Perspectives and practices of urban parents with children or are deaf or hard of hearing. *Am Ann Deaf* 2002;147(5):37-44.

325. Wathum-Ocama JC, Rose S. Hmong Immigrants' Views on the Education of Their Deaf and Hard of Hearing Children. *Am Ann Deaf* 2002;147(3):44-53.

326. Eleweke CJ, Rodda M. Factors Contributing to Parents' Selection of a Communication Mode To Use with Their Deaf Children. *Am Ann Deaf* 2000;145(4):375-83.

327. Kaimal G, Steinberg AG, Ennis S, Harasink SM, Ewing R, Li Y. Parental narratives about genetic testing for hearing loss: a one year follow up study. *J Genet Couns* 2007;16(6):775-87.

328. Agence nationale d'accr ditation et d'évaluation en santé. *Information des patients. Recommandations destinées aux m decins.* Saint-Denis La Plaine: ANAES; 2000.

329. National Deaf Children's Society. Quality standards in bone anchored hearing aids for children and young people. Londres: NDCS; 2003.
330. Académie Nationale de M decine, Legent F. Le dépistage de la surdité dans la période néonatale précoce 2008. <http://www.academie-medecine.fr/UserFiles/File/legent_communiq_1_juillet_2008.doc> .
331. Dauman R. Connaître pour respecter : l'après-avis du Comité consultatif national d' thique (CCNE) sur le dépistage néonatal des enfants sourds. Cahier du Comité consultatif national d' thique 2008;(55):26-30.
332. Dauman R. A propos de l'avis du Comité consultatif national d'éthique sur le dépistage néonatal des enfants sourds. Arch Pediatr 2008;15(6):1039-41.
333. Denoyelle F. Polémique sur le dépistage néonatal de la surdité. Connaissance Surdités 2008;(23):5-6.
334. Delaroche J-M. Non au diagnostic précoce de la surdité! In: Gorouben A, ed. Le jeune enfant sourd. Consensus et controverses. Paris: L'Harmattan; 2008. p. 100-117.
335. Direction de l'hospitalisation et de l'organisation des soins, Direction générale de la santé, Direction générale de l'action sociale. Circulaire cabinet santé, cabinet famille et enfance DHOS/DGS/ DGAS n  2002/239, du 18 avril 2002 relative à l'accompagnement des parents et à l'accueil de l'enfant lors de l'annonce pré- et postnatale d'une maladie ou d'une malformation. Bulletin Officiel 2002;(2002-18).
336. Farge D. Propos sur le dépistage néonatal de la surdité à l'usage de ceux qui le récusent. Cahier du Comité consultatif national d' thique 2008;(55):19-22.
337. Barnett S. Communication with deaf and hard-of-hearing people: a guide for medical education. Acad Med 2002;77(7):694-700.
338. Baker H, Crockett R, Uus K, Bamford J, Marteau T. Why don't health professionals check patient understanding? A questionnaire-based study. Psychol Health Med 2007;12(3):380-5.
339. Direction régionale des affaires sanitaires et sociales. S minaire sur la prise en charge des enfants d ficients auditifs 2007. <<http://ile-de-france.sante.gouv.fr/img/doc/compte-rendu-seminaire.doc>> .
340. Young A, National Deaf Children's Society. Parenting and deaf children: A psycho-social literature based framework. Londres: NDCS; 2003.
341. Calderon R. Parental Involvement in Deaf Children's Education Programs as a Predictor of Child's Language, Early Reading, and Social-Emotional Development. J Deaf Stud Deaf Educ 2000;5(2):140-55.
342. Aram D, Most T, Mayafit H. Contributions of mother-child storybook telling and joint writing to literacy development in kindergartners with hearing loss. Lang Speech Hear Serv Sch 2006;37(3):209-23.
343. Haute Autorit  de Santé. Pr paration à la naissance et à la parentalit  (PNP). Recommandations professionnelles. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2006.
344. DesJardin JL. Maternal Perceptions of Self-Efficacy and Involvement in the Auditory Development of Young Children with Prelingual Deafness. J Early Interv 2005;27(3):193-209.
345. Zaidman-Zait A. Parenting a child with a cochlear implant: a critical incident study. J Deaf Stud Deaf Educ 2007;12(2):221-41.
346. Duquette C, Durieux-Smith A, Olds J, Fitzpatrick E, Eriks-Brophy A, Whittingham J. Parents' Perspectives on Their Roles in Facilitating the Inclusion of Their Children with Hearing Impairment. Exceptionality Education Canada 2002;12(1):19-36.
347. Mertens DM, Sass-Lehrer M, Scott-Olson K. Sensitivity in the family-professional relationship: parental experiences in families with young deaf and hard of hearing children. In: Spencer PE, Erting CJ, Marschark M, ed. The deaf child in the family and at school. Mahwah, New Jersey: Lawrence Erlbaum Publishers; 2000. p. 133-50.
348. Leigh IW, Brice PJ, Meadow OK. Attachment in Deaf Mothers and Their Children. J Deaf Stud Deaf Educ 2004;9(2):176-88.
349. Pressman L, Pipp-Siegel S, Yoshinaga-Itano C, Kubicek L, Emde RN. Comparison of the links between emotional availability and language gain in young children with and without hearing loss. Volta Rev 2000;100(5):251-77.
350. Danhauer JL, Johnson CE, Finnegan D, Lamb M, Lopez IP, Meuel C, et al. A national survey of pediatric otolaryngologists and early hearing detection and intervention programs. J Am Acad Audiol 2006;17(10):708-21.
351. Danhauer JL, Johnson CE. Parents' perceptions of an emerging community-based newborn hearing screening program: A case

study. *J Am Acad Audiol* 2006;17(3):202-20.

352. Young A, Tattersall H. Universal Newborn Hearing Screening and Early Identification of Deafness: Parents' Responses to Knowing Early and Their Expectations of Child Communication Development. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2007;12(2):209-20.

353. Stuart A, Moretz M, Yang EY. An investigation of maternal stress after neonatal hearing screening. *Am J Audiol* 2000;9(2):135-41.

354. Vohr BR, Jodoin-Krauzyk J, Tucker R, Johnson MJ, Topol D, Ahlgren M. Results of newborn screening for hearing loss: effects on the family in the first 2 years of life. *Arch Pediatr Adolesc Med* 2008;162(3):205-11.

355. Kolski C, Le DB, Lorenzo P, Vandromme L, Strunski V. Early hearing screening: what is the best strategy? *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2007;71(7):1055-60.

356. Le Driant B, Vandromme L, Kolski C, Strunski V. Dépistage de la surdité n onatale permanente : quelles conséquences sur la mise en place des interactions pr coces mère-b b  ? *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence* 2006;54(5):315-20.

357. Magnuson M, Hergils L. Late diagnosis of congenital hearing impairment in children: the parents' experiences and opinions. *Patient Educ Couns* 2000;41(3):285-94.

358. Bouvard M, Cottraux J. *Protocole et échelles d'évaluation en Psychiatrie et en Psychologie*. Paris: Masson; 2005.

359. van der Ploeg CP, Lanting CI, Kauffman-de Boer MA, Uilenburg NN, de Ridder-Sluis JG, Verkerk PH. Examination of long-lasting parental concern after false-positive results of neonatal hearing screening. *Arch Dis Child* 2008;93(6):508-11.

360. Hintermair M. Hearing Impairment, Social Networks, and Coping: The Need for Families with Hearing-Impaired Children To Relate to Other Parents and to Hearing-Impaired Adults. *Am Ann Deaf* 2000;145(1):41-53.

361. Hintermair M. Sense of Coherence: A Relevant Resource in the Coping Process of Mothers of Deaf and Hard-of-Hearing Children? *J Deaf Stud Deaf Educ* 2004;9(1):15-26.

362. Burger T, Spahn C, Richter B, Eissele S, Lohle E, Bengel J. Psychic stress and quality of life in parents during decisive phases in the therapy of their hearing-impaired children. *Ear Hear* 2006;27(4):313-20.

363. Pipp-Siegel S, Sedey AL, Yoshinaga-Itano C. Predictors of parental stress in mothers of young children with hearing loss. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2002;7(1):1-17.

364. Lederberg AR, Golbach T. Parenting stress and social support in hearing mothers of deaf and hearing children: a longitudinal study. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2002;7(4):330-45.

365. Meinzen-Derr J, Lim LH, Choo DI, Buyniski S, Wiley S. Pediatric hearing impairment caregiver experience: impact of duration of hearing loss on parental stress. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2008;72(11):1693-703.

366. Spencer PE, Erting CJ, Marschark M. *The deaf child in the family and at school*. Mahwah: Lawrence Erlbaum Publishers; 2000.

367. Swanwick R, Watson L. Parents sharing books with young deaf children in spoken English and in BSL: The common and diverse features of different language settings. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2007;12(3):385-405.

368. Loots G, Devis  I, Jacquet W. The Impact of Visual Communication on the Intersubjective Development of Early Parent-Child Interaction With 18- to 24-Month-Old Deaf Toddlers. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2005;10(4):357-75.

369. Harris M, Chasin J. Visual attention in deaf and hearing infants: the role of auditory cues. *J Child Psychol Psychiatry* 2005;46(10):1116-23.

370. Loots G, Devis  I. The Use of Visual-Tactile Communication Strategies by Deaf and Hearing Fathers and Mothers of Deaf Infants. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2003;8(1):31-42.

371. Delk L, Weidekamp L. Shared Reading Project: Evaluating Implementation Processes and Family Outcomes [abstract] 2001. <<http://clerccenter.gallaudet.edu/Products/Sharing-Results/sharedreadingproject/index.html>> .

372. Harris M. It's All a Matter of Timing: Sign Visibility and Sign Reference in Deaf and Hearing Mothers of 18-Month-Old Children. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2001;6(3):177-85.

373. Joseph L, Alant E. Strangers in the house? Communication between mothers and their hearing impaired children who sign. *S Afr J Commun Disord* 2000;47:15-24.

374. Gale E, Schick B. Symbol-infused joint attention and language use in mothers with deaf and hearing toddlers. *Am Ann Deaf* 2009;153(5):484-503.

375. Woolfe T, Want SC, Siegal M. Siblings and theory of mind in deaf native signing children. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2003;8(3):340-7.
376. Dalle S. Parcours de familles dans le bilinguisme. *Surdit s* 2000;3:29-45.
377. Barr J, McLeod S, Daniel G. Siblings of Children with Speech Impairment: Cavalry on the Hill. *Lang Speech Hear Serv Sch* 2008;39(1):21-32.
378. Virole B. Description de la population d'enfant du centre expérimental bilingue pour enfants sourds entre 1989 et 1999. In: Gorouben A, ed. *Le bilinguisme. Aujourd'hui et demain*. Paris: CTNERHI; 2004. p. 191-201.
379. Wake M, Hughes EK, Poulakis Z, Collins C, Rickards FW. Outcomes of children with mild-profound congenital hearing loss at 7 to 8 years: a population study. *Ear Hear* 2004;25(1):1-8.
380. Nicholas JG, Geers AE. Personal, social, and family adjustment in school-aged children with a cochlear implant. *Ear Hear* 2003;24(1):69S-81S.
381. Keilmann A, Limberger A, Mann WJ. Psychological and physical well-being in hearing-impaired children. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2007;71(11):1747-52.
382. Hartshorne TS, Nicholas J, Grialou TL, Russ JM. Executive function in CHARGE syndrome. *Child Neuropsychol* 2007;13(4):333-44.
383. Smith IM, Nichols SL, Issekutz K, Blake K, Canadian Paediatric Surveillance Program. Behavioral profiles and symptoms of autism in CHARGE syndrome: preliminary Canadian epidemiological data. *Am J Med Genet* 2005;133(3):248-56.
384. Bernstein V, Denno LS. Repetitive behaviors in CHARGE syndrome: differential diagnosis and treatment options. *Am J Med Genet* 2005;133A(3):232-9.
385. van Gent T, Goedhart AW, Hindley PA, Treffers PD. Prevalence and correlates of psychopathology in a sample of deaf adolescents. *J Child Psychol Psychiatry* 2007;48(9):950-8.
386. van Eldik T, Treffers PD, Veerman JW, Verhulst FC. Mental health problems of deaf Dutch children as indicated by parents' responses to the child behavior checklist. *Am Ann Deaf* 2004;148(5):390-5.
387. Wallis D, Musselman C, MacKay S. Hearing Mothers and Their Deaf Children: The Relationship between Early, Ongoing Mode Match and Subsequent Mental Health Functioning in Adolescence. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2004;9(1):2-14.
388. Brubaker RG, Szakowski A. Parenting Practices and Behavior Problems among Deaf Children. *Child Fam Behav Ther* 2000;22(4):13-28.
389. Mejstad L, Heiling K, Svedin CG. Mental health and self-image among deaf and hard of hearing children. *Am Ann Deaf* 2009;153(5):504-15.
390. Fellingner J, Holzinger D, Beitel C, Laucht M, Goldberg DP. The impact of language skills on mental health in teenagers with hearing impairments. *Acta Psychiatr Scand* 2009;120(2):153-9.
391. Kushalnagar P, Krull K, Hannay J, Mehta P, Caudle S, Oghalai J. Intelligence, Parental Depression, and Behavior Adaptability in Deaf Children Being Considered for Cochlear Implantation. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2007;12(3):335-49.
392. Polat F. Factors Affecting Psychosocial Adjustment of Deaf Students. *J Deaf Stud Deaf Educ* 2003;8(3):325-39.
393. Haute Autorité de Santé. Rapport de la commission d'audition. Audition publique accès aux soins des personnes en situation de handicap. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2009.
394. Haute Autorité de Santé. Audition publique : Accès aux soins des personnes en situation de handicap. Paris, 22-23 octobre 2008. Texte des experts. Tome 1. Saint-Denis La Plaine: HAS; 2009.
395. Le Duff R, Raynaud P. Les services d'éducation spéciale et de soins à domicile (SESSAD) : publics et modalités d'intervention. *Etudes et Résultats* 2007;(574):1-7.
396. Caisse Régionale d'Assurance Maladie d' le-de-France. Les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce d' le-de-France 2002. Paris: CRAMIF; 2002.
397. Service médical de la région du Nord-Est, Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Nord-Est. Les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce.  tude de fonctionnement et recommandations. Nancy: CRAM Nord-Est; 2001.
398. Centre Régional d'Aquitaine d'études et d'Actions sur les Handicaps et les Inadaptations d'Aquitaine, Marabet B, Hibon L, Decourchelle D. Les jeunes déficients auditifs en Aquitaine.  tat des lieux en 2004 et analyse des besoins.

Bordeaux: CREAHI d'Aquitaine; 2004.

399. Frontin A. SESSAD, SSEFIS, services de soutien visant à l'intégration scolaire de l'enfant sourd. Place de l'orthophonie [thèse]. Lille: Université du droit et de la santé; 2000.

400. Espagnol P, Prouchandy P. La scolarisation des enfants et adolescents handicapés.  tudes et Résultats 2007;564.

401. Barreyre JY, Bouquet C, Fiacre P, Peintre C. Les trajectoires institutionnelles et scolaires des enfants passés en CDES.  tudes et Résultats 2007;(580):1-8.

402. Vanovermeir S. Déficiences et handicaps des enfants passés par les CDES.  tudes et Résultats 2006;(467):1-8.

403. Monteil C. Les établissements et services pour enfants et adolescents handicapés en 2001.  tudes et Résultats 2004;288.

404. Direction de la recherche des études de l'évaluation et des statistiques. Les établissements et services médico-sociaux pour enfants et adolescents handicapés activité, clientèle et personnel au 31 décembre 2001. Paris: DREES; 2004.

405. Sous-direction de la qualité et du fonctionnement des établissements de santé. Qualité de la prise en charge des usagers dans les établissements de santé : prise en charge des patients sourds 2007. <<http://www.sante-sports.gouv.fr/qualite-de-la-prise-en-charge-des-usagers-dans-les-etablissements-de-sante-prise-en-charge-des-patients-sourds.html>> .

406. Ministère de l'éducation nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Office national d'information sur les enseignements et les professions. Jeunes handicapés auditifs : Annuaire des établissements de scolarisation. R adapt tion ed. Paris: Onisep; 2007.

407. Markides A. Age at fitting of hearing aids and speech intelligibility. Br J Audiol 1986;20(2):165-7.

408. Chmiel R, Sutton L, Jenkins H. Quality of life in children with cochlear implants. Ann Otol Rhinol Laryngol 2000;185:103-5.

409. Wetherby AM, Prizant BM. Communication and Symbolic Behavior Scales Developmental Profile. Baltimore: Brookes Publishing Company; 2002.

410. Rossetti L. The Rossetti Infant-Toddler Language Scale: A Measure of Communication and Interaction. East Moline: LinguiSystems;

1990.

411. Virole B. La langue des signes (LSF). Nécessité du bilinguisme précoce.  chelles d'évaluation de la langue des signes <<http://pagesperso-orange.fr/virole/DA/ECHLSF.htm#eva>> .

412. Nader-Grosbois N. Grille d'analyse des stratégies autor gulatrices et h t ror gulatrices : intérêt pour l'intervention auprès des personnes à développement atypique. In: Gascon H, Poulin J-R, Detraux J-J, Boisvert D, Haelewyck M-C, ed. Déficience intellectuelle : savoirs et perspectives d'action. Tome 2 : Formation, interventions, adaptation et soutien social. Québec: Presses Inter Universitaires; 2006. p. 263-278.

413. Bassano D, Labrell F, Champaud C, Lemétayer F, Bonnet P. Le DLPF : un nouvel outil pour l'évaluation du développement du langage de production en français. Enfance 2005;(2):171-208.

414. L g  Y, Dague P. Test de Vocabulaire en Images. Paris: ECPA; 1976.

415. Thibault MP, Helloin MC, Croteau B. EXALANG 5-8. Batterie informatisée pour l'examen du langage oral et écrit chez l'enfant de 5 à 8 ans 2002. <<http://www.orthomotus.com/produits/exalang58e1/exalang.php>> .

416. Ecalle J. THaPho. Test d'habiletés phonologiques. Paris: Mot- -Mot; 2007.

417. Boehm A. Test des concepts de base (révisé). Manuel d'application. Paris: ECPA; 1989.

418. Dubus M-C, Lemoine M-P, Lesage P. ECLA. Outil d'évaluation des Compétences Langagières. Isbergues: Ortho  dition; 2008.

419. Deltour JJ, Hupkens D. Test de vocabulaire actif et passif, TVAP. Paris: EAP; 1980.

420. Maller S, Singleton J, Supalla S, Wix T. The development and psychometric properties of the American sign language proficiency assessment (ASL-PA). J Deaf Stud Deaf Educ 1999;4(4):249-69.

421. Supalla T, Newport E, Singleton J, Supalla S, Coulter G, Metlay D. The Test Battery for American Sign Language Morphology and Syntax. San Diego: Dawn Sign Press; 2009.

422. Fehrmann G, Huber W, J ger L, Sieprath H, Werth I. Linguistische Konzeption des Aachener Tests zur Basiskompetenz in Deutscher Geb rdensprache (ATG). (Linguistic Conception of the Aachen Test of Basic Competence of

German Sign Language (ATG)). Manuscript, RWTH-Aachen, Germanistisches Institut & Neurologische Klinik, Projekt DESIRE. RWTH-Aachen: Germanistisches Institut & Neurologische Klinik; 1995.

423. Fehrmann G, Huber W, J ger L, Sieprath H, Werth I. Aufbau des Aachener Tests zur Basiskompetenz in Deutscher Geb rdensprache (ATG). (Design of the Aachen Test of Basic Competence of German Sign Language (ATG)). Manuscript, RWTH-Aachen, Germanistisches Institut & Neurologische Klinik, Projekt DESIRE. RWTH-Aachen: Germanistisches Institut & Neurologische Klinik; 1995.

424. Herman R, Holmes S, Woll B. Assessing British Sign Language Development: Receptive Skills Test. Coleford: Forest Bookshop; 1999.

425. Mouny J. Signed Language Development Checklist. Training Manual. Princeton: Educational Testing Service; 1993.

426. Mouny J. Signed Language Development Checklist. Princeton: Educational Testing Service; 1994.

427. George F, Pech-Georgel C. BELO. Batterie d'évaluation de la Lecture et de l'Orthographe (B). Marseille:  ditions Solal; 2006.

428. Lobrot M. ORLEC. Orthographe et Lecture. Paris:  ditions du Centre de Psychologie Appliquée; 1998.

429. Khomsi A.  valuation des compétence du langage écrit. Paris:  ditions du Centre de Psychologie Appliquée; 1990.

430. Harrigan S, Nikolopoulos TP. Parent interaction course in order to enhance communication skills between parents and children following pediatric cochlear implantation. *Int J Pediatr Otorhinolaryngol* 2002;66(2):161-6.

Participants

Les sociétés savantes et associations professionnelles suivantes ont été sollicitées dans le cadre de l'élaboration de ces recommandations afin de transmettre des noms de participants aux différents groupes ci-dessous :

- Association « Action Connaissance Formation pour la Surdité »
- Association nationale des équipes contribuant à l'action médico-sociale précoce
- Association nationale des parents d'enfants sourds
- Association Réseau d'actions médico-psychologiques et sociales pour enfants sourds
- Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations
- Comité consultatif national d' thique
- Fédération française de psychiatrie
- Fédération nationale des Sourds de France
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'éducation nationale
- Société française d'ORL et de chirurgie cervico-faciale
- Société française de pédiatrie
- Société française de psychologie
- Structure d'accueil et soins en langue des signes
- Union nationale des associations de parents d'enfants déficients auditifs
- Union nationale pour l'insertion sociale des déficients auditifs
- Union nationale pour le développement de la recherche et de l'évaluation en orthophonie

Les membres du comité d'organisation, sauf deux, et les membres du groupe de travail ont communiqué leurs déclarations publiques d'intérêts à la HAS, consultables sur www.has-sante.fr. Elles ont été analysées en fonction du thème de ces recommandations. Les intérêts déclarés par les membres du groupe de travail ont été considérés comme étant compatibles avec leur participation à ce travail.

Par ailleurs, une consultation publique a été mise en place afin de permettre à toute association, institution ou organisme de participer à la phase de lecture du projet de recommandations *via* un questionnaire mis à disposition par Internet (pour connaître les organisations ayant participé, voir document annexe « Surdité de l'enfant – Consultation publique et groupe de lecture : résultats relatifs au projet initial de recommandations », téléchargeable sur www.has-sante.fr).

Comité d'organisation

M. Boroy Jérémie, représentant d'usagers, Paris

Dr Busquet Denise, ORL, Paris

M. Dagon Jean, médecin généraliste, Marseille

Dr Delaroche Jean-Michel, pédopsychiatre, Paris

M. Gachet Pierre-François, représentant Direction générale de la scolarité, ministère de l'éducation nationale, Paris

Mme Gargam Nicole, représentante d'usagers, Brest

Mme Guillard Suzanne, psychologue, La Charité-sur-Loire

Dr Lefeuvre Brigitte, médecin spécialiste, représentante Direction générale de la santé, ministère de la santé et des sports, Paris

Dr Loundon Natalie, ORL, Paris

Dr Marlin Sandrine, médecin généticien, Paris

Pr Monin Pierre, pédiatre, Vandœuvre-lès-Nancy

Mme Seau Isabelle, représentante d'usagers, Paris

Mme Valette-Fruhinsholz Françoise, orthophoniste, Guebwiller

Groupe de travail

Pr Dauman René, ORL, Bordeaux, président du groupe de travail

Joëlle André-Vert, chef de projet HAS, Saint-Denis La Plaine

Mme Le Normand Marie-Thérèse, directeur de recherche Inserm, Paris, chargée de projet

M. Bizaguet  ric, audioprothésiste,
M. Dalle Patrice, enseignant, repr senteant
d'usagers, Toulouse
Dr Debrulle Chantal, pédiatre, Nancy
Mme Descourtieux Chantal, orthophoniste
Paris
Pr Duverger Philippe, pédopsychiatre, Angers
Mme Gorouben Annette, orthophoniste, Paris
Dr Ibad-Ramos Marina, pédopsychiatre, Paris
Mme Jolis Hélène, psychomotricienne,
psychologue clinicienne, Mérignac
Mme Kellerhals Marie-Paule, enseignante,
Colomiers
Pr Le Coz Pierre, enseignant, philosophe,
Marseille

Mme Leven Annette, repr senteant d'usagers,
Paris
Mme Libat Delphine, enseignante, CAPEJS,
Mérignac
Dr Loundon Natalie, ORL, Paris
Mme Martinand-Flesch Dominique,
orthophoniste, Juvignac
Dr Péri Fontaa Élisabeth, ORL, Strasbourg
M. Pons Michel, repr senteant d'usagers,
Rouen
Dr Roman Stéphane, ORL, Marseille
Mlle Sallandre Marie-Anne, linguiste, Saint-
Denis
Mme Senez-Rovinski Michelle, pédiatre,
Belfort

Groupe de lecture

Dr Azema Danièle, pédopsychiatre, Paris
Dr Bocquet Alain, pédiatre, Besançon
M. Courtin Cyril, chargé de recherche CNRS,
Paris
Dr Debruge  ric, pédopsychiatre, Bordeaux
Pr Deguine Olivier, ORL, Toulouse
Mme Deh tre Anne, orthophoniste, Nesmy
M. Dejean François, audioprothésiste,
Montpellier
Mme Dumont Annie, orthophoniste, Paris
Dr Esman Laetitia, médecin généraliste,
Toulouse
Mme Eugène Claire, psychologue, Paris
M. Faggiano Robert, audioprothésiste, Caen
Mme Farges Nicole, psychologue, Paris
M. Felden Stéphane, repr senteant d'usagers,
Plobsheim
Dr Fortineau Jacques, pédopsychiatre, Paris
M. Franzoni Martial, orthophoniste, Paris
Mme Fuentes Katy, présidente ANECAMSP,
Paris
Dr Garabedian Er a-Noël, ORL, Paris
M. Goasmat Grégory, psychologue, Brest
Mme Hutter Cécilia, linguiste, Aignan
Mme Kholoukhev Delphine, repr senteant
d'usagers, Massy
Mme Lafleur Nathalie, audioprothésiste, Paris
M. Lefevre Frank, audioprothésiste, Saint-
Grégoire
Dr Lehembre Olivier, psychiatre, Valenciennes
Dr Lerosey Yannick, ORL, Évreux
Mme L v que Yvette, repr senteant
d'usagers, Paris
Mme Machu Sandrine, repr senteant
d'usagers, Faches-Thumesnil

Mme Manteau-Sépulchre Élisabeth,
orthophoniste, linguiste, Nevers
Dr Marioli Sandrine, pédiatre, Besançon
Dr Merville Arnaud, ORL, La Norville
Pr Mondain Michel, ORL, Montpellier
M. Orange Jean-Pierre, repr senteant
d'usagers, Beaupaire
M. Pedarregaix Edouard, audioprothésiste,
Pau
Mme Pignal Elisabeth, orthophoniste,
Toulouse
M. Radyna Zbigniew, repr senteant d'usagers,
Pollestres
M. Ragot Euph mia, directeur d'établissement
Jarville
Mme Raisson Françoise, orthophoniste, Saint-
Étienne
M. Renard Christian, audioprothésiste, Lille
Pr Sarda Pierre, pédiatre, Montpellier
Mme Saurel-Fruchard Marie-Laure,
repr senteant d'usagers, Paris
Dr Schindler Sophie, médecin généraliste,
Paris
Mme Tagher-Mosse Christiane, orthophoniste,
Besançon
Mme Thiry-Mannarelli Pascale, orthophoniste,
Besançon
M. Thomas Benoît, repr senteant d'usagers,
Toulouse
Mme Vieu Adrienne, orthophoniste, Palavas-
les-Flots
M. Virole Benoît, psychologue, Paris

Remerciements

La HAS tient à remercier l'ensemble des membres cités ci-dessus pour leur collaboration ainsi que les personnes suivantes :

- Dr Julie Biga et Dr Corinne Collignon, chefs de projet, HAS, pour la transmission de leurs dossiers relatifs à l'évaluation des actes et dispositifs médicaux (« appareils électroniques correcteurs de surdité » et « implants cochléaires ») ;
- Mlles Laetitia Cavalière, Émilie Costa, Jessica Layouni, assistantes de gestion, HAS, pour l'organisation des réunions et le secrétariat ;
- Dr Muriel Dh nain, chef de projet, HAS, pour son aide à l'analyse des études relatives aux implants cochléaires dans le cadre de la perspective des parents ;
- Mlle Gaëlle Fanelli, documentaliste, HAS, pour la recherche et la stratégie documentaire ;
- Mlle Anne Fischler, société Kynos, pour l'analyse et la synthèse qualitative des résultats de la consultation publique et de la phase de lecture ;
- Mlle Gersende Georg, chef de projet, HAS, pour son aide à la mise en œuvre de la consultation publique et à la rédaction de la fiche de synthèse ;
- Mme Brigitte Le Cossec, responsable mission études et Marketing, HAS, pour son aide à la mise en œuvre de la consultation publique ;
- Mmes Yasmine Lombry et Julie Mokhbi, pour la gestion documentaire.

